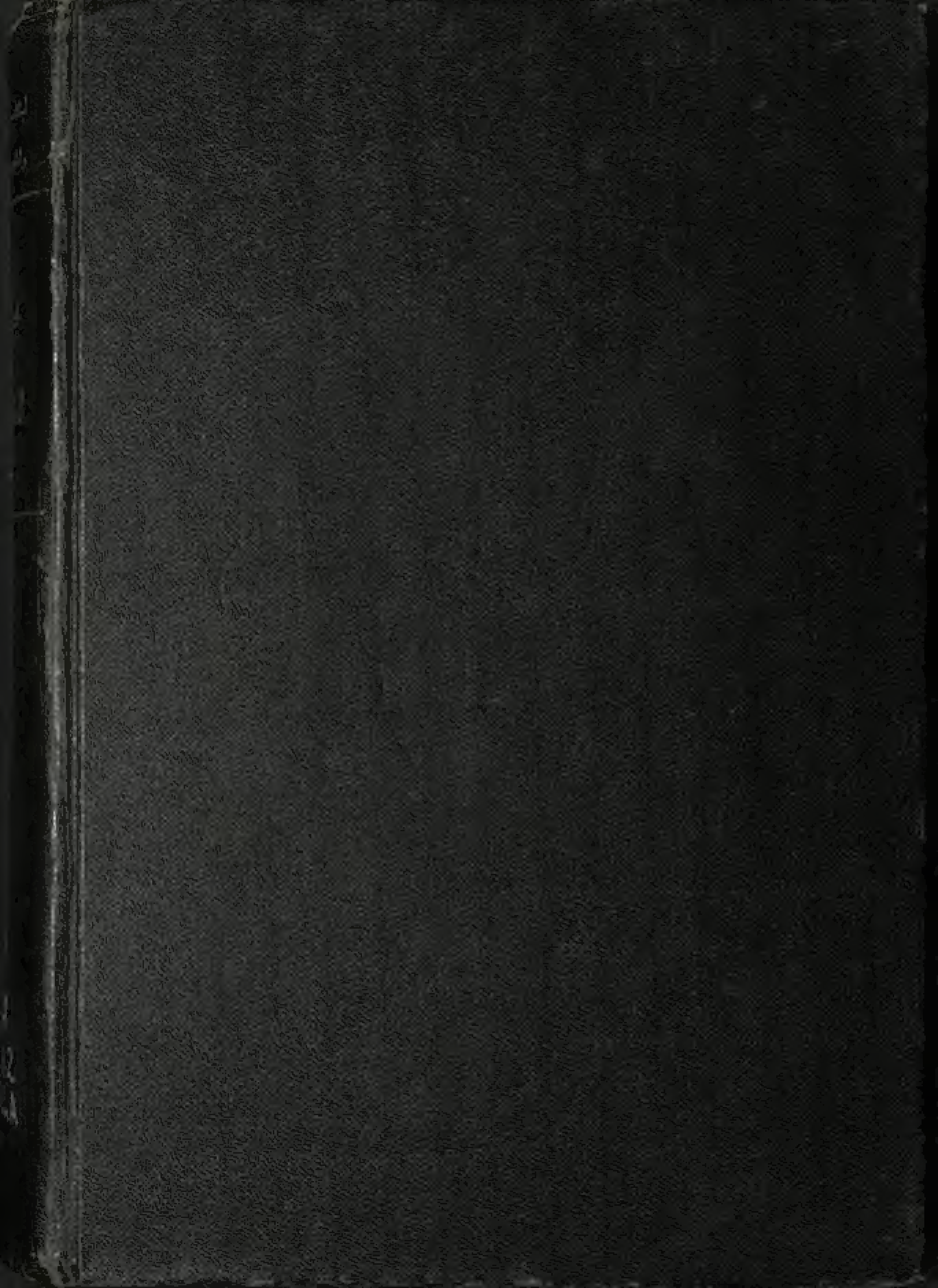
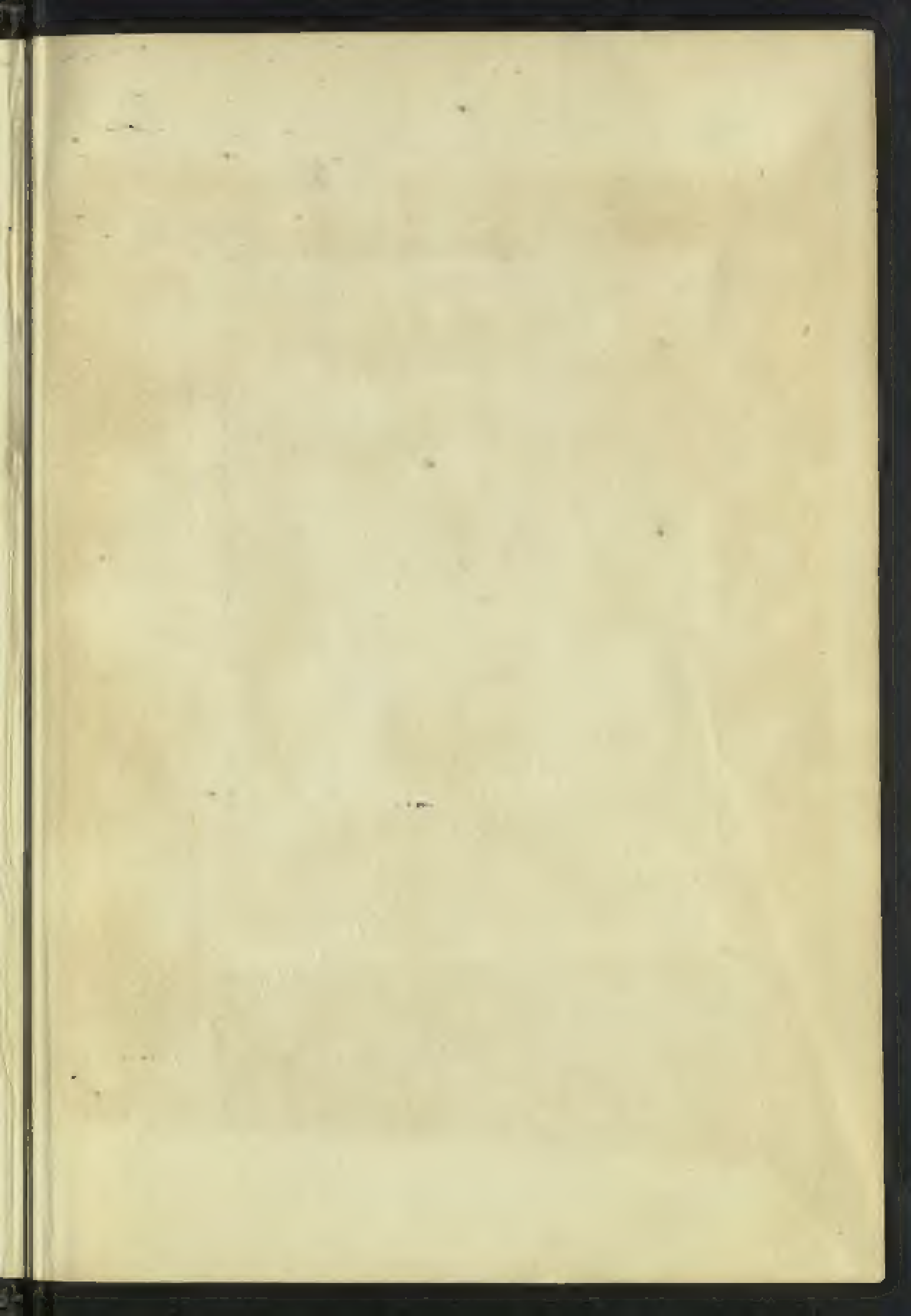
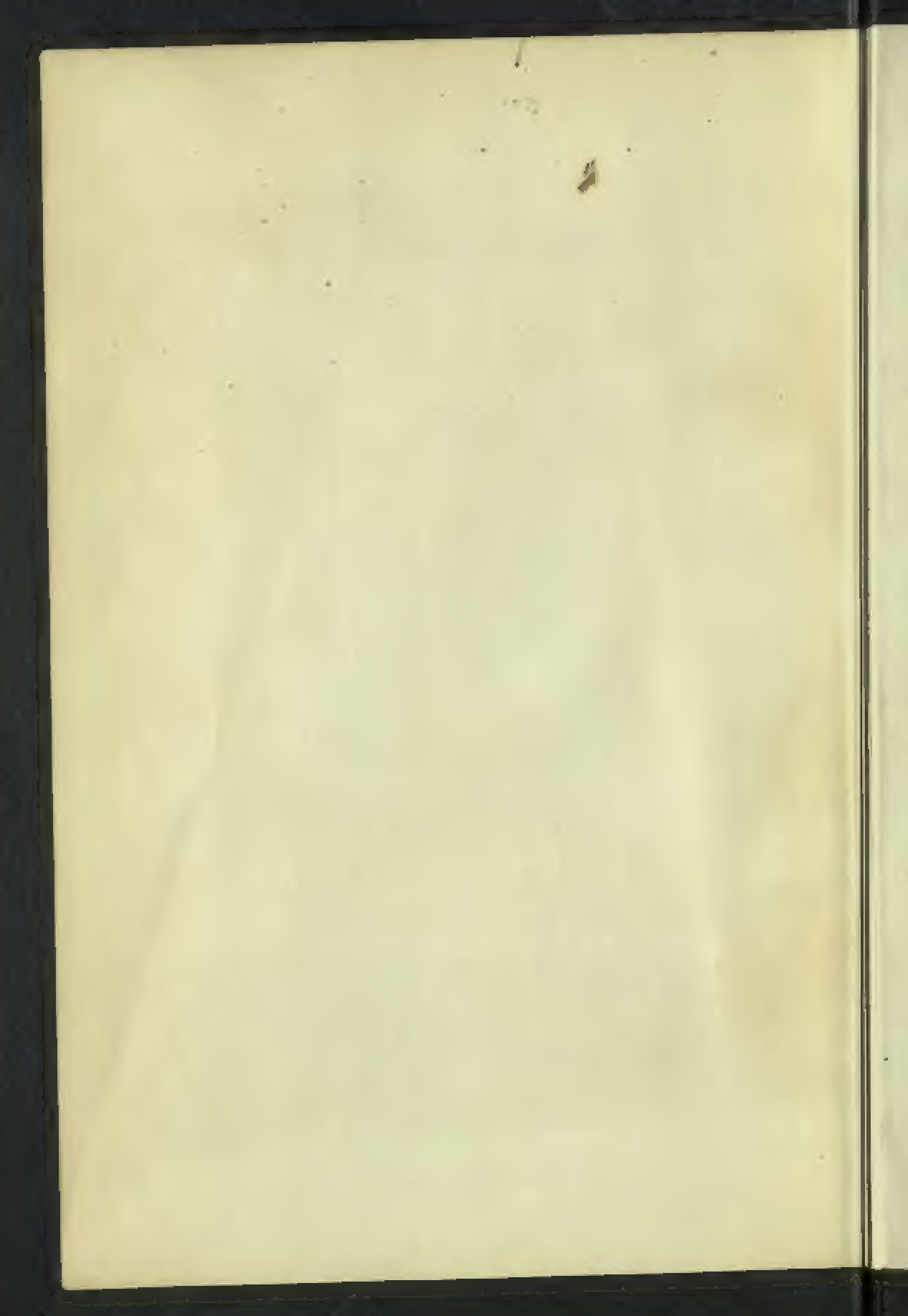


AMERICAN UNIVERSITY OF BEIRUT
1866





IMPRIMERIE « DAR AL-HAYAT » — BEYROUTH

PUBLICATIONS DU MINISTERE DE LA JUSTICE

EN TEXTE ARABE

- **Journal Officiel de la République Libanaise (Hebdomadaire)**
  Abonnement [illegible] L.L. Etranger 30 L.L.

- **Recueil des Lois (10 [illegible])**
  Prix Pour les Mag[illegible] 25 L.L. (avec classeurs)
  Pour [illegible] asseurs 250 L.L. (avec classeurs)

- **Suppléments du Recueil des Lois**
  No 1 [illegible] 30 M[illegible] 1949 prix [illegible]
  No [illegible] jusqu'au 30 Mars [illegible] prix [illegible]
  No [illegible] prix [illegible]
  No 4 jusq[illegible]
  No [illegible] au 30 Mars [illegible]

- **Index analytique** [illegible] parus de 1918 à 1947 prix [illegible]

- **Index analytique** [illegible] 1926-1940
  [illegible] Sep. 1947 prix 5 [illegible]

- **Recueil des Décisions du Conseil d'Etat**
  [illegible] Avril 19[illegible] Décembre 1950) prix [illegible] L.L.

EN TEXTE FRANÇAIS

- **Répertoire de Jurisprudence Libanaise** (J[illegible] Mixtes 1924-1946
  2 Tomes Prix 30 L.L. Pour les Magis[illegible] 23 L.L.

EN TEXTES ARABE ET FRANÇAIS

- **La Revue Judiciaire Libanaise (mensuelle)**
  Abo[illegible] stagiaires }
  [illegible] de justice } [illegible]5 [illegible]

  [illegible] 25 L.L.

REPUBLIQUE LIBANAISE

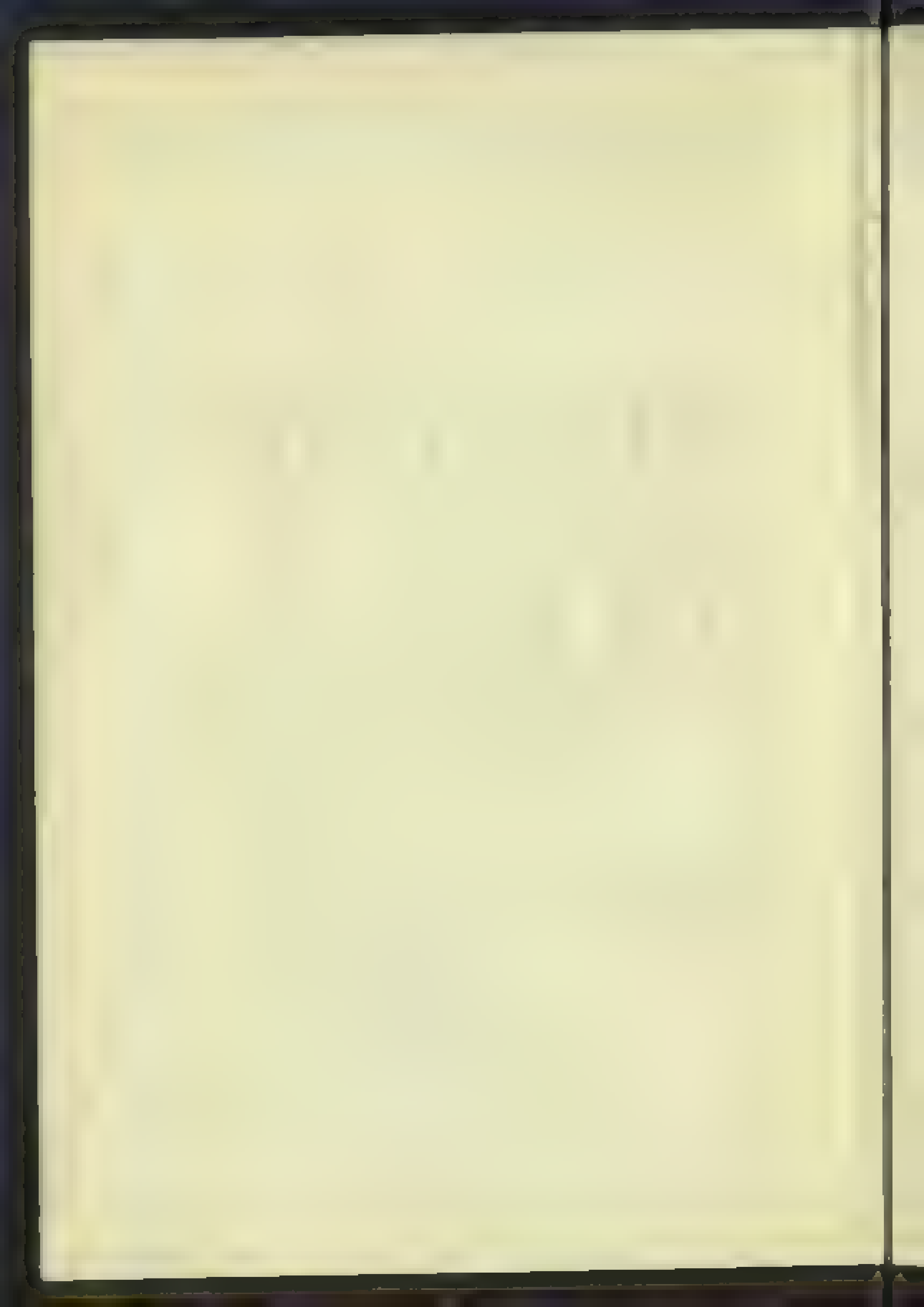
MINISTÈRES DE LA 'JUSTICE
ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DES LIBANAIS D'OUTRE-MER

RECUEIL
DES
TRAITES

ET CONVENTIONS BILATÉRALES

AVEC UN INDEX DES ACCORDS GÉNÉRAUX
INTERNATIONAUX AUXQUELS LE LIBAN A ADHÉRÉ

Beyrouth — 22 Novembre 1951



PLAN DE L'OUVRAGE

CONSTITUTION LIBANAISE

ARTICLE 52

Loi constitutionnelle du 9 novembre 1943, art. 5

Le Président de la République Libanaise négocie et ratifie les traités. Il en donne connaissance à la Chambre aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'État le permettent.

Les traités qui engagent les finances de l'État, les traités de commerce et en général les traités qui ne peuvent être dénoncés à l'expiration de chaque année, ne sont définitifs qu'après avoir été votés par la Chambre.

PREFACE

— par —
ANIS SALEH
Directeur Général de la Justice

Depuis plusieurs années déjà, le Ministère de la Justice a entrepris d'établir des Recueils de Lois et Règlements relatifs aux diverses branches de la législation libanaise, de les éditer et de les mettre à la disposition des magistrats, des avocats, des autres hommes de loi et des fonctionnaires.

Or la plupart des Accords Internationaux contiennent des dispositions qui modifient ou contredisent la législation interne et qui doivent cependant être appliquées sur le territoire libanais. Ils renferment parfois des réglementations économiques et commerciales dont la connaissance est indispensable aux commerçants et industriels.

Le seul Recueil en cette matière est nettement insuffisant puisqu'il date de 1935 et ne contient que les actes diplomatiques intéressant l'ancienne puissance mandataire.

Aussi le Ministère de la Justice, en collaboration avec le Ministère des Affaires Etrangères et des Libanais d'Outre Mer, a-t-il décidé la publication d'un Recueil complet d'accords internationaux comprenant deux parties.

La première réunit, groupés par pays contractants, les traités et accords bilatéraux signés par le Liban.

La seconde énumère les accords internationaux généraux auxquels le Liban a adhéré avec les indications nécessaires pour s'y référer et dont nous n'avons pas jugé nécessaire de publier les textes mêmes, parce qu'il est aisé de les retrouver dans les Recueils internationaux.

Nous remercions le Ministère des Affaires Etrangères pour sa précieuse collaboration dans le regroupement d'une grande partie des textes contenus dans le présent Recueil. Nous espérons que ce travail trouvera, auprès de tous, un accueil favorable.

Beyrouth, le 22 Novembre 1951

NOTES DE TRAVAIL

par

ELIE J. BOUSTANY

(Chef de Service au Ministère de la Justice)

La méthode de travail adoptée pour la mise au point du présent RECUEIL a été différente pour les accords bilatéraux de celle utilisée pour les accords généraux. Nous croyons qu'il est indispensable d'exposer l'une et l'autre pour faciliter les recherches du lecteur.

I. LES ACCORDS BILATERAUX

Ces actes diplomatiques ont été regroupés par pays contractants ; une liste complète a été établie comprenant la date de l'instrument, le lieu de sa signature, son objet et les références aux documents de législation interne le concernant et aux recueils officiels qui l'ont publié ou qui y ont fait allusion.

Nous les avons regroupés sous deux rubriques : les textes signés antérieurement à Novembre 1943 et ceux signés postérieurement à cette date, le Liban ayant acquis le 22 Novembre 1943 le plein exercice de sa souveraineté internationale.

1) *AVANT NOVEMBRE* 1943

Sauf deux exceptions (les accords judiciaires avec la Jordanie et l'Irak vu leur usage courant) le texte de ces instruments n'a pas été publié, mais nous avons énuméré tous ceux qu'il nous a été possible de relever.

Les recherches relatives à cette période ont été particulièrement laborieuses, les documents n'ayant pas tous été publiés ni jamais inventoriés et regroupés. Il y a bien eu le « RECUEIL des Actes diplomatiques du H.C.F. » (1935) mais il est incomplet et, pour la période 1935-1951, aucun autre recueil n'existe.

Il a donc fallu, pour arriver à établir les listes, revoir les collections complètes du « Journal Officiel » (1920-1951) et du « Bulletin Officiel du H.C.F. » (1920-1943).

La plupart de ces textes signés par la France, puissance mandataire ou rarement directement par le Liban ont perdu de leur actualité, ayant été dénoncés ou implicitement supprimés par l'indépendance ou par des actes ultérieurs. Certains d'entre eux, les accords judiciaires notamment, demeurent toutefois en vigueur.

2) *APRÈS NOVEMBRE 1943*

Les documents signés après cette date ont été publiés, les accords postaux exceptés, avec en plus des renseignements donnés pour les textes de la période antérieure, l'indication :

— de la loi qui a autorisé la ratification avec référence au Journal Officiel (année, numéro, date) ;

— de la date de l'entrée en vigueur ;

— de la date de l'échange des instruments de ratification ;

— des langues officielles du texte original.

Certains d'entre eux ont été signés sans être encore ratifiés. D'autres, avant leur ratification, sont exécutoires en partie ou exécutés en fait ; nous avons, chaque fois, éclairé le lecteur.

Ces textes, dans leur grande majorité, n'ont pas paru au Journal Officiel. C'est dans les archives des Ministères de la Justice et des Affaires Étrangères ainsi qu'auprès des services techniques que nous les avons retrouvés et nous les avons présentés dans l'ordre chronologique de leurs signatures.

4) LES ACCORDS INTERNATIONAUX GÉNÉRAUX

La Société des Nations a publié régulièrement depuis 1920 et jusqu'en 1944 la liste des signatures, des ratifications et adhésions données aux accords et conventions conclus sous ses auspices. Ces listes étaient soumises au Conseil de la Société des Nations qui avait été chargé par une résolution de l'Assemblée en date du 25 septembre 19[illegible]6 d'examiner les moyens d'accélérer la mise en vigueur des accords et conventions. Réunissant dans un document unique, publié périodiquement, des informations dont la recherche n'est pas toujours facile, les listes publiées par la Société des Nations ont, par ailleurs, constitué un instrument de documentation précieux.

Depuis la création en 1945 de l'Organisation des Nations Unies, un nombre déjà important de conventions ou accords internationaux multilatéraux ont été conclus qui ont confié au Secrétaire général les fonctions de dépositaire. A ce titre, le Secrétaire général informe les gouvernements intéressés des signatures données, des dépôts d'instruments de ratification ou d'acceptation, de l'entrée en vigueur de la convention dont il s'agit et des diverses notifications ou déclarations qu'il reçoit à son sujet.

Ces informations dont l'importance est considérable puisqu'elles ont trait à l'étendue de l'application des conventions et accords nationaux, sont par la suite publiées dans le « *Recueil des Traités* » des Nations Unies, mais uniquement après l'entrée en vigueur et l'enregistrement des instruments dont il s'a

gé et suivant l'ordre chronologique. Dans ces conditions il n'est pas toujours facile de retrouver rapidement les renseignements que l'on désire.

Il est apparu qu'il serait dès lors particulièrement utile de reprendre tous renseignements nécessaires relativement aux instruments internationaux qui engagent le Liban.

La liste que nous avons établie répond à ce but. Les textes qui y sont mentionnés sont en principe des instruments internationaux à caractère multilatéral quelle que soit leur dénomination : traité, convention, accord, protocole, arrangement.

Il est à noter par ailleurs, que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté un certain nombre de protocoles modifiant des conventions conclues sous l'égide de la Société des Nations. Les amendements apportés à des conventions ne lient cependant pas encore tous les Etats qui y sont devenus parties.

CONSÉQUENCES DES MODIFICATIONS DE STATUT POLITIQUE

Les modifications qui sont intervenues dans le statut politique du Liban posent des problèmes juridiques et pratiques délicats.

En effet, conformément aux clauses de certaines conventions, les parties contractantes en avaient étendu l'application à des territoires sur lesquels elles exerçaient alors des responsabilités d'administration. Or certains de ces territoires ont, depuis, acquis un plein et entier statut d'indépendance, voire même sont devenus Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Les protocoles modificatifs de conventions anciennes ayant prévu qu'ils étaient ouverts à la signature des seuls Etats parties à ces conventions, la question s'est donc posée de savoir si les Etats nouveaux devaient être considérés comme parties en raison des obligations prises par les Puissances qui exerçaient autrefois les responsabilités d'administration à leur égard.

Sans doute, dans certains traités ou instruments qui consacrent l'indépendance du Liban, le problème de la succession aux obligations et droits internationaux se trouve traité. Mais la question se pose de savoir s'il n'est pas nécessaire que le Liban signifie aux parties contractantes, par un acte exprès, qu'il se considère comme lié par les conventions qui prévoient ces droits et obligations.

En fait, les protocoles *modificatifs* de conventions anciennes, ont été signés par le Liban auxquels ces conventions étaient applicables du fait de déclarations faites par la France qui exerçait autrefois l'autorité sur son

territoire. Etant donné la clause permettant à certains Etats le droit de devenir parties à ces protocoles, la signature par le Liban constitue une reconnaissance implicite à l'égard de la communauté internationale qu'il se considère toujours comme lié par les conventions en question. Dans quelques cas une déclaration expresse a été faite dans ce sens.

L'entrée en vigueur des conventions, la procédure suivant laquelle les Etats y deviennent parties, l'étendue de l'application des conventions dans les territoires extra-métropolitains qu'ils représentent sur le plan international sont réglés par les clauses « formelles » de chaque instrument international.

LA PROCÉDURE D'ADHÉSION

Il est à noter à ce propos qu'une évolution notable est intervenue depuis quelques années dans la procédure suivant laquelle les Etats deviennent parties à des accords internationaux.

Les conventions conclues sous les auspices de la Société des Nations disposaient généralement que la Convention était ouverte à la signature sous réserve de ratification, cette signature devant généralement être donnée dans un certain délai, et qu'à partir d'une date déterminée la convention était ouverte à l'adhésion des Etats qui ne l'avaient pas signée.

Cette procédure entraînant l'obligation pour les Etats signataires de ratifier la convention par le dépôt d'instruments formels émanant du Chef de l'Etat. L'adhésion devant également faire l'objet du dépôt d'un instrument émanant de la même autorité suprême. Cette procédure entraînant forcément des délais. Aussi l'Assemblée des Nations dans sa résolution du 3 Octobre 1930 relative aux moyens d'augmenter le nombre des signatures, ratifications et adhésions données aux conventions internationales conclues sous les auspices de la Société des Nations a-t-elle notamment demandé au Conseil de rechercher dans quelle mesure il serait possible, étant donné la Constitution et les pratiques des différents Etats, d'adopter la procédure qui consiste à signer des instruments revêtant la forme d'accords gouvernementaux non sujets à ratification et de se conformer à cette procédure autant qu'il se pourrait.

La plupart des conventions ou accords passés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ont adopté à cet égard une procédure et une terminologie simplifiées. Il y est en effet prévu qu'un Etat peut devenir partie à l'accord soit en le signant sans réserve quant à l'approbation ou l'acceptation ultérieures, soit en l'acceptant après l'avoir signé sous réserve d'acceptation ultérieure, soit enfin en l'acceptant sans qu'il ait été besoin au préalable de le signer. On a ainsi donné aux Etats pour lesquels il n'existe pas de difficulté constitutionnelle à cet égard le moyen de devenir immédiatement partie à la

convention en la signant. Suivant cette technique, la signature d'un plénipotentiaire pouvant lier définitivement un État, l'établissement et l'examen des pleins pouvoirs reprennent une importance primordiale.

Par ailleurs, l'approbation ou l'acceptation qui suivent une signature sous réserve rappellent le procédé de la ratification et tiennent compte de la nécessité où se trouvent certains États, en vertu de leur Constitution, de ratifier formellement les conventions auxquelles ils ont déjà apposé leur signature.

On a d'ailleurs substitué au terme de ratification le terme d'approbation ou d'acceptation, la terminologie à cet égard n'étant pas encore uniforme et définitive. La différence qui existe entre l'acceptation ou l'approbation et la ratification est une différence de forme et non de fond. L'acceptation comme la ratification exprime en effet la décision d'un État de se lier définitivement à [illegible]. La nature des instruments d'acceptation n'a pas été précisée spécialement dans les accords qui prévoient cette procédure, mais il a été de pratique constante d'admettre à côté des lettres formelles de ratification de simples déclarations émanant du chef du gouvernement ou du ministre des affaires étrangères.

INDICATIONS ET SIGNES

Les [illegible] dans la liste des accords généraux ont [illegible] et la date de la conclusion ou [illegible] par l'Assemblée générale des Nations Unies sont suivis d'une [illegible] instrument.

[illegible] Nations Unies est [illegible] le chiffre romain désigne la partie I ou II du « *Recueil des Traités* » des Nations Unies.

La partie I comprend les traités et accords internationaux enregistrés au Secrétariat des Nations Unies, tandis que la partie II comprend les traités et accords internationaux classés et inscrits au répertoire par le Secrétariat. Le chiffre arabe indique le numéro du traité ou de l'accord dans chaque partie du « *Recueil* ». Par exemple « I — 25 » signifie l'instrument n° 25 de la première partie.

Les accords qui ont paru dans le « *Recueil des Traités* » de la Société des Nations sont marqués du symbole « SDN » suivi du numéro. Par exemple : « SDN » 2487.

Les numéros des volumes du « *Recueil des Traités* » des Nations Unies sont désignés par des chiffres arabes, les numéros des volumes du « *Recueil* » par des chiffres romains.

E.J.B.

ABREVIATIONS

AD — « Les Actes diplomatiques » recueil édité par le HFC le 1er Avril 1935

Ar — Partie arabe ou édition arabe

Arr — Arrêté du H.C.F

Art. — Article

BO — « Bulletin Officiel des actes administratifs du H.C.F puis de la Délégation Générale de la France Combattante et de la France Libre au Liban et en Syrie

D — Décret

DG — Délégation Générale de la France

D.L — Décret-Législatif

E — Accord Executé ou Entré en vigueur

EL — Echanges de lettres

FL — Indication pour les arrêtés promulgués par le Délégué Général de la France Libre au Liban

FC — I[illegible] pour [illegible] par [illegible] de la France Combattante au Liban

HCF — Haut-Commissariat de la République Française au Liban et en Syrie

JO — Journal Officiel de la République Libanaise

K — Indication pour les décrets promulgués par M. Bechara El KHOURY, Président de la République

L — Loi libanaise votée par la Chambre des Députés et promulguée par le Président de la République

LR — Indication pour les arrêtés portant Lois et Règlements et promulgués par le Haut Commissaire de la République Française au Liban et en Syrie

N° ou n — Numéro

NR — Indication pour un instrument diplomatique non ratifié encore par la Chambre des Députés à la date de l'impression du présent recueil

P ou p. — Page

PLG ou plg — Page de la partie « Législation Générale » du Journal Officiel de la République Libanaise

Ref — Référence. Se référer à.

RA — « Recueil des Actes Administratifs du HCF » — Annuel

RT — Le présent « Recueil des Traités ».

RTNU — « Recueil des Traités » des Nations Unies

SDN — « Recueil des Traités » de la Société des Nations

V ou v. — voir, consulter

Vol ou vol — volume

BIBLIOGRAPHIE

— RECUEIL DES TRAITES — NATIONS UNIES — Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies — Lake Success New-York Index Général N° 1 — Volumes 1 à 15 — 1950 — Texte en français.

— RECUEIL DES TRAITES — SOCIETE DES NATIONS — édité jusqu'en 1944, à Genève

— REVUE EGYPTIENNE DE DROIT INTERNATIONAL — Année 1-1945 2-1946 3-1947 4-1948 5-1949 6-1950 publiée par la Société Egyptienne de Droit International avec textes en langues arabe, française et anglaise
B.P. 495, Alexandrie (Egypte)

— SIGNATURES, RATIFICATIONS, ACCEPTATIONS, ADHESIONS etc. aux conventions et accords multilatéraux pour lesquels le Secrétaire Général de l'ONU exerce les fonctions de dépositaire — Nations Unies Lake Success New York 1950 — Liste à jour jusqu'au 15 Novembre 1949 (Numéro de vente 1949.V.9) — Texte en français

— SIGNATURES, RATIFICATIONS ET ADHESIONS concernant les accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations — Genève 1944 — Texte en français

— LES ACTES DIPLOMATIQUES en vigueur au 1er Avril 1935 dans les Etats du Levant sous mandat français — édités par le Haut Commissariat de la République Française en Syrie et au Liban — Beyrouth 1935 — Texte en français

— DOCUMENTS ET TEXTES relatifs aux relations économiques et financières entre la Syrie et le Liban depuis octobre 1943 au 14 Mars 1950 — Livre blanc édité par le Gouvernement Libanais
Beyrouth 1950 — Texte en langue arabe

— LES ARCHIVES du Ministère de la Justice et du Ministère des Affaires Etrangères et des Libanais d'outre-mer

— LE JOURNAL OFFICIEL de la République Libanaise — édité de 1920 jusqu'en Novembre 1943 en langues arabe et française et depuis cette date en langue arabe seulement

— LE BULLETIN OFFICIEL des Actes administratifs du Haut-Commissariat de la République Française au Liban et en Syrie — édité en langues arabe et française de 1920 à 1943

— RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS du Haut-Commissariat de la République française au Liban et en Syrie — édité annuellement en langues arabe et française jusqu'en 1939.

PREMIÈRE PARTIE

LES TRAITÉS ET CONVENTIONS BILATERALES

GROUPÉS PAR PAYS
ET PAR ORDRE
CHRONOLOGIQUE

AFGANISTAN

افغانستان

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — AFGANISTAN

اتفاقات دولية

بين لبنان وافغانستان

DEPUIS NOVEMBRE 1943

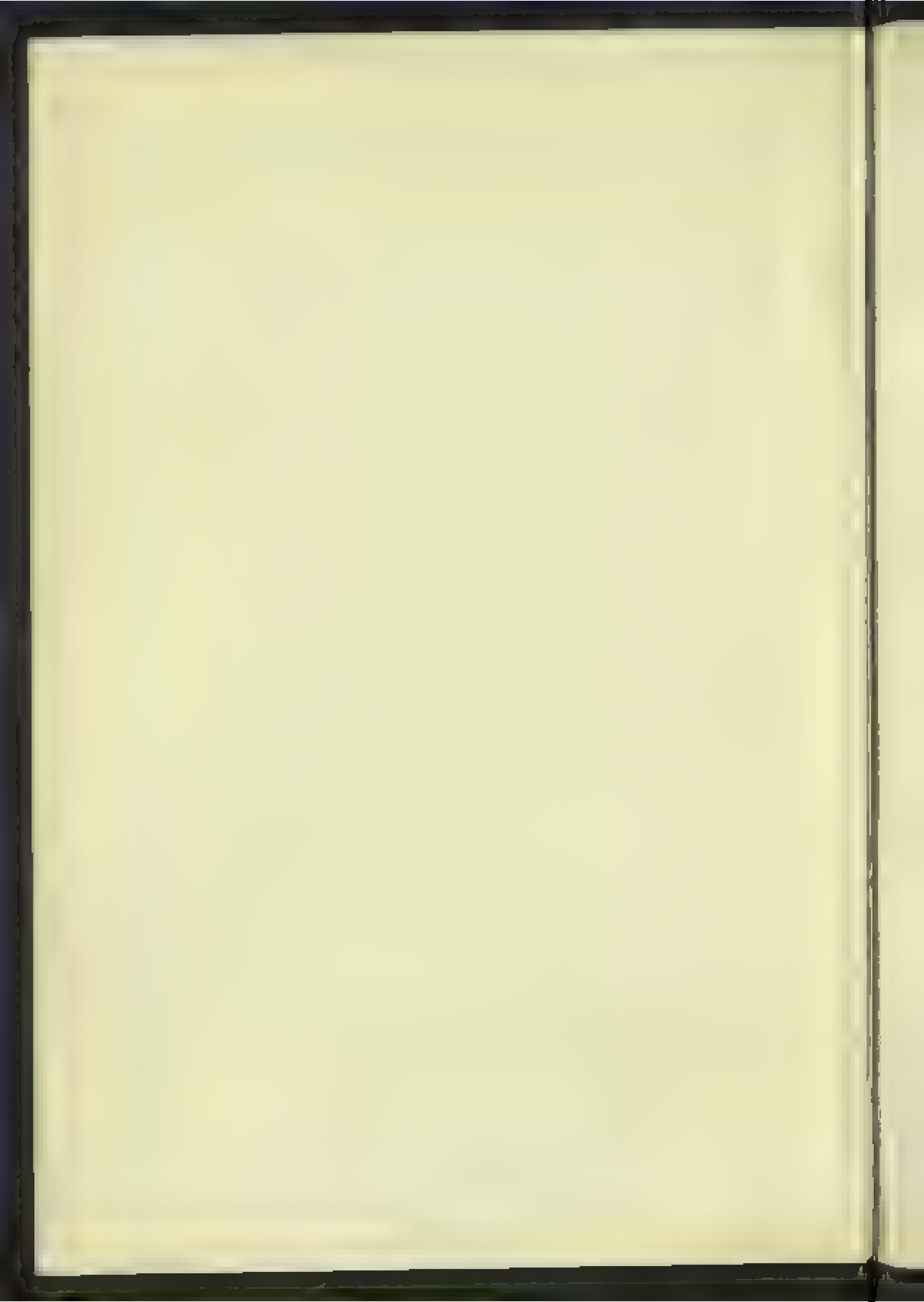
منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- 6 Septembre 1950 — Beyrouth

  TRAITÉ D'AMITIÉ

- ٦ ايلول ١٩٥٠ — بيروت

  معاهدة صداقة



معاهدة صداقة

TRAITÉ D'AMITIÉ

- وقعت في بيروت في ٦ ايلول ١٩٥٠
- وضع النصان الرسميان المعتمدان باللغتين العربية والفارسية
- ٥٢٤

- Signé à Beyrouth 6 Septembre 1950
- Les textes officiels sont établis en langue arabe et persane
- NR

ان حضرة صاحب الجلالة ملك افغانستان من جهة ،

وحضرة صاحب الفخامة رئيس الجمهورية اللبنانية من جهة اخرى ،

رغبة منهما في تقوية العلاقات الودية والروابط الحسنة بين بلديهما ،

قررا عقد معاهدة صداقة ، وعينا لهذه الغاية مندوبيهما المفوضين :

عن جلالة ملك افغانستان : سعادة سردار عالي علام يحيى خان طرزي ، وزير افغانستان المفوض في لبنان .

عن فخامة رئيس الجمهورية اللبنانية : معالي فيليب تقلا ، وزير الخارجية والمغتربين .

اللذين بعد ان تبادلا وثائق تفويضهما ووجداها صحيحة ومطابقة للاصول المرعية ، اتفقا على ما يأتي :

المادة الاولى . — تعاهد افغانستان ولبنان عهد صداقة وسلام ، ويشادان بينهما كدولتين مستقلتين علاقات ودية دائمة .

المادة الثانية . — يوافق الطرفان الساميان المتعاقدان على دوام العلاقات الدبلوماسية والقنصلية بينهما وفاقاً للمبادئ والاصول الدولية . ويعامل كل منهما الممثلين الدبلوماسيين

والمصليين اساسيين للعرف الاحمر والقيمين في اراضيه معاملة مستمدة من القوانين الدولية المرعية .

المادة الثالثة — تعمل بهذه المعاهدة الى ان يبلغ احد الطرفين الطرف الاخر رغبته في ابطالها وتعديلها على ان تظل سارية المفعول ستة اشهر بعد التبليغ .

المادة الرابعة — تبرم هذه المعاهدة وتتم تبادل وثائق الابرام في اقرب وقت ممكن .

وقد وقع المندوبان المفوضان على هذه المعاهدة بنصيها الفارسي والعربي ومهراها بخاتميهما .

حررت في السادس من [illegible] الخمسون بعد الالف وتسعمائة .

ALLEMAGNE

المانيا

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — ALLEMAGNE

اتفاقات دولية

بين لبنان والمانيا

AVANT NOVEMBRE 1943

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- **30 Janvier 1937 ACCORD DE COMMERCE ET DE PAIEMENT**

  Arrêté 23 LR du 2 Février 1937 portant application provisoire [illegible]

  Arrêté 28 LR du 19 Août 1937 portant exécution de cet accord (B.O. 1937)

  Arrêté [illegible] 1938 portant application [illegible] République d'Autriche [illegible] 1er Août 1938 (B.O. 1938)

  Arrêté 27 LR du 29 Novembre 1938, [illegible] à dater du 1er Décembre 1938

- **٣٠ كانون الثاني ١٩٣٧**

  اتفاق تجاري واتفاق دفع

  قرار ١٢ ل ر في ٢ شباط ١٩٣٧ ، تطبيق موقت للاتفاق

  قرار ٢٨ ل ر في ١٩ آب ١٩٣٧ [illegible]

  قرار [illegible] ١٩٣٨ [illegible] من اول آب ١٩٣٨

  — قرار ٢٧ ل ر في ٢٩ تشرين الثاني ١٩٣٨ تطبيق الاتفاق على بلاد السوديت الالمانية ابتداء من اول كانون الاول ١٩٣٨

14 Novembre 1940 — ACCORD DE COMPENSATION POUR LES PAIEMENTS FRANCO-ALLEMANDS

Arrêté 11 LR du 18 Janvier 1941 portant application de cet accord au Liban et en Syrie.
(B.O. 1941)

١٤ تشرين الثاني ١٩٤٠
اتفاق المعادلة على المدفوعات الفرنسية ـ الالمانية

ـ قرار ١١ ل ر ١٨ كانون الثاني ١٩٤١
طبق هذا الاتفاق في لبنان وسوريا

ARABIE SEOUDITE

المملكة العربية السعودية

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN

ARABIE-SEOUDITE

AVANT NOVEMBRE 1943

- 10 Novembre 1936—CONVENTION D'AMITIE, DE BON VOISINAGE ET DE COMMERCE, signée à Djeddah (B.O. 1932 ... ND ... 377

DEPUIS NOVEMBRE 1943 :

- 13 Janvier 1947—Beyrouth ECHANGE DE LETTRES RELATIF A L'AVIATION CIVILE

اتفاقات دولية

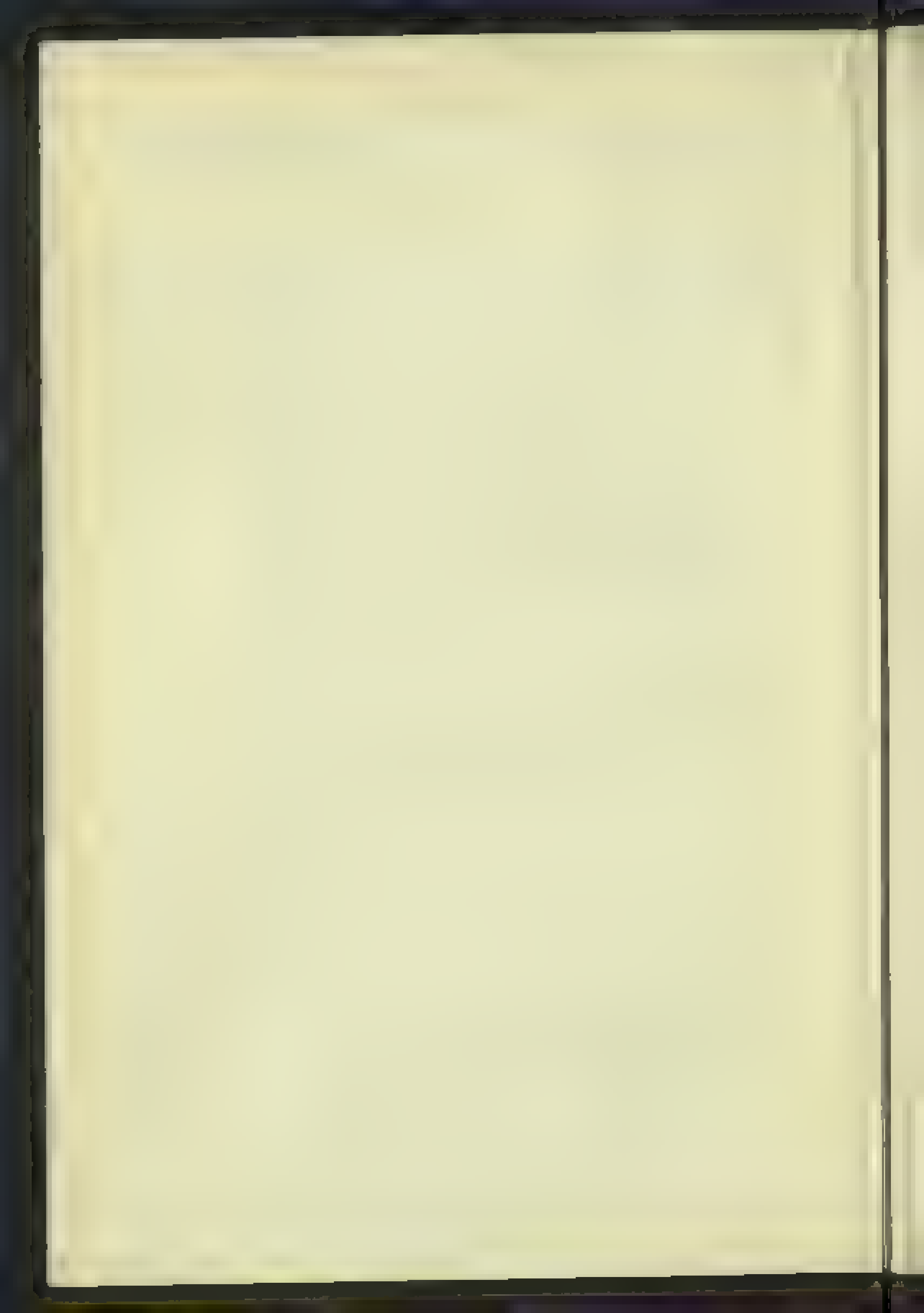
بين لبنان والمملكة العربية السعودية

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- ١٠ تشرين الثاني ١٩٣٦
اتفاق صداقة وحسن جوار وتجارة
موقع عليه في جدة
ج ر ١٩٣٢ — ... ص ٣٧٧

منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- ١٣ كانون الثاني ١٩٤٧ — بيروت
مبادلة رسائل بشأن الطيران المدني



ECHANGE DE LETTRES

RELATIF A L'AVIATION CIVILE

مبادله رسائل

رسائل بشأن الطيران المدني

- Fait à Beyrouth le 13 Janvier 19..
- NR 4

- عقدت في بيروت في ١٣ كانون الثاني ١٩٤٧
- ٣٤ - ٥٠

بيروت في ١٣ كانون الثاني ١٩٤٧

حضرة صاحب المعالي الشيخ يوسف ياسين
وكيل وزير خارجية المملكة العربية السعودية

صاحب المعالي ،

بالاشارة الى المحادثات التي كانت معكم بتاريخ ٧ كانون الثاني سنة ١٩٤٧ اتشرف بان أؤكد لمعاليكم فيما يلي نتائج مداولات .

ان حكومة الجمهورية اللبنانية وحكومة المملكة العربية السعودية المصممتين على توسيع اواصر الصداقة والعلاقات الممتازة القائمة بينهما وعلى تامين الوسائل التي تعود بالمنفعة المتبادلة بين بلدينا ، قد اتفقتا على ما يلي :

تجيز الحكومة اللبنانية لطائرات حكومة المملكة العربية السعودية بسير خط جوي مدني بين جده وبيروت مارا بالقاهرة مع منحها حرية التحليق فوق الاراضي اللبنانية والنزول فيها في حالة مرورها في الاراضي اللبنانية او نزولها ، الى بلاد اخرى ، وذلك على سبيل المقابلة بالمثل وعلى اساس معاملة الدولة الاكثر رعاية .

انني اكون ممتنا لمعاليكم اذا ما تفضلتم بابلاغي موافقة حكومة المملكة العربية السعودية على ما سبق بيانه .

وارجو ان تتفضلوا معاليكم بقبول تأكيد فائق احترامي .

وزير الخارجية والمغتربين اللبنانية

هنري فرعون

بيروت في ١٢ كانون الثاني ١٩٤٧

حضرة صاحب المعالي السيد هنري فرعون
وزير الخارجية والمغتربين اللبنانية

صاحب المعالي ،

اتشرف بابلاغكم انني تسلمت كتاب معاليكم المؤرخ في ١٢ كانون الثاني سنة ١٩٤٧ الآتي نصه :

« بالاشارة الى المحادثات التي كانت معكم بتاريخ ٧ كانون الثاني سنة ١٩٤٧ اتشرف بان أؤكد لمعاليكم فيما يلي سائر مداولاتنا .

ان حكومة الجمهورية اللبنانية وحكومة المملكة العربية السعودية المصممتين على توثيق اواصر الصداقة والعلاقات المتينة القائمة بينهما وعلى تأمين الوسائل التي تعود بالمنفعة المتبادلة بين بلدينا ، قد اتفقتا على ما يلي :

تمنح الحكومة اللبنانية لطائرات حكومة المملكة العربية السعودية تسيير خط جوي مدني بين جدة وبيروت مارا بالقاهرة مع منحها حرية التحليق فوق الاراضي اللبنانية والنزول فيها في حالة مرورها في الاراضي اللبنانية او فوقها الى بلاد اخرى ، وذلك على سبيل المقابلة بالمثل وعلى اساس معاملة الدولة الاكثر رعاية .

اني اكون ممتنا لمعاليكم اذا ما تفضلتم بابلاغي موافقة حكومة المملكة العربية السعودية على ما سبق بيانه » انتهى »

اني ابادر باعلام معاليكم بان حكومة المملكة العربية السعودية لسعيدة بان تعرب عن كامل موافقتها على الاحكام التي تضمنها الكتاب المشار اليه اعلاه ، مع استثناء الطيران فوق الاراضي المقدسة .

وارجو ان تتفضلوا ، معاليكم ، بقبول تأكيد فائق احترامي .

وزير الخارجية العربية السعودية بالنيابة

يوسف ياسين

ARGENTINE

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — ARGENTINE

DEPUIS NOVEMBRE 1943 :

- 6 Décembre 1950 —
  Buenos Aires.

  ACCORD CULTUREL

الارجنتين

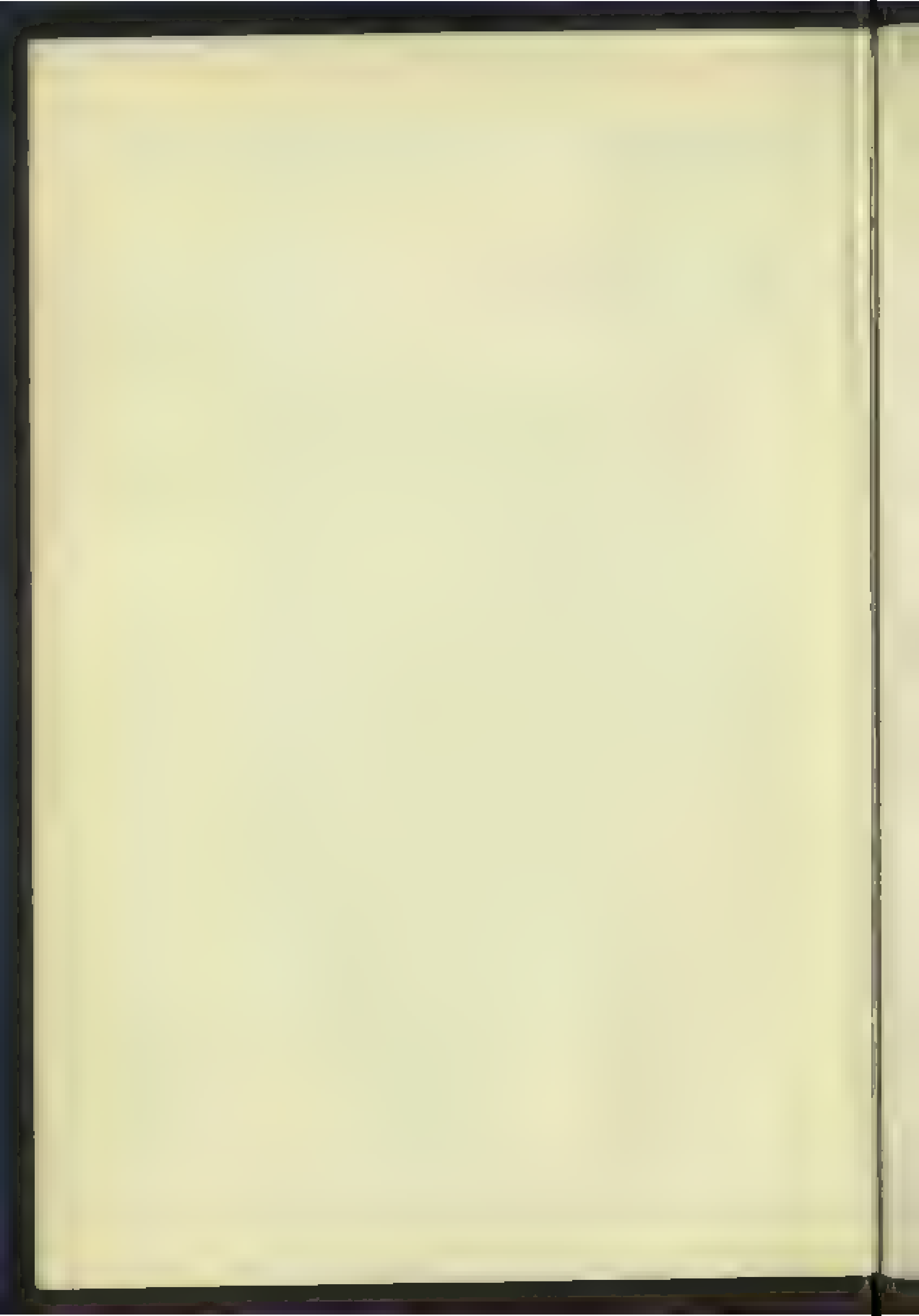
اتفاقات دولية

بين لبنان والارجنتين

منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- ٦ كانون الاول ١٩٥٠ — بوينس ايرس

  اتفاق ثقافي



ACCORD
CULTUREL

اتفاق
ثقافي

- Signé à Buenos-Aires le 6 Décembre 1950
- Les textes officiels sont établis en langues arabe, espagnole et française
- NB
- Réserves libanaises sur le texte français.

- وقع في بوينس ايرس في ٦ كانون الاول ١٩٥٠
- وضعت النصوص الرسمية المعتمدة باللغات العربية والاسبانية والفرنسية .
- ع
- تحفظات لبنانية بشأن النص الفرنسي

ان الحكومة الارجنتينية والحكومة اللبنانية رغبة منهما في توثيق عرى التعاون الثقافي وتقوية علاقات الصداقة القائمة بينهما ، قررتا عقد اتفاق ثقافي واعتمدتا لهذه الغاية :

الحكومة الارجنتينية : معالي وزير الخارجية والاديان الدكتور هوليو خسوس باس

الحكومة اللبنانية : سعادة المندوب المطلق الصلاحية الوزير المفوض اديب بك نحاس

اللذين ، بعد ان تبادلا وثائق التفويض التي وجدت مطابقة للاصول ،

اتفقا على الاحكام الاتية :

المادة الاولى — يتعهد الفريقان السامیان المتعاقدان بتأييد المشاريع الرامية الى تأمين افضل تعاون ثقافي بين البلدين .

المادة الثانية — يرعى الفريقان الساميان المتعاقدان المبادلات الثقافية بين شعبيهما في الميدان العلمي والفني وخاصة فيما يلي :

١ـ تسهيل تبادل الكتب والنشرات ذات الطابع الوطني .

٢ـ التبادل بانتظام للنشرات المطبوعة رسميا التي تسهل معرفة كل من البلدين للآخر .

٣ـ التعاون بين الاوساط الرياضية

٤ـ تنظيم تبادل الافلام الوطنية التي تقوي روح التعاون والصداقة بين البلدين .

المادة الثالثة ـ يتفق الطرفان الساميان المتعاقدان على تبادل الاساتذة والمحاضرين والمؤلفين والفنانين والطلاب . وإعطاء منح وإعانات وبذل ما في وسعهما من التدابير لبلوغ هذه الغاية .

المادة الرابعة ـ تمنح تسهيلات خاصة لانشاء مراكز تعليم وتدريس اللغة الاسبانية في الجامعات والمدارس في لبنان ، ومراكز تعليم وتدريس اللغة العربية في الجامعات والمدارس في الارجنتين .

المادة الخامسة ـ يتفق الطرفان الساميان المتعاقدان على تنشيط ومساعدة ترجمة المؤلفات الارجنتينية الى العربية والمؤلفات العربية الى الاسبانية ، مراعيين في ذلك قيمة هذه المؤلفات والفائدة المنتظرة من هذا المجهود في تعزيز التفاهم المتبادل بين رعايا البلدين .

المادة السادسة ـ يعمل الطرفان الساميان المتعاقدان على تشجيع السياحة وتنشيطها بين بلديهما تنمية التعارف المتبادل وتوثيق التفاهم الكامل بين شعبيهما .

المادة السابعة ـ يعقد الطرفان الساميان المتعاقدان اتفاقا خاصا للاعتراف بالشهادات والمعادلات المدرسية والجامعية التي تمنحها السلطات المختصة في كل من البلدين للسماح باكمال الدراسات في اوساطهما التعليمية ، ولتنسيق احكام المادتين الثالثة والرابعة السابقتين .

المادة الثامنة ـ يتخذ الطرفان الساميان المتعاقدان التدابير الراجحة لتنفيذ الاحكام الآنفة الذكر، ومن جملتها، توصلا لهذه الغاية ، انشاء جمعيات واندية للتعاون الارجنتيني اللبناني تخضع للقوانين الوطنية في البلد الذي يعين فيه مركزها .

المادة التاسعة ـ يدخل هذا الاتفاق في حيز التنفيذ ابتداء من تاريخ تبادل وثائق الابرام . ولكل من

الفريقين الساميين المتعاقدين حق نقضه بموجب اشعار يجب ان يبلغ الى الفريق الاخر خلال مدة لا تقل عن اثني عشر شهراً .

وبناء عليه وقع المندوبان على نسختين من هذا الاتفاق احداهما بالاسبانية والاخرى بالعربية تعتبر كل منهما رسمية على التساوي ، كما وقعا على نسخة باللغة الافرنسية يرجع اليها عند اللزوم وختماها في مدينة بونس ايرس في اليوم السادس من شهر كانون الاول سنة الف وتسعمائة وخمسين .

AUTRICHE

النمسا

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — AUTRICHE

اتفاقات دولية

بين لبنان والنمسا

AVANT NOVEMBRE 1943

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- 30 Janvier 1937

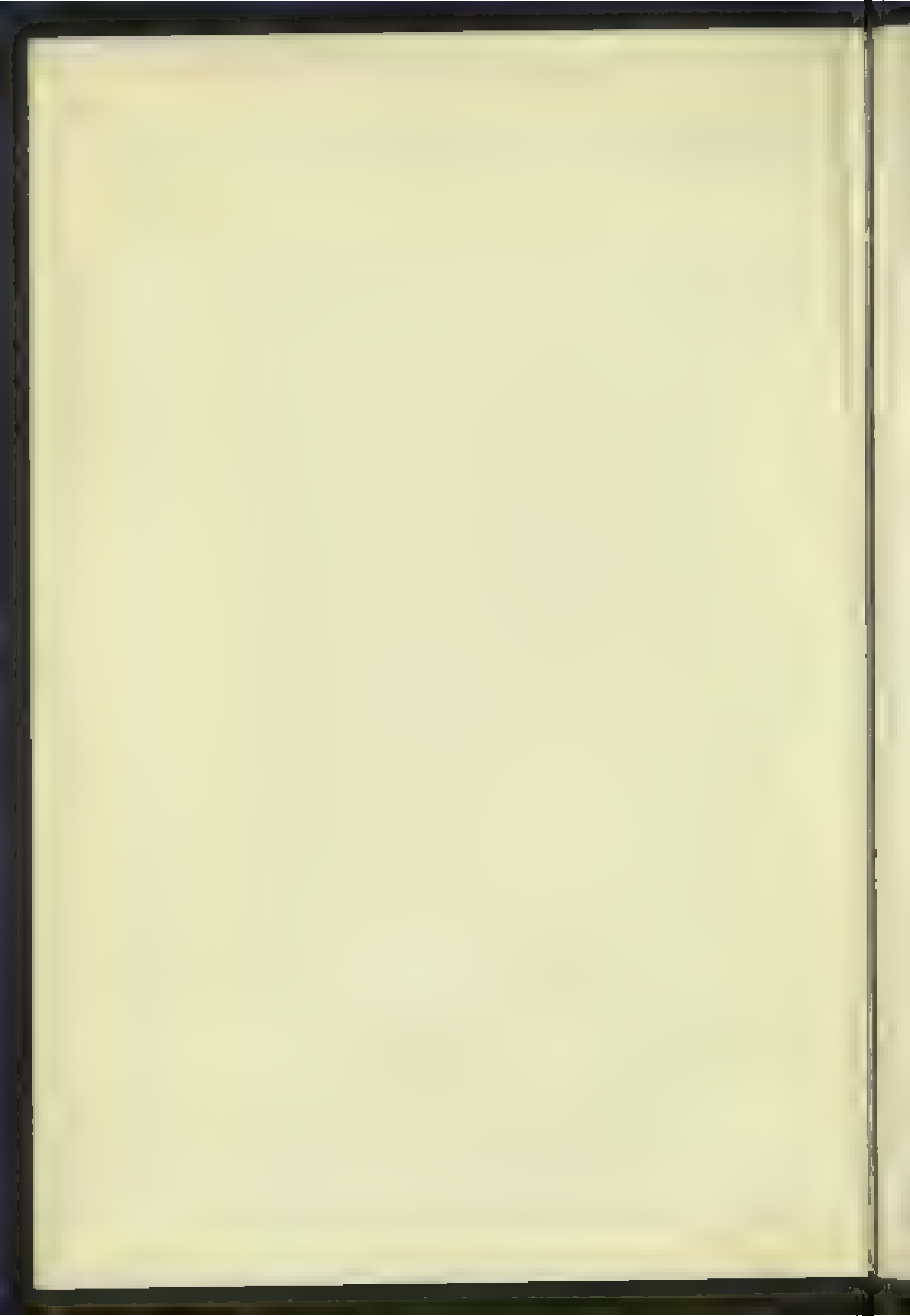
  ACCORD DE COMMERCE ET DE PAIEMENT AVEC L'ALLEMAGNE

  Arrêté 92 LR du 30 Juillet 1938 portant application de ces accord à l'ancienne République Fédérale d'Autriche, à dater du 1er Août 1938.
  (B.O. 1938)

- ٣٠ كانون الثاني ١٩٣٧

  اتفاق تجاري واتفاق دفع مع المانيا

  — قرار ٩٢ ل ٣٠ تموز ١٩٣٨ طبق الاتفاقين المذكورين على جمهورية النمسا الاتحادية السابقة ابتداء من اول اب ١٩٣٨ (ر م — ١٩٣٨ — ص١٩٢)



BELGIQUE

بلجيكا

ACTES DIPLOMATIQUES
LIBAN — BELGIQUE

اتفاقات دولية
بين لبنان وبلجيكا

AVANT NOVEMBRE 1943

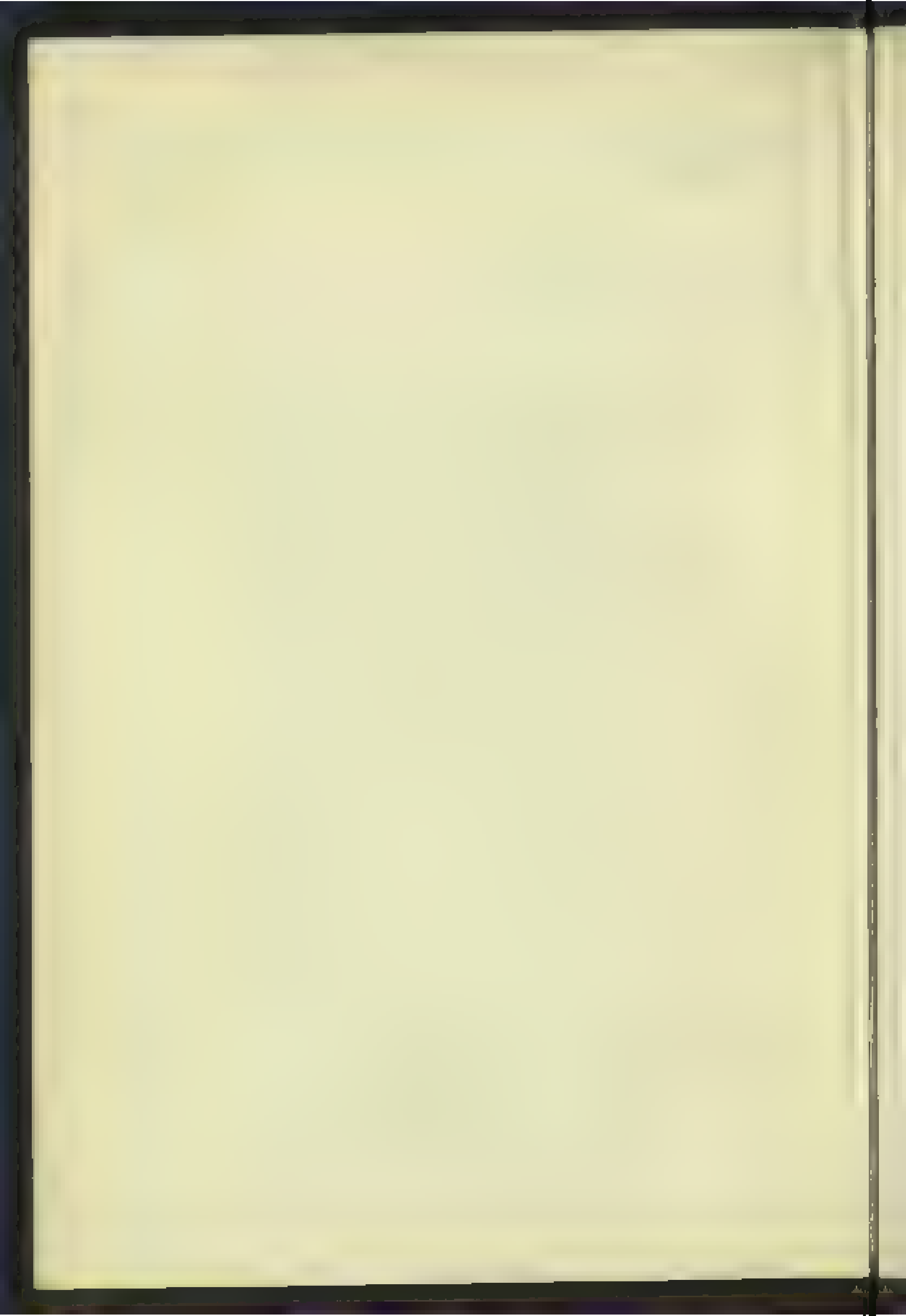
قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **11 Janvier 1941 — PROTOCOLE RELATIF AUX PAIEMENTS FRANCO-BELGES**

  Arrêté 38 LR du 24 Février 1941
  portant mise en vigueur de ce protocole au Liban et en Syrie
  (B.O. 1941)

- **١١ كانون الثاني ١٩٤١**
  بروتوكول بشأن المدفوعات الفرنسية ـ البلجيكية

  ـ قرار ٣٨ ل ر ٢٤ شباط ١٩٤١
  لتنفيذ البروتوكول المذكور في لبنان
  وسوريا
  (ج ر ـ ١٩٤١ ص ٧٩ مكرر)



BRESIL

برازيل

ACTES DIPLOMATIQUES

اتفاقات دولية

LIBAN — BRESIL

بين لبنان والبرازيل

AVANT NOVEMBRE 1943

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- 24 Février 1933 — Beyrouth.
  ACCORD COMMERCIAL

  Arrêté 30 LR du Février 1933 portant exécution de cet accord

- ٢٤ شباط ١٩٣٣ — بيروت
  اتفاق تجاري

  قرار ٣٠ ل ر ٢٨ شباط ١٩٣٣
  تنفيذ الاتفاق

DEPUIS NOVEMBRE 1943

منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

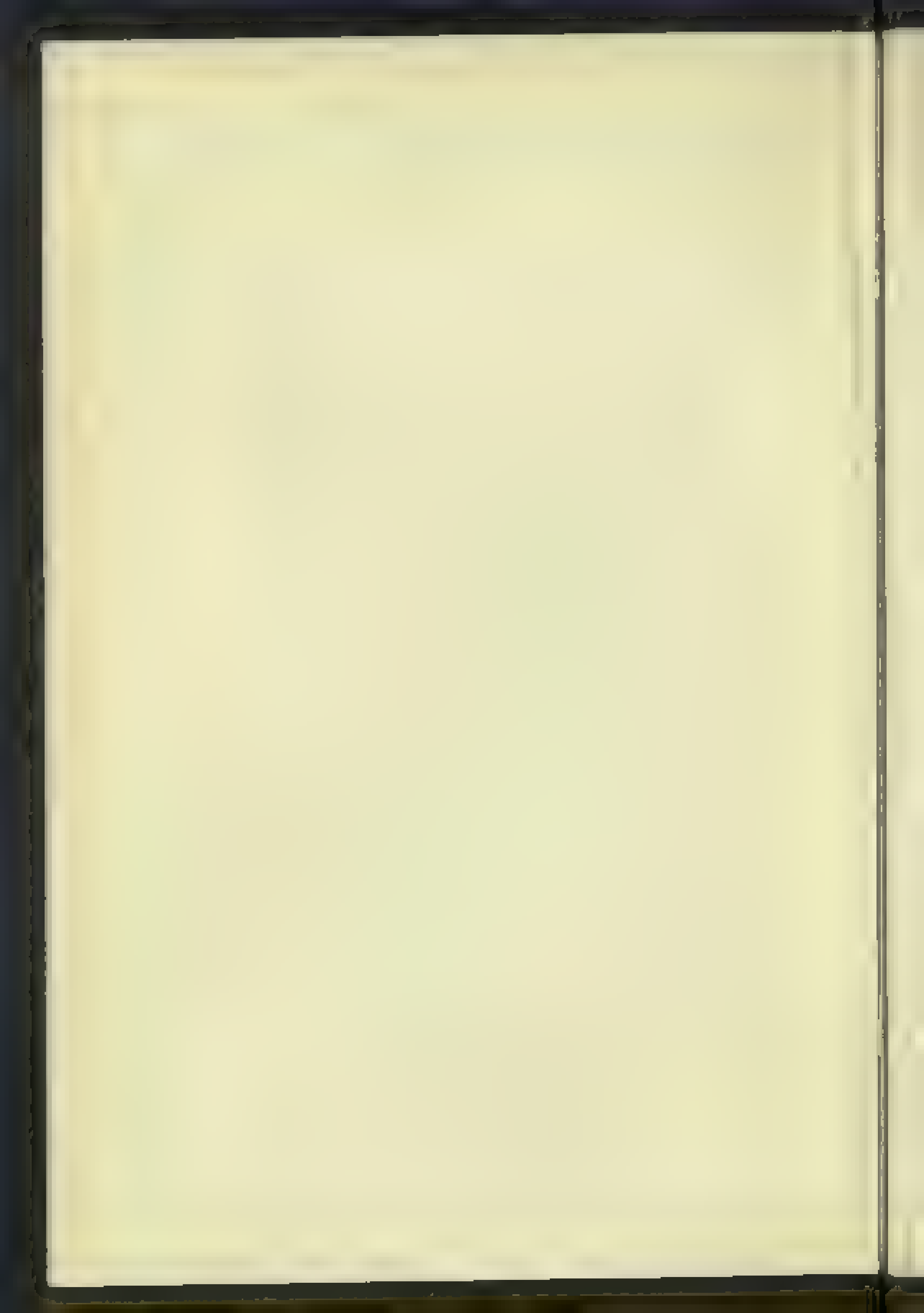
- 30 Août 1948 — Rio de Janeiro.
  CONVENTION CULTURELLE

- ٣٠ آب ١٩٤٨ — ريو دي جانيرو
  اتفاق ثقافي

- 11 Janvier — Rio de Janeiro.
  TRANSPORTS AERIENS

- ١١ كانون الثاني ١٩٥١ — ريو دي جانيرو
  اتفاق النقل الجوي

ح ح



CONVENTION
CULTURELLE

اتفاق
ثقافي

- Signée à Rio de Janeiro le 30 Août 1948
- Ratification autorisée par la loi du 2 Juin 1949

  (J.O. no. 23. pag. 289-1949)
- Les textes officiels sont etablis en langues française et portugaise.

- وقع في الريو دي جانيرو في ٣٠ آب ١٩٤٨
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٢ حزيران ١٩٤٩

  (ج ر – ١٩٤٩/٢٣ ص ع ٢٨٩)
- وضع النصان الرسميان المعتمدان باللغتين الفرنسية والبرتغالية.

Le Président de la République Libanaise, et le Président de la République des Etats-Unis du Brésil,

Egalement animés du désir de renforcer la compréhension mutuelle entre les deux pays et de resserrer encore davantage les liens d'amitié et de confiance mutuelle qui les unissent si heureusement, en respectant réciproquement leur propre culture et leurs institutions nationales et en développant leurs diverses relations culturelles,

Ont résolu de conclure une

ان رئيس الجمهورية اللبنانية ورئيس جمهورية الولايات المتحدة البرازيلية .

بدافع تقوية اواصر التفاهم المشترك بين البلدين وزيادة في توثيق عرى الصداقة والثقة التي تشدهما بحمد الله ، وبالاحترام المتبادل للثقافة الخاصة بكل منهما ولمؤسساتهما الوطنية ونشر علاقاتهما الثقافية المختلفة .

قررا عقد اتفاقية لهذه الغاية

Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir

Le Président de la Republique Libanaise : Son Excellence Monsieur Joseph Saouda, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Liban à Rio de Janeiro, et

Le Président de la République des Etats-Unis du Bresil Son Excellence Monsieur Raul Fernandes, Ministre des Affaires Etrangères des Etats-Unis du Brésil

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit

ARTICLE PREMIER.- Les Hautes Parties Contractantes s'efforceront d'établir leurs relations culturelles sur une base solide et collaboreront à cet effet de la façon la plus étroite

ARTICLE SECOND.- Les Hautes Parties Contractantes, afin d'atteindre le but énoncé dans l'article précédent, développeront sans cesse les relations culturelles entre les deux pays dans les domaines des sciences, des beaux arts et du théâtre, des lettres, de la cinématographie, de la photo-

وعينا معوضيهما المطلق الصلاحية، عن :

رئيس الجمهورية اللبنانية سعادة يوسف السوداء المندوب فوق العادة ووزير لبنان المفوض والمطلق الصلاحية في ريو دي جانيرو .

رئيس جمهورية الولايات المتحدة البرازيلية : معالي السيد رول فرنندس وزير خارجية الولايات المتحدة البرازيلية .

اللذين بعد تبادل اوراق اعتمادهما طبقا للقوانين المرعية ، اتفقا على ما يلي :

مادة اولى — ان الطرفين الساميين المتعاقدين يبذلان ما بوسعهما لوضع اسس ثابتة لعلاقاتهما الثقافية وسيتعاونان بالطريقة الوثقى لهذه الغاية .

مادة ثانية — ان الطرفين الساميين المتعاقدين ، بغية الوصول الى الهدف المشار اليه في المادة السابقة، سيطوران بدون انقطاع العلاقات الثقافية بين البلدين في حقول العلوم ، الفنون الجميلة والمسرح ، الاداب ، السينما، التصوير، الاذاعات اللاسلكية والرياضة

ستعمل السلطات المختصة لكل من

graphie, de la radiodiffusion et du sport.

Les autorités compétentes des Hautes Parties Contractantes établiront, d'un commun accord, les mesures de détail nécessaires pour l'exécution respective concernant l'enseignement.

ARTICLE TROISIEME.- La Présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu dans la ville de Rio de Janeiro, dans le plus bref délai.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention lorsqu'elle le jugera convenable, mais ses effets ne cesseront que six mois après la dénonciation.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention, en double exemplaire, en langues française et portugaise, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rio de Janeiro, le trente août mil neuf cent quarante-huit.

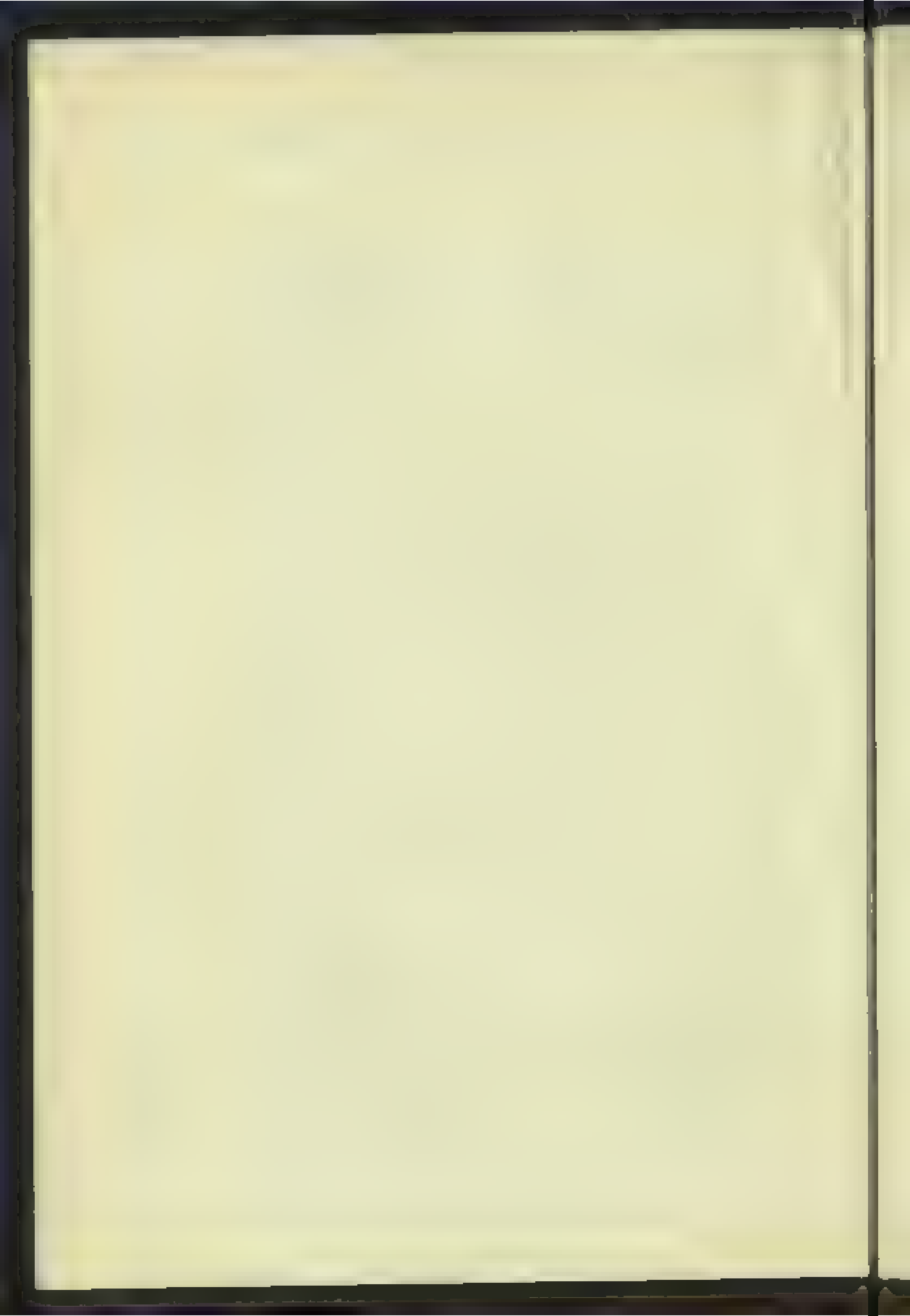
الطرفين الساميين المتعاقدين، وبالاتفاق المشترك، على وضع جميع التفصيلات الضرورية لتنفيذ القرارات السابقة آخذة بعين الاعتبار التشريع المتعلق بالتدريس في كل من البلدين .

مادة ثالثة .— تبرم هذه الاتفاقية وتدخل في طور التنفيذ ثلاثين يوما بعد تبادل وثائق الإبرام الذي سيجري في مدينة ريودي جانيرو بأقرب فرصة .

لكل من الطرفين الساميين المتعاقدين حق نقض مدة الاتفاقية حينما يرى ذلك مناسبا ، وأما مفعوليتها فتستمر ستة أشهر بعد النقض .

بناء عليه وقع كل من مطلقي الصلاحية الوارد اسماؤهما أعلاه هذه الاتفاقية على نسختين باللغة العربية والبرتغالية ووضعا خاتميهما .

حررت في الريودي جانيرو في الثلاثين من أغسطس ألف وتسعمائة وثمانية وأربعين .



ACCORD
DE TRANSPORTS AERIENS

اتفاق
النقل الجـــــوي

- Signé à Rio de Janeiro le 11 Janvier 1961
- Les textes officiels sont établis en langues française et portugaise.
- NR.

- وقع في الريو دي جانيرو في ١١ كانون الثاني ١٩٦١
- وضع النصان الرسميان المعتمدان باللغتين الفرنسية والبرتغالية
- غ. م.

Le Gouvernement de la République libanaise et le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil

Se référant à la Résolution VIII de l'Acte Final de la Conference Internationale de l'Aviation Civile signée à Chicago, Illinois, en date du 7 décembre 1944, recommandant l'adoption d'un modèle uniforme d'accord sur les routes et services aériens internationaux

Prenant en considération le désir réciproque du Gouvernemnt libanais et du Gouvernement bresilien de poursuivre dans la plus large mesure possible le développement de la coopération internationale dans ce domaine, et d'établir des transports aériens réguliers entre leurs territoires respectifs en vue d'asseoir leurs relations économiques sur des bases solides.

Ont résolu de conclure, à cet effet, un accord et ont désigne pour leurs Plénipotentiaires, savoir

Le Gouvernement de la République libanaise : Son Excellence Monsieur Joseph Saouda, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Liban à Rio de Janeiro; et

Le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil : Leurs Excellences Messieurs Raul Fernandes, Ministre des Affaires Etrangères des Etats-Unis du Brésil et le Tenente-Brigadeiro Armanda Fi-

guera Trompowski de Almeida, Ministre de l'Air du Brésil.

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes

ARTICLE I:- Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés dans le présent Accord et son Annexe, en vue de l'établissement des services aériens internationaux reguliers qui y sont stipulés, et dorénavant désignés par l'expression «services agréés»

ARTICLE II.- 1. Chacun des services agréés pourra être mis en exploitation immédiatement ou à une date postérieure au gre de la Partie Contractante à qui ces droits ont été accordés, mais pas avant que :

a) La Partie Contractante à qui les dits droits ont été accordés ait désigné une ou plusieurs entreprises de transport aérien de sa nationalité pour exploiter la ou les routes spécifiées

b) La Partie Contractante qui accorde les droits ait autorisé la ou les entreprises de transport aérien en question à ouvrir les services agréés, ce qu'elle fera sans retard, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article et de l'article IV

2 Les entreprises de transport aérien désignées pourront être appelées à fournir aux Autorités aéronautiques de la Partie Contractante qui accorde les droits, la preuve qu'elles se trouvent en mesure de satisfaire aux exigences prescrites par les lois et règlements normalement appliqués au fonctionnement des entreprises commerciales de transport aérien

ARTICLE III.- Afin d'éviter toute mesure discriminatoire et de respecter le principe de l'égalité de traitement

1. Les taxes que chacune des Parties Contractantes imposera ou permettera d'imposer pour l'utilisation des aéroports et d'autres facilités à la ou aux entreprises de transport aérien désignées par l'autre Partie Contractante ne seront pas plus élevées que celles qui seraient payées pour l'utilisation des dits aéroports et facilités par ses aéronefs nationaux employés à des services internationaux similaires.

2. Les carburants, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange introduits sur le territoire

d'une des Parties Contractantes ou pris sur ce territoire à bord d'aéronefs de l'autre Partie Contractante par une entreprise de transport aérien désignée par cette dernière Partie Contractante ou pour le compte d'une telle entreprise, et destinés, uniquement, à l'usage des aéronefs de cette entreprise, bénéficieront d'un traitement aussi favorable que le traitement accordé aux entreprises nationales ou à celle de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'imposition de droits de douane, de frais d'inspection ou autre droits et taxes nationaux

3. Tout aéronef de l'une des Parties Contractantes affecté a l'exploitation des services agréés ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord, demeurant à bord des dits aéronefs, bénéficieront sur le territoire de l'autre Partie Contractante de l'exemption des droits de douane, frais d'inspection ou autre droits et taxes similaires, sur le territoire de l'autre Partie Contracante, même au cas où ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours des vols au-dessus du dit territoire

ARTICLE IV.- Chaque Partie Contractante se réserve la faculté de refuser une autorisation d'exploitation à une entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie Contractante ou de révoquer une telle autorisation lorsqu'elle n'a pas la preuve qu'une partie prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de nationaux de cette dernière Partie Contractante, lorsque cette entreprise de transport aérien ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 13 de la Convention sur l'Aviation Civile internationale ou lorsqu'elle ne remplit pas les obligations que lui imposent le présent accord et son Annexe.

ARTICLE V.- Si l'une ou l'autre des Parties Contractantes désire modifier une clause quelconque de l'Annexe au présent Accord ou se prévaloir de la faculté mentionnée à l'article IV ci-dessus, elle peut demander qu'une consultation ait lieu entre les Autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes, cette consultation devant commencer dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de la notification de la demande

Toute modification à l'annexe convenue entre les dites autorités entrera en vigueur après sa con-

firmation par un échange de notes par voie diplomatique.

ARTICLE VI.- Tout différend entre les Parties Contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord ou de son Annexe, qui ne soit pas subordonné aux dispositions du Chapitre XVIII de la Convention sur l'Aviation Civile Internationale précitée et qui ne pourrait être réglé par la voie de consultation directe, sera soumis à l'arbitrage soit par un tribunal, soit par tout autre personne ou organisme convenu.

ARTICLE VII.- Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre Partie Contractante, son désir de dénoncer le présent Accord. La notification sera simultanément communiquée à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. L'Accord prendra fin six (6) mois après la date de la réception de la dite notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant l'expiration de ce délai.

S'il n'est pas accusé réception de la notification par la Partie Contractante à qui elle a été adressée, elle sera tenue pour reçu quatorze (14) jours après sa réception à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale

ARTICLE VIII.- Au cas où les deux Parties Contractantes auraient ratifié une convention multilatérale d'aviation, le présent Accord et son Annexe devront être amendés de façon à être mis en concordance avec les dispositions de la dite Convention.

ARTICLE IX.- Le présent Accord se substitue à tous privilèges, concessions ou autorisations existant au moment de sa signature et qui auraient été octroyés à quelque titre que ce soit par l'une des Parties Contractantes à des entreprises aériennes de l'autre Partie Contractante.

ARTICLE X.- Le Présent Accord et tous les contrats y relatifs seront enregistrés à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE XI.- Pour l'application du présent Accord et son Annexe -

a) L'expression «Autorités aéronautiques» s'entendra, en ce qui concerne le Liban, du Ministre des Travaux Publics et, en ce qui concerne les Etats-Unis du Brésil, du Ministre de l'Aéronautique, ou

dans les deux cas, de toute personne ou de tout organisme qui serait habilité à assumer les fonctions actuellement exercées par eux.

b) L'expression «entreprise de transport aérien désigné», s'entendra de toute entreprise que l'une des Parties Contractantes aura choisie pour exploiter les «services agréés» et qui aurait été indiquée par une notification faite aux Autorités aéronautiques compétentes de l'autre Partie Contractante, conformément aux dispositions de l'article II du présent Accord.

c) L'expression «service aérien international régulier» s'entendra de tout service international assuré par une entreprise de transport aérien désigné, avec fréquence uniforme et suivant des horaires et routes pré-établies et approuvées par les Gouvernements intéressés.

ARTICLE XII.- Le présent Accord sera approuvé et ratifié en conformité des dispositions constitutionnelles de chacune des Parties Contractantes et entrera en vigueur à partir du jour de l'échange des instruments de ratification, ce qui devra avoir lieu à Beyrouth le plus tôt possible.

Les deux Parties Contractantes s'efforceront de rendre effectives les dispositions du présent Accord dans les limites de leurs attributions administratives, trente (30) jours après la date de sa signature.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, ont conclu le présent Accord en deux exemplaires, chacun dans les langues française et portugaise, et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Rio de Janeiro, le onze Janvier mil Neuf Cent Cinquante et un

ANNEXE

I

Le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil accordera au Gouvernement de la République libanaise le droit d'exploiter, par l'entremise d'une ou plusieurs entreprises de transport aérien désignées par ce dernier, des services aériens sur les routes spécifiées au Tableau I annexe.

II

Le Gouvernement de la République libanaise accorde au Gouvernement des Etats-Unis du Brésil le droit d'exploiter, par l'entreprise d'une ou plusieurs entreprises de transport aérien désignées par ce dernier, des services aériens sur les routes spécifiées au Tableau II annexe

III

L'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par les Parties Contractantes aux termes de l'Accord et du présent Annexe, jouiront sur le territoire de l'autre Partie Contractante, sur chaque itinéraire décrit aux Tableaux annexes, du droit de traverser ce territoire sans y atterrir, d'atterrir pour des raisons non commerciales aux aéroports ouverts au trafic international, ainsi que du droit de débarquer et embarquer en trafic international des passagers, du courrier et des marchandises aux points mentionnés dans les dits Tableaux, conformément aux dispositions de la Section IV

IV

a) La capacité de transport offerte par les entreprises aériennes des deux Parties Contractantes devra être étroitement adaptée à la demande du trafic

b) Un traitement juste et équitable devra être assuré aux entreprises de transport aérien désignées par les deux Parties Contractantes afin de bénéficier de possibilités égales pour l'exploitation des services agréés.

c) Les entreprises de transport aérien désignées par les Parties Contractantes devront prendre en considération, quand elles auront à exploiter des routes ou des sections communes d'une route, leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

d) Les services agréés, auront pour objectif essentiel d'offrir une capacité correspondante à la

demande de trafic entre le pays dont ressortit l'entreprise et le pays de destination.

c) Le droit d'une entreprise de transport aérien désignée d'embarquer et débarquer, aux points et sur les routes spécifiés, du trafic international avec destination ou en provenance de pays tiers, sera exercé en conformité des principes généraux du développement ordonné du transport aérien acceptés par les deux Parties Contractantes, de sorte que la capacité soit adaptée

1 — à la demande de trafic entre le pays d'origine et les pays de destination

2 — aux exigences d'une exploitation économique des services considérés, et

3 — à la demande de trafic existant dans les régions traversées, compte tenu des intérêts des services locaux et régionaux

V

Les Autorités aéronautiques des Parties Contractantes se consulteront à la demande de l'une d'elles afin de vérifier si les principes énoncés à la Section IV ci-dessus, sont observés par les entreprises de transport aérien désignées par les Parties Contractantes et, en particulier, pour éviter que le trafic soit dévié dans une proportion injuste au détriment de l'une des entreprises désignées.

VI

a) Les tarifs seront fixés à des niveaux raisonnables, compte tenu en particulier de l'économie de l'exploitation, d'un bénéfice normal, des tarifs perçus par les autres entreprises et des caractéristiques présentées par chaque service, telles que les conditions de vitesse et de confort.

b) Les tarifs à appliquer par les entreprises de transport désignées par chacune des Parties Contractantes, entre les points du territoire libanais et les points du territoire brésilien, mentionnés aux Tableaux ci-annexés, devront être soumis à l'approbation des Autorités aéronautiques, au moins trente (30) jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur, ce délai pouvant être réduit, dans des cas spéciaux, s'il en est ainsi convenu par les susdites Autorités aéronautiques.

c) Les entreprises des Parties

Contractantes s'entendront sur les tarifs de passagers et de marchandises à appliquer sur les tronçons communs de leurs lignes, après consultation, s'il y a lieu avec les entreprises de transport aérien des pays tiers qui exploitent tout ou parties des mêmes parcours.

d) Les recommandations de l'Association Internationale des Transports Aériens (I.A.T.A.) seront prises en considération dans l'établissement des tarifs.

e) Au cas où les entreprises ne pourraient se mettre d'accord sur les tarifs à fixer, les Autorités aéronautiques compétentes des deux Parties Contractantes s'efforceront d'aboutir à un règlement satisfaisant.

En dernier ressort, il sera fait recours à l'arbitrage prévu à l'article VI de l'Accord.

VII

Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, les Autorités aéronautiques des deux parties Contractantes devront se communiquer, aussi rapidement que possible, les informations relatives aux autorisations données à leurs propres entreprises de transport aérien désignées pour exploiter les services agréés ou des fractions des dits services. Ces informations comporteront notamment copie des autorisations accordées, de leurs modifications éventuelles, ainsi que de tous documents annexes.

TABLEAU I

A — ROUTES LIBANAISES A DESTINATION DU TERRITOIRE BRESILIEN

De Beyrouth, via un point ou des points intermédiaires en Afrique, ou en Europe et Afrique, ou en Turquie, Europe et Afrique vers le Brésil, dans les deux sens.

B — ROUTES LIBANAISES A TRAVERS LE TERRITOIRE BRESILIEN

De Beyrouth, suivant les routes ci-dessus établies et de là vers des points en Amérique du Sud, dans les deux sens.

TABLEAU II

A — ROUTES BRESILIENNES A DESTINATION DU TERRITOIRE LIBANAIS

1 De Rio de Janeiro, via

Recife, Dakar (ou l'Ile du Sel), Lisbonne, Madrid, Rome—Beyrouth ou Rome — Istamboul — Beyrouth ou Rome — le Caire — Beyrouth, ou

2 De Rio de Janeiro, via Recife, Dakar (ou l'Ile du Sel), Tunis et/ou Tripoli le Caire, Beyrouth.

B ROUTES BRESILIENNES A TRAVERS LE TERRITOIRE LIBANAIS :

Du Brésil pour Beyrouth, suivant une des routes ci-dessus mentionnées, et de là vers des points en Asie, dans les deux sens.

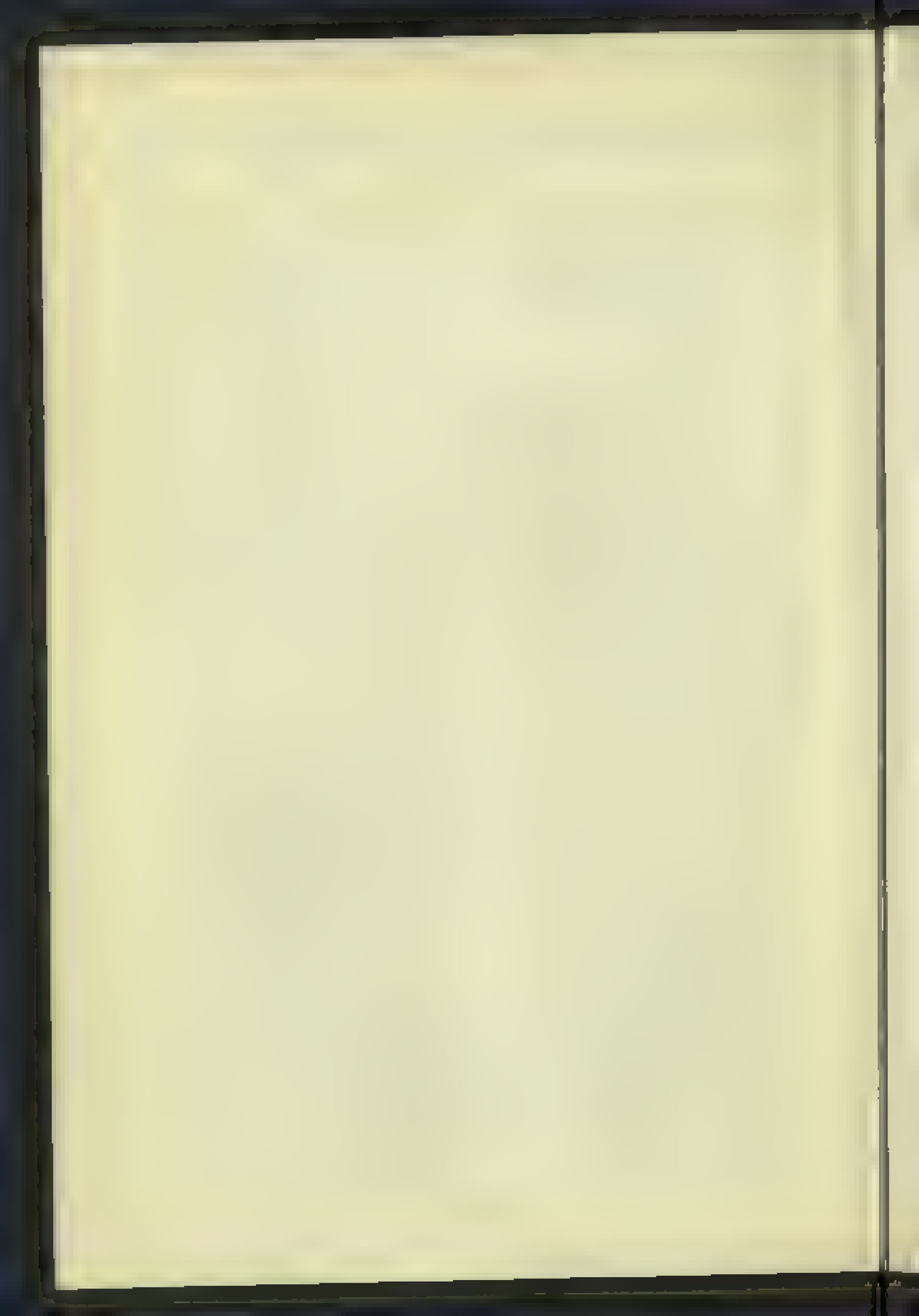
PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au cours des négociations qui aboutirent à la signature de l'Accord sur les transports aériens réguliers entre la République Libanaise et les Etats-Unis du Brésil, conclu à Rio de Janeiro à la date d'aujourd'hui, les représentants des deux Parties Contractantes sont tombés d'accord sur les points suivants

1. La faculté de refuser ou de renouveler une autorisation à une entreprise aérienne désignée par une Partie Contractante pourra être exercée par l'autre Partie Contractante conformément aux dispositions de l'article IV de l'Accord. Au cas où les équipes des avions employées par la même entreprise comprennent des membres qui ne sont pas citoyens de la première Partie Contractante. Toutefois, afin de faciliter le perfectionnement technique des équipes des parties contractantes, la présence de sujets de pays tiers sera autorisée dans la constitution des dites équipes, durant la période d'entraînement pour la formation d'un personnel navigant suffisant.

2 Le transfert des recettes liquides des entreprises aériennes désignées provenant des opérations réalisées sur les territoires des Parties Contractantes sera fait conformément aux règlements en vigueur dans les pays où auront été effectuées les dites opérations, sur la base du traitement de la nation la plus favorisée.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires désignés par les deux Parties Contractantes signent et cachètent en deux exemplaires, de même teneur, le présent Protocole, dans les deux langues, *française* et *portugaise*, également valable, à Rio de Janeiro, le onze Janvier mille neuf cent cinquante et un.



CHILI

ACTES DIPLOMATIQUES

L I B A N   C H I L I

DEPUIS NOVEMBRE 1943

- 6 Septembre 1950
  Beyrouth

  TRAITE D'AMITIE

الشيلي

اتفاقات دولية

بين لبنان والشيلي

منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- ٦ أيلول ١٩٥٠ – بيروت

  معاهدة صداقة

TRAITÉ D'AMITIE

معاهدة صداقة

- Signé à Beyrouth le 6 septembre 1950
- Les textes officiels sont établis en langues arabe et espagnole
- NR

- وقعت في بيروت في ٦ ايلول ١٩٥٠
- وضع النصان الرسميان المعتمدان في اللغتين العربية والاسبانية
- ن.ع

ان رئيس الجمهورية اللبنانية ،

ورئيس جمهورية التشيلي ،

رغبة منهما في توثيق عرى الصداقة القائمة لحسن الحظ بين بلديهما، قررا عقد معاهدة صداقة ، وعينا لهذا الغرض ، مندوبيهما

عن صاحب الفخامة رئيس الجمهورية اللبنانية : معالي فيليب تقلا ، وزير الخارجية والمغتربين .

عن صاحب الفخامة رئيس جمهورية الشيلي : سعادة لويس ملوارتادو ، وزير الشيلي المفوض في لبنان .

بعد ان تبادلا وثائق تفويضهما ووجداها مطابقة للاصول المرعية، اتفقا على الاحكام الاتية :

المادة الاولى : يكون بين لبنان والشيلي وبين رعاياهما ، سلام دائم وصداقة مستمرة .

المادة الثانية : يحق لكل من الفريقين الساميين المتعاقدين ان يعتمد لدى حكومة الفريق الاخر ، ممثلين دبلوماسيين، وقناصل عامين، وقناصل، ونواب قناصل محربين ، ووكلاء قناصل . ويتمتع جميع هؤلاء ، بالمقابلة بالمثل ، بالحقوق والامتيازات والحصانات ، والاعفاءات المعترف بها عادة في القانون الدولي العـام .

المادة الثالثة : على القناصل العامين والقناصل ، والقناصل الفخريين ، ووكلاء القناصل ، ان ينالوا، قبل الشروع بممارسة وظائفهم، اجازة محلية من الحكومة التي يتقدمون لديهـا .

المادة الرابعة : يمتنع الفريقان الساميان المتعاقدان عن تعيين القناصل العامين ، والقناصل ، ووكلاء القناصل من بين الاشخاص الذين يتعاطون التجارة او الصناعة ، ولا يستثنى من ذلك الا القناصل الفخريون .

المادة الخامسة : يمنح كل من الفريقين الساميين المتعاقدين الفريق الآخر ورعاياه ، معاملة الامة الاكثر حظوة ، على ان تستثنى ، فيما يخص ... المعاملة التي منحها للبلدان المنضمة الى جامعة الدول العربية ولرعاياها كما تستثنى فيما يخص التي المعاملة الممنوحة للبلدان المتاخمة ورعاياها .

المادة السادسة : يصدق على هذه المعاهدة وفقا للقواعد الدستورية المطبقة في كل من البلدين ، ويجري تبادل وثائق التصديق في اقرب مدة ممكنة ، في بيروت .

المادة السابعة : يصبح هذه المعاهدة نافذة بعد انقضاء خمسة عشر يوما على التاريخ الذي يجري فيه تبادل وثائق التصديق .

المادة الثامنة : وضعت هذه المعاهدة باللغتين العربية والاسبانية ، وكل منهما تعتبر لغة رسمية .

واثباتا لذلك ، وقع المندوبان على هذه المعاهدة ومهراها بخاتميهما .

حرر في بيروت بتاريخ السادس من شهر ايلول سنة الف وتسعمائة وخمسين .

DANEMARK

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — DANEMARK

AVANT NOVEMBRE 1943 :

- **29 Avril 1929**
  ECHANGE DE MANDATS-POSTES
  – Arrêté 2531 du 29 Avril 1929
  (J.O. no. 2240

دانمارك

اتفاقات دولية
بين لبنان والدانمارك

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- ٢٩ نيسان ١٩٢٩
  اتفاق تبادل الحوالات البريدية
  ـ قرار ٢٥٣١ في ٢٩ نيسان ١٩٢٩
  (جر عدد ٢٢٤٠

EGYPTE

مصر

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — EGYPTE

اتفاقات دولية

بين لبنان ومصر

AVANT NOVEMBRE 1943 .

- **20 Mars 1925 — Le Caire**
  RESSORTISSANTS LIBANAIS EN EGYPTE
  Modus vivendi concernant leur situation)
  ratifié le 12 Juillet 1930

- **30 Juin 1928**
  ECHANGE DE MANDATS-POSTES
  Arrêté no. 2008 du 30 Juin 1928 portant ratification et mise en exécution de cet accord
  (J.O. no. 2179)

- **1 Novembre 1928**
  ACCORD COMMERCIAL ET DOUANIER
  Arrêté no. 2185 du 1 Novembre 1928
  portant ratification et mise en exécution de cet accord
  (J.O. no. 2201)

- **12 Juin 1930 — Paris**
  ACCORD SANITAIRE
  Echange de lettres sur les mesures à prendre contre les épidémies de dengue

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- ٢٠ آذار ١٩٢٥ ـ القاهرة
  الرعايا اللبنانيين في مصر
  (اتفاق بشأن حالتهم)
  صدق عليه في ١٢ تموز ١٩٣٠

- ٣٠ حزيران ١٩٢٨
  تبادل الحوالات البريدية
  ـ قرار ٢٠٠٨/ل ٣٠ حزيران ١٩٢٨
  مصادقة عليه ووضعه موضع التنفيذ
  (ج ر عدد ٢١٧٩)

- ١ تشرين الثاني ١٩٢٨
  اتفاق تجاري وجمركي
  ـ قرار ٢١٨٥/ل ١ تشرين الثاني ١٩٢٨
  مصادقة عليه ووضعه موضع التنفيذ
  (ج ر عدد ٢٢٠١)

- ١٢ حزيران ١٩٣٠ ـ باريس
  اتفاق صحي
  تبادل رسائل بشأن الاجراءات
  الواجب اتخاذها حيال الحمى الدنك

- 11 Octobre 1934 — Le Caire
  ACCORD COMMERCIAL
  et Echange de lettres y relatives

- ١١ تشرين الاول ١٩٣٤ ـ القاهرة
  اتفاق تجاري ومبادلة رسائل بشأنه

DEPUIS NOVEMBRE 1943

منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- Mai 1948 — Le Caire
  LIAISON RADIO-TELEGRAPHIQUE DIRECTE
  — Decret 11882/K du 3 Juin 1948
  portant ratification de cet accord
  (J.O 23.1948 P. 397)

- ايار ١٩٤٨ ـ القاهرة
  اتفاق بشأن اتصال لاسلكي مباشر
  ـ المرسوم ١١٨٨٢ ق ٣ حزيران ١٩٤٨
  مصادقة على هذا الاتفاق
  (جر ٢٣/١٩٤٨ ـ ص٣٩٧)

- 18 et 20 Decembre 1948
  Le Caire
  TRANSPORTS AERIENS
  Procès verbal

- ١٨ و٢٠ كانون الاول ١٩٤٨
  ـ القاهرة
  اتفاق النقل الجوي
  محضر

ACCORD

DE LIAISON RADIO-TELEGRAPHIQUE DIRECTE

اتفاق

بشان اتصال لاسلكي مباشر

- Signé au Caire
- Ratification autorisée par le Décret no. 11882.K du 3 juin 1948 (J.O. 23 1948, P. 397)
- Le texte officiel est établi en langue arabe

- وقع في القاهرة
- اجيز التصديق عليه بموجب المرسوم ١١٨٨٢ في ٣ حزيران ١٩٤٨ (جر ١٩٤٨/٢٣ ص ٣٩٧)
- وضع النص العربي الرسمي المعتمد باللغة العربية .

PROCÈS-VERBAL

D'ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS

محضر

اتفاق بشأن النقل الجوي

- Signé au Caire le 20 Décembre 1948
- NR — E.
- Le texte officiel est établi en langue arabe

- وقع في القاهرة في ٢٠ كانون الاول ١٩٤٨
- ع – م
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة العربية .

عن قرارات اللجنة التي اجتمعت بوزارة الخارجية المصرية يومي السبت والاثنين الموافق ١٨ و٢٠/١٢/١٩٤٨

حضور

كل من حضرة صاحب السعادة الشيخ سامي الخوري وزير لبنان المفوض لدى المملكة المصرية

حضرة صاحب العزة شارل بك تيان مدير المواصلات بالحكومة اللبنانية

حضرة الاستاذ زيدان بك بيطار رئيس الدائرة الاقتصادية والاجتماعية بوزارة الخارجية اللبنانية

مندوبين عن حكومة لبنان

حضرة صاحب العزة مصطفى رياض بك مرسي بك مدير عام مصلحة الطيران المدني

حضرة الاستاذ محسن شهاب الدين مفتش مصلحة الطيران المدني

حضرة الاستاذ محمد الحكيم

مراقب الملاحة الجويه والمطارات

حضرة الاستاذ بدر الدين جلال

مفتش النقل الجوي

من مصلحة الطيران المصرية

مندوبين عن الحكومة المصرية

وذلك بدار وزارة الخارجية وبحضور مندوبها الاستاذ شامل فتحي لدراسة حاجة النقل الجوي بين بيروت والقاهرة وبالعكس وتنظيم العلاقات الاخرى المتعلقة بعمليات الحركة .

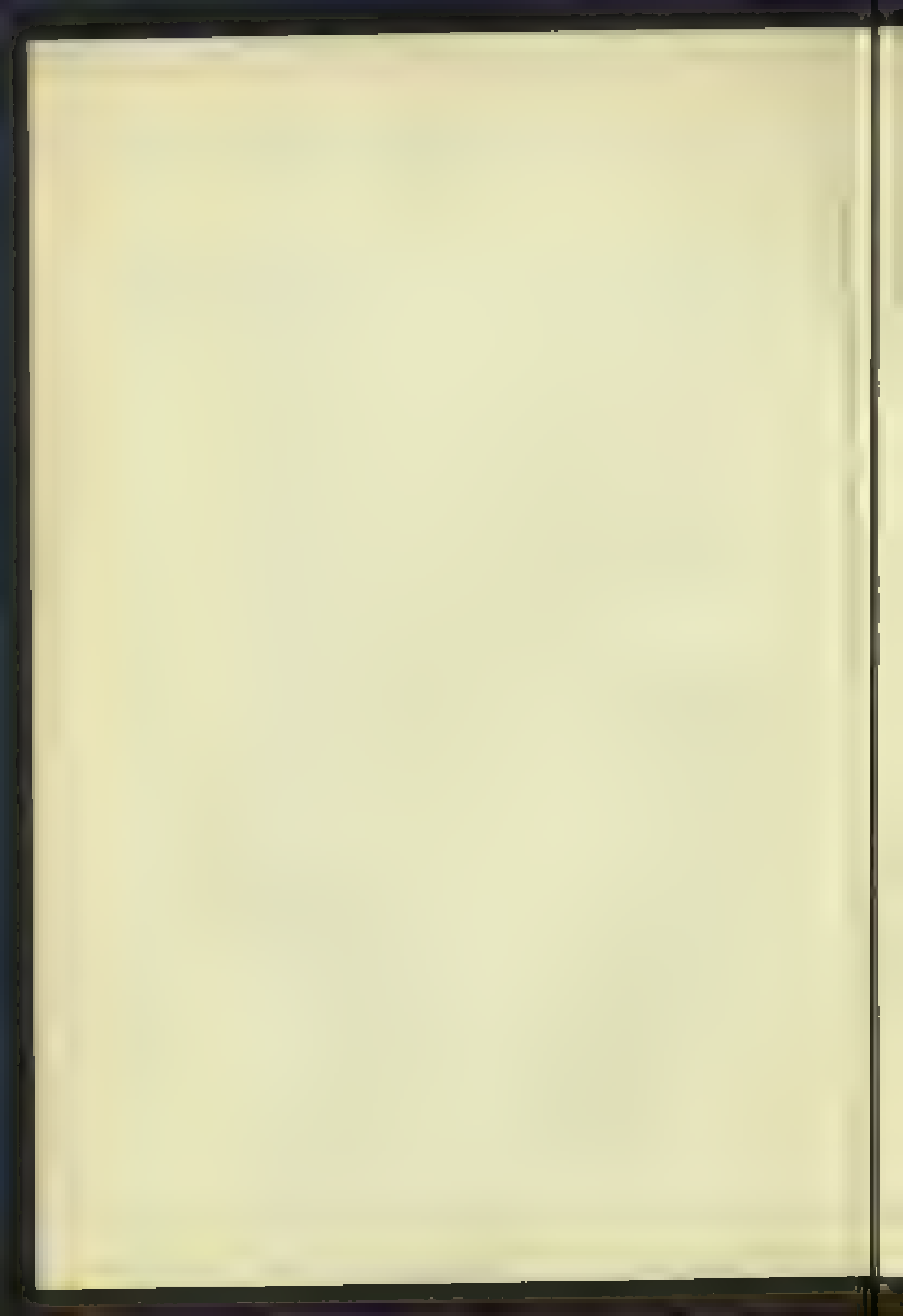
وقد سجل في هذا الاجتماع النقط الاتية واتفق على ما يلي :

١ ـ تحديد الحمولة وعدد الرحلات التي يصرح بها لشركات النقل الجوي المصرية واللبنانية

أ) يصرح للشركات اللبنانية مجتمعة بتسيير عدد ١ رحلات من طراز الداكوتا اسبوعيا بين القاهرة وبيروت وبالعكس .

ب) يصرح لشركة مصر للطيران بتسيير عدد ٧ رحلات من طراز الفيكنج و٧ رحلات اخرى من طراز الشكراف او ٩ رحلات من طراز الفيكنج اسبوعيا بين القاهرة وبيروت وبالعكس .

ج اتفق على ان تحدد اوقات ثابتة لمواعيد قيام الرحلات الخاصة بكل من الطرفين سواء في رحلة الذهاب او الاياب على انه في حالة الغاء اية رحلة محدده لاحد الجانبين لاي سبب من الاسباب فلا يجوز له القيام برحلة اخرى اضافية في يوم اخر بدلا من الرحلة الملغاة .



ESPAGNE

اسبانيا

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — ESPAGNE

اتفاقات دولية

بين لبنان واسبانيا

AVANT NOVEMBRE 1943

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

● 18 Janvier 1940

● ١٨ كانون الاول ١٩٤٠

ACCORD SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCIAUX

اتفاق تبادل تجاري ومدفوعات تجارية

Arrêté 161 LR du 17 Juin 1940

portant application de cet accord au Liban
B.O. 1940 P. 303

— قرار ١٦١ ل ر في ١٧ حزيران ١٩٤٠
تطبيق هذا الاتفاق في لبنان
ج ر — ١٩٤٠ ص ٣٠٢

Arrêté 187 LR du 9 Juillet 1940

[illegible]

قرار ١٨٧ ل ر في ٩ تموز ١٩٤٠
توقيف تطبيق الاتفاق ولبنان

Arrêté 293 LR du 7 Novembre 1940

portant abrogation de l'arrêté 161 LR
B.O. 1940 P. 505

— قرار ٢٩٣ في ٧ تشرين الثاني ١٩٤٠ الغاء القرار ١٦١

ج ر ١٩٤٠ ص ٥٠٥

DEPUIS NOVEMBRE 1943

- **30 Novembre 1948**
  — Beyrouth

  ACCORD SUR L'ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS METEOROLOGIQUES

- **7 Mars 1949**
  — Beyrouth

  ACCORD CULTUREL

- **6 Mai 1950**
  — Beyrouth

  TRAITE D'AMITIE

منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- ٣٠ تشرين الثاني ١٩٤٨ ـ بيروت

  اتفاق تبادل المعلومات عن الاحوال الجوية .

- ٧ آذار ١٩٤٩ ـ بيروت

  اتفاق ثقافي

- ٦ أيار ١٩٥٠ ـ بيروت

  معاهدة صداقة

ACCORD

SUR L'ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS METEOROLOGIQUES

- Signé à Beyrouth le 30 Novembre 1948
- Ratification autorisée par la loi du 10 juin 1949 [illegible]
- Les textes officiels sont établis en langues arabe et espagnole.

اتفاق

تبادل المعلومات عن الاحوال الجوية

- وقع في بيروت في ٣٠ تشرين الثاني ١٩٤٨
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ١٠ حزيران ١٩٤٨ [illegible]
- وضع النصان الرسميان المتماثلان في اللغتين العربية والاسبانية

ان حكومة الجمهورية اللبنانية

و الحكومة الاسبانيـــــة

رغبة منهما في عقد اتفاق لتبادل المعلومات عن الاحوال الجوية بين لبنان واسبانيا ، قد عينتا لهذه الغاية مندوبين مطلقي الصلاحية :

عن حكومة الجمهورية اللبنانية السيد محمد علي حماده ، مدير الشؤون السياسية ، المدير العام بالوكالة لوزارة الخارجية والمغتربين .

عن الحكومة الاسبانية : السيد دون تيودورو رويس كويماس بالقائم باعمال اسبانيا في لبنان ،

اللذين ، بعد ان قدما كلاهما وثيقة تفويضه ووجدت مستوفاة الشروط ، اتفقا على البنود الآتية :

اولا — تعنى مصالح رصد الاحوال الجوية في كلا البلدين على اتصال دائم لتبادل المعلومات الاتية .

أ — المواقيت والانذارات ونصوص اذاعات الاحوال الجوية المستندة الى معلومات طارئة صادرة سواء عن المحطات الثابتة او المحطات الجوالة .

ب — تبادل معلومات الاحوال الجوية التي تؤخذ عن طريق الاذاعات اللاسلكية باي شكل كان كالنشرات الطائرة والموجات السابرة والعدرب .

ج — ان تبادل معلومات المشار اليها آنفا تشمل اغلب المعلومات المستقاة من بلدان اخرى والتي تحصل عليها محطات رصد الاحوال الجوية في كلا البلدين .

ثانيا — تبادل المستندات الضرورية لدرس الاذاعات بالشؤون العامة في المناطق البرية والبحرية .

ثالثا — ان تبادل المعلومات المشار اليها في الفقرات السابقة يجب ان يجري في وقت تتوفر بعده المدة الكافية للاستفادة من هذه المعلومات والاخبار في شبكة الاذاعة الوطنية في كل من البلدين . ويمكن ان تحدد هذه المدة بخمسة عشر يوما على الاقل .

رابعا — يعيد كل بلد الى الاخر الكرات السابرة باجهزتها وشباكها .

خامسا — تتبادل مصالح رصد الاحوال الجوية في كلا البلدين جميع النشرات الجوية على خلاصة او دراسة عن المعلومات الجوية الطارئة او العادية .

سادسا — تتعهد مصالح الفريقين لرصد الاحوال الجوية بالوصول الى اتفاق على وسائل واساليب العمل بما في ذلك نظام الوحدات واستعمال الالات .

يمكن درس جميع هذه القضايا بناء على طلب احد الفريقين عندما يرى ذلك مناسبا للوصول الى تعديل اساسي في الاساليب والوحدات والالات .

اذا لم تعط هذه المباحثة الفنية نتائج ايجابية بالمراسلة فيعقد اجتماع يضم موظفي الفريقين ، وكذلك يعقد مثل هذا الاجتماع عندما ترى مصالح الفريقين لرصد الاحوال الجوية ان هناك احوالا استثنائية تستدعي ذلك .

عقد في بيروت في اليوم الثلاثين من شهر تشرين الثاني سنة ١٩٤٨ ووضع باللغتين العربية والاسبانية ، وكل من النصين رسمي ومعتمد .

ACCORD
CULTUREL

اتفاق
ثقافي

- Signé à Beyrouth
  le 7 Mars 1949
- Rat[illegible]ation [illegible]
  la loi du 25 [illegible]
  J.O. [illegible]
- Les textes officiels sont établis en langues arabe et espagnole.

- وقع في بيروت
  في ٧ آذار ١٩٤٩
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون
  ٢٤ كانون الثاني ١٩٥٠
  (ج ر ٥/١٩٥٠ — ص ع ٢١١)
- وضع النصان الرسميان المعمول بهما
  باللغتين العربية والاسبانية

ان الحكومة اللبنانية

والحكومة الاسبانية

رغبة منهما في توثيق عـــــرى التعاون الثقافي ، وتقوية علاقـــات الصداقة القائمة بينهما ، قررتا عقد اتفاق ثقافي واعتمدتا لهذه الغايـــة:

الحكومة اللبنانية : سعادة السيـــد فؤاد عمون الوزير المفوض المدير العام لوزارة الخارجية والمغتربين

الحكومة الاسبانية : سعادة سودورو دوبردي كوبيلس القائم بالاعمال الاسبانية في بيروت .

اللذين بعد ان تبادلا وثائق التفويض التي وجدت مطابقة للاصول ، اتفقا على الاحكام الآتية

المادة الاولى — يعد الفريقـــان السامين المتعاقدان بالتأييد المتبادل المشروعات الرامية الى تأمين افضـــل تعاون ثقافي بينهما .

المادة الثانية — يرعى الفريقان الساميان المتعاقدان المبادلات الثقافية بين مواطنيهما في الميدان العلمي والفني وخاصة فيما يلي :

ا — تقديم التسهيلات لتبادل انواع الكتب والمنشورات ذات المنشأ الوطني ؛

ب — اصدار اذاعات منظمة لتعريف كل بلد الى الآخر

ج — تنظيم تبادل الافلام الوطنية التي تؤيد روح التعاون والصداقة بين البلدين .

المادة الثالثة — يتفق الفريقان الساميان المتعاقدان على تبادل الاساتذة والمحاضرين والمؤلفين والفنيين والطلاب وتعطى منح واعانات وتتخذ اقصى ما يمكن من تدابير لبلوغ هذه الغاية.

المادة الرابعة — تمنح تسهيلات خاصة لانشاء مراكز تعليم وتدريس اللغة الاسبانية في الجامعات والمدارس [illegible] في لبنان ، ومراكز تعليم وتدريس اللغة العربية في الجامعات والمدارس العليا الاسبانية

المادة الخامسة — يتفق الفريقان الساميان المتعاقدان على بذل المساعدة لترجمة المؤلفات الاسبانية الى العربية والمؤلفات العربية الى الاسبانية ، مع تقدير اهمية هذه المؤلفات او العائدة المرجوة منها في تعزيز التفاهم المتبادل بين رعايا البلدين .

المادة السادسة — رغبة في تعريف كل بلد الى الآخر وتعزيز التفاهم المتبادل بين رعاياهما ، يسعى الفريقان الساميان المتعاقدان لتيسير السياحة بين اقليميهما عن طريق تخفيض تعريفة الانتقال واجور السكن على اطلاقها .

المادة السابعة — يعمل الفريقان الساميان المتعاقدان على تفادي الصعوبات التي يمكن ان يثيرها تنفيذ الاتفاق الحالي فيما يتعلق بالنقد النادر .

المادة الثامنة — يعقد الفريقان الساميان المتعاقدان اتفاقا خاصا بما يخول من اعتبار في اراضي كلا البلدين الشهادات والاجازات المدرسية الصادرة عن السلطات ذات الاختصاص فيهما وتعادل الدراسات في معاهدهما التعليمية .

المادة التاسعة :- يتخذ الطرفان السامين المتعاقدان التدابير الواجبة لتنفيذ الاحكام الانفة الذكر، واستكمالا لهذه التدابير يحبذان في اقليميهما انشاء جمعيات التعاون الاسباني اللبناني تخضع للقوانين الوطنية في البلاد التي يكون فيه مركزها .

المادة العاشرة :- يسري مفعول هذا الاتفاق من يوم تبادل وثائق الابرام .

ولكل من الطرفين الساميين المتعاقدين نقضه بموجب اشعار سابق قبل اثني عشر شهرا .

بناء عليه وقع المفوضان على نسختين معتمدتين من هذا الاتفاق احداهما بالاسبانية والاخرى بالعربية.

بيروت في السابع من اذار السنة التاسعة والاربعون بعد الالف وتسعمائة.

TRAITÉ

D'AMITIE

معاهدة

صداقة

- Signé à Madrid le 6 Mai 1950
- Ratification autorisée par la loi du 12 Février 1951 (J.O. no. 7/1951 de ...)
- L'échange des instruments de ratification a eu lieu le 21 Juin 1951, à Beyrouth
- Date d'entrée en vigueur 21 Juin 1951
- Les textes officiels sont établis en langues arabe et espagnole

- وقعت في مدريد في ٦ أيار ١٩٥٠
- أجيز التصديق عليها بموجب قانون ١٢ شباط ١٩٥١ (ج.ر عدد ٧/ ١٩٥١ ص ...)
- تبودلت وثائق الابرام في ٢١ حزيران ١٩٥١ في بيروت
- تاريخ مباشرة التنفيذ ٢١ حزيران ١٩٥١
- وضع النصان الرسميان المعتمدان باللغتين العربية والاسبانية

ان رئيس الجمهورية اللبنانية من جهة

ورئيس الدولة الاسبانية من جهة أخرى

رغبة منهما في توثيق عرى الصداقة القائمة لحسن الحظ بين بلديهما قررا عقد معاهدة صداقة وعينا لهذه الغاية مندوبيهما المفوضين :

عن رئيس الجمهورية اللبنانية :

معالي السيد فيليب تقلا وزير خارجية الجمهورية اللبنانية

وعن رئيس الدولة الاسبانية :

معالي السيد البرتو مارتين ارتاخو وزير خارجية الدولة الاسبانية

اللذين بعد أن تبادلا وثائق تفويضهما

وتسنا صحتها ومطابقتها للاصـــول
المرعية اتفقنا على الاحكام الاتيه .

المادة الاولى — يكون بين البلدان
الساميين سلام دائم وصداقة مستمرة

المادة الثانية — ١) يحسم الطرفان
الساميان المتعاقدان بالطرق
السلمية كل نزاع يمكن ان
ينشا بينهما .

٢ . اذا تعذر حسم الخلاف
بالطرق الدبلوماسية العادية
فانه يعرض على لجنة التوفيق
الدائمة المنصوص عنها في
المادة الثالثة . وفي حالة عدم
الوصول الى اتفاق بواسطة
هذه الاجراءات فان الخلاف
يعرض على محكمة تحكيمية
على ان الفريقين الساميين
المتعاقدين يستطيعان
بالاتفاق فيما بينهما ان يلجأ
الى المحكمة التحكيمية مباشرة
ودون ان يرجعا سبقا الى لجنة
التوفيق الدائمة .

٣ . ان الاجراءات المذكورة اعلاه
لا تطبق على الخلافات
المتعلقة بالقضايا التي يعتبرها
احد الفريقين المتعاقدين من
اختصاص سلطانه الوطنية
وحدها .

المادة الثالثة — ١) ان لجنة التوفيق
الدائمة تتالف من خمسة
اعضاء يعينون لثلاث سنوات
فكل فريق يعين عضوا واحدا
من الاعضاء الثلاثة الاخرون
الذين ينتخب احدهم رئيسا
يجب اختيارهم بالاتفاق
بين الفريقين . ويكون هؤلاء
الاعضاء الثلاثة من جنسيات
مختلفة ولا يجوز ان يكونوا
من رعايا احد الفريقين او ان
تكون اقامتهم في بلد احدهما
ولا ان يكونوا في خدمته .

٢ . تتالف اللجنة خلال الاشهر
الستة التي تعقب تبادل
وثائق التصديق على هذه
المعاهدة .

٣ . ان الاجراءات المذكورة اعلاه
المشار اليها في الفقرة الثانية
من المادة الثانية من خمسة
اعضاء وفقا للاصول المنصوص
عنها في الفقرتين الاولى
والثانية من هذه المعاهدة

لتألف لجنة التوفيق وتكون المحكمة صلاحية البحث في تسوية حبية على اساس التوفيق . فاذا تعذر ايجاد تسوية حبية فان القرار الصادر من المحكمة التحكيمية يكون ملزما للفريقين .

4) ان استبدال اعضاء اللجنة والمحكمة وتحديد صلاحياتهم والاصول التي تعمل اللجنة والمحكمة بموجبهما تقرر فيما بعد بتبادل المذكرات بين الفريقين .

المادة الرابعة — يتمتع الموظفون الدبلوماسيون الذين يعتمدهم احد الفريقين السامين لدى الفريق الآخر طيلة مهمتهم وعلى اساس المعاملة بالمثل بالحقوق والامتيازات والحصانات التي تحددها عادة القوانين والاصول الدولية

المادة الخامسة — يمكن لكل من الفريقين المتعاقدين ان يعين في اراضي الفريق الآخر وفي المناطق المحددة بالاتفاق فيما بينهما قناصل عامين وقناصل ونواب قناصل وموظفين قنصليين وقناصل فخريين يتمتعون في ممارسة وظائفهم بالحصانات والامتيازات المتعلقة برتبهم والمعترف بها عادة في القوانين والاصول الدولية .

المادة السادسة — يتمتع رعايا كل من الفريقين في اراضي الفريق الآخر على اساس المعاملة بالمثل وشرط ان يتقيدوا بالقوانين والانظمة المرعية ولا سيما بقوانين الشرطة وانظمتها ، بحق شراء الاملاك المنقولة وغير المنقولة واستملاكها والتصرف بها وبحق انشاء معاهد تعليم والاحتفاظ بها وبحق الاقامة العادية وحرية التنقل وممارسة المهن التجارية والصناعية وغيرها

المادة السابعة — ينظر الفريقان السامان بروح من الود والتعاون الصادق في عقد معاهدات للتجارة والملاحة واتفاقات قنصلية واتفاقات وشهادات الاختراع .

المادة الثامنة — ان الحقوق الممنوحة لكل من الفريقين المتعاقدين والالتزامات المفروضة عليه بموجب هذه المعاهدة تشمل جميع الاراضي التابعة له حاليا او في وضعها القانوني .

المادة التاسعة — يصادق الفريقان الساميان المتعاقدان على هذه المعاهدة وفقا للدستور اللبناني وللقوانين الاساسية الاسبانية وتجري مبادلة وثائق التصديق في بيروت.

وتدخل هذه المعاهدة في حيز التنفيذ فور التصديق عليها وتبقى نافذة بصورة مستمرة الى ان ينقضها احد الفريقين خطيا قبل التاريخ الذي تبطل فيه مفعولها بسنة واحدة.

بناء على ذلك وقع المفوضان على هذه المعاهدة بحضور الرسميين العربي والاسباني ومهراها بخاتميهما.

مدريد في السادس من ايار سنة الف وتسعمائة وخمسين

ETHIOPIE

الحبشة

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — ETHIOPIE

اتفاقات دولية

بين لبنان والحبشة

DEPUIS NOVEMBRE 1943

منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- 1948
  ACCORD DE LIAISON RADIO-TELEGRAPHIQUE DIRECTE

- ١٩٤٨
  استثمار
  اتصال لاسلكي مباشر

- Ratifié par D. no. 13798 du 4 Décembre 1948
  (J.O. no. 50/1948 p. [illegible])

- صدق عليه بموجب المرسوم رقم ١٣٧٩٨ تاريخ ٤ كانون الاول ١٩٤٨
  ج ر رقم ٥٠ ١٩٤٨ ص ٩٥٦

FRANCE

فرنسا

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — FRANCE

اتفاقات دولية

بين لبنان وفرنسا

AVANT NOVEMBRE 1943

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- 24 Avril 1920 — San Remo
  ACCORD FRANCO-ANGLAIS SUR LES PETROLES
  AD p. 18

- ٢٤ نيسان ١٩٢٠ ـ سان ريمو
  اتفاق فرنسي ـ بريطاني بشأن البترول
  و د ص ٨٣

- 10 Novembre 1921
  ACCORD POSTAL
  (Echange de mandats-poste [illegible]
  [illegible]
  [illegible])

  Arrêté 1780 du 31 [illegible]
  promulguant cet accord
  (J.O. 1925 [illegible] 1017)

- ١٠ تشرين الثاني ١٩٢١
  اتفاق بريدي
  [illegible]
  [illegible] والمستعمرات الفرنسية

  قرار ٢٨ [illegible] ١/٢١ [illegible]
  [illegible]
  [illegible] ١٩٢٢ عدد ٢١٧

- 29 Septembre 1923
  ACCORD FRANCO-ITALIEN SUR LA SITUATION DES RESSORTISSANTS ITALIENS AU LIBAN

- ٢٩ ايلول ١٩٢٣
  اتفاق فرنسي ـ ايطالي بشأن الرعايا الايطاليين في لبنان

- 11 Janvier 1928
  ACCORD POSTAL

  — Arrêté 1803/LR du 8-2-1928 (B.O. 1928 p. 38) publiant et mettant en exécution cet accord

- ١١ كانون الثاني ١٩٢٨
  اتفاق بريدي

  مرسوم [illegible] ١٩٢٨ [illegible] ٢٨
  [illegible] هذا الاتفاق ووضعه موضع
  التنفيذ .

● 3 Juillet 1933
ACCORD FRANCO-IRAKIEN
(AD. p. 159)

● ٣ تموز ١٩٣٣
اتفاق فرنسي عراقي
(وثـ . ص ١٥٩)

● 11 Août 1936
MODUS VIVENDI COMMERCIAL ET ACCORD DE COMPENSATION POUR LES PAIEMENTS FRANCO-ITALIENS

[illegible]

● ١١ آب ١٩٣٦
اتفاق تجاري ومقاصة للمدفوعات الفرنسية الايطالية

[illegible]

● Novembre 1936
TRAITE FRANCO-LIBANAIS

[illegible]

● تشرين الثاني ١٩٣٦
المعاهدة اللبنانية الفرنسية

[illegible]

● 18 Janvier 1940
ACCORDS FRANCO-ESPAGNOLS SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCIAUX
v. Espagne

● ١٨ كانون الثاني ١٩٤٠
اتفاقات فرنسية اسبانية بشأن المبادلات والمدفوعات التجارية
(راجع : اسبانيا)

● 21 Janvier 1940
ACCORDS FRANCO-GRECS SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCIAUX
v. Grèce

● ٢١ كانون الثاني ١٩٤٠
اتفاقات فرنسية ـ يونانية بشأن المبادلات والمدفوعات التجارية
(راجع : يونان)

- 27 Février 1940
  ACCORDS FRANCO-HONGROIS SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCIAUX

— v. Hongrie

- ٢٧ شباط ١٩٤٠
  اتفاقات فرنسية مجرية بشأن المبادلات والمدفوعات التجارية
  (راجع : مجر)

- 6 Mars 1940
  ACCORDS FRANCO-ITALIENS SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCIAUX

— v. Italie

- ٦ آذار ١٩٤٠
  اتفاقات فرنسية — ايطالية بشأن المبادلات والمدفوعات التجارية
  (راجع : ايطاليا)

- 14 Novembre 1940
  ACCORD FRANCO-ALLEMAND DE COMPENSATION POUR LES PAIEMENTS

Arrêté 11/LR du 18 Janvier 1941, portant application de cet accord au Liban et en Syrie.

- ١٤ تشرين الثاني ١٩٤٠
  اتفاق فرنسي — ألماني بشأن مقايضة المدفوعات

— قرار ١١/ل.ر. تاريخ ١٨ كانون الثاني ١٩٤١ تنفيذ هذا الاتفاق في لبنان وسوريا .

- 11 Janvier 1941
  ACCORD FRANCO-BELGE SUR LES PAIEMENTS

Arrêté 38 LR du 24 Février 1941 portant mise en vigueur de cet accord au Liban et en Syrie
(B.O. 1941 p. 79

- ١١ كانون الثاني ١٩٤١
  اتفاق فرنسي — بلجيكي بشأن المدفوعات

. قرار ٣٨/ل ر تاريخ ٢٤ شباط ١٩٤١ تنفيذ هذا الاتفاق في لبنان وسوريا (ج.ر. ١٩٤١ ص٧٩

● 10 Mars 1943

PROTOCOLE

entre les représentants de la France Combattante, du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, et des Gouvernements des Républiques libanaise et syrienne.

Arrêté 110 FC du 10 Mars 1943, abrogeant l'arrêté 229/FL du 21 Avril 1942 et ratifiant ce protocole

● ١٠ آذار ١٩٤٣

بروتوكول

بين ممثلي فرنسا المحاربة ، وحكومة صاحب الجلالة البريطانية وحكومات الجمهورية اللبنانية والسورية .

— قرار ١٢ /ف م تاريخ ١٠ آذار ١٩٤٣ ، يلغي القرار ٢٢٩/ف ح تاريخ ٢١ نيسان ١٩٤٢

APRES NOVEMBRE 1943

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- 22 Decembre 1943
  PROTOCOLE DE TRANSFERT DES ATTRIBUTIONS EXERCEES PAR LA FRANCE

- ٢٢ كانون الاول ١٩٤٣
  بروتوكول تسليم الصلاحيات التي تمارسها السلطات الفرنسية

- 3 Janvier 1944
  PROTOCOLE DE TRANSFERT DU CONTROLE DE LA REGIE CO-INTERESSEE LIBANO-SYRIENNE DES TABACS ET TOMBACS.

- ٣ كانون الثاني ١٩٤٤
  بروتوكول تسليم مراقبة ادارة حصر الدخان والتنباك

- PROTOCOLE DE TRANSFERT DE L'ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES

- بروتوكول تسليم ادارة الجمارك

- 5 Janvier 1944
  PROTOCOLE DE TRANSFERT DU CONTROLE DES SOCIETES CONCESSIONNAIRES « ELECTRICITE DE BEYROUTH » ET « COMPAGNIE DES EAUX DE BEYROUTH »

- ٥ كانون الثاني ١٩٤٤
  بروتوكول تسليم مراقبة الشركات ذات الامتياز « كهرباء بيروت » و« شركة مياه بيروت »

- PROTOCOLE DE TRANSFERT DU CONTROLE DE L'ADMINISTRATION DES PHARES

- بروتوكول تسليم مراقبة المنارات

- 25 Janvier 1944
  ACCORD FINANCIER LIBANO-FRANCO-ANGLO SYRIEN
  (Taux de change de la livre sterling)

- ٢٥ كانون الثاني ١٩٤٤
  اتفاق مالي لبناني – فرنسي – بريطاني – سوري
  (بشأن قيمة الليرة الاسترلينية)

- 4 Février 1944
  PROTOCOLE DE TRANSFERT DU SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES DES INTERETS COMMUNS

- ٤ شباط ١٩٤٤
  بروتوكول تسليم مصلحة الشؤون الاقتصادية في المصالح المشتركة

- PROTOCOLE DE TRANSFERT DES SERVICES DES MINES, DU CONTROLE DE LA CIRCULATION AUTOMOBILE ET DE L'EMPLOI DES PNEUMATIQUES, ET DE LA CLIMATOLOGIE

- بروتوكول تسليم مصالح المناجم ومراقبة السيارات واستعمال الدواليب ومراقبة الاحوال الجوية

- PROTOCOLE DE TRANSFERT DES SERVICES FINANCIERS, DES POUDRES ET DES EXPLOSIFS

- بروتوكول تسليم مصالح الشؤون المالية والبارود والمتفجرات

- 8 Février 1944
  PROTOCOLE DE TRANSFERT DE LA DEFENSE PASSIVE

- ٨ شباط ١٩٤٤
  بروتوكول تسليم مصلحة الدفاع السلبي

- 14 Mars 1944
  PROTOCOLE DE TRANSFERT DU SERVICE DE L'OFFICE PHARMACEUTIQUE

- آذار ١٩٤٤
  بروتوكول تسليم مكتب الادوية

● 19 Avril 1944 PROTOCOLE DE TRANSFERT DE L'OFFICE DES CHANGES	● ١٩ نيسان ١٩٤٤ بروتوكول تسليم مكتب القطـــع
● PROTOCOLE REGLANT LE STATUT DU CONTROLE DES CHANGES	● بروتوكول تنظيم مراقبة القطع
● CONVENTION LIBANO-FRANCO-SYRIENNE AVEC LA BANQUE DE SYRIE ET DU LIBAN, INSTITUT D'EMISSION.	● اتفاق لبناني – فرنسي – سوري مع بنك سوريا ولبنان مؤسسة الاصدار
● 3 Juin 1944 DECLARATION COMMUNE AU SUJET DU TRANSFERT DES SERVICES D'INTERET COMMUN	● ٣ حزيران ١٩٤٤ تصريح مـــــشترك عن تسليـــــم المصالح المشتركة .
● PROTOCOLE DE TRANSFERT DU SERVICE DES ANTIQUITES	● بروتوكول تسليم مصلحة الآثـــــار
● PROTOCOLE DE TRANSFERT DU SERVICE DE L'INSPECTION GENERALE DES POSTES ET TELEGRAPHES	● بروتوكول تسليم مصلحة التفتيش العامة للبريد والبرق
● PROTOCOLE DE TRANSFERT DES SERVICES QUARANTENAIRES	● بروتوكول تسليم مصلحة الحجـــر الصحي
● PROTOCOLE DE TRANSFERT DU SERVICE DE LA POLICE SANITAIRE VETERINAIRE	● بروتوكول تسليم مصلحة المراقبـــة البيطريـــة

● PROTOCOLE DE TRANSFERT DE L'OFFICE POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIETE COMMERCIALE, INDUSTRIELLE, ARTISTIQUE, LITTERAIRE ET MUSICALE

● بروتوكول تسليم مكتب حماية الملكية التجارية والصناعية والفنية والادبية والموسيقية

● 5 Juin 1944
PROTOCOLE CONCERNANT LES RESEAUX DE CHEMIN DE FER, ET LE PORT DE BEYROUTH

● ٥ حزيران ١٩٤٤
بروتوكول بشأن خطوط السكك الحديدية ومرفأ بيروت

● 15-16 Juin 1944
PROTOCOLE DE MISE A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT LIBANAIS DES EFFECTIFS D'UN BATAILLON D'INFANTERIE

● ١٥ ـ ١٦ حزيران ١٩٤٤
بروتوكول وضع فرقة مشاة تحت تصرف الحكومة اللبنانية

ECHANGE DE LETTRES RIAD SOLH-BEYNET CONCERNANT LA MISE A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT LIBANAIS D'UN BATAILLON ET D'UN PELOTON D'AUTO-MITRAILLEUSES

● مبادلة رسائل بين السيد رياض الصلح والجنرال بينيه متعلقة بوضع فرقة من الجيش مع سياراتها المصفحة تحت تصرف الحكومة اللبنانية .

● 4 Juillet 1944
MEMOIRE CONCERNANT LE TRANSFERT DE L'ARMEE

● ٤ تموز ١٩٤٤
مذكرة بشأن تسلم الجيش

- 7 Juillet 1944
  PROTOCOLE DE TRANSFERT DU SERVICE DE LA SURETE GENERALE
  Lettre de M. Yves Chataigneau à ce sujet

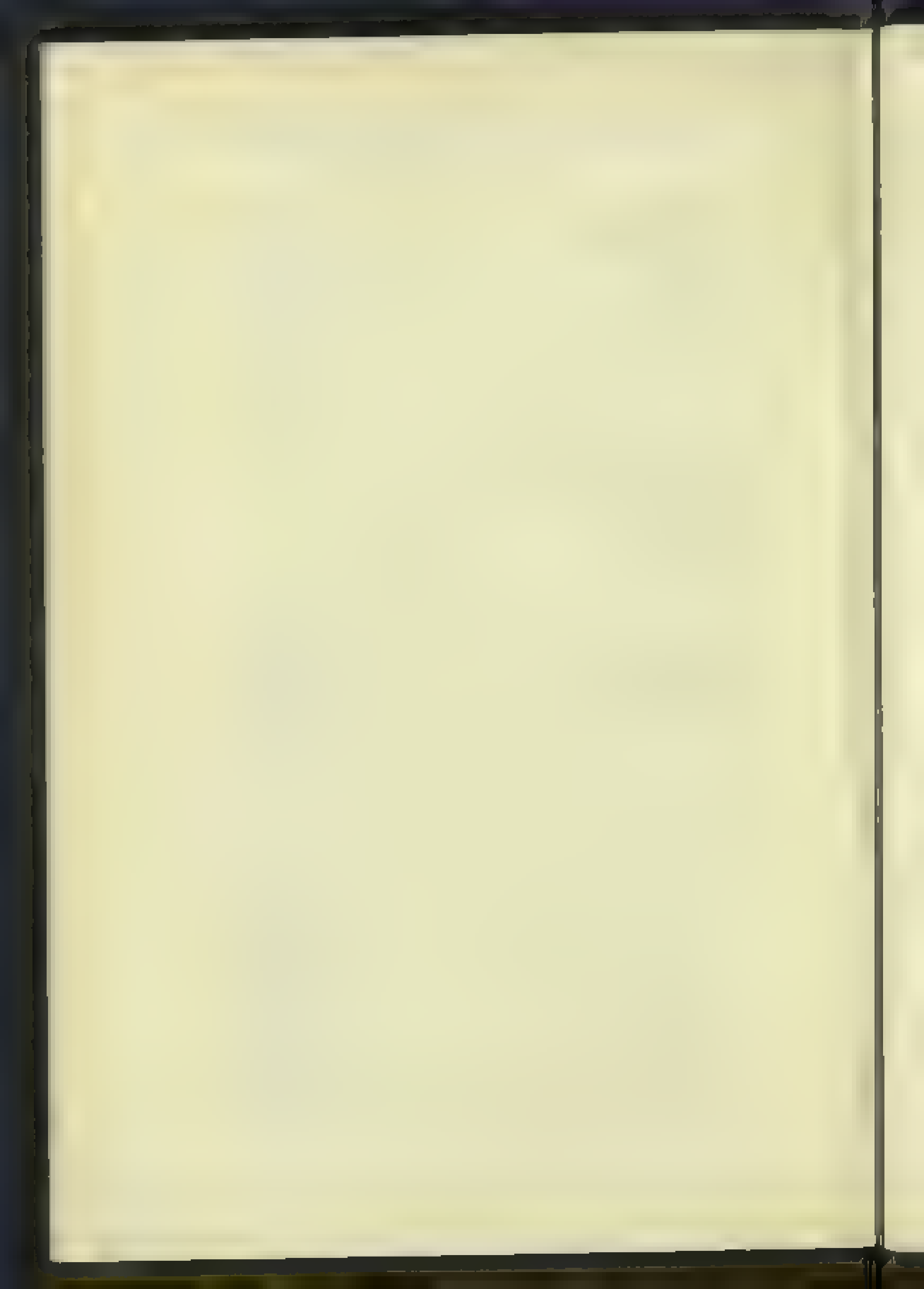
- ٧ تموز ١٩٤٤
  بروتوكول بشأن مصلحة الأمن العام
  كتاب السيد شاتينيو بهذا الموضوع .

- 23 Mars 1946
  ECHANGE DE LETTRES BIDAULT-FRANGIE RELATIF AU RETRAIT DES TROUPES FRANCAISES STATIONNEES AU LIBAN

- ٢٣ آذار ١٩٤٦
  مبادلة رسائل بين السيد بيدو والسيد فرنجية بشأن انسحاب الجيوش الفرنسية من لبنان

- 24 Janvier 1948
  ACCORD MONETAIRE ET PROTOCOLES EXPLICATIFS ANNEXES

- ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨
  الاتفاق المالي
  والبروتوكولات الموضحة التابعة له



ACCORD DE REMISE DES ATTRIBUTIONS EXERCÉES PAR LES AUTORITÉS FRANÇAISES

● 22 Décembre 1943
Damas

Le Général d'Armée Catroux Commissaire d'Etat en mission s'est entretenu aujourd'hui avec L.L. E.E. Saadallah Bey Djabri, Président du Conseil, Djémil Bey Mardam, Ministre des Affaires Etrangères, Khaled Bey Azem Ministre des Finances, Représentants du Gouvernement Syrien, et L.L. E.E. Riad Bey Solh, Président du Conseil, Ministre des Finances et Selim Bey Takla, Ministre des Affaires Etrangères, Représentants du Gouvernement libanais.

Les échanges de vue se sont poursuivis dans une atmosphère d'entière cordialité et de compréhension réciproque en présence de S. E. Choukry Bey Kouatly, Président de la République Syrienne.

Ces conversations avaient été précédées par des pourparlers similaires entre le Général Catroux et les Représentants du Gouvernement Libanais en présence de S.E. Cheikh Béchara El-Khoury, Président de la République libanaise.

اتفاق تسليم الصلاحيات التي تمارسها السلطات الفرنسية

● ٢٢ كانون الأول ١٩٤٣
دمشق

تباحث الجنرال كاترو مفوض الدولة الموفد بمهمة هذا اليوم في دمشق مع أصحاب الدولة السيد سعد الله الجابري رئيس مجلس الوزراء والسيد جميل مردم بك وزير الخارجية والسيد خالد العظم وزير المالية ممثلي الحكومة السورية وصاحبي الدولة السيد رياض الصلح رئيس مجلس الوزراء والسيد سليم تقلا وزير الخارجية ممثلي الحكومة اللبنانية.

وقد جرى تبادل وجهات النظر في جو من الود الخالص والتفاهم المشترك وذلك في حضرة صاحب الفخامة السيد شكري القوتلي رئيس الجمهورية السورية.

وكان عقد اجتماع كذلك من قبل في بيروت بين الجنرال كاترو وبين ممثلي الحكومة اللبنانية في حضرة صاحب الفخامة الشيخ بشارة الخوري رئيس الجمهورية اللبنانية.

A l'issue de la conférence, l'entente est intervenue sur la déclaration suivante

Un accord est intervenu à la date de ce jour entre S. E. le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission et les Représentants des deux Gouvernements Syrien et Libanais pour la remise à ces Gouvernements des attributions exercées en leur nom par les autorités françaises. Par suite de cet accord, les intérêts communs, avec leur personnel, seront transférés aux deux Etats Syrien et Libanais, avec droit de législation et de réglementation à la date du 1er janvier prochain

Les modalités concernant la passation de ces pouvoirs feront l'objet d'accords particuliers

SAADALLAH EL DJABRI

RIAD SOLH

CATROUX

JAMIL MARDAM BEY

SELIM TAKLA

KHALED EL AZEM

وعلى اثر المحادثات وضع نص هذا التصريح :

تم الاتفاق في تاريخ هذا اليوم بين فخامة قائد الجيش الجنرال كاترو مفوض الدولة المكلف بمهمة وبين ممثلي الحكومتين السورية واللبنانية على تسليم هاتين الحكومتين الصلاحيات التي تمارسها الآن السلطات الفرنسية باسمها وستنتقل بحسب هذا الاتفاق المصالح المشتركة وموظفوها الى الدولتين السورية واللبنانية مع حق التشريع والادارة وذلك اعتبارا من أول كانون الثاني القادم .

والاساليب المتعلقة بانتقال هذه الصلاحيات ستكون موضوع اتفاقات خاصة

سعد الله الجابري

رياض الصلح

كاترو

جميل مردم بك

سليم تقلا

خالد العظم

CONTROLE DE LA REGIE DES TABACS ET TOMBACS

● 3 Janvier 1944
Beyrouth

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas, entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission et les représentants des gouvernements syrien et libanais M. Chataigneau, Ministre Plénipotentiaire et les deux gouvernements intéressés ont procédé le 3 janvier 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban du contrôle de la régie co-intéressée libano-syrienne des tabacs et tombacs.

Le personnel de ce contrôle est passé à la même date au service des deux gouvernements, compte tenu des termes des deux lettres adressées le 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par les Présidents du Conseil Syrien et Libanais relativement aux fonctionnaires français.

مراقبة اداره حصر الدخان والتنباك

● ٣ كانون الثاني ١٩٤٤
بيروت

بروتوكول

تنفيذا للاتفاق المعقود في ٢٢ كانون الاول ١٩٤٣ في دمشق بين قائد الجيش كاترو معوض الدولة الموفد بمهمه خاصه وبين ممثلي حكومتي سوريا ولبنان قام السيد شاتنيو الوزير المطلق الصلاحيه والحكومتان صاحبتا العلاقة بتسليم وتسلم مراقبه اداره حصر الدخان والتنباك اللبنانية السورية الى دولتي سوريا ولبنان بتاريخ ٣ كانون الثاني ١٩٤٤ وقد انتقل بذلك موظفو هذه المراقبة الى خدمه الحكومتين المشار اليهما مع مراعاة مضمون الكتابين الموجهين بتاريخ ٢٧ كانون الاول سنة ١٩٤٣ الى الجنرال كاترو من قبل رئيسي الوزارتين السوريه واللبنانية فيما يتعلق بالموظفين الفرنسيين .

DOUANES

● 3 Janvier 1944
Beyrouth

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas, entre le Général d'Armée CATROUX Commissaire d'Etat en mission et les représentants des gouvernements syrien et libanais, M. CHATAIGNEAU, Ministre Plénipotentiaire et les deux gouvernements intéressés ont procédé le 3 janvier 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban de l'administration générale des douanes.

Le personnel de cette administration est passé à la même date au service des deux gouvernements compte tenu des termes des deux lettres adressées le 27 décembre 1943 au Général d'Armée CATROUX par les Présidents du Conseil Syrien et Libanais relativement aux fonctionnaires français

Les accords internationaux conclus par la France en matière douanière et les responsabilités internationales assumées par elle en cette même matière jusqu'à ce jour, au nom de la Syrie et du Liban, sont désormais à la charge des deux Etats.

الجمـــارك

● ٣ كانون الثاني ١٩٤٤
بيروت

بروتوكـول

تنفيذا للاتفاقات المعقوده في ٢٢ كانون الاول ١٩٤٣ في دمشق بين قائد الجيش كاترو مفوض الدولة الموفد بمهمة خاصة وبين مندوبي حكومتي سوريا ولبنان قام السيد شاتينيو الوزير المطلق الصلاحية والحكومتان صاحبتا العلاقة بتسليم وتسلم ادارة الجمارك العامة الى دولتي سوريا ولبنان بتاريخ ٣ كانون الثاني سنه ١٩٤٤ .

وقد انتقل بذلك موظفو هـذه الادارة الى خدمة الحكومتين المشار اليهما مع مراعاة مضمون الكتابين الموجهين بتاريخ ٢٧ كانون الاول ١٩٤٣ الى الجنرال كاترو من قبل رئيسي الوزارتين السورية واللبنانية فيما يتعلق بالموظفين الفرنسيين .

ان التعهدات الدولية التي عقدتها فرنسا في المواد الجمركية وكذلك التبعات الدولية التي تضطلع بها حتى اليوم في هذه المواد باسم سوريا ولبنان اصبحت منذ الان على عاتق الدولتين المذكورتين

CONTROLE DES SOCIETES CONCESSIONNAIRES

● 5 Janvier 1944
Damas

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 entre le Général d'Armée Catroux Commissaire d'Etat en mission et le Représentant du Gouvernement Libanais, M. Chataigneau, Ministre Plénipotentiaire, et le Gouvernement Libanais ont procédé le 4 Janvier 1944 au transfert effectif à l'Etat du Liban du Contrôle des Sociétés Concessionnaires ci-après :

- Electricité de Beyrouth
- Compagnie des Eaux de Beyrouth

Le personnel du contrôle de ces Sociétés est passé à la même date au service du Gouvernement libanais, compte tenu des termes de la lettre adressée le 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par le Président du Conseil Libanais relativement aux fonctionnaires français.

مراقبـــــة الشركات ذات الامتياز

● ٥ كانون الثاني ١٩٤٤
دمشـــق

بروتوكـــول

تنفيذا للاتفاق المعقود في ٢٢ كانون الاول سنة ١٩٤٣ في دمشق بين قائد [illegible] كاترو مفوض الدولة [illegible] حكومة [illegible] والحكومة [illegible] مباحثة العلاقة بتسليم وتسلم ادارة مراقبة الشركات ذات الامتيـــاز [illegible] ٥ كانون الثاني ١٩٤٤ .

- [illegible] كهرباء بيروت
- شركة مـــياه بيروت

وقد انتقل بذلك موظفو هـــذه [illegible] الى خدمة الحكومة اللبنانيـــة مع مراعاة مضمون الكتاب الذي وجه بتاريخ ٢٧ كانون الاول ســـنة ١٩٤٣ الى الجنرال كاترو من رئيس الوزارة اللبنانيـــة فيمـــا يتعلـــق بالموظفين الفرنسيين .

PHARES

● 5 Janvier 1944
Damas

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission et les Représentants des Gouvernements Syrien et Libanais M. Chataigneau Ministre Plénipotentiaire, et les deux Gouvernements intéressés ont procédé le 5 janvier 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban du Contrôle de l'Administration des Phares

Le Personnel de ce contrôle est passé à la même date au service des deux Gouvernements, compte tenu des termes des deux lettres adressées le 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par les Présidents du Conseil Syrien et Libanais relativement aux fonctionnaires français.

المنــــــارات

● ٥ كانون الثاني ١٩٤٤
دمشــــق

بروتوكول

تنفيذا للاتفاق المعقود في ٢٢ كانون الاول سنة ١٩٤٣ في دمشق بين الدولة الموفد بمهمة وبين ممثلي حكومتي سورية ولبنان قام السيد شاتينيو الوزير المطلق الصلاحية والحكومتان صاحبتا العلاقة بتسليم وتسلم مراقبة مصلحة المنارات الى دولتي سورية ولبنان بتاريخ ٥ كانون الثاني ١٩٤٤ .

وقد انتقل بذلك موظفو هذه الادارة الى خدمة الحكومتين المشار اليهما مع مراعاة مضمون الكتابين الموجهين بتاريخ ٢٧ كانون الاول ١٩٤٣ الى الجنرال كاترو من قبل رئيسي الوزارتين السورية واللبنانية فيما يتعلق بالموظفين الفرنسيين .

ACCORD FINANCIER TAUX DE CHANGE DE LA LIVRE STERLING

اتفـــاق مـــالي قيمـة الليرة الاسترلينيـة

● 24 Janvier 1944
Damas

● ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٤
دمشق

Le Gouvernement syrien et le Gouvernement libanais, par un aide-mémoire en date du 13 janvier 1944 remis par les représentants du Comité Français de la Libération Nationale et du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, et dont ils ont pris acte, ont eu connaissance qu'un nouvel accord, dénonçable sur préavis de trois mois, allait intervenir entre le Gouvernement de Sa Majeste Britannique et le Comité Français de la Libération Nationale, portant fixation à 200 francs français du taux de change de la livre sterling. L'assentiment des Gouvernements syrien et libanais a été demandé pour les mesures suivantes intéressant la Syrie et le Liban.

I) — Aux termes du nouvel accord financier franco-britannique, le taux de change de la livre syrienne ainsi que celui de la livre libanaise sera établi sur la base de

Une livre syrienne ou libanaise = 22 frs, 65 taux qui, à la parité de 200 francs par livre sterling, établit le taux de change de la livre syrienne et de la livre libanaise à

Une livre sterling = 883 piastres syriennes ou libanaises

Ce taux ne sera pas modifié sans consultation préparable des Gouvernements de la République syrienne et de la République libanaise.

II — Le régime actuellement [illegible] en vigueur du libre achat de livres sterling par les résidents de la Syrie et du Liban ne sera pas modifié sans consultation prealable des Gouvernements de ces Républiques, étant entendu que toute mesure projetée à cet égard tiendra compte des légitimes intérêts syriens et libanais en cause et des répercussions qui pourraient résulter des modifications envisagées.

Une annexe speciale à l'accord financier franco-britannique portera confirmation des dispositions précitées auxquelles les Gouvernements syrien et libanais donnent leur assentiment

AFFAIRES
ECONOMIQUES

● 4 Fevrier 1944
Beyrouth

الشؤون الاقتصادية

● ٤ شباط
بيروت

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 Décembre 1943 à Damas entre le Général d'Armée Catroux Commissaire d'Etat, en mission, et les représentants des Gouvernements Syrien et Libanais, Monsieur Chataigneau, Ministre Plénipotentiaire, et les deux Gouvernements intéressés ont procédé le 4 février 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban du Service des Affaires Economiques des Intérêts Communs.

Le personnel de ce service est passé à la même date au service des deux Gouvernements compte tenu des termes des lettres adressées le 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par les Présidents du Conseil Syrien et Libanais relativement aux fonctionnaires français.

AFFAIRES
FINANCIERES

POUDRES
ET EXPLOSIFS

● 4 Fevrier 1944
Beyrouth

الشؤون المالية

البارود
والمتفجرات

● ٤ شباط
بيروت

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas entre le Général d'Armée Catroux Commissaire d'Etat en mission et les représentants des Gouvernements Syrien et Libanais, Monsieur Chataigneau, Ministre Plénipotentiaire, et les deux Gouvernements intéressés ont procédé le 4 février 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban du service des Affaires Financières des Intérêts Communs, y compris l'agence du trésor des Intérêts Communs et le service des poudres et explosifs chargé de la délivrance des permis de port d'armes de chasse

MINES

CIRCULATION

CLIMATOLOGIE

● 4 Février 1944
Beyrouth

المنـــاجم

السيارات

الاحوال الجويه

● ٤ شباط ١٩٤٤
بيـــروت

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission et les représentants du Gouvernement libanais M. Chataigneau Ministre Plénipotentiaire et le Gouvernement libanais ont procédé le 4 février 1944 au transfert effectif à l'Etat libanais

du service des mines

du service du Conrôle de la circulation automobile et de l'emploi des pneumatiques

du service de la climatologie ainsi que des pouvoirs détenus par la Délégation Générale en matière de reglementation automobile

Le personnel de ces services est passé à la même date au service du Gouvernement libanais, compte tenu des termes de la lettre adressé le 27 decembre 1943 au Général d'Armée Catroux par le Président du Conseil libanais relativement aux fonctionnaires français.

DEFENSE PASSIVE

الدفاع السلبي

● 8 Fevrier 1944
Beyrouth

● ٨ شـبـاط ١٩٤٤
بـيـروت

PROTOCOLE.

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission et les représentants du Gouvernement libanais, Monsieur Chataigneau, Ministre Plénipotentiaire, et le Gouvernement libanais ont procédé le 8 fevrier 1944 au transfert effectif du Service de la Défense Passive sur le territoire de l'Etat du Liban au Gouvernement libanais qui en assure la charge.

Il est entendu que l'autorité militaire alliée garde la responsabilité de la transmission de l'alerte aux centraux de la Défense Passive.

En ce qui concerne l'obscurcissement des lumières, le Gouvernement libanais s'engage à prescrire et à assurer l'exécution de toutes les mesures que le Commandement Militaire allié au Moyen-Orient jugerait nécessaire de prendre à un moment quelconque en raison des circonstances de guerre.

La liaison nécessaire entre le Gouvernment libanais et l'autorité militaire sera assurée par un Officier supérieur français qui portera le titre de Représentant de l'Autorité Militaire auprès des Etats pour la Défense Passive.

Les prescriptions actuellement appliquées concernant la Défense Passive resteront en viguer jusqu'à promulgation de textes nouveaux par le Gouvernement libanais.

ح ح

OFFICE PHARMACEUTIQUE

● 14 Mars 1944
Damas

الأدويه

● ١٤ آذار ١٩٤٤
دمشق

PROTOCOLE.

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission, et les représentants des Gouvernments syrien et libanais, Monsieur Chataigneau, Ministre Plénipotentiaire et les deux gouvernements intéressés ont procédé le 14 mars 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban de

l'office Pharmaceutique

Le Personnel de ce service est passé à la même date au service des deux Gouvrnements, compte tenu des termes des lettres adressées le 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par les Présidents du Conseil syrien et libanais relativement aux fonctionnaires français.

OFFICE DES CHANGES

● 19 Avril 1944
Beyrouth

القطع

● ١٩ نيسان ١٩٤٤
بيروت

En exécution des dispositions des lettres du 25 janvier 1944 de S. E. le Général d'Armée Catroux, adressées à LL.EE. les Présidents du Conseil des Ministres Syrien et Libanais

L'Office des Changes est transféré aux Républiques Syrienne et Libanaise et devient par conséquent un service public autonome Syro-Libanais.

La gestion de ce service est assurée par la Banque de Syrie et du Liban, Institut d'émission suivant les dispositions des lettres échangées en date de ce jour entre les Etats et la Banque et annexées à ce Protocole.

Le Statut de l'Office des Changes sera déterminé par des décrets des Gouvernements Syrien et Libanais dont les texte est joint en annexe.

CONTROLE DES CHANGES

مراقبة القطع

● 19 Avril 1944
Beyrouth

● ١٩ نيسان ١٩٤٤
بيروت

PROTOCOLE

En exécution des dispositions des lettres du 25 janvier 1944 de S.E. le Général d'Armée Catroux, adressées à LL.EE. les Présidents du Conseil des Ministres Syrien et Libanais, il a été convenu ce qui suit

1) — Le Contrôle des Changes est un organisme autonome constitué par un Comité comprenant le Représentant de l'Organisme chargé du Contrôle Central des Changes du Bloc Franc, le Représentant du Gouvernement syrien et le Représentant du Gouvernement libanais

Le Représentant du Contrôle Central est le Président de ce Comité

2) — Ce Comité élabore les textes de la réglementation du Contrôle des Changes en Syrie et au Liban en harmonie avec les dispositions générales du Contrôle Central ci-dessus en tenant compte des dispositions des Contrôles des Changes des autres devises et des intérêts légitimes du commerce local.

Ces textes seront promulgues par décrets

3) — Ce comité a le pouvoir d accorder les dérogations prévues dans la réglementation du Contrôle des Changes

4) — Le Comité nomme un Inspecteur Général (français) et des Inspecteurs (syriens et libanais du contrôle des Changes qui assistent le Comité pour

assurer que la réglementation du Contrôle des Changes est respectée par l'Office des Changes et par les résidents en Syrie et au Liban.

poursuivre les infractions. assurer le recouvrement des amendes et accepter toutes transactions aux pénalités prévues pour ces infractions

5) — Les décisions de ce Comité sont prises à l'unanimité des voix.

6) — Le Budget de cet organisme, établi par le Comité et comprenant la totalité de ses recettes et de ses dépenses, est incorporé au Budget de l'Office des Changes.

Les dispositions ci-dessus seront promulguées par Décrets pris par le Gouvernement Syrien et le Gouvernement Libanais et entreront en application dès leur promulgation

ANNEXE

PROJET DE DECRET LEGISLAITF

Le Président de la République Syrienne,

Vu la constitution

Vu la loi no 32 du 24 janvier 1944, conférant au Gouvernement le droit de légiférer en matières d'intérêts Communs,

Vu le Protocole en date du 19 Avril 1944 réglant le transfert de l'Office des changes aux Républiques Syrienne et Libanaise,

Vu le Protocole en date du 19 Avril 1944 réglant le Statut du Contrôle des Changes,

Sur la proposition du Ministre des Finances

Vu la délibération du Conseil des Ministres en date du

Decrète

ARTICLE I.- L'Office des Changes est un service public autonome syro-libanais

ARTICLE II.- L'Office est géré par une Banque désignée par accord entre les Gouvernements de Syrie et du Liban. Cet accord sera promulgué par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Finances Cette Banque assure la trésorerie de l'Office.

ARTICLE III.- L'Office est chargé de l'application de la réglementation du Contrôle des Changes dans les territoires des Républiques Syrienne et Libanaise et en particulier de la délivrance des autorisations prévues dans cette réglementation

La Banque gestionnaire s'engage sous sa responsabilité à faire appliquer par l'Office les directives qui lui seront données par le Comité du Contrôle des Changes et à agir suivant les instructions de ce Comité pour toutes questions relatives à la réglementation des Changes.

ARTICLE IV.- La Banque est responsable tant vis-à-vis des Gouvernements de la République syrienne et de la République libanaise que vis-à-vis du Contrôle des Changes, de la bonne gestion de l'Office

ARTICLE V.- Cette gestion est soumise au contrôle et vérifications de l'Inspection du Contrôle des Changes et de deux Commissaires, l'un Syrien nommé par le Ministre des Finances de la République Syrienne, l'autre Libanais nommé également par le Ministre des Finances de la République libanaise

Les indemnités à allouer à ces deux Commissaires seront fixées par les arrêtés de leur nomination et supportées par le Budget du Contrôle des Changes.

ARTICLE VI.- L'Office fixe les cours de vente et d'achat des devises sur instructions des Commissaires des Gouvernements après consultation du Contrôle des changes.

Il établit au 1er janvier de chaque année, sur approbation des Commissaires des Gouvernements, la liste des Banques agréées et autorisées.

Il fixe sur approbation des Commissaires des Gouvernements le taux des commissions que sont autorisées à prélever les Banques sur les opérations de change de leur clientèle.

ARTICLE VII.- L'Office a une comptabilité propre. Il établit son bilan le 31 décembre de chaque année, ou en cas de liquidation, à l'époque de cette liquidation.

ARTICLE VIII- 1/ Les recettes de l'Office des Changes sont constituées par :

a) les écarts de change

b) toutes taxes que les deux Gouvernements pourraient créer sur les opérations de changes

c) les recettes du Contrôle des Changes.

2/ Les dépenses sont constituées par :

a) la rémunération consentie à la Banque gestionnaire en conformité des dispositions de l'article 9 ci-après

b) les dépenses du Contrôle des Changes

3/ Le solde créditeur ou débiteur de ces postes reviendra entièrement aux Gouvernements syrien et libanais ou sera supporté par eux au prorata de la moyenne annuelle de la circulation fiduciaire dans chacun de ces territoires.

ARTICLE IX.- Il sera alloué à Banque gestionnaire en rémunération des services que cette gestion implique

a) les frais généraux effectifs de l'Office agréés par le Commissaire à condition que les dépenses annuelles ne dépassent pas un montant calculé sur la base de 12 500 L. par mois. Cette base mensuelle n'est susceptible d'aucune majoration pendant la durée de l'accord avec la Banque gestionnaire.

b) 10 % du rendement des écarts de change sans toutefois que le montant revenant ainsi à la Banque gestionnaire soit supérieure à L.L.S. 100.000 par an — quelles que soient les conditions.

ARTICLE X — Les Bureaux de l'Office sont établis à Beyrouth, Damas et Alep.

ARTICLE XI — Les Gouvernement Syrien et Libanais se réservent le droit de résilier à tout moment la convention aux termes de laquelle la gestion de l'Office a été confiée à la Banque. Cette mesure prenant effet à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date de notification.

Le droit de résiliation aux mêmes conditions est reconnu à la Banque gestionnaire.

ARTICLE XII — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret législatif.

ARTICLE XIII — Les Ministres de la République Syrienne sont chargés de l'exécution du présent décret législatif qui sera soumis à l'approbation de la Chambre des Députés lors de sa réunion.

FRANCE

INSTITUT D'EMISSION

مؤسسة الاصدار

● 19 Avril 1944
Beyrouth

● ١٩ نيسان ١٩٤٤
بيروت

CONVENTION

La totalité des avoirs de l'Office des Changes (dénommé ci-après l'Office) constituant la garantie des avances à cet Office consenties par la Banque de Syrie et du Liban, Institut d'Emission (dénommé ci-après la Banque) passe en possession de la Banque à la date du 15 avril 1944 libres de tous engagements.

En conséquence, la dette de l'Office vis-à-vis de la Banque se trouve éteinte.

A cette date du 15 avril 1944 les avances de la Banque à l'Office s'élevaient à

L.L.S 285.050.569.2485

A la même date, la totalité des avoirs de l'Office, qui sont transférés par cette convention à la Banque se décomposaient comme suit :

Latg. 3.062.269-6-4 dont 2.900.000 en Bons du Tresor

L.E.	201.995.980
L.P.	252.782.782
D.I.	142.220.504
US. $	2.482.264,29
Frs.S.	351.770,53
Frs. Fr.	5.596.685.285,95

La Banque affectera ces devises à la couverture de la circulation fiduciaire.

A partir du 15 avril 1944 l'Office s'engage à céder à la Banque la totalité des devises qu'il acquiert. La Banque s'engage à lui fournir au taux officiel la contrevaleur en livres syriennes et libanaises de ces devises sans limitation de montant.

La Banque s'engage à lui céder dans la limite de ses disponibilités et conformément à la réglementations du Contrôle des Changes en vigueur, toutes devises qui lui seraient nécessaires. Il lui règlera la contrevaleur en livres syriennes et libanaises au cours officiel.

Ces devises ainsi que toutes celles qui pourraient être acquises par la Banque sont soumises aux conditions des conventions passées entre les Gouvernements syriens et libanais et la Banque relatives aux éléments de la couverture, exception faite des dispositions applicables en matière de réévaluation de l'or entrant dans la couverture.

DECLARATION COMMUNE

● 3 Juin 1944
Beyrouth

تصريح مشترك

● ٣ حزيران ١٩٤٤
بيروت

Aux termes de l'accord intervenu le 22 decembre 1943 entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission et les Représentants des Gouvernements syrien et libanais, des negociations avaient été entreprises pour procéder au transfert des services d'Intérêt Commun.

Ces négociations sont arrivées à une heureuse conclusion et l'ensemble de ces services, effectivement transféré à la République syrienne et à la République libanaise, se trouve désormais placé sous leur autorité.

BEYNET
RIAD SOLH
SAADALLAH EL DJABRI
JAMIL MARDAM BEY

ANTIQUITES

● 3 Juin 1944
Beyrouth

آثـــــار

● ٣ حزيران ١٩٤٤
بيروت

PROTOCOLE

En execution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas entre le General d'Armee Catroux, Commissaire d'Etat en mission, et les Représentants des Gouvernements Syrien et Libanais, le General d'Armée Beynot et le Gouvernement Libanais ont procédé le 3 juin 1944 au transfert à la République Libanaise du Service des Antiquités.

Le personnel de ce service est passé au Gouvernement Libanais compte tenu des termes de la lettre adressée le 27 Décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par le Président du Conseil libanais relativement aux fonctionnaires français.

POSTES ET TELEGRAPHES

● 3 Juin 1944
Damas

بريد وبرق

● ٣ حزيران ١٩٤٤
دمشق

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas, entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d Etat en mission et les representants des Gouvernements syrien et libanais le Général d'Armée Beynet, Délégue General et Plenipotentiaire et les deux Gouvernements intéressés ont procédé le 3 juin 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban du Service de l'Inspection Générale des Postes et Telegraphes.

Le personnel de ce Service est passé à la même date au Service des deux Gouvernements, compte tenu des termes des deux lettres adressées le 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par les Présidents du Conseil Syrien et Libanais relativement aux fonctionnaires français.

Les obligations internationales assumées jusqu-ici par la France en matière postale et télégraphique au nom de la Syrie et du Liban sont désormais à la charge de ces deux Etats

SERVICES QUARANTENAIRES

● 3 Juin 1944
Damas

الحجر الصحي

● ٣ حزيران ١٩٤٤
دمشق

PROTOCOLE

En execution de l'accord intervenu le 22 decembre 1943 à Damas, entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d Etat en mission, et les représentants des Gouvernements syrien et libanais, le Genéral d'Armée Beynet et les deux Gouvernements intéressés ont procedé le 3 juin 1944 au transfert des Services Quarantenaires aux Etats de Syrie et du Liban.

Le personnel de ces services est passé à la même date au service des deux Gouvernements, compte tenu des termes des deux lettres adressees 27 décembre 1943 au Géneral d'Armée Catroux par les Présidents du Conseil syrien et libanais, relativement aux fonctionnaires français. Le Directeur du Service de Santé est mis à la disposition des deux Gouvernements pour assurer la direction de ce service jusqu'à la fin de la guerre.

Les obligations internationales assumées jusqu'ici par la France en matière sanitaire et quarantenaire au nom de la Syrie et du Liban sont désormais à la charge de ces deux Etats.

POLICE SANITAIRE VETERINAIRE

● 3 Juin 1944
Damas

المراقبة البيطرية

● ٣ حزيران ١٩٤٤
دمشق

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943, à Damas, entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission, et les représentants des gouvernements syrien et libanais le Général d'Armée Beynet, Délégué général et Plénipotentaire et les deux gouvernements intéressés ont procédé le 3 juin 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban du Service de la Police Sanitaire Vétérinaire.

Le personnel de ce service est passé à la même date au service des deux gouvernements, compte tenu des termes des deux lettres adressées le 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par les Présidents du Conseil syrien et libanais relativement aux fonctionnaires français.

CHEMINS DE FER PORT DE BEYROUTH

● 5 Juin 1944
Damas

السكك الحديدية مرفا بيروت

● ٥ حزيران ١٩٤٤
دمشق

PROTOCOLE

En ce qui concerne les réseaux de chemins de fer de Syrie et du Liban et le port de Beyrouth, le transfert aux deux Gouvernements du contrôle de leur exploitation est acquis. Les questions d'ordre général relatives aux chemins de fer et au port feront l'objet d'un examen spécial entre les autorités compétentes.

En vue de répondre aux besoins de l'Armée, le laboratoire de recherches vétérinaires reste à la disposition des autorités militaires pour la durée de la guerre.

PROTECTION DE LA PROPRIETE

حماية الملكية

● 3 Juin 1944
Damas

● ٣ حزيران ١٩٤٤
دمشق

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas, entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission et les Représentants des Gouvernements syrien et libanais, le Général d'Armée Beynet, Délégué général et Plénipotentiaire de France au Levant et les deux Gouvernements intéressés ont procédé le 3 juin 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban de l'Office pour la Protection de la propriété commerciale, industrielle, artistique littéraire et musicale.

Le personnel de ce service est passé à la même date au service des deux gouvernements, compte tenu des termes des deux lettres adressées le 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par les Présidents du Conseil syrien et libanais relativement aux fonctionnaires français.

Les obligations internationales assumées jusqu'ici par la France concernant la Protection de la propriété industrielle, la répression des fausses indications de provenance et la protection des œuvres artistiques et littéraires au nom de la Syrie et du Liban sont désormais à la charge de ces deux Etats.

ARMEE الجيش

● 15 Juin 1944
Beyrouth

● حزيران ١٩٤٤
بيروت

PROTOCOLE

En attendant la conclusion d'un accord définitif sur la remise effective au Gouvernement libanais de l'ensemble des Troupes libanaises entretenues par la France au Liban, le Général d'Armée Paul Beynet, Délégué Général et Plénipotentiaire de France et Son Excellence Riad Bey Solh, Président du Conseil des Ministres libanais ont convenu [illegible] suit

1) En vue de procu[illegible] vernement libanais [illegible] suffisants pour assurer l[illegible]tion de l'ordre intérieur, le Général Commandant Supérieur des Troupes Françaises met, dès la signature du présent protocole à la disposition de l'Etat libanais des effectifs ne dépassant pas un bataillon libanais d'infanterie [illegible] un peloton d'auto-mitrailleuses.

La responsabilité et l'emploi des troupes mises à la disposition du Gouvernement libanais incombent entièrement à ce Gouvernement.

2) En cas d'opérations de guerre en cours ou imminentes, les unités mises à la disposition du Gouvernement libanais pourraient être provisoirement retirées à la demande du Général Commandant Supérieur pour remplir leur rôle dans le cadre du dispositif général de défense du Levant.

3) L'organisation, l'administration et le statut de ces effectifs sont ceux qui régissent actuellement les Troupes Spéciales du Levant, et leur entretien demeure en attendant le règlement définitif du transfert des troupes libanaises à la charge du Commandement Supérieur des Troupes du Levant.

Les frais supplémentaires occasionnés par le transport ou l'emploi des Troupes par le Gouvernement libanais sont à la charge de ce Gouvernement suivant des modalités qui seront fixées par une convention spéciale.

FRANCE

ARMEE
ECHANGE DE LETTRES

الجيـــش
مبادلة رسائـــل

● 16 Juin 1944
Beyrouth

● ١٦ حزيران ١٩٤٤
بـــيروت

S.E. Riad Bey Solh

S.E. le General d'Armée
Paul BEYNET

Monsieur le Président

En application du Protocole en date du 15 juin, j'ai l'honneur de vous confirmer que les effectifs libanais de la valeur d'un bataillon et d'un peloton d'auto-mitrailleuses organiquement constitués mis à la disposition du Gouvernement libanais seront désignés à tour de rôle pour une période de quatre mois, en principe.

Ces effectifs recevront leur mission conformément à la demande adressée par le Président du Conseil libanais au Colonel commandant la cinquième demi-brigade.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

BEYNET

Monsieur le Délégué Général.

Par votre lettre du 16 juin vous avez bien voulu me confirmer que en application du Protocole du 15 juin, les effectifs libanais de la valeur d'un bataillon et d'un peloton d'auto-mitrailleuses organiquement constitués mis à la disposition du Gouvernement libanais, seront désignés à tour de rôle pour une période de quatre mois, en principe.

Vous avez ajouté que ces effectifs recevront leur mission conformément à la demande adressée par le Président du Conseil libanais au Colonel, Commandant la cinquième demi-brigade.

En accusant réception de cette lettre, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement libanais donne son accord aux dispositions qu'elle contient et qui sont rappelées ci-dessus.

Veuillez agréer, Monsieur le Délégué Général, l'assurance de ma haute considération.

RIAD SOLH

ARMEE

● 5 Juillet 1944
Beyrouth

AIDE MEMOIRE

1 The General Officer Commanding Ninth Army has informed His Majesty's Minister that it has come to his notice that statements have been made recently that the British Military authorities have delayed negotiations between the French representative and the States Governments owing to their demands

2. It has already been made clear to the French representative that General Holmes takes his stand unreservedly on the Blue Paper, the terms of which he reserves the right to put into force at any time, whether a Protocol has been signed or not. This right is derived from the Commander-in-Chief of the Allied Forces in the Middle East

3. General Holmes regards the Protocols as negotiated agreements between the French authorities and the States Governments He cannot and does not insist on the inclusion of any particular words, expressions, or paragraphs in them. He is, however, prepared to offer advice or suggestions if asked to do so.

الجيش

● ٥ تموز ١٩٤٤
بيروت

مذكرة

١) ان القائد العام للجيش التاسع اوعز للوزير المفوض لصاحب الجلالة بان الفت نظره الى بيانات ظهرت حديثا فحواها ان السلطات العسكرية البريطانية اخرت المباحثات بين مندوبي فرنسا ومندوبي الحكومات بناء على طلبهم .

٢) لقد سبق لنا ان اظهرنا جليا لمندوبي فرنسا ان موقف الجنرال هولمز قد تحدد بدون تحفظ على الورقة الزرقاء وله الحق ان ياخذ الاجراءات اللازمة في اي وقت كان ضمن نصوص هذه الورقة سواء وقع بروتوكول ام لم يوقع وقد استمد هذا الحق من وظيفة القائد العام لجيوش الحلفاء في الشرق الاوسط .

٣) ان الجنرال هولمز يعتبر هذه البروتوكولات كاتفاقيات مفاوضة بين السلطات الفرنسية والحكومات المحلية وهو لايقدر ولا يصر على اضافة اي كلمة خصوصية او عبارة او فقرة الى هذه الاتفاقية ولكنه مستعد ان يدلي بارائه وبارشاداته وباقتراحاته اذا طلب منه ذلك .

4. The General Officer Commanding Ninth Army points out that the Franco-British Security Council is an advisory body with no executive powers whatsoever. Its purpose is to make recommendations to him and the French Military Commander, on which action may subsequently be decided within their own spheres of responsibility.

5. It must, therefore, be quite clear that it is not the Army Commander's intention that consultation with the British Military authorities should become in any way a pretext for delaying the signature of the Protocols. He has requested that the foregoing statement of his views should be conveyed to all parties concerned.

At General Holmes' suggestion this statement is also being brought to the notice of the French Delegate-General p.i. and the Syrian Minister for Foreign Affairs.

British Legation
Beirut

٤) ان القائد العام للجيش التاسع يود ان يوضح ان مجلس الامن البريطاني الفرنسي له صفة استشارية فقط دون اي سلطة تنفيذية وغايته ان يدلي باقتراحات اليه والى قائد الجيش الفرنسي وعلى اساس هذه الاقتراحات يتفق على الخطة العملية التي يجب ان تتخذ ضمن نطاق مسؤوليات كل منهم .

٥) بناء عليه يجب ان يوضح هذه النقطة وهي انه لم تكن غاية القائد الاعلى اعتبار المباحثات مع السلطات العسكرية البريطانية حجة لتأخير توقيع البروتوكولات ، وقد طلب ان يرسل البيانات المدرجة اعلاه عن نظرته لذوي الشأن .

وبناء على اقتراح الجنرال هولمز قد ارسل هذه المذكرة الى المندوب الفرنسي بالوكالة والى وزير خارجية سوريا

المفوضية البريطانية
بيروت

SURETE

GENERALE

الامـــن
العـــام

● 7 Juillet 1944
Sofar

● ٧ تموز ١٩٤٤
صوفـر

PROTOCOLE

Suivant l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas entre le Général d'Armée Catroux et les Gouvernements syrien et libanais, les services de la Sûreté générale sont passés à la République libanaise. C'est donc le Gouvernement libanais qui aura désormais à assurer, sous sa responsabilité, la marche de ces services.

Une étroite collaboration sera maintenue entre la Sûreté Générale libanaise et la Sûreté aux Armées.

RIAD SOLH

CHATAIGNEAU

MODALITES D'APPLICATION

I POSTES FRONTIERES

La police et la surveillance des postes frontières passent au gouvernement libanais qui assurera ce service sous sa responsabilité. En raison de l'état de guerre un agent de la Sûreté aux Armées sera attaché à chaque poste de la frontière, en qualité d'assistant. Cet agent indiquera au chef de poste libanais le nom des personnes indésirables pour la sortie et l'entrée du territoire libanais, et celles dont les papiers ne sont pas en ordre.

Les indications données dans ce sens par le représentant de la Sûreté aux Armées auront caractère de décision. Il appartiendra aux autorités libanaises désormais responsables de l'exercice de la Sûreté Générale d'en assurer l'application.

Dans le même esprit, le chef de poste libanais tiendra le représentant de la Sûreté aux Armées au courant des mouvements de voyageurs.

II. — DELIVRANCE A L'ETRANGER DES VISAS D'ENTREE POUR LE LIBAN

La délivrance des visas à destination du Liban sera du ressort des Consuls libanais qui soumettront les demandes dont ils seront saisis à leur gouvernement.

En raison de l'état de guerre, le Gouvernement libanais saisira de ces demandes le Bureau Central de la Circulation du Levant (B.C.C.L.) comprenant :

— un représentant du Gouvernement libanais.
— un représentant de l'autorité militaire française
— un représentant de l'autorité militaire britannique.

Cet organisme mixte, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont précisés dans l'annexe ci-jointe, est compétent pour toute matière touchant la délivrance des visas d'entrée, de transit ou de sortie. C'est en liaison avec ce organisme que le Gouvernement libanais prendra les décisions relatives aux matières énumérées

ci-dessus et assumera les responsabilités qui en découlent.

A défaut de représentation consulaire libanaise, la procédure actuellement suivie continuera d'être appliquée, compte tenu de la création du Bureau Central de la Circulation du Levant.

III. — SERVICE DES ETRANGERS

La prolongation des visas de séjour et la délivrance des cartes d'identité pour étrangers sera désormais assurée par le Gouvernement libanais sous les réserves suivantes :

a) Le service libanais qui sera saisi d'une demande de prolongation de permis de séjour ou d'une demande de carte d'identité, informera la Sûreté aux Armées. S'il y a un étranger qui est autorisé à séjourner dans le pays et dont l'activité se révèlerait dangereuse pour la sécurité de l'Armée, il sera signalé par la Sûreté aux Armées au Gouvernement libanais qui assurera son refoulement

b) Maintien de la réglementation en vigueur relative au séjour des étrangers, dans le cadre des dispositions générales indiquées ci-dessus, toute modification devant se faire par accord entre les autorités libanaises et les autorités militaires

c) Les apatrides, comprenant les réfugiés et détenteurs de passeports Nansen qui résident actuellement au Liban resteront placés sous le contrôle de la Sûreté aux Armées, qui fournira tous renseignements utiles à leur sujet à la Sûreté libanaise en vue de la délivrance d'une carte d'identité spéciale par les autorités libanaises

IV. — CONTROLE ET SURVEILLANCE DES ARTISTES ETRANGERS.

Ce contrôle est transféré au Gouvernement libanais. Toutefois, pour des motifs intéressant la sécurité et le contre-espionnage, ce gouvernement avisera la Sûreté aux Armées des déplacements et des lieux de résidence des artistes étrangers et mettra fin à leur séjour sur demande de la Sûreté aux Armées.

V. — CONTROLE DE LA MAIN D'ŒUVRE ETRANGERE

Ce contrôle est transféré au Gouvernement libanais

Pour répondre aux nécessités de l'état de guerre les autorités militaires se réservent le droit de faire venir ou de conserver au Levant des travailleurs et des techniciens dont la presence est nécessaire pour des entreprises militaires.

VI. — DESERTEURS

Tout déserteur qui serait appréhendé par les services de sécurité libanais sera remis par ces services au poste le plus proche de Sûreté militaire

Toute personne pénétrant de manière illégale sur le territoire libanais sera remise à la Sûreté aux Armées pour être interrogée.

VII. — CONTROLE DES ARMES

La délivrance des permis de port d'armes, de chasse et le contrôle des munitions de chasse sont assurés par le Gouvernement libanais

La délivrance des permis de port d'armes de guerre est suspendue jusqu'à la fin des hostilités.

Les autorités militaires alliées et le Gouvernement libanais rechercheront une procédure en vue d'assurer la collaboration de leurs services respectifs pour l'exercice du contrôle des munitions et armes de guerre

VIII — TRAFIC DES STUPEFIANTS

Les autorités libanaises assureront désormais, compte tenu des responsabilités internationales engageant le Liban, la répression du trafic des stupéfiants.

En raison du danger que ce trafic constitue pour l'Armée les services de sécurité alliés se réservent le droit d'opérer et d'agir indépendamment lorsqu'il s'agit de personnel militaire allié, ou lorsqu'il y a présomption que le personnel militaire allié est intéressé Dans ce cas ils se font accompagner d'un représentant des services libanais

IX. — TRAITE DES FEMMES.

Le contrôle de la traite des femmes est également transféré aux autorités libanaises.

Pour des raisons d'hygiène intéressant les armées en campagne la police militaire pourra procéder, en liaison avec la police libanaise à l'inspection des des maisons closes.

X. CENSURE CINEMATOGRAPHIQUE

L'exercice de la censure cinématographique sera assuré par les autorités libanaises. Les représentants de l'Armée prêteront leur concours à ces autorités et auront le droit de décision sur les questions concernant la sécurité militaire.

XI. — CONTRE ESPIONNAGE

Tous les services de contre-espionnage et les pouvoirs détenus par eux dépendront, pendant la durée de la guerre, de la Sûreté aux Armées qui informera les autorités libanaises si un ressortissant libanais est en cause. De son côté, la Sûreté libanaise prêtera son concours en ces matières à la Sûreté aux Armées

XII. — PERSONNEL.

La Sûreté aux Armées a la faculté de conserver pour la durée de la guerre le personnel libanais dont les services sont considérés comme indispensables au maintien de la sécurité militaire. Sous cette réserve, le personnel de la Sûreté figurant dans les cadres de l'administration libanaise est passé au Gouvernement libanais

ANNEXE

Mesures réglant les voyages en Syrie (Liban) et au travers de la Syrie (Liban) en temps de guerre

1 *Généralités*

Aucun étranger, à l'exception des personnes comprises dans les catégories mentionnées dans la liste jointe à l'annexe 1, ne porra entrer en Syrie (Liban) sans un visa consulaire apposé sur son passeport, indiquant le numéro et la date de l'autorisation accordée par le Bureau Central de la Circulation au Levant (B.C.C.L.) (Central Movement Bureau of the Levant — voir paragraphe 2 ci-dessous qui sera établi dans les Etats du Levant

2. — *Composition des Bureaux Centraux de la Circulation au Levant*

a) Le «B.C.C.L.» dénommé ainsi par la suite dans tout le texte, sera une organisation mixte, dont le siège sera situé dans les quartiers généraux britanniques et français des capitales syrienne ou libanaise, et composé comme suit

— un représentant des autorités militaires françaises

— un représentant des autorités militaires britanniques

— un représentant du Gouvernement syrien (libanais).

b) Pour la commodité des personnes résidant dans le Nord Syrie, il sera constitué à Alep un bureau régional du B.C.C.L. composé comme suit

— l'officier français de liaison auprès de la Sûreté syrienne d'Alep,

— l'officier de liaison britannique auprès de la Sûreté syrienne d'Alep.

— le directeur de la Sûreté syrienne d'Alep

3 *Consignes, fonctions et pouvoirs du «B.C.C.L.» et du «B.R.C.L.»*

a) Le B.C.C.L. aura seul pouvoir pour décider en toutes matières relatives aux déplacements en Syrie (Liban) y compris le pouvoir de

i) autoriser la délivrance des visas d'entrée et de transit à des étrangers,

ii) délivrer des permis de sortie à tous les voyageurs

b) Le B.R.C.L. aura poucoir pour délivrer des permis de sortie à Alep au nom du B.C.C.L., selon les conditions et suivant le procédé indiqués dans les paragraphes 7 et 8 ci-dessous.

4 — *Autorités qualifiées pour délivrer des visas d'entrée et de transit.*

A défaut de représentation consulaire syrienne (libanaise) la procédure actuellement suivie continuera d'être appliquée, compte tenu de la création du B.C.C L.

5. — *Méthode à suivre pour obtenir un visa d'entrée ou de transit.*

Tout étranger sollicitant un visa est requis de se présenter personnellement devant l'autorité compétente indiquée au paragraphe IV ci dessus, dans le but de remplir six exemplaires d'une demande, chacune portant une photographie et, en plus des indications concernant l'identité, les détails suivants

a) le poste frontière par lequel le demandeur désire entrer en Syrie (Liban) ou en sortir

b) l'Etat (Syrie ou Liban) que le voyageur désire visiter.

c) les raisons de son voyage.

d) la durée de son séjour.

Un modèle de demande est compris dans l'appendice 2.

Au cas où tous les détails ne seraient pas fournis, il en résulterait invariablement le refus du visa.

Ces demandes seront adressées en six exemplaires au Gouvernement syrien (libanais), qui en communiquera cinq au B.C.C.L.

Aucune demande ne sera expédiée par télégramme, sauf en cas d'extrême urgence

Chaque membre du B.C.C L. sera mis en possession d'un exemplaire de la demande qu'il utilisera suivant les consignes établies par l'autorité qu'il représente. Les décisions seront prises par le B.C.C.L. réuni en Comité et dans un délai de 15 jours au maximum à compter de la date de réception de la demande. La durée pourra être réduite à un maximum de 5 jours pour le cas d'extrême urgence quand la demande est faite par télégramme

Chaque autorisation sera dotée d un numéro de série qui sera enregistré dans un registre tenu par le secrétariat du B.C.C.L. L'autorisation indiquera les localités que le voyageur est autorisé à visiter, ainsi que la durée du séjour qui lui est accordé. Ces indications seront également inscrites sur le registre

Les décisions du B.C.C.L. seront communiquées à l'autorité qui reçoit la demande de visa par l'entremise du Gouvernement syrien (libanais).

Les autorisations accordées seront signalées au poste frontière intéressé par le Gouvernement syrien (libanais

6. — *Délivrance des visas d'entrée.*

Au moment de délivrer un visa d'entrée, l'autorité compétente indiquera sur le passeport

— le no et la date de l'autorisation du B.C.C.L. (par ex. autorisation no 280 B.C.C.L. du

— Le poste frontière par lequel le voyageur entrera, l'Etat (Syrie ou Liban) à travers lequel le voyageur est autorisé à se déplacer

— La phrase : «Ce visa n'autorise pas l'entrée dans les zones militaires interdites»

Sur les passeports des voyageurs venant de Turquie ou d'Irak par chemin de fer les mots «sauf en transit direct», seront ajoutés à la surcharge ci-dessus.

La durée du séjour accordé au voyageur, la date extrême à laquelle le voyageur doit avoir fait usage du visa (un mois à compter de la date où le visa a été accordé)

7. — *Visas de transit*

La procédure est la même en ce qui concerne la demande et la délivrance des visas d'entrée. Dans le cas où les autorisations sont accordées, le B.C.C.L. indiquera le poste frontière par lequel le voyageur doit quitter le pays.

Etant donné que l'entrée en Turquie entraîne le passage de zones militaires interdites, les voyageurs en possession du visa de transit, en route pour la Turquie, doivent, quand ils passent par Beyrouth, obtenir un laissez-passer des autorités militaires franco-britanniques par l'intermédiaire du B.C.C.L. Ce permis sera délivré dans les 48 heures.

Si le voyageur est entré par Deraa ou Benet Yacoub, le permis de circuler peut être délivré dans le même délai par le B.C.C.L. au nom des autorités militaires franco-britanniques de Damas.

Cette formalité n'est pas applicable aux voyageurs en transit d'Irak pour la Turquie ou vice-versa, via Tell-Kotchek et Meidan Ekbès, à condition qu'ils ne quittent pas le train.

8. — *Permis de sortie (Exit permits)*

Chaque voyageur doit, au moins 48 h. avant l'expiration de la période de séjour indiquée sur son visa, présenter son passeport au

B.C.C.L. aux fins d'obtenir un permis de sortie, dont il doit être muni avant de quitter le pays.

De plus, chaque personne résidant en Syrie (Liban) (y compris les syriens ou libanais) qui désirent voyager à l'étranger, doit se présenter avec son passeport au B.C.C.L. aux fins d'obtenir un permis de sortie sans lequel il ne lui sera pas permis de quitter le territoire syrien

Le permis de sortie portera la date extrême (c est-à-dire 8 jours après la date d'émission) à laquelle il doit être utilisé et le poste frontière par lequel le voyageur doit passer Il sera extrait d'un livre de permis numéroté et les souches resteront au B C.C L.

Enfin, les étrangers résidant en Syrie (Liban) qui ont obtenu un permis de sortie en vue voyager à l'étranger, peuvent demander au B.C.C.L. ou au B.R.C.L. d'apposer un visa sur leur passeport les autorisant à retourner en Syrie (Liban). Cette autorisation ne l dispensera pas d'avoir à obtenir le visa consulaire pour la rentrée en Syrie (Liban) mais il autorisera la délivrance d'un semblable visa sans nouvelle autorisation du B.C C.L. dans le delai d [illegible]

En ce qui concerne les personnes appartenant aux catégories I à VI comprises dans l'appendice 1 et résidant en Syrie, le visa de retour les dispensera de l'obtention du visa consulaire

APPENDICES 1 et 2

En ce qui concerne la mise au point des appendices 1 et 2, des échanges de vues doivent avoir lieu entre les autorités syriennes (libanaises) et les autorités alliées compétentes.

SURETE GENERALE

الأمن العام

● 7 Juillet 1944

Beyrouth

● ٧ تموز ١٩٤٤

بيروت

S.E. Riad Bey SOLH

Monsieur le Président,

La Délégation Générale de France au Levant a procédé, à la date de ce jour, d'un commun accord avec le Gouvernement de l'Etat du Liban, au transfert à cet Etat des Services de la Sûreté Générale.

La Legation de Grande-Bretagne a toutefois porté à la connaissance des Gouvernements de Syrie et du Liban, par aide-mémoire en date du 4 juillet, que les Autorités Militaires Britanniques maintenaient à cet égard les réserves de sécurité militaire exposées dans le Document Bleu du 28 mars.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les Autorités Militaires Françaises du Levant ne peuvent que prendre à leur compte, en ce qui les concerne, les dispositions de ce document dans les mêmes conditions que les Autorités Britanniques.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

CHATAIGNEAU

RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES STATIONNÉES AU LIBAN

انسحاب الجيوش الفرنسية من لبنان

ECHANGE DE LETTRES

مبادله رسائل

● 23 Mars 1946
Paris

● ٢٣ آذار ١٩٤٦
باريس

S.E. Hamid Frangie
Ministre des Affaires Etrangères

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de vous faire savoir, le 19 mars, qu'à la suite de la Conférence des Experts Militaires français et britanniques, qui s'est tenue à Paris du 2 au 6 mars, l'Etat-Major Français avait fixé au 1er avril 1947 la date à laquelle, compte-tenu des seuls moyens dont dispose sur place le Commandement Français au Levant, pourrait être achevé le retrait de la totalité des troupes françaises stationnées au Liban

Je vous faisais savoir en même temps que ce délai était susceptible d'être abrégé et aménagé dans la mesure où des moyens et facilités supplémentaires seraient prêtés au Commandement français par le Gouvernement libanais. C'est dans cet esprit que je vous avais demandé l'appui et la coopération de votre Gouvernement dans des conditions que nous avions précisées et je vous avais exposé en même temps les modifications qui pourraient, en conséquence, être apportées au plan d'évacuation.

Vous avez bien voulu me faire connaître le 21 mars l'accord de votre Gouvernement sur les propositions que je vous avais faites. Il en résulte que :

A — Le Gouvernement Libanais s'engage à accorder au Commandement Français au Levant le concours suivant

1) De la part des services publics : le concours de la Gendarmerie, de la Police, des Organes Administratifs et la mise à la disposition du Commandement Français des contigents de travailleurs dont les Autorités Militaires auraient besoin pour le conditionnement, le transbordement et l'embarquement du matériel.

2) De la part de l'Armée libanaise : la fourniture des moyens matériels nécessaires, d'une certaine main-d'oeuvre, d'équipes spécialisées, et la prise en charge

sur la demande des Autorités françaises, de tous les services de garde qui pourraient lui être passés.

3) L'affectation d'officiers libanais à un Etat Major commun franco-libanais ayant pour mission d'assister les deux Commandements et de les renseigner sur le progrès des opérations d'évacuation.

B — Sur la base de l'adhésion du Gouvernement libanais au programme exposé dans les trois paragraphes précédents, le Gouvernement Français, de son côté, s'engage à adopter le programme d'évacuation suivant :

a) Sous réserve des dispositions prévues au paragraphe b) ci-dessous, le retrait du Liban de l'ensemble des troupes françaises sera terminé le 31 août 1946. A la même date, les unités d'avennutaires auront été dissoutes

b) Du 31 août au 31 décembre 1946, le Gouvernement Français aura la faculté de maintenir au Liban un groupe de 30 officiers et d'environ 300 techniciens pour assurer le contrôle et le transport du matériel. Le départ de ces derniers éléments sera effectué le 31 décembre 1946 au plus tard.

c) Pour répondre au souhait exprimé par le Gouvernement libanais, le Gouvernement français affirme son désir d'assurer le retrait du gros des troupes combattantes avant le 30 juin 1946. Il appartiendra à l'Etat Major commun franco-libanais de proposer au Commandement Français, compte-tenu des conditions matérielles et du progrès des opérations, des mesures propres à faciliter la réalisation d'un tel programme.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me confirmer l'accord du Gouvernement libanais sur les engagements réciproques de nos deux Gouvernements tels qu'ils sont exposés dans la présente lettre

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

GEORGES BIDAULT

S.E. Georges Bidault

Ministre des Affaires Etrangères

Monsieur le Ministre

Par lettre en date d'aujourd'hui vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit

«J'ai eu l'honneur de vous faire savoir, le 19 mars, qu'à la suite de la Conférence des Experts Militaires français et britanniques qui s'est tenue à Paris du 2 au 6 mars, l'Etat-Major Français avait fixé au 1er avril 1947 la date à laquelle, compte-tenu des seuls moyens dont dispose sur place le Commandement Français au Levant, pourrait être achevé le retrait de la totalité des troupes françaises stationnées au Liban

Je vous faisais savoir en même temps que ce délai était susceptible d'être abrégé et aménagé dans la mesure où des moyens et facilités supplémentaires seraient prêtés au Commandement français par le Gouvernement libanais. C'est dans cet esprit que je vous avais demandé l'appui et la coopération de votre Gouvernement dans des conditions que nous avions précisées et je vous avais exposé en même temps les modifications qui pourraient, en conséquence, être apportées au plan d'évacuation.

Vous avez bien voulu me faire connaître le 21 mars l'accord de votre Gouvernement sur les propositions que je vous avais faites. Il en résulte que

A — Le Gouvernement libanais s'engage à accorder au Commandement Français au Levant le concours suivant :

1) De la part des services publics : le concours de la Gendarmerie, de la Police, des Organes Administratifs et la mise à la disposition du Commandement Français des contingents de travailleurs dont les Autorités Militaires auraient besoin pour le conditionnement, le transbordement et l'embarquement du matériel.

2) De la part de l'Armée libanaise : la fourniture des moyens matériels nécessaires, d'une certaine main-d'œuvre, d'équipes spécialisées et la prise en charge, sur la demande des Autorités Françaises, de tous les services de garde qui pourraient lui être passés.

3) L'affectation d'officiers libanais à un Etat-Major commun franco-libanais ayant pour mission d'assister les deux Commandements et de les renseigner sur le progrès des opérations d'évacuation.

B — Sur la base de l'adhésion du Gouvernement libanais au programme exposé dans les trois paragraphes précédents, le Gouvernement Français, de son côté, s'engage à adopter le programme d'évacuation suivant :

a. Sous réserve des dispositions prévues au paragraphe b) ci-dessous, le retrait du Liban de l'ensemble des troupes françaises sera terminé le 31 août 1946. A la même date, les unités d'avenantaires auront été dissoutes.

b. Du 31 août au 31 décembre 1946, le Gouvernement français aura la faculté de maintenir au Liban, un groupe de 30 officiers et d'environ 300 techniciens pour assurer le contrôle et le transport du matériel. Le départ de ces derniers éléments sera effectué le 31 décembre 1946 au plus tard.

c) Pour répondre au souhait exprimé par le Gouvernement libanais, le Gouvernement français affirme son désir d'assurer le retrait du gros des troupes combattantes avant le 30 juin 1946. Il appartiendra à l'Etat-Major commun franco-libanais de proposer au Commandement Français, compte-tenu des conditions matérielles et du progrès des opération, des mesures propres à faciliter la réalisation d'un tel programme.

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement libanais sur les engagenments réciproques de nos deux Gouvernements tels qu'ils sont exposés dans la lettre ci-dessus.

Veuillez agréer, Monieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

HAMID FRANGIE

ACCORD

MONETAIRE

- Signé à Paris le 24 Janvier 1948
- Ratification autorisée par la loi du 24 Septembre 1948

  Jo. n. 39/1948 p. 790

- L'échange des instruments de ratification eut lieu à Paris.

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE LIBANAISE, d'une part, et LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE, d'autre part, désireux d'aménager l'accord conclu entre eux le 25 janvier 1944 et dénoncé par le Gouvernement Français, désireux également de régler à la fois l'ensemble des problèmes financiers résultant de la liquidation du passé et leurs relations monétaires et financières pour l'avenir, sont convenus de ce qui suit :

TITRE I

REGIME APPLICABLE AUX AVOIRS LIBANAIS EN FRANCS DE LA BANQUE DE SYRIE ET DU LIBAN, INSTITUT D'EMISSION

اتفاق

مـــالي

- وقع في باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٢٤ ايلول ١٩٤٨

  (جر ٣٩/١٩٤٨–ص٧٩٠)

- بودلت وثائق الابرام في باريس

ان حكومة الجمهورية اللبنانية من جهة وحكومة الجمهورية الفرنسية من جهة اخرى ،

رغبة منهما في تقويم الاتفاق الذي عقداه في ٢٥ كانون الثاني سنة ١٩٤٤ ونقضته الحكومة الفرنسية ، ورغبة ايضا في ان تتفقا في آن واحد على جميع القضايا المالية الناشئة من تصفية الماضي وعلى العلاقات النقدية والمالية في المستقبل ،

قد اتفقتا على ما يلي :

الباب الاول

النظام الواجب تطبيقه على الموجودات اللبنانية بالفرنكات في مصرف سوريا ولبنان (مؤسسة الاصدار)

Le Gouvernement Libanais d'une part, le Gouvernement Français d'autre part, décident d'un commun accord de considérer comme caduques les dispositions relatives aux avoirs libanais en francs de la Banque de Syrie et du Liban, contenues dans le paragraphe No. 4 de la lettre adressée le 25 janvier 1944 par Monsieur le Général Catroux à Monsieur le President du Conseil des Ministres de la République Libanaise et d adopter pour l'avenir le regime suivant

ARTICLE I Les avoirs libanais en francs detenus. à la date de la signature du présent accord. par la Banque de Syrie et du Liban Institut d'Emission de la République Libanaise, seront, dans les conditions définies ci-apres inscrits à des comptes ouverts dans les livres de la Banque de Syrie et du Liban sous les rubriques suivantes : «Compte ancien No. 1 Liban» et «Compte ancien No. 2 Liban»

ARTICLE II — Au crédit du compte ancien No. 1 sera inscrite une somme de francs : huit milliards.

Le compte ancien No. 1 ne pourra être utilisé, pendant la durée du présent accord, que pour les opérations suivantes —

ان الحكومة اللبنانية من جهة ،
والحكومة الفرنسية من جهة ثانية ،
قررتا ، بالاتفاق بينهما ، ان تعتبرا لاغية احكام الفقرة الرابعة من الكتاب الذي ارسله الجنرال كاترو في ٢٥ كانون الثاني سنه ١٩٤٤ الى دولة رئيس مجلس وزراء الجمهورية اللبنانية بشأن الموجودات اللبنانية بالفرنكات في مصرف سوريا ولبنان .
واتفقتا على اعتماد النظام التالي المستقبل :

المادة الاولى : ان الموجودات اللبنانية بالفرنكات التي تكون بتاريخ التوقيع على هذا الاتفاق في حوزة مصرف سوريا ولبنان ، مؤسسة الاصدار في الجمهورية اللبنانية ، تقيد ضمن الشروط المبينة فيما يلي في حسابين يفتحان في دفاتر مصرف سوريا ولبنان تحت العناوين الآتيين :
« حساب قديم رقم ١ لبنان »
و « حساب قديم رقم ٢ لبنان »

المادة الثانية: يقيد للحساب القديم رقم ١ مبلغ ٨ مليارات من الفرنكات.

لا يجوز التصرف بالحساب القديم رقم ١ طيلة مدة هذا الاتفاق ، الا من اجل العمليات الآتية

1° — En vue du règlement, par le débit de ce compte, des sommes dues par le Gouvernement Libanais au Gouvernement Français pour les montants et dans les conditions prévus aux articles 8 et 9 ci-après.

2° — A partir du 1er janvier 1953, en vue de virements au compte nouveau défini à l'article 4 ci- après, dans une proportion qui ne pourra excéder annuellement le dixième de la somme initiale portée au compte ancien N 1 en exécution du présent accord et sur demande adressée expressément par le Gouvernement Libanais trois mois au moins avant la date à laquelle il désire voir effectuer ces virements

3° — En vue de virements au compte nouveau défini à l'article 4 ci-après et pour des montants supérieurs à la proportion définie au paragraphe 2° ci-dessus, si, par suite d'une contraction de la circulation monétaire libanaise ou pour toute autre raison, il apparaissait qu'il y eût intérêt à dépasser cette proportion et si les parties contractantes en convenaient ainsi.

ARTICLE III.— Au crédit du compte ancien N° 2 sera inscrite une somme égale à la différence entre le montant des avoirs libanais en francs détenus. à la date de

١ ـ لدفع المبالغ المتوجبة على الحكومة اللبنانية للحكومة الفرنسية ضمن المقادير والشروط المبينة في المادتين ٨ و ٩ من هذا الاتفاق ، وذلك بقيد هذه المبالغ على الحساب المذكور

٢ ـ اعتبارا من اول كانون الثاني ١٩٥٣ ، لاجل اجراء تحويلات الى الحساب الجديد المحدد في المادة الرابعة الآتية ، بقدر لا يتجاوز سنويا عشر المبلغ الاصلي المقيد للحساب القديم رقم (١) عملا باحكام هذا الاتفاق ، وذلك بناء على طلب صريح تقدمه الحكومة اللبنانية قبل ثلاثة اشهر على الاقل قبل التاريخ الذي تريد ان تتم فيه هذه التحويلات .

٣ ـ لاجل تحويل مبالغ تفوق النسبة المحددة في الفقرة الثانية من هذه المادة الى الحساب الجديد المحدد في المادة الرابعة ، اذا تبين ، بسبب انكماش التداول النقدي اللبناني او لاي سبب آخر ، ان هنالك فائدة في تجاوز هذه النسبة ، وتم الاتفاق على ذلك بين الفريقين المتعاقدين .

المادة الثالثة : يقيد للحساب القديم رقم ٢ مبلغ يعادل الفرق بين قيمة الموجودات اللبنانية بالفرنكات التي تكون في حوزة مصرف سوريا

la signature du présent accord, par la Banque de Syrie et du Liban, Institut d'Emission, et la somme portée au compte ancien N° 1 comme il est prévu à l'article 2 ci-dessus.

Le compte ancien N°2 pourra être débité du montant des opérations suivantes

1° — Achats de matériel et de marchandises originaires et en provenance de l'Union Française

2° — Achats, au cours officiel de la Banque de France, de certaines devises européennes autres que le franc français.

La proportion et les délais dans lesquelles les sommes inscrites au compte ancien N° 2 seront utilisables en devises européennes seront mis au point d'un commun accord entre les parties contractantes étant entendu que la fraction utilisable pour des achats de devises ne pourra être supérieure à la moitié du total.

3° — Eventuellement, virements au crédit du compte nouveau (compte no. 3 Liban) défini par l'article 4 ci-après.

ARTICLE IV. — Il est ouvert dans les écritures de la Banque de Syrie et du Liban, gestionnaire de l'Office Syro-Libanais des Changes, un compte en francs dénom-

ولبنان ، مؤسسة الاصدار ، بتاريخ التوقيع على هذا الاتفاق ، والمبلغ المقيد للحساب القديم رقم ١ المشار اليه في المادة الثانية اعلاه . ويجوز ان تقيد على الحساب القديم رقم ٢ ، المبالغ الناشئة عن العمليات الآتية :

١ ـ شراء لوازم وبضائع من انتاج وتصدير الاتحاد الفرنسي .

٢ ـ شراء بعض العملات الاوروبية غير الفرنك الفرنسي بالسعر الرسمي المحدد في بنك فرنسا .

ويتفق الفريقان فيما بينهما على نسبة ما يمكن تخصيصه من اصل المبالغ المقيدة في الحساب القديم رقم ٢ ، لشراء عملات اوروبية ، وعلى تحديد المهل التي يتم فيها هذا الشراء ، على ان القسم الذي يمكن استخدامه لشراء عملات اوروبية ، لا يجوز ان يتعدى نصف المجموع .

٣ ـ التحويلات التي قد تجري الى « الحساب الجديد رقم ٣ لبنان » المحدد في المادة الرابعة من هذا الاتفاق .

المادة الرابعة تفتح في مصرف سوريا ولبنان ، المكلف بادارة مكتب القطع السوري اللبناني ، حساب بالفرنكات يسمى « حسابا جديدا رقم

mé «compte nouveau Liban» (compte N° 3), au credit et au débit duquel seront portées, à dater de la signature du présent accord. toutes les opérations qui interviendront entre le Liban d'une part et l'Union Française d'autre part.

Ces comptes seront notamment crédités du montant des opérations suivantes

— réglement des importations françaises originaires ou en provenance du Liban :

- tous transferts de fonds effectués de l'Union Française vers le Liban dans les conditions définies par le Titre IV du présent accord (article 16, paragr. 2).

Le compte N° 3 pourra également être crédité librement par le débit du compte ancien N° 2.

Le compte No 3 sera notamment débité du montant des opérations suivantes .

— règlements des importations originaires et en provenance de l'Union Française qui ne seront pas réglées par le débit du compte ancien No 2.

— et plus généralement tous mouvements de fonds du Liban vers l'Union Française dans les

٣ لبنان» وتقيد لهذا الحساب وعليه اعتبارا من تاريخ التوقيع على هذا الاتفاق ، جميع العمليات التي تجري بين لبنان من جهة ، والاتحاد الفرنسي من جهة أخرى .

ومما يقيد لهذا الحساب المبالغ الناشئة عن العمليات الاتية :

ـ تسديد قيمة الاستيراد للبضائع الفرنسية المنتجة في لبنان او الصادرة عنه .

ـ جميع الاموال المحولة من الاتحاد الفرنسي الى لبنان ضمن الشروط المحددة في الباب الرابع من هذا الاتفاق مادة ١٦ فقرة ٢ .

ويجوز ايضا ان تقيد للحساب رقم ٣ بدون اي تحديد ، المبالغ التي تقيد على الحساب القديم رقم ٢

ومما يقيد على الحساب رقم ٣ المبالغ الناشئة عن العمليات الاتية :

ـ تسديد قيمة ما يستورد من البضائع المنتجة في الاتحاد الفرنسي والصادرة عنه ، التي لم تسدد بقيد قيمتها على الحساب القديم رقم ٢ .

ـ وبصورة اعم ، جميع الاموال المحولة من لبنان الى الاتحاد الفرنسي

conditions prévues par le Titre IV du présent accord (article 16, paragr 1).

ARTICLE V.— Si, au cours de la période de 10 ans qui suivra la signature du présent accord, la parité officielle entre le franc et la livre sterling résultant du rapport des parités déclarées au Fonds Monétaire International, venait à subir des modifications, le solde du compte ancien N° 1 défini ci-dessus, existant à la date de ces modifications, serait immédiatement ajusté.

L'ajustement se ferait, par versement du Trésor Français au crédit du compte ancien N° 1, ou par débit de ce compte au profit du Trésor Français, suivant le cas, de telle manière que la contrevaleur en livre sterling, à la nouvelle parité officielle, des soldes du compte ancien N° 1 ainsi ajusté, soit égale à la contrevaleur en livres sterling, à la parité précédente, de ce même solde avant son ajustement.

ARTICLE VI.—Les sommes qui viendraient éventuellement en accroissement du crédit du compte N° 1, par suite des ajustements prévus à l'article 5 ci-dessus, porteront intérêt au taux de 1% l'an à l'exception des accroissements qui seraient provoqués par l'ajustement de la fraction du compte

في الشروط المنصوص عليها في الباب الرابع من هذا الاتفاق (مادة ١٦ فقرة ١)

المادة الخامسة : اذا طرأ على الفرنك والليرة الاسترلينية ، في خلال السنوات العشر التي تلي التوقيع على هذا الاتفاق ، تبديل في قيمة المعادلة الرسمية بينهما ، الناتجة عن نسبة المعادل المعلنة في صندوق النقد الدولي ، فان الرصيد الباقي عند وقوع هذا التبديل ، من الحساب القديم رقم ١ المحدد اعلاه ، يجب ان تسوى قيمته فورا .

ويكون ذلك اما بتحويل من الخزينة الفرنسية الى الحساب القديم رقم ١ ، او بتحويل من هذا الحساب الى الخزينة الفرنسية ، وفقا لما تقتضيه الحالة ، بحيث تصبح قيمة رصيد الحساب القديم رقم ١ بالليرات الاسترلينية ، بعد تسويته على اساس المعادلة الجديدة ، مساوية لقيمة الرصيد نفسه بالليرات الاسترلينية على اساس المعادلة السابقة للتسوية .

المادة السادسة : ان المبالغ التي قد تزاد على الحساب القديم رقم ١ من جراء التسويات المشار اليها في المادة الخامسة الآنفة الذكر ، تعطي فائدة قدرها ١ بالمئة في السنة ، ويستثنى من ذلك الزيادات التي قد تنشأ عن

ancien N° 1 correspondant au chiffre des créances françaises sur le Liban mentionnées à l'article 9 ci-après. Ces dernières sommes ne porteront pas intérêt

ARTICLE VII. Un an avant l'expiration du présent accord les parties contractantes se concerteront en vue d'une éventuelle reconduction totale ou partielle de la garantie prévue à l'article 5.

En cas de non reconduction, il sera procédé, à l'expiration de l'accord, à la liquidation du solde du compte ancien N° 1

Ce solde sera porté au crédit du compte ancien N° 2 pour être liquidé dans les conditions suivantes

a) si, à l'expiration de l'accord il n'existe pas de restrictions de change, toutes sommes figurant dans le compte ancien N° 2 seront utilisées au gré du Gouvernement Libanais.

b) si, à cette époque, il existe certaines restrictions de change, toutes sommes figurant dans le compte ancien N° 2 pourront être utilisées suivant la procédure déterminée à l'article 3 du présent accord.

Jusqu'à ce qu'une entente intervienne entre les parties contrac-

تسوية جزء الحساب رقم ١ المقابل لمقدار الديون الفرنسية على لبنان المشار اليها في المادة التاسعة الآتية. هذه المبالغ لا تعطي فائدة .

المادة السابعة : قبل انتهاء هذا العقد بسنة يتشاور الفريقان المتعاقدان في امكان تمديد الضمانة المنصوص عنها في المادة الخامسة تمديداً كلياً او جزئياً .

واذا لم تمدد الضمانة،صفي رصيد الحساب القديم رقم ١ فور انتهاء مدة الاتفاق .

ينقل هذا الرصيد الى الحساب القديم رقم ٢ لكي يصفى في الشروط الآتيه

١ ــ اذا لم يكن ثمة من قيود على القطع عند انتهاء مدة الاتفاق ، فان جميع المبالغ الوارده في الحساب القديم رقم ٢ يمكن التصرف بها وفقا لما ترتئيه الحكومه اللبنانيه .

٢ ــ اذا كانت ثمه قيود على القطع في التاريخ المذكور ، فان جميع المبالغ الواردة في الحساب القديم رقم ٢ يمكن التصرف بها وفقا للاصول المبينة في الماده الثالثة من هذا الاتفاق .

وريثما يتفق المتعاقدان على تمديد الاتفاقيه ، او تتم التصفيه ، فان

tantes sur une éventuelle reconduction, ou jusqu'à ce que la liquidation soit achevée, la garantie prévue à l'article 5 continuera d'avoir son plein effet.

TITRE II

REGLEMENT DES CREANCES ET DES DETTES

Le Gouvernement Français d'un part, le Gouvernement Libanais d'autre part, conviennent de procéder comme suit au règlement général de toutes les créances et dettes existant entre eux

ARTICLE VIII.— Détermination des créances françaises.

1 · BIENS FRANÇAIS.

Le Gouvernement Français cède, dans leur état actuel, au Gouvernement Libanais, qui accepte, les biens figurant à l'état annexe N° 1, dont la valeur globale est fixée forfaitairement à la somme de livres libanaises 18 000.000, qui est porté au crédit de la France sur le Liban.

Le Gouvernement Libanais fera évacuer par son administration ou son armée, dans un délai de 3 mois à dater de l'entrée en vigueur du présent accord, les immeubles français qu'elles occuperaient et dont il n'aurait pas acquis la propiété en vertu du présent article.

العمالة المنصوص عليها في المـــادة الخامسة تظل سارية المفعول .

البـاب الثاني

تسوية الديون والذمم

ان الحكومة اللبنانية من جهة ،
والحكومة الفرنسية من جهة ثانيـة ،

اتفقتا على تسوية جميع الديـون والذمم فيما بينهما على الوجه الاتي :

المادة الثامنة : تحديـد الديــون العائدة لفرنسـة .

اولا : الممتلكـــات الفرنسيـــة

تبيع الحكومة الفرنســة من الحكومة اللبنانية ، برضى الحكومة اللبنانيـــة وقبولها، الممتلكات المدرجة في الجدول رقم ١ المربوط بهذا الاتفاق ، بحالتها الحاضرة ، وقد حددت قيمتها بمبلغ مقطوع قدره ١٨ مليون ليرة لبنانيـة تقيد لحساب فرنسا على لبنان .

اما العقارات الفرنســة التي لم يتم شراؤها بموجب هذه المادة ، والتـي يشغلها اليوم الجيش اللبناني او بعض الدوائر اللبنانية ، فان الحكومــــة اللبنانية ستعمل على اخلائها في مدة ثلاثة اشهر بدءا في اليوم الذي يصبح فيه هذا الاتفاق نافذا .

Les biens, situés au Liban et appartenant à l'Etat Français, qui n'ont pas fait l'objet des cessions visées ci-dessus pourront être librement utilisés ou aliénés par lui, conformément aux lois et règlements en vigueur au Liban

2° — CESSIONS DE MATERIEL MILITAIRE

Le matériel militaire cédé par le Gouvernemet Français au Gouvernement Libanais lors du transfert au Liban des troupes spéciales, en sus de la dotation normale des unités, est porté au crédit de la France sur le Liban pour un montant forfaitaire de livres libanaises 1.640.000

3° — RESEAU TELEPHONIQUE.

Le reliquat dû par le Gouvernement Libanais au Gouvernement Français, au titre de la cession au Liban du réseau téléphonique libanais, est porté au crédit de la France sur le Liban pour un montant de livres libanaises 80.000.

4° — POSTE DE RADIODIFFUSION DE BEYROUTH

Le montant de la cession par le Gouvernement Français au Gouvernement Libanais du poste de radiodiffusion de Beyrouth, qui

ويحق للدولة الفرنسية ان تستخدم بملء حريتها املاكها في لبنان التي لم يتم بيعها بموجب الاحكام السابقة وتتصرف بها ، وفقا للقوانين والانظمة المرعية الاجراء في لبنان

ثانيا : تسليم الاعتدة العسكرية

ان الاعتدة العسكرية التي سلمتها الحكومة الفرنسية الى الحكومة اللبنانية حين انتقال الجيوش الخاصة الى لبنان علاوة على تجهيزات الوحدات العادية ، تقيد لحساب فرنسا على لبنان بمبلغ مقطوع قدره ١٦٤٠٠٠٠ ليرة لبنانية

ثالثا : شبكة التلفون

ان الرصيد المتوجب على الحكومة اللبنانية للحكومة الفرنسية ، بسبب مبيع الشبكة التلفونية اللبنانية الى لبنان ، يقيد لحساب فرنسة على لبنان بمبلغ ٨٠٠٠٠ ليرة لبنانية .

رابعا : محطة بيروت للاذاعة اللاسلكية

يقيد لحساب فرنسا على لبنان مبلغ ١٥٠٠٠٠ ليرة لبنانية ، المحدد بصورة مقطوعة ، بموجب الرسائل المتبادلة

a été fixé forfaitairement à livres libanaises 150.000 par un échange de lettres entre la Délégation Générale du Gouvernement Français et le Gouvernement Libanais, est porté au crédit de la France sur le Liban

5° — MATERIEL DE SECURITE AERIENNE «RADIO-TRANSMISSION» ET «METEO»

Le montant de la valeur du matériel appartenant à l'Etat Français, équipant les trois postes de «Radio-Transmission», et les cinq postes «Météo» fonctionnant au Liban et transférés au Gouvernement Libanais depuis le 1er janvier 1947, soit livres libanaises 130.000, est portée au crédit de la France sur le Liban.

ARTICLE IX. — Le montant des créances françaises énumérées à l'article 8, soit au total livres libanaises 20.000.000, créance totale sur le Liban, portera intérêt à 1% l'an. Il fera l'objet d'un paiement en francs au cours officiel du franc français par rapport à la livre libanaise le jour du paiement

Ce paiement sera effectué par le débit du compte ancien N° 1 visé à l'article 2 ci-dessus, en 5 tranches annuelles égales, venant à échéances les 30 juin 1949, 30

بين المندوبية العامة للحكومة الفرنسية والحكومة اللبنانية [illegible] ثمن لمحطة الاذاعة اللاسلكية في بيروت المنتقلة من الحكومة الفرنسية الى الحكومة اللبنانية .

خامسا : ادوات الوقاية الجوية والمواصلات اللاسلكية واحوال الجو

يقيد لحساب فرنسا على لبنان مبلغ ١٣٠٠٠٠ ليرة ثمنا للادوات التي تملكها الدولة الفرنسية والتي جهزت بها المحطات الثلاث للمواصلات اللاسلكية والمحطات الخمس للاحوال الجوية ، وقد تسلمتها الحكومة اللبنانية منذ اول كانون الثاني سنة ١٩٤٧ .

المادة التاسعة : ان قيمة الديون الفرنسية على لبنان [illegible] في المادة الثامنة ، والبالغ مجموعها ٢٠ مليون ليرة لبنانية ، تعطي فائدة سنوية قدرها ١ بالمئة . وتدفع هذه الديون بالفرنكات ، بسعر الفرنك الرسمي بالنسبة لليرة اللبنانية في تاريخ الدفع

ويتم هذا الدفع بالقيد على الحساب القديم رقم ١ المشار اليه في المادة الثانية السابقة ، على خمسة اقساط سنوية متساوية تستحق في ٣٠ حزيران سنة ١٩٤٩ ، و ٣٠ حزيران

juin 1950, 30 juin 1951, 30 juin 1952 et 30 juin 1953.

Si à l'une quelconque des dates ci-dessus, la parité officielle, déclarée au Fonds Monétaire International, entre la livre sterling et la livre libanaise était supérieure à 8,83125, le montant de l'échéance en livres libanaises devrait être complété de telle façon que la contrevaleur en livres sterling de cette échéance au taux de 8,83125, ne soit pas modifiée.

ARTICLE X.— Dans un délai de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, le Gouvernement Français remettra au Conseil Supérieur des Intérêts Communs Syro-Libanais, ou à tout autre organisme qui aurait été désigné à cet effet conjointement par le Gouvernement syrien et le Gouvernement libanais les sommes et valeurs détenues par les autorités françaises pour le compte des Intérêts Communs Syro-Libanais et définies à l'état annexe N° III.

Ces sommes et valeurs seront remises sous réserve que le Gouvernement Syrien et le Gouvernement Libanais donnent quitus de la gestion des comptes correspondants et substituent vis-à-vis des tiers leurs responsabilités à celle du Gouvernement Français.

سنة ١٩٥٠ و ٣٠ حزيران سنة ١٩٥١ و ٣٠ حزيران سنة ١٩٥٢ و ٣٠ حزيران سنة ١٩٥٣ .

واذا حدث ، عند حلول احد المواعيد المبينة اعلاه ، ان المعادلة الرسمية المعلنة امام صندوق النقد الدولي بين الليرة الاسترلينية والليرة اللبنانية اصبحت تتجاوز ٨،٨٣١٢٥ فان مقدار القسط المستحق بالليرات اللبنانية يجب ان يزاد بحيث تظل قيمته بالليرات الاسترلينية مساوية لما كانت عليه عندما كان التعادل الرسمي ٨،٨٣١٢٥ .

المادة العاشرة : خلال مهلة ستة اشهر تبدأ من اليوم الذي يصبح فيه الاتفاق نافذا ، تسلم الحكومة الفرنسية الى المجلس الاعلى للمصالح المشتركة السورية اللبنانية او الى اية هيئة اخرى تعينها لهذه الغاية بالاتفاق بين الحكومتين السورية واللبنانية المبالغ والقيم الموجودة لدى السلطات الفرنسية لحساب المصالح المشتركة السورية اللبنانية والمبينة في الجدول الملحق رقم ٣ .

ويجري تسليم هذه المبالغ والقيم على ان تعطي الحكومتان السورية واللبنانية مخالصة عن ادارة الحسابات المتعلقة بها ، وان تحلا محل الحكومة الفرنسية في تحمل اعباء مسؤولياتها تجاه الغير

ARTICLE XI.— Le Gouvernement Français déclare renoncer à toutes créances qu'il pourrait avoir à présenter au Gouvernement Libanais au sujet de droits et de faits antérieurs à la date de la signature du présent accord et qui n'y auraient pas été mentionnées.

Le Gouvernement Libanais déclare d'autre part renoncer à toutes créances qu'il pourrait avoir à présenter au Gouvernement Français au sujet de droits et de faits antérieurs à la date de la signature du présent accord et qui n'y auraient pas été mentionnées.

Ces renonciations respectives ne prendront effet que par l'entrée en vigueur du présent accord

المادة الحادية عشرة : تعلن الحكومة الفرنسية انها تتنازل عن كل ما قد يكون لها من ديون على الحكومة اللبنانية لم يرد ذكرها في هذا الاتفاق بشأن حقوق او اعمال سابقة لتاريخ التوقيع عليه .

وتعلن الحكومة اللبنانية من جهة ثانية انها تتنازل عن كل ما قد يكون لها من ديون على الحكومة الفرنسية لم يرد ذكرها في هذا الاتفاق ، بشأن حقوق او اعمال سابقة لتاريخ التوقيع عليه .

ان هذا التنازل المتبادل لا يسري مفعوله الا بعد ان يصبح هذا الاتفاق نافذا .

TITRE III

DISPOSITIONS COMMERCIALES

ARTICLE XII.— D'une manière générale, l'exportation et l'importation des marchandises entre l'Union Française d'une part, et le Liban d'autre part, seront soumises aux réglementations et autorisations existant dans chacun des pays intéressés.

ARTICLE XIII.— En ce qui concerne les produits dont l'importation ou l'exportation est limitée, les Gouvernements intéressés se mettront d'accord, par l'entremise de leurs représentants respectifs, sur les quantités dont l'exportation et l'importation seront autorisées et sur les périodes d'utilisation des contingents ainsi octroyés.

Pour l'établissement des contingents d'exportations, les Parties Contractantes tiendront compte des échanges traditionnels entre leurs pays et des besoins propres de leur économie.

Le Gouvernement Français s'efforcera en outre de favoriser, par ses exportations, l'équipement du Liban.

الباب الثالث

احكام تجاريـــة

المادة الثانية عشرة : ان تصديـــر البضائع واستيرادها بين لبنان والاتحاد الفرنسي يخضعان بوجه عام للانظمة والاجازات المعمول بها في كل بلد من البلدان المختصة

المادة الثالثة عشرة تتفق الحكومتان بواسطة ممثلي كل منهما، على الكميات التي يباح تصديرها او استيرادها من المنتجات التي يكون استيرادهـــا او تصديرها مقيداً، وعلى مواعيد استعمال الحصص المرخص بها .

وعند تحديد الكميات المرخـــص بتصديرها يأخذ الفريقان المتعاقدان بعين الاعتبار حركة التبادل المالوفـــة بين البلدين وحاجات اقتصادياتهما الخاصـــــة .

وفضلا عن ذلك فان الحكومـــــة الفرنسية ستسعى بواسطة صادراتها لتسهيل تجهيز لبنان .

REGIME APPLICABLE AUX MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE L'UNION FRANÇAISE D'UNE PART ET LE LIBAN D'AUTRE PART

ARTICLE XIV.— Sauf en ce qui concerne les opérations prévues aux articles 2 et 3 ci-dessus tous les règlements entre l'Union Française d'une part, le Liban d'autre part, s'effectuoront par le débit ou le crédit du compte nouveau N° 3 défini à l'article 4 ci-dessus.

Aucune transaction entre l'Union Française d'une part, le Liban d'autre part, ne pourra s'effectuer, à moins que les organismes de contrôle des changes des Parties Contractantes n'en conviennent expressément, en une autre monnaie que le franc français ou la livre libanaise

ARTICLE XV.— Les transferts de fonds destinés à des règlements de marchandises, pourront être librement effectués de part et d'autre, à condition qu'ils soient réalisés par l'entremise des intermédiaires agréés et qu'ils se rapportent à des importations ou à des exportations effectuées suivant les règles générales et la procédures en vigueur dans chaque pays.

النظام المطبق على انتقال الاموال بين الاتحاد الفرنسي ولبنان

المادة الرابعة عشرة : في ما خلا العمليات المشار اليها في المادتين الثانية والثالثة السابقتين ، فان جميع المدفوعات بين الاتحاد الفرنسي ولبنان تجري بواسطة الحساب الجديد رقم ٣ المحدد في المادة الثالثة ، وذلك بقيدها لهذا الحساب او عليه .

ولا يجوز ان تجري اية معاملة بين الاتحاد الفرنسي ولبنان ، بعملة غير الفرنك الفرنسي او الليرة اللبنانية الا بموافقة دوائر مراقبة القطع في البلدين موافقة صريحة .

المادة الخامسة عشرة : يجوز تحويل الاموال بين البلدين بدون قيد ، تسديدا لمشترى البضائع على ان يتولى هذا التحويل وسطاء مرخص لهم ، وان يكون التحويل ناشئا عن عمليات تصدير او استيراد تمت وفقا للقواعد العامة والاصول المتبعة في كل من البلدين .

ARTICLE XVI —

1° — Les transferts du Liban, autre que ceux prévus à l'article 15 ci-dessus, à destination de l'Union Française seront admis sans limitation de nature ni de montant. Toutefois, ils ne pourront être effectués que par l'entremise des intermédiaires agréés.

2° — En ce qui concerne les transferts de l'Union Française autres que ceux visés à l'article 15 ci-dessus, à destination du Liban, la réglementation française des changes devra prévoir, dans certaines limites, la faculté de transférer les sommes relatives :

— aux secours familiaux et frais de séjour

— aux frais de scolarité,

— aux revenus,

— aux primes d'assurances et aux frais de justice,

— aux rapatriements des avoirs appartenant à des Libanais qui liquident leur établissement dans l'Union Française et s'installent définitivement dans leur pays

المادة السادسة عشرة :

١ ـ ان تحويل الاموال من لبنان الى الاتحاد الفرنسي ، في غير الاحوال المبينة في المادة الخامسة عشرة السابقة ، تقبل بدون تحديد في النوع والكمية . على ان هذا التحويل لا يجوز ان يتم الا على يد وسطاء مرخص لهم

٢ ـ يجب ان تنص انظمة القطع الفرنسية، فيما يتعلق بتحويل الاموال من الاتحاد الفرنسي الى لبنان في غير الاحوال المبينة في المادة الخامسة عشرة السابقة ، على امكان تحويل المبالغ المتعلقة بما يلي:

ـ الاعانات العائلية ونفقات الاقامة .

ـ النفقات المدرسية .

ـ المداخيل ،

ـ اقساط التأمين ، والنفقات القضائية .

ـ نقل اموال اللبنانيين الذين يصفون عملهم في الاتحاد الفرنسي ليقيموا نهائيا في لبنان .

ARTICLE XVII. — Des modifications au régime actuel des transferts pourront intervenir d'un commun accord entre les autorités monétaires françaises d'une part et libanaises d'autre part. Ces modifications seront préalablement étudiées de concert par les organismes de contrôle des changes des parties intéressées. Elles seront rendus exécutoires par ces mêmes organismes.

المادة السابعة عشرة : يمكن ادخال بعض التعديلات على نظام التحويلات الحالي ، وذلك بالاتفاق بين السلطات اللبنانية والفرنسية المولجة شؤون النقد . وينبغي ان تشترك دوائر مراقبة القطع في كل من البلدين في دراسة هذه التعديلات مسبقاً. وتجعل هذه الدوائر التعديلات المذكورة صالحة للتنفيذ .

ARTICLE XVIII. — La situation du compte nouveau N° 3 défini à l'article 4 ci-dessus sera examinée périodiquement et au moins une fois chaque année d'un commun accord entre les Parties Contractantes. Au cas où ce compte présenterait un déséquilibre résultant notamment de l'évolution de la balance commerciale les organismes de contrôle des changes des parties intéressées se concerteraient pour assouplir ou restreindre, suivant le cas, le régime des transferts à destination du Liban en vue de rechercher un rétablissement de l'équilibre de ce compte

المادة الثامنة عشرة : تدرس حالة الحساب الجديد رقم ٣ المحدد في المادة الرابعة السابقة ، بصورة دورية ومرة في كل سنة على الاقل بالاتفاق بين الفريقين المتعاقدين . وفي حالة اختلال توازن هذا الحساب ، بسبب انحراف الميزان التجاري بصورة خاصة ، فان دوائر مراقبة القطع في البلدين تتشاور فيما بينها لكي توسع او تضيق ، حسب مقتضى الحال ، نظام التحويلات الى لبنان وذلك توصلا الى اعادة التوازن الى الحساب المذكور .

ARTICLE XIX. — Les Parties Contractantes s'engagent à appliquer les principes ci-dessus de la manière la plus conforme à l'esprit général du présent accord. La Banque de Syrie et du Liban et l'Office des Changes Syro-Liba-

المادة التاسعة عشرة : يتعهد الفريقان المتعاقدان تطبيق المبادىء المبينة اعلاه ، على الوجه الاكثر ملاءمة لروح هذا الاتفاق العامة وعلى مصرف سورية ولبنان ومكتب

nais fourniront aux parties intéressées tous documents qui leur seraient nécessaires.

ARTICLE XX Dans un délai de trois mois, à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, le Protocole en date du 19 avril 1944 réglant le statut de Contrôle des Changes Syro-Libanais, sera, par entente mutuelle, annulé et remplacé par un nouveau Protocole. Celui-ci mettra au point des conditions dans lesquelles sera assurée la coopération qui sera nécessaire tant au bon fonctionnement des relations financières du Liban avec l'Union Française, qu'à la participation éventuelle du Liban au bénéfice des accords conclus avec la France par les pays tiers pour leurs paiement avec la zone franc

TITRE V

DISPOSITIONS DIVRSES

ARTICLE XXI.— Le Gouvernement Français, désireux de prendre en considération les intérêts particuliers des porteurs libanais de titres de sociétés françaises exploitant en Syrie et au Liban, s'engage à modifier, en faveur de ces porteurs, dans les conditions définies à l'annexe III, les règles actuellement en vigueur sur le dépôt des actions françaises à la Caisse Centrale de Dépôt et de Virements de Titres.

القطع اللبناني السوري ، ان يزودا المتعاقدين بكل ما يلزمهما من وثائق.

المادة العشرون : في مدة ثلاثة اشهر تبدأ بعد ان يصبح هذا الاتفاق نافذا يتفاهم الفريقان على الغاء بروتوكول ١٩ نيسان ١٩٤٤ القاضي بتحديد نظام مراقبة القطع في سوريا ولبنان، وعلى استبداله ببروتوكول جديد . ويجب ان يحدد هذا البروتوكول الشروط التي تحقق التعاون الضروري لحسن سير العلاقات المالية بين لبنان والاتحاد الفرنسي او لامكان استفادة لبنان من الاتفاقات المعقودة بين فرنسا وبلدان اخرى بشأن مدفوعاتها مع منطقة الفرنك .

الباب الخامس

احـــكام مختلفة

المادة الحـــاديه والعشرون ان الحكومة الفرنسية ، رغبة منها في ان تراعي مصالح اللبنانيين ممن يحملون صكوك شركات فرنسية تعمل في سوريا ولبنان ، تتعهد بان تعدل ، في الشروط المبينة في الملحق الثالث ، القواعـــد المطبقة حاليا في شأن ايداع الصكوك الفرنسية الصندوق المركزي للودائع وتحويل الصكوك .

Les interêts, dividendes et autre produits des titres de ces sociétés françaises qui seront représentés par les certificats visés à l'annexe III (paragraphe A 1°) seront exonerés de l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières

ARTICLE XXII.— Le présent accord est conclu pour une durée de dix ans.

Un an avant son expiration, les Parties Contractantes se concerteront en vue de décider s'il doit être renouvelé pour une nouvelle periode ou modifie.

ARTICLE XXIII — Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les différends que pourrait soulever l'application du présent accord ou de ses annexes seront, à la requête de la partie intéressée, soumis à l'arbitrage de la Haute Cour de Justice Internationale.

ARTICLE XXIV.— Le présent accord est établi en deux exemplaires authentiques, un pour chacune des Hautes Parties Contractantes. Il sera soumis par celles-ci à l'approbation de leurs Parlements respectifs, et ratifié. Il entrera en vigueur le lendemain de l'échange des ratifications qui se fera à Paris.

تعفى من الضريبة الفرنسية على دخل الاموال المنقولة . الفوائد والارباح وغير ذلك من واردات صكوك هذه الشركات الفرنسية التي ستقوم مقامها الشهادات المذكورة في الملحق رقم ٣ فقرة أ ـ ١ .

المادة الثانية والعشرون : يعقد هذا الاتفاق لمدة عشر سنوات، ويتشاور الفريقان المتعاقدان سنة قبل انقضاء اجله ، في تقرير امر تمديده لمدة جديدة او تعديله .

المادة الثالثة والعشرون : يتفق المتعاقدان الساميان على تحكيم محكمة العدل الدولية ، بناء على طلب الفريق الذي يعنيه الامر ، في الخلافات التي قد تنشأ حول تطبيق هذا الاتفاق او ملاحقه .

المادة الرابعة والعشرون : وضع هذا الاتفاق بنسختين اصليتين ، واحدة لكل من الفريقين الساميين المتعاقدين ، وتعرضه كل منهما على برلمانه للموافقة عليه ثم تبرمه ويوضع موضع التنفيذ غداة تبادل وثائق الابرام في باريس .

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont apposé leurs signatures.

Fait à Paris, le 24 janvier 1948

Hamid FRANGIE

G. BIDAULT

واثباتا لذلك ، فان الموقعين ادناه المفوضين رسميا من قبل حكومتيهما، مهرا هذا الاتفاق بتوقيعهما .

حرر في باريس، في ٢٤ كانون الثاني سنه ١٩٤٨ .

التوقيع : حميد فرنجيه

التوقيع : جورج بيدو

ANNEXE I

LISTE DES PROPRIETES DE L'ETAT FRANÇAIS AU LIBAN dont la Cession est prévue par l'article 8 de l'accord signé en date de ce jour :

- Caserne Lyautey-Weygand
- Tribunal Militaire
- Petit garage situé derrière le Tribunal Militaire
- Caserne Granger
- Caserne Gey
- Partie sud de la caserne Franchet d'Esperey
- Caserne Joffre
- Caserne Desgré du Lou
- Caserne Lambrouin
- Caserne dite des Musiciens

الملحق رقم ١

جدول بممتلكات الدولة الفرنسية في لبنان المباعة وفقا للاحكام المادة الثامنة من الاتفاق الموقع بتاريخ هذا اليوم :

- ثكنه لوتي ـ فيغان
- المحكمه العسكريه
- الكراج الصغير الواقع وراء المحكمة العسكرية
- ثكنه غرانجر
- ثكنه جاي
- القسم الجنوبي من ثكنة فرانشي ـ دسبري
- ثكنه جوفر
- ثكنة ديغري دي لو
- ثكنه لامبروان
- الثكنة المسماة ثكنة الموسيقيين

— Parcelle 3

— Ancien dépôt d'essence de Roussat

Dépôts de Hammana-Chabanieh et de Hammana-Bmariam (moins les parcelles restituées à leur ancien propriétaire)

— Hôpital de Tripoli

— Camp d'Ablah

Aérodrome de Rayack (moins les parcelles occuppées par les Pères Blancs, les Soeurs de la Sainte Famille, le D.P H.) et sous réserve du libre enlèvement de 4 hangars dits «Double Tonneaux».

ـ القطعة رقم ٢

ـ مستودع البنزين القديـــم في الرويسات

ـ مستودعات حمانا ـ الشبانيه وحمانا بمريم (باستثنـــاء القطع التي اعيدت الى مالكها القديم) .

ـ مستشفى طرابلس

ـ معسكر ابلح

ـ مطار رياق (باستثناء القطع التي يشغلها الآباء البيض ، وراهبات «العائلة المقدسة» وشركة دمشق ـ حمـــاه وتمديداتها ، وباستثنــــاء العنابر الاربع المعروفة باسم « دوبل تونو » والتي يجوز نقلها بدون قيد .)

ANNEXE II

ETAT DES SOMMES ET VALEURS A REMETTRE PAR LA FRANCE AU CONSEIL SUPE RIEUR DES INTERETS COMMUNS

A) Fonds dus aux Intérêts Communs au titre des comptes de dépôt de fonds transférés aux Intérêts Communs le 1er Avril 1944

1) Fonds provenant de la Trésorerie des Intérêts Communs	5 660.000
2) I.C. s c de dépôts, Dette Publique Ottomane	716.390
3) I.C. s c de dépôts, Cautionnement mensuel de l'ancien personnel de la D.P.O	490
) I.C. s c de dépôts fonds réservés sur le produit de la taxe forfaitaire payée par l'I.P.C	269.040
5) I.C. s/c. de dépôts; Régie des tabacs	6.090
6) I.C. s c de dépôts, Retenues pour pensions du personnel local des services quarantenaires	18.940
7 I.C. s c de dépôts, Produit de la surtaxe des phares	24.820
8) I.C. s/c de dépôts, Produit de la couverture en titres des émissions de jetons-monnaie de la République Libanaise	8.550
Total en L.L.	6.704.320

الملحق رقم ٢

بيان بالمبالغ والقيم التي يجب ان سلمها فرنسا للمجلس الاعلى للمصالح المشتركة

١ ـ الاموال الموجهة للمصالح المشتركه . والناشئه عن حسابات الودائع المحاله الى المصالح المشتركة في اول نيسان سنة ١٩٤٤ .

	ل.ل.
١ ـ اموال وارده من خزينه المصالح المشتركه .	٥،٦٦٠،٠٠٠
٢ ـ المصالح المشتركه ، حساب الودائع (الديون العمومية العثمانية) .	٧١٦،٢٩٠
٣ ـ المصالح المشتركه ، حساب الودائع (التامين الشهري للموظفين سابقا في مصلحة الديون العمومية العثمانيه) .	٤٩٠
٤ ـ المصالح المشتركة ، حساب الودائع (اموال مقتطعه من واردات الرسم المقطوع المستوفى من شركة النفط العراقيه) .	٢٦٩،٠٤٠
٥ ـ المصالح المشتركه ، حساب الودائع (شركه حصر الدخان)	٦،٠٩٠
٦ ـ المصالح المشتركه ، حساب الودائع (محسومات تقاعديه مقتطعه من رواتب الموظفين المحليين في مصلحه الحجر الصحي) .	١٨،٩٤٠
٧ ـ المصالح المشتركه ، حساب الودائع (واردات رسم المنارات الاضافي) .	٢٤،٨٢٠
٨ ـ المصالح المشتركة ، حساب الودائع (واردات المعطيه بالصكوك المالية لقطع النقد المعدنية اللبنانيه) .	٨،٥٥٠
المجموع :	٦،٧٠٤،٣٢٠

Report		6 704.320
A deduire de ce chiffre les paiements suivants		
a) Dépenses payées pour compte des Gouvernements Syrien et Libanais par les Offices de Paris et de Marseille	903.226,29	
b) Versements à la Légation du Liban en France (12/4 et 2/5 1945)	18.750	
c) Prélèvement au profit du compte provisionnel de liquidation des services du Mandat et d'Intérêts Communs	2.775.000	
	3.696.976,39	3.696 976,39
		3 007 343,61
A ajouter solde actuel du compte provisionnel de liquidation des services du Mandat et d Interêts Communs.		581 953 25
		3.589.296,86
B — Avance pour le compte de l'Afrique Equatoriale Française (achat de matériel cinématographique).		20.000
C — Matériel divers pris en charge par la Délégation Générale (sous réserve de vérification)		758 452 04
Report		4.367 748.04

D et E — Comptes non transférés aux Intérêts Communs le 1er avril 1944.

نقل ما قبله		٦،٧٠٤،٣٢٠
تحسم من هذا المبلغ المدفوعات التالية :		
١ – المصاريف التي انفقها مكتب		
باريس ومرسيليا لحساب الحكومتين اللبنانية والسورية	٩٠٣،٢٢٦،٢٩	
٢ – المبالغ المدفوعة للمفوضية اللبنانية في باريس (٦–٢–٤ و٢–٥–١٩٤٥)	١٨،٧٥٠،٠٠	
٣ – المأخوذات للحساب الاحتياطي المتعلق بصعبة دوائر الانتداب ودوائر المصالح المشتركه	٢،٧٧٥،٠٠٠،٠٠	
	٣،٦٩٦،٩٧٦،٣٩	٣،٦٩٦،٩٧٦،٣٩
		٣،٠٠٧،٣٤٣،٦١
يضاف الى ذلك الرصيد الحالي للحساب الاحتياطي المتعلق بصعبة دوائر الانتداب والمصالح المشتركة .		٥٨١،٩٥٣،٢٥
		٣،٥٨٩،٢٩٦،٨٦
ب – سلعه لحساب افريقيا الاستوائيه العربية (شراء الات سينمائية)		٢٠،٠٠٠،٠٠
ج – لوازم محلقة تسلمها المدوبة العامه (مع الاحتفاظ بحق مراجعتها)		٧٥٨،٤٥٢،٠٤
		٤،٣٦٧،٧٤٨،٩٠

د – حسابات لم تحول الى المصالح المشتركه في ١ نيسان ١٩٤٤

Report		4.367.848 90
1) Part des Etats dans les bénéfices de la Raffinerie de Tripoli.	9.871.848 60	
2) Port d'Alexandrette.	43.289,51	
3) Séquestre de la Société pour la Construction des Chemins de Fer en Turquie	81.672,42	
4) Fonds spécial des amendes	24 068,47	
5) Fonds spécial pour la répression des troubles.	3.487,46	
6) Produit des amendes et transactions du Contrôle des changes.	180.210 62	
7) Fonds d'aide aux réfugiés arméniens.	201	
8) Assistance aux réfugiés arméniens	23 727	
9) Versement de l'Office Nansen en liquidation	4 913	
	10.233.508,08	10 233.508,08
		14.601 256,08

F a) 2875 actions du chemin de fer de Bagdad sur lequelles LLS. 75.000 restent à payer au Syndicat Français des porteurs d'actions du Bagdad

en nature

نقل ما قبله		٤٠٣٦٧٠٧٤٨٠٩٠
١ ـ حصة الدولتين في ارباح معماة طرابلس	٩٠٨٧١٠٨٤٨٠٦٠	
٢ ـ مرفأ اسكندرونة	٤٢٠٢٨٩٠٥١	
٣ ـ الحراسة القضائية على شركة مد الخطوط الحديدية التركية	٨١٠٦٧٢٠٤٢	
٤ ـ الصندوق الخاص بالغرامات النقدية	٢٤٠٦٨٠٤٧	
٥ ـ الصندوق الخاص بقمع الاضطرابات	٢٠٤٨٧٠٤٦	
٦ ـ حاصلات الغرامات النقدية والمصالحات المتعلقة بمراقبة القطع	١٨٠٠٢١٠٠٦٢	
٧ ـ صندوق مساعدة اللاجئين الارمن	٢٩١٠٠٠	
٨ ـ اعانات للاجئين الارمن	٢٣٠٧٢٧٠٠٠	
٩ ـ تحويلات لمكتب (نانسن) قيد التصفية	٤٠٩١٢٠٠٠	
	١٠٠٢٣٣٠٥٠٨٠٠٨	١٠٠٢٣٣٠٥٠٨٠٠٨
المجموع :		٤٠٦٠١٠٢٥٦٠٩٨

هـ ـ ١) ٢٨٧٥ سهما من اسهم شركة
خطوط بغداد الحديدية التي
يجب ان يدفع من اصلها مبلغ
٧٥٠٠٠ ليرة لبنانية سورية
لغاية الحملة العربيين لاسهم

Report			14.601.256 98
b) 2.050 certificats représentatifs de la quotepart de la Transjordanie dans le D.P.O.	en nature		
G — a) 10.248 livres turques or	en nature		
b) 145 livres sterling or saisie par l'administration des Douanes et appartenant aux Intérêts Communs	en nature		
c) Remboursement aux Intérêts Communs du prix d'achat de 6.000 livres sterling or achetées par la Trésorerie des Intérêts Communs pour le compte de la Cote Française des Somalis			
Prix d'achat		157 138 25	
Commission d'Achat de 1/2 pour mille		78,57	
		157.216,82	157 216 82
Total			14 758.473 80

شركة خطوط سكك الحديد بدة عينا		نقل ما قبله	١٤٠٦٠١٠٢٥٦٠٩٨
٢) ٢٠٥٠ شهادة متعلقة بحصة شرقي الاردن في الدين العمومي العثماني عينا			
ومبلغ ١٠٠٢٤٨ ليرة عثمانية ذهبا عينا			
٢ ، ١٤٥ ليرة استرلينية ذهبا صادرتها مصلحة الجمارك وهي ملك المجلس الاعلى للمصالح المشتركة عينا			
٣) رد ثمن ٥٠٠٠٠ ليرة استرلينية ذهبية الى المصالح المشتركة وهذه الليرات الذهبية كانت قد اشترتها خزينة المصالح المشتركة لحساب شاطئ الصومال الفرنسي .			
ثمن الشراء	١٥٧٠١٣٨٠٢٥		
عمولة الشراء ٠٢/١ ٪	٧٩٠٥٧		
	١٥٧٢١٦٠٨٢		١٥٧٠٢١٦٠٨٢
		المجموع	١٤٠٧٥٨٠٤٧٢٠٨٠

ANNEXE III

REGIME DES TITRES DES SOCIETES FRANÇAISES EXPLOITANT EN SYRIE ET AU LIBAN

A — Conditions de dépôt des titres à la C.C.D.V.T.

En vue de tenir compte de la situation particulière des porteurs libanais et de permettre la négociation simple et rapide soit au Liban, soit à la Bourse de Paris des titres des Sociétés françaises exploitant en Syrie et au Liban, les dispositions suivantes seront appliquées

1° — *Titres situés matériellement au Liban.*

Lorsque ces titres seront appelés à la C.C.D.V.T. ils devront être déposés auprès d'une banque au Liban affiliée à la C.C.D.V.T

Ils seront, conformément aux règlements en vigueur, livrés matériellement à la C.C.D.V.T. et pris en compte par la banque locale affiliée à cet organisme. Toutefois, la banque émettra au profit des porteurs résidant au Liban, en représentation des titres déposés par eux, des certificats au porteur négociables sur place dans les mêmes conditions que les titres déposés par eux. Ces certificats,

الملحق رقم ٣

النظام الخاص بصكوك الشركات التي تعمل في سوريا ولبنان

ا) شروط ايداع الصكوك في الصندوق المركزي للامانات وتحويل الصكوك :

مراعاة لوضعه اللبنانيين الذين يحملون صكوك شركات فرنسية تعمل في سورية ولبنان ورغبة في جعل التعامل بهذه الصكوك سهلا وسريعا سواء في بيروت او في بورصة باريس، تطبق الاحكام التالية

١ ـ الصكوك الموجوده فعليا في لبنان .

عندما يطلب الصندوق المركزي هذه الصكوك ، يجب ايداعها مصرفا في لبنان مشتركا في الصندوق المركزي

وتسلم هذه الصكوك الى الصندوق المركزي وفقا للانظمة النافذة ، ويفتح لها حساب في المصرف المحلي المشترك في الصندوق المذكور . على ان المصرف يصدر . لصالح حملة الصكوك المقيمين في لبنان ، مقابل الصكوك التي اودعوها ، شهادات غير اسمية (au porteur) يمكن التعامل بها محليا كما لو كانت هي الصكوك

qui ne seront destinés qu'aux porteurs résidant au Liban, seront fournis à la banque par la société émettrice. Cette dernière n'interviendra que pour fournir à la banque du papier fiduciaire correctement établi, la banque affiliée à la C.C.D.V.T. délivrant ces certificats sous sa seule responsabilité

Aucune justification d'origine de propriété ne sera demandée aux porteurs actuels résidant au Liban et détenteurs des titres qui y sont conservés, de sorte que ces porteurs recevront un certificat ayant les mêmes garanties les mêmes caractéristiques et les mêmes avantages que le titre lui-même remis en dépôt.

2° — *Titres conservés en France*

Les titres conservés en France soit par les porteurs eux-mêmes soit en banque, doivent, lorsqu'ils seront appelés à la C.C.D.V.T faire l'objet d'un dépôt à la C.C D.V.T. Ce dépôt ne donnera pas lieu à l'émission d'un certificat, mais simplement à l'ouverture d'un dossier chez la banque affiliée, au profit du dépositaire

Aucune justification particulière d'origine de propriété ne sera exigée pour les titres déjà enregistrés par les banques en France, sous dossier libanais.

المودعة . اما هذه الشهادات ، التي لا تعطى الا لحملة الصكوك المقيمين في لبنان ، فتقدمها الى المصرف الشركة التي صدرت عنها هذه الصكوك . ويقتصر عمل الشركة على تقديم شهادات منظمة حسب الاصول الى المصرف ، ويتولى المصرف توزيعها على مسؤوليته الخاصة .

ولا يطلب من حملة الصكوك اللبنانيين المقيمين في لبنان ، الذين تكون في حوزتهم الصكوك الموجودة فيه ، ان يثبتوا مصدر ملكيتها ، فيعطوا شهادة تكون لها نفس الضمانات والاوصاف والامتيازات التي تكون للصك الاصلي الذي جرى ايداعه.

٢ ـ الصكوك الموجودة في فرنسا

ان الصكوك الموجودة في فرنسا سواء كانت بيد الحملة او في احد المصارف ، يجب ايداعها الصندوق المركزي عندما يطلب الصندوق ذلك. ولا يؤدي هذا الايداع الى اصدار شهادة ، بل الى فتح ملف باسم المودع في المصرف المشترك بالصندوق

ولا يطلب اي اثبات لمصدر ملكية الصكوك التي سبق تسجيلها في مصارف فرنسا في ملف لبناني .

Par contre des justifications seront demandées pour les titres non encore déposés en banque. Dans le cas où ces justifications (affidavits de propriété) seront jugées valables, la banque procèdera à ouverture d'un dossier libanais soumis au régime applicable aux dossiers de cette catégorie

3° — Titres déjà en dépôt à la C.C.D.V.T.

Suivant que ces titres ont été pris en charge pour le compte de porteurs libanais par une banque française au Liban ou par une banque en France, les régimes ci-dessus indiqués paragr. 1 et paragr. 2 leur seront applicables. En conséquence, pour les premiers, la banque affiliée au Liban délivrera le certificat au porteur prévu et pour les seconds, la banque en France affiliée procèdera à l'ouverture d'un dossier libanais.

B — Conditions de Négociations des Titres.

Les certificats émis au Liban se négocieront sur place, comme il a été indiqué, par tradition manuelle, mais pourront également donner lieu à des cessions au profit des porteurs résidant en France.

Dans ce cas, le certificat sera remis à la banque dépositaire, à l'appui de l'ordre de cession; la

بيد انه تطلب الاثباتات اذا لم تكن الصكوك قد اودعت بعد احد المصارف . واذا تبين ان هذه الاثباتات (شهادات الملكية) كافية ، عمد المصرف الى فتح ملف لبناني يخضع للنظام المطبق على هذه الفئة من الملفات .

٣ ــ الصكوك التي سبق ايداعها الصندوق المركزي :

اذا كانت هذه الصكوك في عهدة مصرف فرنسي موجود في لبنان ، او مصرف موجود في فرنسا ، لحساب حملتها اللبنانيين ، طبق عليها احد النظامين المبينين اعلاه ، في الفقرة الاولى والفقرة الثانية . ففي الحالة الاولى، يسلم المصرف الموجود في لبنان والمشترك بالصندوق المركزي الشهادة غير الاسمية المذكورة آنفا ، وفي الحالة الثانية يعمد المصرف الموجود في فرنسا والمشترك بالصندوق المركزي الى فتح ملف لبناني .

ب) شروط التعامل بالصكوك :

ان الشهادات الصادرة في لبنان يجري التعامل بها محليا كما ذكر آنفا ، وذلك بالانتقال من يد الى يد. كما انه يمكن التخلي عنها لصالح الحملة المقيمين في فرنسا .

وفي هذه الحالة تسلم الشهادة للمصرف الذي جرى فيه الايداع

banque annulera le certificat et exécutera l'opération en procédant à un virement dans ses écritures du dossier libanais à un dossier intérieur français.

Inversement, tout titre d'une société française exploitant au Liban qui se trouve régulièrement placé en France sous dossier libanais peut être transféré dans les écritures de la C.C.D.V.T. sous dossier d'une banque au Liban affiliée à cet établissement et donner lieu à la délivrance par la dite banque d'un certificat au porteur dans les conditions indiquées au paragraphe 3 ci-dessus

تأييدا لأمر التحلي ، فيلغي المصرف الشهادة ، وبعد الامر بتحويل بحريه في قيوده من الملف اللبناني الى ملف فرنسي داخلي .

وبالعكس ، فان كل صك صادر عن شركة فرنسية تعمل في لبنان وموجودة بصورة شرعية في فرنسا ضمن ملف لبناني ، يمكن تحويله في قيود الصندوق المركزي الى ملف مصرف موجود في لبنان ومشترك في الصندوق المركزي على ان يعطي المصرف ، لقاء ذلك شهادة غير اسمية وفقا للشروط المبينة سابقا في الفقرة الثالثة .

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre

Me référant aux dispositions de l'article 5 de l'accord signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer qu'afin de répondre au désir exprimé par le Gouvernement libanais, le Gouvernement Français a renoncé à envisager un ajustement du compte ancien N° 1 dans le cas où le Gouvernement Libanais viendrait, pour des raisons d'ordre économique, à modifier, soit de sa propre initiative, soit en accord avec le Fonds Monétaire International, la parité officielle de la livre libanaise par rapport à la livre sterling.

C'est dans cet esprit qu'a été établi la rédaction définitive de l'article 5 de l'accord signé en date de ce jour.

Le Gouvernement Français est d'autre part, d'accord avec le Gouvernement Libanais sur ce qui suit :

Le compte ancien N° 1 sera subdivisé en deux sous-comptes intitulés sous-compte A et sous-compte B.

Au crédit du sous-compte A sera portée exclusivement la somme initiale mentionnée à l'article 2

باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

بالاشارة الى احكام المادة الخامسة من الاتفاق الموقع بتاريخ اليوم ، اتشرف بان اؤكد لكم ان الحكومة الفرنسية ، اجابة للرغبة التي ابدتها الحكومة اللبنانية ، قد تنازلت عن النظر في تسوية الحساب القديم رقم ١ ، فيما اذا اقدمت الحكومة اللبنانية من تلقاء نفسها او بالاتفاق مع صندوق النقد الدولي ، لاسباب اقتصادية، على تبديل المعادلة الرسمية بين الليرة اللبنانية والليرة الاسترلينية

وقد وضع النص النهائي للمادة الخامسة من الاتفاق الموقع اليوم على ضوء هذا المبدأ .

ومن جهة ثانية ، فان الحكومة الفرنسية متفقة مع الحكومة اللبنانية على ما يلي :

يقسم الحساب القديم رقم ١ الى حسابين فرعيين يسمى احدهما « الحساب الفرعي أ » ويسمى الثاني « الحساب الفرعي ب » .

يقيد للحساب الفرعي (أ) المبلغ الاصلي المذكور في المادة الثانية دون سواه .

Au débit du sous-compte A seront portés les montants des opérations prévues par l'article 2. Ces opérations se feront obligatoirement par le débit du sous-compte A. Elles ne pourraient affecter le sous-compte B qu'au cas où par suite du jeu de l'article 2 paragr. 3, le crédit du sous-compte A aurait été intégralement épuisé.

Au crédit et au débit du sous-compte B seront portés les montants des ajustements prévus par l'article 5.

Le solde du sous-compte B ne pourra être débiteur. En conséquence, au cas où un ajustement aurait à se faire par le débit du sous-compte B et où le sous-compte B ne présenterait pas les disponibilités nécessaires à cet ajustement, ledit ajustement serait différé en tout ou en partie jusqu'à ce qu'il ait été rendu possible par le jeu d'éventuels accroissements ultérieurs

Les ajustements qui n'auraient pu être effectués, pendant la durée de l'accord, par le débit du sous-compte B s'effectueraient à l'expiration de l'accord par le débit du sous-compte A.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

وتقيد على هذا الحساب المبالغ الناشئة عن العمليات المذكورة في المادة الثانية . وهذه العمليات تجري اجباريا عن طريق القيد على الحساب الفرعي (ا) . ولا يمكن ان تؤثر في الحساب الفرعي (ب) الا اذا كان الرصيد الدائن للحساب الفرعي (ا) قد نفد تماما بسبب تطبيق الفقرة الثالثة من المادة الثانية .

تقيد للحساب الفرعي (ب) وعليه المبالغ الناشئة من التسويات المشار اليها في المادة الخامسة .

ولا يمكن ان يصبح رصيد الحساب الفرعي (ب) مدينا . فاذا كانت هنالك تسوية يجب اجراؤها عن طريق القيد على الحساب الفرعي (ب) وكان رصيد هذا الحساب لا يسمح باجراء هذه التسوية ، فترجأ التسوية كلها او بعضها ، ريثما يصبح اجراؤها ممكنا بفضل ما قد يدخل الى هذا الحساب ، فيما بعد ، من مبالغ جديدة .

اما التسويات التي قد يتعذر اجراؤها في اثناء مدة الاتفاق عن طريق القيد على الحساب الفرعي (ب) فتعقد عند انتهاء اجل الاتفاق بالقيد على الحساب الفرعي (ا) .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام .

بيدو

10

Ministère des
Affaires Etrangères
de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre

Me référant à l'annexe N° II de l'accord signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer qu'après l'entrée en vigueur du dit accord, il sera procédé, entre le Représentant de la France au Liban et les services du Conseil Supérieur des Intérêts Communs, à un examen contradictoire des dépenses imputées depuis le 1er janvier 1944 ou restant à imputer au «Compte Provisionnel de Liquidation des Services du Mandat et d'Intérêts Communs»

S'il apparaissait que ce compte ait supporté, depuis le 1er janvier 1944, d'autres dépenses que celles afférentes à la liquidation des divers organismes administratifs du Mandat et des services d'Intérêts Communs, le montant de ces autres dépenses viendrait en addition des sommes inscrites à l'annexe N° II précitée et ferait l'objet d'un versement complémentaire des autorités françaises au Conseil Supérieur des Intérêts Communs.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس في ٢٤ كانون الاول سنة ١٩٤٨

معالي الوزير ،

بالاشارة الى الملحق رقم ٢ للاتفاق الموقع بتاريخ اليوم ، اتشرف بان اؤكد لكم ان ممثل فرنسا في لبنان سيشترك مع دوائر المجلس الاعلى للمصالح المشتركة بعد ان يوضع هذا الاتفاق موضع التنفيذ ، في مناقشة النفقات التي سببت ، منذ تاريخ اول كانون الاول سنة ١٩٤٤ ، او التي ستسبب الى «الحساب الاحتياطي لتصفية دوائر الانتداب والمصالح المشتركة» .

واذا تبين ان الحساب قد تحمل، منذ اول كانون الثاني ١٩٤٤ ، نفقات غير النفقات المتعلقة بتصفية مختلف دوائر الانتداب والمصالح المشتركة، اضيفت النفقات الى المبالغ المقيدة في الملحق رقم ٢ المذكور اعلاه ، وتولت السلطات الفرنسية تسديدها الى المجلس الاعلى للمصالح المشتركة .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام ؛

بيدو

Ministère des
Affaires Etrangères
de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre

Au nombre des sommes que vous avez bien voulu m'indiquer comme devant être remises par le Gouvernement Français au Conseil Supérieur des Intérêts Communs, en exécution de l'article 10 de l'accord signé en date de ce jour, figurent les sommes suivantes :

1 — Lls. 25 695 80 «Bénéfices d'exploitation du chemin de Fer Beyrouth-Alep-Nusaibine et Prolongements»

2 — Lls. 296.163.30 «Séquestre d'exploitation du Chemin de Fer de Bagdad»

3 — Lls. 214.109,74 «Fonds de réserve de la gérance des lignes syriennes de Bagdad»

Ainsi que vous le savez, la Puissance Mandataire a été amenée de 1919 à 1945 à assurer, en qualité de séquestre de la société du Chemin de Fer de Bagdad, l'exploitation de certaines sections, tant turques que syriennes, de ce réseau.

A ce titre, elle a été amenée non seulement à encaisser les produits d'exploitation correspondant

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

ان المبالغ التالية قد ورد ذكرها في عداد المبالغ التي اعلمتموني انه يجب على الحكومة الفرنسية تسليمها الى المجلس الاعلى للمصالح المشتركة عملا بالمادة العاشرة من الاتفاق الموقع بتاريخ اليوم

١ — ارباح استثمار الخطوط الحديدية بين بيروت وحلب ونصيبين وممداتها
٢٥،٦٩٥٠٨ ل.ل.س.

٢ — الحراسة القضائية على سكة حديد بغداد
٢٩٦،١٦٣،٣ ل.ل.س.

٣ — المال الاحتياطي لادارة خطوط بغداد السورية
٢١٤،١٠٩،٧٤ ل.ل.س.

ان الدولة المنتدبة ، كما تعلمون قد اضطرت ، بين ١٩١٩و١٩٤٥، بصفتها حارسا عاما على سكة حديد بغداد ، الى ان تؤمن بنفسها استثمار بعض شعب هذه الخطوط ، ان في سوريا او في تركيا .

وكان من نتيجة ذلك انها لم تقبض واردات الاستثمار المبينة اعلاه

aux sommes indiquées ci-dessus, mais également à effectuer diverses avances qui n'ont pas été régularisées à ce jour. Parmi ces avances, figurent notamment une somme de 1.175.000 livres syro-libanaises utilisées à des travaux de réfection du réseau et à l'acquisition d'approvisionnement.

Dans ces conditions, le Gouvernement Français ne saurait se dessaisir des produits d'exploitation qu'il détient pour le compte de la Société Impériale du Chemin de Fer de Bagdad, tant que les avances en question n'auront pas été régularisées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération

BIDAULT

فحسب ، بل اسلفت مبالغ مختلفة لم تسدد حتى الان . ومن جملة هذه السلفات مبلغ قدره ١.١٧٥.٠٠٠ ليرة سورية لبنانية انفق على اصلاح الخطوط وعلى التموين .

في هذه الاحوال ، لا تسمح الحكومة الفرنسية ان تتخلى عن واردات الاستثمار التي لا تزال في حوزتها لحساب الشركة الامبراطورية لسكة حديد بغداد ، ما لم تسدد السلفات المشار اليها انفا .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

Ministère des Affaires Etrangères de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'article 10 de l'accord franco-libanais conclu en date de ce jour et par dérogation aux dispositions dudit article, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement Français entend réserver tous les droits que, conjointement avec le Gouvernement Britannique et le Gouverne-

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

الاشارة الى المادة العاشرة من الاتفاق الفرنسي اللبناني المعقود بتاريخ اليوم اتشرف بابلاغكم ان الحكومة الفرنسية تستثني من احكام هذه المادة الممتلكات الالمانية الموضوعة تحت الحراسة القضائية في لبنان ، وتحتفظ بكل ما يمكن ان تطالب به من حقوق

ment des Etats-Unis, il pourrait faire valoir pour le compte des 18 nations faisant partie de l'Agence Interalliée des Réparations, sur les biens allemands séquestrés au Liban, en vertu des décisions à venir de la Commission des Réparations.

La renonciation contenue dans l'article 10 précité ne saurait donc empêcher le Gouvernement Français de faire valoir, le cas échéant, les droits en question

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

فيما بعد ، بالاشتراك مع الحكومة البريطانية وحكومة الولايات المتحدة لحساب الدول الثماني عشرة التي تتألف منها وكالة التعويضات الحليفة تطبيقا للمقررات التي ستتخذها لجنة التعويضات .

لذلك ، فان التنازل المنصوص عليه في المادة العاشرة المذكورة ، لا يمكن ان يحول دون مطالبة الحكومة الفرنسية بهذه الحقوق عند الاقتضاء

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام .

بيدو

Ministère des Affaires Etrangères de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

1° — Me référant aux dispositions du Titre III de l'accord conclu en date de ce jour, relatif aux mouvements des fonds entre l'Union Française d'une part et le Liban d'autre part, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français accepte d'apporter les modifications suivantes au régime fixé par l'avis N° 225 de l'Office des Changes français relatif aux mouvements de fonds entre la France métropolitaine et

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

اولا : بالاشارة الى احكام الباب الرابع من الاتفاق المعقود بتاريخ اليوم وهو الباب المتعلق بانتقال الاموال بين الاتحاد الفرنسي من جهة ولبنان من جهة أخرى ، اتشرف بابلاغكم ان الحكومة الفرنسية تقبل بادخال التعديلات الآتية على النظام المحدد في البلاغ رقم ٢٢٥ الصادر عن مكتب القطع الفرنسي والمتعلق بانتقال الاموال بين فرنسا والاراضي التابعة

les territoires d'Outre-Mer de la zone franc d'une part et le Liban d'autre part. Ces modifications feront l'objet d'un avis rectificatif

A. *Secours familiaux*
Titre II Paragr 2

Le montant maximum des transferts familiaux à titre de secours qui peuvent être autorisés chaque mois est porté de 10 000 à 25.000 francs français

B. — *Frais de séjour*
Titre II Paragr 3

Le maximum mensuel du montant des frais de séjour dont le transfert peut être autorisé est porté de 25.000 francs pour le chef de famille et 5.000 francs par personne à sa charge ou l'accompagnant, à 45 000 francs pour le chef de famille et 15 000 francs par personne à sa charge ou l'accompagnant

2° Je vous confirme d'autre part, que les instructions nécessaires seront données aux Offices des Changes de la France métropolitaine et des territoires de l'Union Française pour qu'ils prennent les dispositions suivantes

A) — Autoriser, moyennant les justifications d'usage, les transferts de fonds à destination du Liban relatifs à la souscription d'abonnements individuels à des journaux libanais

في منطقة الفرنك من جهة ، ولبنان من جهة اخرى . وسوف تـذاع هذه التعديلات في بلاغ تصحيحي .

ا) **اعانات عائلية** (الباب الثاني ، الفقرة الثانية

يرفع الحد الاعلى للاعانات العائلية التي يسمح بتحويلها شهريا من ١٠٠٠٠ الى ٢٥٠٠٠ فرنك فرنسي .

ب) **نفقات الاقامة** (الباب الثاني ، الفقرة الثالثة

يرفع الحد الاعلى لنفقات الاقامة التي يسمح بتحويلها شهريا من ٢٥٠٠٠ فرنك لرب العائلة و ٥٠٠٠ فرنك لكل شخص يرافقه او يكون في عهدته ، الى ٤٥٠٠٠ فرنك لرب العائلة و ١٥٠٠٠ فرنك لكل من الاشخاص الاخرين .

ثانيا : اؤكد لكم من جهة اخرى ان التعليمات اللازمة ستعطى الى مكاتب القطع في فرنسا وفي اراضي الاتحاد الفرنسي لكي تتخذ الاجراءات الآتية

ا) السماح ، في حالة تقديم الاثباتات اللازمة ، بان تحول الى لبنان بدلات الاشتراكات الفردية في الجرائد اللبنانية .

B) — Autoriser, dans les conditions fixées ci-après, les transferts de fonds à destinations du Liban destinés au règlement de frais de scolarités :

a) — le donneur d'ordre devra produire un état de frais de scolarité établi par le Directeur de l'établissement d'enseignement à destination duquel le transfert est demandé et visé par les autorités libanaises. La signature de ces autorités devra elle-même légalisée par le Consul de France du lieu où l'école est établie. Le règlement des frais en question pourra être effectué d'avance par année scolaire, étant entendu qu'il devra être ensuite justifié, par la production de factures acquittées, de l'utilisation régulière des fonds ainsi transférés d'avance. Faute de produire ces justifications, aucun transfert d'avances ne pourra être ultérieurement autorisé

b) — Le donneur d'ordre devra remettre une déclaration certifiant qu'il ne possède pas de ressources au Liban lui permettant d'opérer sur place le règlement des frais en question

c) — Les frais de scolarité devront avoir été encourus pour les descendants directs au premier degré du donneur d'ordre, à moins que les demandeurs soient en mesure de justifier par un certificat des autorités locales libanaises,

ب) السماح ، ضمن الشروط المبينة ادناه ، بان تحول الى لبنان الاموال اللازمة لتسديد النفقات المدرسية :

١) يجب على طالب التحويل ان يقدم بيانا بالنفقات المدرسية ، صادرا عن رئيس المعهد العلمي الذي طلب تحويل المال اليه ، ومصادقا عليه من قبل السلطات اللبنانية . ويجب ان يصدق على توقيع هذه السلطات قنصل فرنسا في المنطقة التي توجد فيها المدرسة . ويمكن تسديد هذه النفقات مسبقا عن السنة المدرسية بكاملها ، على ان تبرز فيما بعد فواتير مسددة تثبت صحة استعمال الاموال التي سمح بتحويلها . وفي حالة عدم تقديم هذه الاثباتات لا يسمح بتحويل اية سلفة فيما بعد .

٢) يجب على طالب التحويل ان يقدم تصريحا يعلن فيه ان ليس لديه في لبنان موارد كافية لتغطية النفقات المشار اليها .

٣) يسمح بتغطية النفقات المدرسية للفروع من الدرجة الاولى فقط ، ولا يسمح بتغطية نفقات غيرهم الا اذا اثبت طالب التحويل ، بشهادة صادرة عن السلطات اللبنانية

légalisé par le Consul de France .

— que l'enfant bénéficiaire est orphelin de père,

qu'il est, à charge exclusive de la personne (grand-père, oncle, frère) qui sollicite le transfert

d) — Le montant maximum du transfert susceptible d'être autorisé par élève et par an sera limité à

i) pour les élèves *internes*, tant pour les frais de scolarité proprement dits que de pension ensemble

à 1 200 livres libanaises pour les études primaires,

à 1 500 livres libanaises, pour les études secondaires

à 2 400 livres libanaises, pour les études universitaires

ii) Pour les élèves *externes*

Aux frais de scolarité proprement dits, à l'exclusion des frais de pension et de toute autre dépense. Les élèves externes pourront par ailleurs bénéficier des envois de secours normalement autorisés, mais sans que le total des sommes reçues par eux de ces deux chefs puisse être supérieur aux transferts dont bénéficient les élèves internes

ومصادق عليها من قبل قنصل فرنسا :

ـ ان التلميذ الذي سيستفيد من التحويل يتيم الاب .

ـ انه في عهدة طالب التحويل دون سواه (الجد او العم او الخال او الاخ .

٤) ان الحد الاعلى للمبالغ التي يرخص بتحويلها سنويا لكل طالب ، هو :

ا) للطلاب الداخليين ، لقاء نفقات الدراسه والسكن والاعاشه معاً

ـ ١٬٢٠٠ ليرة لبنانيه للدروس الابتدائية .

ـ ١٬٥٠٠ ليرة لبنانية للدروس الثانويه .

ـ ٢٬٤٠٠ ليرة لبنانيه للدروس العليا ؛

ب) للطلاب الخارجيين .

تقتصر التحويل على نفقات الدراسه وحدها دون نفقات السكن والاعاشة واية نفقات اخرى . غير انه يحق للطلاب الخارجيين ان يستفيدوا من الاعانات العائلية المرخص بها ، على الا يتجاوز مجموع ما يصلهم من هذه الاعانات ومن نفقات الدراسه ، المبالغ التي تحول الى الطلاب الداخليين .

e) — Les frais de scolarité dont le transfert sera demandé devront être compatibles avec la situation personnelle du demandeur

C) Autoriser, moyennant les justifications d'usage, les transferts de fonds à destination du Liban relatifs au règlement par des Libanais résidant dans l'Union Française, de primes d'assurances ou de frais de justice, à condition que les donneurs d'ordre justifient qu'ils ne possèdent pas, au Liban, de ressources leur permettant d'opérer sur place le règlement des frais en question.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

Ministère des
Affaires Etrangères
de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'accord conclu en date de ce jour et à la Convention intervenue le 19 avril 1944 entre le Gouvernement Syrien, le Gouvernement Libanais, la Délégation Générale et la Banque de de Syrie et du Liban, Institut d'Emission, je vous prie de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement Libanais considère

هـ) ان نفقات الدراسه التي يطلب تحويلها ، يجب ان تكون متناسبة ووضع طالب التحويل .

ج) السماح ، في حالة تقديم الاثباتات اللازمه ، بان تحول الى لبنان المبالغ التي يحتاج اليها اللبنانيون المقيمون في اراضي الاتحاد الفرنسي لدفع اقساط ضمان ونفقات قضائية، على ان يثبتوا ان ليس لديهم مورد في لبنان يسمح لهم بان يسددوا محليا هذه النفقات .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

وزارة الخارجيه الفرنسية

باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

بالاشارة الى الاتفاق المعقود بتاريخ هذا اليوم ، والى الاتفاق المعقود في ١٩ نيسان سنة ١٩٤٤ بين الحكومة السورية ، والحكومه اللبنانيـة ، والمندوبية العامة ، ومصرف سوريا ولبنان بصفته مؤسسه الاصدار ، ارجو التأكد ان الحكومه اللبنانيه

que la dénonciation du dernier paragraphe de cette Convention, notifiée par la Banque de Syrie et du Liban au Ministère des Finances par lettre du 10 Septembre 1946, est valable, et qu'en conséquence les risques de change qu'avait acceptés cet établissement sur les avoirs qu'il détient en sa qualité d'Institut d'Emission et de gestionnaire de l'Office des Changes Syro-Libanais sont bien assumés par le Liban.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

تسلم بنقض الفقرة الاخيرة من اتفاق نيسان ١٩٤٤ ، وقد تولى مصرف سوريا ولبنان تبليغه الى وزارة المالية بكتاب مؤرخ في ١٠ ايلول سنة ١٩٤٦، وانها لتتحمل نتائج تقلبات القطع ، التي سبق لمصرف سوريا ولبنان ان قبل بتحملها عن الاموال الموجودة في حوزته بصفته مؤسسة الاصدار ومكلفا بادارة مكتب القطع السوري اللبناني .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

Ministère des Affaires Etrangères de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement Français est d'ores et déjà disposé à délivrer à tous les importateurs qui en feront la demande des licences permettant d'acheter au Liban au cours des six prochains mois des agrumes pour un montant total de 300 millions de francs.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

اتشرف بابلاغكم ان الحكومة الفرنسية مستعدة منذ الان لتمنح التجار الذين يطلبون ذلك ، رخصا تخولهم ان يشتروا حمضيات من لبنان، في خلال الاشهر الستة القادمة، بمبلغ اجمالي مقداره ٣٠٠ مليون فرنك

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

Ministère des
des Affaires Etrangères
de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement Français accepte de modifier le montant des indemnités de licenciement qui ont été versées par les autorités militaires françaises aux employés civils libanais ayant bénéficié d'un contrat de travail de ces autorités, de manière à le porter à 30 jours de salaire par année de service depuis juillet 1941

Dans un délai de 2 mois à compter de la signature de la présente lettre, le Gouvernement Libanais fera tenir au Gouvernement Français les listes nominatives des intéressés par services, faisant ressortir les noms et indications propres à l'identification des demandeurs, la durée des services invoqués à l'appui de la demande, les dates d'admission et de licenciements, les établissements où les services ont été accomplis. Ces pièces justificatives devront être certifiées conformes par les autorités libanaises.

En vue du règlement immédiat de ce complément d'indemnité, le Gouvernement Français accepte de laisser, dès l'entrée en vigueur de l'accord signé en date de ce

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

اتشرف بابلاغكم ان الحكومة الفرنسية تقبل تعديل مقدار تعويضات الصرف من الخدمة التي دفعتها السلطات العسكرية الفرنسية للمستخدمين المدنيين اللبنانيين الذين كانوا مرتبطين معها بعقد عمل، بحيث يصبح التعويض عن كل سنة خدمة ، منذ شهر تموز ١٩٤١ ، معادلاً راتب ثلاثين يوما

وعلى الحكومة اللبنانية ان تقدم للحكومة الفرنسية ، في مهلة شهرين من تاريخ التوقيع على هذا الكتاب ، جداول باصحاب العلاقة مبوبة حسب المصالح التي كانوا ينتمون اليها ، على ان تذكر في هذه الجداول الاسماء والمعلومات التي تسمح بالتثبت من شخصية مقدمي الطلبات ، ومدة الخدمات التي يطلب عنها التعويض ، وتاريخ دخول الخدمة والصرف منها ، والمؤسسات التي تمت فيها الخدمة . ويجب ان تقترن هذه الاوراق الثبوتية بتصديق السلطات اللبنانية .

ولكي يتم دفع هذه التعويضات الاضافية في الحال ، تقبل الحكومة الفرنسية بان تضع تحت تصرف

jour, à la disposition du Gouvernement Libanais, une somme de trois millions de livres libanaises qui sera déduite de la créance française sur le Liban telle qu'elle est définie à l'article 9 de l'accord de ce jour.

Lorsque seront terminées les opérations de paiement par les soins des autorités libanaises et la vérification des dossiers par les autorités françaises, il sera procédé, d'un commun accord entre les deux Gouvernements, à un ajustement du montant de la somme consignée par le Gouvernement Français comme il est dit ci-dessus.

Si cet ajustement donne lieu à un reversement du Gouvernement Libanais au Gouvernement Français, la première des échéances prévues à l'article 9 précité, qui suivra la date de l'ajustement sera majorée du montant de celui-ci

Si au contraire cet ajustement donne lieu à un versement supplémentaire du Gouvernement Français au Gouvernement Libanais, la première des échéances prévues à l'article 9 précité, qui suivra la date de l'ajustement, sera diminuée du montant de celui-ci

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération

BIDAULT

الحكومة اللبنانية ، منذ وضع الاتفاق المعقود بتاريخ اليوم موضع التنفيذ ، مبلغا قدره ثلاثة ملايين ليرة لبنانية تحسم من الديون الفرنسية على لبنان كما هي محددة في المادة التاسعه من الاتفاق المذكور .

وعندما تنجز السلطات اللبنانيه عمليات الدفع وتنتهي السلطات الفرنسيه من تدقيق الملفات ، تتفق الحكومتان على تسوية المبلغ الذي خصصته الحكومه الفرنسيه بهذه الغاية ، كما هو مبين اعلاه .

فاذا اوجبت هذه التسوية على الحكومه اللبنانيه ان ترد مبلغا ما الى الحكومة الفرنسية ، فان هذا المبلغ يضاف الى اول قسط يستحق بعد تاريخ اجراء التسوية ، عملا بالمادة التاسعه الانفه الذكر

اما اذا اوجبت التسوية على الحكومة الفرنسية ان تدفع مبلغا اضافيا الى الحكومة اللبنانية ، فان قيمة هذا المبلغ تحسم من اول قسط يستحق بعد تاريخ اجراء التسويه ، عملا بالمادة التاسعة الانفة الذكر .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu me faire savoir qu'au cas où le Gouvernement Syrien n'adhérerait pas à l'accord financier franco-libanais signé en date de ce jour ou à un accord analogue, et où la balance des paiements entre le Liban et la Syrie serait déficitaire pour le Liban, celui-ci pourrait se trouver obligé de payer en devises autres que la livre libanaise ou le franc des produits essentiels originaires de Syrie, que la zone franc ne pourrait lui fournir aux même prix.

Dans l'éventualité où les circonstances ci-dessus exposées se trouveraient réalisées, le Gouvernement Français accepterait que la proportion et les délais prévus à l'article 2, paragraphe 2, deuxième alinéa de l'accord fussent révisés par entente mutuelle entre les Parties Contractantes, d'une manière conforme à l'esprit général de l'accord en date de ce jour.

Toutefois, ces cessions ne pourront avoir pour effet de porter la partie du compte ancien No. 2 utilisable pour des achats de devises européennes à une fraction supérieure aux 3/5 du total.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

تفضلتم بابلاغي انه في حالة عدم انضمام الحكومة السورية الى الاتفاق المالي الفرنسي اللبناني المعقود بتاريخ هذا اليوم ، او الى اتفاق مماثل له ، وفي حالة وقوع لبنان بعجز في ميزان المدفوعات بينه وبين سوريه ، فان لبنان قد يجد نفسه مضطرا الى ان يدفع بغير الليرة اللبنانية او الفرنكات ثمن بعض المواد الضرورية الواردة من سوريا ، التي قد لا تتمكن منطقة الفرنك من ان تقدمها له بذات الاسعار

فاذا وقعت هذه الاحتمالات بالفعل ، فان الحكومة الفرنسية تقبل بان يعاد النظر ، بالاتفاق بين الحكومتين ، بالنسبة والمهل المحدده في الفقرة الثانية من المادة الثانيه من الاتفاق ، بصورة تلائم روح الاتفاق العام .

على انه لا يجوز ان تؤدي هذه الحالة الى جعل النسبة المخصصة من الحساب القديم رقم ٢ لشراء القطع الاوروبي ، تفوق ثلاثة اخماس المجموع

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

Ministère des
Affaires Etrangères
de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre

A l'occasion de la signature de l'accord en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que rien n'est modifié en ce qui concerne les engagements antérieurement pris par le Gouvernement Français au titre des allocations de devises au Liban pour le troisième trimestre 1947.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération

BIDAULT

وزاره الخارجيه الفرنسيه

باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

بمناسبة توقيع الاتفاق بتاريخ هذا اليوم ، اتشرف بالتأكيد انه لم يتبدل شيء في التعهدات التي سبق ان اتخذتها الحكومة الفرنسية بشأن تقديم القطع الى لبنان في الاشهر الاخيرة لعام ١٩٤٧ .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

Ministère des
Affaires Etrangères
de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre

Me référant à l'accord en date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement Français considère le chiffre de 8 milliards porté à l'article 2 de cet accord comme provisoire. Lorsque sera connue la répartition exacte entre la Syrie et le Liban des avoirs en France de la Banque de Syrie et du Liban, à la date de signature

وزاره الخارجية الفرنسية

باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

بالاشاره الى الاتفاق المعقود بتاريخ هذا اليوم ، اتشرف باحاطتكم علما ان الحكومة الفرنسية تعتبر ان مبلغ الثمانية مليارات الوارد ذكره في المادة الثانية من هذا الاتفاق ، هو مبلغ موقت ، وان المبلغ المقيد للحساب القديم رقم ١ سيسوى بصورة نهائية عندما تعرف بالضبط نسبة التوزيع بين سوريا ولبنان للمركزات الموجودة

du présent accord, le crédit du compte ancien No. 1 sera ajusté définitivement.

Le montant en francs à porter au crédit du compte ancien No. 1 à la date de la signature sera alors fixé de telle sorte que ce montant soit par rapport au chiffre de 16 milliards dans la même proportion que le montant des des avoirs libanais en francs de la Banque de Syrie et du Liban par rapport au chiffre total des avoirs en francs de cette Banque en couverture de la monnaie libanaise et syrienne et au compte «Institut d'Emission» à la date du 24 janvier au soir.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

في مصرف سوريا ولبنان تاريخ التوقيع على هذا الاتفاق .

ويحدد عندئذ المبلغ الواجب قيده بالفرنكات ، في تاريخ التوقيع ، للحساب القديم رقم ١ ، بحيث تصبح نسبته الى مبلغ الستة عشر مليارا معادلة لنسبة الموجودات اللبنانية بالفرنكات في مصرف سوريا ولبنان الى مجموع موجودات هذا المصرف بالفرنكات التي كانت مقيدة في مساء ٢٤ كانون الثاني كتغطية للعملة اللبنانية والسورية في حساب «مؤسسة الاصدار» .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

Ministère des Affaires Etrangères de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour dont je reprends ci-après les termes

«Le Gouvernement Libanais considérant qu'en raison de la fin du Mandat et de la proclamation

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

اتشرف بالافادة أني تسلمت كتابكم المؤرخ في هذا اليوم ، الذي اثبت نصه فيما يلي :

«نظرا للفائدة التي قد تحصل ، بعد انتهاء الانتداب واعلان استقلال لبنان ، من ادخال بعض التعديلات

de l'indépendance libanaise, il peut y avoir intérêt à apporter certains aménagements aux actes et annexes qui régissent les concessions des sociétés françaises ou à capital français exerçant sur son territoire, ainsi qu'aux textes qui en précisent les modalités d'application, se propose d'entamer des conversations avec chacune de ces sociétés dans l'esprit des pourparlers déjà engagés à cet effet.

Ces conversations auront pour objet de rechercher de façon contractuelle et dans le cadre de la législation actuellement existante, une solution de nature à permettre au Gouvernement libanais de soumettre à l'approbation du Parlement les aménagements dont il s'agit.

Jusqu'à la mise en application de ces aménagements, les actes, annexes et textes qui régissaient les concessions de ces sociétés au 1er janvier 1944 demeureront en vigueur.

Le présent Modus Vivendi est lié aux diverses dispositions de l'accord en date de ce jour»

En vous donnant l'accord du Gouvernement Français sur la teneur de cette lettre, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

على نصوص العقود واللاحق التي تخضع لها امتيازات الشركات الفرنسية أو الشركات ذات الرساميل الفرنسية العاملة في لبنان ، وعلى النصوص التي تحدد كيفية تطبيق هذه الامتيازات ، فان الحكومة اللبنانية تعتزم الدخول في مباحثات مع كل من هذه الشركات ، بالروح التي سيطرت على المباحثات الجارية سابقا بهذا الصدد .

«وسيكون هدف هذه المفاوضات التوصل ، بطريقة تعاقدية ، وفي نطاق التشريع النافذ حاليا ، الى حل يسمح للحكومة اللبنانية بان تطلب موافقة البرلمان اللبناني على التعديلات المشار اليها .

«وريثما توضع هذه التعديلات موضع التنفيذ ، فان العقود ، واللاحق ، والنصوص التي كانت تخضع لها امتيازات هذه الشركات بتاريخ اول كانون الثاني ١٩٤٤ ، تظل نافذة المفعول .

« ان هذا التدبير الموقت Modus vivendi مرتبط بسائر احكام الاتفاق الموقع بتاريخ هذا اليوم . »

ابلغكم موافقة الحكومة الفرنسية على مضمون هذا الكتاب .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

Beyrouth, le 13 Février 1948

Monsieur le Ministre,

Votre Excellence a bien voulu me faire demander de préciser certaines modalités d'application de l'article 7 de l'accord franco-libanais du 24 janvier dernier.

D'ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il a toujours été dans les intentions de celui-ci et qu'il est conforme aux entretiens que ses négociateurs ont eus avec vous à Paris de considérer que le Gouvernement Libanais aura la possibilité de disposer de la totalité des sommes portées au crédit du compte ancien No. 2 à l'expiration du dit accord. Il ne voit donc aucun inconvénient à préciser qu'au cas où il existerait encore à cette époque certaines restrictions de change le Gouvernement Libanais aurait la faculté de disposer sur une période de deux ans et par tranches annuelles approximativement égales, de la totalité du reliquat dont il s'agit, à raison de 50% pour des achats de marchandises dans la zone franc et de 50% pour des achats de devises européennes.

J'ajoute que conformément au texte même de l'article 7 la garantie prévue à l'article 5 continuera d'avoir son plein effet jusqu'à la liquidation totale des avoirs portés au compte No. 2.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Armand Du CHAYLA

بيروت في ١٣ شباط سنة ١٩٤٨

معالي الوزير ،

لقد رغبتم الى توضيح بعض وجوه تطبيق المادة السابعة من الاتفاق الفرنسي اللبناني المعقود في ٢٤ كانون الثاني المنصرم .

بأمر من حكومتي ، أتشرف باعلامكم ان الحكومة الفرنسية كانت ولا تزال تقصد ، وفقا للمحادثات التي جرت بينكم وبين مفاوضيها في باريس ، ان في وسع الحكومة اللبنانية ان تتصرف ، في نهاية الاتفاق المذكور بكامل المبالغ المقيدة للحساب القديم رقم ٢ . بناء عليه ، لا ترى الحكومة الفرنسية مانعا من الايضاح انه يحق للحكومة اللبنانية ، في حالة بقاء بعض قيود على القطع في ذلك التاريخ ، ان تتصرف بكامل الرصيد المذكور على مدة سنتين وبقسطين سنويين متساويين تقريبا ، وذلك بنسبة ٥٠ بالمائة لشراء بضائع من منطقة الفرنك ، و٥٠ بالمائة لشراء قطع اوروبي .

واضيف اني من جهتي ، وفقا لنص المادة السابعة ، ان الضمانة المنصوص عليها في المادة الخامسة ستظل سارية المفعول الى ان تتم تصفية المبالغ الواردة في الحساب القديم رقم ٢ .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام .

ارمان دي شاسلا

PROTOCOLE EXPLICATIF

Le Gouvernement de la République Française
et
Le Gouvernement de la République Libanaise

désireux d'éviter toute divergence sur l'interprétation de l'accord monétaire et financier qu'ils ont conclu le 24 janvier 1948, sont convenus de joindre au dit Accord le présent Protocole explicatif

ARTICLE PREMIER. — Aux termes du Paragraphe 2 de l'article 9, la somme de Vingt millions de livres libanaises, représentant le total des créances françaises sur le Gouvernement Libanais, sera remboursée par ce dernier au moyen de cinq prélèvements égaux sur le compte ancien no. 1, le 30 juin de chacune des années 1949, 1950, 1951 1952, 1953

Il va de soi que ces délais ne sont que des facilités et qu'ils n'enlèvent nullement au Gouvernement libanais la faculté de se libérer de sa dette par anticipation en tout ou en partie

ARTICLE DEUXIEME. — Au sujet du paragraphe no. 2 de l'article 2, il est expliqué

a) — que la fixation au 1er janvier 1953 de la date à partir de laquelle peuvent être effec-

بروتوكول ايضاحي

ان حكومة الجمهورية اللبنانية وحكومة الجمهورية الفرنسية، رغبة منهما في اجتناب كل اختلاف على تفسير الاتفاقية النقدية والمالية المعقودة بينهما في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨، قد اتفقتا على ضم هذا البروتوكول الايضاحي الى الاتفاقية المذكورة .

المادة ١ — تنص الفقرة الثانية من المادة التاسعة على أن يسدد مبلغ العشرين مليون ليرة لبنانية، وهو مجموع الديون المترتبة على الحكومة اللبنانية، اخذا من الحساب القديم رقم ١ على خمسة اقساط متساوية تستحق في ٣٠ حزيران من كل من السنوات ١٩٤٩، ١٩٥٠، ١٩٥١، ١٩٥٢، ١٩٥٤

وبديهي ان هذه المهل ليست سوى تسهيلات وانها لا تحرم الحكومة اللبنانية من حقها في التحرر مسبقا من كامل دينها او من جزء منه

المادة ٢ — فيما يختص بالفقرة رقم ٢ من المادة ٢ صرح

أ — ان التاريخ الذي يمكن ان تبدأ فيه التحولات من الحساب القديم رقم ١ الى الحساب الجديد

tués les virements du compte ancien no. 1 au compte nouveau no. 3 est en corrélation avec les délais stipulés à l'article 9 pour le règlement des créances françaises. En conséquence, si le Gouvernement libanais usait de la faculté indiquée à l'article précédent du présent Protocole de se libérer de sa dette par anticipation, les virements en question pourraient commencer dès l'année au cours de laquelle le règlement total des créances françaises aura été effectué ;

b) — que le préavis de trois mois est simplement une condition destinée à faciliter les prévisions de trésorerie du Gouvernement français et ne saurait être l'occasion d'une contestation ou d'une discussion, de quelque nature que ce soit, sur le droit absolu du Gouvernement libanais d'obtenir le virement annuel, au compte nouveau no. 3, du dixième de la somme initiale inscrite au compte ancien no. 1

ARTICLE TROISIEME. — Le paragraphe no. 3 de l'article 2 laisse aux Parties la faculté de procéder, dans certains cas, à des virements du compte no. 1 au compte no. 3 pour des montants excédant les montants fixés par le paragraphe no. 2 du même article.

رقم ٣ خلال اول كانون الثاني ١٩٥٣ استحقاقا والمهل المحدده في المادة ٩ لتسديد الديون المتوجبه للحكومة الفرنسية . بناء عليه يمكن — فيما اذا استعملت الحكومة اللبنانية حقها في التحرر مسبقا من دينها وفقا لمنطوق المادة السابقة من هذا البروتوكول — ان تبدأ التحويلات المذكوره اعتبارا من السنة التي تكون الديون المتوجبه لحكومة الفرنسية قد سددت خلالها بكاملها .

ب) ان الاعلام الذي يقدم قبل ثلاثة اشهر هو مجرد شرط الغاية منه ان يسهل على الخزينة الفرنسية اخذ احتياطاتها ولا يمكن ان يؤدي الى نزاع او جدل من اي نوع كان حول حق الحكومة اللبنانية المطلق بالحصول على التحويل السنوي الى الحساب الجديد رقم ٣ لعشر المبلغ الاساسي المقيد بحساب القديم رقم ١ .

المادة ٣ — الفقرة رقم ٣ من المادة ٢ تترك للفريقين ، في بعض الحالات ، الحق في تحويل مبالغ تفوق المبالغ المحدده في الفقرة رقم ٢ من المادة نفسها من الحساب رقم واحد الى الحساب رقم ٣ .

Se réferant à l'article 19 de l'Accord, les Parties déclarent qu'il y a lieu, à la faveur des autres dispositions de l'accord et notamment, du titre III et de l'article 18, d'interpréter dans un sens large les mots «intérêt» «toute autre raison» qui figurent au paragraphe no. 3 de l'article 2

A titre d'exemple, il y aurait «intérêt» à dépasser le montant des virements au compte no. 3 prévu par le paragraphe no. 2 au cas où, le compte no. 2 étant épuisé, le compte no. 3 se trouverait en déficit

ARTICLE QUATRIEME.— Au sujet du paragraphe no. 2 de l'article 3, il est précisé que les délais prévus pour les achats de devises européennes autres que le franc français ne dépasseront une année, à compter de l'entrée en vigueur de l'accord, que si les deux Parties le jugent opportun

ARTICLE CINQUIEME. — Le mot «éventuellement» du paragraphe no 3 de l'article 3 implique que le Liban peut, à tout moment, faire procéder aux virements visés

ARTICLE SIXIEME. — Le paragraphe 2 de l'article 14 n'a d'autres sens que le suivant : un résidant de l'un des deux Pays contractants ne peut s'engager

فالفريقان يصرحان ـ بناء على المادة ١٩ من الاتفاقية ، واستناداً الى سائر احكام الاتفاقية ولا سيما الباب الثالث والمادة ١٨ ـ بأن كلمة «فائدة» وعبارة «لاي سبب آخر» الواردتين في الفقرة رقم ٣ من المادة ٢ يجب ان تفسرا تفسيراً رحباً .

وعلى سبيل المثال ، يكون هنالك «فائدة» في تجاوز مقدار التحويلات الى الحساب رقم ٣ المبين في الفقرة رقم ٢ اذا كان الحساب رقم ٢ قد نفد وكان الحساب رقم ٣ في عجز .

المادة ٤ ـ فيما يختص بالفقرة رقم ٢ من المادة ٣ يوضح بان المهل التي يتم فيها شراء عملات اوروبية غير الفرنك الفرنسي لن تتجاوز سنة واحدة ابتداء من وضع الاتفاقية موضع التنفيذ ، الا اذا رأى الفريقان ذلك .

المادة ٥ ـ ان كلمة «قد» الواردة في الفقرة رقم ٣ من المادة ٣ تعني ان باستطاعة لبنان اجراء التحويلات المشار اليها في اي وقت كان .

المادة ٦ ـ ان الفقرة ٢ من المادة ١٤ لا يمكن تفسيرها الا كما يلي : ان المقيم في احد البلدين المتعاقدين لا يمكنه ان يتعهد بتحويل مبلغ من البلد

envers un résidant de l'autre pays ou accepter de lui un engagement en une autre monnaie que le franc français ou la livre libanaise, s'il n'y est autorisé par l'organisme de contrôle des changes de son propre Gouvernement.

ARTICLE SEPTIEME. — Le nouveau Protocole prévu à l'article 20 consacrera l'autonomie du Contrôle des Changes libanais.

FAIT à Beyrouth, en double exemplaire, le 28 septembre 1948./

Le Ministre de France
Envoyé Extraordinaire et
Plénipotentiaire de la
République Française

Armand Du CHAYLA

Le Ministre des
Affaires Etrangères de la
République Libanaise

Hamid FRANGIE

PROTOCOLE

Se référant à l'article 20 de l'accord franco-libanais du 24 janvier 1948 et en vue de faciliter l'application du dit accord les deux Parties contractantes ont convenu de ce qui suit

Article 1 — Le Protocole en date du 19 avril 1944 réglant le statut du Contrôle des Changes est annulé.

الاخر او ان يقبل منه تعهدا بعملة غير الفرنك الفرنسي او الليرة اللبنانية، الا اذا اجاز له ذلك مكتب مراقبة قطع في حكومته .

المادة ٧ — ان البروتوكول الجديد المذكور في المادة ٢٠ سيثبت استقلال مراقبة القطع اللبنانية .

وضع على نسختين في بيروت في ٢٨ ايلول ١٩٤٨

وزير فرنسا
المندوب فوق العادة والمفوض
للجمهورية الفرنسية

ارمان دي شايلا

وزير خارجية الجمهورية
اللبنانية

حميد فرنجيه

بروتوكول

بالاشارة الى المادة ٢٠ من الاتفاقية اللبنانية — الفرنسية المؤرخة في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨ وتسهيلا لتطبيق هذه الاتفاقية اتفق الفريقان المتعاقدان على ما يلي

المادة ١ — ان البروتوكول المؤرخ في ١٩ نيسان ١٩٤٤ المتعلق بنظام مراقبة القطع .

Article 2. — Chacun des deux Gouvernements désignera des représentants à une commission mixte qui sera chargée :

a) d'étudier toutes les questions que pourra soulever l'application de l'accord du 24 janvier 1948 et d'assurer la mise en œuvre des échanges de renseignements prévus par l'article 19 dudit accord.

b) de mettre au point les mesures d'exécution qui devront, dans le cadre de l'accord du 24 janvier 1948, être prises d'un commun accord par les deux Gouvernements.

Article 3. — Les travaux de cette commission feront à chacune de ses réunions l'objet d'un procès-verbal qui sera communiqué aux deux Gouvernements

Beyrouth, le 16-12-1948

Le Ministre des
Affaires Étrangères
de la République Libanaise

Hamid FRANGIE

Pr. le Ministre de France
au Liban
Le Conseiller de la Légation

المادة ٢ ــ يعين كل من الحكومتين ممثلين عنها في لجنة مشتركة مهمتها

أ) دراسة جميع المسائل التي يمكن ان تنشأ عن تطبيق اتفاقية ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨ وتأمين تطبيق تبادل المعلومات المشار اليها في المادة ١٩ من الاتفاقية المذكورة .

ب) تنظيم التدابير التنفيذية التي يجب ان تؤخذ بالاتفاق بين الحكومتين ضمن نطاق اتفاقية ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

المادة ٣ ــ تدون اعمال هذه اللجنة عند كل اجتماع في محضر يبلغ الى الحكومتين .

بيروت في ١٦ كانون الاول ١٩٤٨

وزير الخارجية في الجمهورية اللبنانية

حميد فرنجية

عن وزير فرنسا المفوض في لبنان
مستشار المفوضية

PROCES VERBAL D'ECHANGE DES RATIFICATIONS SUR L'ACCORD MONETAIRE FRANCO-LIBANAIS SIGNE A PARIS LE 24 JANVIER 1948.

Monsieur AHMED BEY DAOUK, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Liban, s'est présenté aujourd'hui au Ministère des Affaires Etrangères pour procéder avec le Ministre Français des Affaires Etrangères représenté par Monsieur CHAUVEL, Ambassadeur de France, Secrétaire Général, Commandeur de la Légion d'Honneur à l'échange des ratifications sur l'Accord monétaire Franco-libanais signé à Paris le 24 janvier 1948.

Les instruments ayant été après examen, trouvés en bonne et due forme, ont été échangés.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont dressé le présent Procès-Verbal qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

FAIT A PARIS, en double exemplaire, le Mardi 15 Février 1949 à 17 heures

cachet

AHMED DAOUK

P. CHAUVEL

GRANDE-BRETAGNE

بريطانيا العظمى

ACTES DIPLOMATIQUES
LIBAN
GRANDE BRETAGNE

AVANT NOVEMBRE 1943

- 24 Avril 1920 — San Remo
  ACCORD FRANCO-ANGLAIS SUR LES PETROLES

  (AD — p. 183)

- 12 Juin 1928
  ACCORD POSTAL

  (Echange de mandats-postes)

  Arrêté 2249 du 7 Décembre 1928 publiant [illegible] accord
  J.O. 1928 p. 218 [illegible]
  1928 no. 2215

- 1 Octobre 1932
  PROTOCOLE FRANCO-ANGLO-IRAKIEN SUR LES PETROLES

  (AD — p. 189)

- 16 Juillet 193[illegible] — Paris
  ACCORD POSTAL

  (Echange direct de mandats-postes)

  Arrêté 73 LR du [illegible] Avril 193[illegible] publiant [illegible] exécution [illegible] accord et fixant la date de mise en vigueur de cet échange

اتفاقات دولية

بين لبنان وبريطانيا العظمى

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- ٢٤ نيسان ١٩٢٠ ـ سان ريمو
  اتفاق فرنسي-بريطاني بشأن البترول

  (ود. ص ١٨٣)

- ١٢ حزيران ١٩٢٨
  اتفاق بريدي

  (مبادلة الحوالات البريدية)

  ـ قرار رقم ٢٢٤٩ تاريخ ٧ كانون الاول ١٩٢٨
  نشر هذا الاتفاق
  ج.ر. ١٩٢٨ ص. ٢١٨ ـ [illegible] ١٩٢٨
  عدد ٢٢١٥

- ١ تشرين الاول ١٩٣٢
  بروتوكول فرنسي ـ بريطاني ـ عراقي بشأن البترول

  (ود. ص. ١٨٩)

- ١٦ تموز ١٩٣٥ ـ باريس
  اتفاق بريدي

  (مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)

  قرار رقم ٧٣ ل.ر تاريخ [illegible] ١٩٣٥ [illegible] هذا الاتفاق ووضعه موضع التنفيذ وعين تاريخ [illegible] المبادلة

● **26 Octobre 1938 — Paris**
ACCORD POSTAL

(Echange direct de colis postaux)

Arrêté 170/LR du 19 Décembre 1938 publiant, mettant à exécution cet accord et fixant la date d'entrée en vigueur de cet échange

● **٢٦ تشرين الاول ١٩٣٨ — باريس**
اتفاق بريدي

(مبادلة مباشرة للطرود البريدية)

قرار ١٧٠/ل ر تاريخ ١٩ كانون الاول ١٩٣٨
ينشر هذا الاتفاق ويضعه موضع التنفيذ ويعين تاريخ مباشرة المبادلة

● **24 Janvier 1941**
ACCORD COMMERCIAL

(Versements des dettes commerciales et déclarations de créances)

Arrêté 13/LR du 24 Janvier 1941 relatif à la déclaration de ces dettes et créances

● **٢٤ كانون الثاني ١٩٤١**
اتفاق تجاري

(دفع الديون التجارية والتصريح بها)

قرار ١٣/ل ر تاريخ ٢٤ كانون الثاني ١٩٤١ يتعلق بالتصريح عن هذه الديون

● **10 Mars 1943**
PROTOCOLE LIBANO-ANGLO-FRANCO-SYRIEN

Arrêté 120/FC du 10 Mars 1943, abrogeant l'arrêté 220/FL du 21 Avril 1942 et ratifiant ce protocole

● **١٠ آذار ١٩٤٣**
بروتوكول لبناني — بريطاني—فرنسي سوري

قرار ١٢٠/ف م تاريخ ١٠ آذار ١٩٤٣
يلغي القرار ٢٢٠ ف ل تاريخ ٢١ نيسان ١٩٤٢ ويصدق هذا البروتوكول

APRES NOVEMBRE 1943

● **25 Janvier 1944**
ACCORD FINANCIER LIBANO-ANGLO-FRANCO SYRIEN

(Taux de change de la livre sterling)

(V. France)

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

● **٢٥ كانون الثاني ١٩٤٤**
اتفاق مالي لبناني — بريطاني — سوري

(بشأن قيمة الليرة الاسترلينية)

راجع فرنسا

- 20 Novembre 1946
  CONTRAT D'ACHAT DE LA LIGNE DE CHEMIN DE FER TRIPOLI-NAKOURA

- ٢٠ تشرين الثاني ١٩٤٦
  اتفاق شراء خط طرابلس – الناقورة الحديدي

- 22 Janvier - 21 Juin 1947
  ECHANGE DE LETTRES
  SUR LA SUPPRESSION DES TRIBUNAUX MIXTES

- ٢٢ كانون الثاني – ٢١ حزيران ١٩٤٧
  مبادلة رسائل
  بشأن الغاء المحاكم المختلطة

- 20 Juin - 26 Aout 1949 —
  Londres - Beyrouth
  ACCORD POSTAL
  (Echange de mandats-postes)

- ٢٠ حزيران – ٢٦ آب ١٩٤٩
  لندن – بيروت
  اتفاق بريدي
  (مبادلة الحوالات البريدية)

- 25 Aout 1951 - Beyrouth
  ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS

- ٢٥ آب ١٩٥١ – بيروت
  اتفاق المواصلات الجوية

CONTRAT D'ACHAT DE LA VOIE FERREE RAS NAKOURA BEYROUTH — TRIPOLI

- Signé à Beyrouth le 20 Novembre 1946
- Ratification autorisée par la loi du 25 Février 1947

—

ENTRE LES SOUSSIGNES

Son Excellence Monsieur Philippe Takla, Ministre des Affaires Etrangères, dûment qualifié et agissant au nom et pour compte de la République du Liban (ci-après dénommée «La République Libanaise») d'une part ,

Et le Brigadier William Moring Hayes, C.B.E., Président du British Fixed Assets Disposals Executive, dûment qualifié et agissant au nom et pour compte du Secrétaire d'Etat pour la Guerre de Sa Majesté Britannique (ci-après dénommé «Le Gouvernement Britannique») d'autre part

Lesquels ont préalablement exposé que le Gouvernement Britannique, ayant construit la voie ferrée «Standard Gauge Railway» (ci-après dénommée «la voie ferrée») entre Ras-Nakoura—Beyrouth—Tripoli, accepte de céder ses droits sur la dite voie, le matériel roulant et les accessoires à la République libanaise aux termes et conditions ci-après

اتفاق شراء

خط الناقورة — بيروت — طرابلس الحديــــــدي

- وقع عليه في بيروت في ٢٠ تشريـــــن الثاني ١٩٤٦
- اجيز التصديق عليه بموجب قانــون ٢٥ شباط ١٩٤٧

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

ARTICLE I. — Le Gouvernement Britannique vend à la République libanaise qui accepte la voie ferrée consistant en matériel fixe, postes à signaux, équipement des signaux, ponts, voies ferrées accessoires (à l'exclusion du prolongement de la voie ferrée Zantar), voies de classement, pipe-lines depuis les voies de classements jusqu'à Beyrouth, ainsi que les appareils et installations fixes accessoires à la voie ferrée, voies d'évidement et de barrage ainsi que toutes les installations faisant partie de l'infrastructure de la dite voie et le matériel destiné à son entretien, tel que l'outillage des équipes, draisines, etc., tels qu'ils se trouvenet sur les lieux à la date du 31 octobre 1946, le tout au prix de L.L. 5.000.000 cinq millions de livres libanaises).

ARTICLE II. — La vente de la susdite voie ferrée ne comprendra pas le matériel roulant ou les

appareils et effectifs de fonctionnement.

ARTICLE III. — Le prix d'achat susdit de L.L. 5.000.000 sera payé par la République libanaise au Gouvernement britannique en 7 (sept) termes annuels égaux de L.L. 714.285 71 (Sept cent quatorze mille deux cent quatre vingt cinq livres libanaises et soixante et onze piastres), dont le premier payable le 1er jour de mars 1947 et les autres termes payables le 1er mars de chaque année suivante jusqu'au paiement total du prix d'achat

ARTICLE IV. — La voie ferrée étant vendue «en l'état», le Gouvernement Britannique décline toute responsabilité concernant l'état ou la condition du matériel fixe ou toute autre partie de la voie ferrée, ou de tout matériel ou équipement employé ou accessoire à l'usage de la voie ferrée comme il décline toute responsabilité du chef des vices de n'importe quel genre et ne donne aucune garantie quant à la solidité ou la suffisance de toute partie de la voie ferrée ou des ponts, routes ou autres équipement ou matériel s'y rattachant, pour l'usage de la voie ferrée ou pour d'autres fins. Cependant, les manques constatés par inventaire spécial contradictoire seront tous rapportés et livrés au Gouvernement libanais avant fin novembre 1946.

ARTICLE V — La République libanaise assume toute responsabilité financière et légale, présente ou à venir, du chef des terrains expropriés conformément au decret no 1948K du 4 octobre 1944 et du chef de toutes réclamations résultant ou émanant de l'expropriation ou usage de tout terrain pour les besoins de la dite voie ferrée ou des travaux accessoires à cette voie, y compris les routes voies indirectes ou detournées et les ponts, etc., et dédommagera les propriétaires et locataires.

ARTICLE VI Toutes réclamations résultat du fonctionnement de la voie ferrée, y compris les salaires du personnel ou les compensations ou indemnités (s'il en existe) à eux dûs jusques et y compris le 31 octobre 1946 (à l'exception des réclamations visées à l'article précédent), seront à la charge du Gouvernement Britannique; la République libanaise s'engage à donner toute l'assistance nécessaire pour permettre au Gouvernement britannique de liquider ces réclamations, dans le cadre des lois et réglements en vigueur.

ARTICLE VII. — Le Gouvernement libanais prendra immédiatement telles mesures qui seraient nécessaires pour l'abrogation de tous textes pouvant engager la responsabilité du Gouvernement Britannique en ce qui concerne

l'expropriation des terrains ou le paiement de toute indemnité du chef de tout terrain employé ou endommagé du fait de la construction de la voie

ARTICLE VIII. — La République libanaise aura la faculté d'acheter telle quantité de matériel roulant (locomotives et wagons) et ce, dans la limite rendue disponible par le Ministère britannique de la Guerre (en vertu du tableau ci-annexé

Le paiement se fera lors de l'achat de chaque article.

ARTICLE XIV. — Tout différend ou litige pouvant surgir entre le Gouvernement britannique et la République libanaise concernant l'interprétation ou l'exécution des clauses et conditions du présent contrat sera soumis à l'arbitrage de deux arbitres amiables compositeurs, respectivement désignés par chacune des deux parties. En cas de désaccord entre eux, les deux arbitres désigneront un surarbitre. S'il ne sont pas d'accord sur le choix du surarbitre, celui-ci sera désigné par le Chef de l'Etat libanais.

ARTICLE X. — Le présent accord ne sera définitif et exécutoire qu'après son approbation par la Chambre des députés libanaise

Fait en double, à Beyrouth, le 20 novembre 1946

ANNEXE

Ci-après détail des quantités maxima de locomotives et de matériel roulant que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique est disposé à vendre au Gouvernement libanais pour l'exploitation de la voie ferrée HBT, conformément à l'article 9 du contrat ci-dessus :

(A) *Locomotives*

10 × 2-8-0 Locomotives types LMS : (au mazout)

Numéro de Série

70579	70573
70447	70588
7050[illegible]	70396
70611	703[illegible]
70440	7030[illegible]

Prix : (Max) £ 12 30[illegible]
LLS 108,609.00 chaque
Min) £ 10 250
LLS 90.507.50

B) *Wagons*

(a) 15 wagons citernes improvisés anglais pour mazout de locomotives d'une capacité de 3500 3000 gallons

Prix : (Max) £512/10 s.
LLS 4525. 37 chaque
Min) £ 410 —
LLS 3620.30 chaque

(b) 46 wagons anglais couverts à hautes parois latérales de 40 tonnes (types HongKong

Prix : (Max) £ 717 10 s
LLS 6335.52 chaque

Min) £ 615
LLS 5430 45 chaque

(c) 47 fourgons anglais couverts de 40 tonnes types (Hong Kong)

Prix : Max) £ 768 15 s
LLS 6788.06 chaque

M n) £ 666 5 s
LLS 5882 98 chaque

[illegible]

[illegible] fourgons américains couverts de 40 tonnes

Valeur estimée à £758 10 s
LLS 6697 65 chaque

Le prix définitif devra être négocié par le Gouvernement libanais avec le U.S. Foreign Liquidation Commission. Cairo.

(d) 11 wagons anglais ouverts à hautes parois latérales de 13 tonnes (Westinghouse brake piped

Prix : (Max) £ 246 —
LLS 2172.18 chaque

Min) £ 143/10 s —
LLS 1267 10 chaque

e) 95 wagons anglais ouverts à hautes parois latérales de 13 tonnes (Hand Braked)

Prix : (Max) £ 246 —
LLS 2172 18 chaque

(Min) £ 143/10 s
LLS 1267.10 chaque

f) 10 wagons américains caboose de 18 tonnes

Valeur estimée à £ 666 5 s
LLS 5882 98 chaque

Le prix définitif devra être négocié par le Gouvernement libanais avec le U S. Foreign Liquidation Commission, Cairo.

Le Gouvernement libanais pourra choisir le matériel qui lui convient ; dans le cas où il préférerait des wagons de prêt et bail, il devrait en négocier l'achat avec le U.S. Foreign Liquidation Commission Cairo.

Philippe Takla

William Moring Hayes

ECHANGE DE LETTRES

SUR LA SUPPRESSION DES TRIBUNAUX MIXTES

● Signé à Beyrouth
le 22 Janvier et 21 Juin 1947

British Legation
22nd January, 1947

His Excellency
Henry Bey Pharaon
Lebanese Minister for
Foreign Affairs

Your Excellency

I have to honour to make, on instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom, the following proposal on the subject of the Lebanese Courts

2. His Majesty's Government in the United Kingdom, while not receding from the contention which they have always maintained that, on the abolition of the Mixed Courts, the capitulatory jurisdiction of British Consular Courts would in strict theory automatically revive until surrendered in a further agreement to be made between the two Governments, note that the Lebanese Government are not in agreement

مبادلة رسائل

بشأن الغاء المحاكم المختلطة

● وقعت في بيروت
في ٢٢ كانون الثاني ١٩٤٧

المفوضية البريطانية
٢٢ كانون الثاني ١٩٤٧

معالي هنري بك فرعون
وزير الخارجية اللبنانية

معالي الوزير

بناء على تعليمات حكومة صاحب الجلالة في المملكة المتحدة في شأن المحاكم اللبنانية اتشرف بان اقدم لكم المشروع التالي :

٢ ـ ان حكومة جلالته بسبب وجهة نظرها ، التي تمسكت بها في انه اذا ما الغيت المحاكم المختلطة فان امتيازات المحاكم القنصلية البريطانية تنبعث حكماً ـ وذلك من النظرية البحتة الى ان يتم التنازل عنها بموجب اتفاق عقد بين الحكومتين . تلاحظ ان الحكومة اللبنانية لا توافق على هذه النظرية ، ولما كانت الحكومة البريطانية لا ترغب

3. His Majesty's Government

with this theory and, far from pressing their point of view, are prepared to join with the Lebanese Government in finding a practical and final solution which will give the fullest recognition to the independence of the Lebanese judicature.

in the United Kingdom, agreeing to the abolition of the Mixed Courts as from the end of the year 1946 suggest that the cases pending before these courts should be heard in the Lebanese National Courts, but that the judges before whom they would be argued, in all degrees of jurisdiction, should be Lebanese magistrates who have had experience in the Mixed Courts and who will therefore be able finally to dispose of the cases on the bases of the existing pleandings and the interlocutory decisions already made, without the necessity of having them translated, thus ensuring continuity of procedure and jurisprudence. His Majesty's Government are convinced that the Lebanese Government will agree that this is a fair and reasonable solution of the difficulty and will allow the cases to be settled with the minimum of delay and in the general interest.

4. As regards the juridical position of British subjects in the Lebanon in the future, His Ma-

في فرض وجهة نظرها فهي مستعدة لان تشترك مع الحكومة اللبنانية في ايجاد حل عملي يضمن الاعتراف التام باستقلال القضاء اللبناني .

٣ ـ لذلك فان الحكومة البريطانية وهي تقر الغاء المحاكم المختلطة في نهاية عام ١٩٤٦ ترى ان يتولى النظر في جميع درجات المحاكمة في القضايا التي تبقى عالقة امام تلك المحاكم قضاة سابقون من ذوي الخبرة بشؤون المحاكم المختلطة يستطيعون ان ينهوا هذه القضايا على اساس المرافعات السابقة والاحكام والقرارات غير القطعية التي اتخذت في سابقها دون حاجة الى ترجمتها فيضمنون بذلك استمرار المحاكمة والاجتهاد .
والحكومة البريطانية واثقة من ان الحكومة اللبنانية ستوافقها على ان هذا الحل عادل ومعقول وانه يساعد على فصل القضايا المذكورة في اسرع وقت ممكن فصلا منطبقا على المصلحة العامة .

٤ ـ اما فيما يتعلق بمركز الرعايا

jesty's Government in the United Kingdom recognises that they will naturally come within the full jurisdiction of the National courts. At the same time His Majesty's Government are confident that the Lebanese Government will be prepared to adopt with regard to their personal status, the rule which is adopted in the majority of countries, namely that their national law should be applied to them. It is true that in the United Kingdom, and nearly all other British territories for which His Majesty's Government in the United Kingdom are responsible, it is law of the domicile rather than the law of the nationality which is applied for personal status cases. But the expression « domicile » in English law has a very special meaning and is quite distinct from the conception of residence. « Domicile refers to the place which is deemed to be a man's permanent home as opposed to the residence which he may establish for even quite a long period elsewhere. Further, every person acquires at his birth as his domicile of origin the domicile of his parents and the English courts require such strict proof that the domicile of origin has been replaced by a new domicile of choice that it is comparatively rarely that they find that the domicile of origine has been son displaced. Conse-

امر طبيعي بمقتضى سيادتها في
المسلم ان حكومة جلالته تسلم
بانه من الطبيعي خضوع هؤلاء الرعايا
لسلطة محاكم الوطنية خضوعا تاما.

وهي واثقة بأن
الحكومة اللبنانية مستعدة لان تطبق
في احوال الرعايا البريطانيين الشخصية
القاعدة المتبعة في معظم الدول اي
تطبيق قانونهم الوطني .

ان قانون محل الاقامه ـ لا القانون
الوطني ـ هو الذي يطبق على قضايا
الاحوال الشخصية في المملكة المتحدة
والممتلكات ، والاراضي التابعة لحكومة
جلالته غير ان لعبارة محل الاقامه
في القانون الانكليزي معنى غير المعنى
الذي تنطوي عليه لفظة مسكن فان
محل الاقامة بمعنى الوطن الدائم
بخلاف المسكن الذي يمكن ان يسكن
فيه الشخص مدة قد يمتد اجلها
احيانا وعلى ذلك فان كل شخص
يكتسب لدى ولادته محل اقامة اصلي
هو محل اقامة والديه. وان المحاكم
الانكليزية تتطلب براهين قاطعة
تثبت ان محل الاقامه الاصلي
قد استبدل به محل اقامة آخر ومن
النادر ان تقر تبديل محل الاقامة

quently in fact the result is that in the vast majority of ceses, a Lebanese national in the United Kingdom and the British territories refered to above will in fact be held to be domiciled in Lebanon and therefore in matters of personal statute Lebanese law would be applied to him by the courts. Acceptance of this principle would mean that with regard to all questions concerning marriage and conjugal rights divorce, judicial separation, dowry, paternity affiliation, legitimation, adoption, capacity of persons majority guardianship trusteeship and interdiction succession by will or on intestacy distribution of estates, and settlements, and in general family law British subjects in the Lebanon would be subject to their national laws, and if with respect to any of the said questions one of the parties should bring a matter before the Lebanese Courts the said Courts would have to apply the appropriate British laws. The competent British authorities will of course furnish the Lebanese Government in case of need the necessary information relative to such British laws.

5. I hope that Your Excellency will be able to communicate to me at an early date the consent of the Lebanese Government to a pratical solution of these out-

لاصلي وفي الواقع ونتيجة لما تقدم ان اللبناني المقيم في المملكة المتحدة وفي الممتلكات والاراضي البريطانية المشار اليها يعتبر محل اقامته في لبنان وتطبق المحاكم الانكليزية القانون اللبناني في القضايا المتعلقة باحواله الشخصية .

ان الاخذ بهذا المبدأ يقضي بان تطبق على الرعايا البريطانيين في لبنان قوانينهم الوطنية في القضايا المتعلقة بالزواج والحقوق الزوجية والطلاق والتفريق والمهر والابوة والالحاق وتصحيح النسب والتبني والاهلية والرشد والولاية والوصاية والحجر والارث وتوزيع التركة وتحريرها وبوجه عام في جميع القضايا المتصلة بحقوق العائلة فان تقدم احد المتقاضين من المحاكم اللبنانية بقضية تتعلق بالمسائل المذكورة فان تلك المحاكم تطبق القوانين البريطانية المرعية .

واني ارجو ان تتمكنوا معاليكم من ان تبلغوا لي في وقت قريب

بموافقة الحكومة اللبنانية لحل المسائل على الوجه المعروض أعلاه
واني أنتهز هذه الفرصة لاجدد لمعاليكم تأكيد أسمى اعتباري

م. تلبوت

standing juridical problems on the above lines.

I avail myself of the opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

M. TALBOT

معالي الوزير،

جوابا على مذكرتكم رقم [illegible] المرسلة الي بتاريخ ٢٢ كانون الثاني ١٩٤٧ في شأن المحاكم المختلطة، اتشرف باعلامكم ما يلي :

٢ — تتشرف الحكومة اللبنانية ان تأخذ علما بموافقة الحكومة البريطانية على الغاء المحاكم المختلطة في نهاية عام ١٩٤٦ .

٣ — ان الحكومة اللبنانية نزولا عند المصلحة العامة وتلافيا لكل تأخير واقتصادا في النفقات وتوصلا الى الفصل فصلا نهائيا بالقضايا العالقة امام المحاكم المختلطة مستعدة ، بصورة استثنائية وموقتة لان تعمل بالاقتراح الوارد في مذكرتكم بان يتولى النظر والفصل في تلك القضايا قضاة لبنانيون دون [illegible] المحاكم المختلطة .

٤ — اما فيما يتعلق باحوال الرعايا البريطانيين الشخصية فان الحكومة اللبنانية على استعداد ايضا للأخذ بالمبدأ المقرر في القانون الدولي الخاص والذي تمشي عليه حاليا المحاكم اللبنانية ومحاكم معظم الدول وهو المبدأ القاضي بان يطبق في قضايا الاحوال الشخصية القانون الوطني لصاحب العلاقة وقد اتخذت الحكومة اللبنانية علما بالبيان الوارد في مذكرتكم عن وجهة النظر الانكليزية المستمدة من احكام القانون الانكليزي المرعي الاجراء والذي بموجبه تطبق احكام القانون اللبناني لفصل القضايا الخاصة باحوال البريطانيين الشخصية استنادا الى المعنى المقصود من كلمة محل الاقامة في نظر اجتهاد المحاكم الانكليزية

واني انتهز هذه الفرصة لاجدد لكم يا سيدي تأكيد اسمى اعتباري.

٢٢ / ١ / ١٩٤٧

وزير الخارجية

هنري فرعون

ACCORD D'ECHANGE DE MANDATS-POSTE

- Signé à Londres et Beyrouth le 20 Juin et 26 Août 1949
- Les textes officiels sont établis en langues française et anglaise.

اتفاق
مبادلـــة حوالات بريدية

- وقع في لندن وبيروت في ٢٠ حزيران و٢٦ آب ١٩٤٩
- وضع النصان الرسميان المعتمدان باللغتين الفرنسية والانكليزية .

ARRANGEMENT POUR L'ECHANGE DES MANDATS ENTRE L'ADMINISTRATION POSTALE DE LA REPUBLIQUE LIBANAISE ET L'ADMINISTRATION POSTALE DU ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD.

ARTICLE 1. — Dans cet arrangement l'expression «Royaume-Uni» comprend : La Grande Bretagne, l'Irlande du Nord, les Iles de la Manche et l'Ile de Man.

ARTICLE 2. — Entre le Pays de la Republique Libanaise d'une part, et le Royaume-Uni d'autre part, sera établi un échange régulier de mandats de poste.

ARTICLE 3. — Le service des mandats de poste entre les pays sus-mentionnés sera exécuté exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange. Pour la République Libanaise le bureau

AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE LEBANESE REPUBLIC

ARTICLE 1. — In this Agreement the expression «United Kingdom» includes Great Britain, Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

ARTICLE 2. — Between the United Kingdom on the one hand and the Lebanese Republic on the other hand there shall be a regular exchange of Money Orders.

ARTICLE 3. — The Money Order Service between the countries named shall be performed exclusively by the agency of Offices of Exchange. On the part of the united kingdom the office of

d'échange sera celui de Beyrouth, pour le Royaume-Uni celui de Londres.

ARTICLE 4. — 1. Le montant de chacun des titres échangés de part et d'autre sera exprimé dans la monnaie du pays de destination.

2. Chacune des Administrations postales aura la faculté de modifier, selon les circonstances, le taux de conversion applicable aux mandats émis par elle à condition de notifier ce taux à l'Administration correspondante.

3. La conversion dans la monnaie du pays de destination, des sommes tirées par application de la présente Convention, sera effectuée par le bureau d'échange du pays d'émission.

4. Dans la conversion, les fractions de penny ou de demi-piastre seront négligées.

ARTICLE 5. — Chacune des Administrations postales aura la faculté de fixer, d'accord avec l'autre, le montant maximum pour lequel un mandat individuel peut être émis dans son pays. Le maximum ne devra pas excéder 40 livres sterling ou l'équivalent le plus proche de cette somme en monnaie libanaise.

ARTICLE 6. — 1. Chacune des Administrations postales aura la faculté de modifier, selon les cir-

Exchange shall be that of London, and on the part of the Lebanese Republic that in Beirut.

ARTICLE 4. — 1. Money Orders shall be expressed in the currency of the country of destination.

2. Each of the Postal Administrations shall have power to modify, according to circumstances, the rate of conversion applicable to the Money Orders issued by it on condition of notifying that rate to the other Administration.

3. Conversion into the currency of the country of destination of sums advised under this Agreement shall be effected at the Office of Exchange of the country of issue.

4. In conversion, fractional parts of a penny or of a half piastre shall be ignored.

ARTICLE 5. — Each of the Postal Administrations shall have power to fix, in agreement with the other, the maximum amount for which it will issue a single Money Order. The maximum shall not exceed £ 40 or the nearest practical equivalent of that sum in Lebanese currency.

ARTICLE 6. — Each of the Postal Administrations shall have the power to modify, according

constances, le droit de commission payable par les expéditeurs des mandats qu'elle émettra, pourvu qu'elle fasse connaître son tarif à sa correspondante.

2. Le droit de commission appartiendra à l'Administration postale émettrice.

3. Celle-ci bonifiera à l'Administration postale qui acquittera les mandats une commission d'un demi pour cent (½ p. 100) sur le montant total des mandats payés aucune bonification ne sera allouée pour les mandats émis en franchise de droits.

4. Les mandats émis au profit des prisonniers de guerre ou envoyés par eux seront exempts de toutes taxes.

ARTICLE 7. — L'expéditeur d'un mandat-poste sera tenu de fournir si possible le nom entier et le ou les prénoms (ou au moins l'initiale d'un prénom) et l'adresse de l'expéditeur et du bénéficiaire, ou le nom et l'adresse de la maison de commerce ou de la compagnie expéditrice ou bénéficiaire. Cependant, si le prénom ou l'initiale sus-mentionné ne peut être fourni le mandat sera

to circumstances, the rates of commission to be paid by remitters on Money Orders which it may issue provided that it shall communicate to the other its tariff of charges or rate of commission.

2. The commission shall belong to the issuing Postal Administration.

3. The Postal Administration issuing the Money Orders shall allow to the Postal Administration paying the Money Orders a commission of one half of one per cent (½ per cent) on the total amount of the Money Orders paid, but no commission shall be allowed in respect of Money Orders issued free of charge.

4. Money Orders intended for or sent by Prisoners of War shall be exempt from all charges.

ARTICLE 7. — The applicant for every Money Order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian or personal name or names (or at least the initial of one Christian or personal name) both of the remitter and of the payee, or name of the firm or company who are the remitters or the payees, and the address of the payees, and the address of the remitter and of the payee If however, a Christan or personal name or an initial cannot be given,

néanmoins émis aux risques de l'expéditeur.

ARTICLE 8. — Si un mandat est perdu ou non parvenu un duplicata sera délivré sur demande écrite du destinataire (contenant tous les renseignements nécessaires) adressée à la Direction du Service des mandats-poste du pays dans lequel le titre est payable ; sauf le cas où ce titre serait supposé avoir été égaré en cours postal, l'Office qui délivrera le duplicata sera autorisé de ce fait à percevoir les mêmes droits que ceux prévus par sa législation intérieure.

ARTICLE 9. — Toute demande tendant soit à rectifier le nom, soit à modifier l'adresse du bénéficiaire, soit à obtenir le remboursement d'un mandat à expéditeur soit enfin à arrêter le payement d'un titre, devra être adressée par l'expéditeur à la Direction de l'Office d'origine du mandat

ARTICLE 10 — En tout cas, le remboursement d'un mandat ne pourra avoir lieu que sur la déclaration de l'Administration postale centrale du pays où le titre était payable que le mandat n'a pas été payé et que son remboursement est autorisé.

an Order may nevertheless be issued at the remitter's risk

ARTICLE 8. — If a Money Order miscarries or is lost a duplicate shall be granted on a written application from the payee (containing the necessary particulars) to the Chief Money Order Office of the country in which the original Order was payable, and, unless there is reason to believe that the original Order was lost in transmission through the post, the Office issuing the duplicate shall be entitled to charge the same fee as would be chargeable under its own internal regulations

ARTICLE 9. — When it is desired that an error in the name of the payee shall be corrected, that the address of the payee shall be amended that the amount of a Money Order shall be repaid to the remitter, or that payment of a Money Order shall be stopped, application must be made by the remitter to the Chief Office of the country in which the Order was issued

ARTICLE 10. — Repayment of a Money Order shall not, in any case, be made, until it has been ascertained, through the Chief Office of the country in which such Order is payable, that the Order has not been paid and that the said Office authorises the repayment.

ARTICLE 11 — La durée de validité d'un mandat est fixée à douze mois, non compris celui de l'émission, à l'expiration de cette période le montant des titres non payés sera reversé à l'Administration postale d'origine, qui en disposera suivant sa propre législation

ARTICLE 11. — A Money Order shall remain payable for twelve months after the expiration of the month of issue ; and the amount of every Money Order not paid within that period shall be returned to the Postal Administration of the country of issue to be dealt with in accordance with the regulation of that country

ARTICLE 12 — 1. L'expéditeur d'un mandat pourra en obtenir, par la voie postale seulement, un avis de payement en versant d'avance, au profit exclusif de l'Administration postale d'origine, un droit fixe égal à la taxe perçue par cette Administration pour les demandes d'avis de réception des objets de correspondance recommandés.

ARTICLE 12 — 1. The remitter of a Money Order may obtain, by post only, an advice of payment of the Order by paying in advance to the exclusive profit of the Postal Administration of the coutry of issue, a fixed charge equal to that which is made in that country for acknowledgments of receipt of registered correspondence

2. Le bureau d'échange du pays d'origine doit porter l'adresse aussi bien que le nom de l'expéditeur dans la colonne de la liste (voir Appendice B) réservée au nom de l'expéditeur

2. The address as well as the name of the remitter shall be entered in the relative Advice List at the Office of Exchange of the country of issue in the column reserved for the name of the remitter (see Appendix B).

3. L'avis de payement sera établi par le bureau payeur sur une formule conforme ou analogue à l'annexe A. Il sera transmis directement à l'expéditeur soit par ce bureau, soit par le bureau d'échange de l'Administration de payement

3. The advice of payment shall be prepared by the paying office on a form in accordance with, or analagous to, the annexed specimen (Appendix A). It shall be transmitted direct to the remitter either by the office of payment or by the Exchange Office of the country of payment.

4. L'avis de payement d'un «Mandat en transit» (voir art. 19) sera envoyé par l'intermédiaire des bureaux d'échange des deux pays.

4. The advice of payment of «Through» Money Orders (see Article 19) shall be sent through the Offices of Exchange of the two countries.

5. Toute demande d'avis de payement faite postérieurement au dépôt des fonds sera transmise par la même voie. Le demandeur payera les droits prévus en ce cas par la réglementation du pays d'origine

5. Any application for an advice of payment made subsequent to the issue of the Order shall be sent in the same manner, and the applicant shall pay any special charges required by the regulations of the country of issue.

ARTICLE 13 — Les titres émis d'un pays sur l'autre seront soumis, en ce qui concerne l'émission, aux règlements en vigueur dans le pays d'origine, et en ce qui touche le payement, à la législation du pays de destination.

ARTICLE 13 — Money Orders sent from one country to the other shall be subject, as regards issue, to the regulations in force in the country of origin, and as regards payment, to the regulations in force in the country of destination

ARTICLE 14. — 1. Chaque bureau d'échange communiquera au bureau d'échange correspondant le détail des sommes encaissées en vue de leur payement dans le pays de destination. Les listes d'avis employées à cet effet seront conformes à l'annexe B, et chaque liste sera expédiée par le premier courrier utilisable après l'émission des mandats relatifs

ARTICLE 14 — 1. Each Office of Exchange shall communicate to its corresponding Office of Exchange the particulars of sums received for payment in the country of destination. Advice Lists similar to the annexed forms «B» shall be used for this purpose, and every such List shall be forwarded by the first available mail after the issue of the Money Orders to which it relates.

2. En vue de prévenir les inconvénients résultant de la perte d'une de ces listes, chaque bureau d'échange transmettra en même

2. In order to prevent inconvenience in the event of an oringal List being lost, each Office shall also forward with every List a

temps que chaque liste d'avis un duplicata de la liste d'avis précédente

duplicate of the List sent by the preceding mail.

ARTICLE 15. — Les mandats seront enregistrés sur les listes d'avis suivant un numéro de série mensuelle commençant le premier de chaque mois par le no. 1. Le nombre affecté à un mandat sur une liste sera considéré comme numéro internatoinal. Les listes seront elles-mêmes numérotées suivant une série annuelle commençant le 1er janvier par le No 1

ARTICLE 15 — The Money Orders entered upon the Advice Lists shall be numbered serially, the series commencing each calendar month with number 1. The number borne by an Order in the List shall be known as its International Number. The Lists shall also be numbered serially commencing on the 1st January with No.1 .

ARTICLE 16. — Toute liste manquante devra être immédiatement réclamée par le bureau d'echange destinataire. Le bureau d'échange expéditeur devra alors transmettre sans délai, à son correspondant, une copie dûment certifiée de cette liste

ARTICLE 16. — Any missing Advice List shall be immediately applied for by the Office of Exchange to which it should have been sent. The despatching Office of Exchange shall, in such a case, transmit without delay to the receiving Office of Exchange a copy of the List duly certified as such .

ARTICLE 17. — 1. Chaque liste d'avis devra être soigneusement vérifiée par le bureau d'échange destinataire et corrigée en cas d'erreurs manifestes. Le détail des corrections sera communiqué au bureau d'échange expéditeur.

ARTICLE 17. — 1. Every Advice List shall be carefully verified by the Office of Exchange of destination, and shall be corrected if it contains a manifest error. Any correction shall be communicated to the despatching Office of Exchange.

2. Si une liste comporte d'autres irrégularités, le bureau d'échange destinataire demandera des renseignements au bureau d'échange expéditeur, qui devra

2. If a List shows other irregularities, the Office of Exchange of destination shall require an explanation from the despatching Office of Exchange, which shall

les fournir dans le plus bref délai possible. Dans ce cas l'émission du titre intérieur faisant l'objet de la demande sera suspendue jusqu'à régularisation.

give such explanation with as little delay as possible. In the meantime, the issue of an internal Money Order relating to any entry which is found to be irregular shall be suspended.

ARTICLE 18. — Dès réception d'une liste par le bureau d'échange destinataire celui-ci, après vérification, établira au profit des bénéficiaires les titres dont le montant sera égal aux sommes spécifiées dans la liste, dans la monnaie du pays de destination. Il transmettra ensuite les titres, soit aux destinataires, soit aux bureaux payeurs, selon la réglementation en vigueur dans le pays destinataire.

ARTICLE 18. — As soon as an Advice List reaches the receiving Office of Exchange, that Office shall, after verifying its contents, prepare internal Money Orders in favour of the payees for the amounts specified in the List as payable in the money of the country of payment, and shall then forward such internal Money Orders to the payees or to the paying offices, according to the arrangements existing in the country of payment.

ARTICLE 19. — 1. L'Administration postale de la République Libanaise pourra échanger par l'intermédiaire de Administration postale du Royaume-Uni des mandats de poste avec les pays participants au service des mandats de poste avec l'Administration postale du Royaume Uni. Ce service sera soumis aux dispositions particulières suivantes

(a) Le bureau d'échange de la République Libanaise notifiera le montant de chaque mandat en transit au bureau d'échange de Londres, lequel le notifiera à son tour à l'Office intéressé

ARTICLE 19. — 1. If the Postal Administration of the Lebanese Republic desires to send Money Order remittances through the medium of the Postal Administration of the United Kingdom to any other country with which the Postal Administration of the United Kingdom transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so provided that the following conditions are fulfilled

(a) The Office of Exchange of the Lebanese Republic shall advise the amount of any such «Through» Order to the Office of Exchange in London, which will re-advise it to the country concerned

(b) Le montant maximum de chaque titre ne devra pas être supérieur à celui fixé dans les relations entre le Royaume-Uni et le pays de destination,

(c) Les indications relatives à cette categorie de titres devront figurer sur des feuilles spéciales des listes d'avis ordinaires notifiées au bureau d'échange de Londres, le total du montant de ces titres sera compris dans le total des listes ordinaires,

d) Le nom et l'adresse du bénéficiaire d'un mandat en transit ainsi que le nom de la ville et du pays destinataires devront être aussi complets que possible

e) L'Administration postale de la République Libanaise allouera à l'Administration du Royaume-Uni pour les mandats en transit un pourcentage égal (voir art. 6) à celui dont sont passibles les mandats payables au Royaume-Uni. Le bureau d'échange de Londres créditera l'Office du pays destinataire d'un pourcentage égal à celui prévu dans les rélations entre cet Office et le Royaume-Uni, et déduira du montant de chaque titre réexpédié un droit de commission spéciale fixé par

(b) No such Order shall exceed the maximum amount fixed for Money Orders issued in the United Kingdom for payment in the country of destination

(c) The particulars of «Through» Orders shall be entered on separate sheets of the ordinary Advice Lists despatched to London; and the total amounts of the «Through» Orders shall be included in the totals of such Lists,

d) The name and address of the payee of a «Through» Order, including the names of the town and country of payment, shall be given as fully as possible;

(e) The Postal Administration of the Lebanese Republic shall allow to the Postal Administration of the United Kingdom the same percentage (see Article 6) on «Through» Money Orders as on Money Orders payable in the United Kingdom and the Office of Exchange in London shall credit the Office of the country of payment with the same percentage for «Through» Money Orders as for Money Orders issued in the United Kingdom, deducting from the amount of

l'Administration postale du Royaume-Uni

each re-advised Order a special commission to be fixed by the Postal Administration of the United Kingdom

(*f*) Au cas de remboursement à l'expéditeur du montant d'un mandat en transit, le droit de commission prélevé par l'Office intermédiaire restera acquis à celui-ci.

(*f*) When the amount of a «Through» Money Order is repaid to the remitter, the commission charged for the intermediary service shall not be refunded.

2. L'Administration postale du Royaume-Uni communiquera au Directeur des Postes et des Télécommunications à Beyrouth les noms des pays avec lesquels il échange des mandats-poste, le montant maximum des titres dans chaque relation et les droits de commission à déduire du montant de chaque titre.

2. The Postal Administration of the United Kingdom shall communicate to the Director of Posts and Telecommunications at Beirut the names of the countries with which it transacts Money Order business, the limit of amount adopted for each, and the rates of commission deducted for its intermediary services.

ARTICLE 20. — 1. A la fin de chaque mois le bureau d'échange de chacune des deux Administrations contractantes établira et adressera à l'autre:—

ARTICLE 20. — 1. At the end of every month the Office of Exchange of each of the contracting Administrations shall prepare and forward to the other:

(i) Un compte détaillé renseignant le total de chaque liste expédiée par l'autre Administration postale pendant le mois afférent (voir Appendice E)

(i) A detailed statement showing the total of each Advice List despatched from the other Postal Administration during the month concerned (see Appendix E)

(ii) Un relevé avec tous les détails voulus, de tous les mandats dont il a autorisé pendant ce mois le remboursement aux déposants (voir Appendice D).

(ii) A list showing particulars of every Money Order in respect of which it has authorised during that month repayment to the remitter (see Appendix D).

(iii) Un relevé renseignant les détails de tous les mandats émis par l'autre Administration postale qui, n'ayant pas été payés pendant douze mois après la fin du mois d'émission sont périmés pendant le mois du compte et, par suite, remis à la disposition de l'Office d'origine (voir Appendice C).

2. Les relevés «D» et «E» sont à établir en double ; une copie de chaque relevé, dûment vérifiée par l'Office récepteur, sera retournée à l'Office expéditeur

ARTICLE 21.— 1. Dès la rentrée des copies vérifiées des relevés «D» et «E» dont question dans l'Article 20, le bureau d'échange de Beyrouth fournira au bureau d'échange de Londres un compte général des mandats de poste (en double expédition) qui comprendra les détails suivants

a) Avoir du Royaume-Uni Le total des listes expédiées par le bureau d'échange de Beyrouth dans le courant du mois — moins le montant des mandats dont le remboursements dans la République Libanaise a été autorisé et le montant total des mandats originaires de la République Libanaise qui sont périmés pendant le mois—et la bonification de

iii) A list showing the particulars of every Money Order issued by the other Postal Administration which, not having been paid within twelve months after the end of the month of issue, has during the month of the account forfeited to the country of issue (see Appendix C.)

2. The statements «D» and «E» shall be rendered in duplicate, and one copy of each statement, duly virified by the receiving Office, shall be returned to the despatching Office.

ARTICLE 21. — 1. As soon as it receives the verified copies of the statements «D» and «E» provided for in Article 20, the Office of Exchange at Beirut shall furnish to the Office of Exchange at London a Money Order Account (in duplicate) which shall include the following items:—

(a) To the credit of the United Kingdom: The total of the Advice Lists which have been despatched by the Office of Exchange at Beirut during the month—less the amount of Orders authorised to be repaid in the Lebanese Republic and the total amount of Lebanese Orders which have become void during the month—and the allowance of ½ per

½ pour cent du montant des mandats payés dans le Royaume-Uni.

cent. on the amount of Orders paid in the United Kingdom.

(b) Avoir de la République Libanaise : Le total des listes expédiées par le bureau d'échange de Londres dans le courant du mois—moins le montant des mandats dont le remboursement dans le Royaume-Uni a été autorisé et le montant total des mandats ordinaires du Royaumee-Uni qui sont périmés pendant le mois—et la bonification de ½ pour cent. du montant des mandats payés dans la République Libanaise

(b) To the credit of the Lebanese Republic—The total of the Advice Lists which have been despatched by the Office of Exchange in London during the month—less the amount of Orders authorised to be repaid in the United Kingdom and the total amount of United Kingdom Orders which have become void during the month and the allowance of ½ per cent. on the amount of Orders paid in the Lebanese Republic

2. Le compte général des mandats doit être dressé sur un formulaire analogue à l'Appendice «F». Une copie du compte, dûment acceptée, est à retourner à l'Office de Beyrouth.

2. The Money Order Account shall be prepared on a form similar to that in Appendix F. One copy of the Account, duly accepted, shall be returned to the Beirut Office.

ARTICLE 22. — Le solde du compte général doit être exprimé dans la monanie du pays créditeur A cette fin le montant de la créance la plus faible doit être converti dans la monnaie du pays dont la créance est plus élevée ; cette conversion sera faite au taux moyens des cours de change dans le pays débiteur pendant le mois auquel le compte se rapporte. La

ARTICLE 22 — The balance of the Account shall be shown in the currency of the country to which it is due. In order that this may be done, the amount of the smaller credit shall be converted into the currency of the country with the larger credit at the average of the market rate of exchange in the debtor country for the month

balance se fera alors de manière que la créance la plus faible est deduite de la créance la plus forte.

to which the Account relates. The balance shall then be ascertained by the deduction of the smaller from the larger credit

ARTICLE 23. — Si dans le courant d'un mois on constate que le montant des mandats tirés sur l'un des deux pays excède de £400 ou de l'équivalent de ce montant en monnaie de la République Libanaise les mandats tirés sur l'autre pays, ce dernier devra de suite envoyer au premier, à titre d'accompte, le montant approximatif, en chiffres ronds, de la différence constatée

ARTICLE 23. — Whenever during a month it is found that the Orders drawn upon one of the two countries exceed in amount by £ 500, or the equivalent of this sum in Lebanese money, the Orders drawn upon the other, the latter shall at once send to the former, as a remittance on account, the approximate amount in a round sum of the ascertained difference

ARTICLE 24 — 1. Si l'Administration postale de la République Libanaise doit payer à l'Administration postale du Royaume-Uni le reliquat du compte général, elle le fera simultanément avec la transmission du compte au bureau d'échange du Royaume-Uni; dans le cas où l'Administration postale du Royaume-Uni doit payer le reliquat, il le transmettra au bureau d'échange de la République Libanaise lors du renvoi du double du compte accepté.

ARTICLE 24. — 1. When the Postal Administration of the Lebanese Republic has to pay to the Postal Administration of the United Kingdom the balance of the General Account, it shall do so at the same time at which it forwards the Account to the Office of Exchange in the United Kingdom, and, when the Postal Administration of the United Kingdom has to pay the balance, it shall do so at the same time at which it returns to the Office of Exchange of the Lebanese Republic the duplicate of the Account accepted.

2. Faute d'autres arrangements, ces paiements, ainsi que ceux effectués en vertu de l'Article 23, se feront au moyen de

2. In the absence of other arrangements, such payments as well as any payments required under the provisions of Article

traites en livres sterling sur Londres si les paiements se font au profit de l'Administration postale du Royaume-Uni et au moyen de traites en monnaie Libanaise sur Beyrouth si les paiements se font au profit de l'Administration postale de la République Libanaise, les frais étant à charge de l'Administration postale du pays débiteur.

3. Toute somme restant due par une Administration postale à l'autre six mois après la période sur laquelle porte le compte afférent sera productive d'intérêts, à partir de cette date, au taux de 5 pour cent par an.

ARTICLE 24. — Les dispositions des articles 4, 20, 21, 22 et 24 pourront être modifiées après entente préalable, entre les Administrations postales intéressées lorsqu'elles le jugeront nécessaire.

ARTICLE 26. — Chacune des Administrations postales sera autorisée à adopter pour autant qu'elles ne seront pas contraires aux dispositions du présent arrangement toutes mesures complémentaires qu'elle jugera convenables en vue d'assurer une plus grande sécurité contre les fraudes ou une meilleure exécution du service, pourvu qu'elle fasse connaître à l'Administration postale correspondante les dispositions adoptées.

23, when due to be made to the Postal Administration of the United Kingdom, shall be effected by means of drafts in sterling on London, and when due to be made to the Postal Administration of the Lebanese Republic shall be effected by means of drafts in Lebanese money on Beirut, the cost of the remittance being borne by the debtor Postal Administration.

3. Any amount remaining due from one Postal Administration to the other at the expiration of six months following the period covered by the Account shall thenceforth be subject to interest at 5 per cent. per annum.

ARTICLE 25 — The provisions of Articles 4, 20, 21, 22 and 24 may be modified by mutual agreement between the Postal Administrations whenever they consider it desirable.

ARTICLE 26. — Each of the Postal Administrations shall be authorised to adopt any additional rules (if not contrary to the provisions of this Agreement) for greater security against fraud or for the better working of the system generally, provided that it shall communicate all such additional rules to the other Postal Administration

ARTICLE 27. — L'Administration postale de la République Libanaise aura la faculté de fixer le montant maximum des sommes pouvant être envoyées journellement par un même expéditeur à un même destinataire au Royaume-Uni.

ARTICLE 28. — 1. Chacune des administrations postales se réserve la faculté d'augmenter le droit de commission ou même de suspendre temporairement l'émission des mandats de poste au cas où elle constaterait que ce service est utilisé par des commerçants ou par toute autre personne pour l'envoi de sommes exagérées ou pour des manœuvres sur les devises.

2. La suspension temporaire de l'émission des mandats de poste pourra également être décidée par chacune des Administrations postales en cause, au cas de circonstances extraordinaires dont elle demeurera seule juge.

3. Dans tous les cas, avis de cette suspension devra être donné, au besoin par télégraphe, à l'Administration correspondante.

ARTICLE 29. — A partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Arrangement, l'Arrangement signé à Paris le 16 Juillet

ARTICLE 27. — The Postal Administration of the Lebanese Republic shall have the right to fix the maximum amount which a remitter may send by Money Order on any one day to the same payee in the United Kingdom.

ARTICLE 28. — 1. Should it appear at any time that Money Orders are used by business men or other persons for the transmission of ordinately large sums of money or for the purpose of speculation in foreign currency, each of the Postal Administrations shall have the right to increase the commission, and even wholly to suspend, for a time, the issue of Money Orders.

2. Each of the Postal Administrations shall similarly have power to suspend temporarily the issue of Money Orders on account of any other unusual circumstances which it considers render such suspension necessary.

3. Whenever either of the Postal Administrations suspends the issue of Money Orders, it must inform the other Administration immediately, by telegraph if necessary, of such suspension.

ARTICLE 29. — 1. From the date of the coming into force of the present Agreement, the Agreement signed at Paris on the

1934, sera abrogé. Le présent arrangement entrera en vigueur à une date fixée d'accord entre l'Administration postale du Royaume-Uni et l'Administration postale de la République Libanaise représentée par le Directeur des Postes et des Télécommunications à Beyrouth, après qu'il aura été promulgué conformément à la législation respective des pays intéressés

2. Il courra d'année en année jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait notifié à l'autre une année à l'avance, son intention de le dénoncer

3. Durant la dernière année d'exécution, les dispositions de l'Arrangement continueront à être fidèlement et entièrement exécutées sans préjudice de la liquidation et du payement des comptes après l'expiration de ce terme.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leur sceau

Fait en double et signé à Beyrouth le 26 Août, 1949, et à Londres, le 20 Juin, 1949, les deux textes français et anglais faisant également foi.

S. J. MOBARAK

16th of July, 1935, shall be abrogated. The present Agreement shall come into operation on a day to be agreed upon by the Postal Administration of the United Kingdom and the Postal Administration of the Lebanese Republic represented by the Director of Posts and Telecommunications at Beirut, after it shall have been promulgated according to the respective laws of the two countries

2. It shall remain in force from year to year until one of the Contracting Parties shall have given notice to the other a year in advance of its intention to terminate it.

3. During such final year the Agreement shall continue to be executed fully and entirely without prejudice to the settlement and payment of the accounts after the expiration of the said term.

In witness whereof the Undersigned have signed the present Agreement and have affixed thereunto their seals.

Done in duplicate and signed at London on the 20th June, 1949 and at Beirut on the 26th August, 1949, the English and French texts being equally authoritative

WILFRED PALING

APPENDICE A

Front
Recto

POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME UNI	ADVICE OF PAYMENT AVIS DE PAYEMENT
Money Order No. / Mandat no.	Stamp of office of origin Timbre du bureau expéditeur
Amount of Order / Montant du mandat	
Issued by the post office of / Emis par le bureau de	To A
on the / le 19	(Place of destination). (Lieu de destination)
payable to / au profit de M.	Service des Postes.
at	(Country of destination)

at (Country of destination).

Back.
Verso.

The undersigned certifies that the Money Order described on the
Le soussigné déclare que le mandat mentionné

other side was duly paid on the
au recto a été dûment payé } 19

Stamp of paying office.
Timbre du bureau payeur.

Signature (*) of the payee or of paying officer

Signature (*) du destinataire ou de l'agent du bureau payeur.

(*) This advice must be signed by the payee or, if the regulations of the country of destination allow it by the paying officer, and returned by the first post directly to the remitter

(*) Cet avis doit être signé par le bénéficiaire ou, si les règlements du pays de destination le comportent, par l'agent du bureau payeur, et renvoyé par le premier courrier directement à l'expéditeur du mandat

APPENDICE B

Liste des Mandats de Poste

Emis en (1)

Liste No.
Feuille No

Taux de Conversion

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	Nom de expedite[illegible]	Nom de [illegible]

Etabli par

Contrôle par (1) (2)

(1) Pays d'origine.
(2) Pays de destination.

F. Payables en £

APPENDICE C

Liste des Mandats de Poste émis dans la République Libanaise sur le Royaume-Uni et au delà pendant le mois.......... 19 qui, n'ayant pas été payés dans un délai de 12 mois après le mois de l'émission sont périmés et, par suite remis à la disposition de l'office d'origine

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	Montant		
								£	s.	d.

Liste des Mandats de Poste émis dans le Royaume Uni sur la Republique Libanaise pendant le mois de 19 qui n'ayant pas été payés dans un delai de 12 mois après le mois de l'émission, sont perimés, et, par suite remis à la disposition de l'office d'origine

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
						Total	

APPENDICE D

Mois de · 19

Liste des Mandats de Poste émis en et payables en dont l'administration postale du pays de destination a autorisé le remboursement

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

APPENDICE E

Mois de 19

Compte particulier des Mandats de Poste émis dans la République Libanaise et payables dans le Royaume-Uni pendant le mois ci-dessus mentionné

[illegible]	Dates [illegible]	Nos [illegible] des Mandats suivant les listes		[illegible]			[illegible]	[illegible]	[illegible] des Mandats [illegible]		[illegible]		
		[illegible]	[illegible]	£	s	d			le	[illegible]	£	d	s
										Report			
			reporter							Total			

Mois de 19

Compte particulier des Mandats de Poste émis dans le Royaume Uni et payables dans la République Libanaise pendant le mois ci-dessus mentionné.

Numéros des Listes	Dates des Listes	Montants individuels des Mandats suivant les Listes		Totaux des Listes	Numéros des Listes	Dates des Listes	Montants individuels des Mandats suivant les Listes		Totaux des Listes
		£					£		
							Report		
		A reporter					Total		

APPENDICE F

Mois de 19

Compte Général des Mandats de Poste échangés entre la République Libanaise d'une part et le Royaume-Uni d'une autre part

Au crédit du Royaume-Uni		£	s	d	Au crédit de la République Libanaise		
Montant total des mandats [illegible] par la République [illegible]					Montant total des mandats [illegible] par le Royaume-Uni		
A déduire: Mandats [illegible] payés en République Libanaise [illegible]; Mandats [illegible] République Libanaise	£ s d				A déduire: Mandats [illegible]; Mandats [illegible] Royaume-Uni		
Bonification de 1 pour cent [illegible] Royaume-Uni					Bonification de 1 pour cent [illegible] République Libanaise		
[illegible] du Royaume-Uni					[illegible] de la République Libanaise		
A déduire [illegible] République Libanaise [illegible] livre sterling					A déduire [illegible] livre sterling		
Solde en faveur du Royaume-Uni					Solde en faveur de la République Libanaise		

ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS

- Signé à Beyrouth le 15 Août 1951
- En annexe : Echange de lettres y relatifs
- NR. — E. (sauf article 5).
- Textes officiels établis en langues arabe et anglaise.

اتفاق

لانشاء خدمات جوية بين اراضيهما وما ورائهما

- وقع في بيروت في ١٥ آب ١٩٥١
- مبادلة رسائل ملحقة بالاتفاق
- ج٤ — م. (ما عدا المادة ٥)
- وضع النصان الرسميان المعتمدان باللغتين العربية والانكليزية

ان حكومة الجمهورية وحكومة المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وايرلنده الشمالية ، بوصفهما فريقين لاتفاقية الطيران المدني الدولي التي عرضت ليوقع عليها في مدينة شيكاغو في اليوم السابع من شهر كانون الاول ١٩٤٤ ، ورغبة منهما في عقد اتفاقية تلحق الاتفاقية الانفة الذكر بغية انشاء خدمات جوية بين الاراضي اللبنانية وبين اراضي المملكة المتحدة وما وراءهما ،

قد اتفقتا على ما يأتي :

المادة ١

ان العبارات الواردة في هذه الاتفاقية تفسر كما يلي ، الا اذا اقتضى النص تفسيرا غير ذلك :

ا — ان العبارة «المعاهدة» تعني معاهدة الطيران المدني الدولي التي عرضت ليوقع عليها في مدينة شيكاغو في اليوم السابع من شهر كانون الاول ١٩٤٤ وتشمل كل ملحق ضم اليها وفقا للمادة ٩٠ من تلك المعاهدة كما يشمل كل تصحيح يدخل على الملحقات او على المعاهدة وفقا للمادتين ٩٠ و٩٤ منها .

ب — ان العبارة «سلطات الملاحة الجوية» حيث ترد فيما يتعلق بالمملكة المتحدة تعني وزير الطيران المدني واي شخص او اية هيئة مفوضة بالقيام باي من الاعمال التي يمارسها حاليا ذلك الوزير او باعمال مماثلة ، وفيما يتعلق بالجمهورية اللبنانية فالعبارة تعني مدير الطيران المدني او اية هيئة مفوضة بالقيام بالاعمال

التي يمارسها حاليا المدير المذكــور او باعمال مماثلة .

ج ــ ان العبارة « الخط الجـوي المعين » تعني الخط الذي يكون قـــد عينه احد الفريقين لهذه الاتفاقيـة باشعار الفريق الآخر اشعارا خطيـا وفقا للمادة ٤ من هذه الاتفاقيـــه بغيه تشغيل خدمات جوية على الطرق المحدده في ذلك الاشعار .

د ــ ان العبارة « تغيير القـــاس » تعني قيام خط جوي معين بخدمـــه جويه على مراحل تقطع مرحلة منها في طائرات تختلف بسعتها عـــن الطائرات التي تستعمل في مرحلـه اخرى .

هـ ــ ان العبارة « ارض » بالنســـبة الى دولة تعني المساحات البريه والمياه الاقليميه الملاصقه بها تحت سلطـــه تلك الدوله او سيادتها او حمايتهـا او وصايتها .

و ــ و العبارات « خدمات جويـــه » و « خدمه جويه دولــــيه » و « خط » و « الوقوف لاغراض غير النقل » كلهـا تعبر بالمعنى المحدد لها في المادة ٩٦ من المعاهده .

المـــادة ٢

١ ــ يمنح كل فريق الى الفريـــق الآخر الحقوق المحددة في هـــذه الاتفاقيه بغيه انشاء خدمات جويه على الطرق المعينه في الجدول الخاص من الجدول الملحق ويسمى فيما يلي « الخدمات المتفق عليها » و « الطرق المعينة » .

٢ ــ يتمتع الخط الجوي المعين كل من الفريقين اثناء تشغيلـــــه الخدمات المتفق عليها على طرق معينة بالميزات الآتية بالاضافة الى ما تمنح الاحكام هذه الاتفاقيه

أ ــ ان يطير عبر اراضي الفريـــق الآخر دون ان يهبط .

ب ــ ان يهبط في تلك الاراضي لاغراض غير النقل .

ج ــ ان تقف في تلك الاراضي في النقاط المحددة للطرق في الجـــدول الملحق بهذه الاتفاقيه بغية انزال او حمل حمولات دولية من ركـــاب وبضاعه وبريد بطريقها من نقـــاط اخرى او اليها .

٣ ــ ليس في الفقرة (٢) من هـــذه المادة ما يخول خطوط احد الفريقين الجويه نقل ركاب او بضائع او بريـــد لقاء اجرة من اراضي الفريق الآخر الى نقطه اخرى في نفس الاراضي .

المـــادة ٣

١ ــ تعطى الفرصة العادله والمساوية للخطوط الجوية المعينة بتشغيـــل

الخدمات المتفق عليهما على الطرق المعينة بين اراضيهما .

٢ ـ ان الخطوط الجوية لكل فريق ، التي تشغلها الخدمات المتفق عليها ، تأخذ بعين الاعتبار مصالح خطوط الفريق الاخر الجوية بحيث لا تمس بغير داع بالخدمات التي يقدمها الفريق الاخر على الطرق نفسها كلياً او جزئياً .

٣ ـ على الخدمات المتفق عليهما التي تقدمها خطوط الفريقين المعينة ان تمت بصلة وثيقة لمتطلبات العامة من اجل النقل على الطرق المحددة وان تكون غايتها الاولى ان تقدم ، بنسبة معدل حمولة معقول ، السعة الكافية لمتطلبات الحال المعقولة والمنتظرة في نقل ركاب وبضائع وبريد بين اراضي الفريق الذي يعين الخط الجوي والبلد الذي تنقل المشحونات اليه . ان توفير شحن الركاب والبضائع والبريد في حالتي التحميل والافراغ في نقاط على الطرق المحددة في اراضي دول غير الدولة التي تعين الخط الجوي يجري وفقاً للمبادىء العامة التي تقضي بان تكون السعة متعلقة بما يلي :

أ ـ متطلبات الشحن بين المصدر والبلد الذي شحن اليه .

ب ـ متطلبات الشحن في المنطقة التي يمر الخط الجوي فيها بعد ان يحسب حساب خدمات النقل الجوية التي تنشئها خطوط الدول التي تتألف منها تلك المنطقة .

ج ـ متطلبات تشغيل خطوط جوية عابرة .

المادة ٤

١ ـ لكل فريق الحق بان يعين لدى الفريق الاخر بموجب اشعار خطي خطاً جوياً او اكثر بغية تشغيل الخدمات المتفق عليها على الطرق المعينة .

٢ ـ على الفريق الاخر ، لدى تسلمه الاشعار بالتعيين وشرط ان يتقيد باحكام الفقرتين ٣ و ٤ من هذه المادة ، ان يمنح الخط او الخطوط المعينة التفويض اللازم بالتشغيل دون تأخير .

٣ ـ لسلطات الملاحة الجوية اسمى شخص احد الفريقين ان تطلب تأكيداً لقدرة الخط الذي يعينه الفريق الاخر على الايفاء بالشروط المنصوص عليها في القوانين والانظمة التي تطبقها عادة وبصورة معقولة على تشغيل خدمات جوية تجارية ودولية وفقاً لاحكام معاهدة الطيران المدني

٤ ـ لكل فريق الحق بان يرفض

بعين خط او ان تقبل به ، وبان يمتنع عن منح ذلك خط الميرات المعينة في الفقرة ٢ من المادة ٢ من هذه الاتفاقية او ان ينقضها ، وله الحق بان يعرض الشروط التي يراها ضرورية من حيث ممارسة خط ما في تلك الميرات في اية حالة لا يقتنع فيها بان الفريق الذي يعين ذلك الخط او رعاياه لا يملكونه ملكية كاملة ويشرفون عليه اشرافا فعالا .

٥ ــ الخط الجوي الذي يعين ويعرض على هذه الصورة ان باشر تشغيل لخدمات المتفق عليها في اي وقت بعد تطبيق احكام الفقرتين ١، و٢ من هذه المادة وشرط بان يتقيد باحكام المادة ٧ من هذه الاتفاقية .

٦ ــ لكل فريق الحق بان يوقف الخط عن ممارسة الميرات المعينة في الفقرة ٢ من المادة ٢ من هذه الاتفاقية او بان يفرض الشروط التي يراها ضرورية من حيث ممارسة الخط تلك الميرات في الحالات التي يعجز الخط فيها عن التقيد بقوانين وانظمة الفريق الذي يمنح تلك الامتيازات او يعجز عن التشغيل وفقا للشروط المنصوص عليها في هذه الاتفاقية وعلى هذا الشرط يمارس هذا الحق بعد التشاور مع الفريق الآخر . الا اذا اوجب التوقف

او فرض الشروط منع التمادي في خرق القوانين والانظمة .

المادة ٥

فيما يتعلق برسوم الجمارك والتفتيش وغيرها من الرسوم الوطنية المماثلة و الرسوم والتكاليف المحلية ، فان المحروقات وزيوت التشحيم وقطع الغيار ومعدات الطائرات العادية ومخازن الطائرات التي تدخل الى اراضي احد الفريقين من الفريق الآخر او بالنيابة عنه او من خطوطه الجوية المعينة لمجرد استعمالها او استعمال طائراتها تعامل المعاملة الآتية :

ا ــ تعفى المحروقات وزيوت التشحيم التي تبقى في الطائرات في اخر مطار تنزل اليه قبل مغادرتها الاراضي المذكورة .

ب ــ تعامل المحروقات وزيوت التشحيم التي لا تشملها الفقرة ا، وقطع الغيار ومعدات الطائرات العادية ومخازن الطائرات معاملة لا تقل عن تلك التي تعامل بها المؤن المماثلة التي تدخل الى الاراضي المذكورة او التي تحمل في الطائرة في تلك الاراضي من اجل استعمال طائرات خطوط الفريق الاول الوطنية الجوية او تعامل معاملة الخطوط

الاجنبية الاكثر رعاية القائمة بخدمات جوية دولية . وتكون هذه المعاملة بالاضافة الى ما يتحتم على كل فريق ان يمنحه بموجب المـــادة ٢٤ من اتفاقية الطيران المدني دون ان [illegible] [illegible] .

المـــادة ٦

لا [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] احد الفريقين ان [illegible] [illegible] في [illegible] في اراضي الفريق الآخر الا بموجب الشروط الآتية :

١ ـ اذا كان [illegible] [illegible] في [illegible] .

٢ ـ ان [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] في [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] من اراضي الفريق الاول [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] في [illegible] الآخر .

٣ ـ اذا [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] الاكثر [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] بموجب [illegible] على الاولى [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] من الطائرات الاكثر [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] اشارة [illegible] في هذه [illegible] .

٤ ـ اذا كان هنالك مقدار الكافي من المشحونات [illegible] [illegible] .

٥ ـ اذا كانت احكام المادة ٢ من هذه الاتفاقية تسري على جميع [illegible] التي [illegible] [illegible] [illegible] .

المـــادة ٧

١ ـ [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] على [illegible] على اساس معقول مع مراعاة جميع العوامل [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] والارباح [illegible] [illegible] [illegible] الخدمة [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] الاخرى لاي جزء من [illegible] [illegible] .

٢ ـ [illegible] على هذه [illegible] [illegible] [illegible] عن طريق الوكالات المتعلقة بها اذا امكن [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] بالتشاور مع [illegible] [illegible] الجوية الاخرى التي تشغل على ذات الطريق كلها او على جزء منها [illegible] [illegible] [illegible] امكن [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] عليها [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] .

٣ ـ اذا [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] الوصول الى اتفاق [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] وفقاً لاحكام الفقرة ٢ [illegible] [illegible]

الملاحة الجوية التابعة للفريقين ان تحاول تحديد التعريفات بالاتفاق فيما بينها.

٤ ـ اذا عجزت سلطات الملاحة الجوية عن الوصول الى اتفاق فالخلاف يسوى وفقا لاحكام المادة ١٠ .

٥ ـ لا يسري مفعول اية تعرفة اذا كانت سلطات الملاحة الجوية التابعة لاي من الفريقين غير راضية بها الا بموجب شروط الفقرة (٣) من المادة ١٠ .

المادة ٨

على سلطات الملاحة الجوية التابعة لاي من الفريقين ان تقدم الى سلطات الملاحة الجوية التابعة للفريق الاخر لدى الطلب ما يلزمها بصورة معقولة من البيانات الاحصائية الدورية لاجل الاطلاع على الحمولة التي تقدمها خطوط الفريق الاول الجوية المعينة . ويجب ان تشمل هذه البيانات جميع المعلومات اللازمة لتقرير مقدار الشحنات التي تحملها تلك الخطوط الجوية في الخدمات المتفق عليها مع مصادر تلك الشحنات ووجهتها .

المادة ٩

تجري الاستشارات بصورة منتظمة ومتكررة بين سلطات الملاحة الجوية التابعة للفريقين ضمانا للتعاون الوثيق في جميع الامور المتعلقة بتنفيذ هذه الاتفاقية .

المادة ١٠

١ ـ اذا نشأ اي خلاف بين الفريقين فيما يتعلق بتفسير هذه الاتفاقية او تطبيقها فعلى الفريقين ان يبذلا جهدهما اولا في تسويته بالمفاوضة فيما بينهما .

٢ ـ اذا عجز الفريقان عن الوصول الى تسوية بالمفاوضة بينهما .

أ ـ فلهما ان يتفقا على عرض الخلاف للبت فيه على هيئة تحكيمية تعين بالاتفاق فيما بينهما او للبت فيه من قبل اي شخص اخر او هيئة اخرى ، او

ب ـ اذا لم يتفقا على ذلك ، او اذا عجزا ، بعد ان يتفقا على عرض الخلاف على هيئة تحكيمية ، عن الاتفاق على تشكيلها ، فلاي من الفريقين ان يعرض الخلاف للبت فيه على اي محكمة مختصة ببتها فيما بعد ضمن منظمة الطيران المدني الدولية ، او ان يعرضه على مجلس المنظمة المذكورة اذا كانت تلك المحكمة غير موجودة .

٣ ـ يتعهد الفريقان بان يرضخا لاي قرار يتخذ وفقا للفقرة (٢) من هذه المادة .

٤ ـ اذا كان احد الفريقين او احد

الخطوط الجوية التابعة لاحد الفريقين يعجز عن التقيد بقرار يتخذ وفقا للفقرة (٢) من هذه المادة ، وطالما هو يعجز عن ذلك ، فللفريق الاخر ان يحدد اي حق او ميزة ممنوحا الى الفريق الاول او الى احد الخطوط الجوية المعينة التابعة له بمفعول هذه الاتفاقية ، او ان يمنعها عنه او ان يعلقها .

المادة ١١

١ — اذا استحسن لاي من الفريقين ان يعدل ايا من احكام هذه الاتفاقية فان هذا التعديل ، اذا تم الاتفاق عليه بين الفريقين ، يصبح معمولا به ساريا عندما يثبت بتبادل المذكرات.

٢ — في حالة عقد معاهدة عامة متعددة الاطراف للنقل الجوي تسري بين الفريقين ويكون الفريقان المتعاقدان مرتبطين به ، فان هذه الاتفاقية تصحح بشكل يجعلها متفقة مع احكام تلك المعاهدة .

المادة ١٢

لاي من الفريقين المتعاقدين رغبة في انهاء هذه الاتفاقية ان يشعر الفريق الاخر بذلك ، ويبلغ هذا الاشعار الى منظمة الطيران المدني الدولية في آن واحد . واذا اعطي اشعار كهذا فان هذه الاتفاقية تنتهي بعد تسلم الفريق الاخر ذلك الاشعار بمدة اثني عشر شهرا ، الا اذا سحب ذلك الاشعار بالاتفاق قبل انتهاء هذه المدة . وفي حالة عدم اعتراف الفريق الاخر بوصول الاشعار اليه يعتبر عندئذ بانه تسلمه بعد مرور اربعة عشر يوما من وصوله الى منظمة الطيران المدني الدولية .

المادة ١٣

تسجل هذه الاتفاقية وأي تعديل في المذكرات وفقا للمادة ١١ لدى منظمة الطيران المدني الدولية .

المادة ١٤

١ — تخضع هذه الاتفاقية للابرام وتجري تبادل وثائق الابرام في بيروت بأسرع وقت ممكن .

٢ — تدخل هذه الاتفاقية في حيز التنفيذ عند تبادل وثائق الابرام .

اثباتا لذلك وقع على هذه الاتفاقية ممثلا الفريقين المفوضين من حكومتيهما ومهراها بختميهما وقد حررت في بيروت على صورتين باللغة العربية واللغة الانكليزية ولكل من النصين نفس القوة الرسمية ، في اليوم الخامس عشر من شهر سنة الف وتسعمائة واحدى وخمسين

شابمن أندروز

عن حكومة المملكة المتحدة وايرلندا الشمالية

شارل حلو

عن حكومة الجمهورية اللبنانيـــة

الجدول الاول

الطرق التي ستشغلها الخطوط الجوية التي تعينها المملكة المتحدة

١) لندن — أ. زوريخ و/ او روما او مانشه او طرابلس الغرب او

ب. فرانكفورت — فينا — بيروت ومنها الى طهران او البصرة (عبادان) — الكويت — البحرين — كراتشي ومنها بواسطة نقاط متوسطة الى الشرق الاقصى و/ او استراليا .

٢) نيقوسيا — بيروت

٣) نيقوسيا — بيروت ومنها الى الكويت — البحرين .

ملاحظة : يحق لشركة او لشركات الطيران البريطانية المعينة عند استعمالها حقها في الخطوط المذكورة ان تستثني نقطة او نقاط في رحلتها او رحلاتها شرط ان تبدأ هذه الرحلات من نقطة في الاراضي التابعة للمملكة المتحدة .

الجدول الثاني

الطرق التي ستشغلها الخطوط الجوية التي تعينها لبنان

١) بيروت — خرطوم — كانو ومنها بواسطة نقاط خارج ممتلكات المملكة المتحدة — اكرا — [illegible]

٢) بيروت — نيقوسيا

٣) بيروت — كويت و/ او البحرين ومنها الى الظهران ونقاط وراءها خارج ممتلكات المملكة المتحدة .

ملاحظة : يحق لشركة او شركات الطيران اللبنانية المعينة عند استعمال حقها في الخطوط المذكورة ان تستثني نقطة او نقاط في رحلتها او رحلاتها شرط ان تبدأ هذه الرحلات من نقطة في الجمهورية اللبنانية .

مبادلة رسائل
بشأن اتفاق النقل الجوي

معالي شارل حلو
وزير الخارجية والمغتربين – بيروت

معالي الوزير ،

فيما يتعلق بالقسم ١ من جدول الاتفاقيه الموقع عليها اليوم بين حكومتينا أتشرف بافادة معاليكم ان الخطوط التي عينتها المملكة المتحده لا تنوي في الوقت الحاضر ان تقوم بنقليات بين بغداد وبيروت وقد استثنيت بغداد كنقطة وراء بيروت في طريق المملكة المتحدة (١ و٢) كما هو مبين ادناه :

١ – لندن بطريق (أ) زوريخ و او روما او مالطه او طرابلس (ليبيا (ب) فرانكفورت – فيينا الى بيروت ومنها الى طهران او البصرة و عبادان) – الكويت – البحرين – كراتشي ومنها بواسطة نقاط متوسطة الى الشرق الاقصى و\ او أوستراليا.

٢ – نيقوسيا – بيروت ومنها الى الكويت – البحرين .

ويحتمل في المستقبل ان ترغب الخطوط البريطانية القيام بمثل هذه النقليات ، وعندئذ تتقدم حكومة المملكة المتحدة من الحكومة اللبنانية بطلب التعديل المنشود في جدول الطرق .

بيروت في ١٥ اب ١٩٥١

وزير بريطانيا المفوض

شابمان اندروز

الى سعادة المستر شابمان اندروز
وزير بريطانيا المفوض في بيروت

سعادة الوزير ،

اتشرف بافادتكم اني تسلمت كتاب سعادتكم بتاريخ اليوم وفيه ما يلي :

« فيما يتعلق بالقسم ١ من جدول الاتفاقية الموقع عليها اليوم بين حكومتينا أتشرف بافادة سعادتكم ان الخطوط التي عينتها المملكة المتحده لا تنوي في الوقت الحاضر ان تقوم بنقليات بين بغداد وبيروت وقد استثنيت بغداد كنقطة وراء بيروت في طريق المملكة المتحدة (١ و ٢) كما هو مبين ادناه

١ – لندن بطريق (أ) زوريخ و\ او روما مالطه او طرابلس (ليبيا) (ب فرانكفورت – فيينا الى بيروت ومنها الى طهران او البصرة او عبادان – الكويت – البحرين – كراتشي ومنها

بوصفه نقاط متوسطة الى الشرق الاقصى واو استراليا .

٢ . نقوسيا ـ بيروت وما بعدها الى الكويت ـ البحرين .

ويحتمل في المستقبل ان ترغب الخطوط البريطانية القيام بمثل هذه النقليات ، وعندئذ تتقدم حكومة المملكة المتحدة من الحكومة اللبنانية بطلب التعديل المنصوص في حدود الطرق ٢ .

وتفضلوا بقبول اسمى شعائر الاحترام .

بيروت في ١٥ اب ١٩٥١

وزير الخارجية والمغتربين

شارل حلو

الى سعادة المستر تشابمان اندروز
وزير بريطانيا المفوض في بيروت

سعادة الوزير ،

بالاشارة الى الاتفاق الجوي المعقود بتاريخ هذا اليوم بين حكومتينا لي الشرف ان اعلم سعادتكم ان المصالح المختصة في الحكومة اللبنانية ستسعى ، على اساس المعاملة بالمثل في حدود صلاحياتها الادارية ، ان تنفذ منذ اليوم احكام الاتفاق المذكور .

اما فيما يتعلق بالمادة ٥ في الاتفاق الخاصة بالاعفاءات النقدية والاميرية والجمركية ، فانها تدخل في حيز التنفيذ بعد تبادل وثائق الابرام ابتداء من تاريخ اليوم .

واضيف ان هذا الكتاب والكتاب الذي ستوجهونه الي سعادتكم جواب على كتابي ستؤكدوا في المعاملة بالمثل سيعرضان على مجلس النواب في الوقت الذي يعرض فيه نص الاتفاق .

بيروت في ١٥ اب ١٩٥١

وزير الخارجية والمغتربين

شارل حلو

معالي شارل حلو
وزير الخارجية والمغتربين – بيروت

معالي الوزير ،

اتشرف بافادة معاليكم انني تسلمت كتابكم بتاريخ اليوم وهذا نصه :

«بالاشارة الى الاتفاق الجوي المعقود بين حكومتينا لي الشرف بان اعلم معاليكم ان المصالح المختصة في الحكومة اللبنانية ستسعى ، على اساس المعاملة بالمثل في حدود صلاحياتها الادارية ، ان تنفذ منذ اليوم احكام الاتفاق المذكور .

اما فيما يتعلق بالمادة ٥ في الاتفاق، الخاصة بالاعفاءات المدنية والاميرية والجمركية ، فانها تدخل في حيز التنفيذ بعد تبادل وثائق الابرام ابتداء من تاريخ اليوم .

واضيف ان هذا الكتاب والكتاب الذي ستوجهونه الي معاليكم جوابا على كتابي لتاكدوا لي المعاملة بالمثل سيعرضان على مجلس النواب في لبنان لدى عرض نص الاتفاق»

لي الشرف بان اعلم معاليكم باسم حكومة المملكة المتحدة ان السلطات البريطانية المختصة ستطبق الاتفاق المعقود اليوم ، على اساس المعاملة بالمثل ، وفقا للشروط التي تعرضها الحكومة اللبنانية .

وانتهز هذه المناسبة لاعرب لمعاليكم عن سامي اعتباري

بيروت في ١٥ اب ١٩٥١

وزير بريطانيا المفوض

شابمان اندروز

معالي شارل حلو
وزير الخارجية والمغتربين – بيروت

معالي الوزير ،

فيما يتعلق بالقسم ٢ من جدول الاتفاقية الموقع عليها اليوم بين حكومتي المملكة المتحدة وحكومة الجمهورية اللبنانية والتي بموجبها يسمح لخط او لخطوط لبنان الجوية المعينة بان تشغل خدمات وفقا للجدول الى الكويت والبحرين ، اتشرف بافادة معاليكم انه بسبب حالة مطاري الكويت والبحرين من الضروري مؤقتا فرض الشروط الآتية على ممارسة الحقوق الممنوحة كما تقدم :

١ – لا يسمح لطائرة ذات اربع

محركات ان تستعمل المطارين الحاليين في الكويت و البحرين الا باذن خاص من سلطات الملاحة الجوية البريطانية

٢ ـ بما ان مطار الكويت غير مسيج والتسهيلات المتوفرة في الكويت والبحرين هي الآن من نواح عديدة دون مستوى التأمين العادي ، فان تشغيل طائرات الخط او الخطوط الجوية المعينة في هذين المطارين يجب ان يتم على مسؤولية هذه الخطوط ذات العلاقة .

اتشرف بان اطلب من معاليكم بان تبلغوا موافقة حكومة الجمهورية اللبنانية على الشروط الواردة اعلاه فيما يتعلق بممارسة الحقوق في الكويت والبحرين من قبل الخط او او الخطوط الجوية اللبنانية .

بيروت في ١٥ اب ١٩٥١

وزير بريطانيا المفوض

تشابمان اندروز

الى سعادة المستر تشابمان اندروز
وزير بريطانيا المفوض في بيروت

سعادة الوزير

اتشرف بافادتكم انني تسلمت كتاب سعادتكم بتاريخ اليوم وفيه ما يلي :

« فيما يتعلق بالقسم ٢ من جدول الاتفاقية الموقع عليها اليوم بين حكومتي المملكة المتحدة وحكومة الجمهورية اللبنانية والتي بموجبها يسمح لخط او لخطوط لبنان الجوية المعينة بان تشغل خدمات وتتداول الى الكويت والبحرين ، اتشرف بافادة سعادتكم انه بالنظر لحالة مطاري الكويت والبحرين من الضروري موقتا فرض الشروط الاتية على ممارسة الحقوق الممنوحة حسبما تقدم :

١ ـ لا يسمح لطائرة ذات اربع محركات ان تستعمل المطارين الحاليين في الكويت والبحرين الا باذن خاص من سلطات الملاحة الجوية البريطانية.

٢ ـ بما ان مطار الكويت غير مسيج والتسهيلات المتوفرة في الكويت والبحرين هي الآن من نواح عديدة دون مستوى التامين العادي ، فان تشغيل طائرات الخط او الخطوط الجوية المعينة في هذين المطارين يجب ان تتم على مسؤولية هذه الخطوط ذات العلاقة .

اتشرف بان اطلب من سعادتكم بان تبلغوا موافقة حكومة الجمهورية اللبنانية على الشروط الواردة اعلاه

فيما يتعلق بممارسة الحقوق في الكويت والبحرين من قبل الخط او الخطوط الجوية اللبنانية .»

وجوابا على هذا الكتاب اتشرف بافادة سعادتكم ان حكومة الجمهورية اللبنانية موافقة على الشروط المذكورة اعلاه بشأن ممارسة الحقوق من قبل الخطوط الجوية اللبنانية في الكويت والبحرين .

وتفضلوا بقبول اسمى شعائر الاحترام .

بيروت في ١٥ آب ١٩٥١

وزير الخارجية والمغتربين

شارل حلو

GRECE

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — GRECE

AVANT NOVEMBRE 1943

- **21 Janvier 1940**
  ACCORD FRANCO-GREC SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCIAUX

  Arrêté 121/LR du 27 Mai 1940 portant application de cet accord au Liban et en Syrie

  (B.O. 1940 - P. 282)

  Arrêté 187/LR du 9 Juillet 1940 portant suspension de cet accord

  (B.O. 1940 - P. 368)

  Arrêté 293/LR du 7 Novembre 1940 supprimant l'arrêté 187/LR

  (B.O. 1940 - P. 505)

APRES NOVEMBRE 1943

- **1 et 10 Septembre 1947 — Beyrouth**
  ACCORD JUDICIAIRE
  (Echange de lettres sur la suppression des tribunaux mixtes)

يونان

اتفاقات دولية
بين لبنان واليونان

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **٢١ كانون الثاني ١٩٤٠**
  اتفاق فرنسي يوناني بشأن المبادلات والمعاملات التجارية .

  - قرار ١٢١/ل ر تاريخ ٢٧ أيار ١٩٤٠ وضع هذا الاتفاق موضع التنفيذ في لبنان وسوريا .

  (ج ر ١٩٤٠ ص ٢٨٢)

  - قرار ١٨٧/ل ر تاريخ ٩ تموز ١٩٤٠ أوقف تنفيذ هذا الاتفاق

  (ج ر ١٩٤٠ ص ٣٦٨)

  قرار ٢٩٣/ل ر تاريخ ٧ تشرين الثاني ١٩٤٠ ألغى القرار رقم ١٨٧/ل ر

  (ج ر ١٩٤٠ ص ٥٠٥)

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- **١ و ١٠ أيلول — بيروت**
  اتفاق قضائي
  (مبادلة رسائل بشأن إلغاء المحاكم المختلطة)

- 6 Septembre 1948 — Beyrouth
  ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS

- ٦ ايلول ١٩٤٨ – بيروت
  اتفاق النقل الجوي

- 6 Octobre 1948 — Beyrouth
  TRAITE DE COMMERCE, DE NAVIGATION ET D'ETABLISSEMENT

- ٦ تشرين الاول ١٩٤٨ – بيروت
  معاهدة تجارة وملاحة واقامة

- 10 Juin 1949 — Beyrouth
  CONVENTION CULTURELLE

- ١٠ حزيران ١٩٤٩ – بيروت
  اتفاق ثقافي

ACCORD

JUDICIAIRE

- Echange de lettres sur la suppression des Tribunaux Mixtes.

- Signé à Beyrouth le 1 et 10 Septembre 1947

LEGATION DE GRECE
EN SYRIE ET AU LIBAN

No. 1187*D* 2

Beyrouth, le 1er Septembre 1947

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de la République Libanaise.

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit : Le Gouvernement Royal Hellénique considère qu'à la suite de la suppression des Tribunaux Mixtes au Liban, la juridiction capitulaire des Tribunaux consulaires Helléniques aurait dû, en théorie pure, être rétablie et maintenue jusqu'à la conclusion d'un accord portant supression de cette juridiction.

اتفاق

قضائي

- مبادلة رسائل بشأن الغاء المحاكم المختلطة

- وقع في بيروت في ١ و١٠ ايلول ١٩٤٧

المفوضية اليونانية
في
سوريا ولبنان

بيروت في اول ايلول سنة ١٩٤٧

معالي وزير الخارجية والمغتربين
في الجمهورية اللبنانية

معالي الوزير ،

بامر من حكومتي ، اتشرف باحاطتكم علما بما يلي :

تعتبر الحكومة الملكية اليونانية انه ، على اثر الغاء المحاكم المختلطة في لبنان ، كان يجب ، من الوجهة النظرية الصرفة ، ان تعاد الى المحاكم القنصلية اليونانية صلاحياتها القضائية المشتقة عن الامتيازات ، وان تبقى هذه الصلاحيات قائمة الى ان يعقد اتفاق بالغائها .

Cependant, tenant compte du fait que le Gouvernement libanais n'est pas d'accord sur ce principe et ne désirant pas insister sur l'acceptation de son propre point de vue, le Gouvernement helléni que admet la suppression des Tribunaux Mixtes à partir du 1er Janvier 1947, dans les conditions suivantes

En ce qui concerne le régime juridique des ressortissants helléniques au Liban, le Gouvernement Royal hellénique admet naturellement qu'à l'avenir ils doivent être soumis à la juridiction pleine et entière des Tribunaux Nationaux Libanais de tous les degrés. D'autre part, le Gouvernement hellénique est persuadé que le Gouvernement Libanais est disposé à adopter, à titre de réciprocité, en ce qui concerne le statut personnel des ressortissants hellènes, le principe admis dans la majorité des pays, à savoir l'application à leur égard de leur loi nationale

L'acceptation de ce principe aurait comme conséquence l'application des lois helléniques aux ressortissants hellènes au Liban dans toutes les questions relatives au statut personnel en général, telles que le mariage, les droits et obligations conjugaux, le divorce, la separation judiciaire, le régime matrimonial, la pa-

على أنها ، علما منها ان الحكومة اللبنانية لا توافق على هذا المبدأ ، ورغبة منها في الا تتشبث بوجهة نظرها ، تقبل بالغاء المحاكم المختلطة ابتداء من اول كانون الثاني سنة ١٩٤٧ ، ضمن الشروط التالية :

توافق بالطبع الحكومة الملكية اليونانية ، فيما يختص بالنظام القانوني المتعلق بالرعايا اليونانيين في لبنان ، على أن يخضع هؤلاء خضوعا تاما في المستقبل لصلاحيات المحاكم الوطنية اللبنانية في كافة درجاتها . ومن جهة ثانية ، فان الحكومة اليونانية مقتنعة بان الحكومة مستعدة لكي تتبنى ، فيما يتعلق بقانون الاحوال الشخصية الخاص بالرعايا اليونانيين وعلى اساس المعاملة بالمثل ، المبدأ المقبول في معظم البلدان وهو : تطبيق تشريعهم الوطني عليهم .

وينتج عن قبول هذا المبدأ تطبيق القوانين اليونانية على الرعايا اليونانيين في لبنان في جميع القضايا المتعلقة بالاحوال الشخصية بوجه عام كقضايا الزواج ، والحقوق والواجبات الزوجية ، والطلاق والفصل القضائي ، ونظام الزوجية . والابوة ، والبنوة ، وتثبيت النسب

ternité, la filiation, la légitimation, l'adoption, la capacité des personnes et la majorité, l'interdiction, la succession testamentaire ou abintestat, le partage des héritages et leur réglements, etc... De même la loi libanaise serait appliquée en Grèce aux ressortissants libanais dans les mêmes conditions

Il est bien entendu que les autorités compétentes du pays de l'intéressé fourniront, s'il est nécessaire, aux autorités judiciaires de l'autre pays, les informations concernant les lois traitant les matières sus-énoncées. Il est également entendu que les ressortissants hellènes bénéficieront automatiquement au Liban de tout avantage qui serait maintenu, reconnu ou accordé de fait ou de droit, à des étrangers, en matière juridictionnelle.

J'espère que Votre Excellence aura l'obligeance de me communiquer le plus tôt possible l'assentiment du Gouvernement libanais aux propositions formulées ci-dessus et saisis cette occasion pour vous réitérer les assurances de ma très haute considération.

N. HADJI-VASSILIOU

Chargé d'Affaires a.i.

de Grèce au Liban

بالزواج ، والتبني ، واهلية الاشخاص وسن الرشد ، والحجر ، والوراثة عن طريق الوصية او بدونها ، وتقسيم التركات وتحريرها ، الخ . كذلك تطبق القانون اللبناني في اليونان على الرعايا اللبنانيين ضمن الشروط نفسها .

ومن المتفق عليه ان السلطات المختصة في بلد صاحب العلاقة تقدم ، اذا اقتضى الامر ، للسلطات القضائية في البلد الثاني ، المعلومات عن القوانين المتعلقة بالمواد المذكورة اعلاه . ومن المتفق عليه ايضا ان الرعايا اليونانيين يستفيدون حكما في لبنان من كل ميزة تحتفظ بها او تعترف بها او تمنح للاجانب ، في الحقل القضائي ، واقعا او قانونا .

آمل ان تتفضلوا معاليكم بابلاغي في اقرب وقت ممكن موافقة الحكومة اللبنانية على المبادئ المبينة اعلاه واغتنم هذه الفرصة لاكرر لكم التعبير عن اسمى اعتباري

نقولا الحاج فاسيليو

القائم باعمال المفوضية اليونانية بالوكالة

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

No 798 S

Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre no 1187 D/2 du 1er Septembre 1947, par laquelle vous aviez bien voulu me communiquer ce qui suit, d'ordre de Votre Gouvernement

« Le Gouvernement Royal Hellénique considère qu'à la suite de la suppression des Tribunaux Mixtes au Liban, la juridiction capitulaire des Tribunaux Consulaires Helléniques aurait dû, en théorie pure, être rétablie et maintenue jusqu'à la conclusion d'un accord portant suppression de cette juridiction. »

« Cependant, tenant compte du fait que le Gouvernement libanais n'est pas d'accord sur ce principe et ne désirant pas insister sur l'acceptation de son propre point de vue, le Gouvernement hellénique admet la suppression des Tribunaux Mixtes à partir du 1er Janvier 1947 dans les conditions suivantes :

« En ce qui concerne le régime juridique des ressortissants helléniques au Liban, le Gouvernement royal hellénique admet naturellement qu'à l'avenir ils doivent être

وزارة الخارجيـة
واللبنانيين المغتربين

حضرة القائم بالاعمال ،

أتشرف بأن أعلمكم بتسلمي كتابكم رقم ١١٨٧ D/2 المؤرخ في أول أيلول سنة ١٩٤٦ الذي تفضلتم فيه بإبلاغي ، بامر من حكومتكم ، ما يلي :

« تعتبر الحكومة الملكية اليونانية ، على اثر الغاء المحاكم المختلطة في لبنان ، كان يجب ، من الوجهة النظرية الصرفة ، ان تعود الى المحاكم القنصلية اليونانية صلاحياتها القضائية بحسب الامتيازات ، وان تبقى هذه الصلاحيات قائمة الى ان يعقد اتفاق بالغائها .

« على انها ، علما منها ان الحكومة اللبنانية لا توافق على هذا المبدأ ، ورغبة منها في عدم التشبث بوجهة نظرها ، تقبل بالغاء المحاكم المختلطة ابتداء من اول كانون الثاني سنة ١٩٤٧ ، ضمن الشروط التالية :

« توافق بالطبع الحكومة الملكية اليونانية ، فيما يختص بالنظام القانوني المتعلق بالرعايا اليونانيين في لبنان ، على ان يخضع هؤلاء

soumis à la juridiction pleine et entière des Tribunaux Nationaux libanais de tous les degrés. D'autre part, le Gouvernement hellénique est persuadé que le Gouvernement libanais est disposé à adopter, à titre de réciprocité, en ce qui concerne le statut personnel, des ressortissants hellènes, le principe admis dans la majorité des pays, à savoir : l'application à leur égard de leur loi nationale

« L'acceptation de ce principe aurait comme conséquence l'application des lois helléniques aux ressortissants hellènes au Liban, dans toutes les questions relatives au statut personnel en général, telles que le mariage, les droits et obligations conjugaux, le divorce, la séparation judiciaire, le régime matrimonial, la paternité la filiation, la légitimation, l'adoption, la capacité des personnes et la majorité, l'interdiction, la succession testamentaire ou ab intestat, le partage des héritages et leur règlement, etc..

« De même, la loi libanaise serait appliquée en Grèce aux ressortissants libanais dans les mêmes conditions.

« Il est bien entendu que les autorités compétentes du pays de l'intéressé fourniront, s'il est nécessaire, aux autorités judiciaires de l'autre pays, les informations

خضوعا تاما في المستقبل لصلاحيات المحاكم الوطنية اللبنانية في كافة درجاتها . ومن جهة ثانية فان الحكومة اليونانية مقتنعة بأن الحكومة اللبنانية مستعدة لكي تتبنى ، فيما يتعلق بقانون الاحوال الشخصية الخاص بالرعايا اليونانيين وعلى اساس المعاملة بالمثل ، المبدأ المقبول في معظم البلدان وهو : تطبيق تشريعهم الوطني عليهم .

"ويستتبع عن قبول هذا المبدأ تطبيق القوانين اليونانية على الرعايا اليونانيين في لبنان في جميع القضايا المتعلقة بالاحوال الشخصية بوجه عام كقضايا الزواج والحقوق والواجبات الزوجية ، والطلاق ، والفصل القضائي، ونظام الزوجية، والابوة والبنوة ، وتثبيت النسب بالزواج، والتبني ، واهلية الاشخاص ، وسن الرشد والحجر ، والوراثة عن طريق الوصية او بدونها وتقسيم التركات وتحريرها ، الخ ، كذلك يطبق القانون اللبناني في اليونان على الرعايا اللبنانيين ضمن الشروط نفسها .

"ومن المتفق عليه ان السلطات المختصة في بلد صاحب العلاقة تقدم ، اذا اقتضى الامر ، للسلطات

concernant les lois traitant les matières sus-énoncées. Il est également entendu que les ressortissants hellènes bénéficieront automatiquemet au Liban de tout avantage qui serait maintenu, reconnu ou accordé, de fait ou de droit à des étrangers, en matière juridictionnelle. »

J'ai l'honneur de vous communiquer l'assentiment du Gouvernement libanais aux propositions formulées ci-dessus et saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération

Beyrouth, le 10 septembre1947

Le President du Conseil des Ministres Ministre des Affaires Etrangères

RIAD SOLH

القضائية في البلد الثاني ، المعلومات عن القوانين المتعلقة بالمواد المذكورة اعلاه ومن المتفق عليه ايضا ان الرعايا اليونانيين سيستفيدون بصورة آلية في لبنان من كل ميزة يحتفظ بها او يعترف بها او تمنح للاجانب ، في الحقل القضائي ، واقعا او قانونا .

تشرف بابلاغكم موافقة الحكومة اللبنانية على المبادىء المبينة اعلاه وانتهز هذه الفرصة لاكرر لكم التعبير عن اسمى اعتباري

بيروت في ١٠ ايلول سنة ١٩٤٧

رئيس مجلس الوزراء
ووزير الخارجية بالوكالة

رياض الصلح

No. 1351 S 2

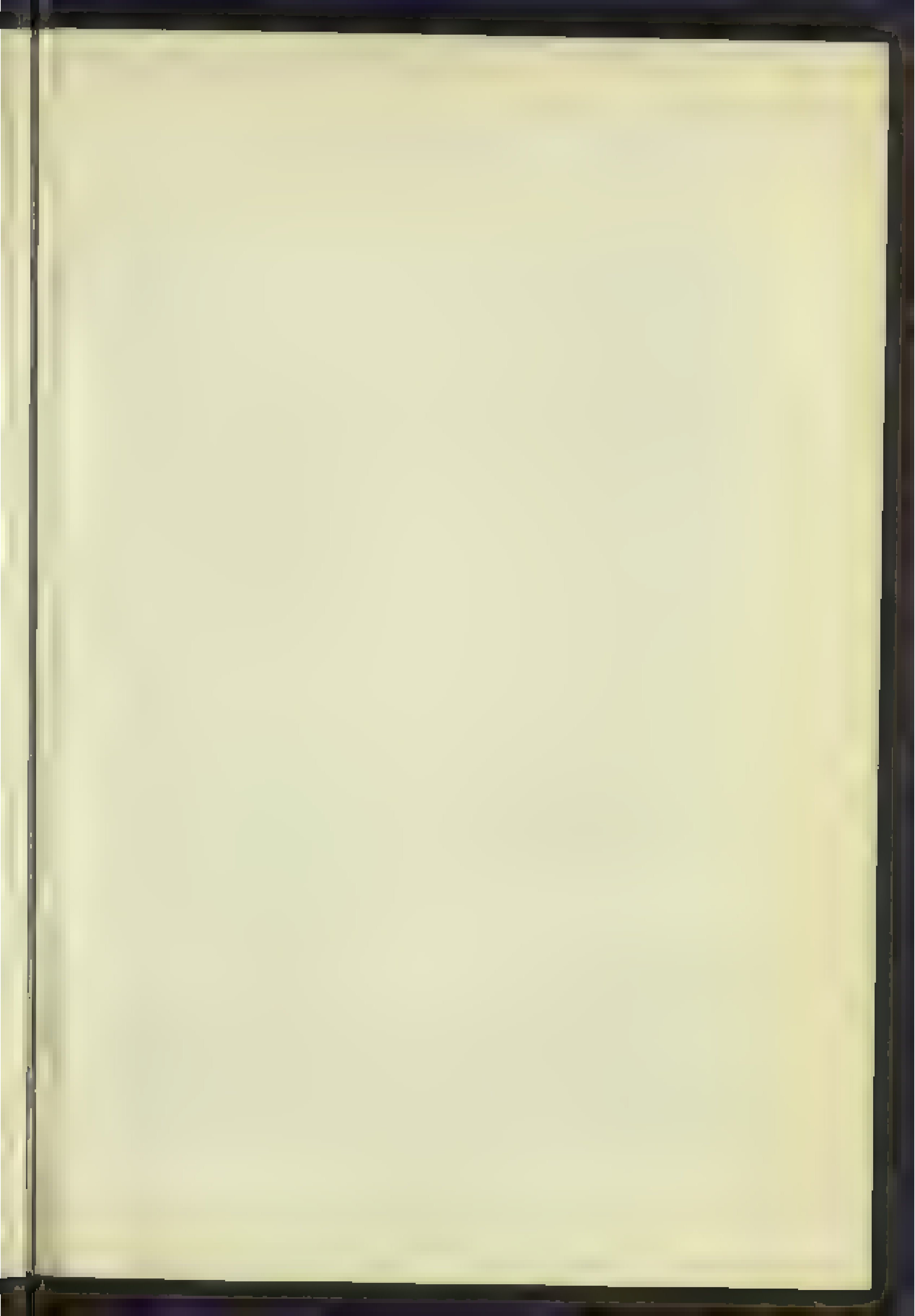
Beyrouth, le 29 Septembre 1947

Monsieur le Président

Me réferant à la lettre de Votre Excellence sub No. 798 S du 10 courant par laquelle l'accord greco-libanais concernant la suppression des Tribunaux [illegible] au Liban a été achevé, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que, ainsi qu'il vient de m'être communiqué par mon Gouvernement, la loi hellénique portant ratification de l'accord précité prendra effet à partir du 10 Septembre 1947

Je saisis cette occasion pour reitérer à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération

N. HADJI VASSILIOU



ACCORD
DE TRANSPORTS AERIENS

- Signé à Beyrouth
- le 6 Septembre 1948
- Ratification autorisée par la loi du 10 Juin 1949
- (J.O. - 1949 - no. 24 - p. 310
- Le texte officiel est établi en langue française.
- Date d'entrée en vigueur 6 Septembre 1948

Le Gouvernement de la République libanaise et

Le Gouvernement Royal Hellénique,

Désireux de conclure un Accord relatif à l'établissements de communications aériennes entre le Liban et la Grèce, ont, à cet effet, désigné leurs Plénipotentiaires :

Pour le Gouvernement de la République libanaise :

Monsieur Fouad AMMOUN Ministre Plénipotentiaire, Directeur Général du Ministère des Affaires Etrangères et des Libanais d'Outre-Mer

Pour le Gouvernement Royal Hellénique :

اتفاق
النقل الجوي

- وقع في بيروت
- في ٦ ايلول ١٩٤٨
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ١٠ حزيران ١٩٤٩
- ج ر ١٩٤٩ عدد ٢٤ ص ٣١٠
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة الفرنسية .
- تاريخ تنفيذ احكام هذا الاتفاق : ٦ ايلول ١٩٤٨

ان حكومة الجمهورية اللبنانية

والحكومة الملكية اليونانية

رغبة منهما في عقد اتفاق خاص بانشاء مواصلات جوية بين لبنان واليونان ، قد عينتا لهذه الغاية مندوبيهما المطلقي الصلاحية

عن حكومة الجمهورية اللبنانية

السيد فؤاد عمون ، وزير مفوض المدير العام لوزارة الخارجية والمغتربين

عن الحكومة الملكية اليونانية

Monsieur Nicolas HADJI VASSILIOU, Chargé d'Affaires de Grèce au Liban.

Lesquels sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre, les droits spécifiés à l'Annexe ci-jointe, en vue de l'établissement des routes aériennes civiles internationales et des services énumérés à cette annexe.

Les dits services pourront être inaugurés immédiatement ou à une date ultérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle ces droits sont accordés.

ARTICLE 2. — 1) Chacun des services aériens mentionnés à l'annexe ci-jointe sera mis en exploitation aussitôt que la Partie Contractante, qui, en vertu de l'article 1 a reçu le droit de désigner une ou plusieurs Entreprises aériennes pour exploiter les routes en question, aura effectué cette désignation.

La Partie Contractante qui aura accordé ce droit, devra, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article et de celles de l'article 6 ci-après, accorder, sans délai, l'autorisation d'exploitation nécessaire à l'Entreprise ou aux Entreprises intéressées.

السيد نيقولا حاجي فاسيليو ،
القائم باعمال المفوضية اليونانية
في لبنان .

اللذين اتفقا على الشروط الاتية :

المادة الاولى — يمنح الفريقان
المتعاقدان الحقوق المبينة في الملحق
المرافق لهذا الاتفاق بغية انشاء الطرق
والخطوط الجوية المدنية الدولية
المذكورة في الملحق .

يمكن افتتاح هذه الخطوط والخدمات
او فيما بعد وذلك حسب اختيار
الفريق المتعاقد الذي منحت له
هذه الحقوق .

المادة الثانية — ١ يبدأ تشغيل
كل من الخطوط المذكورة في الملحق
المرافق لهذا الاتفاق بمجرد ان يعين
الفريق المتعاقد الذي منح هذا
الحق بموجب المادة الاولى ، المؤسسة
او المؤسسات التي ستستثمر
هذه الخطوط .

يجب على الفريق المتعاقد الذي
منح هذا الحق مع الاحتفاظ بمراعاة
احكام الفقرة الثانية من هذه المادة
واحكام المادة السادسة من هذا الاتفاق
ان يصدر فورا ترخيص التشغيل
اللازم الى تلك المؤسسة او المؤسسات

2) (a) L'Entreprise ou les Entreprises ainsi désignées par l'une des Parties Contractantes, pourront être appelés, avant d'être autorisées à ouvrir les services fixés par le présent Accord, à justifier de sa qualification devant les Autorités Aéronautiques competentes de l'autre Partie Contractante, et ce, conformement aux lois et reglements en vigueur en ce pays, en ce qui concerne l'exploitation de routes civiles internationales par des Entreprises Commerciales de Transports Aeriens.

(b) Dans les régions qui sont le siège d'un occupation Militaire, ou dans les zones affectées par l'Occupation Militaire, l'ouverture de ces services sera subordonnée à l'approbation des Autorités Militaires compétentes.

ARTICLE 3. — Pour éviter toute discrimination et assurer l'égalité de traitements, il est convenu que :

1) Chacune des Parties Contractantes pourra imposer ou permettre que soient imposées des taxes justes et raisonnables pour l'utilisation des aéroports et autres installations. Chacune des Parties Contractantes convient cependant, que ces taxes ne seront pas plus élevées que celles qui seraient payées pour l'utilisation des dits aéroports et des dites

٢ — أ — يجوز ان يطلب الى المؤسسة او المؤسسات التي يعينها فريق من الفريقين المتعاقدين قبل ان يرخص لها بافتتاح الخطوط المبينة في هذا الاتفاق ان تثبت لسلطات الطيران التابعة للفريق الاخر المتعاقد انها تتوفر فيها الشروط التي تفرضها الانظمة والقوانين المعمول بها لدى تلك السلطات والمتعلقة باستثمار الطرق المدنية والدولية من قبل المؤسسات التجارية للنقل الجوي .

ب — ان افتتاح تلك الخطوط في المناطق المحتلة عسكريا او في المناطق التابعة للاحتلال العسكري يتوقف على موافقة السلطات العسكرية المختصة .

المادة الثالثة — منعا لكل تمييز وضمانا للمساواة في المعاملة بين الفريقان المتعاقدان على ما يلي

١ — يجوز لكل من الفريقين المتعاقدين ان يفرض او ان يسمح بفرض رسوم عادلة ومعقولة نظير استعمال المطارات او انشاءات اخرى ولكن من المتفق عليه بين الفريقين المتعاقدين ان لا تزيد قيمة هذه الرسوم عما تدفعه الطائرات الوطنية التي تعمل في خطوط دولية مماثلة

installations pour ses aéronefs nationaux employés à des services internationaux similaires.

2) Les carburants, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange, introduits sur le territoire d'une Partie Contractante, par une Entreprise de Transports Aériens désignée par l'autre Partie Contractante, ou pour le compte d'une telle entreprise, et destinés uniquement à l'usage des aéronefs de cette dernière bénéficieront d'un traitement aussi favorable que le traitement appliqué à l'Entreprise Nationale ou à celle de la Nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'imposition des droits de douane, des frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux appliqués par la Partie Contractante sur le territoire de laquelle aura été effectuée l'importation

3) Tout aéronef de l'une des Parties Contractantes opérant sur les routes faisant l'objet du présent accord, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions demeurant à bord des aéronefs civils des Entreprises de Transports aériens des Parties Contractantes autorisées à exploiter les routes et les services spécifiés à l'annexe, bénéficieront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Con-

ضد استعمالها هذه المطـــــارات او الانشاءات .

٢ ـ ان ان الوقود وزيوت الشحم وقطع الغيار التي تدخلها مؤسسة نقل جوي معينة من احد الفريقين المتعاقدين الى اراضي الفريق الاخر تعامل نفس المعاملة التفضيلية التي تعامل بها مؤسسة وطنية او مؤسسة تابعة للدول الاكثر رعاية وذلك بالنسبة لما يعرض الفريق المتعاقد التي تدخل تلك المواد اليه من رسوم الجمارك و تفتيش او الرسوم الوطنية الاخرى .

٣ ـ تعفى من رسوم الجمارك ورسوم التفتيش والرسوم المماثلة الاخرى كل طائرة من طائرات الفريقين المتعاقدين تعمل على الطرق المبينة في هذا الاتفاق وكذلك الوقود وزيوت الشحم وقطع الغيار والمهمات العادية والمؤن التي تبقى داخل الطائرات المدنية التابعة للمؤسسات الجوية المرخص لهـا

tractante, ou à leur départ de celui-ci, de l'exemption des droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes similaires même au cas où ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours du vol au-dessus du dit territoire.

4) Les approvisionnements énumérés au paragraphe 3) du présent article, et bénéficiant de l'exemption ci-dessus définie, ne pourront être déchargés qu'avec l'approbation des Autorités douanières de l'autre Partie Contractante.

Ces approvisionnements, s'ils doivent être réexportés, seront, jusqu'à leur réexportation, soumis au Contrôle douanier de l'autre Partie Contractante.

ARTICLE 4. — Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences, délivrés ou validés par chacune des Parties Contractantes, et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins d'exploitation des routes et des services spécifiés à l'annexe. Chaque Partie Contractante se réserve, cependant, le droit de ne pas reconnaître valable, pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses

تستعمل الطرق والخطوط المذكورة في الملحق وذلك عند دخولها ومغادرتها اقليم الفريق المتعاقد الاخر حتى وان استعملت هذه المواد او استهلكت اثناء طيران تلك الطائرات داخل ذلك الاقليم .

٤ ـ ان المواد المذكورة في الفقرة الثالثة من هذه المادة والتي تعفى من الرسوم المبينة فيها لا يمكن تفريغها من الطائرات الا بموافقة السلطات الجمركية التابعة للفريق المتعاقد الاخر . واما اذا كان من المنوي اعادة نقل هذه المواد فانها تظل خاضعة لمراقبة السلطات الجمركية التابعة للفريق المتعاقد الاخر حتى يتم نقلها .

المادة الرابعة ـ يعترف كل فريق من الفريقين المتعاقدين بصحة شهادة الصلاحية للطيران وشهادات الاهلية والاجازات الصالحة الصادرة عن الفريق الاخر او المصدقة لديه بعينه لتشغيل الطرق والخطوط المعينة في ملحق هذا الاتفاق . على ان لكل فريق من الفريقين المتعاقدين ان يحتفظ بحقه بعدم الاعتراف بشهادات الاهلية والاجازات التي تمنحها دولة اخرى

propres ressortissants par un autre Etat.

ARTICLE 5. — 1) Les lois et règlements de chaque Partie Contractante, relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire, en ce qui concerne les aéronefs employés à la navigation internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation des dits aéronefs, pendant leur séjour sur son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'Entreprise ou des Entreprises de l'autre Partie Contractante et les dits aéronefs devront s'y conformer à l'arrivée, au départ, et durant leur présence dans les limites du territoire de cette Partie Contractante.

2. Les lois et règlements régissant, sur le territoire des Parties Contractantes, l'entrée, le séjour ou la sortie des passagers, équipages ou marchandises transportés à bord des aéronefs, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée aux formalités de congé, à l'immigration, aux passeports, aux douanes et à la quarantaine, seront applicables aux passagers, aux équipages et aux marchandises, soit par eux-mêmes, soit par un tiers agissant en leur nom, à l'arrivée, au départ, et pendant leur séjour sur le territoire de cette Partie Contractante

ARTICLE 6. — Chaque Partie

لرعاياه فيما يتعلق بالطيران فوق اقليمه .

المادة الخامسة — ١ — تسري احكام القوانين والانظمة المعمول بها لدى احد الفريقين المتعاقدين بصدد دخول اقليمه و الخروج منه والمتعلقه بالطائرات التي تعمل في الملاحه الدولية وتشغيل تلك الطائرات ، على طائرات المؤسسة او المؤسسات التابعة للفريق المتعاقد التي يجب عليها تنفيذ هذه الانظمه والقوانين عند الدخول والخروج وطوال وجودها في اقليم الفريق الاخر .

٢ — تسري الانظمه والقوانين المعمول بها في اراضي احد الفريقين المتعاقدين والمتعلقه بدخول واقامه وخروج الركاب والملاحين والبضائع التي تحملها الطائرات كتعليمات الدخول والمادويات والهجرة والجوازات والجمرك والحجر الصحي على ركاب وملاحي وبضائع طائرات الفريق الاخر عند دخولهم اومغادرتهم اقليم الفريق الاول واثناء الاقامه فيه وذلك بطريقة مباشرة او بواسطة من يعمل عنهم باسمهم .

المادة السادسة — يتعهد كل

Contractante se reserve la faculte de refuser l'exercice des droits spécifiés à l'annexe ci-jointe, à une Entreprise de Transports Aériens désignée par l'autre Partie Contractante, ou lorsque cette Entreprise de Transports Aériens ne se conforme pas aux lois et règlements de l'Etat survolé comme indiqué à l'article 5 ci dessus — ou ne remplit pas les obligations que lui impose le present accord

ARTICLE 7 Le présent accord et tous les contrats y relatifs seront enregistrés à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale instituée par la Convention sur l'Aviation Civile Internationale conclue le 7 décembre 1944 à Chicago.

ARTICLE 8 Dans un esprit d'étroite collaboration les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes, se consulteront, s'il y a lieu, de temps à autre en vue de s'assurer de l'application du principe défini au présent accord, et à son annexe. et de leur execution satisfaisante

ARTICLE 9. — Si l'une ou l'autre des Parties contractantes estime désirable de modifier une clause quelconque de l'annexe au present accord, les Autorités Aéronautiques competentes des deux Parties Contractantes pour-

من الفريقين المتعاقدين بحقه الغاء او رفض منح مؤسسة الطيران بعينها الفريق الآخر الحقوق المبينة في الملحق المرافق لهذا الاتفاق في حالة عدم اقتناعه بان جزءا هاما من ملكية هذه المؤسسة وادارتها الفعلية موجودة فعلا في يد رعايا الفريق الثاني المتعاقد او في حالة عدم تقيد هذه المؤسسة بقوانين وانظمة الدولة التي تعمل فوق اقليمها طبقا لنص المادة الخامسة السابقة او عدم قيامها بالتزاماتها طبقا لمنطوق هذا الاتفاق .

المادة السابعة — يسجل هذا الاتفاق مع جميع العقود المتعلقة به لدى منظمة الطيران المدني الدولية الناشئة عن اتفاقية الطيران المدني الدولي الموقعة في ٧ كانون الاول عام ١٩٤٤ في شيكاغو .

المادة الثامنة — تقوم عند الاقتضاء السلطات المختصة بشؤون الطيران التابعة لكل من الفريقين المتعاقدين بمشاورات من وقت الى آخر بغية التحقق من تطبيق المبادئ المعينة في هذا الاتفاق والملحق المرافق له ومن تنفيذها بطريقة مرضية .

المادة التاسعة — اذا رغب احد الفريقين المتعاقدين في تعديل احد الشروط المعينة في الملحق المرافق لهذا الاتفاق يمكن للسلطات المختصة بشؤون الطيران لدى كل من الفريقين

ront, par accord direct entre elles proceder à une telle modification.

ARTICLE 10. — Tout diffédend entre les Parties Contractantes, concernant l'interprétation et l'application du présent accord ou de son annexe, qui ne pourrait être réglé par la voie de négociations directes, sera porté devant le Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale conformément aux dispositions de la Convention sur l'Aviation Civile Internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944. Toutefois, les Parties Contractantes peuvent, d'un commun accord, régler le différend en le portant soit devant un Tribunal Arbitral, soit devant tout autre personne ou organisme désigné par elles.

Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer à la sentence rendue

ARTICLE 11. — Au cas où une convention multilatérale relative à l'Aviation Civile Internationale entrerait en vigueur pour les deux Parties Contractantes, le présent accord et son annexe devront être amendés de façon à être mis en concordance avec les dispositions de la dite Convention

ARTICLE 12. — Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre Partie

المتعاقدين ان تجري هذا التعديل بالاتفاق المباشر بينهما .

المادة العاشرة — ان كل خلاف طرا بين الفريقين المتعاقدين على تفسير وتطبيق هذا الاتفاق والملحق المرافق له ولا يمكن تسويته بالمفاوضات المباشرة بينهما يرفع امره الى مجلس المنظمة الدولية للطيران المدني طبقا لاحكام اتفاقية الطيران المدني الدولية الموقعة في ٧ كانون الاول عام ١٩٤٤ في شيكاغو . على انه يمكن للفريقين المتعاقدين اذا اتفقا على ذلك تسوية هذا الخلاف برفعه الى هيئة تحكيمية او الى اي شخص او مؤسسة يعينانها

وفي هذه الحال يتعهد كل من الفريقين بالرضوخ الى الحكم الصادر بشأن الخلاف .

المادة الحادية عشرة — في حال حدوث اتفاقية متعددة الاطراف للطيران المدني الدولي تسري احكامها على الفريقين المتعاقدين يجب ان يعدل هذا الاتفاق والملحق المرفق له حتى تصبح احكامها مطابقة لاحكام الاتفاقية الآنفة الذكر .

المادة الثانية عشرة — يجوز لكل من الفريقين المتعاقدين في اي وقت

Contractante, son désir de dénoncer le présent accord. Une telle dénonciation aura effet douze mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit annulée, en commun accord, avant la fin de cette période.

ARTICLE 13. — Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature. Il sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Beyrouth dans le plus bref délai possible.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Beyrouth, le 6 Septembre 1948 en double exemplaire en langue française.

Fouad AMMOUN

Nicolas HADJI VASSILIOU

شاء اخطار الفريق الاخر برغبتــــه في ابطال هذا الاتفاق ويسري مفعول الابطال بعد انقضاء اثني عشر شهرا على تسلم احد الفريقين للاخطـــار الموجه من الفريق الاخر الا اذا الغي هذا الاخطار باتفاق الفريقين قبـــل انقضاء المدة المعينة المذكورة .

المادة الثالثة عشرة — تسري احكام هذا الاتفاق اعتبارا من تاريخ التوقيع عليه ويجري تبادل وثائق الابرام في اقرب وقت ممكن .

واثباتا لذلك وقع ادناه المندوبون المطلقو الصلاحية بما لهم من سلطة في ذلك مفوضين بها من حكوماتهم على هذا الاتفاق ووضعوا عليه خواتمهم .

حرر في بيروت على نسختين باللغة الفرنسية في اليوم السادس من ايلول سنة ١٩٤٨ .

نقولا حاجي فاسيليو

فؤاد عمون

ANNEXE

I

L'Entreprise ou les Entreprises de Transports Aériens du Gouvernement de la République Libanaise, autorisées en vertu du présent Accord, jouiront du droit de traverser le territoire hellénique sans y atterrir, et d'y atterrir pour des raisons non commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international des passagers, des marchandises, et du courrier sur les routes suivantes

(a) Liban-Nicosie (Chypre facultatif) — Athènes dans les deux sens.

b) Liban-Nicosie (Chypre facultatif) — Athènes — Pays au delà de la Grèce dans toutes les directions et dans les deux sens.

II

L'Entreprise ou les Entreprises de Transports Aériens du Gouvernement Royal Hellénique, autorisées en vertu du présent accord, jouiront du droit de traverser le territoire libanais sans y atterrir et d'y atterrir pour des raisons non commerciales, ainsi que du droit d'embarquer en trafic international des passagers, des marchandises et du courrier sur les routes suivantes :

الملحق

١ ــ تمنح مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي لحكومة الجمهورية اللبنانية المرخص لها طبقاً لهذا الاتفاق بحق مرور بدون هبوط و لهبوط لغير الاغراض التجارية في الاراضي اليونانية وكذلك حق حمل و انزال ما يشمله النقل الدولي من ركاب وبضائع وبريد على الخطوط الاتية

ا ــ لبنان ــ نيقوسيا (قبرص اختياري) اثينا ذهاباً واياباً .

ب ــ لبنان نيقوسيا (قبرص اختياري) اثينا وما وراء اليونان ذهاباً واياباً وفي جميع الاتجاهات .

٢ ــ تمنح مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي لحكومة المملكة اليونانية المرخص لها طبقاً لهذا الاتفاق بحق المرور بدون هبوط والهبوط لغير الاغراض التجارية في الاراضي اللبنانية وكذلك حق حمل وانزال ما يشمله النقل الدولي من ركاب وبضائع وبريد على الخطوط الاتية :

(a) Grèce-Nicosie (Chypre, facultatif) — Beyrouth dans les deux sens.

(b) Grèce-Nicosie (Chypre, facultatif) — Beyrouth — Pays au delà du Liban dans toutes les directions et dans les deux sens.

Toutefois le trafic à effectuer par les services libanais entre Nicosie et Athènes et par les services grecs entre Nicosie et Beyrouth ne pourra fonctionner que lorsque l'une et l'autre des Parties Contractantes aura obtenu le consentement du Gouvernement de Chypre.

III

En vue de l'établissement et de l'exploitation des Services Aériens faisant l'objet du présent accord et de son annexe, il est entendu entre les Parties Contractantes

1. Qu'il est désirable de provoquer et d'encourager la plus large distribution possible des avantages procurés par les voyages aériens pour le bien général de l'humanité, aux plus bas tarifs compatibles avec de sains principes économiques et stimuler les voyages aériens internationaux comme moyen de promouvoir une entente amicale et une bonne volonté commune entre les peuples, et asurer en même temps les nom-

أ ـ اليونان ـ نيقوسيا (قبرص ـ اختياري) بيروت ذهابا وايابا .

ب ـ اليونان ـ نيقوسيا (قبرص اختياري) بيروت وما وراء لبنان ذهابا وايابا وفي جميع الاتجاهات .

اما تشغيل الخط من قبل المصالح اللبنانية بين نيقوزيا واثينا ومن قبل المصالح اليونانية بين نيقوزيا وبيروت فلا يستمر لا عندما يحصل كل من الفريقين المتعاقدين على موافقة حكومة قبرص .

٢ ـ لانشاء وتشغيل الخطوط المبينة في هذا الاتفاق والملحق المرافق له تم الاتفاق بين الفريقين المتعاقدين على الامور التالية :

أ ـ من المرغوب فيه ان تساعد كل من الحكومتين وتشجع التوزيع الى اقصى حد ممكن في تعميم نفع الاسفار الجوية لصالح الانسانية باقل الاجور التي تتفق وقواعد الاقتصاد الصحيحة ومن المرغوب فيه ايضا ان تنشط كل منهما الاسفار الجوية الدولية كوسيلة لتقوية التفاهم الودي وحسن النية بين الشعوب وان تحقق الفوائد العديدة عن المباشر ...

breux bienfaits indirects de ce nouveau mode de transport pour le bien-être commun des deux Pays.

2) Que les services aériens mis à la disposition du Public devront correspondre aux besoins du Public en matière de Transports Aériens.

3) Qu'il devra exister une juste et égale possibilité pour les Entreprises des deux Nations, de desservir toute route, ou toutes routes, entre leurs territoires respectifs, et faisant l'objet du présent accord et de son annexe

4) Que dans l'exploitation par les Entreprises Aériennes de chacune des deux Parties Contractantes, des services long-courrier mentionnés à l'annexe du présent accord, les intérêts des Entreprises de l'autre Partie Contractante seront toutefois pris en considération afin que ne soient pas indûment affectés les services que ces dernières assureraient sur tout ou partie des mêmes parcours.

5) Que les services offerts par la ou les Entreprises Aériennes désignées en vertu du présent accord et de son annexe, auront comme objet essentiel d'offrir une capacité correspondante à la demande de trafic entre le Pays dont ressortit l'Entreprise ou les Entreprises, et le Pays de la destination définitive du trafic

تقدمها هذه الوسيلة الجديدة للنقل وذلك للصالح المشترك بين البلدين .

ب ـ يجب ان تكون الخدمات الجوية التي تخصص للمسافرين وافية بحاجتهم في حقل النقليات الجوية .

ج ـ يجب ان تكون لدى كل من مؤسسات البلدين نفس الامكانية العادلة لاستخدام الطريق او الطرق بين البلدين المبينة في هذا الاتفاق والملحق المرافق له .

د ـ عند تشغيل الخطوط الجوية البعيدة المدى من قبل مؤسسات كل من الفريقين المتعاقدين يجب ان يؤخذ بعين الاعتبار مصالح مؤسسات الفريق المتعاقد الآخر حتى لا تلحق بها اي ضرورة بصورة غير عادلة على قسم او كل من نفس الطرق الجوية .

هـ ـ ان الغرض الاساسي من الخطوط التي تقوم بها مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي المعينة في هذا الاتفاق والملحق المرافق به هو تقدم الحمولة التي تفي بحاجة النقل بين الدولة التي تتبعها تلك المؤسسة او المؤسسات والتي ينتهي اليها النقل .

IV

Le droit d'embarquer et de débarquer sur les lignes spécifiées à la présente annexe en trafic international à destination ou en provenance de Pays tiers, sera exercé conformément aux principes généraux de développement ordonné, affirmés par les deux Parties Contractantes, et dans les conditions telles que la capacité soit adaptée

1°) à la demande de trafic entre le pays d'origine et les pays de destination,

2°) à l'exigence d'une exploitation économique des services long-courrier;

3°) à la demande de trafic existant dans les régions traversées, et régionaux ·

4°) Au cas où l'Entreprise ou les Entreprises d'une des Parties Contractantes seraient provisoirement empêchées, par suite de difficultés provenant de la guerre, de profiter immédiatement des avantages offerts par l'article 3 de la présente annexe, la situation sera examinée à nouveau par les deux Parties Contractantes dès que l'Entreprise ou les Entreprises de la première Partie Contractante se trouvera en état d'apporter progressivement leur contribution à l'exploitation des Services Aériens

٤ ــ ان حق حمل وتفريغ النقل الجوي الدولي من والى بلد ثالث سوف يستعمل طبقا للمبادئ العامة للتقديم المنظم التي يؤيدها الفريقان المتعاقدان كما يخضع الشروط التي من شأنها ان تكون الاستعداد [illegible] مع

١ ــ حاجات النقل بين الدولة التي يبدأ منها الخط و [illegible] [illegible] اليه .

٢ ــ [illegible] للخطوط الجوية البعيدة المدى .

٣ ــ حاجات النقل [illegible] [illegible] الخط مع [illegible] الخطوط المحلية والخطوط [illegible]

٤ ــ عندما يتعذر على مؤسسة او مؤسسات احد الفريقين المتعاقدين الاستفادة مباشرة من الفوائد [illegible] في المادة الثالثة من هذا الاتفاق من جراء صعوبات ناتجة عن حرب ما يلجأ الى اعادة النظر في هذا الوضع من قبل الفريقين المتعاقدين عندما تتمكن تلك المؤسسة او المؤسسات من المباشرة بالمساهمة بصورة تدريجية [illegible] الخطوط الجوية .

TRAITE

DE COMMERCE, DE NAVIGATION, ET D'ETABLISSEMENT

- Signé à Beyrouth
- le 6 Octobre 1948
- Ratification autorisée par la loi du 28 Décembre 1949
- Le texte officiel est établi en langue française.

Le Gouvernement de la République libanaise,

Et le Gouvernement Royal Hellénique,

Désireux de conclure un Traite consulaire, de navigation, de droits civils et commerciaux et d'établissement, entre le Liban et la Grèce, ont, à cet effet, désigné leurs Plénipotentiaires .

Pour le Gouvernement de la République libanaise : Mr. Mohamed Ali HAMADE, Directeur des Affaires Politiques, Directeur Général par intérim du Ministère des Affaires Etrangères et des Libanais d'Outre-Mer :

معاهدة

تجارة وملاحة واقامة

- وقعت في بيروت
- في تشرين الاول سنة ١٩٤٨
- اجيز التطبيق عليها بموجب قانون ٢٨ كانون الاول ١٩٤٩
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة الفرنسية

ان حكومة الجمهورية اللبنانية

والحكومة الملكية اليونانية

رغبة منهما في عقد معاهدة قنصلية، للملاحة والحقوق المدنية والتجارية والاقامة بين لبنان واليونان قد عينتا لهذا الغرض مندوبيهما المفوضين :

عن الحكومة اللبنانية : السيد محمد علي حماده ، مدير الشؤون السياسية المدير العام بالوكالة لوزارة الخارجية والمغتربين .

Pour le Gouvernement Royal Hellénique : Monsieur Nicolas HADJI VASSILIOU, Chargé d'Affaires de Grèce au Liban.

Lesquels sont convenus des dispositions suivantes

CONDITIONS D'ETABLISSEMENT

ARTICLE PREMIER. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront, en observant les lois et règlements du pays, entrer librement voyager, séjourner et s'établir sur le territoire de l'autre Partie sauf dans les localités ou zones interdites, ou l'abandonner en tout temps, sans être soumis à des restrictions de quelque nature qu'elles soient autres que celles auxquelles sont ou seront soumis les nationaux.

La disposition ci-dessus ne porte pas atteinte aux prescriptions et mesures spéciales en vigueur ou à édicter par chacune des Hautes Parties Contractantes concernant l'immigration ou l'admission et l'emploi des travailleurs et salariés étrangers.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui a trait aux taxes de séjour et aux formalités de passeports et de visas imposées aux étrangers.

عن الحكومة اليونانية : السيد نقولا حجي فاسيليو القائم بأعمال المفوضية اليونانية في لبنان .

اللذين اتفقا على الشروط الآتية

شروط الاقامه

المادة ١ ـ يحق لرعايا كل من الفريقين الساميين المتعاقدين مع مراعاتهما لقوانين البلاد وانظمتها ان يتمتعوا بحريه الدخول والسفر والمرور والاقامه على اراضي الفريق الاخر ، باستثناء الاماكن والمناطق الممنوعه ، ومغادرتها في كل وقت دون ان يخضعوا لاية قيود غير التي خضع او سيخضع لها المواطنون .

ان النص المذكور اعلاه لا يمس الاحكام والتدابير الخاصة المتعلقه بالهجرة او بقبول العمال والاجراء الاجانب ، المعمول بها او التي يفرضها أحد الفريقين الساميين المتعاقدين .

يتمتع رعايا كل من الفريقين الساميين المتعاقدين بمعامله الدوله الاكثر رعايةً في ما يتعلق برسوم الاقامه ومعاملات الجوازات والسمات المفروضة على الاجانب

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne pourront se voir refuser l'accès du territoire de l'autre, ou, s'ils y sont déjà établis, ne pourront en être expulsés que dans l'un des cas suivants :

a) s'ils ont été condamnés pour un crime ou un délit punissable de plus de trois ans d'emprisonnement ;

b) s'ils se sont rendus coupables d'activités de nature subversive ou portant atteinte à l'ordre public ou à la tranquillité, la morale ou la santé publiques ;

c) s'ils sont indigents ou à la charge de l'Etat.

ARTICLE 2. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront, sur le territoire de l'autre et en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'acquérir tous biens mobiliers et immobiliers, notamment par voie d'achat, échange, donation, succession, testament ou de toute autre manière, de les posséder et d'en disposer librement.

Ils auront, en outre, en se conformant également aux lois et règlements en vigueur, le droit d'exercer toute industrie ou commerce ainsi que tout métier ou

لا يمنع رعايا احد الطرفين السامين المتعاقدين من دخول اراضي الطرف الاخر ولا يلجأ الى اخراجهم منها في حال اقامتهم فيها الا في احدى الاحوال التالية :

أ ـ اذا حكموا بعدة جناية او جرم تزيد عقوبته عن ثلاث سنوات سجن ،

ب ـ اذا اقترفوا اعمالا من شأنها التخريب او الاخلال بالامن العام ، او الراحة العامة او الاخلاق العامة او الصحة العامة ،

ج ـ اذا كانوا معوزين او على عاتق الدولة .

المادة ٢ ـ لرعايا كل من الطرفين السامين المتعاقدين الحصول عن طريق الشراء على حق تملك مختلف الاموال المنقولة وغير المنقولة على اراضي الطرف الاخر ، والمقايضة والهبة والارث والوصية او عن اي طريق آخر وحيازتها وحرية التصرف بها طبقا لقوانين وانظمة البلاد .

ولهم كذلك ان يمارسوا ، مع مراعاة القوانين والانظمة المعمول بها كل صناعة او تجارة وكل حرفة او مهنة ، الا ما كان منها مقصورا

profession dont l'exercice, suivant la loi locale, n'est pas ou ne serait pas réservé aux nationaux ou ne ferait pas l'objet d'une réglementation spéciale.

او سيقتصر على الوطنيين بموجب القانون المحلي او ما كان خاضعا لنظام خاص .

ARTICLE 3. — Les établissements scolaires, ainsi que les communautés, associations et fondations de chacune des Hautes Parties Contractantes auront, sur le territoire de l'autre Partie, le droit d'exercer librement leur activité, qu'elle ait un objet pédagogique ou scientifique, d'hospitalisation ou d'assistance, aux seules conditions de se conformer aux lois et règlements du pays, ainsi qu'à toute mesure qu'exigerait l'observation de l'ordre public.

المادة ٣ ــ يحق للمعاهد الرسمية وكذلك الجاليات والجمعيات والمؤسسات التابعة لكل من الفريقين الساميين المتعاقدين ممارسة نشاطها بحرية على اراضي الفريق الآخر سواء كانت غايتها التربية او التعليم او التمريض او الاسعاف على ان تتقيد بقوانين البلاد وانظمتها وبكل تدبير تتطلبه المحافظة على الامن العام.

Ils pourront maintenir leur personnel actuel, de même qu'ils pourront employer, dans la limite des besoins de l'organisation, un personnel étranger, sans préjudice du droit général de contrôle que possède le Gouvernement de chacune des Hautes Parties Contractantes sur l'entrée et le séjour des étrangers sur son territoire.

ويحق لها الاحتفاظ بموظفيها الحاليين كما يحق لها استخدام موظفين اجانب ضمن نطاق حاجات المؤسسة على ان لا يمس ذلك حق حكومة كل من الفريقين المتعاقدين في مراقبة دخول واقامة الاجانب على اراضيها

ARTICLE 4. — Les ressortissants et les sociétés ou associations de chacune des Hautes Parties Contractantes, ainsi que leurs biens, droits et intérêts ne seront assujettis, sur le territoire de

المادة ٤ ــ لا يخضع رعايا كل من الفريقين الساميين المتعاقدين والشركات او الجمعيات التابعة لهما او كذلك املاكهم وحقوقهم ومصالحهم

l'autre à des droits, taxes, impôts, contributions ou charges fiscales quelconques, autres ou plus onéreux que ceux qui sont perçus en pareil cas sur les nationaux, leur sociétés ou associations

Les précédentes dispositions ne s'appliquent pas aux taxes et charges relatives aux concessions de fouilles archéologiques, aux concessions et à l'exploitation de l'énergie hydroélectrique, des forêts, des mines et autres richesses du sous-sol, ainsi que des raffineries et autres installations pétrolières, lesquelles charges et taxes ne seront pas, toutefois, plus onéreuses que celles réclamées aux ressortissants d'un Etat tiers

Les ressortissants et les sociétés ou associations de l'une des Hautes Parties Contractantes ne seront pas taxés par l'autre Partie qu'à raison de la part d'actif social qu'ils ont investi sur son territoire, des bénéfices qu'ils y réalisent ou des affaires qu'ils y pratiquent.

ARTICLE 5. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire. Ils ne seront soumis à d'autres prestations ou réquisitions militaires et civiles qu'en temps de guerre et dans la mesure et aux conditions prévues pour les nationaux.

على اراضي الفريق الاخر لمكوس ورسوم وضرائب وتكاليف والتزامات مالية غير التي تستوفى في حالة مماثلة من الوطنيين وشركاتهم او جمعياتهم دون اية زيادة .

ان هذه الاحكام لا تسري على الرسوم والالتزامات المتعلقة بامتيازات التنقيب عن الاثار وامتيازات واستثمار القوى (المائية الكهربائية) والاحراج والمعادن وغيرها من الثروات المدفونة وكذلك المصافي وغيرها من المنشآت النفطية ، على ان لا تزيد الرسوم والالتزامات المفروضة في هذه الحالات عما تطلب من رعايا دولة ثالثة .

لا تكون الرسوم التي يفرضها احد الفريقين على رعايا وشركات او جمعيات الفريق الاخر الا بنسبة ما يستثمر من راس المال المشغل على اراضيه وبنسبة الارباح التي يجنيها والاعمال التي يمارسها .

المادة ٥ ـ يعفى رعايا كل من الفريقين المتعاقدين من الخدمة العسكرية على اراضي الفريق الاخر ولا يخضع هؤلاء الرعايا للبدلات او المصادرات العسكرية والمدنية الا في زمن الحرب وضمن الحدود والشروط التي تسري على الوطنيين .

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, quant à leurs biens sur le territoire de l'autre, de la plus entière protection des lois, tribunaux et autorités, à l'égal des nationaux

Comme les nationaux, ils auront libre accès devant les tribunaux, à tous les degrés de juridiction, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits, ils jouiront, comme ceux-ci, de la liberté de choisir dans tous les procès leurs avocats, avoués ou agents parmi les personnes admises à l'exercice de ces professions selon les lois du territoire en question

ARTICLE 6. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront soumis sur le territoire de l'autre, dans les mêmes conditions que les nationaux à la législation territoriale, aux principes généraux du droit international aux lois, décrets, arrêtés et règlements en matière criminelle, civile, commerciale, administrative, fiscale ou autre

Ils resteront toutefois assujettis, quant au statut personnel, aux prescriptions de leur loi nationale.

Si une succession d'un Grec au Liban ou d'un Libanais en Grèce tombe en déshérence, il sera dis-

يتمتع رعايا كل من الفريقين المتعاقدين على اراضي الفريق الاخر بكامل حماية القوانين والمحاكم والسلطات في اموالهم ، وذلك اسوة بالوطنيين .

وان لهم كما للوطنيين الحق بالسعي امام المحاكم كما يتمتعون مثلهم بجميع درجات القضاء سواء للمطالبة بحقوقهم او للدفاع عنها ، وبحرية اختيار محاميهم لمختلف قضاياهم ووكلائهم وفاقا للقوانين المحلية من بين الاشخاص المجاز لهم ممارسة هذه المهن .

المادة ٦ — يخضع رعايا كل من الفريقين المتعاقدين على اراضي الفريق الاخر وفي نفس الشروط المفروضة على الوطنيين ، للتشريع المحلي ولمبادىء العامة للحقوق الدولية وللقوانين والمراسيم والقرارات والانظمة المتعلقة بالقضايا الجزائية والمدنية والتجارية والادارية والمالية وغيرها .

اما في ما يتعلق بالاحوال الشخصية فانهم يخضعون لاحكام قانونهم الوطني .

اذا اصبحت تركة يوناني في لبنان او تركة لبناني في اليونان بدون وارث تتصرف بالاملاك المنقولة وغير المنقولة

posé des biens mobiliers ou immobiliers, faisant partie de cette succession, suivant les lois de l'Etat auquel ressortissait le de cujus

CLAUSES COMMERCIALES ET DE NAVIGATION

ARTICLE 7. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre la Grèce et le Liban.

Les deux Etats s'engagent à prendre des mesures internes et internationales appropriées en vue de favoriser des relations économiques mutuellement avantageuses dans le cadre des relations économiques mondiales.

ARTICLE 8. — Les sociétés par actions et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles et financières les compagnies d'assurances et de transports qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes et sont régulièrement constituées d'après sa législation, seront reconnues de plein droit, comme existant régulièrement, par l'autre Partie

Ces sociétés pourront, en se soumettant aux lois et règlements du pays, acquérir tous biens mobiliers et immobiliers.

Pour tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leurs biens, les dispositions de l'article 5 leur seront applicables

التابعة لهذه التركة حسب قوانين الدولة التي ينتمي اليها المتوفى .

شروط التجارة والملاحة

المادة ٧ ــ تقوم بين لبنان واليونان حرية تامة للتجارة والملاحة .

تتعهد اليونان ولبنان باتخاذ التدابير الداخلية والدولية الملائمة لتقوية العلاقات الاقتصادية التي تعود بالنفع على الفريقين في نطاق العلاقات الاقتصادية العالمية .

المادة ٨ ــ ان الشركات المساهمة والشركات التجارية الاخرى ومنها الشركات الصناعية والمالية وشركات التأمين والمواصلات التي يكون مركزها على اراضي احد الفريقين المتعاقدين والمؤسسة طبقا لانظمته تعترف حكما بوجودها من قبل الفريق الآخر .

ويحق لهذه الشركات اقتناء الاموال المنقولة وغير المنقولة حسب قوانين وانظمة البلد .

تطبق احكام المادة الخامسة فيما يتعلق بالحماية الشرعية والقضائية على املاك هذه الشركات .

ARTICLE 9. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce ainsi que des dessins ou modèles industriels ou de fabrique de tout espèce.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour donner pleine et entière application, dans leurs relations réciproques, aux stipulations de la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911, à la Haye le 6 novembre 1925 et à Londres le 2 juin 1934.

ARTICLE 10. — Les voyageurs de commerce qui représentent des négociants ou industriels domiciliés sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes bénéficieront, à leur entrée et pendant leur séjour sur le territoire de l'autre Partie, et à leur sortie du dit territoire, pourvu que leur séjour ne dépasse pas six mois, du traitement de la nation la plus favorisée en matière de taxation et autres facilités. Leur qualité sera établie, le cas échéant, par un certificat de la maison qu'ils représentent, légalisé par l'autorité consulaire du lieu.

المادة ٩ ـ يتمتع رعايا كل من الفريقين الساميين المتعاقدين على اراضي الفريق الاخر بنفس الحماية التي يتمتع بها الوطنيون فيما يتعلق بملكية العلامات التجارية او الفارقة وكذلك الرسوم او النماذج الصناعية او الخاصة باي نوع من المصانع .

ان الفريقين المتعاقدين متفقان على ان يطبقا كل التطبيق في علاقتهما المتبادلة شروط اتفاقية باريس الخاصة بحماية الملكية الصناعية والمعقودة بتاريخ ٢٩ اذار ١٨٨٣ والمعدل في بروكسل بتاريخ ١٤ كانون الاول ١٩٠٠ وفي واشنطن بتاريخ ٢ حزيران ١٩١١ وفي لاهاي بتاريخ ٦ تشرين الثاني ١٩٢٥ وفي لندن بتاريخ ٢ حزيران ١٩٣٤

المادة ١٠ ـ ان الوكلاء التجاريين الذين يمثلون التجار او الصناعيين المقيمين على اراضي احد الفريقين المتعاقدين ، يتمتعون عند دخولهم اراضي الفريق الاخر ، ومدة اقامتهم فيها وعند مغادرتهم اياها ، شريطة الا تتجاوز اقامتهم الستة اشهر بمعاملة الدولة الاكثر رعاية في ما يتعلق بالرسوم وسواها من التسهيلات ويثبتون عند الاقتضاء صفتهم بشهادة من المحل الذي يمثلون مصدقة من السلطة القنصلية المحلية .

Les articles importés à titre d'échantillon bénéficieront de la franchise douanière sous condition d'être réexportés dans le délai maximum de six mois.

Ne pourront toutefois être admis en franchise douanière les articles que les Autorités du pays d'importation estimeront ne pouvoir être identifiés au moment de leur exportation.

ان المواد المـــورده كعينه تعفى من الرسوم الجمركية شريطة ان يعاد تصديرها في مدة لا تتجاوز الستـه اشهر ولا تتمتع بالاعفاء المواد التي تعتبرها سلطات البلد المستورد غير ممكنة التحديد عند تصديرها .

ARTICLE 11. — La nationalité des navires de chacune des Hautes Parties Contractantes, déterminée selon les lois et règlements qui y sont en vigueur, sera reconnue par l'autre Partie pour l'application des dispositions du présent Traité

المادة ١١ ـ ان جنسية بواخر كل من الفريقين المتعاقدين المحـــددة وفقا للقوانين والانظمة المرعية يعترف بها الفريق الاخر ، وذلك لتنفيذ احكام هذه المعاهده .

ARTICLE 12. — Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phares, de quarantaine, de courtage, de bassinage, de quais ou autres charges qui pèsent, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire et sont perçus au nom et au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposés à l'arrivée, séjour et sortie, dans les ports de l'un des deux pays, aux bâtiments de l'autre, qui ne seraient pas également et dans les mêmes conditions imposés aux navires de la nation la plus favorisée.

المادة ١٢ ـ لا تفرض على بواخـــر الفريق الاخر عند وصولها الى موانيء احد الفريقين واقامتها فيهمـــا او مغادرتها اياها اي رسم من رســـوم الحمولة والمرفا والملاحة والمنـــارة والحجر الصحي والسمسرة والاباره والارصفة او اية رسوم مهما تنوعت اسماؤها من رسوم هيكـل الباخرة التي تستوفى باسم او لمنفعة الحكومه او الموظفين الرسميين او الافراد او التعاونيات او المؤسسات المختلفة ما لم تكن هذه الرسوم تستوفى ايضـا وفق نفس الشروط من بواخر الدوله الاكثر رعاية .

Cette égalité de traitement aura son effet à l'égard des navires de chacune des Hautes Parties Contractantes de quelque port ou place qu'ils arrivent et quelle qu'ait été leur destination au départ.

ARTICLE 13. — Les navires de commerce de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront se rendre dans les ports de l'autre Partie, soit pour y débarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leurs cargaisons en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leurs cargaisons à destination de l'étranger

Les Hautes Parties Contractantes s'accorderont réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée relativement au cabotage et au remorquage, pilotage et autres services des ports

Il en sera de même de la pêche dans les eaux territoriales jusqu à vingt kilomètres de la laisse de basse mer

Les dispositions du présent article ne s'opposent pas à l'octroi de toutes subventions, primes ristournes, détaxes et autres exemptions destinées à favoriser le développement de la marine marchande nationale ou de la pêche nationale

ان هذه المساواة في المعاملة تسري على بواخر الفريقين المتعاقدين اي كان المرفأ او المكان الذي تصل منه واياً كانت وجهتها عند ابحارها .

المادة ١٣ ـ يحق للسفن التجارية التابعة لكل من الفريقين السامين المتعاقدين الدخول الى مرافىء الفريق الاخر بغية انزال كل او قسم من ركابها او من حمولتها الواردة من الخارج او بقصد تحميل كل او قسم من ركابها او حمولتها الى الخارج .

تعامل كل من الفريقين المتعاقدين الفريق الاخر معاملة الدولة الاكثر رعاية فيما يختص بابحار البواخر وجرها وادارتها وبكل الخدمات في المرافىء . وكذلك في ما يتعلق بالصيد في المياه الاقليمية حتى على بعد عشرين كيلو مترا من الشواطىء .

ان احكام هذه المادة لا تتعارض مع اعطاء المساعدات والمنح والاعانات وتخفيف الضرائب وغيرها من الاعفاءات التي غايتها ان تيسر تنمية التجارة البحرية والصيد الوطني .

CLAUSES CONSULAIRES

ARTICLE 14. — Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls ou des agents consulaires dans les ports, villes et autres localités du territoire de l'autre Partie.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent toutefois le droit de refuser l'établissement de consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans certaines localités ou portion du territoire pourvu que cette réserve soit également appliquée à toutes les Puissances.

Les consuls ainsi que les autres fonctionnaires consulaires pourront être de carrière ou honoraires.

Si le fonctionnaire honoraire est ressortissant du pays où il aura à exercer les fonctions consulaires, l'assentiment du dit pays devra être préalablement obtenu par la voie diplomatique.

Sur présentation de leurs lettres de provisions, les Consuls seront réciproquement admis et reconnus par le Gouvernement de l'Etat de leur résidence selon les règles et formalités en usage dans

الاحكام الخاصة بالشؤون القنصلية

المادة ١٤ ـ يحق لكل من الفريقين الساميين المتعاقدين تعيين قناصل عامين ، قناصل ، نواب قناصل ، او وكلاء قناصل في المرافئ والمدن والمناطق الاخرى من اراضي الفريق الآخر .

بيد ان كل فريق من الفريقين يحتفظ بحقه في رفض قبول تعيين قناصل عامين ، قناصل ، نواب قناصل او وكلاء قناصل في بعض المناطق والاقسام من اراضيه شريطة ان يسري هذا الرفض على جميع الدول .

يمكن ان يكون القناصل وكذلك بقية الموظفين القنصليين موظفين تابعين للملاك او فخريين .

اذا كان الموظف الفخري من رعايا البلد الذي يمارس فيه اعماله القنصلية توجب اخذ موافقة هذا البلد مسبقا بالطرق الديبلوماسية .

يتم تبادل قبول القناصل والاعتراف بهم من قبل حكومة الدولة التي يقيمون فيها حسب القوانين والاجراءات المرعية في هذه الدولة وذلك فور تقديم كتاب التعيين ، ثم

cet Etat. L'Exequatur pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera delivré sans retard et sans frais

Le Gouvernement de l'Etat de résidence informera immediatement de la nomination du consul les autorités compétentes de la circonscription consulaire et ces dernieres, sur cet avis ou sur la présentation de l'exequatur, devront prendre sans délai toutes mesures utiles pour que le consul puisse s'acquitter des devoirs de sa charge et jouir des droits, privilèges et immunités reconnus par le présent Traité.

En cas d empêchement, d absence ou de décès d'un chef de poste les fonctionnaires adjoints seront autorisés, dans l'ordre fixé par l Etat dont ils relèvent, à exercer par intérim les fonctions du titulaire, à condition que leur caractère officiel ait été porté auparavant à la connaissance des autorités compétentes.

ARTICLE 15. — Les consuls pourront apposer sur la maison où sont installes leurs bureaux ou chancelleries l'écusson des armes du pays qu'ils représentent avec les indications d'usage dans la langue officielle de leur Etat, arborer le pavillon de ce pays aux jours de solennités officielles, ainsi que dans d'autres circonstan-

يسلمون بدون تأخير وبدون اي مقابل البراءة اللازمة لممارسة اعمالهم بحرية تامه .

ان حكومة الدولة التي يقيم فيها القنصل تعلم حالا السلطات المختصه لمنطقة القنصلية بنبأ تعيينه . وعلى هذه السلطات ان تتخذ ، بدون ابطاء على اثر هذا الاعلام او لدى اطلاعها على البراءة ، جميع التدابير اللازمة لتمكينه من القيام بواجبات وظيفته والتمتع بالحقـــوق والامتيازات والحصانات المعترف بها في هذه المعاهدة

وفي حالة وجود عائق ما او في حالة غياب او موت رئيس البعثة يرخص للموظفين المعاونين وفقا للترتيـــب الذي تحدده الدولة التي ينتمون اليها بالقيام بالوكالة بوظائف الاصيل شريطة ان تكون قد سبق لدولتهم ان اعلمت السلطات المختصة بصفتهم الرسمية

المادة ١٥ — يحق للقناصل وضع شعار الدولة التي يمثلونها على الدار التي تشغلها مكاتبهم او دوائرهـــم مع كتابه المعلومات المعتادة باللغـــه الرسمية لدولتهم ، ولهم كذلك رفع علم بلادهم في ايام الاعياد الرسميه

ces d'usage. Toutefois, ces marques extérieures ne pourront être interprétées comme constituant un droit d'asile

ARTICLE 16. — L'ensemble des pièces à l'usage des bureaux pour le service officiel consulaire et le local spécialement affecté au dépôt des archives consulaires sont inviolables. Ces pièces et ce local doivent être parfaitement distincts des pièces servant à l'habitation personnelle du fonctionnaire consulaire et ne peuvent être affectés à d'autres usages.

Les Consuls de carrière et les autres fonctionnaires de carrière, sujets de l'Etat qui les a nommés, jouiront de l'exemption de toutes contributions directes ayant le caractère d'impôt personnel, établies par l'Etat de leur résidence ou par une autorité quelconque qui en relève.

Les consuls honoraires et les autres fonctionnaires honoraires seront seuls autorisés à exercer un commerce ou toute autre activité différente de leur fonction. Ils seront exempts des réquisitions et des logements militaires uniquement pour les locaux affectés à leur chancellerie et à leurs archives consulaires.

Pendant un délai de six mois après leur entrée en fonctions, les

وغيرها من المناسبات . غير ان هذه الشارات الخارجية لا يمكن ان تعتبر كاعتراف بمنح حق الحماية .

المادة ١٦ ـ يتمتع بالحصانة مجموع الغرف التي تشغلها مكاتب القنصلية للاعمال الرسمية وكذلك المكان المخصص للمحفوظات القنصلية

ويجب ان تكون هذه الاماكن التي لا يجوز استعمالها لغير ما ذكر اعلاه منفصلة تماما عن الغرف التي يشغلها الموظفون القنصليون لسكنهم .

يتمتع القناصل المنتمون للملاك وبقية الموظفين المسلكيين الذين هم من رعايا الدولة التي عينتهم بالاعفاء من جميع المكوس التي لها صفة الضريبة الشخصية المفروضة من قبل الدولة التي يقيمون فيها أو احدى السلطات التابعة لها .

يرخص للقناصل الفخريين وبقية الموظفين الفخريين دون سواهم بتعاطي التجارة او اي عمل آخر غير وظيفتهم ولا يستثنون من المصادرة ومن واجب ايواء الجيوش الا فيما يتعلق بالاماكن المتخذة لاعمالهم الرسمية والمخصصة للمحفوظات القنصلية .

يحق للقناصل وجميع الموظفين القنصليين المنتمين للملاك من رعايا

consuls et tous les autres fonctionnaires consulaires de carrière, citoyens de l'Etat qui les a nommés, sont autorisés, à faire entrer leur mobilier et les effets et ustensiles de ménage destinés à leur usage personnel ou à l'usage de leur famille

Les consuls et les autres fonctionnaires consulaires de carrière ressortissants de l'Etat qui les a nommés jouiront de l'immunité personnelle. Ils ne pourront être mis en état d'arrestation ou d'emprisonnement préventif que pour les infractions qui, en vertu de la législation locale, sont qualifiées crimes et punis comme tels

En cas de poursuite judiciaire, d'arrestation ou de mise en accusation du consul ou de l'un des fonctionnaires ci-dessus, le Gouvernement de l'Etat de leur résidence informera sans délai le représentant diplomatique de l'Etat dont il relève

Les consuls et les fonctionnaires consulaires de carrière ou honoraires pourront se refuser à déposer sur tous faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions et à produire des pièces dont ils seraient détenteurs en opposant le secret professionnel ou d'Etat. Au cas où l'autorité judiciaire n'admettrait pas le bien-fondé de cette exception, elle devra s'abste-

الدولة التي تعينهم ان يدخلوا الى اراضي الدولة الاخرى عند التحاقهم بمراكز اعمالهم فيها وطيلة مدة ستة اشهر تبدا من تاريخ تسلم اعمالهم ؛ اموالهم المنقولة والاشياء المعدة لاستعمالهم الشخصي او استعمال عائلاتهم .

يتمتع القناصل وبقية الموظفين القنصليين الرسميين الذين هم من رعايا الدولة التي تعينهم بالحصانة الشخصية ولا ينالهم التوقيف الموقت السابق للحكم الا في الجرائم التي يعتبرها التشريع المحلي جناية ويعاقب عليها بهذا الوصف .

في حالة الملاحقة القضائية والتوقيف او اتهام القنصل او احد الموظفين المذكورين اعلاه تعلم حكومة الدولة التي يقيمون فيها بدون ابطاء الممثل الدبلوماسي للدولة التي ينتمون اليها .

يحق للقناصل والموظفين القنصليين التابعين للملاك او الفخريين الامتناع عن اعطاء ايه شهادة في كل قضية تتعلق بممارسة اعمالهم وعن ابراز مستندات تكون بحوزتهم وذلك بحجة سر المهنة او الدولة . وفي حالة عدم اقتناع السلطة القضائية بهذا الاستثناء يجب عليها الامتناع عن اتخاذ اي تدابير

ur de toute mesure coercitive à l'égard dudit fonctionnaire consulaire. Les difficultés qui surgiraient à cette occasion devront toujours être réglées par la voie diplomatique

ـد حرية نحو الموظف القنصلي المذكور ، ويجب ان تسوى دائما الصعوبات الناتجة عن ذلك بالطرق الدبلوماسية .

ARTICLE 17. — Les Consuls de chacune des Hautes Parties Contractantes sont admis à protéger les ressortissants de l'Etat qui les a nommés et à défendre en vertu du droit et des usages internationaux tous droits et intérêts de ces ressortissants

المادة ١٧ ــ يحق لقناصل كل من الفريقين المتعاقدين حماية رعايا الدولة التي عينتهم والدفاع حسب القانون والعرف الدوليين عن حقوقهم ومصالحهم .

A cet effet, ils pourront s'adresser aux autorités administratives et judiciaires de leur circonscription en vue d'obtenir les renseignements et explications nécessaires ; ils pourront aussi s'adresser à toutes les autorités administratives de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux conventions et traités existant entre les deux pays et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre

ولذا يمكنهم التقدم من السلطات العدلية والادارية في منطقتهم بطلب المعلومات والايضاحات اللازمة كما يحق لهم التقدم بالشكوى لدى جميع السلطات الادارية في منطقتهم اذا حصلت مخالفة للاتفاقات والمعاهدات المرعية الاجراء بين البلدين واذا شكا رعاياهم من مظلمة توقع بهم .

ARTICLE 18. — Les consuls de chacune des Hautes Parties Contractantes ont, s'ils y sont autorisés par les lois ou règlements du pays qui les a nommés, le droit de délivrer à leurs ressortissants des passeports et autres pièces d'identité ainsi que de viser tous passeports, certificats d'origine ou de provenance de marchandises et autres documents.

المادة ١٨ ــ يحق لقناصل كل من الفريقين المتعاقدين ، اذا كانت قوانين بلادهم وانظمتها تسمح لهم بذلك ، اعطاء رعاياهم جوازات سفر وورق هوية اخرى ، والتأشير على الجوازات وعلى شهادات منشأ البضائع ومصدرها وغيرها من المستندات .

ARTICLE 19. — Les consuls pourront recevoir les déclarations de naissance et de décès de leurs nationaux, sans préjudice de l'obligation des intéressés d'effectuer les déclarations imposées par les lois du pays de résidence

Ils pourront délébrer les mariages de leurs ressortissants et recevoir les déclarations de répudiation et de divorce par consentement mutuel losque les conjoints sont ressortissants de leur Etat et dans le cas où leur loi nationale les y autorise.

Ils pourront célébrer les maria de reconnaissance d'enfants lorsqu'ils émanent d'un de leur ressortissants, dresser des actes de constation d'héritiers, recevoir et enregistrer tous actes ou déclarations d'état civil de leurs ressortissants et toutes autres declarations de ces derniers avec ou sans serment

ARTICLE 20. — Les consuls de chacune des Hautes Parties Contractantes auront le droit, s'ils y sont autorisés par les lois ou règlements de l'Etat qui les a nommés :

1) de recevoir, soit dans leur chancellerie, soit au domicile des parties, les déclarations que pourraient avoir à faire leurs ressortissants, et, à bord des navires maritimes et fluviaux de leur Etat, celle des capital·

المادة ١٩ ــ يحق للقناصل قبول تصاريح الولادة والوفاة الخاصة برعاياهم على ان هذا لا يحل هؤلاء الرعايا من واجب القيام بالتصاريح التي تفرضها عليها قوانين البلد الذي يقيمون فيه .

ويحق لهم عقد زواج رعاياهم وقبول تصاريح الطلاق بالرضى المتبادل اذا كان الزوجان من رعاياهم وسمحت لهم بذلك قوانينهم الوطنية .

ويحق لهم قبول صكوك الاعتراف بالاولاد اذا صدرت عن احد رعاياهم ، وتنظيم صكوك الارث وقبول وتسجيل كل صك او تصريح بالاحوال الشخصية الخاصة برعاياهم وكل تصريح آخر متعلق بهؤلاء الرعايا ، سواء اقترن بقسم او لم يقترن .

المادة ٢٠ ــ يحق لقناصل كل من الدولتين المتعاقدتين ، اذا كانت قوانين بلادهم وانظمتها تسمح لهم بذلك :

أ ــ قبول التصريحات التي يدلي بها رعاياهم سواء افي القنصلية او في بيوت السكن الخاصة . كما انه يحق لهم أن يقبلوا ، على ظهر البواخر البحرية او النهرية التابعة لدولهم

التصريحات الصادره عن قواد البواخر وبحارتها وركابها .

على ان هذه التصريحات لا تكون سارية المعمول لدى السلطات المحلية الا اذا كانت موافقة التشريع المحلي .

ب ـ قبول وتحرير وتصديق الصكوك الحقوقية ، بما فيها وصيات رعاياهم ، ونشر الوصيات التي حرروها بصفتهم الرسمية وسجلت في القنصلية او قدمت اليهم بعد وفاة الموصي . ويتمتعون بهذه الحقوق حسمها بالصفه التي يتمتع بها كتاب العدل او السلطات التي تقوم مقامهم .

على ان الصكوك الحقوقيه المعقوده بين الاحياء والمتعلقة بانشاء حقوق عينية على العقارات الموجوده في اراضي الدوله التي يقيمون فيها يجب ان تخضع لقيود التسجيل والانتقال التي تفرضها قوانين الدولة المذكورة .

المادة ٢١ ـ يحق لقناصل الفريقين الساميين المتعاقدين ان ينظموا وفقا لقوانينهم الخاصة الوصاية والقوامة لرعاياهم المقيمين في دائرة القنصلية .

تعلم السلطات المحلية هؤلاء القناصل بجميع الظروف التي تقتضي تنظيم

nes, des gens de l'équipage et des passagers.

Ces déclaration ne pourront toutefois avoir d'effet par devant les autorités du pays de résidence, qu'en accord avec la législation de ce dernier ;

2) de recevoir, dresser et légaliser, au même titre que les notaires ou les autorités en remplissant les fonctions, les actes juridiques, y compris les dispositions testamentaires des ressortissants de l'Etat qui les a nommés, et publier les testaments rédigés par eux en leur qualité officielle et déposés au consulat ou présentés après le décès du testateur

Toutefois, les actes juridiques entre vifs concernant la constitution ou le transfert d'un droit réel sur les immeubles situés sur le territoire de l Etat de résidence devront être soumis aux formalités des inscriptions ou transcriptions conformément à la loi dudit Etat.

ARTICLE 21. — Les consuls des deux Hautes Parties Contractantes auront le droit d'organiser, conformément à leur propre loi, la tutelle et la curatelle de leurs ressortissants résidant dans le ressort du Consulat.

Les autorités locales leur signaleront toutes circonstances

rendant nécessaires l'organisation d'une tutelle ou d'une curatelle de l'un de leurs ressortissants.

La connaissance de toutes demandes et contestations en matière de tutelle et de curatelle appartiendra aux juridictions et autres autorités compétentes du pays dont relève l'incapable, sans préjudice des lois concernant le régime immobilier.

Le Consul donnera connaissance aux autorités administratives du pays de résidence du tuteur ou du curateur qu'il aura désigné.

ARTICLE 22. — En cas de décès d'un ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre les autorités locales compétentes en donneront immédiatement avis au consul de la circonscription où le décès a eu lieu et lui fourniront tous renseignements susceptibles de révéler l'existence de dispositions testamentaires et d'identifier et retrouver tous héritiers et successeurs.

ARTICLE 22. — Lorsqu'un Hellène laisse des biens au Liban ou un Libanais laisse des biens en Grèce, quelles que soient les qualités et la nationalité des héritiers et autres ayants droits, qu'ils soient majeurs ou mineurs, absents ou présents, connus ou inconnus, le consul aura qualité

وصايه او قوامة لاحد رعاياهم .

وان النظر في جميع الطلبـــات والاعتراضات المتعلقه بالوصايه والقوامه هو من اختصاص المحاكم وغيرهـــا من السلطات المختصة في البلد الـذي ينتمي اليه فاقد الاهلية على ان لا يمس ذلك القوانين بنظام الاموال الثابتة . ويعلم القنصل في البلـد الذي يقيم فيه فاقد الاهليه اسـم الوصي او القيم الذي عينه

المادة ٢٢ ـ اذا توفي احد رعايا الفريقين الساميين المتعاقدين في اراضي الفريق الاخر ، فعلى السلطات المحلية المختصة ان تبلغ ذلك حالا قنصـل البلد الذي حصلت الوفاة في دائرته وتزوده بجميع المعلومات التي تمكنه من الاطلاع على احكام الوصاية اذا وجدت ومن معرفة جميع من لهم نصيب في التركة والتثبت من شخصياتهم .

المادة ٢٣ ـ اذا خلف يوناني اموالا في لبنان او لبناني اموالا في اليونان ، مهما كانت صفة او جنسيه الورثة والمستحقين الاخرين راشدين كانوا ام قصر ، غائبين او حاضرين معروفين او مجهولين ، يحق للقنصل ان يضع الاختام من تلقاء نفسه او بناء

pour apposer les scellés soit d'office, soit à la requête de toute partie intéressée, sur tous les effets mobiliers et papiers du défunt, en présence de l'autorité locale ou celle dûment appelée. L'autorité locale aura le droit de croiser de ses scellés ceux du Consul.

La levée des scellés se fera par le Consul en présence de l'autorité compétente ou celle dûment appelée. Les doubles scellés ne pourront toutefois être levés que de commun accord avec l'autorité locale compétente ou en vertu d'une décision de justice.

ARTICLE 24. — Si les héritiers ne sont pas connus, ou si parmi eux ou les autres ayants droits il s'en trouve dont l'existence est incertaine ou le domicile inconnu, ou qui ne sont pas présents ni dûment représentés, ou qui sont mineurs ou incapables, ou si étant tous majeurs et présents ils ne sont pas d'accord sur leurs droits et qualités, le Consul, après que l'inventaire aura été dressé, sera, comme séquestre des biens de toute nature laissés par le défunt, chargé de plein droit d'administrer et de liquider la succession. En conséquence, il pourra procéder, en suivant les formes prescrites par les lois et usages du pays, à la vente des meubles et objets mobiliers susceptibles de

على طلب اي صاحب علاقة عملى جميع مستندات المتوفى وامواله المنقولة بحضور السلطة المحلية او السلطة المكلفة تكليفا قانونيا وذلك ايه كانت صفات او جنسية الورثة وغيرهم من المستحقين سواء كانوا بالغين او قاصرين ، غائبين او حاضرين ، معروفين او غير معروفين ، ويحق للسلطة المحلية ان تضع خاتمها الى جانب خاتم القنصل .

ويفض القنصل الاختام بحضور السلطة المحلية المختصة او السلطة المكلفة تكليفا قانونيا ، ولا يمكن فض الاختام المزدوجة الا بالاتفاق مع السلطة المحلية المختصة او بموجب قرار قضائي .

المادة ٢٤ ـ اذا لم يعرف الورثة او كان بينهم او بين المستحقين الاخرين من يشك في وجودهم او كانوا مجهولي محل الاقامة او كانوا غير حاضرين او غير ممثلين تمثيلا قانونيا او قاصرين او فاقدي الاهلية او كانوا وهم جميعا بالغون وحاضرون وغير متفقين على حقوقهم وصفاتهم فيكلف القنصل حكما ، بعد تنظيم محضر الجرد بصفته حارسا على مختلف اموال التركه بادارة التركة وتصفيتها .

depérir ou dispendieux à conserver, recevoir les créances qui seraient exigibles ou viendraient à échoir, les intérêts des créances, les loyers et les fermages échus, faire tous les actes conservatoires des droits et des biens de la succession, employer les fonds trouvés au domicile du défunt ou recouvrés depuis le décès, acquitter les charges urgentes et les dettes de la succession, prendre, en définitive, toutes mesures susceptibles de rendre l'actif net et liquide.

Si, dans un délai de six mois à partir de la notification du décès au consul, des héritiers ou autres ayants droits ne se sont pas présentés, le Consul pourra, en tant que représentant de droit des absents, se faire remettre par le curateur, l'administrateur ou toute autorité les détenant, les parts non réclamées de l'actif de la succession. Il devra, à cet effet, produire tous documents et justifications exigés des héritiers et autres ayants-droits.

La connaissance de toutes demandes et contestations en matière de succession ab intestat ou testamentaire appartiendra aux juridictions et autres autorités compétentes du pays dont ressortissait le défunt, sous réserve, quant aux immeubles, des lois territoriales qui les régissent.

ويحق له بالتالي مع مراعاة الاصول التي تنص عليها قوانين البلاد والعرف المتبع فيها بيع الاثاث والاموال المنقولة المعرضة للتلف او التي يستلزم الاحتفاظ بها نفقات كبيرة وان يقبض الديون المستحقة او التي ستستحق ، وفوائد الديون والايجارات المستحقة من العقارات المبنية وغير المبنية وان يقوم بجميع الاجراآت التي من شانها المحافظة على حقوق التركة واموالها وان يوظف المبالغ التي وجدت في بيت المتوفى او قبضت لحسابه بعد وفاته وان يدفع التكاليف المعجلة والديون المترتبة على التركة وان يتخذ جميع التدابير التي من شانها ان تؤدي الى حصر التركة حصرا واضحا وجعلها قابلة للتصرف .

وان لم يتقدم بعض الورثة او بعض المستحقين الاخرين بطلبات في خلال مدة ستة اشهر من تاريخ تبليغ الوفاة للقنصل ، فيحق للقنصل بصفته الممثل قانونا للغائبين ان يتسلم من القيم على التركة او المشرف على ادارتها او اية سلطة اخرى الحصص التي لم يطالب بها احد ويجب عليه لهذه الغاية ابراز جميع المستندات والاثباتات المثبتة التي يطالب بها الورثة والمستحقون الاخرون . يعود النظر في جميع الطلبات والاعتراضات

الحصة بالارث من طريق الوراثة او الوصية الى المحاكم وغيرها من السلطات المختصة في البلد الذي ينتمي اليه المتوفى ، باستثناء الاملاك غير المنقولة التي تخضع لاحكام القوانين الاقليمية .

Toute déclaration contre la succession ne reposant pas sur un titre d'hérédité ou une disposition testamentaire peut être jugée par les Tribunaux du pays de l'ouverture de la succession, à moins que la réclamation n'ait pour objet un droit réel sur un immeuble situé en dehors de ce pays.

كل اعتراض على الارث لا يستند الى سند ميراث او وصية تفصل فيه محاكم البلد الذي فتحت فيه التركة الا اذا تعلق الاعتراض بحق عيني على عقار موجود خارج هذا البلد .

ARTICLE 25. — Lorsque des ressortissants de l'un des Etats contractants, absents ou incapables et non représentés seront intéressés dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre Etat, quelle que soit la nationalité du défunt, le Consul aura le droit de requérir de l'autorité locale compétente les mesures auxquelles il est habilité à procéder lui-même, en vertu des articles 22 et 23, al. 1er

المادة ٢٥ — اذا كان لرعايا احد الفريقين المتعاقدين ، الغائبين منهم او فاقدي الاهلية وكانوا غير ممثلين علاقة بتركة فتحت في اراضي الفريق الآخر ، يحق للقنصل اية كانت جنسية المتوفى بان يطلب الى السلطة المحلية المختصة القيام بالاجراءات التي يحق له القيام بها بنفسه بموجب المادة ٢٢ والفقرة الاولى من المادة ٢٣

ARTICLE 26. — Les consuls des chacune des Hautes Parties Contractantes pourront, en se conformant aux règlements en vigueur, faciliter l'entrée et la sortie des navires battant leur pavillon national et leur prêter toute aide nécessaire pendant la durée du séjour desdits navires dans un port de leur circonscription consulaire.

المادة ٢٦ — يحق لقناصل كل من الفريقين الساميين المتعاقدين ان يسهلوا ، طبقا للانظمة النافذة ، دخول وخروج البواخر التي ترفع علم بلادهم واسداء المعونة اللازمة لها طوال اقامتها في المواني الكائنة في دائرتهم القنصلية . ويحق للقناصل استجواب الربان والبحارة على متن

Les consuls pourront, à bord des navires de commerce battant leur pavillon national, interroger les capitaines et l'équipage et recueillir des renseignements des passagers, examiner les papiers de bord, dresser des manifestes, recevoir conformément aux stipulations du présent Traité des déclarations sur le voyage, la destination et les incidents de la traversée et procéder, par tous experts, à toute vérification en cas d'avarie, ou toute enquête en cas de sinistre, lorsque cette vérification ou cette enquête est prévue par leur loi nationale

Les représentants des autorités judiciaires et administratives ainsi que les fonctionnaires de la douane de l'une des Hautes Parties Contractantes ne pourront entreprendre, dans un port où réside un consul de l'autre Partie à bord des navires de commerce battant pavillon de celle-ci, ni recherches, ni perquisitions, ni y opérer des arrestations, sauf en cas de flagrant délit, ni procéder à des mesures quelconques impliquant des moyens de contrainte, sans prévenir préalablement, ou, en cas d'urgence, au moment même de la mesure envisagée, le consul de la nation à laquelle appartient le bâtiment, afin qu'il puisse y assister

Les autorités locales devront également aviser en temps oppor-

البحرية الرافعة علمهم الوطني وجمع المعلومات من الركاب وفحص اوراق الباخرة ووضع المانفستو ، واخذ البيانات المتعلقة بالرحلة والجهة المقصودة وحوادث السفر طبقا لشروط هذه المعاهدة ، ويحق لهم ان يستعينوا بالخبراء للتدقيق في كل عطل والتحقيق في الكوارث متى سمحت لهم قوانينهم الوطنية بذلك .

لا يحق لممثلي السلطات القضائية والادارية ولا لموظفي الجمارك التابعة لاحد الفريقين المتعاقدين ان يقوموا في ميناء يقيم فيها قنصل الفريق الاخر باي بحث او تفتيش على ظهر البواخر التجارية الحاملة علم هذا الفريق الاخر ولا ان يوقفوا احدا الا في حالة الجرم المشهود ، ولا ان يتخذوا اي تدبير قهري دون ان يشعروا مسبقا قنصل البلد التابعة له الباخرة او في حالة العجلة عند اتخاذ التدابير المنوي اجراؤه وذلك كي يتمكن من الحضور .

يجب على السلطات المحلية ايضا اعلام القنصل في الوقت المناسب

tun le consul pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines ou l'équipage auraient à faire devant les tribunaux locaux ou l'administration locale

L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux consuls determinera le lieu et l'heure de la mesure envisagée. Si les consuls négligent de s'y rendre en personne ou de se faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence. Auquel cas les autorités locales seront tenues d'en informer sans délai le consul et d'indiquer, le cas échéant, les motifs de l'urgence. Il en sera de même lorsque le Consul ne réside pas dans le port

Toutefois l'intervention des Consuls ne sera pas requise pour l'accomplissement, par les autorités locales, des formalités ordinaires à l'arrivée et au départ des navires en conformité des règlements de navigation, de douane et de santé.

ARTICLE 27. — Les Consuls, dans les limites prévues par la législation de l'Etat qui les a nommés, sont chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands battant leur pavillon national. Ils pourront confier en cas de besoin les fonctions de capitaine à une personne de leur choix et remplacer les officiers et les gens de l'équipage

كي يتمكن من الحضور لسماع التصريحات التي يدلي بها الربان او البحارة امام المحاكم او الادارة المحلية.

تعين هذه الدعوة الموجهة الى القناصل في الحالات المذكورة مكان التدبير المنوي اتخاذه وزمانه واذا تخلف القناصل عن الحضور بانفسهم او عن ايفاد مندوب يمثلهم تتخذ الاجراءات بغيابهم وفي هذه الحالة يتوجب على السلطات المحلية ان يبلغوا القنصل بها دون تاخير وان يبينوا له عند الاقتضاء الاسباب التي دعت الى العجلة ، وتتبع الاصول نفسها اذا لم يكن القنصل مقيما في الميناء .

لا يتوجب طلب تدخل القناصل عندما تقوم السلطات المحلية بالاجراءات العادية عند وصول البواخر وسفرها وفقا لانظمة الملاحة والجمرك والصحة.

المادة ٢٧ ـ يكلف القناصل وحدهم ضمن الحدود المنصوص عليها في تشريع الدولة التي تعينهم بحفظ النظام الداخلي على متن البواخر التجارية التي تحمل علمهم الوطني . ويحق لهم عند الحاجة ان يوكلوا مهام الربان الى شخص يختارونه وابدال الضباط والبحارة سواهم .

Ils règleront eux-mêmes, conformément aux lois de leur pays, les litiges de toute nature qui surviendraient entre le capitaine les officiers et les matelots de ces navires et spécialement ceux relatifs à la solde ou à l'accomplissement des engagements réciproques contractés.

ويفصلون بانفسهم طبقا لقوانين بلادهم في جميع الخلافات التي تحصل بين الربان والضباط وبحارة البواخر وعلى الاخص فيما يتعلق منها بالاجور والقيام بالتعهدات التعاقدية المتبادله .

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque des faits survenus à bord des navires marchands seraient de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, ou qu'un délit y aura été commis auquel une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage se trouve mêlée, ou qu'il s'agit d'une infraction qualifiée crime par la loi locale.

Dans ce cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux consuls, si elles en sont requises, pour faciliter l'accomplissement de leurs fonctions consulaires.

ولا يحق للسلطات المحلية التدخل الا في حالة وقوع حوادث على ظهر البواخر التجاريه من شانها اقلاق الراحة العامة على الارض او في المرفا او عند ارتكاب جنحة تكون لاحد رعايا البلد او لشخص غريب عن بحارة الباخره علاقة بها او في حال وقوع جريمة تعتبر جناية بموجب القوانين المحليه . وفي هذه الحالات تكتفي السلطات المذكورة ، فيما اذا طلب اليها ذلك ، باسداء مساعدتها للقناصل تسهيلا لقيامهم بمهام اعمالهم .

ARTICLE 28. — Les Consuls pourront faire arrêter, ainsi que faire renvoyer, soit à bord, soit dans leur patrie, les officiers, matelots et toutes autres personnes faisant partie à quelque titre que ce soit des équipages des navires battant pavillon de leur nation, qui auront déserté sur le territoire de l'autre Partie Contractante

المادة ٢٨ — يحق للقناصل توقيف الهاربين الى اراضي الفريق المتعاقد الآخر من الضباط والبحارة او جميع الاشخاص المنتمين باية صفة كانت الى بحارة الباخرة التي تحمل علم بلادهم ويحق لهم كذلك اعادتهم الى الباخرة او الى وطنهم .

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant les registres du bâtiment ou le rôle d'équipage, ou, à défaut, un extrait authentique de ces documents que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Dans les localités où il n'y aurait pas de consul, la demande de remise pourra être adressée aux autorités locales par le commandant du navire, sous réserve de l'observation des formalités prescrites par le présent alinéa.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée que si le déserteur s'est rendu coupable à terre d'un crime ou d'un délit. Dans ce cas l'autorité locale pourra surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal local compétent ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution. Il sera donné, en outre, aux consuls secours et assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs.

Ceux-ci seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande écrite et aux frais du Consul, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord d'un navire national ou rapatriés.

Toutefois, la détention ne pour-

ويتوجب عليهم لذلك ان يعلموا السلطات المحلية خطيا وان يثبتوا لها بابراز سجلات الباخرة او دفاتر البحارة او صور مصدقة منها بان الاشخاص المطلوبين كانوا فعلا في عداد البحارة . وفي المناطق التي لا يوجد فيها قنصل يحق لربان الباخرة ان يوجه الى السلطات المحلية طلب التسليم على ان يراعي الاصول المنصوص عليها في هذه الفقرة .

وبعد تقديم هذا الطلب المرفق بالاثباتات لا يرفض تسليم الهاربين الا اذا كان الهارب قد ارتكب جناية او جنحة على اراضي الفريق المطلوب اليه تسليمه

وفي هذه الحالة يحق للسلطات المحلية وقف التسليم الى ما بعد ان تصدر المحكمة المحلية المختصة حكمها والى ان يتم تنفيذ هذا الحكم بكامله . الا انه ، فضلا عن ذلك يجب اسداء المعونة للقناصل في البحث عن هؤلاء الهاربين وتوقيفهم .

ويوضع هؤلاء في سجون البلد حيث يوقفون بناء على طلب خطي من القنصل وعلى نفقته الى ان يعادوا الى ظهر باخرة تابعة لبلادهم او الى وطنهم .

وعلى كل يجب ان لا يتجاوز

ra se prolonger au-delà de deux mois. Passé ce délai, les déserteurs seront libérés, le Consul dûment avisé trois jours auparavant.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent en outre que les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux officiers, matelots et autres personnes faisant partie de l'équipage, ressortissants du pays dans lequel ils ont déserté

ARTICLE 29. — Toutes opérations de sauvetage des navires de l'une des Hautes Parties Contractantes, naufragés ou échoués sur les côtes de l'autre Partie, seront dirigés par les Consuls auxquels ressortissent les navires.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée du Consul immédiatement prévenu, ou de la personne qu'il aura déléguée à cet effet, les autorités locales auront à prendre toutes mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

A moins d'en être requis par le Consul, les autorités locales n'interviendront que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et

التوقيف مدة شهرين ويطلق سراحهم عند انقضائها بعد ان يبلغ ذلك تبليغا رسميا الى القنصل قبل ثلاثة ايـام من انتهاء هذه المدة .

يتفق الفريقان الساميان المتعاقدان على ان لا تسري احكام هذه المادة على الضباط والبحارة وموظفي الباخرة الاخرين اذا كانوا من رعايا البلد الذي وقع الهرب في اراضيه .

المادة ٢٩ — يشرف على عمليات انقاذ بواخر كل من الفريقين المتعاقدين التي تغرق او تجنح على شواطىء الفريق الاخر قناصل الدولة التي تنتمي اليهم هذه البواخر .

يتوجب على السلطات المحلية في حالة غياب القنصل وفي المدة التي تسبق حضوره او حضور من ينتدبه لهذه الغاية ان تبلغ القنصل في الحال وان تتخذ جميع التدابير اللازمة لحماية الاشخاص وحفظ الاشياء المهددة بالغرق .

يقتصر تدخل السلطات المحلية ، الا اذا طلب القنصل اليها اكثر من ذلك ، على حفظ النظام وضمان مصالح المنقذين اذا كانوا غرباء عن بحارة المركب . وعليها ان تؤمن

la sortie des marchandises sauvées.

Si le navire a fait naufrage ou a échoué dans l'enceinte ou à l'entrée du port, les autorités locales pourront prescrire les mesures jugées nécessaires en vue de protéger le trafic et d'éviter tout dommage au port, à ses installations et aux navires qui s'y trouvent.

Les propriétaires des navires et des marchandises ainsi que les sauveteurs ne seront tenus, du fait de l'intervention des autorités locales, à d'autres dépenses hors celles exigées par les opérations de sauvetage et la conservation des marchandises sauvées, ou auxquelles sont assujettis en pareil cas les nationaux

Les marchandises sauvées ne seront frappées d'aucun droit de douane si elles doivent être réexportées et le sont effectivement dans le délai d'un an.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, seules les autorités locales seront compétentes pour prendre les mesures mentionnées au présent article.

ARTICLE 30. — Dans tous les cas où, dans les accords conclus entre les armateurs, chargeurs ou assureurs, il n'y aura pas de stipulations contraires, les ava

تتخذ التدابير الموجب اتباعها عند دخول وخروج البضائع المنقذة .

وفي حالة غرق او جنوح الباخرة داخل المرفأ او عند مدخله ، يحق للسلطة المحلية ان تحدد الاجراءات التي تعتبرها لازمة لتأمين حركة البواخر واجتناب كل ضرر يلحق بالمرفأ والمنشآت والبواخر الراسية به .

لا يلزم اصحاب البواخر والبضائع وكذلك المنقذون بسبب تدخل السلطات المحلية بنفقات غير التي تتطلبها اعمال الانقاذ وحفظ البضائع المنقذة او غير التي تفرض في مثل هذه الاحوال على الوطنيين .

لا يفرض اي رسم جمركي على البضائع المنقذة اذا كانت هذه البضائع برسم اعادة التصدير واعيد تصديرها فعلا في مدة سنة .

في حال وجود شك حول جنسية البواخر الغرقى تكون السلطات المحلية وحدها صاحبة الصلاحية في اتخاذ الاجراءات المنصوص عنها في هذه المادة .

المادة ٣٠ — في جميع الحالات التي لا تنص الاتفاقات المعقودة بين اصحاب السفن والشاحنين والمؤمنين على

ries que les navires de l'une des Hautes Parties Contractantes auront subies en mer, qu'ils soient entrés dans les ports volontairement ou par suite de relâche forcée, seront réglées par leurs consuls, à moins que des ressortissants du pays de résidence de ce dernier, ou des ressortissants d'une tierce Puissance ne soient intéressés dans ces avaries. Dans ce cas et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, les avaries seront réglées par les autorités locales.

شروط مخالفة ، بدفع الفصل تعويض العطب الذي يحيق بواخرهم سواء دخلت هذه البواخر المرافئ بمجرد ارادتها او على اثر توقف قهري الا اذا لم يكن لرعايا البلد الذي يقيمون فيه او لرعايا دولة ثالثة علاقة بهذه البواخر . وفي هذه الحالة وعند عدم وجود اتفاق حبي بين جميع اصحاب العلاقة يدفع تعويض العطب من قبل السلطات المحلية .

ARTICLE 31. — Les dispositions du présent Traité concernant les attributions des consuls s'appliqueront également aux agents diplomatiques des Hautes Parties Contractantes qui seront investis des fonctions consulaires et dont la désignation aura été notifiée à l'autre Partie par la voie diplomatique.

المادة ٣١ — تطبق احكام هذه المعاهدة المتعلقة بصلاحيات القناصل على المعتمدين الدبلوماسيين لدى الفريقين المتعاقدين الذين يكلفون بالمهام القنصلية والذين يبلغ اسماؤهم الفريق الآخر بالطرق الدبلوماسية .

ARTICLE 32. — Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les avantages plus étendus que l'une d'Elles accorderait aux ressortissants ou aux sociétés d'un autre Etat en ce qui concerne les matières prévues par le présent Traité, s'étendront de plein droit aux ressortissants ou aux sociétés de l'autre Partie

المادة ٣٢ — يتفق الفريقان المتعاقدان على ان يمنح رعايا وشركات كل منهما الفوائد التي يمنحها احدهما الى رعايا او شركات دولة اخرى ، اذا كانت هذه الفوائد اوسع من الفوائد التي تنص عليها المعاهدة .

Toutefois, les dispositions du présent Traité relatives au trai-

على ان احكام هذه المعاهدة المتعلقة بمعاملة الدولة الاكثر رعاية لا تسري

lement de la nation la plus favorisée ne s'appliqueront pas

عى :

1) aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un pays limitrophe pour faciliter le trafic frontalier ;

١ ـ التسهيلات الممنوحه او التي يمكن ان تمنح لبلد مجاور لتسهيل حركة التبادل على الحدود .

2) aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un pays tiers, en vertu d'un union douanière ou économique ;

٢ ـ التسهيلات الممنوحة او التي يمكن ان تمنح الى بلد ثالث بموجب اتحاد جمركي او اقتصادي .

3) aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés en vertu de conventions particulières à un pays tiers, en vue d'éviter les cas de double imposition ou d'assurer une protection réciproque en matière fiscale ;

٣ ـ التسهيلات الممنوحة او التي يمكن ان تمنح الى بلد ثالث بموجب اتفاقات خاصة لاجتناب تكرر التكليف او لتامين تبادل الحماية في شؤون الضرائب .

4) aux avantages que le Liban a accordés ou pourra accorder aux pays membres de la Ligue des Etats arabes, aussi longtemps que ces avantages n'auront pas été étendus à un autre pays quelconque.

٤ ـ التسهيلات التي منحها و يمكن ان يمنحها لبنان الى البلدان الاعضاء في جامعة الدول العربية طالما ان هذه التسهيلات لم تمنح لبلد آخر .

ARTICLE 33. — Les Etats contractants conviennent de soumettre à l'arbitrage tous les différends qui surgiraient entre eux à propos de l'application ou de l'interprétation du présent Traité et qui n'auraient pas pu être réglés à l'amiable dans un délai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

المادة ٣٣ ـ تتفق الفريقتان المتعاقدتان على ان يعرضا على التحكيم كل خلاف ينشأ بينهما حول تنفيذ و تفسير هذه المعاهدة اذا لم يتمكنا من الوصول الى تسويته وديا بالطرق الدبلوماسية العادية في مدة معقولة .

La décision du Tribunal obligera les Parties. Pour chaque litige le tribunal arbitral sera formé sur la demande d'un des Etats contractants et de la façon suivante

ان قرار المحكمة يلزم الفريقين . وتؤلف المحكمة التحكيمية عند كل خلاف بناء على طلب احدى الدولتين المتعاقدتين على الشكل الاتي

Dans le délai d'un mois à dater de la présentation de la demande, chaque Etat désignera son arbitre et fixera le délai dans lequel les deux arbitres devront avoir rendu leur décision. Si les deux Etats ne s'entendent pas sur le délai dans lequel les deux arbitres devront avoir rendu leur décision ou si les deux arbitres ne parviennent pas à régler le litige dans le délai à eux imparti ou si les deux Etats ne tombent pas d'accord sur le choix du tiers arbitre dans le délai d'un mois à dater du jour où aura été formulée la demande de la nomination du tiers arbitre, la Partie la plus diligente s'adressera au Président de la Cour Internationale de Justice afin de nommer ce tiers arbitre parmi les ressortissants des Etats tiers.

في مدة شهر تبدأ من تاريخ تقديم الطلب تعين كل دولة حكمها وتحدد المهلة التي يجب على الحكمين ان يعطيا قرارهما في خلالها . واذا لم تتفق الدولتان على تحديد المهلة التي يجب على الحكمين في خلالها اعطاء قرارهما او لم يتوصل الحكمان الى تسوية الخلاف في المهلة المعينة او لم تتفق الدولتان على اختيار الحكم الثالث في مدة شهر اعتبارا من اليوم الذي قدم فيه طلب تعيين هذا الحكم الثالث ، يطلب الفريق الاكثر اهتماما بالامر من رئيس محكمة العدل الدولية ان يعين هذا الحكم الثالث من بين رعايا الدول الاخرى .

La procédure que les deux arbitres auront à observer, si elle n'a pas été réglée dans un compromis spécial entre les deux Etats et conclue au plus tard lors de la désignation des arbitres, sera réglée conformément à l'article 57 et aux articles 59 et 85 de la Convention de la Haye du

ان اصول المحاكمة المتوجب على الحكمين اتباعها ستحدد طبقا لاحكام المادة ٥٧ والمادتين ٥٩ و ٨٥ من اتفاقية لاهاي المعقودة في ١٨ تشرين الاول سنه ١٩٠٧ ، ان لم تحدد باتفاق خاص بين الدولتين عقد سابقا قبل تعيين الحكمين او عند

18 octobre 1907. En cas de nomination d'un tiers arbitre, le Tribunal arbitral, ainsi formé, déterminera sa procédure et règlera le différend. Toutes les décisions du tribunal arbitral seront rendues à la majorité

Nonobstant les dispositions qui précèdent, chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve le droit de signifier à l'autre Partie, dans le délai d'un mois à dater de la présentation de la demande d'arbitrage, sa préférence de soumettre le différend à la Cour Permanente de Justice Internationale

DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 34. — Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Beyrouth.

Il est conclu pour une période de cinq ans renouvelable par tacite reconduction si l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes ne le dénonce six mois avant l'expiration de la période en cours.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité rédigé en langue française.

Fait en double à Beyrouth, le 6 octobre 1948.

تعيينهما على ابعد حد

واذا عين حكم ثالث فللمحكمه التحكيمية المؤلفة على هذا الشكل ان تضع عندئذ اصول عملها وان تفصل في الخلاف . وتتخذ جميع قرارات المحكمه التحكيميه باكثرية الاصوات .

على الرغم من الاحكام السابقه يحتفظ كل من الفريقين السامين المتعاقدين بحقه في اعلام الفريق الاخر خلال مدة شهر تبدا من تاريخ تقديم طلب التحكيم بانه يفضل رفع الخلاف الى محكمة العدل الدوليه الدائمه .

الماده ٣٤ — تبرم هذه المعاهده وتجري في بيروت تبادل وثائق الابرام .

تعقد هذه المعاهدة لمدة خمس سنوات تجدد تجديدا ضمنيا اذا لم ينقضها احد الفريقين قبل ستة اشهر من نهاية مدتها .

واثباتا لذلك وقع المندوبون المفوضون على هذه الاتفاقيه المحرره باللغه الفرنسيه .

حررت على نسختين بتاريخ ٦ تشرين الاول ١٩٤٨ في بيروت .

بيروت في ٦ تشرين الاول ١٩٤٨

السيد نقولا حاجي فاسيليو
القائم بالاعمال بالوكالة اليونانية
بيروت

حضرة القائم بالاعمال ،

أتشرف باطلاعكم انه من المتفق عليه ان تأخذ الحكومتان اللبنانية واليونانية بعين الاعتبار وعلى قدر الامكان ، الحقوق المكتسبة المتعلقة بإقامة الرعايا اليونانيين في لبنان والرعايا اللبنانيين في اليونان ، وممارستهم المهن والحرف مستوحيين في ذلك مبادىء القانون الدولي .

وتفضلوا يا حضرة القائم بالاعمال بقبول فائق الاحترام .

عن وزير الخارجية والمغتربين
محمد علي حماده

بيروت في ٦ تشرين الاول ١٩٤٨

معالي حميد بك فرنجية
وزير خارجية الجمهورية اللبنانية
بيروت

معالي الوزير

أتشرف باطلاع معاليكم موافقة حكومتي على مضمون كتابكم المؤرخ ٦ تشرين الاول ١٩٤٨ الآتي نصه

« أتشرف باطلاعكم انه من المتفق عليه أن تأخذ الحكومتان اللبنانية واليونانية بعين الاعتبار ، وعلى قدر الامكان ، الحقوق المكتسبة المتعلقة باقامة الرعايا اليونانيين في لبنان والرعايا اللبنانية في اليونان وفي اليونان ، وممارستهم المهن والحرف ، مستوحيين في ذلك مبادىء القانون الدولي . »

وتفضلوا يا معالي الوزير بقبول فائق الاحترام .

القائم بالاعمال بالمفوضية اليونانية
نقولا حاجي فاسيليو

CONVENTION
CULTURELLE

● Signée à Beyrouth

● le 10 Juin 1949

● Ratification autorisée par la loi du 24 Janvier 1950
(J.O. 1950 — no. 5 — p. 68)

● Le texte officiel est établi en langue française.

Le Gouvernement de la République libanaise

Et le Gouvernement Royal de Grèce

Désireux de renforcer les rapports d'amitié qui existent si heureusement entre la Grèce et le Liban, en facilitant une connaissance réciproque et une mutuelle compréhension entre leurs ressortissants ;

Ont résolu de conclure une convention susceptible de favoriser la coopération et d'encourager les échanges entre les deux Pays dans les domaines de la culture, de la science et de l'art

Et ont, à cet effet, désigné pour leurs Plénipotentiaires .

اتفاق
ثقافي

● وقع عليه في بيروت

● في ١٠ حزيران ١٩٤٩

● اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٢٤ كانون الثاني ١٩٥٠
جر . ١٩٥٠ ــ عدد ٥ ـ ص ٦٨)

● وضع النص الرسمي المعتمد باللغة الفرنسية

ان الحكومة اللبنانية

والحكومة الملكية اليونانية

رغبة منهما في توثيق علاقات الصداقة القائمة بينهما بتسهيل التعارف والتفاهم المتبادل بين رعاياهما قررتا عقد اتفاق لتقوية التعاون وتشجيع التبادل بين البلدين في ميادين الثقافة والعلم والفن

واعتمدتا لهذه الغاية

Le Gouvernement de la République libanaise :

Monsieur Chehadé Ghossein Directeur Général, par intérim, du Ministère des Affaires Etrangères et des Libanais d'Outre-Mer

Et le Gouvernement Royal de Grèce :

Monsieur Nicolas Hadji Vassiliou, Chargé d'Affaires de Grèce au Liban

Lesquels après s'être échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE 1. — Les Hautes Parties Contractantes s'efforceront de promouvoir une coopération efficace et de développer des échanges fructueux dans les domaines culturel, scientifique et artistique entre leurs institutions et leurs ressortissants respectifs.

ARTICLE 2. — Des facilités spéciales seront accordées par chacune des Hautes Parties Contractantes en vue de la création, dans les universités et autres institution d'enseignement supérieur situées sur son territoire de chaires, cours ou conférences traitant de la civilisation, de la langue et de l'histoire du Pays de l'autre Partie.

ARTICLE 3. — Chacune des Hautes Parties Contractantes en-

الحكومة اللبنانيه

سعادة السيد شحاده الغصين المدير العام بالوكالة لوزارة الخارجيه والمغتربين ،

الحكومة الملكيه اليونانيه

سعادة نقولا حجي فاسيليو القائم باعمال اليونان في لبنان

اللذين بعد أن تبادلا وثائق التفويض التي وجدت مطابقة للاصول اتفقا على الاحكام التاليه :

المادة الاولى — يعمل الفريقان الساميان المتعاقدان على اقامة تعاون فعال ، وعلى تنمية المبادلات المفيدة بين مؤسساتهما ورعاياهما في الميادين الثقافية والعلمية والفنيه.

المادة الثانية — تمنح التسهيلات خاصة من قبل كل من الفريقين الساميين المتعاقدين لانشاء مراكز تعليم وتدريس الحضاره واللغة والتاريخ في الجامعات العليا الموجودة في اراضيهما .

المادة الثالثه — يشجع كل من الفريقين الساميين المتعاقدين تبادل

couragera l'échange avec l'autre Partie de professeurs et autres membres du corps enseignant, de conférenciers, écrivains, artistes, chercheurs scientifiques et étudiants.

A cet effet, des bourses et des subventions seront allouées et les mesures les plus efficaces seront prises.

ARTICLE 4. — Les Hautes Parties Contractantes concluront un accord spécial sur la validité à octroyer dans leurs territoires respectifs aux grades universitaires, et sur l'équivalence des examens subis à cette fin ou à des fins professionnelles.

ARTICLE 5. — Les Hautes Parties Contractantes encourageront la collaboration entre les institutions culturelles et artistiques et les sociétés savantes établies sur leurs territoires respectifs.

Elles faciliteront également la coopération entre les organisations sportives.

ARTICLE 6. — Les Hautes Parties Contractantes protégeront les échanges culturels entre leurs nationaux dans l'ordre scientifique et artistique et particulièrement :

a) En octroyant les plus

الاساتذة والمحاضرين والمؤلفين والفنيين والعلماء الباحثين والطلاب .
وتعطى منح واعانات وتتخذ انجع ما يمكن من تدابير لبلوغ هذه الغاية .

المادة الرابعة – يعقد الفريقان الساميان المتعاقدان اتفاقا خاصا للاعتراف بالدرجات الجامعية في اراضي كلا البلدين ولتعادل الامتحانات بهذه الغاية او لغاية مهنية .

المادة الخامسة – يشجع كل من فريقي الساميين المتعاقدين التعاون بين المؤسسات الثقافية والفنية والجمعيات العلمية القائمة في اراضي البلدين .

كما يسهل الفريقان التعاون بين الجمعيات الرياضية .

المادة السادسة – يرعى الفريقان الساميان المتعاقدان المبادلات الثقافية بين رعاياهما في الميدان العلمي والفني وخاصة فيما يلي :

١ – تقديم التسهيلات لتبادل

grandes facilités pour l'échange de toutes sortes de livres et publications d'origine nationale ,

b) En établissant, dans la mesure du possible, des émissions radiophoniques régulières tendant à faire connaître chacun des deux pays par l'autre ; et,

c) En organisant l'échange de films de production nationale de nature à renforcer l'esprit de collaboration et d'amitié entre les deux pays.

ARTICLE 7. — Les Hautes Parties Contractantes s'accorderont en vue d'assurer la traduction des ouvrages de langue grecque en arabe, et de langue arabe en grec, prenant en considération l'importance de ces ouvrages ou l'intérêt qu'ils présentent pour faciliter une mutuelle compréhension entre les ressortissants des deux pays.

ARTICLE 8. — En vue de répandre la connaissance de chacun des deux Pays et de favoriser une mutuelle compréhension entre leurs ressortissants, les Hautes Parties Contractantes faciliteront le tourisme par des mesures telles que la réduction des tarifs de transport et des logements.

انواع الكتب والمنشورات ذات المنشأ الوطني .

٢ ــ تنظيم اذاعات في الراديو بقدر الامكان لتعريف كل بلد الى الاخر .

٣ ــ تنظيم تبادل الافلام الوطنية التي تؤيد روح التعاون والصداقة بين البلدين .

المادة السابعة ــ يتفق الفريقان الساميان المتعاقدان على بذل المساعدة لترجمة المؤلفات اليونانية الى العربية والمؤلفات العربية الى اليونانية مع تقدير اهمية هذه المؤلفات او الفائدة المرجوة منها في تعزيز التفاهم المتبادل بين رعايا البلدين .

المادة الثامنة ــ رغبة في تعريف كل بلد الى الاخر وتعزيز التفاهم المتبادل بين رعاياهما يسعى الفريقان المتعاقدان لتيسير السياحة بين اقليميهما بتدابير يتخذانها لتخفيض تعريفة الانتقال واجور السكن .

ARTICLE 9. — Les Autorités compétentes des deux Pays adopteront les mesures nécessaires pour l'application des stipulations qui précèdent ; et, comme complément de cette action officielle, permettront la constitution d'associations privées de collaboration greco-libanaise dans leurs territoires respectifs, associations qui seront soumises aux lois nationales du pays où elles auront leur siège.

المادة التاسعة ــ تتخذ الفريقان السامیان المتعاقدان التدابير الواجبة لتنفيذ الاحكام الآنفة الذكر واستكمالا لهذه التدابير يجيزان في اقليمهما انشاء جمعيات خاصة للتعاون اليوناني اللبناني تخضع للقوانين الوطنية في البلاد التي تكون فيها مركزها .

ARTICLE 10. — Le présent accord entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

المادة العاشرة ــ يسري هذا الاتفاق من يوم تبادل وثائق الابرام .

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra le dénoncer avec un préavis de douze mois

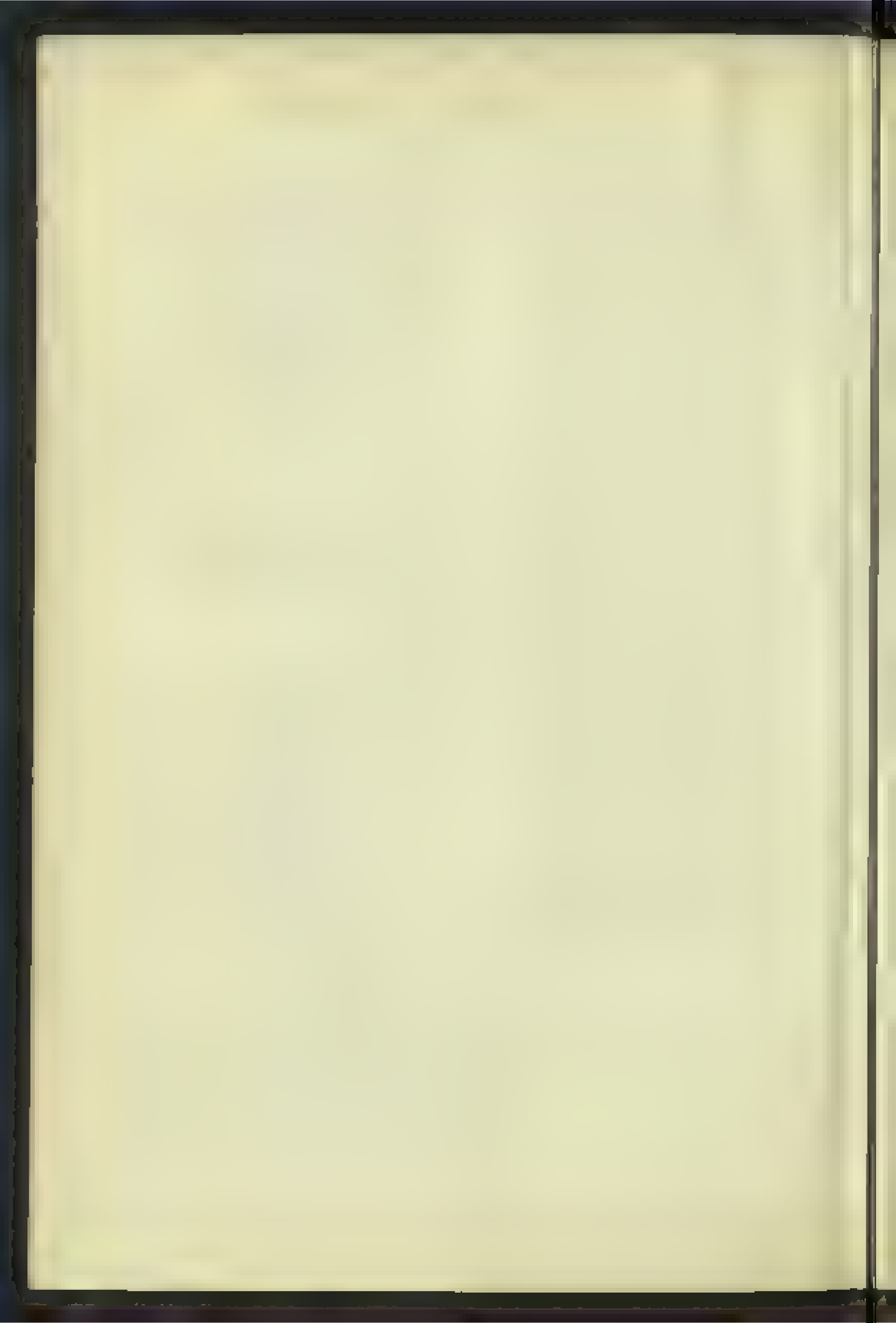
ولكل من الفريقين الساميين المتعاقدين نقضه بموجب اشعار سابق قبل اثني عشر شهرا .

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente convention rédigée en langue française

بناء عليه وقع المفوضان على نسختين معتمدتين من هذا الاتفاق باللغة العربية .

Faite en double exemplaire à Beyrouth, le dix Juin mil neuf cent quarante neuf.

بيروت في العاشر من حزيران سنه الف وتسعماية وتسعة واربعون



HONGRIE

المجر

ACTES DIPLOMATIQUES LIBAN — HONGRIE

اتفاقات دولية بين لبنان والمجر

AVANT NOVEMBRE 1943

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **27 Février 1940**
  ACCORD FRANCO-HONGROIS SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCIAUX

- **٢٧ شباط ١٩٤٠**
  اتفاق فرنسي – مجري بشأن التبادل والمدفوعات التجارية

Arrêté 155 LR du 12 Juin 1940 [illegible] l'application [illegible] [illegible] Liban et [illegible] Syrie
(J.O. 1940 p. 287)

– قرار ١٥٥ ل.ر تاريخ ١٢ حزيران ١٩٤٠ [illegible] هذا الاتفاق في [illegible] وسوريا [illegible] ١٩٤٠ – ص ٢٨٧

Arrêté 187 LR [illegible] [illegible] [illegible] [illegible]
J.O. 1940 p. 368

– قرار ١٨٧ ل.ر تاريخ [illegible] [illegible] مضمون هذا الاتفاق [illegible] ١٩٤٠ [illegible] ٣٦٨

Arrêté 293 LR [illegible] Novembre 1940 portant suppression de l'arrêté 187 LR
(J.O. 1940 p. 505)

– قرار ٢٩٣ ل.ر تاريخ ٧ [illegible] ١٩٤٠ [illegible] القرار ٨٧ ل.ر [illegible] ١٩٤٠ [illegible]

IRAK

العراق

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — IRAK

AVANT NOVEMBRE 1943

- 24 Avril 1920 — San Remo
  ACCORD FRANCO-ANGLAIS SUR LES PETROLES.
  (A.D. P. 83)

- 10 Mars-16 Septembre 1922.
  ACCORD JUDICIAIRE
  (Echange de lettres relatif à la transmission des actes judiciaires
  (A.D. P. 167

- 11 Octobre 1926
  ACCORD SUR LES ANTIQUITES.
  Importation et exportation
  (A.D. P. 193

- 23 Mai 1929.
  ACCORD JUDICIAIRE
  (Convention provisoire pour l'extradition des criminels
  (A.D. P. 177

- 26 Juillet-21 Septembre-23 Octobre-27 Novembre 1929.
  ACCORD JUDICIAIRE

اتفاقات دوليـــة

بين لبنان والعراق

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- ٢٤ نيسان ١٩٢٠ – سان ريمو
  اتفاق بريطــاني – فرنسي بشـــأن البترول
  (و.د. ص ٨٣)

- ١٠ آذار – ١٦ أيلول ١٩٢٢
  اتفاق قضـائي
  (مبادلة رسائل بشأن التبليغـــات القضـائية)
  (و.د. ص ١٦٧)

- ١١ تشرين الاول ١٩٢٦
  اتفاق بشأن الآثار القديمة
  (استيراد وتصدير)
  (و.د. ص ١٩٣)

- ٢٣ أيار ١٩٢٩
  اتفاق قضـائي
  (اتفاق موقت بشأن تسليم المجرمين)
  (و.د. ص ٧٧)

- ٢٦ تموز – ٢١ أيلول – ٢٣ تشرين الاول و ٢٧ تشرين الثاني ١٩٢٩
  اتفاق قضـائي

Echange de lettres relatif à la transmission [illegible]

(مبادلة رسائل بشــــأن التبليغات القنصلية)

● 1 Octobre 1932
PROTOCOLE FRANCO-ANGLO-IRAKIEN
relatif à l'accord du 24 Avril 1930 sur [illegible]
A.F. [illegible]

● 1 تشرين الاول ١٩٣٢
بروتوكول فرنسي – بريطاني – عراقي
(بشأن اتفاق ٢٤ نيسان ١٩٣٠ المتعلق بالمرور)
و. ع. ص ٨٩

● 20 Mars 1934 — Le Caire
CONVENTION POSTALE
[illegible] Mai 1934
[illegible]
[illegible] p. 448

● ٢٠ اذار ١٩٣٤ — القاهرة
اتفاق بريدي
– [illegible]
وضع هذا الاتفاق موضع التنفيذ
[illegible] ١٩٣٤ ص ٤٤٨

● 7-12 Juillet 1937
ACCORD POSTAL
[illegible]
B.A. 1937 P. 114

● ٧ – ١٢ تموز ١٩٣٧
اتفاق بريدي
(مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)
– [illegible] ١٩٣٧
نشر هذا الاتفاق ووضعه موضــــع التنفيذ
[illegible] ١٩٣٧ ص [illegible]

APRES NOVEMBRE 1943

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

● 19 Février 1951 —
ACCORD ECONOMIQUE

● ١٩ شباط ١٩٥١
اتفاق اقتصادي

ACCORD JUDICIAIRES

اتفاقات قضائية

● Vu l'usage courant de ces documents, nous les publions dans le présent Recueil, bien qu'ils soient antérieurs à Novembre 1943

● ننشر هذه الوثائق لاهميتها في المعاملات القضائية رغما عن انها من الاتفاقات المعقودة قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

1 — NOTIFICATION DES ACTES JUDICIAIRES (ECHANGE DE LETTRES)

١ — مبادلة الوثائق القضائية

مبادلة رسائل

Lettre du Haut Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban à son Excellence, Monsieur le Haut Commissaire de S.M. Britannique en Iraq, Bagdad

Beyrouth, le 16 Septembre 1922

J'ai l'honneur de faire connaître à votre Excellence que j'approuve définitivement sa lettre du 16 mars 1922(1) relative au système d'échange des actes judiciaires et autres documents légaux entre les tribunaux de l'Irak d'une part et les tribunaux de Syrie et du Liban d'autre part

Il est donc entendu qu'à partir de ce jour les services judiciaires de l'Irak et de Syrie et du Liban pourront faire directement entre eux ces transmissions d'actes sans passer par la voie diplomatique.

Mais il est bien précisé, ainsi que l'indique votre lettre :

1°) qu'il s'agit uniquement d'actes judiciaires tels que : en matière civile, assignations, sommations, significations, et tels que en matière correctionnelle ou criminelle : citations à témoins. Par suite aucun mandat d'arrêt d'amener ou de comparution ne pourra être délivré par cette voie et un témoin cité et comparaissant ne pourra, qu'elle que soit sa nationalité, être inculpé et mis sous mandat de dépôt ou d'arrêt.

Si donc le cas venait à se présenter où un témoin paraîtrait devoir être inculpé, il pourrait en être informé, mais devrait être

(1) *Voir en annexe à la présente lettre (page 284).*

laissé libre de regagner la frontière. Et la procédure d'extradition devait être ultérieurement employée le cas échéant.

2°) Que les transmissions devront se faire entre les Etats de Syrie et du Liban et celui de l'Irak seulement par l'intermédiaire des directeurs des services de la justice, les tribunaux n'étant pas admis à communiquer directement entre eux

3°) Que la présente convention est faite pour une durée de 6 mois qui par suite expirera le 1er avril 1923(1). Ces 6 mois d'expérience nous permettront de nous rendre compte du fonctionnement du système et nous pourrons alors, s'il donne des résultats satisfaisans, le renouveler pour une période indéterminée.

Notre accord est donc complet. Je vais faire donner les instructions nécessaires à toutes les juridictions de Syrie et du Liban, et je prie Votre Excellence de bien vouloir intervenir d'une façon identique auprès des juridictions de l'Irak

Je prie Votre Excellence de bien vouloir agréer l'assurance de ma haute considération.

(1) *Ce délai a été renouvelé pour une durée indéterminée.*

II

Lettre du Haut Commissaire de S.M. Britannique en Irak au Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban

(Traduction)

Bagdad, le 16 mars 1922

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 26 Juillet 1921 n° 553 1041, concernant l'échange des actes judiciaires et leur transmission directe entre les autorités judiciaires d'Irak d'une part, de Syrie et du Liban d'autre part, et de vous exprimer mes regrets pour les délais qu'a demandés cette réponse.

Le gouvernement d'Irak est désireux de conclure un accord sur les bases indiquées dans votre lettre, de telle sorte que la voie directe de transmission soit, pour la Syrie, le Directeur de la justice, et pour ce pays le Ministre de la justice, et que les tribunaux de chacun des deux pays n'entrent pas en communication directe avec les autorités judiciaires de l'autre.

Il est entendu que ce projet vise seulement les actes qui n'exigent pas de mesures de contrainte et que, tout mandat d'arrêt ou acte similaire sera trans-

mis conformément aux dispositions qui existent en matière d'extradition des délinquants.

Il est entendu par ailleurs que, si une personne citée à comparaître en vertu de la procédure indiquée plus haut, figure comme témoin dans une affaire et qu'on semble devoir retenir contre elle une inculpation, cette personne en sera avertie et facilités lui seront données pour regagner son pays, de sorte que s'il y a lieu à extradition, celle-ci soit requise selon la procédure établie.

Si vous voulez bien me faire connaître votre acquiescement à ces dispositions les instructions nécessaires seront données aux autorités judiciaires d'Irak, et je vous demanderais que des mesures similaires soient prises en Syrie et au Liban.

Je suggérerais que ces dispositions fassent l'objet d'une réunion au 1er octobre prochain, date à laquelle nous les aurons mises à l'épreuve pendant 6 mois.

J'ai l'honneur, etc... etc...

Gilbert Clayton
Haut Commissaire en Irak

(Traduction)

Lettre du Haut-Commissaire de S.M. Britannique en Irak, au Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban

III

Résidence du Haut-Commissaire
N 8010.

Bagdad, le 26 juillet 1929

Excellence

J'ai l'honneur de me référer à la dépêche N° 1992, en date du 16 septembre 1922, adressée par ce Haut-Commissariat au Général Gouraud, et à la correspondance y faisant suite, qui avaient pour objet l'entente relative à l'échange réciproque des actes judiciaires, conclue en 1922 entre l'Irak et la Syrie, et qui est en vigueur, encore actuellement.

2) Votre Excellence est sans doute instruite de ce que les documents pouvant être transmis conformément à l'entente précitée sont limités à ceux qui n'exigent pas une mesure coercitive, et il est expressément déclaré que les mandats d'arrêt, sommations et mandats de comparution sont exceptés.

3) Le gouvernement Irakien vient de me faire connaître qu'il éprouve de la difficulté à décider si certains documents dont on demande la transmission sont compris dans cette entente. Dernièrement le Ministère Irakien de la Justice n'a pu voir d'autre alter-

native que de refuser d'effectuer la transmission de documents provenant de Syrie, du fait que ces documents étaient de la nature de sommations. (voir : lettre de ce secretariat N.C.F.O. 59, en date du 9 juin 1929 adressée au Consul de France à Bagdad).

Le gouvernement Irakien serait néanmoins disposé à considérer qu'il n'y a pas, à première vue, d'objection à transmettre des documents de cette sorte, et suggère que la portée de l'entente [illegible] étendue. Effectivement il propose que le 1er paragraphe de la lettre du Général Gouraud soit modifié de telle manière que tout document émanant des tribunaux civils ou criminels ou des bureaux d'exécution de l'un des deux pays puisse être transmis à l'autre, à condition qu'aucune mesure coercitive ne soit prise, dans ce dernier pays, contre la personne citée, si ce n'est suivant la procédure d'extradition arrêtée récemment par un accord.

4. Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire part de ses vues concernant cette proposition.

Je désire m'associer au désir exprimé par le Gouvernement Irakien de faciliter, dans la mesure du possible, la coopération des tribunaux de Syrie et de ceux d'Irak. Il me semble que l'extension proposée de l'entente actuellement en vigueur, ayant trait à la transmission réciproque des actes judiciaires, serait une mesure utile pour atteindre ce but.

J'ai l'honneur, etc.

Gilbert CLAYTON
Haut-Commissaire pour l'Irak.

IV

Lettre du Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban au Haut-Commissaire de S.M. Britannique à Bagdad

N° 126[illegible]

21 *Septembre* 1929

Monsieur le Haut Commissaire,

Par dépêche N° 8010 en date du 26 juillet dernier Son Excellence Sir Gilbert Clayton avait bien voulu appeler mon attention sur les inconvénients que présente dans la pratique, le caractère limitatif des dispositions du paragraphe I de la lettre N° 1582 du Général Gouraud en date du 16 Septembre 1922, réglant le système d'échange direct des actes judiciaires et autres documents légaux entre les Tribunaux Irakiens d'une part, et les Tribunaux Libanais et Syriens d'autre part.

Aux termes de ce paragraphe I les actes qui peuvent être transmis directement, en dehors de la voie diplomatique, sont ceux qui ne doivent donner lieu à aucune mesure coercitive, comme par exemple les assignations, significations, citations à témoins, à l'exclusion des mandats d'arrêt, des mandats d'amener et des citations à comparaître

Sir Gilbert Clayton me faisait remarquer avec juste raison que dans certains cas, en particulier lorsqu'il s'agit de sommation, la question se pose de savoir si le document dont la transmission est requise par le pays voisin rentre bien dans la catégorie de ceux qui peuvent être transmis directement, et il suggérait en conséquence, d'étendre la portée de l'entente conclue par la lettre 1552 précitée à tous les documents émanant des tribunaux civils ou criminels ou encore des bureaux exécutifs, sous la réserve qu'aucune mesure de contrainte ne pourrait être prise contre la persoñne citée, si ce n'est en conformité de la procédure d'extradition arrêtée par un recent accord

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que j'approuve pleinement ces propositions, qui sont de nature à rendre plus effective la collaboration des Tribunaux Irakiens et des Tribunaux des Etats sous mandat français.

Il est donc entendu que les actes judiciaires de toute nature, y compris les mandats d'arrêt, les mandats d'amener les citations à comparaître et les ordonnances d'exécution des jugements pourront dorénavant être transmis directement entre les Tribunaux Irakiens et les Tribunaux Libanais et Syriens, par l'intermédiaire des directeurs des services de la justice, mais qu'aucune mesure coercitive ne pourra être décrétée par les autorités du pays destinataire contre la personne en cause, si ce n'est en cas de demande d'extradition et suivant la procédure fixée par la Convention spéciale récemment intervenue.

Ces nouvelles dispositions sont portées dès à présent par mes soins à la connaissance de toutes les juridictions de la Syrie et du Liban. Rien ne s'oppose donc à ce que Votre Excellence intervienne dès réception de cette lettre auprès du Gouvernement Irakien en lui demandant de faire part de la présente entente aux juridictions locales intéressées.

Veuillez agréer, Monsieur le Haut-Commissaire, les assurances de ma très haute considération.

Le Haut-Commissaire p.i.

TETREAU

V

Lettre de Sir Herbert Young, Haut Commissaire de sa Majesté Britannique à Son Excellence Monsieur Henri Ponsot, Haut Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban

Traduction

Bagdad, 23 Octobre 1929

Excellence

J'ai l'honneur de me référer à la dépêche de M. Tétreau N° 1262 datée du 21 septembre 1929, au sujet de l'accord concernant la notification des actes judiciaires en Irak et en Syrie. Je suis maintenant en mesure d'assurer Votre Excellence que le gouvernement Irakien a dûment informé ses autorités judiciaires de la nouvelle procédure.

Il désire cependant que j'expose nettement son intention de continuer comme par le passé, à trasmettre les actes judiciaires par l'intermédiaire des ministres de la justice respectifs. Ainsi les actes judiciaires à notifier en Irak devront-ils être adressés à Son Excellence le Ministre de la Justice, Bagdad, et non aux tribunaux intéressés.

Herbert YOUNG

Lettre de Monsieur Henri Ponsot Haut Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban à Sir Herbert Young Haut Commissaire de S M Britannique en Irak

Beyrouth, le 27 Novembre 1929

Monsieur le Haut Commissaire,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la dépêche N° 10998 en date du 27 octobre dernier par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement Irakien a informé les juridictions intéressées de la nouvelle procédure relative à la transmission directe des actes judiciaires entre l'Irak et les Etats sous mandat français, adoptée par la lettre N° 1262 de M Tétreau, en date du 21 septembre 1929

Il a été noté que les actes judiciaires destinés à être notifiés en Irak devront être adressés à Son Excellence Monsieur le Ministre de la Justice. Cette disposition est du reste en parfait accord avec les termes du paragraphe 5 de la lettre N° 1262 ci-dessus rappelée.

H. PONSOT

2 CONVENTION D'EXTRADITION

٢ ـ اتفاق تسليم المجرمين

- Signée le 6 Mai 1929 à Beyrouth et le 23 Mai 1929 à Bagdad

- وقع عليه في بيروت في ٦ ايار ١٩٢٩ وفي بغداد في ٢٣ ايار ١٩٢٩

Entre Son Excellence M. Henri Ponsot

Et Tewfik bey Sweydi

Agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été respectivement conférés, a été conclue la convention provisoire suivante

Cette convention sera remplacée ultérieurement par un acte définitif

ARTICLE PREMIER Les deux parties contractantes s'engagent chacune pour leur part et conformément aux dispositions du présent accord, à se livrer réciproquement toute personne qui

1) Etant poursuivie ou condamnée, comme auteur ou complice, pour une infraction commise en Irak, serait trouvée en Syrie ou au Liban

2) Ou qui, étant poursuivie ou condamnée, comme auteur ou complice, pour une infraction commise en Syrie ou au Liban, serait trouvée en Irak.

ARTICLE 2. — Ne peuvent être extradés que les individus inculpés d'une infraction punissable par les lois des deux pays d'une peine maxima égale ou supérieure à un an de prison, ou condamnés définitivement pour une telle infraction à un an ou plus de prison

ARTICLE 3. — Tout inculpé extradé ne peut être condamné que pour le délit ayant motivé la demande d'extradition ou pour des faits connexes révélés postérieurement à l'extradition

L'extradé acquitté ne sera détenu ou jugé pour aucun autre délit que celui ayant motivé son extradition à moins qu'ayant eu toute facilité pour rentrer dans le pays qui l'a extradé, il n'ait point profité de cette facilité. Cette disposition n'est pas applicable aux délits commis postérieurement à l'extradition.

ARTICLE 4. — L'extradition n'est pas accordée en matière de délit politique ou militaire. S'il apparaît aux autorités qui accordent une demande d'extradition que l'inculpation présente un caractère politique ou que la demande a été faite pour poursuivre ou punir le fugitif à cause d'un

délit politique, elles le feront connaître aux autorités demanderesses en les priant de leur fournir toutes explications et de leur donner tous renseignements nécessaires

Ne sont pas considérés comme crimes ou délits politiques

a) tous actes de violence, de brigandage ou de pillage à main armée commis isolément ou collectivement, soit contre des individus ou la propriété privée, ou contre les autorités locales, soit contre les voies ferrées ou tous autres moyens de communication ou de transport,

b) tout attentat contre la personne du Haut Commissaire de S.M. Britannique en Irak ou celle du Haut Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban, contre la personne des chefs des gouvernements respectifs ou celle de membres de la famille des uns et des autres

ARTICLE 5. a) Le Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban se réserve expressément le droit d'accorder ou refuser l'extradition de nationaux syriens ou libanais. De même le gouvernement irakien se réserve expressément le droit d'accorder ou de refuser l'extradition de nationaux irakiens

b) Le Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban se réserve le même droit vis-à-vis d'un ressortissant *français* pour une infraction commise en Irak

c) Le gouvernement irakien également, vis-à-vis d'un ressortissant *britannique* pour une infraction commise en Syrie et au Liban

ARTICLE 6. — Toute demande d'extradition sera transmise par la voie diplomatique ordinairement employée entre les deux parties contractantes.

ARTICLE 7. — La demande d'extradition concernant tous prévenus ou accusés sera accompagnée

1) D'un mandat d'arrêt ou ordonnance de prise de corps émanant d'une autorité judiciaire compétente et visant la *nature du délit* et le *texte* de la loi sur laquelle l'accusation sera basée ,

2) Une *fiche* aussi détaillée que possible indiquant l'identité et le signalement de l'accusé ;

[illegible] Une copie authentique, et certifiée telle par le magistrat qui aura instruit l'affaire, des principales dépositions ou déclarations faites sous serment.

ARTICLE 8. — Les mêmes règles seront réciproquement appliquées au cas où la demande d'extradition concernerait une personne condamnée par défaut ou par contumace, mais en ce cas le dossier doit comprendre en

outre l'extrait du jugement ou de l'arrêt de condamnation ainsi que la copie des textes sur lesquels est basée la condamnation.

ARTICLE 9. — Si la demande d'extradition concernait une personne condamnée par jugement contradictoire, elle devra être accompagnée :

1) D'une copie intégrale du jugement ou du décret d'exécution de l'arrêt ;

2) D'une fiche d'identité décrivant d'une manière aussi complète que possible, le condamné ;

3) De la copie des textes sur lesquels est basée la condamnation ;

4) D'un certificat de l'autorité judiciaire compétente attestant que le jugement est exécutoire.

ARTICLE 10. — Les autorités recevant une demande d'extradition s'assureront d'abord que, conformément au présent accord, le délit est de nature à permettre l'extradition du délinquant. Dans ce cas, *les autorités précitées délivreront un mandat d'arrêt* contre le délinquant et ouvriront une enquête. Celle-ci faite et, s'il est prouvé que l'individu arrêté est bien le délinquant, que d'autre part l'inculpation est suffisamment établie pour justifier sa mise en jugement, une ordonnance d'extradition sera rendue.

ARTICLE 11. — a) Si l'individu réclamé par l'une des parties contractantes en vertu du présent accord, était également réclamé par un ou plusieurs autres Etats, en raison d'autres délits commis dans leur juridiction respective, son extradition, à moins d'avoir été abandonnée, sera accordée à l'Etat qui l'aura réclamée le premier.

b) Toute personne, contre laquelle l'un des deux gouvernements aura pris un arrêté d'extradition, sera, en vertu dudit arrêté livrée aux agents qualifiés pour la recevoir de l'autre gouvernement, chaque gouvernement fournissant aux dits agents toute l'assistance nécessaire pour leur permettre d'emmener l'extradé.

ARTICLE 12. — Chacun des deux gouvernements aura la faculté de remettre en liberté toute personne incarcérée qui, dans les deux mois suivant la notification à l'autre gouvernement de l'arrêté d'extradition, n'aura pas été réclamée et emmenée.

ARTICLE 13. — Tous les frais nécessités par la demande et la procédure d'extradition ainsi que par le transfert de l'extradé seront à la charge du gouvernement qui aura demandé l'extradition.

Le règlement de ces frais sera effectué sur état délivré par le directeur des services judiciaires en Syrie ou par le ministre de la justice en Irak.

ARTICLE 14. — Le présent accord entrera en vigueur à partir du jour de sa signature. Il pourra être dénoncé par l'une ou par l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de six mois.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent accord

Beyrouth, le 6 mai 1929,

PONSOT

Bagdad, le 23 mai 1929

Tewfik SWEYDI

ACCORD

ECONOMIQUE

- Signé à Bagdad
- le 19 Février 1951
- N6

اتفاقية

اقتصادية

- وقعت في بغداد
- في ١٩ شباط ١٩٥١
- ٢٠٤

ان الحكومتين العراقية والسورية رغبة منهما في توثيق عرى التعاون وتوطيد العلاقات الاقتصادية واتساعها بين بلديهما .

قررتا عقد الاتفاقية التالية :

المادة الاولى : يعمل الفريقان المتعاقدان على تنسيق وتنمية العلاقات الاقتصادية والتجارية بين بلديهما . ويتعهدان بتسهيل التبادل التجاري بينهما بمنح اجازات الاستيراد والتصدير لجميع السلع ، على ان يراعى في ذلك القوانين والانظمة والبيانات والتعليمات المتبعة بهذا الشأن والاحكام الواردة في هذه الاتفاقية .

المادة الثانية : يعامل الفريقان المتعاقدان بعضهما بعضا معاملة الدولة الاكثر رعاية فيما يتعلق بالرسوم الجمركية وطريقة تحصيلها وفي الاجراءات التي تنظم منح اجازات الاستيراد والتصدير ، فلا تخضع المنتجات والبضائع المنتجة محليا في بلد احد الفريقين والمستوردة مباشرة الى بلد الفريق الاخر الى رسوم او ضرائب اعلى مما هو مفروض او ما سيفرض على البضائع والمنتجات المماثلة لها الواردة من اي بلد اخر . كما انها لا تخضع في جميع الاجراءات الى اكثر مما هو معمول به او سيعمل بالنسبة لاي بلد اخر . ولا تتجاوز الرسوم الداخلية كرسوم الانتاج والاستهلاك وما سواها التي يفرضها احد الفريقين على البضائع والمنتجات المستوردة من بلد الفريق الاخر ، الرسوم المماثلة المفروضة على البضائع والمنتجات المحلية المماثلة لها .

المادة الثالثة : ١ ـ تمنح البضائع [illegible] المنتجة محليا المستوردة

مباشرة الى العراق ، والمبينة في الجدول رقم (١) الملحق بهذه الاتفاقيه اعفاء او تخفيضا في الرسوم الجمركيه حسبما هو منصوص عليه في الجدول المذكور .

ب ـ تمنح البضائع العراقية المنتجة محليا المستوردة مباشرة الى لبنان ، والمبينة في الجدول رقم ٢ الملحق بهذه الاتفاقية ، اعفاء او تخفيض في الرسوم الجمركيه حسبما هو منصوص عليه في الجدول المذكور .

ج ـ يمكن اضافة بضائع اخرى الى الجدولين المذكورين في الفقرتين أ و ب بالاتفاق بين الفريقين المتعاقدين .

المادة الرابعة : ترفق البضائع المنتجة محليا ، الواردة من بلد احد الفريقين المتعاقدين الى بلد الفريق الاخر ، بشهادة منشأ من الجهات ذات الصلاحية في البلد المصدر .

وتعتبر البضاعه منتجه محليا في مفهوم هذه الاتفاقية ، اذا كانت قيمه الموادالاولية فيها المنتجة في البلد المصدر مع كلفة استصناعها فيه او كلفة الاستصناع وحدها لا تقل عن خمسين بالمائة من قيمة البضاعه .

المادة الخامسة : يتخذ الفريقان المتعاقدان الاجراءات اللازمه لتطبيق ملحق المدفوعات المرفق بهذهالاتفاقيه اعتبارا من تاريخ تنفيذها .

المادة السادسة : يعامل الفريقان المتعاقدان بعضهما بعضا معاملة مقابلة فيما يتعلق بنقل البضائع عبر اراضيهما برسم الترانزيت حسب الاحكام والاصول المطبقة حاليا بين البلدين .

المادة السابعة : تمنح حكومة العراق لبنان ، ضمن احكام التشريع الجمركي العراقي ، الاماكن اللازمة في المنطقة الحرة في ميناء البصرة عند انشائها .

وتمنح الحكومة اللبنانية العراق ضمن احكام التشريع الجمركي اللبناني الاماكن اللازمه في المنطقه الحرة في ميناء بيروت . وفي طرابلس عندما يتم انشاء منطقة حرة في مينائها ، ويتفق الفريقان ويقدمان التسهيلات اللازمه بهذا الصدد .

المادة الثامنة : تصبح هذهالاتفاقيه نافذة اعتبارا من اليوم الذي يلي يوم تبادل وثائق ابرامها وتظل نافذة لمدة سنة واحدة وتعتبر مجددة سنويا لمدة سنة اخرى ، الا اذا ابلغ احد الفريقين الفريق الاخر رغبته في انهائها او تعديلها ، وذلك قبل ثلاثة اشهر من تاريخ انتهاء العمل بها

ملحق المدفوعات

المادة الاولى ــ تسمح الحكومة العراقية لبنك سوريا ولبنان في لبنان بان يحفظ حسابا له في العراق بالدينار العراقي من صنف حساب لبناني غير مقيم لدى اي من المصارف التجارية المخولة بالتعامل بالتحويل الخارجي في العراق او لدى المصرف الوطني العراقي . وتسمح كذلك لاي مصرف في لبنان تقترحه الحكومة اللبنانية وتوافق عليه سلطات التحويل الخارجي العراقية بان يحفظ مثل هذه الحسابات في اي من المصارف التجارية المخولة التعامل بالتحويل الخارجي في العراق

المادة الثانية ــ تقيد جميع قيم الواردات المنظورة وغير المنظورة المستوردة من لبنان الى العراق بالدينار العراقي ، ايرادا في اي من الحسابات اللبنانية لغير المقيمين المذكورة في المادة الاولى من هذا الملحق .

المادة الثالثه ــ تقيد قيم الصادرات العراقية المنظورة وغير المنظورة المصدرة من العراق الى لبنان حسما على من الحسابات اللبنانية لغير المقيمين المذكوره في المادة الاولى من هذا الملحق .

المادة الرابعة ــ لا تمنع الحكومة العراقية نقل المبالغ من اي حساب لبناني غير مقيم بالدينار العراقي الى اي حساب لبناني آخر غير مقيم بالدينار العراقي .

المادة الخامسة ــ تتعهد الحكومة العراقية بان ترصد الحساب اللبناني غير مقيم بالدينار العراقي باسم بنك سوريا ولبنان (في لبنان) من مئه الف دينار عراقي ــ بالسماح للبنك المذكور بتحويل مبلغ يراده الى ليرات استرلينية على الحساب اللبناني ، وذلك بعد مضي ستة اشهر اعتبارا من تاريخ تنفيذ هذا الملحق .

الجدول رقم ١

الملحق بالاتفاقيه الاقتصاديه بين العراق ولبنان ، يتضمن البضائع المعفاة من الرسوم الجمركية او الخاضعه لرسوم مخفضه عند استيرادها من لبنان الى العراق .

ا ـ البضائع المعفاة من الرسوم

عدد (رقم) التعرفه العراقية	نوع البضاعه	عدد (رقم) التعرفه العراقيه	نوع البضاعه
١٨	العفص	٨٠	عصارات الفواكه سائلة
١٩ ا	الفاصوليا		محلاه بالسكر
٢١ اب	الموز	١٥٤ ا	الورق (الكرتون) العادي
٢٤ د/١	التفاح		(لفات او طبقات اومقطع
٢٤ د/١	الإيكي دنيا		اكثر من ٣٠٠ غرام في
٢٤ د/١	الكرز		المتر المربع)
٢٤ د/١	الكمثرى	١٦٣	الكتب والمجلات
٧٩ ا	عصارات الفواكه سائلة	١٦٩ ا ا	الخيوط من الحرير الخام
	كانت ام معقوده من غير		في شلال
	اضافه سكر اليه و بلا	١٦٩ ٢ ج	غزل الحرير الصناعي
	كحول .		و المبروم

ب ـ البضائع الخاضعة لرسوم المخفضة

عدد(رقم)التعرفة العراقيه	نوع البضاعة	الرسوم العادية	الرسوم المخفضة
١٥	الزيتون الاخضر والملح باستثناء الزيتون المستورد في اوعيه مسدودة سدا محكما	٥٤ فلس للكيلو	٤٠ فلس للكيلو

الجدول رقم ٢

الملحق بالاتفاقية الاقتصادية بين العراق ولبنان
ويتضمن البضائع المعفاة من الرسوم الجمركية او الخاضعة لرسوم مخفضة عند استيرادها من العراق الى لبنان .

ا ـ البضائع المعفاة من الرسوم

رقم (عدد) التعريفة اللبنانية	نوع البضاعة
من ١ الى ١٢	الحيوانات الحية
٥١ ب	العدس
٥٤ ١/١ و٢	التمور
٧٠ ا و ب و ج	الارز
٨٢ ب	السمسم
٩٣ ب	الكثيراء
١٤٣	دبس التمر
٢٤٨ ا/ب/ج	الصلال ، الجلود الخام (الطرية والمملحة والمجففة والمجففة المملحة الخ) صلال الغنم بصوفها وصلال المعز بشعرها وغيرها من الصلال الخام
٤٣٦	الكتب والمجلات
٤٩٣	الصوف الخام
٤٩٤	شعر المعز
٤٩٥	الوبر الخام غير المغزول او المقصور او المصبوغ.
٥٠١و٥٠٢	خيوط الصوف
٥٠٣	خيوط الوبر الناعم
٥٠٥/١	خيوط الوبر الخشن
٥٠٩/١	الاغطية الاحرامات المصنوعة من الصوف

ب ـ البضائع الخاضعة لرسوم مخفضة

رقم التعريفة اللبنانية	نوع البضاعة	التعريفة العادية	التعريفة المخفضة
٥٠٥ ب	خيوط الشعر الصوف	٢٥ ٪	٢ ٪

ISRAËL

ACTES DIPLOMATIQUES
LIBAN-ISRAEL

APRES NOVEMBRE 1943

- 23 Mars 1949 —
  Ras-Nakoura
  CONVENTION
  D'ARMISTICE

اسرائيل

اتفاقات دولية
بين لبنان واسرائيل

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- ٢٣ آذار ١٩٤٩ — راس الناقورة
  اتفاق الهدنة

CONVENTION

D'ARMISTICE

اتفاق

الهدنـــة

- Signée à Ras-Nakoura
- le 23 Mars 1949
- Le texte officiel est établi en langue française

- موقع عليه في راس الناقورة
- في ٢٣ آذار ١٩٤٩
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة الفرنسية

NATIONS UNIES

Ras En Nakoura
23 Mars 1949

PREAMBULE

Les parties à la présente Convention.

Répondant à la résolution du Conseil de Sécurité en date du 16 novembre 1948, qui les invite à négocier un armistice, à titre de mesure provisoire additionnelle selon l'Article 40 de la Charte des Nations Unies, et en vue de faciliter la transition de l'etat de trêve à celui d'une paix définitive en Palestine ;

Ayant décide d'entreprendre sous la présidence des Nations Unies, des négociations relatives à l'exécution de la résolution du Conseil de Sécurité en date du 16 novembre 1948 ;

Et ayant nommé des représentants habilités à négocier et à conclure une Convention d'armistice :

Lesquels représentants soussignes, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1. — En vue de favoriser le retour à une paix définitive en Palestine, et en raison de l'importance, à cet égard, d'assurances mutuelles concernant les opérations militaires futures des Parties, les principes suivants, qui seront pleinement observés par les deux Parties durant l'armistice, sont affirmés ci-après

1 L'injonction faite par le Conseil de Sécurité de ne pas recourir à la force militaire dans le règlement de la question palestinienne sera dorenavant scrupuleusement respectée par les deux Parties

2. Les forces armées de terre, de mer ou de l'air de l'une quelconque des Parties n'entreprendront ni ne projetteront aucune action agressive contre la population ou les forces armées de l'autre Partie, ni ne les menaceront d'une telle action ; étant entendu que le mot « projetteront » ne s'applique pas dans ce contexte aux plans qui d'une manière générale sont normalement élaborés par les Etats-Majors dans les organisations militaires.

3. Le droit de chaque Partie d'être en sécurité et d'être libérée de la crainte d'une attaque des forces armées de l'autre Partie devra être pleinement respecté.

4. L'établissement d'un armistice entre les forces armées des deux Parties est accepté comme une étape indispensable vers la liquidation du conflit armé et de la restauration de la paix en Palestine.

ARTICLE II. — En ce qui concerne particulièrement l'exécution de la résolution du Conseil de Sécurité en date du 16 novembre 1948, les buts et principes suivants sont affirmés :

1. Le principe qu'aucun avantage militaire ou politique ne devrait être acquis durant la trêve ordonnée par le Conseil de Sécurité est reconnu.

2. Il est, d'autre part, reconnu qu'aucune disposition de la présente Convention ne devra, en aucun cas, porter préjudice aux droits, revendications et positions de l'une ou l'autre Partie dans le règlement pacifique et final de la question palestinienne, les dispositions de la présente Convention étant dictées exclusivement par des considérations d'ordre militaire.

ARTICLE III. — 1. Conformément aux principes énoncés ci-dessus et à la résolution du Conseil de Sécurité en date du 16 novembre 1948, un armistice général entre les forces armées de terre, de mer et de l'air des deux Parties est établi par la présente Convention.

2. Aucun élément des forces terrestres, navales ou aériennes, militaires ou paramilitaires, de l'une quelconque des Parties, y compris les forces irrégulières, ne devra commettre un acte de guerre ou d'hostilité quelconque contre les forces militaires ou paramilitaires de l'autre Partie, ou contre des civils dans le territoire contrôlé par celle-ci ; traverser, ou franchir, dans quelque but que ce soit, la ligne de démarcation d'armistice définie à l'Article V de la présente Convention ; pénétrer ou traverser l'espace aérien de l'autre Partie, ou les eaux

territoriales de celle-ci, à moins de trois milles de la ligne côtière.

3. Aucun acte de guerre ou d'hostilité ne sera dirigé du territoire contrôlé par l'une des deux Parties contre l'autre Partie.

ARTICLE IV. — 1. La ligne définie à l'Article V de la présente Convention sera la ligne de démarcation d'armistice. Elle est tracée en application des buts et desseins de la résolution du Conseil de Sécurité en date du 16 novembre 1948.

2. Le but fondamental de la Ligne de démarcation d'armistice est de tracer la ligne au-delà de laquelle les forces armées des Parties respectives ne devront pas se déplacer.

3. Les prescriptions et règlements des forces armées des Parties, qui interdisent aux civils le franchissement des lignes de combat, ou l'entrée de la zone comprise entre les lignes, resteront en vigueur après la signature de la présente Convention, en ce qui concerne la ligne de démarcation d'armistice définie à l'Article V.

ARTICLE V. — 1. La ligne de démarcation d'armistice suivra la frontière internationale entre le Liban et la Palestine.

2. Dans la zone de la Ligne de démarcation d'armistice, les effectifs militaires des Parties ne comprendront que des éléments défensifs, ainsi qu'il est prévu à l'Annexe à la présente Convention.

3. Le retrait des forces sur la Ligne de démarcation d'armistice et leur réduction à des éléments défensifs en conformité du paragraphe précédent, seront effectués dans les dix jours à partir de la signature de la présente Convention. Le déminage des routes et des zones minées évacuées par chaque Partie, et la remise à l'autre Partie des plans des champs de mines, seront effectués dans le même délai.

ARTICLE VI. — Tous les prisonniers de guerre détenus par l'une ou l'autre des Parties à la présente Convention et appartenant aux forces armées, régulières ou irrégulières, de l'autre Partie seront échangés comme suit :

1. L'échange des prisonniers de guerre sera entièrement effectué sous le contrôle et la surveillance des Nations Unies. Cet échange aura lieu à Ras En Nakoura dans les vingt-quatre heures qui suivront la signature de la présente Convention.

2. Les prisonniers de guerre contre lesquels une action judiciaire serait en cours, de même que ceux condamnés pour crime ou délit, seront inclus dans cet échange.

3. Tous objets d'usage personnel, valeurs, lettres, documents, pièces d'identité et autres effets personnels, de quelque nature que ce soit, appartenant aux prisonniers de guerre échangés, leur seront rendus, ou en cas de décès ou d'évasion, seront rendus à la Partie aux forces armées de laquelle les prisonniers appartenaient.

4. Toutes les questions qui ne sont pas spécifiquement réglées par la présente Convention seront résolues conformément aux principes de la Convention Internationale relative au Traitement des Prisonniers de Guerre, signée à Genève le 27 juillet 1929.

5. La Commission mixte d'Armistice instituée à l'Article VII de la présente Convention assumera la responsabilité de retrouver les personnes disparues, militaires ou civils, dans les régions contrôlées par chaque Partie, afin de faciliter leur rapide échange. Chaque Partie s'engage à apporter à la Commission une collaboration pleine et entière dans l'accomplissement de cette mission.

ARTICLE VII. — 1. L'exécution des dispositions de la présente Convention sera contrôlée par une Commission mixte d'Armistice, composée de cinq membres, chaque Partie à la Présente Convention désignant deux représentants et la présidence étant assurée par le Chef d'Etat-Major de l'Orgaisation de Contrôle de la Trêve des Nations Unies ou par un officier supérieur qu'il désignera parmi les observateurs de cette Organisation, après consultation des deux Parties.

2. La Commission mixte d'Armistice siègera au poste frontière libanais de Nakoura et au poste frontière au nord de Metullah. Elle se réunira aux lieux et dates qu'elle jugera nécessaires pour remplir sa mission.

3. La Commission mixte d'Armistice tiendra sa première réunion sur convocation du Chef d'Etat-Major de l'Organisation de Contrôle de la Trêve des Nations Unies, au plus tard une semaine après la signature de la présente Convention.

4. Les décisions de la Commission mixte d'Armistice seront prises, dans la mesure du possible, sur la base du principe de l'unanimité. A défaut d'unanimi-

té, elles seront prises à la majorité des voix des membres de la Commission présents et votants.

5. La Commission mixte d'Armistice établira son règlement intérieur. Ses réunions n'auront lieu que sur notification dûment faite aux membres par le Président. Le quorum requis sera la majorité des membres.

6. La Commission est habilitée à employer autant d'observateurs qu'il sera nécessaire pour remplir sa mission, ces observateurs pouvant appartenir soit aux organisations militaires des Parties, soit au personnel militaire de l'Organisation de Contrôle de la Trêve des Nations Unies, ou aux deux. Dans le cas où des observateurs des Nations Unies sont ainsi employés, ils demeurent sous le commandement du Chef d'Etat-Major de l'Organisation de Contrôle de la Trêve des Nations Unies. Les affectations d'ordre général ou particulier concernant les observateurs des Nations Unies attachés à la Commission mixte d'Armistice seront soumises à l'approbation du Chef d'Etat-Major ou de son représentant à la Commission, si celui-ci la préside.

7. Les réclamations ou les plaintes présentées par l'une ou l'autre Partie, relativement à l'application de la présente Convention, devront être soumises immédiatement à la Commission mixte d'Armistice par l'intermédiaire de son Président. La Commission prendra, au sujet de ces réclamations ou plaintes, toutes les mesures qu'elle jugera appropriées, en faisant usage de ses moyens d'observation et de contrôle, en vue d'un règlement équitable et satisfaisant pour les deux Parties.

8. Lorsque le sens d'une disposition particulière de cette Convention, à l'exception du Préambule et des Articles I et II, donne lieu à interprétation, l'interprétation de la Commission prévaut. Lorsqu'elle l'estime désirable et que le besoin s'en fait sentir, la Commission peut, de temps à autre, recommander aux Parties des modifications aux dispositions de la présente Convention.

9. La Commission mixte d'Armistice soumettra aux deux Parties des rapports sur son activité, aussi fréquemment qu'elle le jugera nécessaire. Une copie de chacun de ces rapports sera présentée au Secrétaire général des Nations Unies pour transmission à l'organe ou organisation approprié des Nations Unies.

10. Les membres de la Com-

mission et ses observateurs jouiront, dans la zone à laquelle s'applique cette Convention, de toute la liberté de mouvement et d'accès jugée nécessaire par la Commission, sous réserve que lorsque de telles décisions de la Commission seront acquises à la majorité, seul sera autorisé l'emploi d'observateurs des Nations Unies.

11. Les dépenses de la Commission, autres que celles des observateurs des Nations Unies, seront supportées à parts égales par les deux Parties signataires de la présente Convention.

ARTICLE VIII. — 1. — La présente Convention n'est pas sujette à ratification et entrera en vigueur, à sa signature.

2. Cette Convention, ayant été négociée et conclue conformément à la résolution du Conseil de Sécurité en date du 16 novembre 1948, invitant à l'établissement d'un armistice afin d'éliminer la menace pour la paix en Palestine et de faciliter la transition de l'état de trève à celui d'une paix définitive en Palestine restera en vigueur jusqu'à la réalisation d'un règlement pacifique entre les Parties, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent Article.

3. Les Parties à la présente Convention peuvent, par consentement mutuel, reviser cette Convention ou l'une quelconque de ses dispositions, ou en suspendre l'application à n'importe quel moment, sauf en ce qui concerne les Articles I et III. A défaut d'accord mutuel, et après une année d'application à dater de la signature, l'une ou l'autre des Parties peut inviter le Secrétaire général des Nations Unies à convoquer une conférence de représentants des deux Parties pour revoir, reviser, ou suspendre l'une quelconque des dispositions de la présente Convention autres que les Articles I et III. La participation à une telle Conférence sera obligatoire pour les deux Parties.

4. Si la conférence prevue au paragraphe 3 du présent article n'aboutit pas à un accord pour la solution d'un point en litige, l'une ou l'autre des Parties peut porter la question devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies pour être relevée de telle ou telle obligation, vu que la présente Convention a été conclue à la suite de l'intervention du Conseil de Sécurité visant à l'établissement de la paix en Palestine.

5. Cette Convention est signée en cinq exemplaires. Chaque Partie conservera un exemplaire ; deux exemplaires seront communiqués au Secrétaire général des Nations Unies pour transmission

au Conseil de Sécurité et à la Commission de Conciliation pour la Palestine; un exemplaire sera remis au Médiateur par intérim pour la Palestine

Fait à Ras En Nakoura le vingt-trois Mars Mil neuf cent quarante-neuf, en présence du Délégué du Médiateur par intérim des Nations Unies pour la Palestine et du Chef d'Etat-Major de l'Organisation du Contrôle de la Trêve des Nations Unies

Pour et au nom du Gouvernement du Liban

Lieutenant-Colonel SALEM
Commandant HARB

Pour et au nom du Gouvernement d'Israel

Lt.-Col. MAKLEF
J. PELLMAN
Shabtai ROSENNE

ANNEXE

DEFINITION DES FORCES DEFENSIVES

1. — Les forces militaires défensives visées à l'Article V, paragraphe 2, ne dépasseront pas

1. Dans le cas du Liban

i) Deux bataillons et deux compagnies d'infanterie de l'Armée régulière libanaise, une batterie d'artillerie de campagne à 4 pièces et une compagnie de 12 auto-mitrailleuses et six véhicules blindés légers avec canons légers (20 véhicules) Total : 15.000 officiers et troupe

ii) Aucune force militaire autre que celles mentionnées au (i) ci-dessus ne pourra être utilisée au sud de la ligne générale El Qasmiyé-Nabatiyé Ett Tahta-Hasbaiya

2 — Dans le cas d'Israel :

i) Un bataillon d'infanterie, une compagnie de renfort avec six mortiers et six mitrailleuses une compagnie de reconnaissance avec six autos-mitrailleuses et six jeeps armées, une batterie d'artillerie de campagne à 4 pièces, une section du Génie et des services, tels que intendance et service du matériel, le total ne devant pas dépasser 1500 officiers et troupe

(ii) Aucune force militaire autre que celles mentionnées au (i) ci-dessus ne pourra être utilisée au nord de la ligne générale Nahariya-Tarshiha-Jish-Marus.

II. — Aucune restriction de mouvement ne sera imposée de l'un ou de l'autre côté en ce qui concerne le ravitaillement ou le mouvement de ces forces défensives en arrière de la ligne de démarcation.

ITALIE

ايطاليا

ACTES DIPLOMATIQUES
LIBAN — ITALIE

اتفاقات دولية
بين لبنان وايطاليا

AVANT NOVEMBRE 1943

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- 29 Septembre 1923
  ACCORD FRANCO ITALIEN SUR LA SITUATION DES RESSORTISSANTS ITALIENS AU LIBAN.

- ٢٩ ايلول ١٩٢٣
  اتفاق فرنسي – ايطالي – بشأن
  وضعية الرعايا الايطاليين في لبنان

- 10 Mars 1929
  ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS
  Etablissement de lignes de navigation aériennes

- ١٠ آذار ١٩٢٩
  اتفاق نقل جوي
  (انشاء خطوط ملاحة جوية)

- 5 Novembre 1935
  SANCTIONS ECONOMIQUES PREVUES PAR L'ART. 16 DU PACTE DE LA S.D.N

  Arrêté 251 LR du 5 Novembre 1935 mettant en application ces sanctions
  (J.O. 1935 N° 3212)

  Arrêté 148 LR du 13 Juillet 1936 supprimant ces sanctions
  J.O. 1936 N° 3317

  Arrêté 154/LR du 25 Juillet 1936 complétant l'arrêté 148. LR
  (J.O. 1936 N° 3329)

- ٥ تشرين الثاني ١٩٣٥
  عقوبات اقتصادية واردة في المادة
  ١٦ من ميثاق جمعية الامم

  – قرار ٢٥١/ل.ر بتاريخ ٥ تشرين الثاني ١٩٣٥
  وضع هذه العقوبات موضع التنفيذ
  (جر . ١٩٣٥ — عدد ٣٢١٢)

  قرار ١٤٨/ل.ر تاريخ ١٣ تموز ١٩٣٦
  الغاء هذه العقوبات
  (جر . ١٩٣٦ — عدد ٣٣١٧)

  – قرار ١٥٤/ل.ر تاريخ ٢٥ تموز ١٩٣٦
  تكملة القرار ١٤٨/ل.ر
  (جر . ١٩٣٦ — عدد ٣٣٢٩)

- **11 Août 1936**
  MODUS VIVENDI COMMERCIAL ET ACCORD DE COMPENSATION POUR LES PAYEMENTS FRANCO-ITALIENS

  Arrêté 185/LR du 4 septembre 1936 portant application de ces accords
  (B.O. 1936)

- **١١ آب ١٩٣٦**
  اتفاق تجاري واتفاقات بشأن مقايضة المدفوعات الفرنسية ـ الايطالية

  ـ قرار ١٨٥/ل.ر تاريخ ٤ ايلول ١٩٣٦ تنفيذ هذين الاتفاقين
  (ن.ر.م ١٩٣٦)

- **6 Mars 1940**
  ACCORDS FRANCO-ITALIENS SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCIAUX

  Arrêté 120/LR du 27 Mai 1940 portant application de ces accords
  (B.O. 1940 p. 281)

  Arrêté 187/LR du 9 Juillet 1940 suspendant l'application de ces accords
  (B.O. 1940 p. 368)

  Arrêté 293 LR du 7 Novembre 1940 supprimant l'arrêté 187/LR
  (B.O. 1940 p. 505)

- **٦ آذار ١٩٤٠**
  اتفاقات فرنسية ـ ايطالية بشأن المبادلة والمدفوعات التجارية

  قرار ١٢٠/ل.ر تاريخ ٢٧ ايار ١٩٤٠ تنفيذ هذه الاتفاقات
  (ن.ر.م ١٩٤٠ ـ ص ٢٨١)

  قرار ١٨٧/ل.ر تاريخ ٩ تموز ١٩٤٠ وقف تنفيذ هذه الاتفاقات
  (ن.ر.م ١٩٤٠ ـ ص ٣٦٨)

  ـ قرار ٢٩٣/ل.ر تاريخ ٧ تشرين الثاني ١٩٤٠ الغاء القرار ١٨٧/ل.ر
  (ن.ر.م ١٩٤٠ ـ ص ٥٠٥)

APRES NOVEMBRE 1943

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- **24 Janvier 1949 — Beyrouth.**
  ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS.

- **٢٤ كانون الثاني ١٩٤٩ ـ بيروت**
  اتفاق نقل جوي

- 15 Février 1949 — Beyrouth
  CONVENTION DE CONCILIATION

- ١٥ شباط ١٩٤٩ — بيروت
  اتفاق تسوية

- 15 Février 1949 — Beyrouth
  TRAITE D'AMITIE, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION

- ١٥ شباط ١٩٤٩ — بيروت
  معاهدة صداقة وتجارة وملاحة

- 27 Mai 1950 — Rome
  ACCORD COMMERCIAL

- ٢٥ أيار ١٩٥٠ — روما
  اتفاق تجاري

ACCORD

DE TRANSPORTS AERIENS

- Signé à Beyrouth
- le 24 Janvier 1949
- Ratification autorisée par la loi du 10 Juin 1949 (J.O. 1949 N° 24 p. 309)
- Le texte officiel est établi en langue française

Le Gouvernement de la République Libanaise

et

Le Gouvernement Italien

Désirant, sur la base d'une complète réciprocité, stipuler un Accord afin d'établir au plus tôt des communications entre le Liban et l'Italie

Sont convenus des dispositions suivantes

ARTICLE PREMIER. — Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés à l'Annexe ci-jointe en vue de l'établissement des services aériens énumérés à cette Annexe (indiqués sous le nom de « services convenus »). Lesdits services peuvent être exploités immédiatement ou à

اتفاق

النقل الجوي

- وقع في بيروت
- في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٩
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ١٠ حزيران ١٩٤٩ (ج.ر ١٩٤٩ – عدد ٢٤ ص ٣٠٩)
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة الفرنسية

ان حكومة الجمهورية اللبنانية

و الحكومة الايطالية

رغبة منهما في عقد اتفاق على انشاء المواصلات بين لبنان و ايطاليا اساس المعاملة بالمثل بغية انشاء المواصلات بين لبنان و ايطاليا في اقرب وقت قد اتفقا على الشروط التالية :

المادة الاولى – يمنح كل من الفريقين المتعاقدين للفريق الآخر الحقوق المبينة في الملحق المرافق لهذا الاتفاق بغية انشاء الخطوط الجوية المذكورة في هذا الملحق (والمشار اليها باسم «الخطوط المتفق عليها»).

يمكن تشغيل هذه الخطوط في

une date ultérieure au choix de la Partie Contractante à laquelle ces droits sont accordés

ARTICLE 2. — 1. Chacun des « services convenus » peut être mis en exploitation aussitôt que la Partie Contractante, à laquelle les droits spécifiés ont été concédés, a désigné une ou plusieurs entreprises de transport aérien appelées à exploiter les routes en question. La Partie Contractante qui concède les droits doit accorder sans délai le permis d'exercice aux entreprises désignées, sauf les conditions prévues au paragraphe 2 du présent article et à l'article VI

2. Les entreprises de transport aérien ainsi désignées seront tenues de prouver aux Autorités aéronautiques compétentes de la Partie Contractante qui accorde les droits, qu'elles sont à même de se conformer aux lois et règlements appliqués normalement par lesdites Autorités à l'activité des entreprises commerciales de transport aérien

ARTICLE 3. — 1. Chacune des Parties Contractantes convient que les droits et taxes imposés pour l'utilisation des aérodromes et autres installations techniques aux entreprises de transport aérien de l'autre Partie Contractan-

الحال او فيما بعد وذلك حسب رغبة الفريق المتعاقد الممنوحة له هذه الحقوق .

المادة الثانية ـ ١ ـ يمكن تشغيل كل خط من «الخطوط المتفق عليها» بمجرد تعيين الفريق المتعاقد الذي منحت له هذه الحقوق ، مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي المدعوة لتشغيل الطرق موضوع الخطوط المذكورة . يجب على الفريق المتعاقد الذي يمنح هذه الحقوق ان يمنح بدون ابطاء المؤسسات المعينة الرخصة بالتشغيل وذلك باستثناء الشروط المنصوص عليها في الفقرة الثانية من هذه المادة وفي المادة السادسة .

٢ ـ يجب على مؤسسات النقل الجوي المعينة ان تثبت للسلطات الجوية المختصة التابعة للفريق المتعاقد الذي منح هذه الحقوق انها متوافرة الشروط التي تفرضها القوانين والانظمة التي تطبقها عادة هذه السلطات على نشاط المؤسسات التجارية للنقل الجوي .

المادة الثالثة ـ يوافق كل من الفريقين المتعاقدين على ان لا تزيد رسوم استعمال المطارات وبقية المنشآت الفنية المفروضة على مؤسسات النقل الجوي التابعة للفريق المتعاقد الآخر عن رسوم استعمال هذه

te ne dépasseront pas les droits dus pour l'utilisation desdits aérodromes et installations par ses propres entreprises de transport aérien se consacrant à des services internationaux similaires.

2 - Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, les équipements et le matériel en général, introduits sur le territoire d'une Partie Contractante pour l'usage exclusif des aéronefs appartenant aux entreprises de transport aérien que désignera l'autre Partie, bénéficieront sur ledit territoire d'un traitement aussi favorable que le traitement appliqué aux entreprises nationales appartenant à ladite Partie Contractante et se consacrant à des transports aériens internationaux, ou aux entreprises appartenant aux Etats jouissant de la clause de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les droits de douane, d'inspection ou autres droits et taxes nationaux

3 — Les aéronefs utilisés dans les « services convenus » ainsi que les stocks de carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord se trouvant sur les aéronefs utilisés par les entreprises que désignera une Partie Contractante, seront exemptés sur le territoire de l'autre Partie Contractante, de droits de douane d'inspection, ou autres.

المطارات والمنشآت المعروضة على مؤسسات النقل الجوي التابعة له والتي تعمل على خطوط دولية مماثلة

٢ ـ ان الوقود وزيوت التشحيم ومقطع الغيار والاجهزة واللوازم بصورة عامة التي تدخل اراضي احد الفريقين المتعاقدين والمعدة فقط لاستعمال الطائرات التابعة لمؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل الفريق الاخر ، تعامل على هذه الاراضي معاملة لا تقل عن معاملة المؤسسات الوطنية التابعة لهذا الفريق المتعاقد والمتفرغة للنقل الجوي الدولي او عن معاملة المؤسسات التابعة للدول التي تتمتع بشروط الدولة الاكثر رعاية فيما يعني رسوم الجمرك والتفتيش او بقية الرسوم والضرائب الوطنية.

٢ ـ ان الطائرات المستعملة على « الخطوط المتفق عليها » وكذلك المخزون من الوقود وزيوت التشحيم ومقطع الغيار والاجهزة العادية والمؤن الموجودة داخل الطائرات التي تستعملها المؤسسات المعينة من قبل احد الفريقين المتعاقدين تعفى على اراضي الفريق المتعاقد الاخر من رسوم الجمرك والتفتيش او غيرها .

4. — Les choses exemptées aux termes du paragraphe précédent, ne pourront être débarquées sans le consentement des Autorités douanières de l'autre Partie Contractante. Au cas où elles ne seraient ni consommées, ni utilisées, elles seront jusqu'à leur réexportation soumises au contrôle des Autorités susdites, mais sans préjuger la disponibilité de ces choses.

ARTICLE 4. — Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences, délivrés ou validés par l'une des Parties Contractantes et en cours de validité, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins de l'exploitation des « services convenus ». Toutefois chaque Partie Contractante se réserve pour la circulation au-dessus de son propre territoire, le droit de ne pas reconnaître valables les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres ressortissants par les Autorités de l'autre Partie Contractante ou par un Etat tiers.

ARTICLE 5. — 1. Les lois et règlements de chaque Partie Contractante, régissant l'entrée et la sortie de son territoire, pour les aéronefs employés à la navigation aérienne internationale ou régissant la navigation des dits aéronefs durant leur présence dans

٤ — لا يمكن تفريغ المواد المعفاة طبقا لنص الفقرة السابقة الا بموافقة السلطات الجمركية التابعة للفريق المتعاقد الآخر . وفي حال عدم استعمالها فانها تظل خاضعة لمراقبة السلطات المذكورة حتى يتم اعادة تصديرها ولكن ذلك لا يحول دون امكانية استعمالها .

المادة الرابعة — يعترف كل فريق من الفريقين المتعاقدين بصحة شهادات الصلاحية للطيران وشهادات الاهلية والاجازات الصادرة او المعتمدة من الفريق المتعاقد الآخر التي لا تزال سارية المفعول وذلك لتشغيل « الخطوط المتفق عليها » .

غير ان كل فريق من الفريقين المتعاقدين يحتفظ بحقه بعدم الاعتراف بصحة شهادات الاهلية والاجازات التي تمنحها لرعاياه السلطات التابعة للفريق المتعاقد الآخر او لدولة ثالثة فيما يتعلق بالطيران فوق اراضيه .

المادة الخامسة — ١ — تسري احكام القوانين والانظمة المعمول بها لدى كل من الفريقين المتعاقدين والمتعلقة بدخول الطائرات التي تعمل في الملاحة الجوية الدولية الى اراضيه او مغادرتها لها او المتعلقة بطيران

les limites de son territoire, s'appliqueront aux aéronefs des entreprises désignées par l'autre Partie Contractante.

2. — Les lois et règlements de chaque Partie Contractante, régissant sur son territoire l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages ou cargaison (tels que les règlements concernant l'entrée, les contrôles, l'immigration, les passeports, la douane et la quarantaine) sont applicables aux passagers, à l'équipage et à la cargaison des aéronefs employés par les entreprises que désignera l'autre Partie Contractante durant leur présence dans les limites du territoire de la première Partie Contractante.

ARTICLE 6. — Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser ou de révoquer l'autorisation d'exploitation accordée aux entreprises désignées par l'autre Partie Contractante, conformément aux dispositions contenues dans l'Annexe ci-jointe, si ces entreprises ne fournissent pas, au cas où cela leur serait demandé, la preuve que la part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de l'entreprise elle-même sont entre les mains de nationaux de l'une ou de l'autre Partie Contractante ou si

هذه الطائرات مدة وجودها داخل حدود اراضيه ، على طائرات المؤسسات التي تعينها الفريق المتعاقد الاخر .

٢ ـ تسري القوانين والانظمة المعمول بها في اراضي احد الفريقين المتعاقدين والمتعلقة بدخول واقامة وخروج الركاب والملاحين او البضائع (كالانظمة المتعلقة بالدخول والمراقبة والهجرة والجوازات والجمرك والحجر الصحي ، على ركاب وملاحي وبضائع الطائرات التي تستعملها المؤسسات المعينة من الفريق المتعاقد الاخر وذلك طيلة وجودها داخل حدود اراضي الفريق الاول المتعاقد .

المادة السادسة ـ يحتفظ كل من الفريقين المتعاقدين بحقه في رفض او الغاء ترخيص التشغيل الممنوح للمؤسسات المعينة من قبل الفريق الاخر طبقا للاحكام المبينة في الملحق المرافق لهذا الاتفاق اذا لم تثبت هذه المؤسسات عندما يطلب اليها ذلك ان الجزء الهام من ملكها وادارتها

ces entreprises ne se conforment pas aux lois et règlements visés à l'article 5 ou si elles ne remplissent pas les conditions sur la base desquelles les droits d'exercice sont concédés conformément au contenu du présent Accord et de son Annexe.

ARTICLE 7. — Le présent Accord et son Annexe, ainsi que tout acte portant modification à ces textes, seront enregistrés à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O A C I).

ARTICLE 8. — Si l'une ou l'autre des Parties Contractantes estime désirable de modifier une clause quelconque de cet Accord ou de son Annexe, les autorités aéronautiques compétentes des Parties Contractantes se consulteront en vue de procéder à une telle modification. Les consultations devront avoir lieu dans les 60 jours à partir de la date de la demande. Au cas où lesdites autorités arrivent à un accord sur les modifications à apporter, ces modifications entreront en vigueur seulement après avoir été confirmées par un échange de notes diplomatiques.

ARTICLE 9. — Tout différend entre les Parties Contractantes relatif à l'interprétation ou à l'ap-

الفعلية في يد رعايا احد الفريقين المتعاقدين او اذا لم تتقيد هذه المؤسسات بالقوانين والانظمة المنصوص عليها في المادة الخامسة او اذا لم تتوافر فيها الشروط التي منحت على اساسها حقوق التشغيل طبقا لمضمون هذا الاتفاق وملحقه .

المادة السابعة ـ يسجل هذا الاتفاق والملحق المرافق له وكذلك كل عقد لتعديل نصوصه لدى منظمة الطيران المدني الدوليه .

المادة الثامنة ـ اذا راى احد الفريقين المتعاقدين انه من المرغوب فيه تعديل شرط من شروط هذا الاتفاق او الملحق المرافق له تقوم السلطات المختصة بشؤون الطيران لدى البلدين بمباحثات مباشرة فيما بينهما بغية العمل على اجراء هذا التعديل . يجب ان تبدأ هذه المباحثات في خلال ستين يوما من تاريخ الطلب . ويسري مفعول التعديلات ، في حال وصول هذه السلطات الى اتفاق على التعديلات المرغوب في اجرائها بعد ان يتم تأييدها فقط بتبادل المذكرات الدبلوماسية .

المادة التاسعة ـ ان كل خلاف ينشأ بين الفريقين المتعاقدين على

plication du présent Accord ou de son Annexe, qui ne pourrait être réglé par voie de négociations directes, sera soumis à un jugement d'arbitrage au choix des Parties Contractantes ou à la Cour Internationale de Justice. Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux décisions du jugement d'arbitrage ou à celles prononcées par la Cour Internationale de Justice, lesquelles en tout cas seront considérées comme définitives.

ARTICLE 10. — Au cas où entrerait en vigueur une convention multilatérale d'aviation à laquelle adhéreraient les deux Parties Contractantes, le présent Accord devra être harmonisé aux dispositions de ladite Convention.

ARTICLE 11. — Chaque Partie Contractante pourra à tout moment notifier à l'autre Partie Contractante son désir de dénoncer le présent Accord. Une telle dénonciation doit être faite en même temps à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Le présent Accord cessera d'avoir effet dès la date communiquée dans ladite notification, mais en tout cas, douze mois au moins à partir du jour où la deuxième Partie Contractante en aura reçu communication. Cette communi-

تفسير او تطبيق هذا الاتفاق او الملحق المرافق له ولا يمكن تسويته بالمفاوضات المباشرة يرفع امره فيما لاختيار الفريقين اما الى هيئة محكمة او الى محكمة العدل الدولية .

يتعهد الفريقان المتعاقدان بالرجوع لقرارات الهيئة التحكيمية او محكمة العدل الدولية هذه القرارات التي تعتبر مبرمة في جميع الاحوال .

المادة العاشرة ـ في حال تعاقد اتفاقية متعددة الاطراف للطيران ينضم اليها الفريقان المتعاقدان يجب ان يعدل هذا الاتفاق حتى تصبح احكامه مطابقة لاحكام الاتفاقية المذكورة .

المادة الحادية عشرة ـ يجوز لكل من الفريقين المتعاقدين في اي وقت شاء اخطار الفريق الاخر برغبته في ابطال هذا الاتفاق ويجب ان يوجه هذا الاخطار في نفس الوقت الى منظمة الطيران المدني الدولية .

ينتهي مفعول هذا الاتفاق اعتبارا من التاريخ المعلن عنه في الاخطار المذكور وذلك في جميع الاحوال شريطة انقضاء مدة اثني عشر شهرا على الاقل على تسلم الفريق المتعاقد

cation de dénonciation pourra être remplacée par un accord ultérieur passé avant l'échéance du délai susdit

Au cas où l'autre Partie Contractante omettrait d'en accuser réception, on considérera la communication comme parvenue à son adresse 14 jours après la réception de la même communication par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale

ARTICLE 12. — Le présent Accord entrera en vigueur provisoirement à la date de sa signature et définitivement, aussitôt que les formalités prévues par la législation intérieure de chacune des Parties Contractantes auront été accomplies.

EN FOI DE QUOI les soussignés Plénipotentiaires dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent Accord.

FAIT à Beyrouth, le 24 janvier 1949, en double exemplaire, en langue française.

Hamid FRANGIE
Ministre des Affaires Etrangères de la République libanaise

Adolfo ALESSANDRINI
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Italie à Beyrouth

الاخر الاخطار . ويمكن ان يستعاض عن هذا الاخطار باتفاق لاحق يعقد قبل انتهاء هذه المدة الآنفة الذكر .

وفي حال سهو الفريق المتعاقد الاخر عن الاعلام باستلام الاخطار يعتبر ان هذا الاخطار قد وصل اليه عند انقضاء اربعة عشر يوما على تسلم منظمة الطيران المدني الدولية الاخطار نفسه .

المادة الثانية عشرة — يعمل مؤقتا بهذا الاتفاق اعتبارا من تاريخ توقيعه ويسري مفعوله نهائيا فور اتمام الاجراءات المنصوص عليها في القوانين الداخلية لدى كل من الفريقين المتعاقدين واثباتا لذلك وقع ادناه المندوبون بما لهم من سلطة مفوضين بها من حكوماتهم ، على هذا الاتفاق .

حرر في بيروت في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٩ على نسختين باللغة الفرنسية .

حميد فرنجيه
وزير الخارجية واللبنانيين
المغتربين في الجمهورية اللبنانية

ادولفو السندريني
الموفد فوق العادة والوزير المطلق
الصلاحية لايطاليا في بيروت

ANNEXE

الملحــــق

I

Le Gouvernement Libanais accorde aux entreprises de transport aérien designées par le Gouvernement Italien le droit d'embarquer et de débarquer au Liban et d'effectuer le trafic international en passagers, marchandises et poste sur les routes suivantes, dans les deux directions (avec ou sans escales intermediaires sur le territoire d'autres Etats)

Italie-Liban et au delà.

١ ـ تمنح الحكومة اللبنانية مؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل الحكومة الايطالية حق العمل والانزال في لبنان والقيام بالنقل الدولي من ركاب وبضائع وبريد على الطرق التالية في كلا الاتجاهين , مع او بدون محطات وسيطة على اراضي دول اخرى

ايطاليا ـ لبنان وما وراءه .

II

Le Gouvernement Italien accorde aux entreprises de transport aérien désignées par le Gouvernement Libanais le droit d'embarquer et de débarquer en Italie et d'effectuer le trafic international en passagers, marchandises et poste sur les routes suivantes, dans les deux directions (avec ou sans escales intermédiaires sur le territoire d'autres Etats)

Liban-Italie et au delà.

٢ ـ تمنح الحكومة الايطالية مؤسسات النقل المعينة من قبل الحكومة اللبنانية حق العمل والانزال في ايطاليا والقيام بالنقل الدولي من ركاب وبضائع وبريد على الطرق التالية في كلا الاتجاهين (مع او بدون محطات وسيطة على اراضي دول اخرى) :

لبنان ـ ايطاليا وما وراءها .

CONVENTION
DE CONCILIATION

- Signée à Beyrouth
- Le 15 Février 1949
- Ratification autorisée par la loi du 11 Septembre 1950

اتفاق
التسوية

- وقع عليه في بيروت
- في ١٥ شباط ١٩٤٩
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ١١ ايلول ١٩٥٠

ان رئيس الجمهورية اللبنانية

و رئيس الجمهورية الايطالية

رغبة منهما في عقد اتفاق للتسوية الودية للخلافات التي قد تنشأ بين البلدين عينا لهذه الغاية مفوضيهما

فمن لدن رئيس الجمهورية اللبنانية معالي حميد بك فرنجيه وزير الخارجية واللبنانيين المغتربين ،

ومن لدن رئيس الجمهورية الايطالية سعادة ادولفو السندريني المندوب فوق العادة والوزير المفوض للجمهورية الايطالية في لبنان .

وبعد ان تبادلا وثائق تفويضهما فوجدت مستوفية الشروط اتفقا على الاحكام التالية :

المادة الاولى — تتعهد حكومة الجمهورية اللبنانية وحكومة الجمهورية الايطالية بان تخضعا لاجراءات التسوية المنصوص عنها في المادة الرابعة وما يليها حتى الخامسة عشرة من هذا الاتفاق جميع القضايا التي قد تختلفان عليها ولا يمكن حلها بالطرق السياسية العادية.

اذا اخفقت اجراءات التسوية يصار الى حل قضائي طبقاً لاحكام المادة السادسة عشرة وما يليها من هذا الاتفاق .

المادة الثانية — ان الخلافات التي تطبق لحلها اجراءات خاصة نصت عليها اتفاقيات اخرى نافذة بين الفريقين المتنازعين ، تسوى وفقاً لاحكام تلك الاتفاقات .

المادة الثالثة — ١ — اذا كان الخلاف يتعلق بموضوع يعود امر النظر فيه حسب القوانين الداخلية لاحد الفريقين ، الى السلطات القضائية

او الادارية ، فيحق لهذا الفريق الاعتراض على اخضاع هذا الخلاف لمختلف الاجراءات المنصوص عليها في هذا الاتفاق قبل ان تصدر السلطة المختصة قرارا نهائيا بشأنه خلال مدة معقولة .

٢ ــ على الفريق الذي يرى في مثل هذه الحال اللجوء الى الاجراءات المنصوص عليها في هذا الاتفاق ان يبلغ الفريق الاخر رغبته هذه في مهلة سنة تبدأ من تاريخ القرار الآنف الذكر .

المادة الرابعة ــ تؤلف لجنة دائمة للتسوية في مدة الستة الاشهر التي تلي البدء في تنفيذ هذا الاتفاق .

تتألف هذه اللجنة من ثلاثة اعضاء

يعين كل من الفريقين الساميين المتعاقدين مفوضا يختاره من رعاياه ويتفقان على تعيين الرئيس شرط ان لا يكون من رعاياهما ، وان لا تكون اقامته المعتادة في اراضيهما ، وان لا يكون في خدمتهما . واذا لم يتفقا على تعيين الرئيس ، خلال المهلة المنصوص عليها في الفقرة السابقة او على تعيين خلف له ثلاثة اشهر

ابتداء من تاريخ شغور المركز ، فيتم تعيينه بالطريقة التالية .

يقدم كل فريق من الفريقين الساميين المتعاقدين مرشحين اثنين يختارهما من قائمة اعضاء محكمة التحكيم الدائمة في لاهاي من غير المعينين من قبلهما وغير رعايا احدهما ثم تجري القرعة على الرئيس من بين هؤلاء المرشحين .

يعين المفوضون لمدة ثلاث سنوات ويمكن تجديد تعيينهم . ويظلون في مراكزهم حتى يتم استبدالهم وفي كل حال حتى تنتهي مدة انتدابهم .

لكل من الفريقين الساميين المتعاقدين قبل الشروع بالاجراءات ان يعزل المفوض الذي عينه ويعين خلفا له . وله ايضا ان يعود عن موافقته على تعيين الرئيس .

في حالة شغور مركز بانتهاء مدة التفويض او بالعزل او بالوفاة او الاستقالة او اي مانع آخر يصار الى ملئه في اقرب وقت وفقا للطريقة المحددة للتعيين .

المادة الخامسة ــ يعرض الخلاف على لجنة التسوية بواسطة عريضة يوجهها الى الرئيس الفريقان معا او احدهما في حال عدم الاتفاق

وتتضمن العريضة بعد بيان موضوع الخلاف دعوة اللجنه الى اتخاذ جميع التدابير التي من شأنها ان تؤدى الى تسوية .

اذا صدرت العريضة عن فريق واحد فعليه أن يبلغها الى الفريق الاخر في الحال .

المادة السادسة ــ لكل من الفريقين ــ في مهلة خمسة عشر يوما تبدأ من التاريخ الذي يرفع فيه احدهما خلافا الى لجنة التسوية ــ الحق في ان يستبدل ؛ بقصد درس هذا الخلاف ، عوضه بشخص آخر ذي كفاءة خاصة في الموضوع .

على الفريق الذي يمارس هذا الحق ان يبلغ ذلك في الحال الى الفريق الاخر . ولهذا الفريق في هذه الحال ، ان يحذو حذو الفريق الاول في مهلة خمسة عشر يوما من تاريخ وصول التبليغ اليه .

المادة السابعة ــ تجتمع لجنة التسويه ، اذا لم يتفق الفريقان على خلاف ذلك ، في المكان الذي يعينه الرئيس .

المادة الثامنة : ان مهمه لجنة التسوية هي ايضاح القضايا التي يدور عليها الخلاف وجمع كل المعلومات المفيدة في هذا السبيل والسعي للتوفيق بين الفريقين ، وتضع اللجنة بعد دراسة القضية تقريرا تضمنه مقترحاتها لحل الخلاف .

المادة التاسعة ــ تجرى الاجراءات امام لجنة التسوية بحضور الفريقين .

تحدد اللجنة اجراءات المحاكمة آخذة بعين الاعتبار ــ اذا لم تقرر بالاجماع خلاف ذلك ــ الاحكام المنصوص عليها في الباب الثالث من اتفاقية لاهاى المعقودة في ١٨ تشرين الاول سنة ١٩٠٧ لتسوية الخلافات الدولية تسوية سلمية .

المادة العاشرة : تكون مداولات لجنة التسوية سرية الا اذا قررت خلاف ذلك بالاتفاق مع الفريقين .

المادة الحادية عشرة : للفريقين أن يعينا لدى اللجنة وكلاء ومستشارين وخبراء ليعملوا في الوقت نفسه كوسطاء بينهما وبين اللجنة . ولهما الحق ايضا ان يطلبا الاستماع الى جميع الاشخاص الذين قد يريان فائدة في شهاداتهم .

وللجنة من جهتها ان تطلب تفسيرات شفهية من الوكلاء والمستشارين والخبراء التابعين للفريقين ومن جميع الاشخاص

الذين ترى فائدة في دعوتهم للمثول امامها وذلك بعد موافقة حكوماتهم .

المادة الثانية عشرة : يتعهد الفريقان تسهيل اعمال لجنة التسوية وخاصة بتزويدها جهد المستطاع بجميع الوثائق والمعلومات المفيدة وكذلك باستعمال كل الوسائل المتوفرة لهما بموجب قوانينهما لتمكين اللجنة من استدعاء الشهود او الخبراء والاستماع اليهم .

المادة الثالثة عشرة : تقدم لجنة التسوية تقريرها في خلال اربعة اشهر ابتداء من اليوم الذي اضطلعت فيه بامر الخلاف ، الا اذا اتفق الفريقان على تمديد هذه المهلة .

ترسل صورة من التقرير الى كل من الفريقين . ولا يكون لهذا التقرير لا من حيث عرض الوقائع ولا من حيث الاعتبارات القضائية صفة القرار التحكيمي .

المادة الرابعة عشرة : تحدد لجنة التسوية المدة التي يجب على الفريقين خلالها ان يقولا قولهما في مقترحات التسوية التي تضعها تقريرها . على ان لا تتجاوز الثلاثة اشهر .

المادة الخامسة عشرة : يتقاضى الموظفون اثناء المدة الفعلية التي تستغرقها اجراءات التسوية تعويضا يحدد الفريقان قيمته بالاتفاق ويحملانه مناصفة .

ان النفقات العامة التي تنشأ عن سير اعمال اللجنة يتحملها الفريقان ايضا مناصفة بينهما .

المادة السادسة عشرة : اذا لم يقبل احد الفريقين بمقترحات لجنة التسوية او لم تعرب عن رأيه خلال المدة المحددة في تقريرها فلكل منهما ان يطلب رفع الخلاف الى محكمة العدل الدولية .

واذا رأت محكمة العدل ان الخلاف ليس حقوقيا يتفق الفريقان على حله حلا منصفا مرضيا .

المادة السابعة عشرة : يضع الفريقان المتعاقدان لكل قضية على حدة اتفاقا خاصا يحدد فيه بوضوح موضوع الخلاف والصلاحيات الخاصة التي يمكن اسنادها الى محكمة العدل الدولية وسائر الشروط المتفق عليها بينهما .

يتم الاتفاق بتبادل مذكرات بين حكومتي الفريقين المتعاقدين .

تفسر محكمة العدل الاتفاق في جميع نقاطه .

اذا لم يتم الاتفاق على التسوية

خلال ثلاثة اشهر ابتداء من اليوم الذي سمع فيه احد الفريقين طلب الحل القضائي فلكل من الفريقين ان يرفع الامر الى محكمة العدل باستدعاء عادي .

المادة الثامنة عشرة : اذا رات محكمة العدل الدولية ان قضاء محاكمه او اية سلطة اخرى تابعة لاحد الفريقين المتعاقدين اصدرت قرارا يناقض القانون الدولي مناقضة كلية او جزئية ، واذا كانت الحقوق الدستورية لدى هذا الفريق لا تمكن كليا او جزئيا من ازالة نتائج هذا القرار بالطرق الادارية يصار عندئذ الى منح الفريق المتضرر ترضية عادلة من نوع اخر .

المادة التاسعة عشرة : ينفذ الفريقان بحسن نية القرار الصادر عن محكمة العدل الدولية .

ان الصعوبات التي قد تنشا عن تفسير القرار تفصل فيها محكمة العدل . ولكل من الفريقين ان يرفع اليها ذلك باستدعاء عادي .

المادة العشرون : على الفريقين المتعاقدين ان يمتنعا اثناء القيام باجراءات التسوية او بالاجراءات القضائية ، عن كل تدبير يمكن ان يكون له اثر ضار سواء في قبول مقترحات لجنة التسوية او في تنفيذ قرار محكمة العدل الدولية .

المادة الواحدة والعشرون : اذا كان احد اجراءات التسوية او احد الاجراءات القضائية لا يزال معلقا عند انتهاء مدة هذه الاتفاقية فانه تتابع سيره طبقا لاحكامها او لاحكام اية اتفاقية اخرى قد يرى الفريقان ابدالها بها

المادة الثانية والعشرون : ان المنازعات التي قد تنشا ، سواء عن تفسير هذا الاتفاق او عن تنفيذه ، ترفع مباشرة باستدعاء عادي الى محكمة العدل الدولية .

المادة الثالثة والعشرون : يبرم هذا الاتفاق في اقرب وقت ممكن ويدخل في حيز التنفيذ فور تبادل وثائق الابرام الذي سيتم في روما . ويعمل به لمدة خمس سنوات ابتداء من تاريخ تبادل وثائق ابرامه . واذا لم يعلن عن الغائه قبل ستة اشهر من انتهاء هذه المدة يظل نافذا لمدة خمس سنوات اخرى وهكذا دواليك .

واثباتا لذلك وقع المفوضان المذكوران اعلاه هذا الاتفاق ومهراه بخاتميهما .

كتب في بيروت في الخامس عشر من شهر شباط عام الف وتسعماية وتسعة واربعين .

TRAITE

معاهدة

D'AMITIE DE COMMERCE, ET DE NAVIGATION

صداقة
وتجارة
وملاحة

- Signé à Beyrouth
- Le 15 Fevrier 1949
- Ratification autorisée par la loi du 11 Septembre 1950

- وقع عليها في بيروت
- في ١٥ شباط ١٩٤٩
- اجيز التصديق عليها بموجب قانون ١١ ايلول ١٩٥٠

Le Président de la République libanaise,

et le Président de la République italienne,

Animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié traditionnelle entre leurs deux Pays et d'en développer les relations économiques, commerciales et maritimes, ont résolu de conclure un traité d'amitié de commerce et de navigation sur la base des principes de l'égalité de traitement avec les nationaux et de la nation la plus favorisée et ont désigné, à cet effet, pour leurs plenipotentiaires, savoir

Le Président de la Republique libanaise

Son Excellence Hamid Bey Frangié, Ministre des Affaires Etrangères et des Libanais d'Outre-Mer

Le Président de la République italienne :

Son Excellence Monsieur Adolfo Alessandrini, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Republique d'Italie au Liban

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Il y aura paix et amitié perpétuelle entre l'Italie et le Liban.

ARTICLE 2. Les Hautes Parties Contractantes conviennent que tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui

s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique, seront soumis à une procédure de règlement pacifique dans les conditions qui seront fixées par une convention spéciale

ARTICLE 3. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes peuvent librement entrer dans le territoire de l'autre partie et en sortir à tout moment, sous réserve des dispositions des lois de police, d'ordre et sûreté publics et de défense nationale qui sont applicables à tous les étrangers. Sous les mêmes réserves, ils pourront voyager sur ledit territoire, s'y établir et y séjourner aux mêmes conditions que les nationaux.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de la plus constante protection et sûreté pour leurs personnes, leurs biens et intérêts et bénéficieront à cet égard des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés aux nationaux.

ARTICLE 4. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront de plein droit sur le territoire de l'autre Partie du même traitement que les nationaux en ce qui concerne les droits privés et civils, l'exercice du commerce, de l'industrie, des professions et des métiers, sauf dans les cas où la qualité de ressortissant de l'Etat est exigée par la loi du pays dans un intérêt d'ordre public, comme condition essentielle pour permettre l'exercice des dits droits et activités. Toutefois, le traitement des ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie ne pourra dans aucun cas être moins favorable que celui reconnu aux ressortissants de tout autre Etat, sous condition de réciprocité

ARTICLE 5. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas tenus, sur le territoire de l'autre Partie, de payer des taxes ou impôts autres ou plus élevés que ceux payés par les nationaux pour l'acquisition des biens meubles ou immeubles ou pour disposer de ces biens par voie de vente, échange, donation, testament, héritage ou toute autre voie.

Les sociétés et associations bénéficieront, en tant que de besoin, des dispositions que dessus.

ARTICLE 6. — Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage, à ne prendre vis-à-vis des biens, droits et intérêts légalement possédés sur son territoire

par les ressortissants de l'autre Partie, aucune mesure de disposition, limitation, restriction ou d'expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général, qui ne serait pas applicable dans les mêmes conditions à ses nationaux, ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Il en sera de même pour les indemnités auxquelles ces mesures donneront lieu.

ARTICLE 7. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, du même traitement que les nationaux en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leurs personnes et de leurs biens. A cet effet, les ressortissants, les personnes juridiques et les sociétés civiles et commerciales de chacune des Hautes Parties Contractantes auront, sur le territoire de l'autre, libre et facile accès devant les Tribunaux à tous les degrés de juridiction, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits et intérêts. Ils jouiront à cet égard des mêmes droits et avantages que les nationaux. Ils ne seront pas astreints, conformément au chapitre III de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 sur la procédure civile, à fournir la cautio judicatum solvi en se soumettant, toutefois, aux règles contenues dans ladite Convention et relatives à l'exécution des condamnations aux frais de justice. Ils jouiront en outre de l'assistance judiciaire gratuite, suivant les conditions du chapitre IV de la même Convention.

ARTICLE 8. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de tout service militaire obligatoire soit dans les armées de terre et de l'air ou dans la marine, soit dans la garde ou la milice nationale. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, d'ordre judiciaire, administratif ou municipal, de toute contribution, soit pécuniaire soit en nature, établie à titre d'équivalent d'un des services personnels visés ci-dessus et de toute réquisition et prestation militaires. Seront toutefois exceptées les charges qui sont connexes à la possession ou à la location des immeubles, aussi bien que les prestations et les réquisitions militaires, auxquelles les nationaux peuvent également être appelés à se soumettre en qualité de propriétaires fonciers ou locataires d'immeubles.

Dans ce cas les intérêts des ressortissants de chacune des Parties jouiront, en ce qui concerne les compensations et indemnités et la fixation des prix de réquisition,

de la même protection accordée en pareil cas aux nationaux.

Il est, en outre, entendu que, en ce qui concerne les matières ci-dessus, les ressortissants de chacune des Parties ne seront jamais traités dans le territoire de l'autre d'une manière moins favorable que les ressortissants de tout autre Etat.

ARTICLE 9. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas assujettis, sur le territoire de l'autre, à des droits, taxes, impôts ou contributions, sous quelque dénomination que ce soit, et sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux, dans des situations identiques ; ils bénéficieront notamment, dans les mêmes conditions que les nationaux, des réductions ou exemptions d'impôts ou taxes et des dégrèvements à la base, y compris les déductions accordées pour charges de famille.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à la perception, le cas échéant, soit de taxes dites de séjour, soit des taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police, tant que ces taxes seront perçues sur les autres étrangers. Le taux de ces taxes ne pourra pas être supérieur à celui des taxes perçues sur les ressortissants de tout autre Etat

ARTICLE 10. — Les sociétés civiles, commerciales, industrielles, financières, bancaires, d'assurances, de transport, ainsi que les établissements publics d'assurances et tous autres établissements et sociétés de caractère économique, constitués conformément aux lois de l'une des Parties et y ayant leur siège social, seront reconnues de plein droit par l'autre Partie comme existant régulièrement.

Ils pourront s'établir sur le territoire de ladite Partie et y créer des filiales, succursales et agences et y exercer toutes activités industrielle, commerciale ou économique, suivant les modalités, limitations et conditions établies par les lois en vigueur et qui sont applicables aux sociétés et établissements de tout autre pays, et si elles obtiennent l'autorisation nécessaire dans le cas où une telle autorisation est prévue par ces lois.

La capacité d'ester en justice desdits établissements et sociétés, ainsi que celle de leurs filiales, succursales et agences seront déterminées d'après leur statut et la loi du pays où ces sociétés et établissements ont été constitués.

Lesdits établissements et sociétés ne seront tenus, pour l'exercice de leurs activités commerciales, industrielles ou économiques dans le territoire de l'autre partie, des impôts, droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux perçus sur les nationaux.

Les ressortissants et les sociétés ou établissements de l'une des Hautes Parties Contractantes ne seront taxés par l'autre Partie qu'à raison de la part d'actif social qu'ils ont investi sur son territoire, des bénéfices qu'ils y réalisent ou des affaires qu'ils pratiquent.

ARTICLE 11. — Tout en étant admis au bénéfice des avantages plus grands qui peuvent découler du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux Pays, ainsi que leurs commis voyageurs, auront le droit, sur la production d'une carte de légitimation et en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre pays, de faire dans ce pays les achats pour leurs commerce fabrication ou autre entreprise et d'y rechercher des commandes avec ou sans échantillons chez les producteurs et commerçants, sans être soumis, à ce titre, à aucun droit ou taxe, pourvu que leur séjour dans le pays respectif ne dépasse pas six mois par an. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modeles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où cela serait permis aux voyageurs de commerce nationaux

La carte de légitimation mentionnée ci-dessus devra être établie conformément au modèle indiqué dans la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières signée à Genève le 3 novembre 1923 Elle sera valable durant le cours de l'année solaire pour laquelle elle a été délivrée

Chacune des Hautes Parties Contractantes fera connaître à l'autre les Autorités compétentes pour délivrer les cartes de légitimation

En ce qui concerne les industries ambulantes, le colportage et la recherche de commande chez les personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables et les Hautes Parties Contractantes se réservent, à cet égard, l'entière liberté de leur législation.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés seront admis temporairement dans chacun des deux pays en franchise de droit, conformément aux règlements et for-

malités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non réexportation dans le délai prévu par la loi. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur ne peuvent pas être considérés comme échantillons ou qui, à cause de leur nature, ne pourraient être identifiés lors de leur réexportation.

ARTICLE 12. — Les Hautes Parties Contractantes conviennent que, réserve faite des cas où le présent traité en dispose autrement, pour tout ce qui concerne le montant, la garantie et la perception des droits, les formalités douanières, l'importation et l'exportation des marchandises, le transit, la réexportation, l'entreposage, la navigation et les transports, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordé ou accorderait à l'avenir à tout autre Etat, seront étendus immédiatement et sans conditions à l'autre Partie Contractante.

Par application de ce principe, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire d'une des Hautes Parties Contractantes ne seront soumis, à l'importation dans le territoire de l'autre Partie, à des droits ni plus élevés ni autres que ceux auxquels seront assujettis les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

De même à l'exportation vers l'Italie il ne sera perçu au Liban et à l'exportation vers le Liban il ne sera perçu en Italie, d'autres ni de plus hauts droits de sortie, ou taxes qu'à l'exportation des mêmes produits vers le pays le plus favorisé à cet égard.

ARTICLE 13. — Les dispositions de l'article 12 ne sont point applicables

a) aux faveurs spéciales que chacune des Hautes Parties Contractantes aurait accordées ou accorderait à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ,

b) aux obligations imposées à l'une ou à l'autre des Hautes Parties Contractantes en vertu d une union douanière ou d'un régime similaire déjà contractés ou qui pourraient être contractés à l'avenir y compris les accords provisoires nécessaires pour la mise en oeuvre des dites unions douanières ou régimes similaires ;

c) aux obligations imposées à l'une des Hautes Parties Contractantes par des accords économiques ou douaniers multilatéraux dont elle est partie et auxquels l'autre Partie contractante peut adhérer ;

d) aux avantages spéciaux que la République italienne aurait déjà accordés ou accorderait à l'avenir à la République de San Marino, à la Cité du Vatican ou à des territoires ayant un statut juridique spécial internationalement reconnu ;

e) aux avantages spéciaux que le Liban aurait déjà accordés ou accorderait à l'avenir à un pays membre de la Ligue des Etats arabes ou membre de la Commission économique du Moyen-Orient.

ARTICLE 14. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas entraver leur commerce réciproque par des prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle en tant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques, pourront avoir lieu uniquement dans les cas suivants :

a) dans des circonstances exceptionnelles se rapportant à des prévisions de guerre ;

b) pour des raisons de sûreté publique ;

c) dans l'intérêt des monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

d) afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui ont été ou qui pourraient être établis par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur, des marchandises nationales similaires ;

e) en vue de l'application des prescriptions de police sanitaire adoptées conformément aux principes internationaux y relatifs, dans l'intérêt de la santé publique ou de la protection des animaux et des plantes.

ARTICLE 15. — Les dispositions de l'article 14 ne portent aucune atteinte aux prohibitions ou restrictions quantitatives des importations et exportations des marchandises adoptées ou à adopter à titre temporaire par les Hautes Parties Contractantes, en vue de sauvegarder l'équilibre de leurs balances des paiements. Ces restrictions pourront être aménagés chaque fois qu'il sera nécessaire.

Les Hautes Parties Contractantes appliqueront, toutefois, l'une vis-à-vis de l'autre, les prohibitions ou restrictions en vigueur de la façon la plus libérale.

En outre, dans le cas où l'une des Hautes Parties Contractantes établirait de nouvelles prohibitions ou restrictions soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi de dérogations ou la fixation de contingents seront examinés, sur demande de l'autre Partie Contractante de façon à n'affecter que le moins possible les relations commerciales entre les deux pays.

Néanmoins, l'importation d'échantillons sera toujours consentie.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent aussi à ne pas entraver l'importation des petites quantités d'un produit nécessaire pour obtenir ou conserver des brevets, marque de fabrique, droits d'auteur et droits similaires.

ARTICLE 16. — Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation de certificats constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale, ou qu'il doit être considéré comme tel étant donné la transformation qu'il a subie sur le territoire de l'autre Partie.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les chambres de commerce et d'industrie dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé, soit par le bureau de douane d'expédition à l'intérieur ou à la frontière

Dans le cas où lesdits certificats ne seraient pas délivrés par une autorité gouvernementale autorisée à cet effet, le Gouvernement du Pays importateur pourra exiger qu'ils soient visés par son Représentant diplomatique ou par le fonctionnaire consulaire du lieu dont proviennent les marchandises. Les deux Gouvernements sont d'accord pour fixer, sur la base de la réciprocité, les droits à percevoir dans le cas où le visa serait exigé.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine.

ARRICLE 17. — Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à admettre les certificats d'analyse délivrés par les laboratoires officiels de l'autre Partie pour établir que les produits naturels ou fabriqués, originaires du pays qui a délivré le certificat d'analyse, importés sur le territoire de l'autre, répondent aux prescriptions de la législation intérieure de ce dernier pays.

Chacune des Hautes Parties Contractantes conserve le droit de faire procéder, le cas échéant, et notamment en cas de suspicion de fraude, à toute vérification uti-

le nonobstant la production du certificat d'analyse.

La procédure établie par chaque Partie pour assurer, dans les conditions ci-dessus énoncées, le prélèvement des échantillons ainsi que les modèles des certificats seront notifiés à l'autre Partie et agréés par elle.

La liste des laboratoires officiels chargés dans chaque pays de délivrer les certificats d'analyse sera notifiée, par chacun des deux gouvernements à l'autre, dans le plus bref délai à dater de la mise en vigueur du présent Traité.

ARTICLE 18. — Aucun droit intérieur perçu pour le compte de l'Etat, des autorités locales ou de corporations, grevant actuellement ou à l'avenir la production, la fabrication ou la consommation d'un produit quelconque dans le territoire d'une des Hautes Parties Contractantes, ne sera, pour un motif quelconque, plus élevé ou plus onéreux pour les produits originaires et en provenance du territoire de l'autre, que pour les produits similaires nationaux.

ARTICLE 19. — Les Hautes Parties Contractantes se concèdent réciproquement la liberté de transit à travers leurs territoires par voie ferrée et par voie d'eau, par route et par air, pour les marchandises de quelque origine que ce soit, y compris celles d'origine de l'un des Etats contractants, les personnes de la nationalité de l'autre Partie, ainsi que leurs bagages, les navires, bateaux, voitures, wagons, avions et autres instruments de transport dont le trajet par lesdits territoires, accompli avec ou sans transbordement, avec ou sans mise en entrepôt, avec ou sans rupture de change, avec ou sans changement de mode de transport, n'est que la ratification d'un trajet total, commencé ou devant être terminé en dehors des frontières de l'Etat à travers le territoire duquel le transit s'effectue.

En ce qui concerne la circulation des wagons de chemin de fer, les Hautes Parties Contractantes conviennent de leur appliquer, dans leurs territoires respectifs, les dispositions du Règlement pour l'usage réciproque des wagons de chemin de fer en service international revisé à Copenhague le 4 septembre 1947.

Les marchandises de toute nature venant de l'une des Hautes Parties Contractantes, ou y allant, seront réciproquement affranchies dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, dé-

posées, rechargées et réemballées.

Il est entendu que les marchandises de provenance quelconque, qui transitent par les territoires d'une des Hautes Parties Contractantes ou qui y sont déposées dans des ports francs ou des entrepôts, ne seront pas soumises, à leur entrée dans les territoires de l'autre, à des droits de douane ou à des taxes autres ou plus élevés que ceux qui seraient perçus, si les marchandises étaient importées directement du pays d'origine. Cette disposition s'appliquera aussi bien aux marchandises en transit direct qu'à celles qui transitent après avoir été transbordées ou réemballées dans un entrepôt.

Si une des Hautes Parties Contractantes accorde des avantages plus étendus que ceux prévus par le présent Traité à un pays n'ayant pas d'accès direct à la mer, tels avantages pourront être limités au pays indiqué.

ARTICLE 20. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce ainsi que des dessins ou modèles industriels ou de fabrique de toute espèce.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour donner pleine et entière application, dans leurs relations réciproques, aux stipulations de la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 4 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, à La Haye, le 6 novembre 1925 et à Londres le 2 Juin 1934.

Le droit exclusif d'exploiter une marque de fabrique ou de commerce, un brevet d'invention, un modèle d'utilité, un dessin ou modèle industriel ou une œuvre scientifique, littéraire ou artistique, ne pourra avoir, au profit des Italiens sur le territoire libanais, ou des Libanais sur le territoire italien une durée plus longue que celle fixée par la loi à l'égard des nationaux.

Si l'un des droits ci-dessus mentionnés est tombé dans le domaine public au pays d'origine, il ne pourra être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

ARTICLE 21. — Les navires de chacune des Hautes Parties Contractantes seront traités dans les ports de l'autre, soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires nationaux ou les navires de la nation la plus favorisée, et cela tant par rapport aux

droits et taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que par rapport au placement de ces navires, leurs chargement et déchargement dans les ports, rades, baies, bassins et docks et généralement pour toutes formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs organisations.

ARTICLE 22. — Seront complètement et réciproquement affranchis des droits de tonnage et d'expédition .

a) les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit en repartiront sur lest ;

b) les navires qui, en passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer leur chargement justifieront avoir déjà acquitté ces droits ,

c) les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations d'ordre commercial. Les droits et taxes sanitaires seront acquittés dans tous les cas.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations d'ordre commercial, le débarquement, le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'inavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage et la vente des marchandises avariées lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

ARTICLE 23. — Les navires de chacune des Hautes Parties Contractantes entrant dans un des ports de l'autre Partie pour y décharger une partie de leur cargaison provenant de l'étranger pourront, en se conformant aux lois et règlements du pays conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane sauf ceux de surveillance qui d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale

De même les navires de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, pour y composer ou compléter

leur chargement destiné à l'étranger, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareils cas, les navires nationaux.

En outre, les navires de chacune des Hautes Parties Contractantes effectuant le commerce entre des ports hors du territoire de l'autre, pourront transporter, entre deux ports des territoires de cette dernière Partie, les passagers munis de billets directs ou les marchandises accompagnées de connaissements directs, s'il résulte de ces documents que lesdits passagers et marchandises proviennent de localités ou sont destinés à des localités situées en dehors des territoires susdits, et, pour autant qu'ils seront engagés dans les transports visés ci-dessus, lesdits navires et leurs passagers et marchandises jouiront de tous les privilèges prévus par le présent Traité.

ARTICLE 24. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront libres de faire usage, dans le territoire de l'autre, sous les mêmes conditions et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, des canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants, des ports et endroits de débarquement, des signaux et feux à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et ponts publics, magasins et établissements pour le sauvetage et l'emmagasinage de la cargaison, des navires et autres objets, en tant que ces établissements ou ouvrages sont destinés à l'usage du public, qu'ils soient administrés par l'Etat ou par les particuliers.

Sauf les règlements spéciaux sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe s'il n'a pas été fait réellement usage de ces établissements et ouvrages.

ARTICLE 25. — Tout navire de l'une des Hautes Parties Contractantes qui serait forcé par la tempête ou par un accident quelconque de se réfugier dans un port de l'autre Partie, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer, sans payer d'autres droits que ceux qui seraient payés en pareil cas par un bâtiment national.

Si cependant le capitaine d'un navire marchand se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

S'il arrivait qu'un navire de l'une des Hautes Parties Contractantes fût naufrage, échouât ou souffrît quelque avarie sur les côtes de l'autre Partie, celle-ci lui donnera toute assistance et protection comme aux navires de sa propre nation, lui permettant en cas de besoin de déposer à terre ses marchandises ou même de les transborder sur d'autres navires sans exiger aucun droit ni impôt, ni contribution quelconque, à moins que lesdites marchandises ne soient livrées à la consommation intérieure

Le navire naufragé ou échoué et toutes ses parties ou débris ses provisions et gréements, et tous les effets et marchandises qui auront été sauvés, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer, ou le produit de leur vente s'ils sont vendus, de même que tous les papiers trouvés à bord d'un tel navire, seront remis au propriétaire ou à ses délégués, sur leur réclamation

A défaut de propriétaire ou d'agent sur les lieux, cette remise se fera entre les mains du Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire italien ou libanais dans le ressort duquel le naufrage ou l'échouement aura eu lieu

Lesdits consuls, propriétaires ou agents ne paieront que les frais occasionnés par le sauvetage et par la conservation des objets sauvés.

ARTICLE 26. — La nationalité des navires sera constatée selon les lois de la Partie à laquelle appartient le navire, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord, délivrés par les autorités compétentes.

Sauf le cas de vente judiciaire les navires de l'une des Parties Contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre sans une déclaration de retrait de pavillon délivrée par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent

Jusqu'à la conclusion d'un accord spécial pour la reconnaissance respective des certificats de jaugeage, les navires de chacune des Parties Contractantes, mesurés selon les règles du système Moorson, ne seront pas assujettis dans les ports de l'autre Partie, pour le paiement des droits de navigation, à aucune nouvelle opération de jaugeage, la capacité nette de registre inscrite sur les papiers de bord étant considérée comme équivalente à la capacité nette de registre des navires nationaux

ARTICLE 27. — Le traitement des navires nationaux ou de ceux de la nation la plus favorisée ne s'étend pas :

a) à l'application des lois spéciales pour la marine marchande nationale, en ce qui concerne les encouragements, soit à l'industrie des constructions navales, soit à la navigation au moyen de primes ou d'autres facilités spéciales ;

b) aux privilèges concédés aux sociétés pour le sport nautique ;

c) à l'usage du service maritime des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime ;

d) à l'émigration et au transport des émigrants, étant entendu que, à ce sujet, un accord pourra être conclu, le cas échéant, entre les Hautes Parties Contractantes

e) au cabotage, qui est réservé aux navires nationaux ;

f) à la pêche dans les eaux territoriales des deux Etats.

ARTICLE 28. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ouvrir, aussitôt que possible, des négociations en vue de conclure un ou plusieurs accords spéciaux pour assurer, dans la plus large mesure possible, aux travailleurs de chacun des deux Pays sur le territoire de l'autre et à leurs ayant-droit, l'égalité de traitement avec les nationaux en tout ce qui touche l'application des lois concernant la protection du travail, l'assistance médicale hospitalière et les assurances sociales contre les différents risques.

ARTICLE 29. — S'il s'élève entre les Hautes Parties Contractantes un différend sur l'interprétation ou l'application du présent Traité et si l'une des Hautes Parties Contractantes demande que le litige soit soumis à la décision d'un tribunal arbitral l'autre Partie devra y consentir, même quant à la question préjudicielle de savoir si la contestation est de nature à être déférée au tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation de manière que chacune des Hautes Parties Contractantes ait à nommer en qualité d'arbitre un de ses ressortissants, et que les deux Parties choisissent pour troisième arbitre un ressortissant d'un autre Etat ami.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent de s'accorder à l'avance et pour une période de temps déterminée, sur la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de troisième arbitre.

La décision des arbitres sera définitive et aura force obligatoire.

ARTICLE 30. — Le Présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Rome aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans. Ce délai passé, il pourra être dénoncé en tout temps, la dénonciation prenant effet six mois à compter du jour de sa notification.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leur sceau.

Fait à Beyrouth, en double exemplaire, le 15 Février 1949.

A. ALESSANDRINI
H. FRANGIE

ACCORD
COMMERCIAL

- Signé à Rome
- le 27 Mai 1950.
- Ratification autorisée par D. 2449 K du 20 Juillet 1950.
  (J.O. 1950 — n° 30 — p 490)
- Publié au J.O. 1950 — n° 30 — p. 491

اتفاق
التبادل التجاري

- وقع عليه في روما
- في ٢٧ ايار ١٩٥٠
- صدق بموجب المرسوم رقم ٢٤٤٩ تاريخ ٢٠ تموز ١٩٥٠
  (جر — ١٩٥٠ — عدد ٣٠ ص ٤٩٠)
- نشر هذا الاتفاق في الجريدة الرسمية ١٩٥٠ عدد ٣٠ — ص ٤٩١)

روما في ٢٧ ايار سنة ١٩٥٠

الى سعادة اميل خوري
المندوب فوق العادة والوزير المفوض للجمهورية اللبنانية

سيدي الوزير

اتشرف بافادتكم ان الحكومة الايطالية ، تمشيا مع رغبتها في تفهم حاجات الزراعة اللبنانية وفي توسيع مدى التبادل مع لبنان ، قررت تحقيق مقايضة عامة ترمي الى تبادل منتجات ومصنوعات مبينة انواعها وكمياتها في اللائحتين « ا » و « ب » المودعة ربطا ومحددة اسعارها جميعا بمبلغ مليونين ومائتين وخمسين الف دولار اميركي من كلا الجانبين وذلك في ظرف سنة .

ومن المتفق عليه ان يكون الدولار الاميركي عملة الحساب بين الفريقين

وسيقوم بتنفيذ المقايضة من الجانب الايطالي المعهد الوطني للتجارة الخارجية . وهو الذي سيوزع الكميات على ذوي الشأن في ايطاليا ويؤمن الاتصال بالهيئة التي سيعهد اليها بالتنظيم والاتصال من الجانب الثاني .

واني ارجو ان تطلعوني على اسم هذه الهيئة .

وفي حال قبول حكومتكم ، يكون لهذا الكتاب وللجواب الذي تتكرمون سعادتكم بارساله الى قوة الاتفاق بين بلدينا .

وتفضلوا يا سعادة الوزير بقبول اجلالي واحترامي .

سفورزا

روما في ٢٧ آذار سنة ١٩٥٠

الى معالي
الكونت كارلو سفورزا
وزير الخارجية
روما

سيدي الوزير

لقد تشرفت وتسلمت الكتاب الذي تعطفتم معاليكم ووجهتموه لي بتاريخ هذا اليوم والذي نص على ما يلي :

« اتشرف باعلامكم ان الحكومة الايطالية ، تمشيا مع رغبتها في تفهم حاجات الزراعة اللبنانية وفي توسيع مدى التبادل مع لبنان ، قررت تحقيق مقايضة عامة ترمي الى تبادل منتجات ومصنوعات مبينة انواعها وكمياتها في اللائحتين ا و ب المودعة ربطا ومحددة اسعارها جميعا بمبلغ مليونين ومائتين وخمسين الف دولار اميركي من كلا الجانبين وذلك في ظرف سنة .

ومن المتفق عليه ان يكون الدولار الاميركي عملة الحساب بين الفريقين

وسيقوم بتنظيم المقايضة من الجانب الايطالي المعهد الوطني للتجارة الخارجية ، وهو الذي سيوزع الكميات على ذوي الشأن في ايطاليا ويؤمن الاتصال بالهيئة التي سيعهد اليها بالتنظيم والاتصال من الجانب اللبناني واني ارجو اليكم ان تطلعوني على اسم هذه الهيئة .

وفي حالة قبول حكومتكم ، يكون لهذا الكتاب وللجواب الذي تتكرمون سعادتكم بارساله الى قوة الاتفاق بين بلدينا . »

واني اذ احيطكم علما بان الهيئة التي سيعهدها الجانب اللبناني لتوزيع الكميات بين اصحاب العلاقة ولتأمين الاتصالات بالمعهد الوطني للتجارة الخارجية هي وزارة الاقتصاد الوطني ، اتشرف بان اؤكد لمعاليكم موافقة حكومتي على ما سبق وارجو ان تتقبلوا معاليكم اسمى اجلالي واحترامي .

اميل خوري

اللائحــــة ١

التصدير اللبناني الى ايطاليا

البضائــع		القيمة بالدولار
بيض		١٠٠ ٠٠٠
شعر ومشاقه		٢٢ ٠٠٠
الخضار المجفف (حمص ـ عدس ـ فول ـ فاصوليا)		٨٥ ٠٠٠
باقيه		٤٥ ٠٠٠
بطاطا		٧٥ ٠٠٠
ثوم وبصل		٤٥ ٠٠٠
موز	٥٠٠ طن	×٨٥ ٠٠٠
فاكهة مجففة (زبيب سلطاني الخ .)		٣٠ ٠٠٠
بذور زيتيه		٤٠ ٠٠٠
جفت الزيتون والبذور الزيتية		٧٥ ٠٠٠
زيت زيتون	٥٠٠٠ طن	×٤٠٠ ٠٠٠
صوف	٨٠ طن	×٦٠٠ ٠٠٠
عظام		٤٥ ٠٠٠
جلود طبيعيه		٢٠٠ ٠٠٠
مصنوعات فنية		٧٥ ٠٠٠
بضائع مختلفه		٢٠ ٠٠٠
المجموع		٢ ٢٥٠ ٠٠ دولار

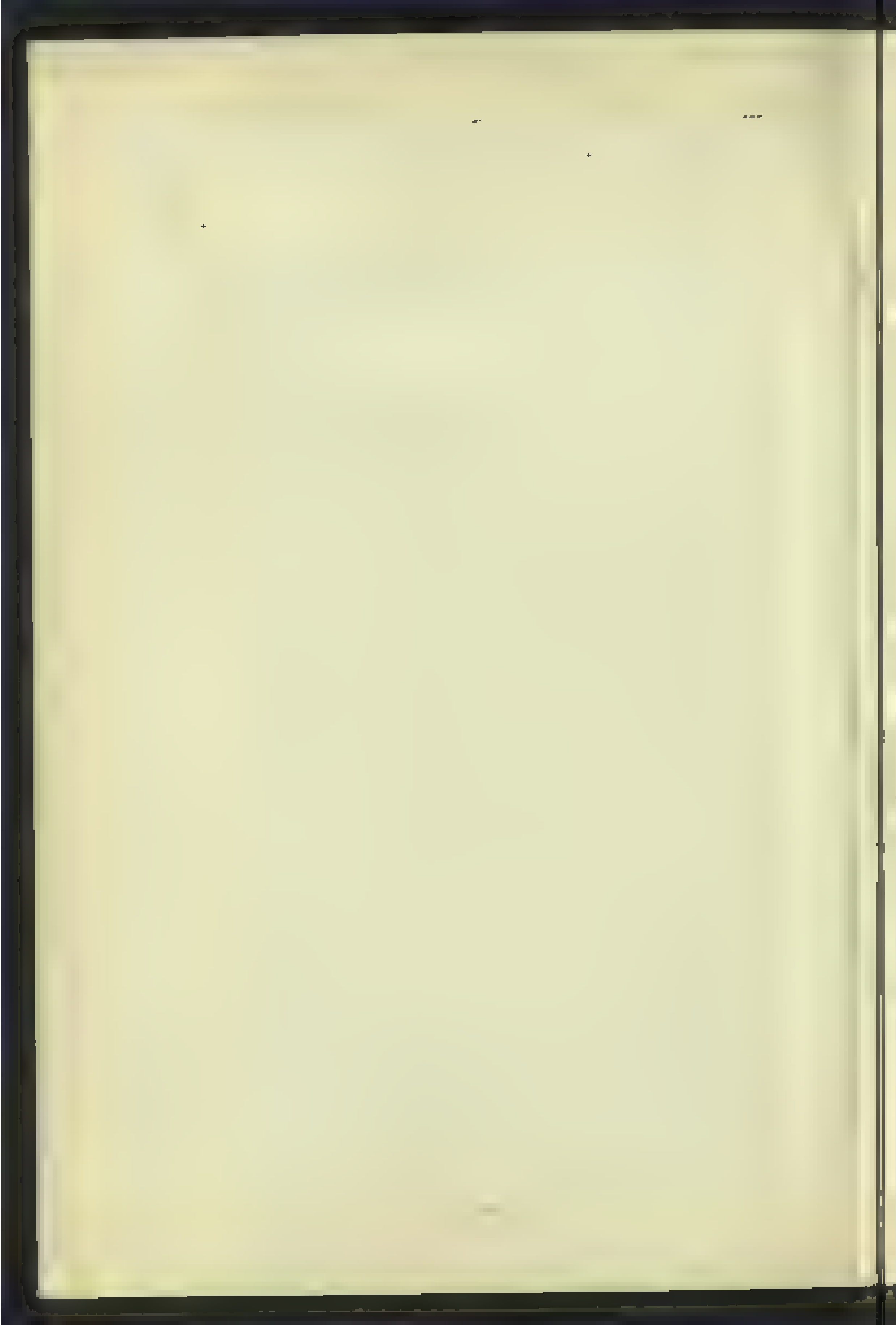
× ان السعر المعين هو من قبيل التقدير فقط

اللائحة ب

التصدير الايطالي الى لبنان

البضائع	القيمة بالدولار
جبس	١٠ ٠٠٠
اغراس للحدائق وبذور زهر واغراس اشجار مثمرة ومزهرة	٢٥ ٠٠٠
بذور للزرع	٧٥ ٠٠٠
ارز	١٥٠ ٠٠٠
حلويات	٢٠ ٠٠٠
ماكولات محفوظة	٢٠ ٠٠٠
نبيذ مختلف الانواع ومشروبات روحية	٣٠ ٠٠٠
منسوجات قطنية	٢٠٠ ٠٠٠
خيوط ومنسوجات صوفية	٢٢٠ ٠٠٠
ملابس جاهزة	٧٥ ٠٠٠
خيوط ومنسوجات من الحرير الصناعي	٢٧ ٠٠٠
مصنوعات حديدية (قساطل وحديد للرابة المسلحة الخ.)	٣٠ ٠٠٠
آلات زراعية	١٥٠ ٠٠٠
آلات صناعية وادوات منزلية	٧٥ ٠٠٠
مواد وآلات كهربائية	٧٥ ٠٠٠
آلات للتصوير الشمسي	١٠ ٠٠٠
قطع لاجهزة الراديو	١٠ ٠٠٠
سيارات وجرارات (تراكتورات)	١٥٠ ٠٠٠
رخام ومرمر	٧٥ ٠٠٠
ترابة	٢٥ ٠٠٠
فيشاني وصيني	٥٠ ٠٠٠
زجاج	٣٠ ٠٠٠
خشب ومشتقاته	٤٠ ٠٠٠
اثاث ومصنوعات خشبية	٤٠ ٠٠٠

البضائع	القيمة بالدولار
مصنوعات كيمائية وصيدلية وعقاقير طبيه	١٠٠ ٠٠٠
ورق وكرتون	٧٥ ٠٠٠
ارمونيكا	١٠ ٠٠٠
زرار	١٠ ٠٠٠
برانيط من جوخ وقش ومشتقاتها	٣٠ ٠٠٠
مصنوعات حساسة للتصوير الشمسي والسينما	١٥ ٠٠٠
مصنوعات يدويه	١٥ ٠٠٠
بضائع مختلفة	٢٠ ٠٠٠
المجموع	٢ ٢٥٠ ٠٠٠



JAPON

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — JAPON

AVANT NOVEMBRE 1943

- **29 Juillet 1936**
  ACCORD COMMERCIAL

  arrêté 167/LR du 19 Août 1936, portant application de cet accord
  (B.O. — 1936 p. 345)

- **23 Avril 1937**
  ADDITIF A L'ACCORD COMMERCIAL

  arrêté 74/LR du 18 Mai 1937, portant application de l'additif
  (B.O. — 1937 p. 128)

  arrêté 158/LR du 27 Juillet 1939 portant application provisoire de l'arrangement commercial avec le Japon

اليابان

اتفاقات دولية
بين لبنان واليابان

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **٢٩ تموز ١٩٣٦**
  اتفاق تجاري

  — قرار ١٦٧، تاريخ ١٩ آب ١٣٦
  وضع هذا الاتفاق موضع التنفيذ
  (ج.ر.م — ١٩٣٦ — ص ٣٤٥)

- **٢٣ نيسان ١٩٣٧**
  ملحق للاتفاق التجاري

  — قرار ٧٤/ل.ر تاريخ ١٨ أيار ١٩٣٧
  وضع هذا الملحق موضع التنفيذ
  (ج.ر.م — ١٩٣٧ — ص ١٢٨)

  — قرار ٥٨ /ل.ر تاريخ ٢٧ تموز ١٩٣٩
  وضع الاتفاق التجاري مع اليابان
  موضع التنفيذ المؤقت

JORDANIE

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — JORDANIE

AVANT NOVEMBRE 1943

- 10 Mai 1923
  ACCORD DOUANIER
  (AD — p. 143

- 27 Février 1924
  ADDENDUM A
  L'ACCORD DOUANIER
  10-5-23
  (AD — p. 146)

- 21 Janvier 1925
  ADDENDUM A
  L'ACCORD DOUANIER
  10-5-23
  (AD — p. 148

- 8-12 Mars 1927
  ACCORD POSTAL
  (Echange de colis postaux)

  Approuvé sous le N° 405/A,
  à Beyrouth
  le 25 Avril 1927

- 20 Mars 1927
  ACCORD SANITAIRE
  (Peste bovine,
  (AD — p. 117

المملكة الاردنية الهاشمية

اتفاقات دولية
بين لبنان
والمملكة الاردنية الهاشمية

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- ١٠ ايار ١٩٢٣
  اتفاق جمركي
  (و . د . ـ ص ٣)

- ٢٧ شباط ١٩٢٤
  ملحق للاتفاق الجمركي تاريخ
  ١٠ ـ ٥ ـ ١٩٢٣
  (و . د . ـ ص ١٤٦)

- ٢١ كانون الاول ١٩٢٥
  ملحق للاتفاق الجمركي تاريخ
  ١٠ ـ ٥ ـ ١٩٢٣
  (و . د . ص ١٨

- ٨ ـ ١٢ آذار ١٩٢٧
  اتفاق بريدي
  (مبادلة الطرود البريدية)

  ـ صدق عليه تحت رقم ٤٠٥/أ في
  بيروت بتاريخ ٢٥ نيسان ١٩٢٧

- ٢٠ آذار ١٩٢٧
  اتفاق صحي
  (بشأن طاعون المواشي)
  (و . د . ص ٢٠٧)

- **4 Octobre — 21 Décembre 1927**
  ACCORD JUDICIAIRE

  ● ٢٤ تشرين الاول ـ ٢١ كانون الاول ١٩٢٧
  اتفاق قضائي

  - Lettre concernant l'extradition des délinquants

  رسالة متعلقة بتسليم المجرمين

  - Convention pour l'échange des actes judiciaires.
    (AD — p. 139 et 141)

  ـ اتفاق مبادلة الوثائق القضائية
  (و.د ـ ص ١٣٩ و ١٤١)

- **29 Décembre 1929**
  CONVENTION DE BON VOISINAGE
  Règlement des litiges entre nomades
  (AD — p. 139)

  ● ٢٩ كانون الاول ١٩٢٩
  اتفاق حسن جوار
  حل الخلافات بين البدو
  (و.د ـ ص ٣٢)

- **20 Août — 5 Septembre 1932**
  ACCORD SUR LES VISAS DE PASSEPORTS
  (AD — p. 156)

  ● ٢٠ اب ـ ٥ ايلول ١٩٣٢
  اتفاق بشأن التأشيرات على جوازات السفر
  (و.د ـ ص ٩)

- **Décembre 1932**
  ACCORD DE TRANSPORTS DE TROUPES

  ● كانون الاول ١٩٣٢
  اتفاق نقل الجيوش

  - arrêté 173/LR du 6 Décembre 1932 portant publication de cet accord
    (B.O. 1932 — p. 300)

  ـ قرار ٧٣ /ل ر مؤرخ ٦ كانون الاول ١٩٣٢
  نشر هذا الاتفاق
  (ج.ر ١٩٣٢ ـ ص ٣)

- **15 Décembre 1932**
  ACCORD SANITAIRE
  (Transport des corps)
  (AD — p. 151)

  ● ١٥ كانون الاول ١٩٣٢
  اتفاق صحي
  (نقل الجثث)
  (و.د ـ ص ١٥١)

● 21 Janvier 1933
ACCORD POSTAL
(Avenant à l'accord du 8-12 Mars 1927

arrêté 78/LR du 29 Mai 1933 portant publication de cet avenant
(BO 1933 p. 152

● Novembre 1942
ACCORD POSTAL
(échange direct de mandats-poste

arrêté 547/FL du 14 Novembre 1942
publiant et mettant à exécution cet accord
(BO 1942

● ٢٤ كانون الثاني ١٩٣٣
اتفاق بريدي
(ملحق لاتفاق
٨ – ١٢ – اذار ١٩٢٧)

– قرار ٧٨/ل ر تاريخ ٢٩ ايار ١٩٣٣
نشر هذا الملحق
(ن٠م – ١٩٣٣ – ص ١٥٢)

● تشرين الثاني ١٩٤٢
اتفاق بريدي
(مبادلة الحوالات البريدية

– قرار ٥٤٧/ف ل تاريخ
١٤ تشرين الاول ١٩٤٢
نشر هذا الاتفاق ووضع موضع
التنفيذ
(ن٠م ١٩٤٢)

APRES NOVEMBRE 1943

● 27 Juin 1950 — Beyrouth
ACCORD DE TRANSPORT DES MARCHANDISES POUR LES REFUGIES

● 1 Novembre 1950 — Beyrouth
ACCORD DE TRANSPORT AERIEN
(Procès-verbal)

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

● ٢٧ حزيران ١٩٥٠ – بيروت
اتفاق نقل البضائع المعدة للاجئين

● ١ تشرين الثاني ١٩٥٠
اتفاق النقل الجوي
(محضر اجتماع)

ACCORDS JUDICIAIRES

اتفاقات قضائية

● Vu l'usage courant de ces documents, nous les publions dans le présent recueil, bien qu'ils soient antérieurs à Novembre 1943

● ننشر هذه الوثائق لاهميتها في المعاملات القضائية رغما عن انها من الاتفـــاقات المعقودة قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

1 EXTRADITION DES DELINQUANTS

١ ـ تسليم المجرمين

Le Maréchal Lord Plumer Haut-Commissaire de S.M. Britannique pour la Transjordanie
a S.E. M. Henri Ponsot Haut Commissaire de la République Française pour la Syrie et le Liban

(Traduction)

Excellence

J'ai l'honneur de vous transmettre pour information la copie ci-jointe de la traduction d'une loi d'Extradition prise par le gouvernement Transjordanien et qui se substituera à la manière de procéder prévue dans la note verbale qui a été jusqu'à présent en vigueur entre la Syrie et le Liban, et la Palestine

Vous remarquerez que le traité d'extradition, entre le gouvernement de sa Majesté et la France, a été par proclamation, appliqué à la Transjordanie. De plus, comme la section 3 de la loi stipule que pour l'application de cette loi, toute colonie, dépendance, territoire mandaté et tout navire d'un état étranger seront considérés comme faisant partie de cet état, la loi sera également appliquée à la Syrie pour laquelle la France détient un mandat.

PLUMER

2 — ECHANGE DES ACTES JUDICIAIRES

٢ ـ مبادلـة الوثائق القضائية

Entre Son Excellence le Président du Conseil, représentant le gouvernement de Transjordanie,

et

Son Excellence le Haut Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban,

Agissant en vertu des pouvoirs qui leur sont respectivement conférés,

A été conclue la convention provisoire suivante :

ARTICLE PREMIER. — Les services judiciaires de la Transjordanie, de Syrie et du Liban pourront faire directement entre eux la transmission et l'échange des actes judiciaires et autres documents légaux relatifs à l'Administration de la justice civile et pénale

ARTICLE 2. — Les actes judiciaires visés dans la présente convention sont

En matière civile, les actes tels que assignations, significations, commissions rogatoires.

En matière pénale, les citations à témoins, significations de jugements et arrêts, commissions rogatoires.

Cette énumération n'est pas limitative.

Sont, par contre, formellement réservés et ne pourront être délivrés par cette voie, les actes comportant, à un titre quelconque, prise de corps, arrestation ou comparution forcée, tels que mandats d'arrêts ou de dépôt, mandat d'amener, de comparution, ordonnance de prise de corps.

Si un témoin convoqué par la voie sus-indiquée paraît devoir être inculpé, il pourra en être informé, mais devra être laissé libre de regagner la frontière et la procédure d'extradition devra être le cas échéant, ultérieurement employée

ARTICLE 3. — Les transmissions prévues par la présente convention devront se faire entre les Etats de Syrie et du Liban et celui de la Transjordanie par l'intermédiaire des Ministres ou Directeurs de la Justice, les Tribunaux n'étant pas admis à communiquer directement entre eux.

ARTICLE 4. — La présente convention est conclue pour une durée de douze mois, renouvelable par tacite reconduction.

Elle entrera en vigueur à la date de sa signature par les deux parties contractantes.

Ammane, le 15 *février* 1928
Beyrouth, le 31 *décembre* 1927

H, PONSOT

ACCORD

DE TRANSPORT DE MARCHANDISES

اتفاق

نقل بضائع

- Transport de marchandises pour les Réfugiés
- Signé à Beyrouth
- Le 27 Juin 1950
- Ratifié par le D. 254 K du 20 Juillet 1950 (J.O. 1950 — n° 30 — p. 496)
- Date d'entrée en vigueur le 30-7-1950
- Le texte officiel est établi en langue arabe.

- نقل البضائع المعده للاجئين
- وقع عليه في بيروت
- في ٢٧ حزيران ١٩٥٠
- صدق عليه بموجب المرسوم ٢٥٤/ك تاريخ ٢٠ تموز ١٩٥٠
  (جر ١٩٥٠ ـ عدد ٣٠ ـ ص٤٩٦)
- تاريخ مباشرة التنفيذ ٣٠ ـ ٧ ـ ٩٥٠
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة العربية

ان حكومة الجمهورية اللبنانية

وحكومة المملكة الاردنية الهاشمية

رغبة منهما في تنظيم نقل المؤن الواردة للاجئين في اراضي المملكة الاردنية الهاشمية وتسهيل وصولها باسرع الطرق الممكنة واقلها نفقة .

قد اعتزما عقد اتفاق لهذا الشأن وعينتا لهذه الغاية مندوبين مطلقي الصلاحية :

عن حكومة الجمهورية اللبنانية .

معالي فيليب بك تقلا، وزير الخارجية والمغتربين .

عن حكومة المملكة الاردنية الهاشمية : معالي سعيد بك علاء الدين ، وزير التجارة والجمارك .

اللذين بعد أن تبادلا وثائق التفويض التي وجدت مستوفية الشروط ، اتفقا على الاحكام التالية :

المادة الاولى : ـ خلافا لاحكام المادة الاولى من الاتفاق الجمركي المعقود بين البلدين بتاريخ ١٠ ـ ٥ ـ

١٩٢٣ تسمح حكومة الجمهورية اللبنانية بنقل مؤن اللاجئين للاردن عبر الاراضي اللبنانية بالسيارات باستثناء السكر والقمح ومصنوعاته ويقصد بالمؤن المواد الغذائية والصحية والطبية والكساء المخصصة فعلا للاجئين دون سواهم .

المادة الثانية — خلافا للانظمة الجمركية المرعية في لبنان تسمح حكومة الجمهورية اللبنانية للسيارات الاردنية والسورية العاملة لحساب وكالة اعانة اللاجئين الدولية بان تساهم ضمن النسب المحددة في المادة الثالثة من هذا الاتفاق بنقل المؤن المعدة للاجئين الفلسطينيين في الاردن على ان تحمل السيارات المذكورة اشارة وكالة اعانة اللاجئين الدولية (UNRWA) ويعطى علم بارقامها الى مصلحة الجمارك اللبنانية .

وتحقيقا لهذا الغرض . وشرط المعاملة بالمثل، يمكن للسيارات الاردنية والسورية اجتياز الحدود اللبنانية السورية بقصد عبر الاراضي اللبنانية وهي فارغة .

المادة الثالثة — تساهم السيارات اللبنانية والاردنية والسورية بنقل مؤن اللاجئين شهريا في حدود النسب التالية :

٣٠٪ ثلاثين في المائة من مجموع الحمولة للسيارات اللبنانية .

٤٠٪ اربعين في المائة من مجموع الحمولة للسيارات الاردنية

٣٠٪ ثلاثين في المائة من مجموع الحمولة للسيارات السورية

تراعى هذه النسب وتراقب من قبل وكالة الامم المتحدة لاعانة وتشغيل اللاجئين .

ويحق لكل من الجهات الرسمية المختصة مراقبة صحة التقيد بهذه النسب .

المادة الرابعة — بناء على رغبة الفريقين المتعاقدين بالمساهمة في تخفيض اجور نقل مؤن اللاجئين بالخطوط الحديدية فقد اتفقا على تخفيض اجور النقل بالخطوط الحديدية .. ويكون هذا التخفيض على اساس ان اجرة نقل الطن الواحد بسكة الحديد من بيروت الى عمان تساوي اجرة نقل الطن الواحد بالسيارات بين هذين البلدين بالقدر الذي تدفعه وكالة اغاثة اللاجئين الدولية اي ما يعادل ٣٩ تسعة وثلاثين ليرة لبنانية للطن الواحد تقريبا .

ولامكان تحقيق هذا الغرض يشترط مساهمة الحكومة السورية

بحسبها من التخصص المتفق عليه .

كذلك تعطى مؤن اللاجئين الاولية في الشحن بواسطة السكة الحديدية

المادة الخامسة ــ في الحالات التي يسمح بها للسيارات الاردنية والسورية بدخول الاراضي اللبنانية لنقل مؤن اللاجئين يحظر عليها عملا بالانظمة المرعية تعاطي النقل لغير حساب اللاجئين .

المادة السادسة ــ تعفى السيارات اللبنانية والاردنية العاملة لحساب وكالة اغاثة اللاجئين الدولية شريطة المعاملة بالمثل من ضمينة الاستيراد الموقت وتمنح بيان استيراد موقت لمدة ستة اشهر قابلة التجديد ، يؤشر عليه لدى كل دخول وخروج ويعتبر كدفتر مرور ، وتكون الكفالة فيه من قبل وكالة اغاثة اللاجئين .

المادة السابعة ــ يمنح سائقو السيارات اللبنانية والاردنية العاملون لحساب وكالة اغاثة اللاجئين سمة دخول لمدة ثلاثة اشهر تصلح لعدة سفرات ويعفون من سمة الخروج لقاء كفالة تقبلها مديرية الامن العام في كل من البلدين خلال مدة السمة . على ان تبقى تدابير مديرية الامن العام في كل من البلدين من حيث المراقبة الجارية حاليا سارية المفعول .

المادة الثامنة ــ يدخل هذا الاتفاق في دور التنفيذ فور تصديقه من مجلس الوزراء في كل من البلدين ويعمل به طيلة مدة عمل وكالة اغاثة اللاجئين الدولية ويمكن فسخه بعد مدة شهر من تاريخ ابلاغ احد الفريقين رغبته في ذلك الى الفريق الاخر .

حرر على نسختين اصليتين وقع عليهما المندوبان المفوضان في بيروت بتاريخ السابع والعشرين من شهر حزيران عام الف وتسعماية وخمسين ويجري تبادل وثائق الابرام في عمان .

ACCORD
DE TRANSPORTS AERIENS

- Procès-verbal
- Signé à Beyrouth
- le 1 Novembre 1950
- NR — E.

اتفاق
النقل الجوي

- محضر اجتماع
- وقع عليه في بيروت
- في ١ تشرين الثاني ١٩٥٠
- ع ٢ – ٠٢

في الساعة الخامسة والنصف من نهار الاربعاء الواقع في الاول من تشرين الثاني ١٩٥٠ اجتمع في مكتب مدير الطيران المدني اللبناني

السادة رشيد البدري ، مدير الطيران المدني الاردني ، سامي شقير ، مدير الطيران المدني اللبناني ، عسكر الناصر ، السكرتير الاول في المفوضية الملكية الهاشمية الاردنية ، شفيق نمر ، رئيس القسم الاداري في الطيران المدني اللبناني ، ايلي يوسف البستاني ، رئيس دائرة في وزارة العدلية اللبنانية.

وبعد المداولة والبحث في شؤون المواصلات الجوية بين المملكة الاردنية الهاشمية ولبنان وقع الاتفاق على النقاط التالية :

١ ـ تعطى شركة النقليات اللبنانية العامة (طائرات داكوتا ٢١ راكب) الحق برحلة اسبوعية من المطارات اللبنانية الى المطارات الاردنية .

٢ ـ تعطى شركة خطوط شرق الاوسط (طائرات داكوتا ٢١ راكب) الحق بثلاث رحلات اسبوعية من المطارات اللبنانية الى المطارات الاردنية.

٣ ـ تعطى الشركات الاردنية الحق في اثني عشر رحلة اسبوعيا على ان تستعمل طائرات دي هافيلند (٧ ركاب) او كونسيل (٦ ركاب) .

٤ ـ يعتبر رحلة كل هبوط في مطار كل دولة . واذا زاد عدد رحلات الشركات اللبنانية عما ذكر في

البندين الاول والثاني يعود الشركات الاردنية الحق فى ثلاث رحلات مقابل كل رحلة للشركات اللبنانية .

٥ ـ اذا زادت شركات احدى الدولتين رحلاتها المذكورة اعلاه لا تحجز الطائرات المخالفة بل يصار الى زيادة مقابلة من الطرف الثاني بنسبة ثلاث طائرات دي هافيلند او كونفيل مقابل كل طائرة داكوتا .

٦ ـ تعطى مأذونيات الشارتر بدون تحديد عدد عند الطلب شرط ان تكون موافقة لتعليمات المنظمة الدوليه للطيران المدني .

٧ ـ وضع هذا المحضر على نسختين اصليين ويعمل بالاتفاق المذكور فيه الى ان يعقد اتفاق عام للمواصلات الجويه بين الدولتين .

وللبيان حرر فى اول تشرين الثاني ١٩٥٠.

مدير الطيران المدني اللبناني
سامي شقير

مدير الطيران المدني الاردني
رشاد البديري

ملحق

محضر اجتماع اول تشرين الثاني سنة ١٩٥٠ بين مديري الطيران المدني الاردني واللبناني تنظيما للمواصلات الجويه بين البلدين .

فى الساعة الثامنة والنصف من نهار السبت الواقع فى الثاني من كانون الاول سنه ١٩٥٠ اجتمع فى مكتب مدير الطيران المدني اللبناني :

السادة : رشاد البديري : مدير الطيران المدني الاردني ، سامي شقير، مدير الطيران المدني اللبناني ، شفيق بدر : رئيس القسم الاداري فى الطيران المدني اللبناني ، ادوار دياب ـ خبير لدى مديرية الطيران المدني اللبناني وبعد المداولة جرى الاتفاق على نص الملحق التالي :

سبق للحكومه اللبنانية وسمحت لشركه عساف سعد بموجب موافقه تاريخ ٢ حزيران سنة ١٩٥٠ بالقيام برحلات منتظمة على خط بيروت ـ المطارات الاردنية شرط ان تلغى هذه الموافقه فور مباشرة الشركتين النظاميتين الوطنيتين بالعمل على هذا الخط .

وبما ان الشركتين اللبنانيتين لم تعترضا على استثمار شركة سعد

لهذا الخط في الوقت الحاضر .

لذلك تعتبر شركة نقليات سعيد شركة نظامية تعمل على خط بيروت ـ المطارات الاردنية حتى اشعار اخر من مديرية الطيران المدني اللبناني بمعدل ثلاث رحلات اسبوعية (فتعدل الفقرة الثالثةمن محضر اجتماع اول تشرين الثاني سنه ١٩٥٠ على ان يكون للجانب الاردني الحق بخمسة عشر رحلة اسبوعية). واذا زادت هذه الرحلات يصار الى زيادة مقابلة من قبل الجانب الاردني بنسبة طائرة دي هافيلند اوكونسيل مقابل كل طائرة من ذات الصنف من الجانب الاخر .

وضع هذا الملحق على نسختين اصليتين ويعمل بالاتفاق المذكور حتى عقد اتفاق عام المواصلات الجوية بين البلدين .

وللبيان حرر في ٢ كانون الاول سنة ١٩٥٠.

مدير الطيران اللبناني
سامي شقير

مدير الطيران المدني الاردني
رشاد البديري

ملحق رقم ٢

محضر اجتماع اول تشرين الثاني سنه ١٩٥٠ بين مديري الطيران المدني والاردني واللبناني تنظيما للمواصلات الجوية بين البلدين .

في الساعة العاشرة من نهار السبت الواقع في ٣٠ كانون الاول سنة ١٩٥٠ اجتمع في مكتب مدير الطيران المدني اللبناني كل من :

السيد رشاد البديري : مدير الطيران المدني الاردني ، السيد سامي شقير : مدير الطيران المدني اللبناني

وبحضور جميع ممثلي الشركات اللبنانيه والاردنية جرى الاتفاق على ما يلي :

تعدل المادة السادسه من المحضر بالنص التالي : تمنح الشركات اللبنانية حق ارسال طائرتين(شارتر) كل اسبوعين الى المطارات الاردنية مع حق نقل الركاب في الاياب دون قيد او شرط .

وكذلك تمنح الشركات الاردنيةحق ارسال (٦) طائرات (شارتر) . كل اسبوعين الى المطارات اللبنانية في نفس الشروط اعلاه .

يضاف الى المادة الرابعة من المحضر الاساسي التحفظ التالي :

شرط ان يبلغ مدير الطيران المدني في احد البلدين من قبل مدير الطيران المدني في البلد الاخر عن اي تعديل في عدد رحلات شركات البلد الاخر اسبوعين على الاقل قبل اجراء هذا التعديل ، على ان يسري هذا التعديل مدة ثلاثة اسابيع على الاقل بعد ان ناشر به .

وضع هذا الملحق على نسختين اصليتين بتاريخ ٣٠ كانون الاول سنة ١٩٥٠.

بيروت في ١٩٥٠/١٢/٣٠

مدير الطيران المدني اللبناني

سامي شقير

مدير الطيران المدني الاردني

رشاد البريدي

LIBERIA

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — LIBERIA

AVANT NOVEMBRE 1943

- 9 Juillet 1948
  Monrovia

  TRAITE DE PAIX
  D'AMITIE ET DE
  COMMERCE

ليباريا

اتفاقات دولية

بين لبنان وليباريا

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- ٩ تموز ١٩٤٨
  مونروفيا

  معاهدة سلم
  وصداقة وتجارة

TRAITE

DE PAIX, D'AMITIE ET DE COMMERCE

- Signé à Monrovia
- le 9 Juillet 1948
- Ratification autorisée par la loi du 10 Juin 1949 (J.O. 1948 n° 24 — pg 311
- Les textes sont établis en langues arabe et anglaise. Le texte anglais est le texte officiel en cas de conflit d'interprétation

معاهدة

سلم وصداقة وتجـــارة

- وقع عليها في مونروفيا
- في ٩ تموز ١٩٤٨
- اجيز التصديق عليها بموجب قانون ١٠ حزيران ١٩٤٩
  (ج.ر ١٩٤٩ ـ عدد ٢٤ ـ ص ٣١١)
- وضع النصان الرسميان باللغتين العربية والانكليزية والنص الانكليزي هو المعتمد

The President of the Republic of Liberia and the President of the Republic of Lebanon, being desirous of concluding a Treaty of Peace, Friendship and Commerce for the purpose of assuring the Friendly relations between the two Countries, and of establishing and extending their mutual commercial intercourse, have for this purpose appointed Plenipotentiaires.

The President of the Republic of Liberia.

His Excellency Gabriel L. Dennis, Secretary of State of the Republic of Liberia ; and

The President of the Republic of Lebanon.

لما كان رئيسا جمهوريتي لبنان وليبيريا يرغبان بعقد معاهدة سلم وصداقة وتجارة من اجل توثيق عرى المودة بين البلدين ، وانشاء وتوسيع التبادل التجاري بينهما ، فقد عينا لهذا الغرض مندوبين عنهما مطلقي الصلاحية :

رئيس جمهورية لبنان عين

حضرة المحترم صلاح الطيل قنصل لبنان العام في ليبيريا

ورئيس جمهورية ليبيريا عين،

Saleh El-Khalil, Esquire, Consul General of Lebanon in Liberia.

Who having communicated to each other their respective full powers, found to be in due and proper order, have agreed upon the following Articles

ARTICLE 1. — There shall be constant peace and perpetual friendship between Liberia and Lebanon, and between the citizens of the two High Contracting Parties ; and between the territories of the to High Contracting Parties reciprocal freedom of commerce.

ARTICLE II. — The two High Contracting Parties engage themselves to take appropriate international and internal measures white the view to promote economic relations, and to establish conditions more favorable to social progress and human welfare.

ARTICLE III. — It being the well understood intention of both High Contracting Parties to bind themselves by this Convention to treat each other on the footing of the most favoured nations, it is understood that no gratuitous privilege or advantage whatever in matters of commerce shall be allowed to any foreign nation which shall not be extended imme-

معالي غبريال دنيس امين سر الدولة لجمهورية ليبيريا

وبعد اطلاع كل من الفريقين على اوراق تفويض زميله وتأكده من صلاحيتها اتفقا على المواد التالية :

المادة الاولى — يقوم سلم دائم وصداقة متواصلة بين لبنان وليبيريا وبين مواطني الفريقين الساميين المتعاقدين ، وتبادل تجاري حر بين اقليميهما .

المادة الثانية — يتعهد الفريقان الساميان المتعاقدان باتخاذ التدابير الدولية والداخلية لتعزيز العلاقات الاقتصادية وايجاد احوال اكثر ملاءمة للتقدم الاجتماعي والخير الانساني .

المادة الثالثة — لما كان غرض الفريقين الساميين المتعاقدين ان يلتزما بموجب هذه الاتفاقية بان يعامل كل منهما الآخر معاملة الامم الاكثر رعاية فان معنى ذلك ان يتمتع كل فريق الفريق الآخر جميع الامتيازات

diately to the other Contracting Party, provided that should any such gratuitous privilege or advantage be given by either of the High Contracting Parties to a third foreign State, either High Contracting Party, upon making the corresponding concession to the other may claim the same privilege.

والعوائد التجارية التي يمنحها لاية امة اجنبية . وشرط ذلك ان يتمكن الفريق الذي منح الامتيازات والعوائد لدولة اجنبية ثالثة من الحصول على ما يقابلها لدى الفريق الاخر .

Both High Contracting Patries agree to avoid so far as possible in their trade with each other prohibitions or restrictions on the importation or exportation of any goods originating in or destined for the territory of the other High Contracting which is not applied to the like goods originating in or destined for any third country ; but in so far as such prohibitions or restrictions may be enforced they undertake as regards import and export licenses to do everything in their power to ensure .

يتفادى الفريقان الساميان بقدر المستطاع في تبادلهما التجاري الشامل للصنائع الصادرة من اسم احدهما او الواردة اليه ، فرض الموانع والتحديدات التي لا تعترض على صنائع دولة ثالثة . اما اذا فرضت تلك الموانع والتحديدات فانهما يتعهدان بان يبذلا ما بوسعهما ليؤمنا في اجازات التصدير والاستيراد ما يلي

a) That the condition to be fulfilled and the formalities to be observed in order to obtain such licenses should be brought immediately in the clearest and most definite form to the notice of the public ;

(ا) اعلام الجمهور بصورة فورية واضحة وضوحا تاما ، عن الشروط والمعاملات التي يجب ان تطبق لنيل هذه الاجازات .

b) That the method of issue of the certificates of licences should be as simple and stable as possible ;

(ب) جعل طريقة اصدار شهادات الاجازات بسيطة وثابتة بقدر المستطاع .

c) That the examination of applications and the issue of licenses to the applicants should be carried out with the least possible delay ;

d) That the system of issuing licenses should be such as to prevent the traffic in licenses. With this object licenses issued to individuals, corporations, etc., should state the name of the holder and should not be capable of being used by any other person ;

e) That in the event of the fixing of rations, the formalities requiered by the importing country should not be such as to prevent an equitable allocation of the quantities of goods of which importation is authorized.

ARTICLE IV. — Private Enterprises Limited liability and other companies, partnerships and associations formed for the purpose of commerce, industry, transport or any other business and established in the territories of either party, and which maintain a central office within the territories thereof, shall, provided that they have been duly constituted in accordance with the laws in force in such territories, and provided they do not pursue any aims within its territories contrary to its laws, be entitled, in the territories of the

(ج) لزوم النظر في الطلبات واصدار الاجازات للطالبين باسرع ما يمكن

(د) ضبط نظام اصدار الاجازات بشكل يحول دون الاتجار بها . وتوصلا الى ذلك يجب ان يذكر في الاجازات المعطاة الى افراد او شركات الخ . اسم حاملها وان يقتصر حق استعمالها على صاحبها فقط .

(هـ) اذا فرض التقنين فالواجبات لاتحول المعاملات اللازمة للبلد المستورد دون تعرير مخصصات عادلة من كميات البضائع التي اجيز استيرادها

المادة الرابعة ــ للمشاريع الخاصة والشركات المحدودة وسواها من الشركات والمشاركات والجمعيات المشكلة لاغراض تجارية ، او صناعية او لاجل النقل وسوى ذلك من الاعمال ، والمنشأة في اراضي تلك الدولة ، وفقا للقوانين المرعية الاجراء ولاهداف لا تتنافى مع هذه القوانين ، ان تمارس حقوقها

other, to exercise their rights, and appear in the Courts either, as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other Country.

ضمن اراضي الدولة الاخرى ، وان تمثل امام المحاكم مدعية او مدعى عليها وفقا لقوانين تلك الدولـــة .

Private enterprises, Limited liability and other companies, partnerships, and associations of either party as shall have been admitted in accordance with the laws and regulations in force in the territories of the other party with regard to foreign companies shall enjoy in those territories treatment in regard to taxation no less favourable than that accorded to the Private Enterprises, limited liability and other companies, partnerships and associations of the most favoured nation

ان المشاريع الخاصة ، والشركات المحدودة وسواها من شركـــات وجمعيات اي من الفريقين المتعاقدين التي سمحت بانشائها القوانين والنظم المطبقة في بلاد الفريق الاخر علـــى شركات اجنبية ، تتمتع في تلـــك الاراضي فيما يتعلق بالضرائـــب بمعاملة لا تقل عن معاملة المشاريـــع الخاصة والشركات المحدودة وسواها من شركات وجمعيات الامم الاكثـــر رعـــاية .

Furthermore, each of the two High Contracting Parties undertake to place no obstacle in the way of such Private Enterprises, companies, partnerships and associations which may desire to carry on in the territories whether through the establishment of branches or ortherwise, any description of business which the companies, partnerships and associations or citizens of any other foreign country are or may be, permitted to carry on which is not forbidden by the local law

وعلاوة على ذلك ، يتعهد كل مـــن الفريقين الساميين المتعاقدين بـــان لا يقيم اي عائق في سبيل تلك المشاريع الخاصة ، والشركات والمشاركـــات والجمعيات التي ترغب بالعمـــل في اراضيه سواء بتفرع لها منها او بصورة اخرى ، او تقوم باي نوع من العمل المسموح به لـــركـــات ومشاركات وجمعيات او مواطني بلد اجنبي ولا تحظره القوانين المحليـــه

and submitting themselves to all local laws and regulations duly established.

على ان تخضع بجملتها لهذه القوانين والنظم الموضوعة .

In no case shall the treatment accorded by either of the two High Contracting Parties, to companies partnerships and associations of the other be less favoured in respect of any matter whatever than that accorded to Private Enterprises, companies, partnerships and associations of the most favoured nation.

ولن تكون بحال من الاحوال معامله احد الفريقين الساميين المتعاقدين شركات ومشاركات وجمعيات الفريق المتعاقد الثاني ادنى من معاملته لمشاريع وشركات ومشاركات وجمعيات الامم الاكثر رعايـــة .

The domicil of all the nationals of either one of the High Contracting Parties established or residing on the territory of the other Party is inviolable ; none may enter threin except in case provided by the laws and according to the formalities prescribed by it.

لمساكن مواطني كل من الفريقين الساميين المتعاقدين في اراضي الفريق السامي الثاني حرمه ، فلا يجوز لاي كان دخولها الا في الحالات التي نص عليها القانون وفقا للاصول المنصوص عنها فيه . ان مكاتب هؤلاء الافراد المواطنين المشار اليهم اعلاه ، ومخازنهم ، ومصانعهم ، ومعاملهم وسواها من المحلات التي يمارسون فيها اعمالهم او يحزنون فيها بضائعهم او غير ذلك من ممتلكاتهم لا تستملك بوضع اليد الا من قبل المراجع المختصة وعملا بموجب القوانين المرعية الاجراء .

The offices of said nationals their stores, workshops, factories and other localities, where they exercise their business on store their merchandise of other properties, may not be the object of prescription except by competent authorities, acting in accordance with the laws in force.

Their commercial books, correspondence and in general all documents in their possession may

ان الدفاتر التجارية والمراسلات وعلى العموم كافة وثائقهم لا تصادر

not be seized, examined or searched except on the order of competent authority acting in accordance with the law.

ARTICLE V. — No national of one of the High Contracting Parties shall be detained (held prisoner) on the territory of the other Party, except by virtue of an order issued in accordance with the law for any infraction provided by it. Nationals arrested or detained may in accordance with the laws and regulations communicate with their consuls, and their Consuls, or accredited representatives shall have under the same conditions, permission to visit them, in keeping with the rules and regulations governing such prisons.

ARTICLE VI. — The nationals of either of the two High Contracting Parties shall be entitled to enter, travel and reside in the territories of the other so long as they satisfy and observe the conditions and regulations applicable to the entry, travelling and residence of all foreigners, provided that the foregoing sall not be construed to prevent either of the High Contracting Parties from excluding aliens of all nationalities from special areas

او تفحص أو تفتش الا بموجب امر صادر عن المراجع المختصة التي تعمل بموجب القانون .

المادة الخامسة — لا يوقف مواطن من مواطني اي الفريقين الساميين المتعاقدين في اراضي الفريق الثاني الا بموجب امر صادر وفقا للقوانين وجزاء عن مخالفة نص عليها . وللموقوفين او المعتقلين الحق بموجب القوانين والنظم بان يتصلوا بقناصلهم ويؤذن لقناصلهم او لممثليهم المعترف بهم بان يزوروهم في الشروط ذاتها مع مراعاة انظمة السجون .

المادة السادسة — يسمح لمواطني اي الفريقين الساميين المتعاقدين بدخول اراضي الفريق الآخر والسفر والاقامة فيها ما داموا يتقيدون بالشروط والنظم المطبقة على دخول الاجانب وسفرهم واقامتهم ، بشرط ان لا يفهم مما تقدم منع اي الفريقين الساميين المتعاقدين من اخراج جميع الاجانب ايا كانت جنسيتهم من مناطق خاصة ضمن اراضيه ، حرم

within its territories closed to visit by law, military order or regulation.

They shall enjoy, in respect of persons, their property, rights and interests, and in respect of their commerce, industry, occupations or any other matter, in every way the same treatment and legal protection as the citizens of that Party or of the most favoured nation, and in so far as taxes, rates, customs, imports, fees which are substantially taxes and other similar charges are concerned.

They shall, as regards their personal status, remain subject to the requirements of the national, local, municipal and all regulations in force.

ARTICLE VII. — The nationals of each of the High Contracting Party shall enjoy, in the other State, the right to work and may exercise freely their profession, trade, industry or commerce subject to the laws of the State controlling, and under the same conditions as the nationals of the most favoured nation.

They may organize and become membres of all associations and professional syndicates, in accordance with the laws in force.

القانون او الاوامر العسكريـــــه او النظم زيارتها .

ويتمتعون ، كاشخاص ، بملكيتهم وحقوقهم ومصالحهم،ولهم في تجارتهم وصناعتهم وغير ذلك من الاعمـــال نفس المعامله والحمايه القانونيـــه التي يتمتع بها مواطنو الدولة الاكـثر رعاية . ويسري هذا الحال ، فيمـا يعنى بالضرائب والرسوم والمكوس الجمركية ورسوم الاستيراد التـــي تعتبر بجملتها ضرائب او ما شاكـل ذلك من تكاليف .

وفيما يتعلق باحوالهم الشخصيه يظلون خاضعين لما تفرضه عليـــهم النظم الوطنية المحلية والبلديـــة المعمول بها .

المادة السابعة — يتمتع مواطنـــو كل من الفريقين الساميين المتعاقدين في الدولة الثانية بحق وحريـــه ممارسة المهنة ، والتجارة والصناعـه في ظل قانون تلك الدولة ، وبنفس الشروط التي يتمتع بها مواطنو الدول الاكثر رعايه .

ولهم الحق بتنظيم الجمعيـــــات عموما والانضمام الى النقابـــات الصناعية بما يتمشى مع القوانـــين المرعيـــه .

It will be made applicable to them as well as to their agents without any condition of residence in the same manner as the citizens, laws relative to accidents of work and social securities (insurrances). They shall be admitted into the public schools and hospitals of the State, or of the Cities, and shall benefit, under the same conditions, from institutions of assistance and all other services.

ARTICLE VIII. — Each of the High Contracting Parties recognizes the existence of juridical persons legally constituted in the other State, who shall enjoy the same rights and the guarantees as those which national juidical persons enjoy

ARTICLE IX. — The Liberty to express his thoughts by word or by pen and more particularly the liberty to the press will be guaranteed, with due deference to the maintenance of public order and within the limits fixed by laws and regulations, to the nationals of each of the High Contracting Parties residing in the territory of the other ; providing however, that the nationals of the high Contracting Parties whilst residing in the territories of the other High Contracting Party shall refrain from expressing themselves on all matters or

ويستفيدون هم ووكلاؤهم من قوانين حوادث العمل والتأمين الاجتماعي كبقية المواطنين دون اعتبار اي شرط من شروط الاقامة ويسمح لهم بدخول المدارس العامة ومستشفيات الدولة او المدن ، ويستفيدون بالشروط نفسها ، من مؤسسات الاسعاف وبقية المصالح .

المادة الثامنة ـ يعترف كل من الفريقين الساميين المتعاقدين بوجود الاشخاص المعنويين المعترف بهم قانونا في الدولة الثانية ويمنحهم نفس الحقوق ونفس الضمانات التي يتمتع بها الاشخاص المعنويون الوطنيون

المادة التاسعة ـ ان حرية ابداء الراي شفاها او كتابة وبنوع خاص حرية الصحافة تكون مضمونة بما لا يخل طبعا بالمحافظة على النظام العام وضمن الحدود التي عينتها القوانين والنظم لمواطني كل من الفريقين الساميين المتعاقدين المقيمين في اراضي البلد الاخر بشرط ان يتجنب هؤلاء المواطنون اثناء اقامتهم في اراضي الفريق الاخر التصريح بارائهم في المشاكل والقضايا ذات الصبغة

controversies of a political nature nor shall they be permitted to engage themselves directly or indirectly in matters effecting the political Government of the Country of either of the High Contracting Parties

السياسية ، ويحظر عليهم التدخل بصورة مباشرة او غير مباشرة في القضايا التي تمس وضع الحكومة السياسي في اي من بلدي الفريقين الساميين المتعاقدين .

ARTICLE X. — Subject to the laws and regulations published with a view to maintain public order and for the safeguard of good morals, as well as the general regulations on public instruction and education made or to be made by the State and more particularly those relative to the control and to the equivalencies and collequiumus for the collation of grades and academic and university degrees and the subsequent training in the professions for which these grades or degrees are required, the nationals of each of the High Contracting Parties may, on the territory of each other, subject to the laws and regulations in force or to be hereafter promulgated, create or direct schools and all establishments of education, or religious, philantropic or social institutions and admit threin persons who may voluntarily make the request for same, regardless of person or station.

المادة العاشرة — لرعايا كل من المتعاقدين الساميين ، بشرط ان يكونوا خاضعين للقوانين والانظمة المنشورة من اجل المحافظة على الامن العام وصيانة الاخلاق ، وللانظمة العامة بشأن التعليم والتربية التي سنتها او ستسنها الدولة وخاصة فيما يتعلق بمراقبة ومعادلة الدرجات والشهادات المدرسية والجامعية وتدريس المهن التي تطلب من اجلها تلك الشهادات والدرجات ، ان لهؤلاء الرعايا الحق ، بشرط التقيد بالقوانين والانظمة المرعية الاجراء او التي ستسن فيما بعد ، بان ينشئوا او يديروا في اراضي كل منهما المدارس وجميع المؤسسات التربوية او المعاهد الدينية او الخيرية او الاجتماعية وان يقبلوا فيها الاشخاص الذين يتقدمون من تلقاء انفسهم بطلب الدخول بقطع النظر عن الشخص او المكانة .

They shall have the right to exercise freely their religion and

وسيكون لهم الحق بان يمارسوا دياناتهم بكل حرية وان يعلموا

instruct in their language provided that the official language of the resident country shall be the principal language to be included in the curriculum

ARTICLE XI. — The citizens of each of the two High Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire, inherit and possess every description of property, moveable and immoveable, which the laws of the other Contracting Party permit, or shall permit, the citizens of any other foreign country to acquire and possess. They may, under the same conditions as are, or shall be, established with regard to citizens of the other Contracting Party, dispose of the same by sales, exchange gift, marriage, testament or in any other manner, or in the case of moveable property acquire the same by inheritance.

They shall not be suject in any of the cases mentioned to any taxes, imports or charges of whatever denomination other or higher than tohse which are, or shall be applicable to citizens of the most favoured nations

The citizens of each of the two High Contracting Parties shall also be permitted, on compliance with the laws of the other Con-

بلغتهم على ان تكون لغة البلاد التي هم فيها هي اللغة الاولى لمنهاج التعليم .

المادة الحادية عشرة — لرعايا كل من المتعاقدين الساميين في اراضي المتعاقد الاخر ملء الحرية في ان يحرزوا او يرثوا او يمتلكوا كل انواع الاملاك ، المنقولة والغير المنقولة التي تسمح شرائع المتعاقد الاخر لرعايا اي بلد اجنبي باحرازها وامتلاكها . ولهم الحق بموجب ذات الشروط المسنونة او التي ستسن بشان رعايا المتعاقد الاخر ان يتصرفوا بتلك الاملاك بالبيع او المبادلة او الهبة او الزواج او الوصية او اي سبيل اخر ، او في حالة الاملاك المنقولة ان يحرزوها بالارث .

ولن يخضعوا في اية من الحالات المذكورة لاية ضريبة او تكليف اورسم يزيد او يختلف عن تلك التي تطبق على رعايا الامم الاكثر رعاية .

ويسمح كذلك لرعايا اي المتعاقدين الساميين لدى تقيدهم بشرائع المتعاقد الاخر ان يصدروا بكل حرية

the other Contracting Party freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general without being subjected as foreigner to other or higher duties than those to which nationals of the most favoured nations would be liable under similar circumstances

ARTICLE XII. — The nationals of either of the High Contracting Parties shall benefit in matters provided for in the previous article from the treatment accorded to nationals of any third nation, and under the exceptions provided thereunder

a) In the case where the legislation extends the same privilege to nationals of all countries, to their companies or associations under the title of reciprocity.

b) In the case where a treaty or other arrangement is concluded with a third nation with the view to avoid double taxation or to ensure the protection of the revenues of the Public Treasury of one and of the other Party

ARTICLE XIII. — The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy the treatment of the most favoured nation in that which related to taxes of sojourn and in the rights pertaining to police formalities imposed upon foreigners.

المال الحاصل من مبيع املاكهم وبضائعهم اجمالا دون ان يخضعوا كاجانب لرسوم جمركية تزيد او تختلف عن تلك التي تطبق على رعايا الامم الاكثر رعاية في ظروف مماثلة .

المادة الثانية عشرة — يستفيد رعايا اي المتعاقدين الساميين في الامور المنصوص عليها في المادة السابقة من المعاملة التي يتمتع بها رعايا اية امة ثالثة وبموجب الاستثناءات المنصوص عليها فيما يلي :

(ا) حيث يقضي التشريع بمنح نفس ذات الامتياز رعايا جميع البلدان وشركاتها وجمعياتها بصفة المعاملة بالمثل .

(ب) حيث تعقد معاهدة او يتخذ اي تدبير اخر مع امة ثالثة احترازا من تكرار الضرائب او صونا لموارد الخزينة العامة الخاصة بكل من الفريقين.

المادة الثالثة عشرة — يتمتع رعايا كل من المتعاقدين الساميين بالمعاملة التي تصيب الامة الاكثر رعاية فيما يتعلق بضرائب الاقامة والحقوق التي لها علاقة بمعاملات البوليس التي تفرض على الاجانب .

ARTICLE XIV. — The nationals, companies or associations of each of the High Contracting Parties shall not be subjected to treatment less favourable than that accorded to the nationals of the most favoured nations, as to requisitions on their property and prestations or expropriation for the cause of public utility and to all restrictive measures bearing on their property, rights and interests legally possessed.

They shall be allowed to benefit from the laws governing the lease of places of habitation and places for the use of commerce and industry

ARTICLE XV. — The citizens of each of the two High Contracting Parties in the territory of the other shall be exempted from all cumpulsory military services whatsoever. They shall similarly be exempted from all contributions, whether pecuniary or in kind imposed as an equivalent for personal service, and finally from any military exaction or requisition. The charges connected with the possession of any property are however excepted as well as compulsory billeting and other special military exactions or requisitions to which all citizens of the other Contracting Par-

المادة الرابعة عشرة — لن يخضع رعايا أو شركات أو جمعيات اي المتعاقدين الساميين لمعاملة تقل عن تلك التي تصيب رعايا الامم الاكثر رعاية فيما يتعلق بمصادرة املاكهم او نزع الملكية منهم لاجل المنفعة العامة او بجميع الاجراءات المتعلقة باملاكهم وحقوقهم ومصالحهم المتملكة بصورة شرعية .

ويسمح لهم ان يستفيدوا من القوانين التي تشمل اجور محلات السكن ومحلات التجارة والصناعة .

المادة الخامسة عشرة — يعفى رعايا كل من المتعاقدين الساميين في اراضي الاخر من جميع الخدمات العسكرية الاجبارية على الاطلاق ؛ ويعفون كذلك من جميع التبرعات المالية او العينية التي تفرض كبدل عن الخدمة الشخصية وكذلك من اية تكاليف او مصادرات عسكرية ويتناول الاعفاء الرسوم المتعلقة بامتلاك اي ملك بالحجز الاجباري والتكاليف والمصادرات العسكرية

ty may be liable as occupiers of buildings

In so far as either of the Contracting Parties may levy any military exactions or requisitions on the citizens of the other it shall accord the same compensation in respect thereof as is accorded in similar circumstances to its own citizens.

In the above respect the citizens of one of the two High Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favoured treatment than that which is, or may be accorded to citizens of the most favoured nation.

ARTICLE XV a. — It shall be free to each of the two High Contracting Parties to appoint Diplomatic Representatives, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular agents to reside in the towns and ports of the territories of the other to which such representatives, of any other nation may me admitted by the respective Governements. Such Diplomatic Representatives, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and other Consular agents however shall not enter upon their function until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent

الخاصه التي تخضع لها مواطنو المتعاقد الاخر كساكني ابنيه .

وحيث تفرض احد المتعاقدين ايه تكاليف او مصادرات عسكرية على رعايا المتعاقد الاخر فانه يمنح عنها ذات التعويض الذي يمنح في ظروف مماثله لرعاياه .

ولن يلاقي رعايا اي المتعاقدين الساميين في اراضي المتعاقد الاخر فيما يتعلق بالامور المذكورة اعلاه معاملة ادنى من تلك التي يتمتع بها مواطنو الامه الاكثر رعايه .

المادة الخامسة عشره — (١) لاى من المتعاقدين الساميين الحريه في ان يعين ممثلين دبلوماسيين وقناصل عامين وقناصل ونائبي قناصل ووكلاء قنصليين يقيمون في مدن ومرافىء المتعاقد الاخر التي تسمح حكومته لممثلي الامم الاخرى بان يدخلوها . ولن يتسلم اولئك الممثلون الدبلوماسيون والقناصل العامون والقناصل ونواب القناصل والوكلاء القنصليون وظائفهم الا بعد ان تجري الموافقة على تعيينهم وقبولهم بالشكل المألوف لدى الحكومه التي يوفدون اليها .

ARTICLE XVI. — The High Contracting Parties agree that should there arise between them any difference of whatever nature which may likely cause a rupture in their relations, they shall seek for a solution of the same by means of negociations : and should no agreement be reached by this means then and in that case the High Contracting Parties agree to submit the question to arbitration

المادة السادسة عشرة — يتفق المتعاقدان الساميان على انه في حالة نشوب اي اختلاف بينهما مهما كان نوعه مما قد يصدع العلاقات بينهما فانهما يعمدان في حل ذلك الاختلاف الى طريقة المفاوضة ، واما اذا تعذر الاتفاق بهذه الطريقة فان المتعاقدين الساميين يتفقان على طرح القضية للاحتكام .

ARTICLE XVI a. — For every such case of dispute the Court of Arbitration shall be formed in the following manner

المادة السادسة عشرة (أ) — تؤلف محكمة التحكيم في مثل تلك الحالات من الخلاف بالشكل الآتي :

Each Party shall appoint one of its nationals as one of the arbitrators and should the two High Contracting Parties fail to agree upon the selection of a Chairman within four months after, they shall request the President of the Administration Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague to appoint à Chairman of a neutral nationality. The decision of the Court shall have binding force.

يعين كل فريق احد رعاياه كواحد من المحكمين واذا لم يتفق المتعاقدان الساميان على اختيار رئيس في خلال اربعة اشهر فانهما يطلبان عندئذ من رئيس المجلس الاداري في محكمة لاهاي الدائمة ان يعين رئيسا من امة حيادية ، ويكون لقرار تلك المحكمة قوة الزامية

ARTICLE XVII. — The present Treaty shall be ratified in accordance with the constitutional laws of the Contracting Parties and the ratifications shall be exchanged in Monrovia.

المادة السابعة عشرة — تبرم هذه المعاهدة بموجب قوانين المتعاقدين الدستورية وتجري مبادلة وثائق الابرام في مونروفيا .

It is concluded for a period of ten years renewable upon the same terms if one of the other High Contracting Parties does not denounce it within six months before expiration of the period in course.

وتعقد المعاهدة لمدة عشر سنوات قابلة التجديد بذات الشروط اذا لم يعلنها احد المتعاقدين [illegible] خلال ستة اشهر قبل انتهاء المدة

The denounsition may be total or may refer to but one or several portions of the Treaty, and in that case, the articles denounced shall only be considered as abrogated or annuled the Treaty remaining articles.

ويمكن ان يكون النقض كليا او ان يتناول جزءا واحدا او اكثر من المعاهدة وفي هذه الحالة تعتبر المواد المرفوضة لاغية وتظل المعاهدة سارية [illegible] على المواد [illegible]

ARTICLE XVIII. — In the event of a difference arising in respect of the interpretation of the wording the present Treaty the English text shall control

المادة الثامنة عشرة — [illegible] اختلاف يقع في تفسير نصوص هذه المعاهدة [illegible] النص الانجليزي [illegible] الاعتبار .

ARTICLE XIX. — Nothing in this Treaty shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation of importation of gold or silver or to prevent the adoption of such measures as either High Contracting Party may see fit to adopt or impose with respect to the prohibition or the control of the export or sale of arms, ammunition, or implements of war and in exceptional circumstances all military supplies

المادة التاسعة عشرة — [illegible] هذه المعاهدة ما يفسر بانه [illegible] اتخاذ الاجراءات التي تحظر او تحدد تصدير او استيراد الذهب او الفضة او ما يمنع فرض مثل هذه الاجراءات في حظر او مراقبة تصدير او بيع الاسلحة او الذخائر او المهمات الحربية وفي ظروف استثنائية جميع المواد العسكرية .

Subject to the requirement that under like circumstances and conditions there shall be no arbi

ويشترط ان لا [illegible] في [illegible] احوال متشابهة [illegible]

trary discrimination by either Contracting Party against the other in favour of any third country the stipulations of this Treaty shall not extend to prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grond ; (2) designed to protect human, animal or plant life or health ; (3) relating to prison made goods ; (4) relating to the enforcement of Police on Revenue law

ARTICLE XX. — Subject to any limitation or exception hereinabove set forth, or hereinafter to be agreed upon, the territories of the High Contracting Parties to which the provisions of this Treaty extend shall be understood to comprise all areas of land and water over which the Parties, respectively claim and exercise domination as sovereign thereof and which have not been closer by its laws to aliens.

The stipulations of this Treaty do not extend to advantages now accorded or which may hereafter be accorded to neighboring States in order to facilitate short frontier trafic, or to advantages resulting from a customs union to which either High Contracting Party may become party so long as such advantages are not extended to any other Country

من قبل احد المتعاقدين بحق الاخـر لصلحة اي بلد ثالث فان نصـوص هذه المعاهدة لن تشمل عروض اى حظر او تقييد بوضع لاسباب (١) اخلاقية او انسانية (٢) لصيانة حياة او سلامة اى انسان او حيوان او نبات و (٣) فيما يتعلق ببضائع مصنوعة في السجون ( ) فيما يتعلق بتنفيذ قوانين البوليس او التحصيل .

المادة العشرون — ان اراضي المتعاقدين السامين التي تشملها احكام هذه المعاهدة ، بشرط ان تكون خاضعة لاي تحديد او استثناء وارد اعلاه او سيصير الاتفاق عليه فيما بعد ، يفهم منها بانها تتألف من جميع المناطق البرية والمائية التي سيطر عليها او يسودها المتعاقدان والتي لم تغلق بموجب قوانينها في وجه الغرباء .

ولن تشمل نصوص هذه المعاهدة الامتيازات الممنوحة حاليا للدول المتاخمة تسهيلا لاجتياز الحدود الى مدى قصير او الامتيازات الناجمة من اتحاد جمركي قد يتفق عليه المتعاقدان الساميان حاليا ان مثل تلك الامتيازات لا تشمل اي بلد اخر .

IN WITNESS WHEREOF the respective Plenipotentiaires have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate, at Monrovia, this ninth day of July, nineteen hundred and forty-eight.

Gabriel L. DENNIS

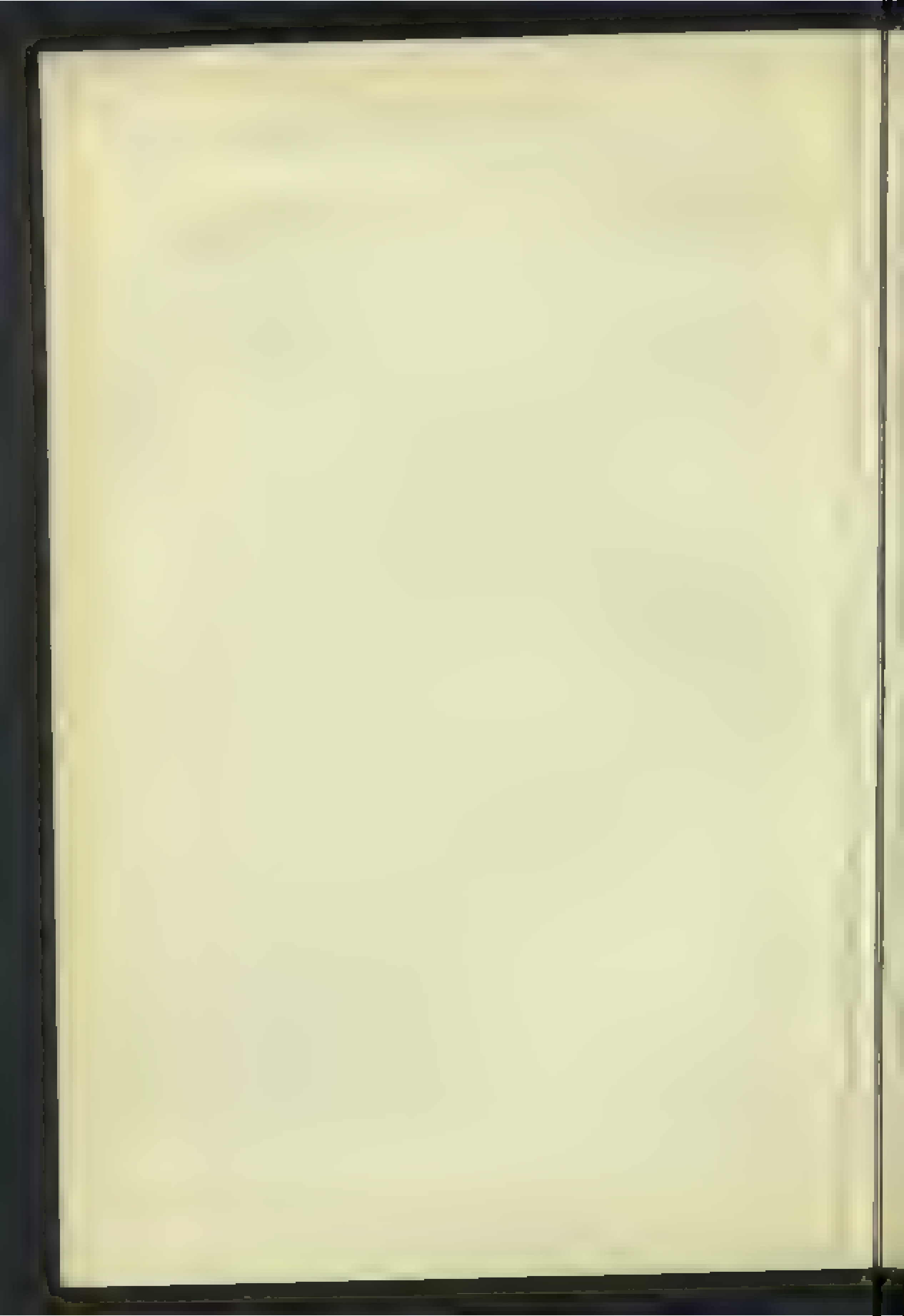
SALEH EL-KHALIL

واثباتا لما تقدم وقع المفوضان هذه المعاهده ومهراها بختميهما

حررت في مونروفيا على نسختين في هذا اليوم التاسع من شهر تموز سنه الف وتسعمائة وثمانية واربعين .

كابريال دينيس
ناظر خارجية ليبيريا

صلاح الخليل
قنصل لبنان العام



MEXIQUE

المكسيك

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — MEXIQUE

اتفاقات دولية

بين لبنان والمكسيك

APRES NOVEMBRE 1943

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- **26 Juillet 1950**
  Mexico
  CONVENTION CULTURELLE

- **٢٦ تموز ١٩٥٠**
  مكسيكو
  اتفاق ثقافي

CONVENTION
CULTURELLE

- Signée le 26 Juillet 1950
- à Mexico
- Ratification autorisée par la loi du 12 Février 1951
- Les textes officiels sont établis en langues arabe et espagnole.

اتفاق
ثقافي

- وقع عليه في ٢٦ تموز ١٩٥٠
- في مكسيكو
- أجيز التصديق عليه بموجب قانون ١٢ شباط ١٩٥١
- وضع النصان الرسميان المعتمدان باللغتين العربية والاسبانية

ان رئيس الجمهورية اللبنانية ،

ورئيس الولايات المتحدة المكسيكية ،

رغبة منهما في تقوية أواصر التفاهم المتبادل بين البلدين وفي توثيق عرى الصداقة والثقة التي تجمعهما ومع الاحترام المتبادل لثقافة كل منهما الخاصة وللمؤسسات الوطنية ومع تنمية علاقاتهما الثقافية المختلفة .

قررا التوقيع على اتفاقية لهذه الغاية وعينا مفوضيهما المطلقي الصلاحية ،

عن رئيس الجمهورية اللبنانية : سعادة جوزف ابو خاطر ، المندوب فوق العادة ووزير لبنان المفوض لدى الحكومة المكسيكية .

عن رئيس الولايات المتحدة المكسيكية سعادة مانويل تلو ، وكيل الخارجية القائم بأعمال الوزارة .

الذين بعد أن تبادلا أوراق اعتمادهما ووجداها مطابقة للأصول المرعية اتفقا على الأحكام الآتية .

المادة الاولى — ان الطرفين الساميين المتعاقدين سيبذلان ما بوسعهما لوضع أسس ثابتة لعلاقتهما الثقافية وسيتعاونان لهذه الغاية بالطريقة الوثقى .

المادة الثانية — ان الطرفين الساميين المتعاقدين في سبيل تحقيق الهدف المشار اليه في المادة السابقة سيبذلان جهودهما لتعزيز العلاقات الثقافية

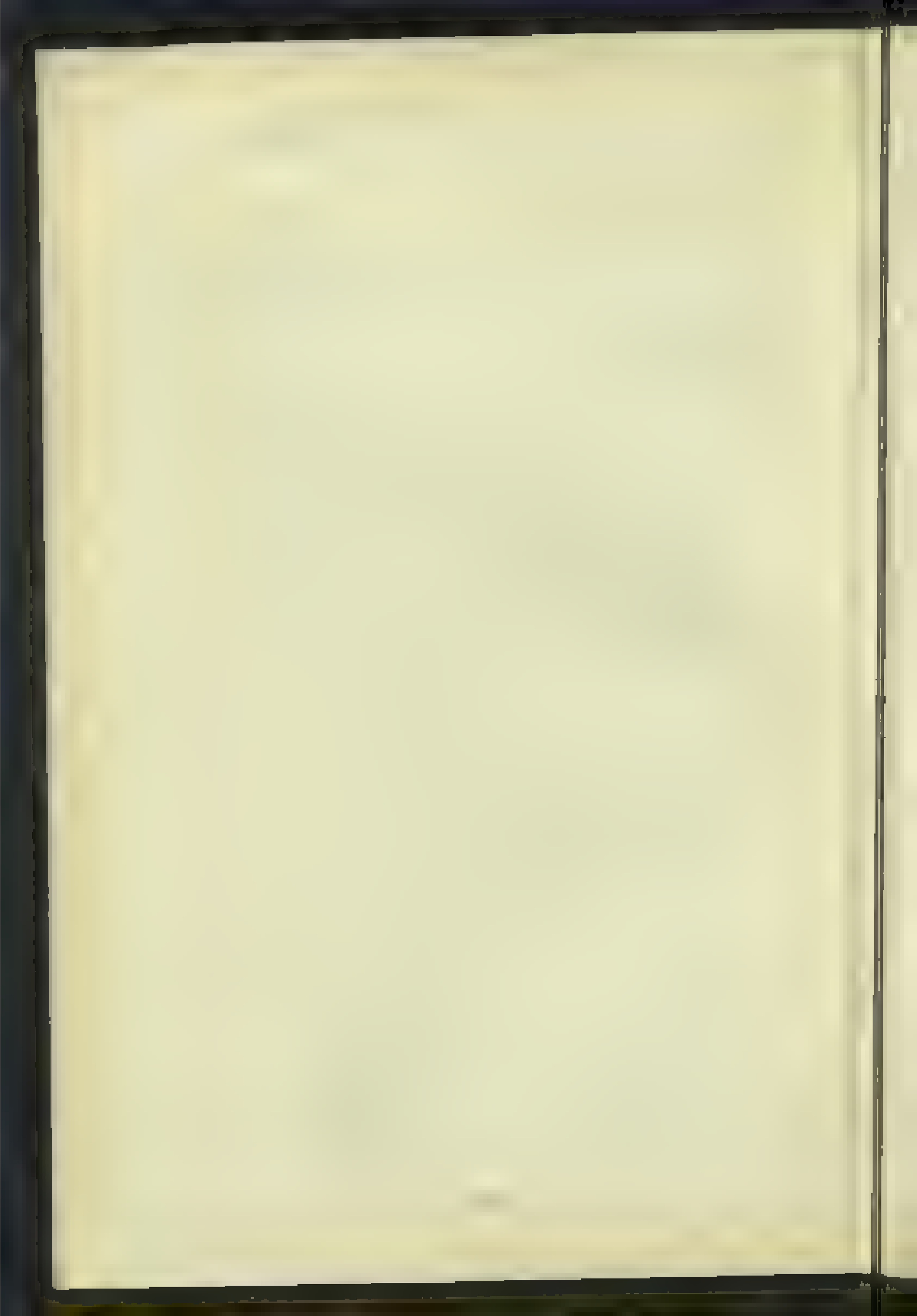
بين البلدين في ميدان العلوم والفنون الجميلة والمسرح والاداب والسينما والتصوير الشمسي والاذاعة اللاسلكية والرياضة البدنية .

وستعمد السلطات المختصة لكل من الطرفين الساميين المتعاقدين وبالاتفاق المشترك الى اتخاذ التدابير التفصيلية الضرورية لتنفيذ الاحكام السابقة اخذة بعين الاعتبار التشريع المتعلق بالتعليم في كل من البلدين .

المادة الثالثة — يجري التصديق على هذه الاتفاقية وتدخل في حيز التنفيذ بعد ثلاثين يوما بعد تبادل وثائق التصديق الذي سيجري في مدينة مكسيكو في اقرب فرصة ممكنة .

لكل من الطرفين الساميين المتعاقدين الحق بان ينقض هذه الاتفاقية حينما يرى ذلك مناسبا ؛ على انها تبقى نافذة ستة اشهر بعد تاريخ النقض .

بناء على ذلك وقع كل من المندوبين المطلقي الصلاحية على نسختين من هذه الاتفاقية باللغتين العربية والاسبانية في مدينة مكسيكو في اليوم السادس والعشرين من شهر تموز سنة ١٩٥٠ ومهراها بخاتميهما .



PAYS-BAS

ACTES DIPLOMATIQUES
LIBAN — PAYS-BAS

AVANT NOVEMBRE 1943

- 1er Février 1941
  PROTOCOLE DE
  PAYEMENTS FRANCO-
  HOLLANDAIS

  - Arrêté 136/LR du 10 Juin 1941 portant mise en vigueur de ce protocole au Liban et en Syrie

APRES NOVEMBRE 1943

- 20 Septembre 1949
  Beyrouth
  ACCORD DE
  TRANSPORTS AERIENS

هولندا

اتفاقات دولية
بين لبنان وهولندا

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- ١ شباط ١٩٤١
  بروتوكول
  بشأن المدفوعات الفرنسية – الهولندية

  - قرار ١٣٦/ل ر تاريخ ١٠ حزيران ١٩٤١ تنفيذ هذا البروتوكول في لبنان وسوريا

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- ٢٠ أيلول ١٩٤٩
  بيروت
  اتفاق النقل الجوي

ACCORD
DE TRANSPORTS AERIENS

- Signé à Beyrouth
- Le 30 Septembre 1949
- Ratification autorisée par la loi du 12 Février 1951
- Le texte officiel est établi en langue française

La Gouvernement de la République Libanaise,

et

Le Gouvernement des Pays-Bas,

désirant stimuler le transport aérien civil entre le Liban et les Pays-Bas et prenant en considération la Résolution adoptée en date du 7 décembre 1944 à la Conférence Internationale de l'Aviation Civile de Chicago, conviennent de ce qui suit

ARTICLE I. — Les Parties contractantes s'accordent réciproquement les droits spécifiés à l'Annexe ci-jointe, nécessaires à l'établissement des Services aériens y mentionnés (appelés ci-après « Services convenus »).

ARTICLE II. — (1) Les services convenus pourront être inau-

اتفاق
النقل الجوي

- وقع عليه في بيروت
- في ٣٠ ايلول ١٩٤٩
- أجيز التصديق عليه بموجب قانون ١٢ شباط ١٩٥١
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة الفرنسية .

لما كانت حكومة الجمهورية اللبنانية وحكومة هولندا ترغبان في تعزيز النقل الجوي المدني بين لبنان وهولندا وتأخذان بعين الاعتبار القرار المتخذ في ٧ كانون الاول سنة ١٩٤٤ في المؤتمر الدولي للطيران المدني في شيكاغو، فقد اتفقتا على ما يلي

المادة الاولى — يمنح كل من الفريقين المتعاقدين الفريق الثاني الحقوق المبينة في الملحق المرفق بهذا الاتفاق لانشاء الخطوط الجوية المذكورة في هذا الملحق (المدعوة فيما بعد بالخطوط المتفق عليها).

المادة الثانية — (١) — يمكن ان تدشن الخطوط المتفق عليهما

gurée immédiatement ou à une date ultérieure au choix de la Partie contractante à qui les droits sont accordés, mais pas avant que (a) la Partie contractante à qui les droits ont été accordés, a désigné une ou plusieurs entreprises de transport aérien pour la ou les routes spécifiées et (b) la Partie contractante accordant les droits a délivré la permission d'exploitation appropriée à ou aux entreprises de transport aérien en question (ce qu'elle fera, sous réserve des dispositions du paragraphe (2) de cet Article et de l'Article VI sans délai déraisonnable).

(2) La ou les entreprises de transport aérien désignées pourront être requises par les autorités aéronautiques de la Partie contractante qui accorde les droits de satisfaire aux conditions prescrites, aux termes des lois et règlements normalement appliqués par ces mêmes autorités, en matière d'exploitation de transports aériens commerciaux.

(3) Dans les zones occupées par des militaires, ou dans les zones affectées de ce fait, l'inauguration restera soumise, où cela sera nécessaire, à l'assentiment des autorités militaires compétentes.

ARTICLE III. — Pour éviter toutes discriminations et assurer

فورا او فيما بعد حسب اختيار الفريق المتعاقد الذي منحت له الحقوق على ان لا يجري (ا) قبل ان يكون الفريق المتعاقد الذي منح الحقوق قد عين مؤسسة اومؤسسات النقل الجوي التي ستعمل على هذا الخط او هذه الخطوط كما هو موضح . (ب) قبل ان يكون الفريق المتعاقد الذي يمنح الحقوق قد اعطى اذن الاستثمار اللازم الى مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي ، وهذامايعمله هذا الفريق مع احتفاظه بالاحكام الوارده في الفقرة الثانيه من هذه المادة والمادة السادسه بدون تاخير غير معقول .

(٢) يجوز للسلطات الجوية التابعه للفريق المتعاقد ان تطلب من مؤسسه او مؤسسات النقل الجوي التي عينها الفريق الاخر تحقيق الشروط التي توجبها القوانين والانظمة التي تطبقها عادة السلطات المذكورة فيما يتعلق باستثمار المواصلات الجويه التجارية .

٣ تخضع تدشين الخطوط الجويه في المناطق التي يحتلها عسكريون او في المناطق التي يؤثر فيها الاحتلال العسكري وحيث يكون ذلك ضروريا موافقه السلطات العسكريه المختصه

المادة الثالثة ـ تجنبا لكل تمييز

l'égalité de traitement, il est convenu que

a) Chacune des Parties contractantes pourra imposer ou permettre que soient imposées des taxes justes et raisonnables pour l'utilisation des aéroports et autres facilités. Chacune des Parties contractantes convient cependant que ces taxes ne seront pas plus élevées que celles qui seraient payées pour l'utilisation desdits aéroports et facilités par ses aéronefs nationaux employés à des services internationaux similaires.

(b) Les carburants, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange, introduits dans ou pris à bord des aéronefs sur le territoire d'une Partie contractante par l'autre Partie contractante, ou par ses nationaux, et destinés uniquement à l'usage des aéronefs de cette dernière, bénéficieront de la part de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'aéronef aura pénétré, du traitement national ou du traitement accordé aux autres entreprises de transport aérien étrangères en ce qui concerne l'imposition de droits de douane, de frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux

(c) Les aéronefs des services convenus, les stocks de carburants, d'huiles lubrifiantes, de

وتأمينا للمساواة في المعاملة ـــــــ الاتفاق على ما يأتي :

(أ) يجوز لكل من الفريقـــــين المتعاقدين أن يفرض أو يسمح بفرض رسوم عادلة ومعقولة لاستخـــــدام المطارات أو للاستفادة من التسهيلات الاخرى ، وقد وافق كل من الفريقين المتعاقدين على الا تزيد هذه الرسوم عن الرسوم التي تدفعها الطائرات الوطنية العاملة على خطوط دوليـــة مماثلة لدى استخدامها لمطـــارات المذكورة او انتفاعها بالتسهيـــــلات نفسهـــــا .

ب) يعامل الوقود وزيوت التشحيم وقطع التبديل التي يدخلها احـــد الفريقين المتعاقدين (او مواطنـــوه او التي تحملها طائرات فوق اراضـــي الفريق الاخر والمخصصة فقـــط لاستعمال طائرات هذا الفريق الاخير، معاملة لا تقل عن معاملة طائـــرات النقل الجوي الوطنية او مؤسســـات النقل الجوي الاجنبية وذلك فيمـــا يتعلق بالرسوم الجمركية ورســـوم التفتيش وسائر الضرائب والرسوم الوطنية الاخرى .

ج) ان طائرات الخطوط المتفـــق عليها وكميات الوقود وزيوت التشحيم

pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord demeurant à bord des aéronefs civils des entreprises de transports aériens des Parties contractantes autorisées à exploiter les routes et les services spécifiés à l'Annexe seront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie contractante ou à leur départ de celui-ci, exempts de droits de douane, frais d'inspection ou autres droits ou taxes similaires, même au cas où ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours de vols au-dessus dudit territoire.

وقطع الغيار والتجهيزات العادية والمؤن المخصصة للطائرات والتي تبقى داخل الطائرات المدنية التابعة لمؤسسات النقل الجوي لدى الفريقين المرخص لهما باستخدام الخطوط والمواصلات المبينة بالملحق المرفق بهذا الاتفاق كل ذلك يعفى لدى الوصول الى اراضي الفريق الاخر او لدى السفر منها من رسوم الجمرك ورسوم التفتيش او غيرها من الضرائب والرسوم المماثلة حتى ولو استعملت او استهلكت المؤن المشار اليها اثناء تحليق الطائرات المذكورة فوق اراضي الفريق الثاني .

(d) Les marchandises ainsi exemptes ne pourront être débarquées qu'avec l'assentiment des autorités douanières de l'autre Partie contractante. Elles devront être gardées, sous le contrôle des douanes, jusqu'à leur réexportation.

د - ان البضائع المعفاة من الرسوم كما هو مبين اعلاه لا يمكن انزالها الا بعد موافقة السلطات الجمركية لدى الفريق الاخر ، ويجب حراستها تحت اشراف الجمارك الى ان يعاد تصديرها .

ARTICLE IV. — Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des Parties contractantes seront reconnus valables par l'autre Partie contractante aux fins d'exploitation des routes et des services spécifiés à l'Annexe. Cependant chaque Par-

المادة الرابعة — يعترف كل من الفريقين المتعاقدين بشهادات الطيران وشهادات الاهلية والاجازات الصادرة عن الفريق الاخر او المصادق عليها منه وذلك فيما يتعلق باستثمار الطرق والخطوط المبينة في الملحق . ومع ذلك فان كلا من الفريقين

tie contractante se réserve le droit de ne pas reconnaitre valables pour la circulation au-dessus de son propre territoire les brevets d'aptitude et licences conférés à ses propres ressortissants par un autre Etat.

ARTICLE V. — (a) Les lois et règlements d'une Partie contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire pour les aéronefs employés à la navigation aérienne internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation des dits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire s'appliqueront sans distinction de nationalité aux aéronefs des Parties contractantes, et lesdits aéronefs devront s'y conformer à l'arrivée, au départ et durant leur présence dans les limites du territoire de cette Partie contractante.

(b) Les lois et règlements d'une Partie contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire de passagers, d'équipages ou de marchandises transportées par des aéronefs, tels que ceux régissant l'entrée, les formalités de congé, d'immigration, les passeports, les douanes et la quarantaine seront observés soit personnellement soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom par les passagers, équipages et marchandises de ou des entrepri-

المتعاقدين يحتفظ بحقه فيما يتعلق بالطيران فوق اراضيه في عدم الاعتراف بشهادات الاهلية والاجازات التي تمنحها دولة اخرى لرعاياها .

المادة الخامسة : ا) ان القوانين والانظمة المعمول بها لدى احد الفريقين والمتعلقة بدخول الطائرات العاملة في الملاحة الجوية الدولية الى اراضيه او مغادرتها لها او المتعلقة بتشغيل تلك الطائرات في اراضيه وطيرانها فوقها تسري دونما تمييز في الجنسية على طائرات الفريقين المتعاقدين وعلى الطائرات المذكورة ان تتقيد بهذه القوانين والانظمة لدى الوصول والذهاب وطوال وجودها في حدود اراضي الفريق المذكور .

ب) ان القوانين والانظمة المعمول بها لدى احد الفريقين المتعاقدين بشأن دخول اراضيه او الخروج منها فيما يتعلق بالركاب والطيارين او البضائع المنقولة بواسطة الطائرات كالقوانين والانظمة المتعلقة بالدخول والخروج واجراءات الفرص والهجرة وجوازات السفر والجمارك والحجر الصحي ، تطبق اما شخصيا او بواسطة من ينوب عنهم ، على الركاب والطيارين وعلى من يرسل

ses de transport aérien de l'autre Partie contractante durant leur séjour dans les limites du territoire de la Première Partie.

ARTICLE VI. — Chaque Partie contractante se réserve le droit de refuser ou de révoquer l'autorisation d'exploitation accordée aux entreprises désignées par l'autre Partie contractante conformément aux dispositions contenues dans le présent accord, si ces entreprises ne fournissent pas, au cas où cela leur serait demandé, la preuve que la part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de l'entreprise elle-même sont entre les mains de nationaux de l'une ou de l'autre Partie contractante, ou si ces entreprises ne se conforment pas aux lois et règlements visés à l'article V ou si elles ne remplissent pas les conditions sur la base desquelles les droits d'exercice sont concédés conformément au contenu du présent Accord.

ARTICLE VII. — Le présent Accord et tous les contrats y relatifs seront enregistrés à l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile (O.A.C.I.)

ARTICLE VIII. — Si l'une ou l'autre des Parties contractantes estime désirable de modifier une clause quelconque de l'Accord ou de son Annexe, les autorités aéro-

بضائع بواسطة مؤسسة أو مؤسسات النقل الجوي التابعة للفريق الآخر .

المادة السادسة ـ يحتفظ كل فريق متعاقد بحقه في إيقاف أو إلغاء الترخيص في الاستثمار الممنوح للمؤسسات التي عينها الفريق الآخر وفقا لأحكام هذا الاتفاق فيما إذا لم تقدم هذه المؤسسات ، عندما يطلب إليها ، الدليل على أن الجزء الأكبر من ملكيتها وإدارتها الفعلية في يد رعايا أي من الفريقين المتعاقدين أو إذا لم تتقيد هذه المؤسسات بقوانين الفريق الآخر ونظمه وفقا لما جاء في المادة الخامسة أو إذا لم تتقيد بالشروط التي منحت الحقوق على أساسها بمقتضى هذا الاتفاق .

المادة السابعة ـ يسجل هذا الاتفاق وما يتعلق به من عقود لدى منظمة الطيران المدني الدولي .

المادة الثامنة ـ إذا رغب أحد الفريقين المتعاقدين في تعديل أية مادة في الاتفاق أو في ملحقه فإن سلطات الطيران المدني المختصة لدى كل من

nautiques compétentes des Parties contractantes se consulteront en vue de procéder à une telle modification. Les consultations devront avoir lieu dans les 60 jours à partir de la date de la demande. Au cas où lesdites autorités arrivent à un accord sur les modifications à apporter, ces modifications entreront en vigueur seulement après avoir été confirmées par un échange de notes diplomatiques.

ARTICLE IX. — Tout differend entre les Parties contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord ou de son Annexe, qui ne pourrait être réglé par voie de négociations directes, sera soumis à un jugement d'arbitrage au choix des Parties contractantes ou à la Cour Internationale de Justice. Les Parties contractantes s'engagent à se conformer aux décisions du jugement d'arbitrage ou à celles prononcées par la Cour Internationale de Justice, lesquelles en tout cas seront considérées comme définitives

ARTICLE X. — Chaque Partie contractante pourra à tout moment notifier à l'autre Partie contractante son désir de dénoncer le présent Accord. Une telle dénonciation doit être faite en même temps à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

الفريقين تتشاور في سبيل اجراء هذا التعديل . وتبدا المشاورات خلال ستين يوما من تاريخ الطلب . وفي حالة وصول السلطات المذكورة الى اتفاق حول التعديلات الواجب ادخالها فان هذه التعديلات تدخل في حيز التنفيذ فقط لدى تاكيدها عن طريق تبادل المذكرات الدبلوماسية

المادة التاسعة ــ كل خلاف قد ينشأ بين الفريقين بشأن تفسير او تطبيق هذا الاتفاق والملحق المرفق به والذي لا يمكن حسمه بالمفاوضات المباشرة ، يعرض على هيئة تحكيمية او على محكمة العدل الدولية حسب اختيار الفريقين . ويتعهد الفريقان بالتقيد بالقرار التحكيمي او بالحكم الصادر عن محكمة العدل الدولية ، وكلاهما يعتبر نهائيا .

المادة العاشرة ــ يجوز لاي من الفريقين المتعاقدين في اي وقت شاء اعلام الفريق الآخر برغبته في نقض هذا الاتفاق . ويجب ابلاغ ذلك الى منظمة الطيران المدني الدولي .

Le présent Accord cessera d'avoir effet dès la date communiquée dans ladite notification, mais en tout cas, douze mois au moins à partir du jour où la deuxième Partie contractante en aura reçu communication. Cette communication de dénonciation pourra être remplacée par un accord ultérieur passé avant l'échéance du délai susdit

Au cas où l'autre Partie contractante omettrait d'en accuser réception, on considèrera la communication comme parvenue à son adresse 14 jours après la réception de la même communication par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale

ARTICLE XI. — Le présent Accord entrera en vigueur provisoirement à la date de sa signature et définitivement, aussitôt que les formalités prévues par la législation intérieure de chacune des Parties contractantes auront été accomplies.

EN FOI DE QUOI, les soussignés Plénipotentiaires dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent Accord.

FAIT à Beyrouth le 20 Septembre 1949 en double exemplaire en langue française

وينتهي مفعول الاتفاق منذ التاريخ المحدد في مخابرة النقض وعلى كل حال بعد مضي اثني عشر شهرا من تاريخ تسلم الفريق الثاني لمخابرة النقض . غير انه يمكن استبدال هذه المخابرة باتفاق جديد يجري قبل انقضاء المدة المذكورة اعلاه .

واذا تمنع الفريق الثاني المتعاقد عن ابلاغ استلامه لهذه المخابرة فانها تعتبر واصلة بعد مضي ١٤ يوما على استلام منظمة الطيران المدني الدولي لها .

المادة الحادية عشرة — يدخل هذا الاتفاق في حيز التنفيذ مؤقتا ابتداء من تاريخ توقيعه ونهائيا فور اتخاذ الاجراءات التي تنص عليها القوانين الداخلية بين كل من الفريقين المتعاقدين .

واثباتا لذلك وقع المندوبون المفوضون من حكوماتهم على هذا الاتفاق .

حرر في بيروت في عشرين ايلول سنة ١٩٤٩ على نسختين باللغة العربية .

ANNEXE I

I

Les entreprises désignées par une Partie contractante jouiront sur le territoire de l'autre Partie contractante du droit de transit et du droit d'escale pour des fins non commerciales, elles pourront aussi utiliser les aéroports et les facilités complémentaires prévus pour le trafic international. Elles jouiront, en outre, sur le territoire de l'autre Partie contractante et sur les lignes définies aux tableaux ci-après du droit d'embarquer et du droit de débarquer, en trafic international des passagers, des envois postaux et des marchandises, aux conditions du présent Accord.

II

Etat des lignes à exploiter par la ou les entreprises de transports aérien à désigner par le Gouvernement Libanais

Liban — Grèce — Italie — France — Pays-Bas — et aux points au delà, dans les deux directions

N.B. L'entreprise de navigation aérienne pourra à son choix omettre des points mentionnés dans les routes ci-dessus indiquées.

ملحق ١

١

ان مؤسسات الطيران التي يعينها احد الفريقين المتعاقدين تتمتع في اراضي الفريق المتعاقد الاخر بحق المرور وبحق الهبوط لاغراض غير تجارية . ويمكنها ايضا استخدام المطارات والتسهيلات الاضافية المقررة للمواصلات الدولية . وهي تتمتع فوق ذلك في اراضي الفريق الثاني وعلى الخطوط المبينة ادناه بحق حمل الركاب وانزالهم وحمل البريد والبضائع وانزالها وفقا لشروط هذا الاتفاق وذلك اذا كانت تقوم برحلات دوليه .

٢

لائحة بالخطوط التي تنوي تشغيلها مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي التي تعينها الحكومه اللبنانيه :

لبنان ــ اليونان ــ ايطاليا ــ فرنسا هولاندا ــ وما وراء ذلك في الاتجاهين

ملاحظه : يجوز لمؤسسة الملاحة الجويه حسب اختيارها ان تهمل بعض النقاط المذكورة في الطرق المبينة اعلاه .

ANNEXE II

I

Les entreprises désignées par une Partie contractante jouiront sur le territoire de l'autre Partie contractante du droit de transit et du droit d'escale pour des fins non commerciales ; elles pourront aussi utiliser les aéroports et les facilités complémentaires prévus pour le trafic international. Elles jouiront, en outre, sur le territoire de l'autre Partie contractante et sur les lignes définis aux tableaux ci-après du droit d'embarquer et du droit de débarquer en trafic international des passagers, des envois postaux et des marchandises, aux conditions du présent Accord.

Chéhadé El GHOSSEIN,
Directeur Général p.i. du Ministère
des Affaires Etrangères

H. HAGENAAR
Chargé d'Affaires a.i.
des Pays-Bas au Caire

II

Etats des lignes à exploiter par la ou les entreprises de transport aérien à désigner par le Gouvernement des Pays-Bas:

A. Pays-Bas — France — Italie — Grèce — Liban — Iraq (Bassorah) et aux points au delà, dans les deux directions.

B. Pays-Bas — Liban — Iraq (Bassorah) — Pakistan — Inde et au delà dans les deux directions.

N.B. L'entreprise de navigation aérienne pourra à son choix omettre des points mentionnés dans les routes ci-dessus indiquées.

شحادة الغصين
المدير العام بالوكالة لوزارة
الخارجية والمغتربين

هـ. هاجينار
القائم بالأعمال بالوكالة للمفوضية
الهولاندية في القاهرة

ECHANGE DE LETTRES

Monsieur H. HAGENAAR
Chargé d'Affaires a.i.
des Pays-Bas au Caire

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Me référant à l'Accord relatif au transport aérien entre le Liban et les Pays-Bas, conclu en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer qu'il est entendu par mon Gouvernement que l'utilisation de la 5ème liberté de l'air par les Services aériens néerlandais entre Beyrouth et Bassorah est subordonnée à la conclusion d'un Accord approprié sur le transport aérien entre les Pays-Bas et l'Iraq. Quand un tel Accord existera, le Gouvernement Libanais n'aura pas d'objection à permettre aux entreprises aériennes désignées par les Pays-Bas d'embarquer et de débarquer, en trafic international, des passages, des marchandises et du courrier, dans les deux directions, entre Beyrouth et Bassorah.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

Beyrouth, le 20 septembre 1949

P. le Ministre des Affaires Etrangères et des Libanais d'Outre-Mer et p.o.

CHEHADE EL GHOSSEIN

Son Excellence,
Monsieur Hamid Frangié,
Ministre des Affaires Etrangères
et des Libanais d'Outre-Mer
Beyrouth.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui ainsi conçue

« Me référant à l'Accord relatif au transport aérien entre le Liban et les Pays-Bas, conclu en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer qu'il est entendu par mon Gouvernement que l'utilisation de la 5ème liberté de l'air par les Services aériens néerlandais entre Beyrouth et Bassorah est subordonnée à la conclusion d'un accord approprié sur le transport aérien entre les Pays-Bas et l'Iraq. Quand un tel Accord existera, le Gouvernement Libanais n'aura pas d'objections à permettre entreprises aériennes désignées par les Pays-Bas d'embarquer et de débarquer, en trafic international, des passagers, des marchandises et du courrier, dans les deux directoins, entre Beyrouth et Bassorah ».

« Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération ».

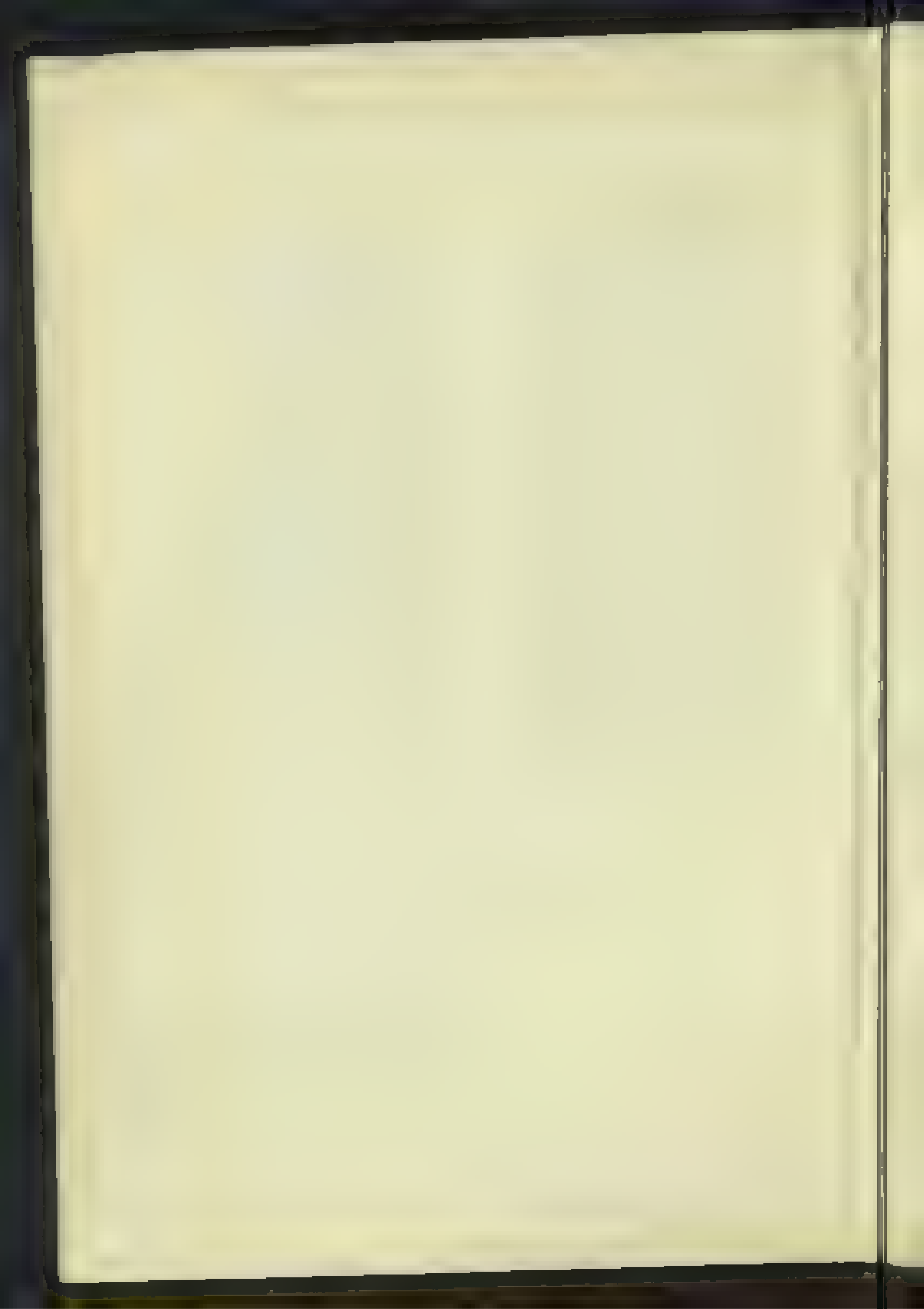
J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Beyrouth, le 20 septembre 1949

Le Chargé d'Affaires a.i.
des Pays-Bas au Caire

H. HAGENAAR



PALESTINE

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN - PALESTINE

AVANT NOVEMBRE 1943

- **23 Décembre 1920**
  CONVENTION FRANCO-BRITANNIQUE
  fixant les limites entre les territoires sous mandat français et britanniques.
  (A D. p. 31)

- **5-11 Juillet 1921**
  ACCORD JUDICIAIRE
  (Convention provisoire pour l'extradition des délinquants)
  (A D. p. 67)

- **11 Juillet 1921**
  ACCORD JUDICIAIRE
  Echanges des actes judiciaires.
  (A D. p. 79

- **3 Février 1922**
  ACCORD
  Paulet-Newcomb
  (Délimitation de frontières)
  (A D. p. 39

- **2 Février 1922 — Londres**
  CONVENTION FRANCO-ANGLAISE
  (Extraits relatifs aux actes judiciaires : commissions rogatoires, (art 5 à 9 et dispositions finales)
  (A D. p. 83

فلسطين

اتفاقات دولية

بين لبنان وفلسطين

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **٢٣ كانون الاول ١٩٢٠**
  اتفاق فرنسي – بريطاني
  بين حدود الاراضي الواقعة تحت الانتداب الفرنسي وتحت الانتداب البريطاني
  (ود – ص ٣١)

- **٥ – ١١ تموز ١٩٢١**
  اتفاق قضائي
  (اتفاق موقت بشأن تسليم المجرمين)
  (ود – ص ٦٧)

- **١١ تموز ١٩٢١**
  اتفاق قضائي
  مبادلة الوثائق القضائية
  (ود – ص ٧٩)

- **٢ شباط ١٩٢٢**
  اتفاق بولي – نيوكومب
  (تعيين حدود)
  (ود – ص ٣٩)

- **٢ شباط ١٩٢٢ – لندن**
  اتفاق فرنسي – بريطاني
  (نصوص متعلقة بالوثائق القضائية وبالانابات : المادة ٥ الى المادة ٩ والمواد الاخيرة من الاتفاق)
  (ود – ص ٨٣)

- 10 Mars 1923
  PROTOCOLE
  (Abornement de la frontière de la Méditerranée à El-Hamme.)
  (A.D. p. 49)

- ١٠ آذار ١٩٢٣
  بروتوكـــول
  (سير الحدود من البحر الابيـــض المتوسط الى الحمــة)
  (و د ـ ص ٤٩)

- 31 Août — 10 Octobre 1925
  ACCORD SUR LA CIRCULATION AUTOMOBILE
  (A.D. p. 101)

- ٣١ آب ـ ١٠ تشرين الاول ١٩٢٥
  اتفاق بشأن سير السيارات
  (و د ـ ص ١٠١)

- ٢ شباط ١٩٢٦

- 2 Février 1926
  CONVENTION DE BON VOISINAGE
  (reglant certaines questions d'ordre administratif se rapportant à la frontière.)
  (A.D. p. 51)

- ٢ شباط ١٩٢٦
  اتفاق حسن جـــوار
  (لتنظيم بعض امور ادارية متعلقـــة بالحـــدود)
  (و د ـ ص ٥١)

- 13 Mars 1926
  ACCORD SUR LE COMMERCE DES ANTIQUITÉS
  (A.D. p. 99)

- ١٣ آذار ١٩٢٦
  اتفاق بشأن تجارة الآثار القديمة
  (و د ـ ص ٩٩)

- 20 Mars 1926
  ACCORD SUR LA PERCEPTION DE L'AGHNAM
  (A.D. p. 61)

- ٢٠ آذار ١٩٢٦
  اتفاق بشأن تحصيل الاغنام
  (و د ـ ص ٦١)

- 10 Mai 1926
  ADDENDUM A L'ACCORD DU 31-8-1925 SUR LA CIRCULATION AUTOMOBILE
  (A.D. p. 104)

- ١٠ أيار ١٩٢٦
  ملحق لاتفاق ٣١ـ٨ـ١٩٢٥ المتعلق بسير السيارات
  (و د ـ ص ١٠٤)

- 11 Novembre 1926
  ACCORD POSTAL
  (Echange des télégrammes)

- ١١ تشرين الثاني ١٩٢٦
  اتفاق بريدي
  (مبادلة البرقيات)

- 7 Mars 1927
  POURSUITE DES DELINQUANTS EN PALESTINE

- ٧ آذار ١٩٢٧
  ملاحقة المجرمين في فلسطين

- Arrêté No 842 du 7-3-1927
  (A.D. p. 75)

قرار رقم ٨٤٢ تاريخ ٧–٣–١٩٢٧
(و د – ص ٧٥)

- 14 Mars 1927
  ADDENDUM A LA CONVENTION DE BON VOISINAGE DU 2-2-1926
  (A.D. p. 59)

- ١٤ آذار ١٩٢٧
  ملحق لاتفاق حسن الجوار تاريخ
  ٢–٢–١٩٢٦
  (و د – ص ٥٩)

- 30 Mars 1927
  ACCORD SANITAIRE
  (Peste bovine)
  (A.D. p. 117)

- ٣٠ آذار ١٩٢٧
  اتفاق صحي
  (طاعون المواشي)
  (و د – ص ١١٧)

- 4 Avril 1929
  ADDENDUM A L'ACCORD SUR LA CIRCULATION AUTOMOBILE DU 21-8-1925
  (A.D. p. 106)

- ٤ نيسان ١٩٢٩
  ملحق لاتفاق سير السيارات تاريخ
  ٢١–٨–١٩٢٥
  (و د – ص ١٠٦)

- 18 Mai 1929
  CONVENTION DOUANIERE
  (A.D. p. 89)

- ١٨ أيار ١٩٢٩
  اتفاق جمركي
  (و د – ص ٨٩)

- 28 Octobre — 7 Novembre 1929 — Jerusalem
  ACCORD POSTAL
  (Echange direct des colis-postaux)

- ٢٨ تشرين الأول – ٧ تشرين الثاني
  ١٩٢٩ – القدس
  اتفاق بريدي
  (مبادلة مباشرة للطرود البريدية)

— Arrêté 3139/LR
du 28 Mai 1930 publiant
cet accord
(J.O. ar 1930 No 2371)

— قرار ٣١٣٩ / ل ر تاريخ ٢٨ أيار ١٩٣٠
(نشر هذا الاتفاق)
(جر — ع — ١٩٣٠ — عدد ٢٣٧١)

- 28 Février 1930.
ACCORD POSTAL
(Echange direct des
mandats-poste)

- ٢٨ شباط ١٩٣٠
اتفاق بريدي
(مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)

- 21 Juillet 1930
ADDITIF AUX ACCORDS
POSTAUX DU 28 Octobre
et 27 Novembre 1929
(Echange direct de
colis-postaux)
(J.O. ar. — 1930 — n° 2393)

- ٢١ تموز ١٩٣٠
ملحق للاتفاقات البريدية تاريخ ٢٨
تشرين الأول —
٧ تشرين الثاني ١٩٢٩
(مبادلة مباشرة للطرود البريدية)
(جر — ع — ١٩٣٠ — عدد ٢٣٩٣)

- 20 Août — 5 Septembre 1932
ACCORD SUR LA
GRATUITE DES VISAS
DES PASSEPORTS
(A D p. 109)

- ٢٠ آب — ٥ أيلول ١٩٣٢
اتفاق بشأن مجانية السمات على
جوازات السفر
(ود — ص ١٠٩)

- 15 Mai — 2 Juin 1933
ACCORD
SUR LES
COMMUNICATIONS
TELEPHONIQUES

- ١٥ أيار — ٢ حزيران ١٩٣٣
اتفاق بشأن المخابرات الهاتفية

- 11-23 Septembre 1933
AVENANT A LA
CONVENTION
D'EXTRADITION
DU 11 7-1921
(A D. p. 73)

- ١١ — ٢٣ أيلول ١٩٣٣
ملحق لاتفاق تسليم المجرمين تاريخ
١١ — ٧ — ١٩٢١
(ود — ص ٧٣)

- 3 Janvier 1934
ACCORD FRONTALIER
DE TRANSHUMANCE
(A.D. p. 63)

- ٣ كانون الثاني ١٩٣٤
اتفاق بشأن تنقل المواشي على
الحدود
(ود — ص ٦٣)

- **31 Janvier 1936**
  AMENDEMENT
  A LA CONVENTION
  DOUANIERE
  DU 18-5-1929

– Communiqué publié
au B.O. du 31-1-36

- **٣١ كانون الثاني ١٩٣٦**
  تغيير في الاتفاق الجمركي تاريخ
  ١٨–٥–١٩٢٩

بلاغ صدر في ن.ر.م. تاريخ ٣١–١–٣٦

- **19-26 Novembre 1936**
  ACCORD POSTAL
  (Echange direct de
  mandats-poste)

Arrêté 282/LR
du 16 Décembre 1936
publiant et mettant en
exécution cet accord
(B.O. — 1936 — p. 481)

- **١٩ – ٢٦ تشرين الثاني ١٩٣٦**
  اتفاق بريدي
  (مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)

– قرار ٢٨٢/ل.ر تاريخ ١٦ كانون الاول
١٩٣٦ نشر هذا الاتفاق ووضعه
موضع التنفيذ
(ن ر م – ١٩٣٦ – ص ٤٨١)

- **Novembre 1939**
  ACCORD COMMERCIAL

– Arrêté 334/LR
du 30 Novembre 1939
portant application
provisoire de cet accord
(B.O. 1939 — p. 485
486 — 497 et suppléments)

Arrêté 81/LR
du 22 Avril 1940 mettant
en application cet accord.
(B.O. 1940 — p. 209)

- **تشرين الثاني ١٩٣٩**
  اتفاق تجاري

– قرار ٣٣٤/ل.ر تاريخ ٣٠ تشرين
الثاني ١٩٣٩
نفذ موقتا هذا الاتفاق
(ن ر م – ١٩٣٩ – ص ٤٨٥ – ٤٨٦
٤٩٧ والملاحق

قرار ٨١/ل.ر تاريخ ٢٢ نيسان ٩٤٠
وضع هذا الاتفاق موضع التنفيذ
(ن ر م – ١٩٤٠ – ص ٢٠٩)

- **16 Septembre 1941**

– Arrêté 225/FI
du 16 Septembre 1941
abaissant les taxes des
colis-postaux avec
la Palestine

- **١٦ ايلول ١٩٤١**

قرار ٢٢٥/ف ع تاريخ ١٦ ايلول ٩٤١
خفض الرسوم على الطرود البريدية
مع فلسطين

APRES NOVEMBRE 1943

- **10 Mai 1948**
  ACCORD POSTAL
  (Echange de mandats-poste)

  Décret 11739 du 10 Mai 1948 autorisant la mise en application de cet accord

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- ١٠ أيار ١٩٤٨
  اتفاق بريدي
  (مبادلة الحوالات البريدية)

  مرسوم رقم ١١٧٣٩ تاريخ ١٠ أيار ١٩٤٨
  اجاز تنفيذ هذا الاتفاق

SUISSE

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — SUISSE

AVANT NOVEMBRE 1943

- Octobre 1925
  ACCORD POSTAL
  (Echange de mandats-postes)

  Arrêté 282 du 24-10-25 [illegible] le service d'échanges de mandats-postes avec la Suisse.
  (J.O. ar. n° 1924-1925)

- 23 Octobre 1940
  MODUS VIVENDI COMMERCIAL FRANCO-SUISSE

  Arrêté no. LR
  du 14 Décembre 1940
  mettant en application cet accord au Liban et en Syrie
  (J.O. ar. 1940 — n° 3858)
  B.O. 1940 p. 558

  Arrêté 361/LR
  du 24 Décembre 1940
  portant rectification de l'arrêté 346/LR
  (B.O. ar. 1941 — p. 3)

سويسرا

اتفاقات دوليـــــة
بين لبنان وسويسرا

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

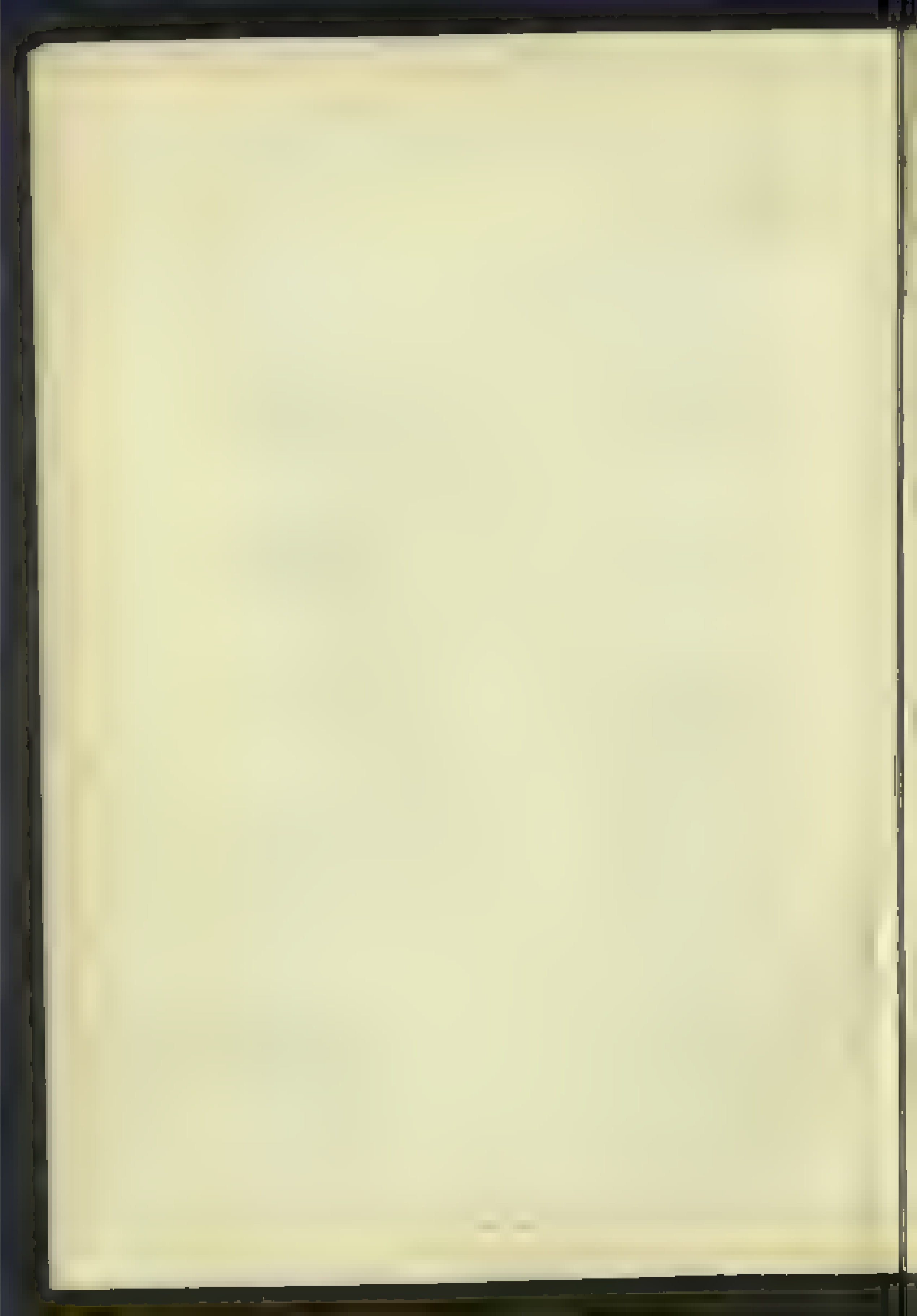
- تشرين الاول ١٩٢٥
  اتفاق بريدي
  (مبادلة الحوالات البريدية)

  قرار ٢٨٢ تاريخ ٢٤ [illegible] ١٩٢٥
  انشاء مصلحة لتبادل الحــــوالات البريدية مع سويسرا
  (ج ر — ع — ١٩٢٥ — عدد ١٩٢٤)

- ٢٣ تشرين الاول ١٩٤٠
  اتفاق تجاري فرنسي — سويسري

  قرار ٣٤٦/لر تاريخ ١٤ كانون الاول ١٩٤٠
  وضع هذا الاتفاق موضع التنفيــــذ في لبنان وسوريا
  (ج ر — ع — ١٩٤٠ — عدد ٣٨٥٨)
  (ج ر — ع — ١٩٤٠ — ص ٥٥٨)

  — قرار ٣٦١/لر تاريخ ٢٤ كانون الاول ١٩٤٠
  تصحيح القرار ٣٤٦/لر
  (ج ر — ع — ١٩٤١ — ص ٣)



SYRIE

ACTES DIPLOMATIQUES
SYRIE LIBAN

AVANT NOVEMBRE 1943

- **10 Mars 1943**
  PROTOCOLE
  entre les représentants de la France Combattante, du Gouvernement Britannique et du Liban et de la Syrie

- Arrêté 110/FC du 10 Mars 1943 abrogeant l'arrêté 229/FC du 21 Avril 1942 et ratifiant ce protocole

- **1 Octobre 1943 — Damas**
  ACCORD SUR LES INTERETS COMMUNS

APRES NOVEMBRE 1943

- **22 Décembre 1943**
  PROTOCOLE
  de Transfert des attributions exercées par la France
  (v. France — p. 73 RT)

- **3 Janvier 1944**
  PROTOCOLE
  de Transfert du Contrôle de la Régie Co-Intéressée libano-syrienne des tabacs et tombacs
  (v France — p. 75 RT)

سوريا

اتفاقات دولية
بين لبنان وسوريا

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **١٠ آذار ١٩٤٣**
  بروتوكول
  بين ممثلي فرنسا المحاربة والحكومة البريطانية وحكومات لبنان وسوريا

- قرار ١١٠/ف م تاريخ ١٠ آذار ١٩٤٣ يلغي القرار ٢٢٩/ف م تاريخ ٢١ نيسان ١٩٤٢ ويصادق على البروتوكول المذكور أعلاه

- **١ تشرين الثاني ١٩٤٣ — دمشق**
  اتفاق بشأن المصالح المشتركة

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- **٢٢ كانون الأول ١٩٤٣**
  بروتوكول لتسلم وتسليم الصلاحيات التي تمارسها السلطات الفرنسية
  (راجع : فرنسا ص ٧٣ ر م)

- **٣ كانون الثاني ١٩٤٤**
  بروتوكول لتسلم وتسليم مراقبة إدارة حصر التبغ والتنباك
  (راجع : فرنسا ص ٧٥ ر م)

3 Janvier 1944
PROTOCOLE
de Transfert de l'Administration générale des Douanes
(v. France p. 76 BT)

٣ كانون الثاني ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم ادارة الجمارك العامة
(راجع : فرنسا ص ٧٦ ب ١)

5 Janvier 1944
PROTOCOLE
de Transfert du Contrôle de l'Administration des Phares
(v. France p. 78 BT)

٥ كانون الثاني ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم مراقبة ادارة المنارات
(راجع فرنسا ص ٧٨ ب ١)

25 Janvier 1944
ACCORD FINANCIER LIBANO-FRANCO-ANGLO-SYRIEN
(Taux de change de la livre [illegible])
(v. France p. 79 BT)

٢٥ كانون الثاني ١٩٤٤
اتفاق مالي لبناني ـ فرنسي ـ بريطاني ـ سوري
بشأن قيمة الليرة الاسترلينية
(راجع فرنسا ص ٧٩ ب ١)

4 Février 1944
PROTOCOLE
de Transfert du Service des Affaires Economiques et des Intérêts Communs
(v. France p. 80 BT)

٤ شباط ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم مصلحة الشؤون الاقتصادية والمصالح المشتركة
(راجع فرنسا ص ٨٠ ب ١)

4 Février 1944
PROTOCOLE
de Transfert des Services des Mines, du Contrôle de la circulation automobile et de l'emploi des pneumatiques, et de la climatologie
(v. France p. 81 BT)

٤ شباط ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم مصالح المناجم ومراقبة السيارات واستعمال المطاط ومراقبة الاحوال الجوية
(راجع : فرنسا ص ٨١ ب ١)

4 Février 1944
PROTOCOLE
de Transfert des Services financiers, des poudres et des explosifs
(v. France p. 80 BT)

٤ شباط ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم مصالح الشؤون المالية والبارود والمتفجرات
(راجع : فرنسا ص ٨٠ ب ١)

- 14 Mars 1944
  PROTOCOLE
  de Transfert des Services de l'Office Pharmaceutique
  (v. France 83 RT)

- ١٤ آذار ١٩٤٤
  بروتوكول تسلم وتسليم مكتب الادوية
  (راجع : فرنسا ص ٨٣ ج ١)

- 16 Mars 1944
  MISE EN APPLICATION
  de l'accord du 1 Octobre 1943

- ١٦ آذار ١٩٤٤
  تنفيذ اتفاق ١ تشرين الاول ١٩٤٣

- Décret - législatif 1/K du 16-3-44 fixant les attributions du Conseil Supérieur des Intérêts Communs.

- المرسوم الاشتراعي ١/ك تاريخ ١٦ — ٣ — ١٩٤٤
  القاضي بتحديد صلاحيات المجلس الاعلى للمصالح المشتركة

- 19 Avril 1944
  PROTOCOLE
  de Transfert de l'Office des changes
  (v. France p. 83 RT)

- ١٩ نيسان ١٩٤٤
  بروتوكول تسلم وتسليم مكتب القطع
  (راجع فرنسا ص ٨٣ ج ١)

- 19 Avril 1944
  PROTOCOLE
  réglant le Statut du Contrôle des Changes
  (v. France p. 84 RT)

- ١٩ نيسان ١٩٤٤
  بروتوكول تنظيم مراقبة القطع
  (راجع فرنسا ص ٨٤ ج ١)

- 19 Avril 1944
  CONVENTION LIBANO-FRANCO-SYRIENNE AVEC LA BANQUE DE SYRIE ET DU LIBAN, BANQUE D'EMISSION
  (v. France p. 88 RT)

- ١٩ نيسان ١٩٤٤
  اتفاق لبناني — فرنسي — سوري مع بنك سوريا ولبنان مؤسسة الاصدار
  (راجع فرنسا ص ٨٨ ج ١)

- 3 Juin 1944
  DECLARATION COMMUNE
  au sujet du Transfert des Services d'Intérêts Communs.
  (v. France p. 89 RT)

- ٣ حزيران ١٩٤٤
  تصريح مشترك عن تسلم وتسليم المصالح المشتركة
  (راجع فرنسا ص ٨٩ ج ١)

3 Juin 1944
PROTOCOLE
de Transfert des Services des Antiquités
(v. France p. 89 RT)

٣ حزيران ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم مصلحة الآثار
(راجع فرنسا ص ٨٩ م ا)

3 Juin 1944
PROTOCOLE
de Transfert du Service de l'Inspection Générale des Postes et Télégraphes
(v. France p. 90 RT)

٣ حزيران ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم المفتشية العامة للبرق والبريد
(راجع فرنسا ص ٩٠ م ا)

3 Juin 1944
PROTOCOLE
de Transfert des Services Quarantenaires
(v. France p. 90 RT)

٣ حزيران ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم مصالح الحجر الصحي
(راجع فرنسا ص ٩٠ م ا)

3 Juin 1944
PROTOCOLE
de Transfert du Service de la Police Sanitaire vétérinaire.
(v. France p. 91 RT)

٣ حزيران ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم مصلحة المراقبة البيطرية
(راجع فرنسا ص ٩١ م ا)

3 Juin 1944
PROTOCOLE
de Transfert de l'Office pour la protection de la propriété commerciale, industrielle, artistique, littéraire et musicale
(v. France p. 92 RT)

٣ حزيران ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم مكتب حماية الملكية التجارية والصناعية والفنية والادبية والموسيقية
(راجع فرنسا ص ٩٢ م ا)

30 Juin 1944 — Beyrouth
(PROCES-VERBAL)
ACCORD POSTAL
Relations postales et télégraphiques

٣٠ حزيران ١٩٤٤ – بيروت
اتفاق بريدي
(محضر اجتماع)
بشأن العلاقات البريدية والبرقية

- 7 Juillet 1944
  PROTOCOLE
  de Transfert du Service de la Sûreté Générale
  (v. France p. 97 B1)

- ٧ تموز ١٩٤٤
  بروتوكول تسلم وتسليم مصلحة الامن العـــام
  (راجع فرنسا ص ٩٧ ب ١)

- 10 Novembre 1944 — Beyrouth
  ACCORD POSTAL
  (PROCES-VERBAL)

- ١٠ تشرين الثاني ١٩٤٤ ـ بيروت
  اتفاق بريدي
  (محضر اجتماع)

- 19 Décembre 1945 — Beyrouth
  ACCORD ECONOMIQUE ET FINANCIER
  (PROCES-VERBAL)

- ١٩ كانون الاول ١٩٤٥ ـ بيروت
  اتفاق اقتصادي ومالي
  (محضر اجتماع)

- 10 Juin 1947 — Damas
  ACCORD ECONOMIQUE ET FINANCIER
  (Répartition des avantages obtenus de la Tapline)

- ١٠ حزيران ١٩٤٧ ـ دمشق
  اتفاق اقتصادي ومالي
  (توزيع المنافع العائدة من التابلين)

- 10 Juillet 1947 — Chtaura
  ACCORD ECONOMIQUE ET FINANCIER
  (Résumé des décisions adoptées)

- ١٠ تموز ١٩٤٧ ـ شتورا
  اتفاق اقتصادي ومالي
  (ملخص القرارات المتخذة في الاجتمـــاع)

- 17 Février 1948 — Le Caire
  ACCORD ECONOMIQUE ET FINANCIER
  (Communiqué conjoint)

- ١٧ شباط ١٩٤٨ ـ القاهرة
  اتفاق اقتصادي ومالي
  (بلاغ مشترك)

- 30 Mars 1948 — Chtaura
  ACCORD ECONOMIQUE ET FINANCIER

- ٣٠ آذار ١٩٤٨ ـ شتورا
  اتفاق اقتصادي ومالي

- 15 Mai 1948 — Damas
  ACCORD ECONOMIQUE ET FINANCIER

- ١٥ أيار ١٩٤٨ ـ دمشق
  اتفاق اقتصادي ومالي

- 27 Juin 1948 — Chtaura
  ACCORD ECONOMIQUE
  ET FINANCIER

- ٢٧ حزيران ١٩٤٨ ـ شتورا
  اتفاق اقتصادي ومالي

- 8 Juillet 1948 — Chtaura
  ACCORD ECONOMIQUE
  N'a pas été publié

- ٨ تموز ١٩٤٨ ـ شتورا
  اتفاق اقتصادي (لم ينشر)

- 8 Juillet 1948 — Chtaura
  ACCORD FINANCIER

- ٨ تموز ١٩٤٨ ـ شتورا
  اتفاق مــــالي

- 7 - 11 Octobre 1948 —
  Beyrouth - Damas
  ECHANGE DE LETTRES
  relatif à la situation des
  ouvriers syriens au Liban

- ٧ ـ ١١ تشرين الاول ١٩٤٨
  بيروت ـ دمشق
  مبادلة رسائل بشأن حالة العمال
  السوريين في لبنــــان

- 28 Juillet 1949 — Beyrouth
  ACCORD ECONOMIQUE
  ET FINANCIER
  relatif à la TABLINE

- ٢٨ كانون الثاني ١٩٤٩ ـ بيروت
  اتفاق اقتصادي ومالي
  بشأن التابلين

- 8 Juillet 1949 — Chtaura
  ACCORD ECONOMIQUE
  ET FINANCIER

- ٨ تموز ١٩٤٩ ـ شتورا
  اتفاق اقتصادي ومالي

- 27 Août 1949 — Bloudan
  ACCORD FINANCIER

- ٢٧ اب ١٩٤٩ ـ شتورا
  اتفاق مالي

- 25 Février — Damas
  CONVENTION
  JUDICIAIRE

- ٢٥ شباط ١٩٥١ ـ دمشق
  اتفاق قضائي

Pour tout ce qui concerne les relations économiques et financières libano-syriennes depuis octobre 1943, il est utile de consulter le « Recueil de documents » publié sur ce sujet par le Gouvernement Libanais, et se rapportant à la période Octobre 1943-14 Mars 1950.

فيما يختص بالعلاقات الاقتصادية والمالية اللبنانية ـ السورية منذ تاريخ تشرين الاول ١٩٤٣ ، يستحسن مراجعة المجموعة الوثائق والنصوص التي اصدرتها الحكومة اللبنانيـــة عن المدة الواقعة بين تشريــن الاول ١٩٤٣ و ١٤ اذار ١٩٥٠.

ACCORD

RELATIF AUX INTERETS COMMUNS

- Signé à Damas
- Le 1er Octobre 1943
- Ratification autorisée par la loi du 14 Février 1944

اتفاق

بشأن المصالح المشتركة

- وقع في دمشق
- في اول تشرين الاول ١٩٤٤
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ١٤ شباط ١٩٤٤

ان ممثلي الحكومة السوريه

وممثلي الحكومه اللبنانيه

بعد ان تبادلوا اوراق اعتمادهم ، ودرسوا مختلف المسائل المتعلقه بالمصالح المشتركه بين البلدين ، اقروا هذا الاتفاق :

المادة الاولى – تحديد المصالح المشتركه :

تتناول المصالح المشتركة بين سوريا ولبنان جميع المصالح التي كانت تدار من قبل المندوبيه العامه لفرنسا في الشرق . وتنقسم هذه المصالح الى قسمين .

القسم الاول – يشمل ما يجب ان تستمر ادارته مشتركه لمدة غير معينة كمصالح الجمارك ومراقبه الشركات ذوات الامتياز (وهي التي تشمل منطقه عملها اراضي الدولتين) ومراقبه اداره حصر الدخان .

القسم الثاني – ويشمل ما يجب ان تترك ادارته فورا لكل من الحكومتين ضمن اراضيها كمصلحة البارود ومصلحه حمايه الملكيه الصناعيه والتجارية والفنية والادبية والموسيقيه ومصلحه الاتصال بعمليه واداره البرق والبريد ودار الآثار والدفاع السلبي والامن العام ومراقبه الشركات ذوات الامتياز التي لا تتجاوز منطقه عملها اراضي احدى الدولتين وحراسه اموال الاعداء وبالاجمال كل مصلحه اخرى لم تعين في القسم الاول .

المادة الثانيه – في كيفيه اداره المصالح المشتركه :

تتولى اداره المصالح الداخلة في القسم الاول مجلس مشترك يدعى (المجلس الاعلى للمصالح المشتركه) .

يؤلف هذا المجلس من ثلاثة ممثلين لكل دولة ولهم الحق ان يستعينوا بالخبراء والاخصائيين الذين يرون لزوما لهم ويتخذ المجلس مقرراته باتفاق الاراء ويكون لمجموع ممثلي كل دولة راي واحد .

يزاول المجلس عمله ستة اشهر من السنة في دمشق وستة اشهر في بيروت ويراس اجتماعاته في دمشق رئيس الممثلين السوريين وفي بيروت رئيس الممثلين اللبنانيين .

المادة الثالثة — صلاحية المجلس الاعلى

اولا — اعداد التشريع اللازم لكل مصلحة من هذه المصالح .

ثانيا — ادارة جميع المصالح المشتركة والاشراف عليها .

ثالثا — تحديد موازنة هذه المصالح وملاكات كل منها .

رابعا — تعيين الموظفين المكلفين بادارتها .

خامسا — اعداد مشاريع الاتفاقات التجارية والاقتصادية الدولية وعرضها على الحكومتين لاقرارها .

المادة الرابعة — في مصلحة الجمارك

ان سورية ولبنان تؤلفان منطقة جمركية واحدة ذات وحدة جمركية تنتقل البضائع ضمنها بحرية كاملة وبدون اية ضريبة او رسم جمركي وعلى هذا الاساس يكون للدولتين ادارة جمركية واحدة وتمارس هذه الادارة عملها على اساس وحدة النظام الجمركي .

يحدد المجلس الاعلى كيفية وشروط ادارة الجمارك وله ان يمنح هذه الادارة ما يرتأيه من سلطة وصلاحية .

المادة الخامسة — في توزيع عائدات المصالح المشتركة

تخصص واردات الجمرك لدفع نفقات ادارة المصالح المشتركة كما يقرها المجلس الاعلى بالدرجة الاولى . ومن ثم تقسم الباقي بين البلدين بنسبة اشتراك كل من الشعبين السوري واللبناني في دفع الرسوم التي تتألف منها موارد هذه المصالح المشتركه .

ولكن الفريقين قد اتفقا على اجراء توزيع مؤقت بنسبة اربعين بالمئة من الايرادات الصافية لكل من الدولتين السورية واللبنانية على ان تبقى العشرون بالمئة الباقية معدة للتوزيع بين الدولتين حسب القرار الذي يصدره المجلس الاعلى في مدة سنة واحده وعلى اساس المبدا المحدد في الفقرة السابقة من هذه المادة .

المادة السادسة — في التشريع

يبقى التشريع الحالي العائد الى هذه المصالح المشتركة نافذا الى ان يتم تعديله حين الاقتضاء باتفاق الفريقين المتعاقدين .

والمجلس الاعلى يعد المشاريع التي لها صفة تشريعية ويعرضها على مجلس الوزراء في سورية ولبنان حتى اذا اقراها بقرارين متطابقين صادرين عن كل منهما اذنا المجلس الاعلى بنشرها وتطبيقها .

المادة السابعة — في المعاشات التقاعدية

تثابر كل حكومة على حسم العائدات التقاعدية من موظفي هذه المصالح الذين يكونون من رعاياها وتدفع لهؤلاء تعويض الصرف او رواتب التقاعد في المستقبل بموجب القوانين النافذة حاليا او حسبما يقرره المجلس الاعلى .

المادة الثامنة — مدة هذا الاتفاق

يعمل بهذا الاتفاق لمدة سنتين تبدىء من يوم تسلم هذه المصالح ويجدد حكما لمدة نفسها وبذات الشروط ما لم يطلب نقضه احد الطرفين المتعاقدين قبل انقضاء اجله بستة اشهر .

المادة التاسعة — السعي المشترك

على اثر التوقيع على هذا الاتفاق تتقدم الحكومتان بمسعى مشترك لاستلام هذه المصالح .

المادة العاشرة — ابرام الاتفاق

يبرم هذا الاتفاق في كل دولة من الدولتين وفاقا للاصول المتبعة لديها.

رياض الصلح
سعدالله الجابري
سليم تقلا
جميل مردم

مرسوم اشتراعي رقم ١ / K
بتعيين صلاحيات المجلس الاعلى للمصالح المشتركة

ان رئيس الجمهورية اللبنانية ،

بناء على الدستور اللبناني الصادر بتاريخ ٢٣ ايار سنة ١٩٢٦ والمعدل بالقوانين الدستورية الصادرة بتاريخ ١٧ تشرين الاول ١٩٢٧ و ٨ ايار سنة ١٩٢٩ و ٩ تشرين الثاني سنة ١٩٤٣ .

وبناء على الاتفاق المعقود بتاريخ اول تشرين الاول سنة ١٩٤٣ بين الحكومتين اللبنانية والسورية بصدد المصالح المشتركة .

وبناء على الاتفاق المعقود في دمشق بتاريخ ٢٢ كانون الاول سنة ١٩٤٣ بين الجنرال كاترو وممثلي الحكومتين اللبنانية والسورية بنقل الصلاحيات المتعلقة بالمصالح المشتركة الى الحكومتين المومأ اليهما اعتبارا من اول كانون الثاني سنة ١٩٤٤ مع حق التشريع والتنظيم .

وبناء على الاتفاقات الملحقة المعقودة بتاريخ ٣ و ٥ كانون الثاني سنة ١٩٤٤ بين ممثلي فرنسا ولبنان والتي تم بموجبها تسليم وتسلم هذه المصالح والدوائر

وبناء على القانون الصادر بتاريخ ١٤ شباط سنة ١٩٤٤ والقاضي باقرار الاتفاق المعقود بين لبنان وسوريا بتاريخ اول تشرين الاول سنة ١٩٤٣ فيما يتعلق بالمصالح المشتركة بين البلدين والاتفاق المعقود بتاريخ ٣ شباط سنة ١٩٤٤ بين وزيري مالية سوريا ولبنان بالخصوص المذكور ؛

وبناء على القانون الصادر بتاريخ ١٤ شباط سنة ١٩٤٤ والقاضي بمنح الحكومة حق التشريع فيما يتعلق بالمصالح المشتركة .

وبناء على اقتراح رئيس مجلس الوزراء وزير المالية ؛

وبناء على موافقة مجلس الوزراء في جلسته المنعقدة بتاريخ ١٥ اذار سنة ١٩٤٤ .

يرسم ما يأتي

الفصل الاول
تحديد المصالح المشتركة

المادة الاولى — تتناول المصالح المشتركة بين سوريا ولبنان :

١ — مصلحة الجمارك .

٢ ـ مراقبة الشركات ذات الامتياز التي تشمل منطقة عملها اراضي الدولتين اللبنانية والسورية .

٣ ـ مراقبة ادارة حصر الدخان

يستمر ادارة هذه المصالح بشكل مستمر خلال مدة تحدد باتفاق الحكومتين اللبنانية والسورية .

الفصل الثاني

المجلس الاعلى للمصالح المشتركه

المادة الثانية ـ يتولى ادارة هذه المصالح المشتركة مجلس يسمى المجلس الاعلى للمصالح المشتركة ويؤلف من ثلاثة ممثلين لكل من الحكومتين اللبنانية والسورية ويرأس كل هيئة احد اعضائها .

المادة الثالثة ـ ان المجلس الاعلى يتمتع بالشخصية المعنوية . يزاول المجلس الاعلى عمله ستة اشهر في بيروت وستة اشهر في دمشق ويتخذ قراراته باتفاق الجانبين اللبناني والسوري على ان يكون لمجموع ممثلي كل حكومة رأي واحد .

المادة الرابعة ـ يسمى رئيس واعضاء الهيئة اللبنانية في المجلس الاعلى بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء بناء على اقتراح وزير المالية وتنتهي مهمتهم بالطريقة نفسها .

تحدد تعويضات الاعضاء والنفقات التي تقتضيها مهمتهم بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء بناء على اقتراح وزير المالية .

تدفع هذه التعويضات والنفقات من موازنة المصالح المشتركة على حساب الحكومة اللبنانية .

يعتبر العضو اللبناني في المجلس الاعلى الذي انتدب من موظفي الدولة على دفع العائدات التقاعدية على اساس راتب وظيفته الاصلية ويحفظ حقه في نيل علاوات القدم وفي الترفيع كما لو كان على رأس وظيفته الاصلية ويعود الى هذه الوظيفة حكما عند انتهاء مدته في المجلس الاعلى .

لا يجوز للاعضاء اللبنانيين في المجلس الاعلى مدة قيامهم بهذه المهمة ان يزاولوا اي مهنة ولا يجوز لهم ايضا ان يزاولوا اي وظيفة اخرى تحول دون اتمام مهمتهم في المجلس الاعلى .

المادة الخامسة ـ يمارس المجلس الاعلى للمصالح المشتركة الصلاحيات الآتية :

اولا : اعداد التشريع اللازم لكل مصلحة من المصالح ونشره ضمن الشرائط المنصوص عنها بالمادة السابعة ادناه .

ثانيا : اقرار التنظيم اللازم لمختلف الدوائر في المصالح المشتركة

ثالثا : ادارة جميع المصالح المشتركة والاشراف عليها مع الاحتفاظ بالاحكام الخاصة المتعلقة بادارة حصر الدخان .

رابعا : تعيين وعزل الموظفين في ادارة الجمارك والمراقبين في الشركات ذات الامتياز والموظفين الملحقين بهم ومراقبي الحكومة لدى ادارة حصر الدخان والموظفين الملحقين بهم ويجوز للمجلس الاعلى ان يفوض الى مديري الجمارك ومراقبي الشركات حق تعيين الموظفين في دوائرهم ضمن الحدود التي يرسمها المجلس .

خامسا : اعداد مشاريع الاتفاقات التجارية والاقتصادية وعرضها على الحكومة لاقرارها .

سادسا : القيام ضمن حدود هذا المرسوم الاشتراعي وفيما عدا حق التشريع بجميع الاعمال المتصلة بالمصالح المشتركة التي كان يمارسها المفوض السامي والسكرتير العام للمفوضية العليا .

المادة السابعة — يعد المجلس الاعلى المشاريع التي لها صفة تشريعية ويعرضها على مجلس الوزراء في لبنان وسوريا حتى اذا اقرها بقرارين متطابقين صادرين عن كل منهما ادنا للمجلس الاعلى نشرها وتنفيذها .

المادة الثامنة — يحدد المجلس الاعلى موازنة المصالح المشتركة ويضعها موضع العمل بشرط التقيد في تقرير النفقات والواردات بالاحكام المعمول بها .

المادة التاسعة — يعين مجلس الوزراء في الحكومتين اللبنانية والسورية اختصاص وصلاحيات جميع الموظفين المرتبين في المصالح المشتركة اما مباشرة او باقتراح من المجلس الاعلى للمصالح المشتركة ويلغى هذا المجلس قراراتهما بهذا الشأن للعمل بها عند تطابقها .

المادة العاشرة — يبقى التشريع الحالي في جميع المصالح المشتركة نافذا ما لم يعدل بالطرق المنصوص عنها في هذا المرسوم الاشتراعي .

الفصل الثالث
احكام متنوعة

المادة الحادية عشرة — يشرف المجلس الاعلى للمصالح المشتركة على تنظيم الاحصاء بمختلف دوائر المصالح المشتركة وخاصة ما يؤدي الى التثبت من نسبة اشتراك كل من القطرين اللبناني والسوري في دفع الرسوم الجمركية .

المادة الثانية عشرة — الهيئة التنفيذية الممثلة في المجلس الاعلى مرتبطة بوزير المالية وتتلقى منه التوجيهات والخطط الاساسية التي يجب التقيد بها .

المادة الثالثة عشرة — تثابر كل حكومة على حسم العائدات التقاعدية من موظفي المصالح المشتركة الذين يكونون من رعاياها وتدفع لهؤلاء تعويض صرف من الخدمة او راتب التقاعد في المستقبل بموجب القوانين النافذة .

المادة الرابعة عشرة — ينشر هذا المرسوم الاشتراعي ويبلغ حيث تدعو الحاجة الى ذلك على ان يعرض على مجلس النواب في دورة اذار سنة ١٩٤٤ .

بيروت في ١٦ اذار سنة ١٩٤٤

ACCORD
POSTAL
(PROCES-VERBAL)

- Signé à Beyrouth
- Le 30 Juin 1944
- Ratifié par Décret 1672 N. du 4 Août 1944

اتفاق
بريـــدي
(محضر اجتماع)

- وقع في بيروت
- في ٣٠ حزيران ١٩٤٤
- صدق بموجب المرسوم رقم ١٦٧٢ تاريخ ٤ آب ١٩٤٤

محضر

بناء على البروتوكول الموقع بتاريخ ٢ حزيران سنة ١٩٤٤ بين الحكومتين اللبنانية والسورية من جهة والجانب الافرنسي من جهة ثانية المتعلق بتسليم مصالح مفتشية البريد والبرق العامة وموظفيها الى الحكومتين رات الحكومتان اللبنانية والسورية من اللازم وضع العلاقات البريدية والبرقية التي كانت مشتركة فيما بينهما على اسس جديدة لا تؤثر على استقلال كل من الجانبين .

وبناء على ذلك اجتمعت بتاريخ ٢٩ و ٣٠ حزيران سنة ١٩٤٤ في مكتب مديرية بريد وبرق الجمهورية اللبنانية لجنتان من موظفي البريد والبرق في الجمهوريتين اللبنانية والسورية وهما مؤلفتان من السادة الاتية اسماؤهم :

عن لبنـــــــان

جميل نمور مدير البريد والبرق
سليم مبارك مفتش البريد والبرق
محمد داعوق مفتش البريد والبرق القائم باعمال البريد المركزي .
ميشال توما رئيس المحاسبة بالوكالة

عن سوريـــــــا

ابراهيم كنعان مدير البريد والبرق
يوسف اكتاني مفتش البريد والبرق
وديع السدير رئيس المحاسبة
فؤاد حداوي رئيس مصلحة البريد

تم الاتفاق مبدئياً على الامـــور التـــالية

١ — المراسلات والمـــواد البريدية

— تعتبر تعرفة المراسلات والمـــواد البريدية الداخلية المتبعة في كل البلدين اللبناني والسوري ، تعرفة تعملـــه

تطبق على مختلف انواع المراسلات والمواد البريدية المتبادلة البريدية المتبادلة بين البلدين على ان يخلص عليها بطوابع بريد ادارة المصدر.

٢ ـ الطرود البريديه ـ
تعتبر التعرفة التالية وهي المطابقة لتعرفة الطرود البريدية الداخلية السورية تعرفة تفضيلية تطبق على الطرود البريدية المتبادلة بين البلدين

عن طرد لا تتجاوز زنته ٢ كيلو غرامات	١٠ قروش
عن طرد زنته من ٢ الى ٥ كيلو غرامات	١٥٠ قرشا
عن طرد زنته من ٥ الى ١٠ كيلو غرامات	٢٠٠ قرش
عن طرد زنته من ١٠ الى ١٥ كيلو غراما	٣٠٠ قرش
عن طرد زنته من ١٥ الى ٢٠ كيلو غرامات	٤٠٠ قرش

تحتفظ كل من الادارتين على سبيل المقابلة بمجموع الرسوم المستوفاة عن الطرود الصادرة عنه برسم خارجه باعتبار ان هذه الرسوم تكون حصة الادارتين معا اما اذا زاد عدد الطرود الواردة لاحدى الادارتين عن عدد ما يصدر عنها فيعوض عن الزائد تعويض نقل تحدد قيمته كما يلي:

عن طرد لا تتجاوز زنته ٢ كيلو	٥ قروش
عن طرد زنته من ٢٠٠١ غرام الى ٥٠٠٠ غرام	١٠ قروش
عن طرد زنته من ٥٠٠١ غرام الى ١٠٠٠٠ غرام	١٥ قرشا
عن طرد زنته من ١٠٠٠١ غرام الى ١٥٠٠٠ غرام	٢٠ قرشا
عن طرد زنته من ١٥٠٠١ غرام الى ٢٠٠٠٠ غرام	٢٥ قرشا

يمكن الغاء هذا التعويض اذا اثبت الاحصاء في نهاية عام ١٩٤٤ ان فرق عدد الطرود المتبادلة لا تتجاوز عائداته ٥٠ ليرة سورية.

اما الاجور الاضافية الكيلومترية التي تستوفيها ادارة المصدر لمصلحة جارتها على اساس المسافة الكيلومترية تدفع كلها الى ادارة المورد.

٣ ـ الحوالات البريدية والبرقية ـ
تطبق كل من لبنان وسورية تعرفتها الداخلية باعتبارها تعرفة تفضيلية على ما يسحب من بلاده من الحوالات البريدية والبرقية، على ان تعطى الادارة الدافعة حصة قدرها ربع بالالف من مجموع مدفوعاتها لحساب الادارة الساحبة.

وتتفق الادارتان على العمل بالمبدا المذكور في الفقرة ٣ من المادة

١١٨ من الاتفاقية الدولية ومقتضاه انه يحق للادارة التي يتجاوز رصيد مدفوعاتها الشهرية لحساب الادارة الاخرى مبلغ خمسة وعشرين الف ليره ، ان تطالب بنصف الرصيد الزائد عن المبلغ المذكور خلال الشهر نفسه وذلك استنادا الى نتائج حسابات الثلاثة الاشهر الاخيرة .

يثابر على تبادل الحوالات بين البلدين على الاساس المتبع حاليا الذي سيلغى بعد الان النظام اللبناني السوري ، على ان يصار الى تعديله متى دعت الضرورة في بدء العام القادم

٤ - البرقيات - تعتبر التعرفة التالية المطابقة لتعرفة البرق الرئيسية السورية الداخلية تعرفة تفضيلية وتطبق على البرقيات المتبادلة بين لبنان وسورية وهذه هي

البرقيات العادية اجرة الكلمة ١٠ قروش
ادنى حد للاستيفاء ١٠٠ قرش

ان الاجرة الاضافية المستوفاة عن البرقيات المنقولة بواسطة سلك خاص وقدرها ٥٠ قرشا عن كل كيلومتر تدفع بكاملها الى ادارة المورد كما ان اجرة الرد الخالص للبرقيات تدفع ايضا الى ادارة المورد .

تسوق ادارة المورد من ادارة مصدر البرقية حصة مقطوعة قدرها قرش واحد عن كل كلمة من البرقيات المتبادلة بينهما على ان تلغى هذه الحصة بالاتفاق بين الادارتين اذا ثبت بالاحصاء تعادل عدد الكلمات المتبادلة او وجود فريق لا تتجاوز مائتان مئة ليرة سهريا .

ه - المواد والطرود المشروطة التاديه

يجري ترصيد القيم المشروطة التادية بحوالات بريدية عادية .

٦ - مبادلات البرد والطرود والبرقيات الخارجية التي تجري بواسطة احدى ادارتي لبنان وسورية - يبقى النظام الحالي المتبع في هذا الشان مرعيا حتى نهاية السنة الحالية على ان يعمل اعتبارا من مطلع العام القادم اي من اول كانون الثاني سنه ١٩٤٥ بالاحكام المقررة في الانظمة الدولية فياخذ كل من البلدين ما يصيبه من رسوم او حصص المرور على البرد والطرود والبرقيات .

في الفترة الواقعة بين اول تموز سنه ١٩٤٤ واول كانون الثاني سنة ١٩٤٥ ينظر في امر تخفيض الرسوم والحصص المذكورة باتفاقات تعقد بين البلدين وبينهما وبين ادارات البلاد المجاورة .

٧ - مراكز مبادلة البرد والبرقيات والطرود - عينت لمبادلة هذه المعاملات المراكز الاتية في لبنان وسورية .

في لبنـــان

البرق ، مركز برق بيروت

للطرود ، مركز طرود بيروت ومركز طرابلس البلد

البرد والحوالات ، جميع المراكـــز الحاليـــة .

في سورية

البرق ، مركزا دمشق وحلب

للطرود ، مراكز دمشق وحلـــب واللاذقية

للبرد والحوالات ، جميع المراكـز الحاليـــة .

ويمكن تعيين مراكز جديدة او تعديل المراكز الحاليه باتفاق الادارتين .

٨ ـ سير السيارين بقطارات سكة الحديد وتبادل البرد علـى الطرق المشتركـــــة بين الدولتـــين ـ يستمر العمل بالنظام الحالي حتـــى اخر السنة الحالية ثم يعدل في مطلع العام القادم كما يلي :

يخصص لمرافقة البرد على خـــط بيروت ـ دمشق سياران لبنانيـــان وسياران سوريـــان

يخصص لمرافقة البرد على خـــط طرابلس ـ حمص سياران لبنانيان

يخصص لمرافقة البرد على خـــط رياق ـ حلب سياران سوريون

وقد اخذت الادارة السورية على عهدتها تامين نقل البرد بين طرابلس وحمص بمعرفة سياريها لقاء قيـــام الادارة الســورية بمرافقة البرد المتبادلة بين رياق وحمص .

تشترك الادارتان بنفقات نقــــل البرد بالسيارات بين حدودهمـــــا بنسبة المسافات الكيلومترية في أراضي كل منهما وذلك بعد اتفاقهما علـــى اجراء هذا النقل .

٩ ـ الاجهزة اللاسلكيـــــة ـ يستمر العمل بالتسهيلات المتقابلة المتبعة حاليا بين الادارتين لتامـــين تحصيل الرسوم من الاجهزة اللاسلكية

١٠ ـ نقاط انفصال الخطوط البرقية: عينت نقاط انفصال الخطـــوط البرقيه كما يلي :

من جهة دمشق ـ بيروت الحدود بين البلدين

من جهة بعلبك ـ حمص الجسر ـ مطقه حوسي

من جهه طرابلس ـ طرطوس جسر نهر الكبير

من جهة طرابلس ـ تلكلخ مركز تلكلخ (وتمتلك كل من الادارتين الخط من جهته حتى تلكلخ ويقـــوم باصلاحه بمعرفتـــه) .

١١ — برقيات المصلحة المتبادلة بين الادارتين — تعفى من الاجرة برقيات المصلحه المتبادلة بين الادارتين بشأن المصالح البريديه .

١٢ — الاتصال بين الادارتين — تتبادل الادارتان جميع المعلومات ولوائح المصلحة المتعلقه بامور البريد والبرق وكذلك تتشاوران بما يمكن ادخاله من التحسينات على وسائل المبادلات البريدية والبرقية .

١٣ — يحق اعتبارا من مطلع عام ١٩٤٥ لكل من الادارتين ان تطلب الغاء او تعديل نصوص هذه الاتفاقيه او جزء منها شرط ان تعلم الادارة الثانية عن رغبتها هذه قبل ثلاثة اشهر .

١٤ — تسليم مستندات المفتشية العامة — تم الاتفاق على استلام مستندات مصلحه المفتشيه العامه في ١٥ تموز ١٩٤٤

١٥ — يعرض مشروع هذا الاتفاق على حكومتي الجمهوريه في لبنان وسوريه ويصبح نافذا بعد تصديقه من كليهما .

بيروت في ٢٠ حزيران ١٩٤٤

ACCORD

POSTAL

(PROCES-VERBAL)

- Signé à Beyrouth
- Le 20 Novembre 1944
- Ratifié par Décret 2938/K du 22 Mars 1945 (J.O. 1945 [illegible])

اتفاق

بريدي

(محضر اجتماع)

- وقع في بيروت
- في ٢٠ تشرين الثاني ١٩٤٤
- صدق عليه بموجب المرسوم رقم ٢٩٣٨ تاريخ ٢٢ آذار ١٩٤٥ جر ١٩٤٥ – عدد ١٢

محضر ضبط

اجتمعت بتاريخ ١٠ تشرين الثاني ١٩٤٤ في مكتب مدير بريد وبرق الجمهورية اللبنانية العام في بيروت بعثتا المفاوضة في ادارتي بريد وبرق لبنان وسورية وذلك بالاستناد الى الفقرة الاخيرة من محضر الضبط المؤرخ ٢٨ ايلول ١٩٤٤ لبحث العلاقات البريدية والبرقية التي يتوسط لها احد البلدين او شؤون اخرى ذات اتصال بموضوع العلاقات البريدية والبرقية المباشرة بينهما وكانت اللجنتان مؤلفتان على الوجه الآتي

عن لبنان السادة :

جميل تمور مدير بريد وبرق الجمهورية اللبنانية العام .

شارل جلخ مفتش عام ، رئيس مصلحة الاستثمار والحسابات الداخلية والدولية .

سليم مبارك مفتش ، رئيس المصلحة الفنية .

عن سورية السادة

توفيق الحياني مدير بريد وبرق سورية العام

ابراهيم كنعان رئيس المصلحة الداخلية

يوسف الكناني رئيس المصلحة الخارجية

وديع در رئيس المحاسبة

فؤاد حمدوي رئيس قسم البريد الخارجي

وبعد الدرس والمداولة تم الاتفاق على الامور الاتية :

١ ــ تطبق اعتباراً من غرة اذار سنة ١٩٤٥ بلا قيد ولا شرط الانظمة والاتفاقيات الدولية الجارية فيما يتعلق باستيفاء رسم توسط خاص وكامل لكل من لبنان وسوريـــة عن اسرد والرقيات والطرود الخارجيه صادرة كانت او واردة التي تتوسط لها احدى الادارتين للادارة الثانيـة .

اما في العلاقات البريدية والبرقية المتبادلة بواسطة احدى الادارتين مع البلاد العربية الاخرى فتطبق موقتاً النصوص الدولية المار ذكرها في الفقرة الاولى وذلك ريثما يعقد امر هذه العلاقات في المؤتمر العربي العام الذي سيعقد مستقبلاً للنظر بهـا .

٢ ــ اعتباراً من غرة اذار سنة ١٩٤٥ تتعهد ادارتا بريد وبرق لبنان وسوريا أن تدفعا مناصفة الى شركة السكك الحديدية (شام حماه وتمديداتها) الاجور المقررة لنقل الطرود الخارجيه التي تتوسط لها الادارتان معا هذا اذا طالبت الشركة المشار اليها حصة واحدة للنقل في داخل الاراضي السورية اللبنانيه .

٣ ــ اعتباراً من غرة اذار سنة ١٩٤٥ تتعهد الادارة اللبنانية بان تساهم بدفع نصف الاجرة المتوجبة الى شركة « واغون لي » الدولية (شركة المركبات ذات الاسرة) على نقل البرد الخارجية التي تتوسط لها الادارتان اللبنانية والسورية معا هذا اذا لم تطالب الشركة المشار اليها الا بحصة واحدة للنقل ضمن الاراضي اللبنانية والسورية وكان النقل قد تم فعلا ضمن اراضي الدولتين بواسطة مركبات الشركـــة .

٤ ــ تسهيلا لتصفية حسابات رسوم توسط البرد القديمة التي تعود لسني ١٩٣٩ ــ١٩٤٢ لا ترى ادارتا بريد وبرق لبنان وسوريـة مانعا بان تتولى الاخيرة منهما اجراء التصفية المذكورة على ان تقسم المبالغ المستحقة لهما او المطلوبة منهما مناصفة بين الادارتين .

٥ ــ الموافقة اعتباراً من اول كانون الثاني سنة ١٩٤٥ على تبادل البرقيات التحريرية بين البلدين على ان يجري ذلك ضمن نطاق الانظمة الدولية وذلك باستيفاء ثلث الاجر قوجعل الحد الادنى للاستيفاء ٢٥ كلمة لكل برقية .

٦ ــ بما ان الجداول الحسابية المنظمة بين ادارتي بريد لبنان وسوريا عن الطرود والرقيات المتبادلة بينهما خلال شهور اب وايلول وتشرين الاول الاخيرة ساعدت على التحقق

من فضالة الفرق الموجود بين الحسابين وهبوطه عن المعدل الملحوظ في الفقرات ٢ و ٤ من محضر الضبط المؤرخ ٣٠ حزيران ١٩٤٤ فقد رأت الادارتان الموما اليهما ان لا حاجة بمطالبة بعضهما البعض بالتعويض والحصة المحددين في تلك الفقرات اعتبارا من غرة اب ١٩٤٤ ولا بتبادل جداول حسابية بينهما بعد الان بالمواد المذكورة مع العلم بان اجور الرد في البرقيات واجور السعاة المكلفين بايصال البرقيات والطرود تدفع بكاملها الى الادارة التي تقوم بارسال ردود البرقيات وبتوزيع البرقيات والطرود بواسطة السعاة .

٧ ــ المثابرة على قبول الرسائل الرسمية المتبادلة بين لبنان وسورية والمعفاة اساسا من الاجور البريدية في كل منهما دون الصاق طوابع بريدية عليها .

٨ ــ يحق لكل من اداري بريد وبرق لبنان وسورية ان تطلب الغاء او تعديل نصوص هذه الاتفاقية او جزء منها بشرط ان تعلم الادارة الثانية عن رغبتها هذه قبل ثلاثة اشهر .

٩ ــ يعرض مشروع هذا الاتفاق على حكومتي الجمهورية في لبنان وسورية ويصبح نافذا بعد تصديقه من قبلهما .

ACCORD
ECONOMIQUE ET FINANCIER (PROCES-VERBAL)

- Signé à Beyrouth
- Le 29 Décembre 1945

اتفاق
اقتصادي ومالي
(محضر اجتماع)

- وقع في بيروت
- في ٢٩ كانون الاول ١٩٤٥

اجتمع رئيسا وزارتي سوريا ولبنان ووزيرا المالية في الدولتين ووزير الاقتصاد السوري في ٢٨ و٢٩ كانون الاول سنة ١٩٤٥ ونتيجة الاجتماع اتفق الفريقان على ما يلي :

اولا — على تحديد منهاج استعمال القطع النادر على قسمين اولهما خاص بالتجهيز الاقتصادي والثاني خاص بالحاجات المستهلكة وتحديد حصة كل من سوريا ولبنان مستقلة وحرية التصرف لكل منهما بالفعل داخل كل قسم وعلى ان تكون المبالغ المقررة اقساطا ربع سنوية مع حق الطلب المعجل باخبار مسبق لمدة خمسة عشر يوما . وتمارس المراقبة لجنة سورية لبنانية وتمارس التفتيش كل من الحكومتين ضمن اراضيها بواسطة وزيري ماليتهما .

ثانيا — المصالح المشتركة

١) على ان يكون المحجر الصحي منفصلا .

٢) تعفى من رسوم الجمارك موقتا ولمدة تبتدىء في اول كانون الثاني ١٩٤٥ وتنتهي في اخر كانون الاول ١٩٤٦ ما يستورد للجيش والدرك والشرطة من ذخائر واسلحة وتجهيز وادوات نقل والبسة (باستثناء المواد الغذائيــــه .

٣) تجري توزيع واردات المصالح المشتركة الحالية الصافية بين البلدين عن سني ١٩٤٤ و١٩٤٥ و١٩٤٦ بنسبة ٤٤ بالمئة للبنان و٥٦ لسوريا .

ثالثا — يعين خبير اقتصادي اجنبي يقوم بالدراسة الواسعة لهذه عناصر التوزيع عن سنة ١٩٤٧ ولن تؤثر هذه الدراسة على التوزيع المتفق عليه نهائيا حتى اخر ١٩٤٦ كما لن يؤثر هذا التوزيع على تلك الدراسة

رابعا — تتداوم وزارتا التموين في البلدين لغاية اخر شباط ١٩٤٦ على استقطاع كمية من البضائع وعلى

استيفاء الرسوم عما يسلم منها للتجار كل دولة لحسابها كالسابق على ان تتفق الحكومتان باقرب وقت على اسلوب جديد للاستعاضة عن هذه الرسوم بغيرها لا تؤثر على حرية التجارة ولا على اقتصاديات البلدين .

خامسا — يتبع حسابات تصفية مكتب الاقتصاد الحربي اسس توزيع المصالح المشتركة المبين اعلاه .

سادسا — اتفقا ايضا على ان تعدل وتخفض الرسوم التي كانت تستوفيها المندوبية الفرنسية سابقا على [illegible] المصفاة على ان تكون الرسوم متماثلة في البلدين .

تحريرا في بيروت في ٢٩ كانون اول سنة ١٩٤٥

وزير المالية في لبنان
اميل لحود

وزير الاقتصاد في سوريا
عن وزير مالية سوريا
حسن جبارة

رئيس الوزارة السورية
سعدالله الجابري

رئيس الوزارة اللبنانية
سامي الصلح

ACCORD

ECONOMIQUE
ET FINANCIER

REPARTITION DES AVANTAGES OBTENUS DE LA TAPLINE

- Signé à Damas
- Le 10 Juin 1947
- Ratification autorisée par la loi du 24 Mars 1949 (J.O. 1949 n° 13 p. 175)

اتفاق

اقتصادي ومالي
توزيع المنافع العائدة
من شركة خط الانابيب
عبر البلاد العربيــة

- وقع في دمشق
- في ١٠ حزيران ١٩٤٧
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٢٤ اذار ١٩٤٩
ج ر - ١٩٤٩ - عدد ١٣ - ص ١٧٥

لما كانت شركة خط الانابيب عبر البلاد العربية المسجلة في ولايـــة دولاوير في الولايات المتحدة الامريكية المتخذة مكتبا رئيسيا لها بشـــارع وست نت رقم (١٠٠١) بمدينــة ولمنجتون في ولاية دولاوير قـــد طلبت من الحكومتين اللبنانية والسورية ان تجيزا لها مد خطوط الانابيــب عبر الاراضي اللبنانية والســوريــة لصب النفط مبتدئا من منطقة الظهران في المملكة العربية السعودية منتهيـا الى مرفأ على الشاطىء اللبناني .

ولمـا كانت المباحثات بين الحكومة اللبنانية والشركة قد اسفرت عــن عقد اتفاق بتاريخ ١٠ اب سنة ١٩٤٦ برم في ٣ اذار ١٩٤٧ .

وكانت الحكومة الســورية عازمـــة على اجراء المباحثات مع الشركة لعقد اتفاق بشأن امرار خطوط الانابيــب في اراضي الجمهورية السـورية .

ولما كان خط الانابيب المزمع مدة سيمر بالاراضي الســورية وينتهـي على الشاطىء اللبناني حيث يصب النفط فتقام لذلك المنشآت الضرورية بهذا الغرض .

ولما كان خط الانابيب المزمع مده الممنوح الى الشركة من قبل الحكومة اللبنانيه يتضمن شروطا تعين المنافع التي تنالها الحكومة اللبنانية من الشركة مقابل الامتياز .

ولما كان في حال اتمام الاتفاق بين الشركــة والحكومــة السورية تعيين المنافع التي تنالها الحكومة الســوريـة من الشركه مقابل الامتياز .

ولما كانت هذه المنافع على نوعين:

اولا — فيما يتعلق بما تستورده الشركة من الدولارات من اجل تسديد نفقات الانشاء .

ثانيا — فيما يتعلق بما تدفعه الشركة من رسم على تصدير الزيوت فقد اجتمع

عن لبنان :
دولة رئيس مجلس الوزراء
رياض بك الصلح

عن سوريا :
دولة رئيس مجلس الوزراء
جميل بك مردم بك

وبعد ان تبادلا وثائق التفويض التي وجدت صحيحة ومطابقة للاصول وقعا على الاتفاق الآتي :

المادة الاولى — لما كانت الشركة تحتاج الى رؤوس اموال كبيرة تستوردها من مركزها الرئيسي في الولايات المتحدة وذلك من اجل الانفاق على مد الخطوط وبناء المصفاة والصهاريج الخ .. فيدخل من ذلك الى سوريا ولبنان مبلغ من الدولارات بواسطة مكتب القطع . فان الفريقين المتعاقدين اتفقا على ان تكون حصة كل منهما من صافي الدولارات الواردة عن هذه الطريق على ان تجري توزيع الدولارات الواردة للشركة والتي تسلم لحساب مكتب القطع بعد تنزيل العشرين بالمئة التي احتفظ للشركة التصرف بها للنفقة المستخدمين الامريكيين المغتربين غير مقيمين وفق النص الملحق وذلك كله في طور الانشاء فقط .

١ — لسوريا ٥٠
٢ — للبنان ٥٠

على ان يعمل بهذا التوزيع طيله مدة الانشاء على ان لا تقل عن خمس سنوات اعتبارا من يوم الشروع في تنفيذ الاعمال وفاقا لنصوص الاتفاقات .

المادة الثانية — لما كانت الشركة ملزمة بموجب الكتاب الصادر عنها بتاريخ ١٠ آب ١٩٤٦ بان تدفع بنسيي عن كل طن من الزيوت التي تصدر عن طريق المرفا اللبناني فان الحكومتين السورية واللبنانية اتفقتا على ان تتقاسما ما ينتج من هذا الرسم مناصفة بينهما طيلة مدة الامتياز وكذلك رسم المرور .

المادة الثالثة — يعرض هذا الاتفاق على المجالس النيابية للدولتين لابرامه .

المادة الرابعة — حرر من هذا العقد صورتان اصليتان وقع عليهما في دمشق بتاريخ ١٠ حزيران سنة ١٩٤٧ .

اتفاق
اقتصادي ومالي
ملخص مقررات الاجتماع

- وقع في شتورا
- في ١٠ تموز ١٩٤٧

ACCORD
ECONOMIQUE ET FINANCIER
RESUME DES DECISIONS ADOPTEES

- Signé à Chtaura
- Le 10 Juillet 1947

الجمــــارك

١ ــ تقرر باتفاق الجانبين ان يتم تعيين مدير عام ومفتش عام ويتم تعيينهما بطريق المناوبة بحيث يكون المدير العام لبنانيا عندما يكون المفتش العام سوريا و بعكس بالعكس وتسري المناوبة كل مدة سنة . على أن يكون المدير العام سوريا في الدورة الاولى ، ويكون المفتش العام مساويا للمدير العام من حيث الرتبة والراتب .

٢ ــ تقرر تعديل الطريقة الواردة بكتاب وزارة مالية لبنان المؤرخ في ٢٢ تشرين لاول سنة ١٩٤٦ رقم ١٥٩٧٦ وذلك بابقاء المجلس الاعلى للمصالح المشتركة بجميع صلاحياته .

٣ ــ تقرر توزيع عائدات المصالح المشتركة في سنة ١٩٤٧ على اساس العام الماضي ٥٦٪ لسوريا و٤٤٪ للبنان .

تقرر توزيع الاموال الباقيه من موارد المصالح المشتركه عن المدة السابقة لسنة ١٩٤٤ على اساس التوزيع الحالي ٥٦٪ لسوريا و٤٤٪ للبنان .

٤ ــ تكليف المجلس الاعلى للمصالح المشتركة درس القضية المتعلقة بسكة الحديد من الوجهة الحقوقية اسرع ما يمكن على ان يتم الاجتماع يوم السبت المقبل الساعة التاسعة في دمشق وان تطلب السلطة العسكرية البريطانية بثلاثمائة الف ليرة على أن لا تتوقف سكة الحديد في الشهر المقبل .

٥ ــ تقرر تكليف المجلس الاعلى للمصالح المشتركة ملاحقة شركة مصفاة طرابلس I. P. C. لتحصيل الرسوم المتاخرة وابلاغ الشركة رد الحكومتين ان لا تعملان برفع سعر الشركة لتغطية المتوجب عليها من هذه الرسوم .

وزير الاقتصاد الوطني
سليمان نوفل

ACCORD
ECONOMIQUE ET FINANCIER

COMMUNIQUE CONJOINT

- Signé au Caire
- Le 17 Février 1948

اتفاق
اقتصادي ومالي

بيـــان مشترك

- وقع في القاهرة
- في ١٧ شباط ١٩٤٨

« اجتمع دولة رئيس بك الصلح رئيس مجلس وزراء لبنان ودولــة جميل بك مردم بك رئيس مجلــس وزراء سوريا واستعرضا الوضـــع الراهن في البلدين واتفقا على ما يأتي

١ – تبدأ فورا مذكرات الحكومــة اللبنانية والحكومة السوريـــــة لاعادة النظر في اتفاق المصالح المشتركة على ضوء الوضع الجديد على أن تنتهي هذه المذكرات قبل ٣١ آذار باسبوعين كي يتمكن كل من الحكومتين مـــن اتخاذ التدابير المقتضاة خلال النصف الاخير من شهر آذار الذي ينتهـــي بنهايته اتفاق المصالح المشتركة القائم حاليـــا .

٢ – يقبل حتى ٣١ آذار ١٩٤٨ النقد اللبناني او السوري [illegible] عن طريق الجمارك السورية اللبنانية .

٣ – تبقى العقود [illegible] على اعمال المصانع [illegible] البلدين بعد ٣١ كانون الثاني سنة ١٩٤٨

٤ – يخضع نقل النقد اللبناني او السوري بين البلدين الى اجازة مـــن وزير مالية البلد المنقول منه النقـــد عندما تتجاوز الـ ٢٠٠ ليرة سوريـــة او لبنانية عن كل شخص . لاتخضع لهذا القيد عمليات نقل النقود مــــن من فرعي الاصدار في البلدين عندما يكون المقصود من هذا النقل رفعهـــا من التداول وفقا للاحكام المعمول بها »

اتفاق

اقتصادي ومالي

- وقع في شتورا
- في ٣٠ اذار ١٩٤٨

ACCORD

ECONOMIQUE ET FINANCIER

- Signé à Chtaura
- Le 30 Mars 1948

في ١٩٤٨/٣/٣٠ عقد ممثلو الحكومتين اللبنانية والسورية في شتورا اجتماعا بحثوا فيه شتى الامور التي تهم البلدين ونظروا في الوضع الناشىء عن انتهاء مفعول اتفاق المصالح المشتركة المعقود بينهما في اول شرين الاول ١٩٤٣ اعتبارا من اول نيسان ١٩٤٨ ، واعقب هذا الاجتماع اخر عقد في دمشق في ١٩٤٨/٣/٣١ و١٩٤٨/٤/١ وكانت الابحاث جميعها مشبعة بروح الود والصفاء والاخاء كما كان الجانبان حريصين على دوام الروابط الوثيقة التي تجمع بينهما .

وقد تم الاتفاق بينهما على ما يأتي :

اولا – يثابر المجلس الاعلى الموكولة اليه والمتعلقة بادارة الجمارك للمصالح المشتركة على ممارسة الاعمال حتى تاريخ ١٥ ايار ١٩٤٨ وخلال هذه الفترة تنتقل البضائع الاجنبية بين البلدين ضمن الشرائط السابقة

ثانيا – يكون للتقدين اللبناني والسوري خلال فترة التمديد المنصوص عليها في المادة الاولى اعلاه قوة الابراء في الجمارك اللبنانية والسورية .

ثالثا – يثابر على نقل المنتجات الوطنية بين البلدين ضمن الشروط المعمول بها في ٣١ كانون الثاني ١٩٤٨ باستثناء اصحاب المعدة للتصدير ولا يشمل هذا الاستثناء ما هو لازم للاستهلاك الداخلي في البلدين وذلك حتى تاريخ ١٥ ايار ١٩٤٨

رابعا – اعتبارا من اول نيسان ١٩٤٨ تستقل كل من الدولتين اللبنانية والسورية بمراقبة الخطوط الحديدية الكائنة ضمن اراضيها وتبقى قواعد السير على هذه الخطوط والتعرفات الحالية نافذة موقتا الى ان تعمل في كل من البلدين بقواعد وتعريفات يتم وضعها بالتشاور بين الطرفين وتكون موحدة على قدر الامكان .

خامسا – يتم اعتبارا من اول نيسان ١٩٤٨ فصل ادارة حصر الدخان المشتركة وتصبح لها ادارة مستقلة في كل من البلدين وتكلف لجنة خاصة مشتركة بتعيين تفاصيل العملية الناتجة عن هذا الفصل .

ACCORD
ECONOMIQUE ET FINANCIER

- Signé à Damas
- Le 15 Mai 1948

اتفاق
اقتصادي ومالي

- وقع في دمشق
- في ١٥ ايار ١٩٤٨

في الخامس عشر من شهر آذار ١٩٤٨ اجتمع في دمشق رئيسا الحكومتين اللبنانية والسورية دولة رياض بك الصلح ودولة جميل بك مردم وبعد المداولة في الامور المتعلقة بالمصالح المشتركة بين البلدين اتفقا على ما يلي :

١ ـ يثابر المجلس الاعلى للمصالح المشتركة على ممارسة الاعمال الموكولة اليه والمتعلقة بادارة الجمارك بين البلدين حتى تاريخ ٣٠ حزيران سنة ١٩٤٨ ، وخلال هذه الفترة ستنقل البضائع الاجنبية بين البلدين ضمن الشرائط السابقة .

٢ ـ تقبل الجمارك اللبنانية والسورية النقد اللبناني والسوري على ان لا يزيد النقد اللبناني في الجمارك السورية عن النصف والنقد السوري في الجمارك اللبنانية عن النصف ايضا

٣ ـ يثابر على نقل المنتجات الوطنية بين البلدين ضمن الشروط التي كانت نافذة في ٢١ كانون الثاني ١٩٤٨ باستثناء انسحاب المنع للتصدير ولا يشمل هذا الاستثناء ما هو لازم للاستهلاك الداخلي في البلدين وذلك حتى تاريخ ٣٠ حزيران ١٩٤٨

٤ ـ تجبر الحكومة السورية مصرف سوريا ولبنان في سوريا ان يرسل جميع النقد اللبناني الموجود لديه بتاريخ توقيع هذا الاتفاق الى مصرف سوريا ولبنان في لبنان وتجبر الحكومة اللبنانية مصرف سوريا ولبنان ان يرسل الى مصرف سوريا ولبنان في سوريا مقابل ذلك مبلغا معادلا من النقد السوري الموجود لديه والحاصل من عملية الاستبدال .

اتفاق
اقتصادي ومالي

- وقع في شتورا
- في ٢٧ حزيران ١٩٤٨

ACCORD
ECONOMIQUE ET FINANCIER

- Signé à Chtaura
- Le 27 Juin 1948

في يوم الاحد الواقع في ٢٧ حزيران ١٩٤٨ اجتمع في شتورا رئيسا الحكومتين السورية واللبنانية ووزيرا الخارجية والمالية والاقتصاد الوطني وبعد ان استعرض الفريقان الشؤون التي تهم البلدين من جميع النواحي تم الاتفاق على الامور التاليه .

١ ـ تمديد الاتفاق المعقود بين رئيسي حكومتي سوريا ولبنان بتاريخ ١٥ ايار ١٩٤٨ بشأن المصالح المشتركة الى ثلاثة اشهر اخرى تبدأ في اول تموز ١٩٤٨ وتنتهي في ٣٠ ايلول ١٩٤٨ على ان يعهد الى رئيس الهيئة السورية ورئيس الهيئة اللبنانية في المجلس الاعلى للمصالح المشتركة باعداد المدروس على ضوء اختبارات الماضي للوصول الى اتفاق نهائي تؤمن توسيع الوحدة الجمركية وتوسيع عرى الروابط الاقتصادية في جميع نواحيها على ان تستمر هذه الهيئة ذوي الاختصاص والخبرة

٢ ـ الانضمام الى الدول الموقعة على الاتفاق الجمركي الاجتماعي الموقع في جنيف بتاريخ ٣٠ تشرين اول ١٩٤٧ على اساس التطبيق الموقت واعلام ممثليها لدى الامم المتحده تبليغ الامانة العامة مضمون هذا الاتفاق قبل ٣٠ حزيران ١٩٤٨

٣ ـ تأمين الكميات اللازمة من الحنطة السوريه بالاضافه الى الكميات الموجودة لدى الامانة اللبنانية تكفي استهلاك لبنان حتى موسم ١٩٤٩ وذلك بموجب اتفاقيه خاصه .

وقد ساد الاجتماع جو من المودة والاخاء ادى الى التفاهم والاتفاق على جميع ما يتعلق بتعيين اهداف السياسه الاقتصادية في البلدين الشقيقين .

جميل مردم بك

رياض الصلح

اتفاق مـــــالي

● وقع في شتورا

● في ٨ تموز ١٩٤٨

ACCORD FINANCIER

● Signé à Chtaura

● Le 8 Juillet 1948

بين

معالي السيد **حسن جبارة** وزير المالية والاقتصاد الوطني ممثلا عن الحكومة السورية ،

ومعالي السيد **فيليب تقلا** وزير الاقتصاد الوطني ووزير المالية بالوكالة ممثلا عن الحكومة اللبنانية ؛

عطفا على الاتفاق المعقود بتاريخ هذا النهار بين الحكومتين السورية واللبنانية على بعض المسائل الاقتصادية المهمة .

وبما ان ثمة مسألة مالية ما تزال معلقة بين البلدين وهي مسألة العملة السورية المستبدلة في لبنان بتاريخ ٢ شباط سنة ١٩٤٨ والبالغ مقدارها حاليا ٤٤٥٨٩.٨٢ ليرة سورية .

فقد اتفق الفريقان الموقعان ادناه على حل هذه المسألة على الوجه الآتي :

المادة الاولى ــ يعتبر المبلغ من الليرات السورية المذكور آنفا مرفوعا من التداول وان ما يعادله من الورق المالي الموضوع في التداول عند استبداله قد حل محله وعلى هذا الاساس ينقل من حساب النقد السوري بالفرنكات الى حساب لبنان بالفرنكات رقم (١) ما يعادل قيمته المبلغ المذكور بعد تخفيض ما يصيبه من الجزء غير المضمون ضمن النسب المحددة بالاتفاقات النقدية المعقودة بين لبنان وفرنسا من جهة وبين سوريا وفرنسا من جهة اخرى .

المادة الثانية ــ يعتبر هذا الاتفاق واجب التنفيذ فور تصديق اتفاقية النقد السورية ــ الفرنسية في البرلمان السوري .

ACCORD

SUR LA SITUATION DES MARINS SYRIENS AU LIBAN

ÉCHANGE DE LETTRES

- Signé à Beyrouth et à Damas
- le 7 et 11 Octobre 1948
- Ratification autorisée par la loi du 21 Janvier 1950 (J.O. 1950 — n° 5 pag. 68)
- Le texte officiel a été établi en langue arabe

اتفاق

بشان معامله البحاره السوريين فى لبنان

مبادلة رسائل

- وقع في بيروت ودمشق
- في ٧ و ١١ تشرين الاول ١٩٤٨
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٢١ كانون الثاني ١٩٥٠
  ا جر ــ ١٩٥٠ ــ عدد ٥ ص ٦٨
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة العربيـــة

حضرة صاحب المعالي وزيـــر الخارجيه الســوريه المحترم

يسرني بان انهي الى معاليـــكم ان الحكومه اللبنانيه نتيجه للمباحثـــات التى جرت بين وزارتي الخارجيـــة السوريه واللبنانيه بشان معاملــــه البحارة الســوريين فى لبنان ، وتمشيا مع الروح التعاوني المشترك الـــذي يسود علائق البلدين فى مختلف الميادين قد قررت منح البحاره الســوريـــين العاملين فى لبنان نفس الحقوق التي يتمتع بها البحاره اللبنانيون علـــى ان تمنح الحكومة الســورية الجليلـــة البحارة اللبنانيين نفس الحقـــوق التي يتمتع بها البحارة الســوريـــون وذلك تأييدا للوضع الحالي المبنـــي على قاعدة المعاملة بالمثل .

وتفضلوا يا صاحب المعالي بقبول فائق الاحترام .

بيروت في ٧ تشرين الاول سنة ١٩٤٨

وزير الخارجيه والمغتربين

حميد فرنجية

الجمهورية السورية ـ وزارة الخارجية

الرقم س ٥٨ (٣٤٦) ٥٣/٢
دمشق في ١١/ ١/ ١٩٤٨

حضرة صاحب المعالي وزير الخارجية اللبنانية المحترم

بالإشارة إلى كتابكم المؤرخ في ٧ تشرين الأول ١٩٤٨

لي الشرف أن أنهي إلى معاليكم أن الحكومة السورية نتيجة للمباحثات التي تمت بين وزارتي الخارجية اللبنانية والسورية بشأن معاملة التجار السوريين في لبنان ـ وتمشيا مع الروح التعاوني الذي يسود علائق البلدين الشقيقين، قد قررت منح التجار اللبنانيين العاملين في سوريا نفس الحقوق التي يتمتع بها التجار السوريون، على أن تمنح الحكومة اللبنانية الجليلة التجار السوريين نفس الحقوق التي يتمتع بها التجار اللبنانيون وذلك تأييدا للوضع الحالي المبني على قاعدة المعاملة بالمثل.

وتفضلوا يا صاحب المعالي بقبول فائق الاحترام.

وزير الخارجية

ACCORD
ECONOMIQUE ET FINANCIER REPARTITION DES AVANTAGES DE L'ACCORD AVEC LA TAPLINE

- Signé à Beyrouth
- Le 28 Janvier 1949
- Ratification autorisée par la loi du 24 Mars 1949
  (J.O. 1949 – p. 13 [illegible])
- Le texte officiel a été établi en langue arabe.

اتفاق
اقتصادي ومالي
توزيع المنافع الناتجة
عن الاتفاق مع شركة
خط الانابيب عبر البلاد العربية

- وقع في بيروت
- في ٢٨ كانون الثاني ١٩٤٩
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٢٤ آذار ١٩٤٩
  (ج ر – ١٩٤٩ – عدد ١٣ اسبوع ٢٥)
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة العربية

لما كانت الحكومتان السورية واللبنانية قد اتفقتا بتاريخ ١٠ حزيران ١٩٤٧ على كيفية اقتسام المنافع التي تنجم من الاتفاق مع شركة خط الانابيب عبر البلاد العربية على مد خط او خطوط من الانابيب عبر الاراضي السورية واللبنانية لصب النفط مبتدئا من منطقة الظهران في المملكة العربية السعودية منتهيا الى مرفأ على الشاطىء اللبناني .

ولما كان من الضروري تحديد الحقوق والواجبات الناشئة عن هذا الامتياز بصورة نهائية وذلك باتمام الاتفاق المعقود في ١٠ حزيران ١٩٤٧ المذكور آنفا .

فقد مثل الحكومة السورية : معالي **حسن جبارة** ، وزير المالية ، ومعالي **حنين صحناوي**، وزير الاقتصاد الوطني

ومثل الحكومة اللبنانية معالي **حميد فرنجية** ، وزير الخارجية ومعالي **حسين العويني** ، وزير المالية .

وبعد ان تبادلا وثائق التفويض التي وجدت صحيحة ومطابقة للاصول اتفقا على الاحكام التالية :

المادة الاولى – تنفيذا لاحكام المادة الاولى من الاتفاق المؤرخ في ١٠ حزيران سنة ١٩٤٧ والمشار اليه اعلاه تتعهد الحكومتان

١ – بعدم اتخاذ اي تدبير منفرد في شأن ما يمكن ان تترك لشركة خط الانابيب عبر البلاد العربية من القطع الذي تستورده ، المشار اليه في المادة الاولى من الاتفاق المعقود

في ١٠ حزيران سنة ١٩٤٧ .

ب ـ باعلام الشركة عن ذلك وعن حصة كل من الحكومتين من الخطوط المتفق عليها في المادة الاولى المذكورة وتعويض الشركة بكتاب مشترك باداء حصة كل من الحكومتين مباشرة الى خزينتها .

المادة الثانية ـ تنفيذاً لاحكام المادة ثانية من الاتفاق المعقود في ١٠ حزيران ١٩٤٧ تعلم الحكومتان الشركة المشار اليها بكتاب مشترك عن اتفاقهما الذي تتضمنه هذه المادة وعن حصة كل منهما وتعوضان الشركة باداء هذه الحصة مباشرة الى خزينة كل منهما

المادة الثالثة ـ يسمح لكل من الحكومتين اعفاء شركات البترول التي تمنح امتيازاً في احد البلدين من الرسوم الجمركية المترتبة على ما تستورده من المواد والبضائع والاشياء الاخرى اللازمة لتنفيذ المشروع ، وخاصة ما يتعلق منها بالتنقيب ومد الانابيب والتكرير وما تستلزمه من اعمال .

المادة الرابعة ـ تتعاون الحكومتان تعاونا وثيقا على كل ما يؤول الى المنفعة المشتركة في شؤون البترول ولذلك تمنح كل منهما التسهيلات اللازمة والضرورية لتنفيذ الامتيازات البترولية التي تمنحها احدى الحكومتين وفي حالة اختيار المصب من قبل اصحاب الشأن على الشاطىء اللبناني واقتسام المنافع بينهما تطبق بشأن مرور الانابيب في اراضي البلدين القواعد المطبقة على امتياز شركة خط الانابيب عبر البلاد العربية (التابلين) .

المادة الخامسة ـ يعرض هذا الاتفاق على المجلس النيابي في البلدين لابرامه .

المادة السادسة ـ حرر من هذا العقد صورتان اصليتان ووقع عليهما في بيروت بتاريخ ٢٨ كانون الثاني ١٩٤٩ .

كتاب وزير الخارجية والمغتربين اللبناني

حضرة صاحب المعالي حسن بك جبارة وزير المالية المحترم .

تبعا لحديثنا الشفهي وللاتفاق الموقع بيننا في هذا النهار لي الشرف ان أؤكد لكم ان الحكومة اللبنانية تعتبر ان الاختيار المنصوص عنه في المادة الرابعة من الاتفاق المذكور لم يقع على الشاطىء اللبناني ، وهو اذاً لا يطبق على مشروع مد انابيب بترول شركة خطوط انابيب الشرق الاوسط المحدودة التي تتعاقد معها الحكومة السورية .

ارجو ان تأخذوا علما بذلك وان تتقبلوا فائق احتراماتي .

ACCORD
ECONOMIQUE ET FINANCIER

- Signé à Chtaura
- Le 8 Juillet 1949
- Le texte officiel a été établi en langue arabe

اتفاق
اقتصادي ومالي

- وقع في شتورا
- في ٨ تموز ١٩٤٩
- وضع النص الرسمي باللغة العربية

بما ان الحكومة السورية ابلغت الحكومة اللبنانية مذكرة مؤرخة في الخامس من حزيران سنة ١٩٤٩ تتضمن مشاريع لتنظيم العلاقات الاقتصادية بين البلدين على اسس جديدة .

وبما انه تبين ان درس هذه المشاريع واقرار الحل النهائي عمل يستغرق وقتا طويلا ويستلزم دروسا واحصاءات غير متوفرة في الوقت الحاضر .

وبما ان ثمة مسائل مستعجلة بين البلدين رؤي من المصلحة المشتركة ان تحل بسرعة .

لذلك تم الاتفاق بين معالي السيد **حسن جبارة** ، وزير المالية والاقتصاد الوطني ممثلا الحكومة السورية ومعالي السيد **فيليب تقلا** وزير الاقتصاد الوطني ووزير المالية بالوكالة ممثلا الحكومة اللبنانية .

على الامور الآتية :

المادة الاولى — يلغى القرار القاضي بتعليق التعرفة الجمركية على القمح والشعير ومشتقاتهما وتخضع هذه المواد لرسم جمركي قدره خمسون في المائة . وتستثنى من هذا الرسم كميات القمح والشعير والدقيق التي ستوردها الحكومة اللبنانية بنفسها او لحسابها لاعاشة الشعب اللبناني وذلك في حالتي النقص في المحصول السوري اللبناني او ارتفاع الاسعار في البلدين .

تتعهد الحكومة السورية بابقاء [illegible] من القمح والشعير ومشتقاتهما الى لبنان حرا من كل قيد او رسم . وبالنظر الى ان الحكومة السورية قد حصرت بنفسها او بمن يمثلها لحسابها تصدير القمح الى خارج البلاد السورية بموجب مرسوم

تشريعي رقم ٥ صادر بتاريخ ٣٠ حزيران سنة ١٩٤٩ فان الحكومة اللبنانية تمنع فيما يعنيها تصدير القمح الى خارج حدود الوحدة الجمركية القائمة بين لبنان وسورية .

المادة الثانية ــ تطبق التعرفة العادية على الارز المصري باستثناء كمية ٢٥٠٠ الفين وخمسمائة طن يستوردها لبنان تنفيذا لعقود جارية بين الحكومة اللبنانية وبعض التجار بتاريخ سابق لهذه الاتفاقية

المادة الثالثة ــ يستعاض عن التعرفة النسبية المفروضة على الخيوط والمنسوجات القطنية والحريرية الصنعية بتعرفة نوعية على الاسس التالية

١ ــ ٧٥ قرشا على الكيلوغرام الواحد من الخيوط القطنية بمرة ١ ٢٢ وتحدد التعرفة النوعية على بقية انواع الخيوط بحسب معادلة الفرق القيمة بينها وبين النمرة المشار اليها.

٢ ــ ١٥٠ قرشا على الكيلوغرام الواحد من الخام العادي وتحدد تعرفة المنسوجات القطنية الاخرى بنسبة معادلة لفرق القيمة وبين قيمة الخام العادي.

٣ ــ ١٠٠ قرش على الكيلو غرام واحد من الخيوط الحريرية الصنعية المغزولة من الفيران .

٤ ــ تحدد التعرفة النوعية على الاقمشة الحريرية الصنعية حسب نوعها بمبلغ يتراوح بين الخمسين والعشر ليرات عن الكيلو الواحد .

٥ ــ تفرض على الاقمشة المعروفة (بالجوب) علاوة على الرسم الجمركي النوعي المنصوص عليه في الفقرات السابقة رسوم اضافية تعادل الفرق بين قيمة الاستيراد وقيمة المنسوجات العادية المماثلة لها .

المادة الرابعة ــ تعفى من الرسم الجمركي الخيوط الحريرية الصنعية الغير المغزولة وكذلك بعض القطن الصافي المسمى بالفيران .

المادة الرابعة ــ تعنى من الرسم الاعلى للمصالح المشتركة بدراسة التعديلات التي يجب ادخالها على التعرفة الجمركية الحالية توصلا لاعادة تخفيض الرسم على المواد الاولية التي لا تنتجها البلاد واللازمة للصناعة ورفع تلك الرسوم على المواد المصنوعة بقصد حماية الانتاج الصناعي في البلدين وعلى الاخص ما يتعلق بالصناعات الرئيسية ومنها بالاضافة الى صناعات الغزل والنسيج صناعات الزيوت والصابون والجلود والزجاج والسكر .

المادة السادسة ــ تعفى من الرسوم الجمركية الاغنام المستوردة للاستهلاك الداخلي لغاية اخر السنة الجارية .

المادة السابعة – توضع سكة جديدة ش.ح.ت. تحت اشراف المجلس الاعلى للمصالح المشتركة وتوحيد المراقبة عليها ويوضع مشروع يعرض على تصديق الحكومتين لممارسة هذه المراقبة في صالح البلدين .

المادة الثامنة – تبقى ادارة حصر التبغ والتنباك مشتركة ويمارس كل من المجلس الاعلى للمصالح المشتركة واللجنة الدائمة المؤلفة من مديري المالية في البلدين الصلاحيات المنصوص عليها في الانظمة النافذة .

المادة التاسعة – تؤلف لجنة مشتركة من ممثلي مراقبة القطع في البلدين مهمتها درس نظم القطع النافذة واقتراح مشروع لتوحيدها .

لا يحول توحيد نظم القطع في البلدين دون حق كل من الحكومتين بالتصرف بموردها من القطع الاجنبي بالشكل الذي تراه وتظل شؤون مراقبة القطع مستقلة في كل من البلدين .

المادة العاشرة – تضع كل من الحكومتين جدولا بالرسوم الداخلية التي تستوفيها حاليا وتجري اتفاق على توحيد هذه الرسوم وفقا للاصول المتبعة في كل من البلدين . ويوحد بصورة خاصة الرسم المفروض على السكر جهة معدله ام لجهة طريقة استيفائه .

لكل من الحكومتين ان تطلب اعادة النظر في جدول الرسوم الداخلية بعد توحيدها مرة كل ستة اشهر على الاقل .

المادة الحادية عشرة – تتخذ كل من الحكومتين تدابير مشتركة وفعالة لازالة الفروق الموجودة حاليا بين البلدين . ومن اجل ذلك تكلف كل منهما احد خبرائها الماليين القيام بدراسة عميقة وسريعة بالاشتراك مع خبير الحكومة الاخرى حول هذا الموضوع فيقدم الخبيران مشروعا بالحلول العملية التي يقترحانها لتحقيق الغاية المشار اليها .

المادة الثانية عشرة – يعتبر الفريقان المتعاقدان ان المواد الاحدى عشرة السابقة تحقق في الظروف الحاضرة الغاية المنشودة فيما يتعلق بحماية الصناعات الهامة والحؤول دون انتقال الثروة العامة الى الخارج وتتضمن حلولا لمعظم المسائل التي كانت معلقة بينما هي تستدعي علاجا سريعا ، فيكون الاتفاق الحاضر خطوة ناجحة في سبيل اعتماد اساس نهائي في علاقات البلدين يضمن الاستقرار والازدهار .

وتعمد الحكومتان الى استكمال الدراسات والاحصاءات توصلا الى اقرار الحل النهائي في اقرب وقت مستطاع .

نظم في شتورا بتاريخ ٨تموز١٩٤٩

ACCORD
ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

- Signé à Bloudane
- Le 27 Août 1949
- Le texte officiel a été établi en langue arabe.

اتفاق
اقتصادي ومالي

- وقع في بلودان
- في ٢٧ آب ١٩٤٩
- وضع النص الرسمي المعتمد في اللغة العربية

في يوم السبت الواقع في ٢٧ آب سنة ١٩٤٩ اجتمع في فندق بلودان

عن لبنان

معالي **حسين بك العويني**
وزير المالية
معالي **فيليب بك تقلا**
وزير الاقتصاد الوطني
السيد **موسى مبارك**
رئيس الهيئة اللبنانية في المجلس الأعلى للمصالح المشتركة
السيد **جورج حكيم**
مستشار المفوضية اللبنانية في دمشق

عن سوريا

دولة **خالد بك العظم**
وزير المالية
معالي **فيضي بك الأتاسي**
وزير الاقتصاد الوطني
معالي **حسن بك جبارة**
رئيس الهيئة السورية في المجلس الأعلى للمصالح المشتركة
السيد **هنري رعد**
الأمين العام لوزارة المالية
السيد **حسني الصواف**
الأمين العام لوزارة الاقتصاد الوطني

بعد التدقيق بالمحضر الذي نظمه بتاريخ ٢ آب سنة ١٩٤٩ مندوبو الحكومتين السورية واللبنانية بشأن تصفية القطع المعلقة بين البلدين تم الاتفاق على ما يلي

١ ــ الذمم المتقابلة

١ ــ ان الذمم المترتبة على الحكومة السورية نحو الحكومة اللبنانية تبلغ :

/٢٢٢١٨٠/ دولارا اميركيا
/١١١٠٥/ كورونات دانمركية

ونظرا لعدم وجود كورونات دانمركية لدى مكتب القطع السوري وباعتبار ان الدولار له من القوة الشرائية ما يجعله قابل التحويل الى اي بلد

كي لذلك تحول الكورنات الى دولارات حسب السعر الرسمي حيث تبلغ ٢٢١٢،٥٠ دولارا اميركيا وتضاف الى المبلغ المترتب على الحكومة السورية بالدولار فيصبح المجموع

٢٢٢١٨٠
٢٢١٢،٥
٢٢٤٤٩٢،٥٠ دولارا

ب ـ للحكومة السورية في ذمة الحكومة اللبنانية مبلغ ٢٠٩٠٩٢ ليرة استرلينية و٧١١٤٦ فرنكا بلجيكيا .

ونظرا لتوفر هذين النوعين من القطع لدى الحكومة اللبنانية ستكلف هذه الحكومة مصرف سوريا ولبنان :

ـ ان يرقن الذمة المترتبة للحكومة اللبنانية على الحكومة السورية .

ـ ب يصبح تحت تصرف هذه الاخيرة المبلغين المدرجين آنفا والذين يمثلان ما للحكومة السورية في ذمة الحكومة اللبنانية .

ج ـ ان مبلغ /٢٥٨٣٦/ ليرة استرلينية المجمد بين الحكومتين نتيجة تصدير بعض البضائع ذات المنشأ المشترك والتي لا يمكن تحديد نوعها سيوزع بين الحكومتين بنسبة ٥٥٪ لسوريا و٤٥٪ للبنان اي ١٩٧١٠ ليرة استرلينية سورية و ١٦١٢٦ ليرة للبنان .

٢ ـ مبيعات شركة التابلاين من الدولارات

تبين ان مبيعات شركة التابلاين قد بلغت حتى غاية تموز سنة ١٩٤٩ /٣٠٨٨٢٩٩/ دولارا اميركيا وان الشركة المذكورة وفق الاتفاق المعقود بينهما وبين كلتا الحكومتين السورية واللبنانية والمتعلق بامكان تصرف الشركة بـ ٢٠٪ من اصل القطع المباع حسب الاسعار الحرة قد سحبت مبلغ /٤٩٨٣٣٠/ دولارا اي دون الـ ٢٠٪ المذكورة آنفا حيث يصبح مجموع ما دخل على مكتبي القطع المشترك والتالي :

٣٠٨٨٢٩٩
٤٩٨٣٣٠
٢٥٨٩٩٦٩ دولارا

مبلغ /٢٥٨٩٩٦٩/ دولارا استعملته الحكومة اللبنانية بكامله .

فتكون حصة الحكومة السورية من مبيعات شركة التابلاين

١٢٩٤٩٨٤،٥٠ = ٢ : ٢٥٨٩٩٦٩ دولارا اميركيا .

ولما كانت الحكومة السورية كما تبين آنفا مدينة للحكومة اللبنانية بمبلغ ٢٢٤٤٩٢،٥٠ فيكون صافي مطلوبها من الدولارات الاميركية

= ٢٢٤٤٩٢،٥٠ ـ ١٢٩٤٩٨٤،٥٠
١٠٧٠٤٩٢ دولارا اميركيا

ان الدين الناجم للحكومة السورية من هذا القبيل فوق اقتطاع ١٥ بالمائة من حصة الحكومة اللبنانية الصافية (اي بعد ان تتصرف الشركة بالعشرين بالمائة العائدة لها) حسب حسابات الشلاش ووضعها اذا كانت هذه الحصة لا تتجاوز /٥٠٠/ الف دولار بالشهر وباقتطاع ٣٠٪ من الجزء الذي يزيد على /٥٠٠/ الف دولار بالشهر وتوضع المبالغ المقتطعة تحت تصرف الحكومة السورية حتى تبلغ القيمة المحددة للحكومة السورية /١٠٦٠٤٩٢/ دولارا اميركيا.

اما الدولارات التي وردت ويبعث او التي سترد او تباع الى احدى الحكومتين بعد تاريخ واحد وثلاثين تموز سنة ١٩٤٩ فتضع الحكومة التي يبعث لها الدولارات تحت تصرف الحكومة الاخرى نصف هذا المبلغ بعد تصديق الحكومتين على هذا الاتفاق.

٣ – قضية بيع القطع الاجنبي في لبنان لحساب الحكومة السورية

لما كان مكتب القطع اللبناني قد استوفى لحد الان ١٠ بالمئة بالسعر الرسمي من اصل القطع الاجنبي الذي باعته الحكومة السورية في الاراضي اللبنانية ونظرا للعلاقات الاقتصادية القائمة بين البلدين ولوحدتهما الجمركية سيطلب من مكتب القطع اللبناني ان يتوقف عن استيفاء العشرة بالمئة المذكورة من القطع الاجنبي الذي ستبيعه بعد هذا الاتفاق الحكومة السورية في الاراضي اللبنانية.

٤ – فتح حسابات في بيروت ودمشق لكل من الحكومتين

يقبل بفتح حساب لكل من الحكومتين في البلد الاخر من نوع الحسابات التي تفتح «للغير المقيمين» وذلك على الصورة الآتية:

١ – يفتح حساب للحكومة السورية بالليرات اللبنانية لدى احد المصارف المقبولة او المأذونة في لبنان يدخل به النقد اللبناني الذي تحصله الحكومة اللبنانية او احدى دوائر المصالح المشتركة لحساب الحكومة السورية ويتضمن النقد اللبناني الناجم عن بيع الحكومة السورية قطعا اجنبيا في الاراضي اللبنانية.

٢ – يفتح حساب للحكومة اللبنانية بالليرات السورية لدى احد المصارف المقبولة او المأذونة في سوريا يدخل به النقد السوري الذي تحصله الحكومة السورية او احدى المصالح المشتركة لحساب الحكومة اللبنانية، ويتضمن النقد السوري الناجم عن بيع الحكومة اللبنانية قطعا اجنبيا في الاراضي السورية.

ويمكن لكل من الحكومتين ان تشتري ما تشاء من البضائع في اراضي الحكومة الاخرى بالمبلغ المتجمع لها على هذه الطريقة في البلد الاخر

CONVENTION
JUDICIAIRE

- Signée à Damas
- Le 25 Février 1951
- Le texte officiel a été établi en langue arabe

CHAPITRE I

DE L'EXTRADITION ET DE L'EXECUTION DES JUGEMENTS RENDUS EN MATIERE PENALE

ARTICLE 1. — L'extradition entre le Liban et la Syrie et l'exécution sur le territoire de l'un des deux Etats des jugements rendus en matière pénale par les juridictions de l'autre ont lieu conformément aux dispositions du présent chapitre.

ARTICLE 2 — L'extradition est obligatoire :

a) si l'individu réclamé est poursuivi, accusé ou condamné pour un crime réprimé par la loi de l'Etat réclamant ; s'il est poursuivi ou prévenu pour un délit réprimé par la loi de l'Etat réclamant, d'une peine dont le maximum n'est pas inférieur à un

اتفاق
قضائي

- وقع في دمشق
- في ٢٥ شباط ١٩٥١
- وضع النص الرسمي المعتمد في اللغة العربية

الفصل الاول

تسليم المجرمين وتنفيذ الاحكام الجزائية

المادة الاولى — يجري تسليم المجرمين بين سورية ولبنان وتنفذ الاحكام الجزائية الصادرة عن قضاء الدولتين في الدولة الاخرى وفقا لاحكام هذا الفصل .

المادة ٢ — يكون التسليم واجبا اذا توفرت الشروط التالية :

ا — اذا كان الشخص المطلوب تسليمه مدعى عليه او متهما او محكوما بجناية معاقب عليها في قانون الدولة طالبة التسليم ، او كان الشخص المطلوب تسليمه مدعى عليه او ظنينا بجنحة معاقب عليها في قانون الدولة

an d'emprisonnement ; — ou s'il est condamné à un emprisonnement de deux mois au moins.

b — Si l'infraction a été commise sur le territoire de l'Etat réclamant, ou si elle a été commise hors du territoire des deux Etats contractants tout en étant réprimée par leurs lois respectives.

ARTICLE 3 L'extradition peut être refusée

a — lorsque l'individu objet de la demande est citoyen de l'Etat requis, la qualité de citoyen étant appréciée à l'époque de l'infraction ; l'Etat requis procédera en ce cas au jugement au vu d'un dossier établi par les autorités judiciaires de l'Etat requerant et informera celui-ci de l'issue des poursuites ; les autorités judiciaires compétentes de l'Etat requérant décideront de l'arrêt définitif des poursuites ou du sursis à l'exécution du jugement qui aurait été rendu.

b — lorsque l'infraction a été commise sur le territoire de l Etat requérant par un individu qui n'est pas sujet de cet Etat, si les faits constitutifs du délit ne sont pas réprimés par la loi de l'Etat requis.

طالبة التسليم بعقوبة لا يقل حدهـا الاعلى عن الحبس مدة سنة او كـان محكوما بالحبس لمدة لا تقل عـــن الشهرســـن .

ب ـ اذا كانت الجريمة قد ارتكبت في اراضي الدولة الطالبة ، او كانـت قد ارتكبت خارج اراضي الدولـتين وكانت شريعة كل منهما تعاقب على الجرم اذا ارتكب خارج اراضيها .

المادة ٣ ــ يجوز للدولة المطلـوب اليها التسـليم ان تمتنع عنه .

ا ـ اذا كان الشـخص المطلوب من رعاياها حين ارتكاب الجريمة ؛ على ان تتولى هي محاكمته بموجب اضبارة قضائية تنظمها السلطات القضائيـة في الدولة الطالبة . وعلى الحكومـة المطلوب اليها التسـليم ان تبلغ نتيجة الحكم الى الحكومة الطالبة فيصـــدر مرجع القضائي المختص فيه وقـف التعقـبات نهائيا او وقف تنفيذ الحكـم اذا كان قد حكم بالدعوى .

ب ـ اذا كان الجرم واقعا في اراضي الدولة طالبة التسلم وكان الشخص المطلوب من غير رعايا الدولة الطالبـة وكانت الاعمال المستندة اليه غـــير معاقب عليها في قانون الدولة المطلوب اليها التسليم .

c — lorsque l'infraction a été commise hors du territoire des deux Etats par un individu qui n'est pas sujet de l'Etat réclamant et qu'elle n'est pas réprimée dans de telles conditions par la loi de l'Etat requis.

d — lorsque l'individu réclamé n'est pas sujet de l'Etat requérant et que, d'après la loi de l'Etat requis, l'action publique ou la peine sont éteintes

ARTICLE 4. — L'extradition n'est pas accordée

1 — Si l'infraction a un caractère politique ;

2 — Si l'infraction a été commise sur le territoire de l'Etat requis ;

3 — Si l'individu réclamé appartient au cadre diplomatique et jouit de l'immunité attachée à sa fonction

4 — Si l'individu réclamé est un fonctionnaire d'une mission officielle à l'étranger et si l'infraction pour laquelle il est réclamé a été commise dans ou à l'occasion de l'exercice de sa mission.

Dans les deux cas précédents, l'individu est remis à l'Etat dont il relève ou qu'il représente, si les conditions d'extradition établies par le présent traité sont remplies.

ج ـ اذا كان الجرم قد ارتكب خارجا عن اراضي الدولتين وكانت شريعة الدولة المطلوب اليها التسليم لا تعاقب على الجرم اذ ارتكب خارج اراضيها ولم يكن الشخص المطلوب من رعايا الدولة الطالبة .

د ـ اذا كانت الجريمة او العقوبة سقطت بمضي مرور الزمن في الدولة المطلوب اليها التسليم ما لم يكن المطلوب من رعايا الدولة الطالبة .

المادة ٤ ـ لا يسمح بالتسليم في الاحوال الآتية .

١ ـ اذا كان للجريمة طابع سياسي

٢ ـ اذا ارتكب الجرم في اراضي الدولة المطلوب اليها التسليم .

٣ ـ اذا كان المطلوب تسليمه من موظفي السلك السياسي المتمتعين بالحصانة الدبلوماسية .

٤ ـ اذا كان المطلوب تسليمه من الموظفين المكلفين بمهمة رسمية خارج بلادهم وكان الجرم المطلوب من اجله وقع اثناء ممارسته المهمة او بسبب ممارسته لها .

وفي الحالتين السابقتين يسلم الشخص الى البلاد التي ينتمي اليها او يمثلها اذا توفرت الشروط المقررة للتسليم بمقتضى هذا الاتفاق .

5 — Si le mode de peine établi par la loi de l'Etat requérant n'est pas reconnu par la loi de l'Etat requis.

6 — Si l'individu réclamé a déjà été jugé ou si l'affaire faisant l'objet de la demande d'extradition est en cours d'instruction ou de jugement dans l'Etat requis ou dans l'Etat autre que le requérant, sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

7 — Si l'action ou la peine sont éteintes d'après la loi de l'Etat requérant ou celle de l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

ARTICLE 5. — Ne sont pas considérés comme délits politiques

a — Le meurtre, le brigandage, le vol accompagné de violence commis isolement ou collectivement contre les individus ou les autorités ou les voies ferrées ou tous autres moyens de transport et de communication.

b — Tout attentat contre le chef de l'un des deux Etats contractants.

c — Les infraction militaires.

ARTICLE 6. — Si l'individu réclamé est l'objet, dans l'Etat

٥ — اذا كانت العقوبة المنصوص عليها في شريعة الدولة طالبة التسليم غير مقررة نوعها في قانون الدولة المطلوب اليها التسليم .

٦ — اذا كان الشخص المطلوب قد جرت محاكمته او كان قيد التحقيق او المحاكمة من اجل الجريمة التي سببت الطلب سواء كان ذلك في الدولة المطلوب اليها التسليم او في الدولة غير طالبة التسليم — او في الدولة التي وقع الجرم في ارضها .

٧ — اذا كانت الجريمة او العقوبة قد سقطت بموجب قوانين الدولة طالبة التسليم او قوانين الدولة التي وقع الجرم في ارضها .

المادة ٥ — لا تعتبر جرائم سياسية.

ا — جرائم القتل والسلب والسرقة المصحوبة باعمال اكراهية سواء ارتكبها شخص واحد او عصابة ضد الافراد او ضد السلطات المحلية او السكك الحديدية او غير ذلك من وسائل النقل والمواصلات .

ب — كل تعد على رئيسي الدولتين المتعاقدتين

ج — الجرائم العسكرية .

المادة ٦ — اذا كان الشخص المطلوب تسليمه قيد التحقيق او المحاكمة من

requis, de mesures d'instruction ou d'une procédure de jugement à raison d'une infraction différente, l'extradition est retardée jusqu'après le vidé de l'affaire

ARTICLE 7. — Si, pour une infraction unique, l'extradition est demandée concurremment par plusieurs Etats, elle est accordée de préférence, à l'Etat aux intérêts duquel l'infraction a porté préjudice ou à celui sur le territoire duquel elle a été commise

Si les demandes ont pour cause des infractions différentes, il est tenu compte, pour décider de la priorité, de toutes circonstances du fait et notamment de la gravité relative et du lieu des infractions, de la date respective des demandes, de l'engagement qui serait pris par l'un des Etats requérants de procéder à la réextradition

ARTICLE 8. — Chacun des deux Etats contractants exécutera pour le compte de l'autre, les jugements condamnant à une peine d'emprisonnement inférieure à deux mois ou à l'amende, aux frais et aux dépens

Les jugements condamnant à des peines supérieures pourront être exécutés dans l'Etat où réside le condamné, si cet Etat y consent, sur la demande de l'Etat où le jugement a été rendu.

جريمة اخرى في الدولة المطلوب اليها التسليم فان تسليمه يؤجل حتى تنتهي محاكمته .

المادة ٧ — اذا كان لدى الدولة المطلوب اليها التسليم عدة طلبات من دول مختلفة بحق الشخص ذاته من اجل الجريمة نفسها ، تكون الاولوية بالتسليم للدولة التي اضرت الجريمة بمصالحها او للدولة التي ارتكبت الجريمة في ارضها .

اما اذا كانت الطلبات مبنية على جرائم مختلفة تقرر الاولوية بالاستناد للظروف والوقائع ولا سيما لخطورة الجريمة ومحل اقترافها وتاريخ ورود الطلبات وتعهد احدى الدول طالبة التسليم باعادة الشخص المسلم .

المادة ٨ — تنفذ كل من الدولتين للدولة الاخرى الاحكام القاضية بعقوبة الحبس اقل من شهرين او بعقوبة الغرامة وبالرسوم والنفقات القضائية .

اما الاحكام المقررة لعقوبات اشد فيجوز تنفيذها في الدولة الموجود فيها المحكوم عليه بناء على طلب الدولة مصدرة الحكم وموافقة الدولة الثانية .

ARTICLE 9. — La demande d'extradition doit être accompagnée des pièces suivantes

1 — un exposé indiquant d'une manière précise l'identité et le signalement de l'individu réclamé ou à l'encontre duquel l'exécution est demandée :

2 — a : Quand il s'agit d'un individu non encore jugé, un mandat d'arrêt décerné par l'autorité judiciaire compétente indiquant la nature de l'infraction. Ce mandat doit être signé du magistrat qui l'a décerné, cacheté du sceau officiel et accompagné d'une copie authentique des preuves et charges établissant l'inculpation. Cette copie doit être certifiée conforme par l'autorité judiciaire qui a procédé à l'instruction ou qui est saisie de l'affaire :

b — Quand il s'agit d'un individu condamné par jugement qui n'est pas encore passé en force de chose jugée, une copie de ce jugement et une copie officielle des preuves et charges sur le fondement desquelles la condamnation est intervenue. Ces documents doivent être certifiés conformes par l'autorité judiciaire qui a rendu le jugement ou qui est saisie de l'affaire.

c — Quand il s'agit d'un individu condamné par jugement

المادة ٩ ـ يجب ان يشمل ملف طلب التسليم على الوثائق الاتيه :

اولا ـ بيان يتضمن أوفى تفصيل عن هوية واوصاف الشخص المطلوب تسليمه او تنفيذ الحكم بحقه .

ثانيا ـ آ ـ عندما يكون طلب التسليم متعلقا بشخص لم يحاكم بعد يضم الى الطلب مذكرة توقيف صادرة عن سلطة قضائية صالحة مبين فيها نوع الجرم وموقعة من القاضي الذي اصدرها ومهمورة بخاتم دائرته الرسمي وبصورة رسمية من الافادات والادلة التي تثبت عليه التهمة مصدق عليها من السلطة القضائية التي تولت التحقيق او السلطة القضائية الواضعة يدها على الدعوى

ب ـ عندما يكون طلب التسليم متعلقا بشخص حكم عليه حكما لم يكتسب الدرجة القطعية يضم الى الطلب صورة من الحكم وصورة رسمية من الافادات والادلة التي استند اليها للادانه مصدق عليها من السلطة القضائية التي اصدرت الحكم او السلطة الواضعة يدها على الدعوى.

ج ـ عندما يكون طلب التسليم متعلقا بشخص حكم عليه حكما اكتسب

qui est passé en force de chose jugée, une copie de ce jugement attestant qu'il a acquis l'autorité de la chose jugée et qu'il a force exécutoire

Le dossier prévu au paragraphe a de l'article 3 ci-dessus doit comporter les documents suivants :

1 — une copie certifiée conforme de la plainte de la partie civile ou du réquisitoire du ministère public ,

2 — une copie des preuves et charges établissant l'inculpation, certifiée conforme par le magistrat saisi de l'affaire ,

3 — un exposé complet de la nature de l'infraction, des circonstances et de la date dans lesquelles elle a été commise, des charges qui établissent l'inculpation ; cet exposé est établi par le magistrat saisi de l'affaire.

ARTICLE 10. — Les demandes d'extradition et les demandes d'exécution des jugements sont présentées par le procureur général compétent dans l'Etat requérant ou dans l'Etat qui a rendu le jugement et adressées au procureur général de l'Etat dans le ressort duquel se trouve l'individu réclamé ou à l'encontre duquel l'exécution d'un jugement est sollicitée.

الدرجة القطعية يضم الى الطلب صورة عن الحكم مذيلة بما يشير انه اكتسب قوة القضية المقضية وانه واجب التنفيذ .

واما الاضبارة القضائية الواجب اعدادها عملا باحكام الفقرة (آ) من المادة الثالثة فيجب ان تتضمن :

١ ـ صورة مصدقة من شكوى المدعي او ادعاء النيابة العامة .

٢ ـ صورة عن الافادة والادلة التي تثبت التهمه مصدقة من القاضي الواضع يده على الدعوى .

٣ ـ بيانا مفصلا من القاضي الواضع يده على الدعوى عن نوع الجرم وظروفه وتاريخ حصوله والادلة التي تثبت ادانة المدعى عليه .

المادة ١٠ ـ تقدم طلبات تسليم المجرمين وتنفيذ الاحكام من النائب العام المختص في الدولة طالبة التسليم او الصادر منها الحكم الى النائب العام في الدولة الثانية الموجود في منطقه الشخص المطلوب تسليمه او تنفيذ الحكم بحقه .

Le procureur général statue par ordonnance dûment motivée.

L'ordonnance qui fait droit à la demande n'est susceptible d'aucune voie de recours ; le procureur général pourvoit sur le champ à son exécution.

L'ordonnance qui rejette la demande n'est exécutoire qu'après avoir été soumise au Ministère de la Justice qui peut, soit la soumettre telle quelle à son collègue de l'Etat requérant, soit la soumettre dans un délai de quinze jours à la commission d'extradition.

Ce délai court du jour qui suit la réception de l'ordonnance du procureur général par le Cabinet du Ministère

L'ordonnance refusant l'extradition est communiquée au Ministère de la Justice de l'Etat requérant, par les soins de son collègue de l'Etat requis. L'ordonnance faisant droit à la demande est transmise, pour exécution, au procureur général compétent.

ARTICLE 11. — Les deux Etats contractants se prêteront concours pour la recherche des criminels et arrêteront préventivement les personnes traduites pour jugement ou condamnées pour l'une des infractions donnant lieu à extradition. A cette

يفصل النائب العام في الطلب الوارد اليه بقرار معلل الاسباب

القرار المتضمن تلبية الطلب لايقبل اي طريق من طرق المراجعة وعلى النائب العام الذي اصدره أن يعمل على تنفيذه فور صدوره

واما القرار المتضمن رفض الطلب فلا ينفذ الا بعد عرضه على وزير العدل الذي له اما ابلاغه الى زميله في الدولة الطالبة واما عرضه في ميعاد خمسة عشر يوما على لجنة استرداد المجرمين في كل من البلدين .

تبدا هذه المدة من اليوم الذي يلي يوم وصول قرار النائب العام الى ديوان الوزارة .

يبلغ قرار الرفض الى وزير العدل في الدولة الطالبة بواسطة زميله في الدولة الثانية واما القرار المتضمن تلبية الطلب فيحال الى النائب العام المختص لتنفيذ احكامه .

المادة ١١ ــ تتعاون الدولتان المتعاقدتان بالبحث عن المجرمين وتوقف بصورة احتياطية الاشخاص المطلوبين للمحاكمة او المحكوم عليهم بالجرائم الجائز بها التسليم وتعمد تحقيقا لهذا التعاون

fin, ils utiliseront les communications officielles par voie postale, télégraphique, téléphonique ou autres, pourvu qu'il y soit indiqué la nature de l'infraction visée et le texte légal s'y appliquant

La détention préventive ne peut dépasser quinze jours. L'individu arrêté est mis en liberté par ordonnance du procureur général si, durant ce délai, le dossier de la demande l'extradition n'est pas parvenu à l'Etat requis

Le délai de détention peut être prolongé quinze autres jours à la demande de l'Etat requérant, s'il a été impossible de préparer le dossier ou si le dossier parvenu est incomplet.

La durée de la détention préventive est déduite de la peine d'emprisonnement qui serait prononcée dans l'Etat requérant

Si le procureur général rejette la demande l'extradition ou d'exécution à l'encontre d'un individu détenu, celui-ci n'est mis en liberté qu'avec l'approbation du Ministre de la Justice.

Le procureur général peut ordonner l'extradition si l'individu arrêté reconnait être la personne réclamée, avoue être l'auteur de l'infraction qui lui est imputée et

الاتصالات الرسمية البريدية والبرقية او الهاتفية او غيرها على ان يبين فيها نوع الجرم المسند اليه والنص القانوني الذي ينطبق عليه الجرم .

لا يمكن ان تجاوز مدة التوقيف الاحتياطي في الدولة المطلوب اليها التسليم خمسة عشر يوما ويخلى سبيل المقبوض عليه بقرار من النائب العام اذا لم يصل ملف طلب التسليم الى الحكومة المطلوب اليها التسليم خلال هذه المدة .

ويمكن تمديد التوقيف خمسة عشر يوما آخر اذا رغبت الدولة طالبة التسليم لعدم امكان تهيئة الملف او اذا كان الملف الوارد ناقصا .

تحسم مدة التوقيف الاحتياطي من مدة الحبس التي يحكم بها في الدولة طالبة التسليم .

اما اذا قرر النائب العام رفض طلب التسليم او التنفيذ بحق شخص موقوف فلا يجوز اخلاء سبيله الا بعد موافقة وزير العدل .

اذا اعترف المقبوض عليه بانه هو الشخص المطلوب واقر بالجرم المسند اليه ووجدت النيابة العامة ان هذا الجرم من الجرائم التي يجوز فيها

accepte d'être livré à l'Etat réclamant malgré l'absence d'un dossier d'extradition, pourvu que le Ministère Public considère que l'infraction dont s'agit légitime l'extradition en vertu de la présente convention.

ARTICLE 12. — Sous réserve des droits des tiers et suivant l'appréciation de l'autorité compétente, sont remis à l'Etat requérant, les objets provenant du délit servant de cause à la demande d'extradition et ceux qui ont été trouvés et saisis sur l'individu réclamé ainsi que les instruments utilisés pour commettre l'infraction et tous autres objets pouvant servir à la constater

Ces objets sont remis à l'Etat requérant si une ordonnance faisant droit à la demande d'extradition a été rendue, que l'extradition ait pu s'effectuer ou n'ait pu l'être par suite de la mort du délinquant, de sa fuite ou de l'impossibilité de l'arrêter.

Sont également remis à l'Etat requérant, les objets susvisés qui auraient été cachés ou déposés dans le pays qui a décidé l'extradition et qui apparaîtraient après que l'individu réclamé aura été livré à cet Etat.

ARTICLE 13. — L'individu extradé ne sera pas jugé et ne subira aucune peine sinon du chef

التسليم بحسب احكام هذا الاتفاق ورضي المطلوب ان يسلم بدون ملف طلب التسليم الى الحكومة التي تطلبه ، كان للنائب العام ان يامر بتسليمه .

المادة ١٢ ـ مع الاحتفاظ بحقوق الاشخاص الثالثة وتبعا لتقدير السلطة المختصة تسلم الى الدولة الطالبة الاشياء التي حازها الشخص المطلوب بنتيجة ارتكابه الجريمة المطلوب تسليمه من اجلها او التي وجدت عليه فصودرت والالات التي استعملت في ارتكاب الجريمة وكل شيء اخر يساعد في تحقيقها .

تسلم هذه الاشياء الى الدولة الطالبة اذا صدر قرار بالموافقة على تسليم المجرم سواء تم هذا التسليم او لم يتم بسبب موت المجرم او هربه او عدم امكان القبض عليه

يشمل هذا التسليم ايضا جميع ما كان من هذا النوع من الاشياء المخفية او المودعة من قبل الشخص المطلوب في البلاد التي قررت التسليم والتي تظهر بعد تنفيذه .

المادة ١٣ ـ لا يحاكم الشخص الذي تم تسليمه ولا تنفذ بحقه عقوبة

de l'infraction qui a motivé l'extradition ou des faits connexes à cette infraction qui ont été révélés par la suite.

Toutefois, il pourra être arrêté et jugé pour une autre infraction dans les cas suivants

1 — s'il a commis cette infraction dans l'Etat auquel il a été remis après extradition ;

2 — s'il accepte expressément d'être jugé pour la dite infraction.

3 — si l'Etat qui l'a remis accepte qu'il soit jugé pour cette nouvelle infraction

4 — si les moyens de quitter le territoire de l'Etat auquel il aura été remis lui ont été donnés et qu'il n'en a pas profité dans le délai d'un mois

ARTICLE 14. — Si une ordonnance de non-lieu est rendue en faveur de l'individu réclamé ou si cet individu est acquitté ou est déclaré non coupable, l'Etat réclamant le ramènera à ses frais au lieu où il se trouvait lors de l'extradition

ARTICLE 15. — Chaque Etat supporte à titre de réciprocité les frais nécessités pour l'exécution du jugement et l'extradition de l'individu réclamé

الا عن الجريمة التي قدم طلب التسليم من اجلها او عن الاعمال التي لها علاقة بتلك الجريمة ولم تظهر الا بعد اجراء التسليم الا انه يجوز القبض عليه او محاكمته عن جريمة اخرى في الحالات الاتية :

١ ـ اذا ارتكب تلك الجريمة بعد التسليم في الدولة التي سلم اليها

٢ ـ اذا قبل صراحة ان يحاكم على تلك الجريمة .

٣ ـ اذا قبلت الدولة التي سلمته ان يحاكم على تلك الجريمة .

٤ ـ اذا اتيحت وسائل الخروج من ارض الدولة المسلم لها ولم يستفد منها خلال شهر واحد .

المادة ١٤ ـ اذا تقرر منع المحاكمة عن المطلوب تسليمه او حكم ببراءته او عدم مسؤوليته فعلى الدولة التي طلبته ان تعيده على نفقتها الى المكان الذي كان فيه وقت تسليمه

المادة ١٥ ـ تتحمل كل دولة على سبيل المقابلة جميع النفقات التي يستلزمها تنفيذ الحكم وتسليم الشخص المطلوب .

ARTICLE 16. — Si l'extradition a lieu entre l'une des parties contractantes et un Etat tiers, l'autre partie devra, soit autoriser le passage sur son territoire de l'individu réclamé et fournir une force suffisante pour sa garde et celle des objets énumérés à l'article 12, soit pourvoir elle-même au passage et à la garde de cet individu sur présentation, aux forces de sécurité compétentes, d'une copie de l'ordonnance d'extradition

CHAPITRE II
L'EXECUTION DES JUGEMENTS NON REPRESSIFS

ARTICLE 17. — Les jugements portant sur les droits civils et commerciaux ou sur des réparations civiles en matière répressive ainsi que les jugements émanant d'un tribunal chérié ou d'un tribunal confessionnel légalement institué et qui ont, dans l'Etat où ils ont été rendus, l'autorité de la chose jugée ont dans l'autre Etat, la même autorité et y sont susceptibles d'exécution conformément aux dispositions de la présente convention.

ARTICLE 18. — La demande d'exécution est présentée, dans le lieu où l'exécution doit s'effectuer, à l'autorité judiciaire compétente en la matière d'après la loi de l'Etat auquel cette demande est présentée.

المادة ١٦ ـ اذا جرى تسليم مجرم بين احد الطرفين المتعاقدين ودولة ثالثة يجيز الطرف الآخر مرور الشخص المذكور والقوة الكافية لمحافظته مع الاشياء الوارد ذكرها في المادة ١٢ عبر اراضيه أو يقوم هذا الطرف بتامين نقله والمحافظة عليه بمجرد تقديم صورة عن قرار التسليم الى قوى الامن المختصة .

الفصل الثاني
تنفيذ الاحكام غير الجزائية

المادة ١٧ ـ كل حكم مقرر لحقوق مدنية أو تجارية أو تعويضات شخصية بدعوى جزائية أو صادر عن محكمة شرعية أو مذهبية قائمة قانونا في احدى الدولتين المتعاقدتين وله فيها قوة القضية المقضية تكون له في الدولة الاخرى قوة القضية المقضية نفسها ويكون قابلا للتنفيذ فيها وفقا لاحكام هذا الاتفاق .

المادة ١٨ ـ يقدم الطلب الى السلطة القضائية التي يحق لها التنفيذ في المحل الذي يجب التنفيذ فيه وفقا لقانون الدولة المقدم اليها الطلب .

ARTICLE 19. — Le demandeur doit joindre à sa demande copie du jugement ou de l'arrêt dont il réclame l'exécution. L'autorité judiciaire qui a rendu le jugement ou l'arrêt certifiera que cette copie est conforme et attestera que la décision est exécutoire.

ARTICLE 20. — L'autorité saisie de la demande d'exécution n'entrera point dans la discussion du fond de l'affaire. Elle ne pourra refuser l'exécution que dans les cas suivants :

a — si la décision émane d'une juridiction incompétente d'une incompétence absolue au regard de la loi de l'Etat au nom duquel elle a été rendue

b — si elle a été rendue sans que les parties aient été dûment citées et valablement représentées ,

c — si elle n'a pas acquis la force exécutoire d'après la loi du pays où elle a été rendue ;

d — si elle est contraire ou repose sur un motif contraire à l'ordre public ou aux bonnes moeurs du pays où l'exécution est demandée ou à un principe international de droit public

e — si un jugement définitif

المادة ١٩ ــ على طالب التنفيذ ان يضم الى طلبه صورة عن الحكم او القرار المطلوب تنفيذه مصدقاً من المرجع القضائي الصادر عنه ومذيلا بشرح من هذا المرجع يفيد ان الحكم او القرار صالح للتنفيذ .

المادة ٢٠ ــ لا يجوز للسلطة المطلوب اليها التنفيذ ان تبحث في اساس الدعوى ، ولا يجوز لها ان ترفض تنفيذ الحكم الا في الاحوال الاتية :

ا ــ اذا كانت المحكمة التي صدر منها الحكم غير داخلة في الصلاحية المطلقة للمحكمة التي اصدرت هذا الحكم بمقتضى قوانين الدولة التي صدر فيها .

ب ــ اذا صدر الحكم ولم يبلغ المعقد عليه او لم يمثل تمثيلا صحيحا

ج ــ اذا كان الحكم لم يكتسب القوة التنفيذية بحسب قوانين البلاد التي صدر فيها .

د ــ اذا كان الحكم او السبب الذي بني عليه مخالفا للنظام العام او الآداب العامة للدولة المطلوب منها التنفيذ او مناقضا لمبدأ معتبر كقاعدة عمومية دولية .

هـ ــ اذا كان صدر حكم نهائي فصل

sur le fond de l'affaire a été rendu entre les mêmes parties par l'un des tribunaux de l'Etat où l'exécution est demandée, ou s'il existe devant ces tribunaux une action pendante entre les mêmes parties autour du même objet, pourvu qu'elle ait été introduite avant l'affaire dans laquelle a été rendu le jugement dont l'exécution est demandée

f — si le jugement a été rendu contre le Gouvernement de l'Etat où l'exécution est demandée ou contre l'un de ses fonctionnaires pour des faits qu'il a accomplis à l'occasion de sa fonction.

ARTICLE 21. — Les sentences arbitrales sont exécutoires conformément aux dispositions de la présente convention après qu'elles auront été revêtues de la formule exécutoire dans le pays où elles ont été rendues.

ARTICLE 22. — Les actes authentiques exécutoires dans l'un des deux Etats peuvent être déclarés exécutoires dans l'autre par ordonnance du Président du tribunal du 1er degré où l'exécution est demandée.

Le président du tribunal doit vérifier si l'acte réunit les conditions nécessaires pour son authenticité dans le pays où il a été reçu et si les dispositions dont l'exécu-

في اساس الموضوع ذاته وبين الخصوم انفسهم من احدى محاكم الدولة المطلوب منها التنفيذ او كان لدى هذه المحاكم دعوى ما زالت قيد النظر بين الخصوم انفسهم في الموضوع ذاته وكانت قد رفعت قبل اقامة الدعوى الصادر فيها الحكم المطلوب تنفيذه .

و ـ اذا كان الحكم صادرا على حكومة الدولة المطلوب اليها التنفيذ او على احد موظفيها لاعمال قام بها بسبب الوظيفة فقط .

المادة ٢١ ـ يمكن طلب تنفيذ القرارات التحكيمية وفقا لاحكام هذا الاتفاق بعد اعطائها الصيغة التنفيذية في الدولة التي صدرت فيها

المادة ٢٢ ـ ان السندات الرسمية القابلة للتنفيذ في احدى الدولتين تعطى الصيغة التنفيذية في الدولة الاخرى بقرار من رئيس محكمة الدرجة الاولى في المحل المطلوب فيه التنفيذ .

على رئيس المحكمة ان يتثبت من توفر الشروط المفروضة للسند الرسمي في الدولة التي انشىء فيها ومن ان الاحكام المطلوب تنفيذها

tion est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public du pays où l'exécution est requise.

غير مخالفة للنظام العام في الدولة المطلوب فيها التنفيذ .

ARTICLE 23. — Les jugements ou arrêts rendus exécutoires dans l'un des deux Etats, ont la même force exécutoire que les jugements ou arrêts rendus par les tribunaux du pays où l'exécution a été accordée

المادة ٢٣ — يكون للاحكام والقرارات المقرر تنفيذها في احدى الدولتين القوة التنفيذية التي هي للاحكام والقرارات الصادرة عن محاكم الدولة التي صدر فيها قرار التنفيذ.

CHAPITRE III

DES SIGNIFICATIONS

الفصل الثالث

التبليغات

ARTICLE 24. — La signification dans l'un des Etats contractants, des actes et pièces judiciaires provenant de l'autre, a lieu conformément aux dispositions du présent chapitre.

المادة ٢٤ — يجري تبليغ جميع الوثائق والاوراق القضائية بين الدولتين المتعاقدتين بالطرق المبينة في هذا الفصل .

ARTICLE 25. — Les formalités de signification ont lieu directement entre les autorités judiciaires correspondantes des deux Etats sans recours aux voies diplomatiques. A défaut d'une autorité judiciaire correspondante, les formalités de signification ont lieu par l'intermédiaire du tribunal du 1er degré dans le ressort duquel est domicilié le destinataire. L'exploit de signification doit contenir toutes les indications nécessaires relatives à l'identité du destinataire : nom, prénom, profession, domicile. Les pièces à signifier doivent être établies en double exemplaire

المادة ٢٥ — تتم اجراءات التبليغ مباشرة بين الدوائر القضائية المماثلة — دون توسط الطرق السياسية واذا لم يوجد دائرة قضائية مماثلة تتم اجراءات التبليغ بواسطة محكمة الدرجة الاولى الكائن في منطقتها محل اقامة المطلوب تبليغه .

يتضمن الطلب جميع البيانات اللازمة المتعلقة بهوية الشخص المطلوب تبليغه : اسمه ، لقبه ومهنته ، مع تعيين محل اقامته على ان تكون الوثيقة المطلوب تبليغها على نسختين يسلم احداهما الى الشخص المطلوب

dont l'un est remis à l'intéressé et l'autre retourné avec mention que la signification a eu lieu.

L'agent chargé de la signification indique sur l'exemplaire retourné, le mode de signification ou le motif pour lequel elle n'a pas été effectuée.

ARTICLE 26. — La signification s'effectue conformément à la loi du lieu. L'Etat requérant peut, s'il le désire, demander que la signification se fasse suivant une forme déterminée, à la condition que celle-ci ne soit pas contraire à l'ordre public de l'état requis.

ARTICLE 27. — Les dispositions des articles précédents ne préjudicient pas à la possibilité d'une signification par la voie postale dans les cas où la loi de l'Etat requérant admet ce procédé.

ARTICLE 28. — L'Etat requis ne peut refuser d'effectuer la signification que dans les cas où l'ordre public pourrait être troublé.

ARTICLE 29. — La signification effectuée dans les formes établies au présent chapitre est considérée comme si elle avait été faite à l'intérieur de l'Etat requérant.

ARTICLE 30. — Chacun des

تبليغه وتعاد الثانية مذيلة بما يفيد اجراء معاملة التبليغ .

يبين موظف التبليغ على الصورة المعادة كيفية حصول التبليغ او السبب في عدم حصوله .

المادة ٢٦ ـ يجري التبليغ وفقا لقوانين الدولة المطلوب اليها اجراؤه . واذا رغبت الدولة الطالبة في اجرائه على وجه معين فيجوز ذلك شرط ان لا يتعارض مع النظام العام في الدولة المطلوب اليها التبليغ .

المادة ٢٧ ـ لا تحول احكام المواد السابقة دون امكان التبليغ بواسطة البريد اذا كان قانون الدولة الصادر عنها يجيز ذلك .

المادة ٢٨ ـ لا يجوز للدولة المطلوب اليها التبليغ ان ترفض اجراءه الا في الاحوال التي يخشى معها ان ينشأ عن اجرائه اخلال بالامن .

المادة ٢٩ ـ يعتبر التبليغ الجاري على الشكل المبين في هذا الفصل كأنه قد تم داخل أراضي الدولة طالبة التبليغ .

المادة ٣٠ ـ تتحمل كل من الدولتين

deux Etats contractants supporte les frais des significations effectuées sur son territoire.

CHAPITRE IV

DES COMMISSIONS ROGATOIRES

ARTICLE 31. — Toute mesure d'instruction relative à la preuve d'une affaire judiciaire peut directement se faire dans l'un des Etats contractants par voie des commissions rogatoires conformément aux dispositions du présent chapitre.

ARTICLE 32 — L'autorité judiciaire de chaque Etat commet rogatoirement l'autorité judiciaire compétente dans l'autre Etat et lui demande directement de procéder aux mesures décidées.

L'autorité rogatoirement commise exécute la commission conformément à la procédure en vigueur dans son pays.

L'autorité dont émane la commission est avertie si elle désire du lieu et de la date d'exécution de la commission aux fins de permettre à l'intéressé de comparaître en personne ou par mandataire.

ARTICLE 33. — Si la commission a pour objet une mesure que n'autorise pas la loi de l'Etat requis ou si l'exécution s'avère impossible, l'Etat requis en informe l'Etat requérant par rapport motivé

المتعاقدين نفقات التبليغ الذي تم في اراضيها .

الفصل الرابع

الانابات القضائية

المادة ٣١ – يصح مباشرة اي اجراء قضائي يتعلق بدعوى ويؤثر في اساتها او نفيها في ارض كل من الدولتين المتعاقدتين بواسطة انابة قضائية وفقا لاحكام هذا الفصل .

المادة ٣٢ – تتقدم السلطة القضائية مباشرة للسلطة القضائية المختصة التابعة للدولة ذات الشأن بطلب انابة ترغب اليها فيه اتخاذ الاجراء القضائي المطلوب .

تنفذ السلطة القضائية المختصة الانابة المطلوبة وفقا للاجراءات القانونية المتبعة لديها .

تعلم السلطة الطالبة اذا رغبت في ذلك بمكان وزمان تنفيذ الانابة ليتسنى لصاحب الشأن ان يحضر هو او وكيله .

المادة ٣٣ – اذا كانت الانابة تتعلق بموضوع او اجراء لا يجيزه قانون الدولة المطلوب اليها التنفيذ او اذا تعذر التنفيذ ففي كلتا الحالتين تشعر الدولة المطلوب اليها التنفيذ السلطة الطالبة بذلك مع بيان الاسباب .

ARTICLE 34. — Si la commission est adressée à une autorité judiciaire incompétente, celle-ci la transmet directement à l'autorité compétente au regard de sa loi interne et en avise l'autorité commettante.

ARTICLE 35. — L'Etat requis supporte les frais d'exécution de la commission, hormis les honoraires des experts qui incombent à l'Etat requérant. Un état de ces honoraires est joint au dossier.

L'Etat requis perçoit pour son compte et conformément à sa législation, les droits afférents aux documents visés en cours d'exécution de la commission rogatoire

ARTICLE 36. — La mesure accomplie par commission rogatoire a la même valeur légale que si elle avait été effectuée par l'autorité compétente de l'Etat requérant.

CHAPITRE V

DES EXEMPTIONS ET DE LA CONTRAINTE PAR CORPS

ARTICLE 37. — Les nationaux de chacun des Etats contractants bénéficient des exemptions dont jouissent les nationaux de l'autre Etat, en matière de caution, de consignation et de taxes judiciaires.

المادة ٣٤ ـ اذا وجه طلب الانابة لسلطة قضائية غير مختصة بحال الطلب مباشرة منها السلطة القضائية المختصة وفقا للنظم المتبعة والتشريع الداخلي لكل دولة مع ابلاغ السلطة معدلة ذلك .

المادة ٣٥ ـ تتحمل الدولة المطلوب اليها تنفيذ الانابة نفقاتها ما عدا اتعاب الخبراء فعلى الدولة الطالبة اداؤها ويرسل بها بيان مع ملف الانابه .

للدوله المطلوب اليها تنفيذ الانابة ان تتقاضى لحسابها ووفقا لقوانينها الرسوم المقررة على الاوراق التي تقدم اثناء تنفيذ الانابة .

المادة ٣٦ ـ يكون للاجراء القضائي الذي يتم بواسطة انابة قضائية المفعول القانوني نفسه الذي يكون له فيما لو تم امام السلطه المختصه في الدوله الطالبة .

الفصل الخامس

الاعفاءات والحبس الاكراهي

المادة ٣٧ ـ يتمتع رعايا كل من الدولتين المتعاقدتين بالاعفاءات التي يتمتع بها رعايا الدولة الاخرى فيما يختص بالكفالات والتأمينات والرسوم القضائية .

ARTICLE 38. — La contrainte par corps en matière civile est exécutoire dans chacun des deux Etats à la condition que leur loi admettre ce procédé dans les cas similaires.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 39. — Chacun des deux Etats contractants peut dénoncer la présente convention, en tout ou en partie. Cette dénonciation prendra effet six mois après la notification qu'il aura faite à l'autre Etat.

Néanmoins, les dispositions de cette convention demeurent applicables aux demandes d'exécution présentées conformément aux dispositions du chapitre second, avant l'expiration du délai de six mois précité.

ARTICLE 40. — La présente convention sera ratifiée conformément aux règles constitutionnelles en vigueur dans chacun des deux Etats contractants.

المادة ٣٨ — يمكن تنفيذ الحبس الاكراهي الصادر في القضايا المدنية عن احدى الدولتين المتعاقدتين في الدولة الاخرى اذا كانت قوانين هذه الدولة تجيز تنفيذه في الحالات المماثلة فيهـا .

الفصل السادس

احكام نهائية

المادة ٣٩ — يحق لكل من الدولتين المتعاقدتين انهاء هذا الاتفاق بكامله او ببعض فصوله ويتم مفعول الانهاء بعد انقضاء ستة اشهر على تاريخ تبليغه .

وعلى كل تبقى احكام هذا الاتفاق جارية على طلبات التنفيذ المقدمة وفقا لاحكام الفصل الثاني قبل انقضاء مدة الستة الاشهر المذكورة .

المادة ٤٠ — يصدق هذا الاتفاق وفقا للنظم الدستورية المعمول بها في كل من الدولتين المتعاقدتين .

TURQUIE

ACTES DIPLOMATIQUES
LIBAN-TURQUIE

AVANT NOVEMBRE 1943

- 19 Janvier 1922
  ACCORD POSTAL.
- 24 Juillet 1923
  TRAITE DE LAUSANNE
  (Extraits interessant le Liban : art. 30 à 36, 60 § 1 et 2, 101 à 106 et 117)
  (A.D. p. 193 à 218)
- 24 Juillet 1923 — Lausanne.
  PROTOCOLE RELATIF A CERTAINES CONCESSIONS ACCORDEES DANS L'EMPIRE OTTOMAN.
  (A.D. p. 218 à 224)
- 24 Juillet 1923 — Lausanne
  ACCORD FRANCO-BRITANNIQUE relatif à l'art. 34 du TRAITE DE LAUSANNE
  (Droit d'option des ressortissants turcs établis en Egypte)
  (A.D. p. 226)
- 18 Février — 30 Mai 1926 — Angora
  CONVENTION TURCO-LIBANO-SYRIENNE D'AMITIE ET DE BON VOISINAGE
  (A.D. p. 247 à 255)

تركيا

اتفاقات دولية
بين لبنان وتركيا

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- ١٩ كانون الثاني ١٩٢٢
  اتفاق بريدي
- ٢٤ تموز ١٩٢٣
  معاهدة لوزان
  (مقتطفات متعلقة بلبنان : المواد ٣٠ الى ٣٦ ، ٦٠ ف ١ و٢ ، ١٠١ الى ١٠٦ و ١١٧)
  (و.د. ص ١٩٣ الى ٢١٨)
- ٢٤ تموز ١٩٢٣ — لوزان
  بروتوكول
  (بشأن الامتيازات الممنوحة في الامبراطورية العثمانية)
  (و.د. ص ٢١٨ الى ٢٢٤)
- ٢٤ تموز ١٩٢٣ — لوزان
  اتفاق فرنسي — بريطاني
  بشأن المادة ٣٤ من معاهدة لوزان
  (حق اختيار الجنسية للرعايا الاتراك الساكنين في مصر)
  (و.د. ص ٢٢٦)
- ١٨ شباط — ٣٠ أيار ١٩٢٦ — أنقره
  اتفاق فرنسي — لبناني — سوري
  صداقة وحسن جوار
  (و.د. ص ٢٤٧ الى ٢٥٥)

- PROTOCOLE
  ANNEXE
  RELATIF A
  L'EXTRADITION
  (A.D. p. 256)

- بروتوكول ملحق
  بشأن تسليم المجرمين
  (و د ، ص ٢٥٦)

- 3 Août 1927
  ECHANGE DE
  CORRESPONDANCES
  ET DE COLIS-POSTAUX
  DE VALEUR

  Arrêté [illegible] 8-27
  en modifiant la
  réglementation

- ٣ اب ١٩٢٧
  مبادلة الرسائل والطرود البريدية
  ذات القيمة

  – قرار ١٥٢٥ تاريخ ٣ ـ ٨ ـ ١٩٢٧
  تغيير نظام هذه المبادلة

- 22 Juin 1929
  ENGAGEMENT
  DE NEGOCIATIONS
  SUR LES BIENS
  (A.D. p. 295)

- ٢٢ حزيران ١٩٢٩
  مباشرة المفاوضات بشأن الممتلكات
  (و د ، ص ٢٩٥)

- 3 Février 1930
  PROTOCOLE
  joint au traité d'amitié
  turco-français,
  de conciliation et
  d'arbitrage du
  3 Février 1930
  (Possibilité d'adjonction
  d'un délégué libanais
  à la commission
  de conciliation)
  (A.D. p. 282)

- ٣ شباط ١٩٣٠
  بروتوكول ملحق بالمعاهدة التركية
  ـ الفرنسية بشأن الصداقــــة
  والتسوية والتحكيم ، تاريخ ٣ شباط
  ١٩٣٠
  (امكانية انضمام مندوب لبنان الــــى
  لجنة التسوية)
  (و د ، ص ٢٨٢)

- 17 Mars 1930 — Ankara
  PROTOCOLE
  fixant le sort des
  habitants des territoires
  rétrocédés de part et

- ١٧ اذار ١٩٣٠ ـ انقرة
  بروتوكول
  متعلق بحالة سكان الاراضي المتنقلــة

d'autre de la frontière turco-syrienne après son abornement définitif, signé à Ankara le 22 Juin 1929 (A.T. p. 78)

على الحدود السورية – التركية بعد التحديد النهائي نتيجة الاتفاق المعقود في انقره في ٢٢ حزيران ١٩٢٩ (و ... ص ٧٨)

- **27 Octobre 1932 — Ankara**
  CONVENTION
  réglant la question des biens turcs au Liban et les biens libanais en Turquie (A.D. p. 296 à 309)

- ٢٧ تشرين الاول ١٩٣٢ – انقره
  اتفاق
  بشأن الممتلكات اللبنانية في تركيا والممتلكات التركية في لبنان (و ... ص ٢٩٦ الى ٣٠٩)

Arrêté 163 du 27-10-32 (J.O. ar. 1932, n° 2747)

قرار ١٦٣ تاريخ ٢٧-١٠-٣٢ (ج ر ١٩٣٢ – عدد ٢٧٤٧)

- **29 Mai 1937**
  ÉCHANGE DE LETTRES
  relatif à la prorogation du délai d'option de la nationalité libanaise

- ٢٩ أيار ١٩٣٧
  مبادلة رسائل
  بشأن تمديد مهلة اختيار الجنسية اللبنانية

APRÈS NOVEMBRE 1943

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- **7 Décembre 1946 — Beyrouth**
  ÉCHANGE DE LETTRES
  relatif à la prorogation du **DÉLAI D'OPTION** de la nationalité libanaise.

- ٧ كانون الاول ١٩٤٦ – بيروت
  مبادلة رسائل
  بشأن تمديد مهلة اختيار الجنسية اللبنانية

- 16 — 24 Décembre 1946 — Beyrouth.
  ARRANGEMENT RELATIF A L'OCTROI DES VISAS sur les passeports diplomatiques, spéciaux et de service.
  (Echange de lettres)

- ١٦ ـ ٢٤ كانون الاول ١٩٤٦ ـ بيروت
  اتفاق
  بشأن اعطاء السمات على الجوازات الدبلوماسية والخاصة وجوازات الخدمة
  (مبادلة رسائل)

- 16 Septembre 1947 — Ankara
  ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS.

- ١٦ ايلول ١٩٤٧ ـ انقره
  اتفاق النقل الجوي

ACCORD

SUR LE DELAI D'OPTION DE LA NATIONALITE LIBANAISE (ECHANGE DE LETTRES)

- Signé à Beyrouth
- Le 7 Décembre 1946
- Ratification approuvée par la Chambre des Députés en date du 12 Février 1947

اتفاق

بشأن مهلة اختيار الجنسية اللبنانية (مبادلة رسائل)

- وقع في بيروت
- في ٧ كانون الاول ١٩٤٦
- تاريخ تصديق مجلس النواب : ١٢ شباط ١٩٤٧

سعادة السفير فريدون اركين
السكرتير العام لوزارة الخارجية التركية

سيدي الوزير

بالاشارة الى المحادثات التي اجريتها معكم بتاريخ ٧ كانون الاول سنة ١٩٤٦ اتشرف بان اؤكد لمعاليكم فيما يلي نتائج مداولاتنا :

ان حكومة الجمهورية التركية وحكومة الجمهورية اللبنانية المصممتين على ان تصفيا نهائيا المسائل التي بقيت معلقة بين البلدين على اثر زوال الانتداب والاعتراف بلبنان كدولة مستقلة ، والراغبتين في ان توثقا في المستقبل اواصر الصداقة والعلاقات الممتازة القائمة بينهما ، قد تواضعتا على الاحكام التالية :

١ ـ ان الاشخاص الذين هم من اصل لبناني ، الذين كانوا مقيمين في الخارج بتاريخ ٣٠ آب سنة ١٩٢٣ واغفلوا خلال المهلة المحددة بالمادة ٣٤ من معاهدة لوزان او الفقرة ٢ من الكتابين المتبادلين بتاريخ ٢٩ ايار سنة ١٩٣٧ بين معالي السيد نعمان منمنجي اوغلو وسعادة السيد هنري بونسو ، اختيار الجنسية الراعوية في بلدهم الاصلي يستطيعون ان يمارسوا حق الاختيار هذا خلال مهلة سنتين تبدأ من تاريخ نفاذ احكام هذا الكتاب .

ان اختيار الجنسية تثبته الحكومة اللبنانية وكذلك المفوضيات والقنصليات اللبنانية في الخارج واي من الاشخاص المندوبين رسميا لهذا الغرض ، ويبلغ الى الحكومة التركية بواسطة الحكومة اللبنانية .

ان الاشخاص الذين سيستفيدون من المهلة الجديدة للاختيار الممنوحة لا يستطيعون ان يتذرعوا بجنسيتهم المختارة للاستفادة من الاحكام المقررة حتى الان او التي ستقرر في المستقبل بشان مصير الاملاك اللبنانية في تركيا .

٢ ـ ان حكومة الجمهورية التركيه وحكومة الجمهورية اللبنانية قد قررتا ان تعقدا اتفاقا يقوم على اساس مبدأ المعاملة بالمساواة ، لتسوية مصير الاملاك التركيةفي لبنان والاملاك اللبنانية في تركيا . وسيصار الى اجراء المفاوضات بشأن هذا الاتفاق في اقرب مهلة ممكنة وهي ستمتد على اية حال في مهلة لا تتعدى الشهرين اعتبارا من تاريخ نفاذ احكام هذا الكتاب .

٣ ـ ان الكتابين المتبادلين بتاريخ هذا اليوم يبرمان من قبل الهيئات الدستورية في البلدين ويصبحان نافذين اعتبارا من التاريخ الذي يبلغ فيه اخر من ابرم هذا الكتاب ابرامه الى الفريق الاخر .

انني اكون ممتنا لمعاليكم اذا ما تفضلتم بابلاغي موافقة الحكومة اللبنانية على ما سبق بيانه .

وارجو ان تتفضلوا معاليكم بقبول تاكيد فائق اعتباري

فريدون جمال اركين

معالي السيد صائب سلام
وزير الخارجية بالوكالة ـ بيروت

سيدي السفير

اتشرف بان ابلغكم انني استلمت كتاب سعادتكم المؤرخ في ٧ كانون الاول سنة ١٩٤٦ الاتي نصه :

« بالاشارة الى المحادثات التي اجريتها معكم بتاريخ ٧ كانون الاول سنة ١٩٤٦ اتشرف بان أؤكد لمعاليكم فيما يلي نتائج مباحثاتنا »

« ان حكومة الجمهورية التركيه وحكومة الجمهورية اللبنانية بالمجمعتين على ان تحلا نهائيا المسائل التي نشأت معلقة بين البلدين على اثر زوال الانتداب والاعتراف بلبنان كدولة مستقلة والراغبتين في ان توثقا في المستقبل اواصر الصداقة وعلاقات الجوار القائمة بينهما ، قد توافقتا على الاحكام التالية :

١ ـ ان الاشخاص الذين هم من اصل لبناني ، والذين كانوا مقيمين في الخارج بتاريخ ٣٠ آب سنة ١٩٢٤ واغفلوا خلال المهلة المحددة بالمادة ٣٤ من معاهدة لوزان او الفقرة ٢ من الكتابين المتبادلين بتاريخ ٢٩ ايار

سنة ١٩٣٧ بين معالي السيد مصحي وغلو وسعادة السيد هنري بونسو اختار الجنسية الراهنة في بلدهم الاصلي يستطيعون ان يمارسوا حق الاختيار هذا خلال مهلة سنتين تبدا من تاريخ نفاذ احكام هذا الكتاب .

ان اختيار الجنسية تثبته الحكومة اللبنانية وكذلك المفوضيات والقنصليات اللبنانية في الخارج واي من الاشخاص المندوبين رسميا لهذا الغرض ويبلغ الى الحكومة التركية بواسطة الحكومة اللبنانية .

ان الاشخاص الذين سيستفيدون من المهلة الجديدة للاختيار الممنوحة لا يستطيعون ان يتذرعوا بجنسيتهم المختارة للاستفادة من الاحكام المقررة حتى الان او التي ستقرر في المستقبل بشان مصير الاملاك اللبنانية في تركيا .

٢ ـ ان حكومة الجمهورية التركية وحكومة الجمهورية اللبنانية قد قررتا ان تعقدا اتفاقا يقوم على اساس المعاملة بالمساواة

تسوية مصير الاملاك التركية في لبنان والاملاك اللبنانية في تركيا . وسيصار الى اجراء المفاوضات بشان هذا الاتفاق في انقره في اقرب مهلة ممكنة وهي ستبدا على اية حال في مهلة لا تتعدى الشهرين اعتبارا من تاريخ نفاذ احكام هذا الكتاب .

٢ ـ ان الكتابين المتبادلين بتاريخ هذا اليوم يبرمان من قبل الهيئات الدستورية في البلدين ويصبحان نافذين اعتبارا من التاريخ الذي يبلغ فيه آخر من ابرم هذا الكتاب ابرامه الى الفريق الآخر . »

انني ابادر الى اعلان سعادتكم بان الحكومة اللبنانية تسعيده بان تعرب عن كامل موافقتها فيما يتعلق بالاحكام التي تضمنها الكتاب المشار اليه اعلاه .

وارجو ان تتفضلوا سعادتكم بقبول تاكيد فائق احترامي .

صائب سلام

ACCORD
SUR LES VISAS
(ECHANGE DE LETTRES)

- Octroi des visas sur les passeports diplomatiques, spéciaux et de service.
- Signé à Beyrouth
- Le 16 et 24 Décembre 1946
- Le texte officiel est établi en langue française.

اتفاق
بشأن السمات
(مبادلة رسائل)

- اعطاء السمات على الجوازات الدبلوماسية والخاصة وجوازات [illegible]
- وقع في بيروت
- في ١٦ و ٢٤ كانون الاول ١٩٤٦
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة الفرنسية

Légation de la République Turque
360/657

Beyrouth, le 16 décembre 1946

Son Excellence
Monsieur Henri Pharaon
Ministre des Affaires Etrangères
Beyrouth

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que je n'avais pas manqué de transmettre à mon Gouvernement, aux fins d'étude, la lettre que S.E. M. Philippe Takla, votre prédécesseur, avait bien voulu m'adresser, en son temps, au sujet d'un arrangement à conclure entre nos deux pays relativement à l'octroi des visas sur les passeports ordinaires, sans en faire une demande d'autorisation préalable aux Autorités centrales des deux pays.

Or dans une communication responsive, le Ministère des Affaires Etrangères à Ankara me charge de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement de la Réqublique turque est tout disposé de modifier ce régime de visas en supprimant dès maintenant et à titre de réciprocité les mesures en question pour ce qui concerne seulement les passeports diplomatiques, spéciaux et de service.

Le Gouvernement turc donnera les instructions nécessaires à ses

représentants à l'étranger, avec indication de la date de la mise en vigueur du présent arrangement, aussitôt que Votre Excellence voudra bien me faire connaître l'accord y relatif de son Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Turquie

Celal Osman ABACIOGLU

REPUBLIQUE LIBANAISE

Ministère des Affaires Etrangères Contrôle des Etrangers

n° 4761/CE

Beyrouth, le 24 décembre 1946

Son Excellence
Monsieur Celal Osman Abacioglu
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Turquie
Beyrouth

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre n° 360/657 en date du 16 décembre 1946 aux termes de laquelle le Gouvernement de la République Turque est disposé à accorder les visas sur les passeports diplomatiques, spéciaux ou de service, délivrés par le Gouvernement de la République libanaise, sans avoir à en référer préalablement aux Autorités centrales turques, et ce sur la base de la réciprocité.

Le Gouvernement libanais, après avoir pris connaissance des dispositions du Gouvernement turc en la matière, est à son tour disposé à donner à ses représentants à l'étranger les instructions nécessaires en vue de viser, pour l'entrée au Liban, sans en référer préalablement au Ministère des Affaires Etrangères, les passeports diplomatiques, spéciaux ou de service émis par le Gouvernement de la République Turque.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des Affaires Etrangères

Henri PHARAON

ACCORD
DE TRANSPORTS AERIENS

- Signé à Ankara
- le 16 Septembre 1947
- Ratification autorisée par la loi du 5 Juillet 1948 (J. O. 1948 no. 29 — p. 521)
- Les textes officiels ont été établis en langues arabe et turque

اتفاق
للنقل الجوي

- وقع في انقره
- في ١٦ ايلول ١٩٤٧
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٥ تموز ١٩٤٨ (جر — ١٩٤٨ — عدد ٢٩ — ص ٥٢١)
- وضع النصان الرسميان باللغتين العربية والتركية

بما ان حكومة الجمهورية اللبنانية وحكومة الجمهورية التركية ترغبان في ابرام اتفاق انشاء مواصلات جوية مدنية بين لبنان وتركيا فقد عينتا معوضين عنهما لهذا الغرض اتفقوا بما لهم من سلطة على ما سيأتي :

المادة الاولى — يمنح كل من الطرفين المتعاقدين للطرف الاخر الحقوق المبينة في الملحق المرفق بهذا الاتفاق لانشاء الخطوط الجوية المدنية الدولية المبينة فيه ويجوز أن تفتتح هذه الخطوط في الحال أو فيما بعد حسب اختيار الطرف المتعاقد الممنوحة له هذه الحقوق .

المادة الثانية — ا — يجوز تشغيل الخطوط الجوية المذكورة بمجرد تعيين الطرف المتعاقد الممنوحة له الحقوق مؤسسات النقل الجوي التي ستباشر تشغيل هذا الخط او الخطوط وعلى الطرف المتعاقد الذي منح الحقوق ان يمنح بدون ابطاء ترخيص التشغيل اللازم الى تلك المؤسسة او مؤسسات النقل الجوي التي في الفقرة ب من هذه المادة وفي المادة السادسة

ب — يجوز للطرف المتعاقد الذي منح الحقوق ان يطلب الى مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي التي عينها الطرف الاخر ان تثبت للسلطات المختصة انه تتوافر فيها الشروط التي تفرضها القوانين والانظمة عادة لتشغيل مؤسسات النقل الجوي .

ج — يخضع تشغيل الخطوط الجوية في المناطق المشغولة عسكريا

او المناطق التي تؤثر منها لاسباب العسكرية لموافقة السلطات العسكريه المختصه .

المادة الثالثة – أ – لا يجوز ان تزيد الرسوم التي يفرضها او يسمح بفرضها كل طرف متعاقد على مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي التابعة للطرف المتعاقد الاخر لاستخدام المطارات او للانتفاع بالتسهيلات الاخرى عما تدفعه الطائرات الوطنية التي تعمل في خطوط دولية مماثلة عند استخدامها من هذه المطارات او انتفاعها بتلك التسهيلات .

ب – تعامل الوقود وزيوت التشحيم وقطع الغيار التي يدخلها احد الطرفين المتعاقدين او من ينوب عنه او مؤسسات النقل الجوي التي تكون قد عينها الطرف الاخر او التي تحملها طائراته في هذا الاقليم وتكون هذه الاشياء مخصصة فقط – لاستعمال طائراته – معاملة لا تقل عن معاملة مؤسسات النقل الجوي الوطنية او مؤسسات النقل الجوي للدولة الاكثر حظوة وذلك بالنسبة للرسوم الجمركية ورسوم التفتيش وسائر الرسوم الاخرى .

ج – يعفى كل من الطرفين المتعاقدين من الرسوم الجمركيه ورسوم التفتيش وغيرها من الرسوم طائرات الطرف الاخر التي تعمل على الخطوط المتفق عليها وما يكون فيها من كميات الوقود وزيوت التشحيم وقطع الغيار والمهمات المعتاد حملها وحربها حتى ولو استعملت او استهلكت هذه الاشياء في اراضيه .

المادة الرابعة – يعترف كل من الطرفين المتعاقدين بصحة شهادة الصلاحيه للطيران وشهادات الاهلية والاجازات الصادره او المعتمدة من الطرف المتعاقد الاخر والتي لا زالت سارية المفعول وذلك فيما يتعلق بتشغيل الطرق والخطوط المبينة في الملحق ومع ذلك يحتفظ كل من طرف متعاقد بحقه في عدم الاعتراف بشهادات الاهلية والاجازات التي منحتها دوله اخرى لرعاياها وذلك فيما تتعلق بالطيران فوق اراضيه .

المادة الخامسة – أ – تسري القوانين والانظمة والتعليمات المعمول بها لدى احد الطرفين المتعاقدين والمتعلقة بدخول الطائرات التي تعمل في الملاحة الجوية الدولية في اقليمه او مغادرتها لها او تشغيلها فوقها على طائرات مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي التي عينها الطرف المتعاقد الاخر .

ب – تسري القوانين والانظمة

والتعليمات المعمول بها لدى احـــد الطرفين المتعاقدين والمتعلقة بدخـــول اقليمه والبقاء فيه او الخروج منـــه بالنسبة للركاب والطاقم والبضائـــع (كالتعليمات الخاصة بالدخـــول والخروج والهجرة وجوازات السفر والجمارك والحجر الصحي) عـــلى الركاب والطاقم وعلى من يرســـل بضائع بالطائرة بالذات او علـى من ينوب عنهم .

المادة السادسة ـ يحتفظ كـــل متعاقد بحقه في ايقاف او الغاء الترخيص التشغيل في اية حالة يقتنع فيها بـان حزءاهاما من ملكية مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي التي عينها الطـرف المتعاقد الاخر وادارتها الفعلية ليس في يد رعايا اي من الطرفين المتعاقدين وكذلك في حالة عدم تنفيذ هـــذه المؤسسه او المؤسسات لقوانينـــه او نظمه وتعليماته طبقا لما جاء في المادة الخامسة او عند عدم قيامها بتنفيـــذ الشروط التي منحت الحقوق بنـاء عليها بمقتضى هذا الاتفاق .

المادة السابعة ـ يسجل هـــذا الاتفاق وما سيستند عليه من عقـــود لدى مؤسسة الطيران المدني الدولـــي

المادة الثامنة ـ اذا راى احـــد الطرفين المتعاقدين انه من المرغـــوب فيه تعديـــل اي نص او نصوص في

الملحق المرفق بهذا الاتفاق فيتم ذلك التعديل بطريق المباحثـات المباشـــرة التعديل بطريق المباحثات المـــباشرة المختصة لدى كل من الطرفـــين المتعاقدين وتبدا المباحثات في خـــلال ستين يوما من تاريخ الطلب . وكل ما تتفق عليه السلطات المختصـــة من تعديل يعمل به بعد تأييد ذلـــك بالطرق الدبلوماسية واذا قبل الطرفان المتعاقدان معاهدة عامة عديـــدة الاطراف وبديء العمل بها يعدل هذا الاتفاق والملحق المرافق له ليتمشى مع احكام المعاهدة المذكورة .

المادة التاسعة ـ أ ـ كل خلاف ينشا بين الطرفين المتعاقدين على تفسير أو تطبيق هذا الاتفاق والملحق المرافق له يسري بواسطة التحكيم .

ب ـ يعرض الخلاف على مجلس هيئه الطيران المدني الدولي في المؤسسة بموجب معاهدة الطيران المدني الدولي الموقع عليها في شيكاغو بتاريخ ٧ كانون الاول سنة ١٩٤٤

ج ـ يعرض الخلاف على هيئـــه تحكيم يعين بالاتفاق او على شخـــص او هيئة اخرى اذا وافق الطرفـــان المتعاقدان على ذلك .

د ـ يتعهد الطرفان المتعاقـــدان بامتثال القرار الذي يصـــدر في موضوع الخلاف .

المادة العاشرة ـ تعني كلمــــة (الاقليم) المعنى الذي اعطته لهــا المادة الثانيه من معاهده الطــيران المدني الدولي الموقعة بتاريخ ٧ كانون الاول سنة ١٩٤٤ بشيكاغو وهــذا فيما يتعلق بهذا الاتفاق والملحــق المرافق له الا اذا استدعى المقــام غير ذلك .

المادة الحادية عشرة ـ يجوز لاي من الطرفين المتعاقدين في اي وقــت شاء اخطار الطرف الاخر برغبته في انهاء هذا الاتفاق وينتهي الاتفــاق في هذه الحاله بعد مضي اثني عشــر شهراً من تاريخ تسلم الطرف المتعاقد للاخطار الا اذا اتفق الطرفان عــلى سحب هذا الاخطار قبل نهايه هــذه المدة .

المادة الثانية عشرة ـ يجــري تبادل وثائق الابرام في انقره في اقرب وقــت ممكن في انقره ويبدء العمل بالاتفــاق منذ تاريخ التبادل واثباتا لذلــك وقع الموقعون ادناه بما لهم من سلطة في ذلك مفوضين بها من حكوماتهــم على هذا الاتفاق ووضعوا عليــه اختامهم .

حرر في انقره في ١٦ ايلول سنــه ١٩٤٧ باللغتين العربيه والتركيــة ولكل من النصين نفس القوه الرسميه .

الملحق

١ ـ تمنح مؤسسات الخطــوط اللبنانية طبقا لشروط هذا الاتفــاق والملحق المرافق له حق الطيران عبر اراضي الجمهورية التركية بــدون هبوط والهبوط فوق اراضي الجمهوريه التركية لاغراض غير تجارية وحــق حمل وانزال الركاب والبضائــع والبريد من والى المطارات الواقعــة على الطرق الجوية الدوليه المعينــة فيما يلي :

بيروت ـ انقره ـ استانبول ومــا وراء ذلك من ممالك ومن والى كلتــا الجهتين مباشرة او من مطارات متوسطه في الاراضي اللبنانيه او من اراضــي ممالك اخرى .

٢ ـ تمنح مؤسسه الخطــوط الجوية الحكومية العائدة الى حكومة الجمهورية التركية طبقا لشروط هذا الاتفاق والملحق المرافق له حــق الطيران عبر اراضي الجمهوريــه اللبنانية بدون هبوط والهبوط فوق اراضي الجمهورية اللبنانيه لاغراض غير تجارية وحق حمل وانزال الركاب والبضائع والبريد من والى المطــارات الواقعه على الطرق الجويه الدوليــه المعينة فيما يلي :

الغرة - طرابلس - بيروت ومن وراء ذلك من ممالك ومن والى كل الجهتين مباشرة او من مطارات متوسطة في الاراضي التركية او من اراضي ممالك اخرى .

٣ - تطبق في تأسيس وتشغيل الخطوط الجوية المعينة في هذا الاتفاق والملحق المرافق له القواعد التالية

ا - ترغب كل من الحكومتين في ان تساعد وتشجع الى اقصى حد ممكن في تعميم نفع الاسفار الجوية لصالح الانسانية العام بنقل الاجور التي تتفق وقواعد الاقتصاد الصحيحة كما ترغب لتنشيط الاسفار الجوية الدولية كوسيلة لانماء التفاهم الودي وحسن النية بين الشعوب وكذلك في تحقيق الفوائد العديدة غير المباشرة التي تقدمها هذه الوسيلة الجديدة للنقل وذلك لصالح المشترك للبلدين

ب - يجب ان يكون استيعاب واسطة النقل الجوي المخصص للمسافرين متناسبا بشكل وثيق مع الحاجة .

ج - عند انشاء مؤسسات النقل الجوي المذكورة في هذا الاتفاق والملحق المرافق له على اي من الطرق الجوية المبينة بين البلدين يجب ان تحصل الخطوط الجوية لكلتا الحكومتين على ما يمكن من فرص متساوية .

د - عند تشغيل الخطوط الجوية الطويلة المذكورة في هذا الملحق يجب على مؤسسات الخطوط الجوية العائدة الى احد الطرفين المتعاقدين ان تاخذ بنظر الاعتبار مصالح مؤسسات الخطوط الجوية العائدة الى الطرف المتعاقد الثاني وبشكل لا تضر بصورة غير عادلة بمصالح الخطوط الجوية المؤسسة من قبل الطرف المتعاقد الثاني على قسم او كل من نفس الطرق الجوية .

هـ - اتفق الطرفان المتعاقدان على ان يكون استيعاب النقل الجوي المعين بموجب هذا الملحق للخطوط الجوية العائدة لكل من الطرفين المتعاقدين متناسبا مع حاجات النقل بين البلد الذي جهز جنسية مؤسسة النقل والبلد الذي سيهي ابيه

ومن المفهوم لدى كل من الطرفين المتعاقدين ان تعرفة الاجور ستحدد على اساس معقول مع مراعاة جميع العوامل المتعلقة الموضوع بما في ذلك مستوى الاقتصادي والربح المعقول واختلاف صفات الخدمة و الطائرات من حيث السرعة والراحة) وكذلك تعرفة الاجور المحدودة من قبل مؤسسات النقل الجوي الاخرى التي تعمل على نفس الطريق

٤ ـ ان حق حمل النقل الجوي التجاري من نقطة واحدة او عدة نقاط على الطرق الجوية المعينة بموجب هذا الاتفاق والملحق المرافق له الى مملكة ثالثة او من مملكة ثالثة الى نقطة واحدة او عدة نقاط على الطرق الجوية المعينة اعلاه سوف يستعمل طبقا للمبادىء العامة للنقل المنظم التي تتبعها الطرفان المتعاقدان وفقا للقواعد العامة من ان الاستيعاب يجب ان يتناسب مع

ا ـ حاجات النقل بين البلد الذي يبدأ منه الخط والبلد الذي ينتهي اليه .

ب ـ حاجات الخطوط الجوية الطويلة المحررة .

ج ـ حاجات النقل في المناطق التي تمر بها الخط مع رعاية مصلحة الخطوط المحلية والاقليمية .

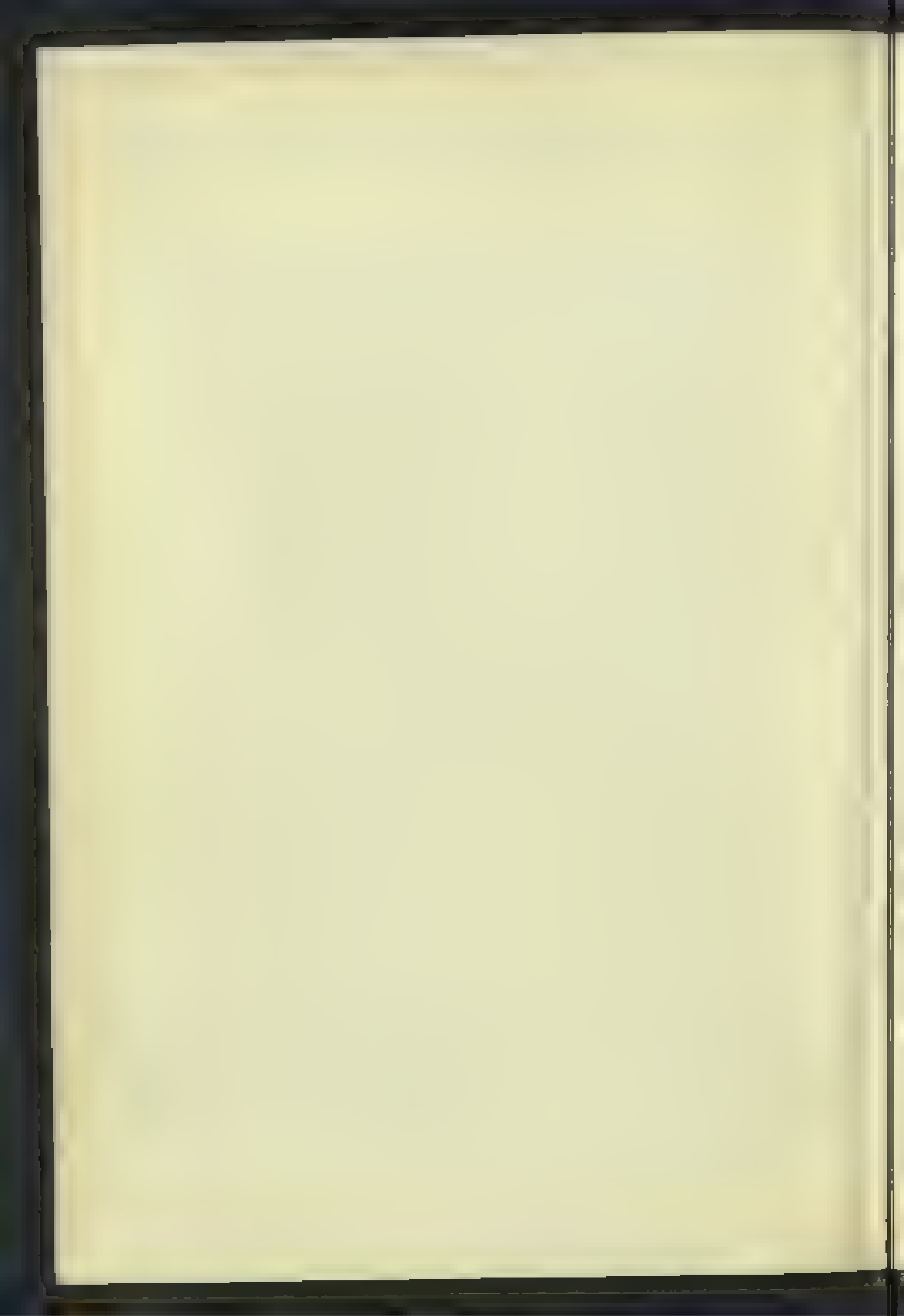
٥ ـ تقرر الطرفان المتعاقدان ما يأتي :

ا ـ الا تعمل مؤسسات النقل التابعة لهما باجر او مكافاة بين ايه نقطتين داخل اراضي الدولة الاخرى

ب ـ الا تبدأ مؤسسات النقل الجوي التابعة لهما بالعمل باجور او مكافاة بين اراضيهما على الطرق الجوية المعينة حتى الاتفاق بين سلطات الطيران المدني المسؤولة التابعة للدولتين على حمولة الطائرات وتوزيع الحركة بينهما توزيعا عادلا .

ج ـ لا يفسر او يعتبر اي جزء من هذا الاتفاق او ملحقه بانه يمنح الطرف الاخر او مؤسسات النقل الجوي التابعة له حقوقا مقصورة عليه او يحول دون منح هذه الحقوق لمؤسسات النقل الجوي التابعة لاية دولة اخرى او ينطوي على تفضيل في المعاملة .

٦ ـ اتفق الطرفان المتعاقدان على ان يعلم احدهما الاخر عن موضع الدخول الى والخروج من اراضي الدولة الاخرى وعلى الطرف المتعاقد الاخر ان يعين موضعي الدخول والخروج والطريق الجوي الذي يجب اتباعه في اراضيه وذلك قبل البدء في تشغيل مؤسسات النقل الجوية التابعة لكلا الطرفين المتعاقدين .



UNION FRANÇAISE

الاتحاد الفرنسي

ACTES DIPLOMATIQUES
LIBAN-UNION FRANÇAISE

AVANT NOVEMBRE 1943

اتفاقات دولية
بين لبنان والاتحاد الفرنسي

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **A.E.F.**
  ACCORD POSTAL
  (Echange direct
  des mandats de poste)

  Arrêté 506/FI
  du 11 Décembre 1942

- **افريقيا الاستوائية الفرنسية**
  اتفاق بريدي
  (مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)

  قرار ٥٠٦/ف ر تاريخ ١١ كانون اول ١٩٤٢

- **CAMEROUN FRANÇAIS**
  ACCORD POSTAL
  (Echange direct
  des mandats de poste)

  Arrêté 239/FI
  du 20 Avril 1942

- **الكامرون الفرنسي**
  اتفاق بريدي
  (مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)

  – قرار ٢٣٩/ف ر تاريخ ٢٠ نيسان سنة ١٩٤٢

- **MADAGASCAR**
  ACCORD POSTAL
  (Echange direct
  des mandats de poste
  et des mandats
  télégraphiques)

  Arrêté 282/FI
  du 9 Juillet 1942

- **مدغشكر**
  اتفاق بريدي
  (مبادلة مباشرة للحوالات البريدية
  والبرقية)

  – قرار ٢٨٢/ف ر تاريخ ٩ تموز ١٩٤٢

- **SOMALIE FRANÇAISE**
  ACCORD POSTAL
  (Echange direct
  des mandats de poste
  et de mandats
  télégraphiques)

- **الصومال الفرنسي**
  اتفاق بريدي
  (مبادلة مباشرة للحوالات البريدية
  والبرقية)

Arrêté 195/FC
du 29 Avril 1943

– قرار ١٩٥/ف س تاريخ ٢٩ نيسان ١٩٤٣

● TUNISIE
ACCORD POSTAL
(Echange direct
des mandats de poste)

● تونس
اتفاق بريدي
(مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)

Arrêté 1781
du 31 Décembre 1922
[illegible] p. 1649

– قرار ١٧٨١ تاريخ ٣١ كانون الأول
١٩٢١
(جرع – ١٩٢٢ – ص ١٦٤٩)

● Voir également FRANCE

● راجع أيضا : فرنسا

U.R.S.S.

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN-URSS

AVANT NOVEMBRE 1943.

- 29 Novembre 1932
  DEUX ACCORDS
  RELATIFS AU TRAITE
  DE NON AGRESSION
  FRANCE-URSS
  (V. J.O. 1933 — p. 19)

الاتحاد السوفياتي

اتفاقات دولية

بين لبنان والاتحاد السوفياتي

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- ٢٩ تشرين الثاني ١٩٣٢
  اتفاقات
  بشأن معاهدة عدم الاعتداء
  الفرنسية ـ السوفياتية
  (ج ر ١٩٣٣ ـ ص ١٩)

U.S.A.

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN-U.S.A

AVANT NOVEMBRE 1943

- 15 Novembre 1921
  26 Octobre 1922
  ACCORD
  GOURAUD-KNABENSHUE
  sur la reconnaissance
  des naturalisations
  américaines accordées
  à des ressortissants des
  Etats sous Mandat
  (A.D. p. 343)

- 4 Avril 1924
  CONVENTION
  concernant le Mandat
  pour le Liban et la Syrie.
  (A.D. p. 351)
  (J.O. 1924 n° 1806)

- 2-17 Septembre 1924
  ACCORD
  WEYGAND-KNABENSHUE
  relatif à la procédure
  d'arrestation des citoyens
  américains.
  (A.D. 357

- 24 Octobre 1925
  CREATION D'UN
  SERVICE
  d'échange de mandats-
  poste avec les U.S.A.

الولايات المتحدة الاميركية

اتفاقات دولية

بين لبنان والولايات المتحدة
الاميركية

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- ٢٥ تشرين الثاني ١٩٢١
  ٢٦ تشرين الاول ١٩٢٢
  اتفاق غورو ـ كنابنشو
  بشأن الاعتراف بالجنسية الاميركية
  المعطاة لرعايا الدول
  الواقعة تحت الانتداب
  (و د ـ ص ٣٤٣)

- ٤ نيسان ١٩٢٤
  اتفاق
  بشأن الانتداب على لبنان وسوريا
  (و د ـ ص ٣٥١)
  (جر ـ ١٩٢٤ ـ ص ١٨٠٦)

- ٢ ـ ١٧ ايلول ١٩٢٤
  اتفاق ويغان ـ كنابنشو
  بشأن اصول توقيف الرعايا الاميركان
  (و د ـ ص ٣٥٧)

- ٢٤ تشرين الاول ١٩٢٥
  انشاء مصلحة تبادل الحوالات
  البريدية مع الولايات المتحدة

- Arrêté 283 du 24-10-1925 (J.O. ... 1925 ... n° 1924)

- قرار ٢٨٣ تاريخ ٢٤ ... ١٩٢٥
جر ... ع ١٩٢٥ عدد ١٩٢٤

● **27 Juillet 1929**
ACCORD POSTAL
Echange direct de mandats-poste

● ٢٧ تموز ١٩٢٩
اتفاق بريدي
(مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)

Arrêté 2823 du 16-10-1929 publiant cet accord
(J.O. ar — 1929 n° 2281)
(B.O. 1929 p. 200)

– قرار ٢٨٢٣ تاريخ ١٦ ... ١٩٢٩
نشر هذا الاتفاق
(جر ـ ع ـ ١٩٢٩ ـ عدد ٢٢٨١)
(بم ـ ١٩٢٩ ـ ص ٢٠٠)

● **8 Octobre 1934**
ADDITIF
à l'accord postal du 27-7-1929

● ٨ تشرين الاول ١٩٣٤
ملحق الاتفاق البريدي تاريخ
٢٧ـ٧ـ١٩٢٩

APRES NOVEMBRE 1943

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

● **11 Août 1946**
ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS

● ١١ آب ١٩٤٦
اتفاق النقل الجوي

● **8 Octobre 1946**
15 Mars 1947
ACCORD POSTAL

● ٨ تشرين الاول ١٩٤٦
١٥ آذار ١٩٤٧
اتفاق بريدي

● **29 Mai 1951**
ACCORD D'ASSISTANCE TECHNIQUE

● ٢٩ أيار ١٩٥١
اتفاق للتعاون الفني

ACCORD
DE TRANSPORTS AERIENS

- Signé à Beyrouth
- Le 11 Août 1946

اتفاق
النقل الجوي

- وقع في بيروت
- في ١١ آب ١٩٤٦

Having in mind the resolution signed under date of December 7, 1944, at the International Civil Aviation Conference in Chicago, Illinois, for the adoption of a standard form of agreement for provisional air routes and services, and the desirability of mutually stimulating and promoting the sound economic development of air transportation between the United States and Lebanon, the two Governments parties to this arrangement agree that the establishment and development of air transport services between their respective territoires shall be governed by the following provisions

تمشيا مع قرار مؤتمر الطيران المدني الدولي ، الموقع في ٧ ديسمبر سنة ١٩٤٤ بمدينة شيكاغو بولاية الينوس ، بشأن قبول صيغة نموذجية للاتفاقات الخاصة بالطرق الجوية الموقتة .

ورغبة في التعاون على بسط وترقية النقل الجوي بين الولايات المتحدة ولبنان على اساس اقتصادي سليم .

فقد اتفقت الحكومتان الفريقان في هذا الاتفاق على ان يخضع انشاء وتقدم خطوط النقل الجوي بين اقليميهما للشروط الآتية .

ARTICLE 1. — The Contracting Parties grant the rights specified in the Annex hereto necessary for establishing the international civil air routes and services therein described, whether such services be inaugurated immediately or at a later date at the option of the Contracting Party to whom the rights are granted.

المادة الاولى — يمنح الفريقان المتعاقدان الحقوق المبينة في الملحق المرفق لهذا الاتفاق ، واللازمة لانشاء الطرق والخطوط الجوية المدنية الموضحة به سواء افتتحت تلك الخطوط في الحال او فيما بعد حسب اختيار الفريق المتعاقد الذي منحت له هذه الحقوق .

ARTICLE 2. — (a) Each of the air services so described shall be placed in operation as soon as the Contracting Party to whom the rights have been granted by Article 1 to designate an airline or airlines for the route concerned has authorized an airline for such route, and the Contracting Party granting the rights shall, subject to Article 6 hereof, be bound to give the appropriate operating permission to the airline or airlines concerned; provided that the airlines so designated may be required to qualify before the competent aeronautical authorities of the Contracting Party granting the rights under the laws and regulations normally applied by these authorities before being permitted to engage in the operations contemplated by this Agreement and provided that in areas of hostilities or of military occupation, or in areas affected thereby, such inauguration shall be subject to the approval of the competent military authorities.

(b) It is understood that either Contracting Party granted commercial rights under this Agreement should exercise them at the earliest practicable date except in the case of temporary inability to do so.

ARTICLE 3. — In order to prevent discriminatory practices

المادة الثانية ـ آ ـ يبدأ تشغيل كل من الخطوط الجوية المذكورة بمجرد ان يعين الفريق المتعاقد الممنوح له الحقوق بمقتضى المادة الاولى مؤسسة او مؤسسات النقل الجوى التي ستباشر تشغيل ذلك الخط ومع عدم الاخلال باحكام المادة السادسة يجب على الطرف المتعاقد ، الذي منح تلك الحقوق ، ان يصدر ترخيص التشغيل اللازم الى تلك المؤسسة او المؤسسات على انه يجوز قبل ان يرخص بتشغيل الخطوط ، موضوع هذا الاتفاق ، ان يطلب من تلك المؤسسات المعينة ان تثبت لسلطات الطيران المختصة ، التابعة للفريق الذي منح الحقوق ، انه تتوافر فيها الشروط التي تفرضها القوانين والانظمة المعمول بها لدى تلك السلطات كما ان افتتاح تلك الخطوط في مناطق العمليات الحربية او المناطق المحتلة عسكريا ، او المناطق التي تؤثر فيها العمليات الحربية او الاحتلال العسكري يتوقف على موافقة السلطات الحربية المختصة .

ب ـ من المفهوم انه يجب على اي فريق متعاقد منح حقوق تجارية بمقتضى هذا الاتفاق ان يباشر هذه الحقوق في اقرب فرصة ممكنة الا في حالة العجز المؤقت عن اداء ذلك .

المادة الثالثة ـ منعا للتمييز ،

and to assure equality of treatment, both Contracting Parties agree that

(a) Each of the Contracting Praties may impose or permit to be imposed just and reasonable charges for the use of public airports and other facilities under its control. Each of the Contracting Praties agrees, however, that these charges shall not be higher than would be paid for the use of such airports and facilities by its national aircraft engaged in similar international services

(b) Fuel, lubricating oils and spare parts introduced into the territory of one Contracting Party by the other Contracting Party or its nationals, and intended solely for use by aircraft of such other Contracting Party shall be accorded national and most-favored-nation treatment with respect to the imposition of customs duties, inspection fees or other national duties or charges by the Contracting Party whose territory is entered.

(c) The fuel, lubricating oils, spare parts, regular equipment and aircraft stores retained on board civil aircraft of the airlines of one Contracting Party authorised to operate the routes and services described in the Annex shall, upon arriving in or leaving

وضمان المساواة في المعاملة قد اتفق الفريقان المتعاقدان على ما يلي :

ا ـ لكل من الفريقين المتعاقدين أن يفرض او يسمح بفرض رسوم عادلة ومعقولة نظير استعمال المطارات العامة والانتفاع بالتسهيلات الاخرى التي يشرف عليها ، ومن المتفق عليه أن لا تزيد هذه الرسوم عما تدفعه الطائرات الوطنية التي تعمل في خطوط دولية مماثلة عند استعمالها مثل هذه المطارات أو انتفاعها بمثل تلك التسهيلات .

ب ـ تعامل الوقود وزيوت التشحيم وقطع الغيار التي تدخل اقليم فريق متعاقد بواسطة الفريق المتعاقد الاخر او بواسطة احد رعاياه والمخصصة فقط لاستعمال طائرات الفريق المتعاقد الاخر معاملة الدول الاكثر رعاية وذلك بالنسبة لما تفرضه الفريق المتعاقد الذي تدخل تلك المواد اقليمه من رسوم الجمارك والتفتيش و الرسوم الوطنية الاخرى .

ج ـ تعفى من رسوم الجمارك ورسوم التفتيش وما شابه ذلك من رسوم الوقود وزيوت التشحيم وقطع الغيار والمهمات المعتاد حملها والمخزون التي تحملها الطائرات المدنية للمؤسسات الجوية التابعة لاحد

the territory of the other Contracting Party, be exempt from customs, inspection fees or similar duties or charges, even though such supplies be used or consumed by such aircraft on flights in that territory

الفريقين المتعاقدين والمرخص لها بتشغيل الطرق والخطوط الجوية المبينة في الملحق عند دخولها الى او مغادرتها اقليم الفريق المتعاقد الآخر حتى لو استعملت تلك الطائرات هذه المواد او استهلكتها اثناء طيرانها داخل ذلك الاقليم

ARTICLE 4. — Certificates of airworthiness, certificates of competency and licenses issues or rendered valid by one Contracting Party shall be recognized as valid by the other Contracting Party for the purpose of operating the routes and services described in the Annex. Each Contracting Party reserves the right, however, to refuse to recognise, for the purpose of flight above its own territory, certificates of competency and licenses granted to its own nationals by another state

المادة الرابعة — يعترف كل من الفريقين المتعاقدين بصحة شهادة الصلاحية للطيران وشهادات الاهلية والاجازات الصادرة او المعتمدة من الفريق المتعاقد الاخر ، بغية تشغيل الطرق والخطوط الجوية المبينة في الملحق ومع ذلك يحتفظ كل من الفريقين المتعاقدين بحقه في عدم الاعتراف بشهادات الاهلية والاجازات التي تمنحها دولة اخرى لرعاياه فيما يتعلق بالطيران فوق اقليمه

ARTICLE 5. — (a) The laws and regulations of one Contracting Party relating to the admission to or departure from its territory of aircraft engaged in international air navigation, or to the operation and navigation of such aircraft while within its territory, shall be applied to the aircraft of the other Contacting Party, and shall be complied with by such aircraft upon entering or departing from or while within the territory of the first Party

المادة الخامسة — ١ — تسري القوانين والانظمة المعمول بها لدى احد الفريقين المتعاقدين — والمتعلقة بدخول الطائرات التي تعمل في الملاحة الجوية الدولية في اقليمه او مغادرتها له او تشغيله او طيرانها فوقه — على طائرات الفريق المتعاقد الاخر ويجب على هذه الطائرات مراعاتها عند دخول اقليم الفريق الاول و مغادرتها له اثناء وجودها فيه .

(b) The laws and regulations of one Contracting Party as to the admission to or departure from its territory of passengers, crew, or cargo of aircraft, such as regulations relating to entry, clearance, immigration, passports, customs, and quarantine shall be complied with by or on behalf of such passengers, crew or cargo of the other Contracting Party upon entrance into or departure from or while within the territory of the first Party

ARTICLE 6. — Each Contracting Party reserves the right to whithhold or revoke a certificate or permit to an airline of the other Party in any case where it is not satisfied that substantial ownership and effective control are vested in nationals of either Party to this Agreement, or in case of failure of an airline to comply with the laws of the State over which it operates as described in Article 5 hereof, or to perform its obligations under this Agreement.

ARTICLE 7. — This Agreement and all contracts connected therewith shall be registered with the Provisional International Civil Aviation Organization.

ARTICLE 8. — Either Contracting Party may terminate the

٢ — يجب على ركاب وملاحي
[illegible]
[illegible]
[illegible] دخول
الركاب وملاحي الطائرات والبضائع
[illegible]
الدخول والخروج والهجرة وجوازات
السفر والجمارك والحجر الصحي
وذلك عند دخولهم ومغادرتهم او اثناء
بقائهم في اقليم ذلك الفريق المتعاقد

المادة السادسة — يحتفظ كل
فريق متعاقد بحقه في ايقاف و الغاء
شهادة او رخصة صادرة لمؤسسة
نقل جوي تابعة للفريق الآخر في اية
حالة لا يقتنع فيها بان جزءا هاما
من ملكية هذه المؤسسة او ادارتها
العملية موجود بالفعل في يد رعايا
اي من فريقي هذا الاتفاق . وكذلك
في حالة عدم تنفيذ هذه المؤسسة
لقوانين الدولة التي تعمل فوق
اقليمها طبقا لنص المادة الخامسة
السابقة او عدم قيامها بالتزاماتها
طبقا لهذا الاتفاق .

المادة السابعة — يسجل هذا
الاتفاق وجميع العقود المتعلقة به
لدى الهيئة المؤقتة للطيران المدني
الدولي .

المادة الثامنة — يجوز لكل من
الفريقين المتعاقدين أن ينهي الحقوق

rights for services granted by it under this Agreement by giving one year's notice to the other Contracting Party.

التي منحها بمقتضى هذا الاتفاق وذلك باخطار سابق بمدة سنة للفريق المتعاقد الآخر

ARTICLE 9. — In the event either of the Contracting Parties considers it desirable to modify the routes or conditions set forth in the attached Annex, it may request consultation between the competent authorities of both Contracting Parties, such consultation to begin within a period of sixty days from the date of the request. When these authorities mutually agree on new or revised conditions affecting the Annex, their recommendations on the matter will come into effect after they have been confirmed by an exchange of diplomatic notes

المادة التاسعة — اذا رغب أي من الفريقين المتعاقدين في تعديل الطرق او الشروط الواردة في الملحق المرافق له الحق في طلب الدخول في مباحثات بين السلطات المختصة لدى كل من الطرفين المتعاقدين ، وفي هذه الحالة تبدأ المباحثات المذكورة في خلال ستين يوما من الطلب ، وعندما تتفق هذه السلطات على شروط جديدة او معدلة مما يؤثر في الملحق تصبح توصياتها سارية المفعول بعد تبادل المذكرات السياسية المؤيدة لها .

ARTICLE 10. — Any dispute between the Contracting Parties relating to the interpretation or application of this Agreement or its Annex, wich connot be settled through consultation, shall be referred for an advisory report to the Interim Council of the Provisional International Civil Aviation Organization (in accordance with the provisions of Article 3, Section 6 (8 of the Interim Agreement on Civil Aviation signed at Chicago on december 7, 1944) or its successors.

المادة العاشرة — يرجع الى المجلس المؤقت للهيئة المؤقتة للطيران المدني الدولي لعمل تقرير استشاري (طبقا لاحكام المادة ٣ من القسم السادس (٨) من الاتفاق المؤقت بشأن الطيران المدني الدولي الموقع بشيكاغو في ديسمبر سنة ١٩٤٤) او لمن يخلف هذا المجلس كل خلاف بين الطرفين المتعاقدين في تفسير او تطبيق هذا الاتفاق او الملحق المرافق له اذا لم تنجح المباحثات بين الفريقين في فض الخلاف .

ARTICLE 11. — The provisions of this Agreement shall become operative from the day it is signed. The Lebanese Government of the United States of approval of the Agreement by the Lebanese Parliament, and the Government of the United States shall consider the Agreement as becoming definitive upon the date of such notification by the Lebanese Government

Done at Beirut in duplicate in the English and Arabic languages, each of which shall be of equal authenticity this 11*th* day of august, 1946

For the Government of the United States of America

Georges WADWORTH
American Minister

For the Government of Lebanon

PHILIPP TAKLA
Minister for Foreign Affairs

ANNEXE I

SECTION 1

Airlines of the United States of America authorized under the present Agreement are accorded rights of transit and nontraffic stop in Lebanese territory as well as the right to pick up and dis

المادة الحادية عشرة — [illegible]

[illegible] هذا الاتفاق من تاريخ توقيع عليه وتبلغ الحكومة اللبنانية حكومة الولايات المتحدة [illegible]

وتعتبر حكومة الولايات المتحدة الاتفاق [illegible] من [illegible] الحكومة اللبنانية

حرر [illegible] الامريكية والانكليزية [illegible] نفس القوة الرسمية في [illegible] عشر من شهر آب ١٩٤٦

عن حكومة الولايات المتحدة الامريكية

وزير المفوض
جورج وادسورث

عن الحكومة اللبنانية

وزير الخارجية
فيليب تقلا

الملحق الاول

القسم الاول

تمنح مؤسسات النقل الجوي للولايات المتحدة الامريكية المرخص لها عملا بهذا الاتفاق حقوق المرور والهبوط لغير الاغراض التجارية في اقليم الجمهورية اللبنانية وكذلك حق

charge international traffic in passengers, cargo and mail at Beirut on the following route

The United States of America, through Europe and Turkey to Lebanon and beyond to India via intermediate points, in both directions

اخذ وانزال ما يشمله النقل الدولي من ركاب وبضائع وبريد في بيروت وعلى الطرق الاتية في كلا الاتجاهين :

من الولايات المتحدة عبر اوروبا وتركيا الى لبنان ومن ثم الى الهند عن طريق النقاط المتوسطة في كلا الاتجاهين

SECTION 2

القسم الثاني

Airlines of Lebanon authorized under the present Agreement are accorded rights of transit and non-traffic stop in United State territory as well as the right to pick up and discharge international traffic in passengers, cargo and mail in the United States on a route or routes as may be determined at a later date from Lebanon, via intermediate points to the United States in both directions

تمنح مؤسسات النقل الجوي التابعة للحكومة اللبنانية المرخص لها طبقا لهذا الاتفاق حقوق المرور والهبوط لغير الاغراض التجارية في اراضي الولايات المتحدة وكذلك حق اخذ وانزال ما يشمله النقل الجوي من ركاب وبضائع بريد في الولايات المتحدة وذلك عن الطريق او الطرق التي تقرر فيما بعد وذلك ما بين لبنان والولايات المتحدة عن طريق نقاط متوسطة وفي كلا الاتجاهين

SECTION 3

القسم الثالث

In the establishment and operation of air services covered by this Agreement and its Annex the following principle shall apply.

تطبق القواعد الاتية في انشاء وتشغيل الخطوط الجوية التي يشملها هذا الاتفاق وملحقه :

(1) The two Governments desire to foster and encourage the widest possible distribution of the benefits of air travel for the general good of mankind at the cheapest rates consistent with

١ ــ ترغب كل من الحكومتين في ان تساعد وتشجع على التوسع الى اقصى حد ممكن في تعميم منافع الاسفار الجوية لصالح الانسانية العام باقل الاجور التي تتفق وقواعد

sound economic principles; and to stimulate international air travel as a means of promoting friendly understanding and good will among peoples and insuring as well the many indirect benefits of this new form of transportation to the common welfare of both countries.

(2) It is the understanding of both Governments the services provided by a designated air carrier under the Agreement and its Annex shall retain as their primary objective the provision of capacity adequate to the traffic demands between the country of which such air carrier is a national and the country of ultimate destination of the traffic. The right to embark or disembark on such services international traffic destined for and coming from third countries at a point or points on the routes specified in the Annex to the Agreement shall be applied in accordance with the general principles of orderly development to which both Governments subscribe and shall be subject to the general principle that capacity should be related

(a) to traffic requirements between the country of origin and the countries of destination

(b) to the requirements of

الاقتصاد الصحيحه كما يرغب و
تنشيط الاسفار الجويه الدوليـــه
كوسيلة لانماء التفاهم الودي وحسن
النية بين الشعوب وكذلك في تحقيق
المزايا العديدة غير المباشرة التي
تقدمها هذه الوسيلة الحديثة للنقل
وذلك للصالح المشترك للدولتين .

٢ ــ من المفهوم لدى كل مـن
الحكومتين ان الغرض الاساسي من
الخطوط التي تقوم بها مؤسسة نقل
جوي معينة بمقتضى شروط هذا الاتفاق
وملحقه ان يكون له ان تقدم الحمولة
التي تتناسب مع حاجات النقل
بين الدولة التي تتبعها تلك المؤسسة
والدولة التي ينتهي اليها النقل . كما
ان حق هذه المؤسسات في اخذ او
انزال تجارة دولية مرسلة الى او آتية
من دول ثالثة في نقطة او نقاط من
الطرق المبينة في الملحق لهذا الاتفاق
سوف يستعمل تبعا للمبادىء العامة
للتقدم المنظم التي يساهم فيهـــا
الطرفان كما يخضع للقواعد العامـــة
من ان الحمولة تنسب الى

ا ــ حاجات النقل بين الدولـــة
التي يبدأ منها الخط والدولة الـــتي
ينتهي فيها .

ب ــ حاجات ...

through airline operation, and

(c) to the traffic requirements of the area through which the airline passes after taking accounts of local and regional services.

SECTION 4

The Contracting Parties should undertake regular and frequent consultation between their respective aeronautical authorities so that there should be close collaboration in the observance of the principles and the implementation of the provisions outlined in the Agreement and its Annex and in case of dispute the matter shall be settled in accordance with the provisions of Article 10 of the Agreement.

ANNEXE II

To His Excellency
George Wadsworth
American Minister
Beirut

Excellency,

With reference to the bilateral Air Transport agreement between Lebanon and United States of America signed today, I have the honor to inform your Excellency that it is the understanding of my government that the so-called Fith Freedom traffic which may be carried by United States Air

الجوي .

وجـ حاجات النقل بالمناطق التي تخترقها الخط الجوي مع مراعـــاة الخطوط المحلية وخطوط المنطقة .

القسم الرابع

يتعهد الفريقان المتعاقدان بـــان تقوم سلطات الطيران لدى كل منهما بمباحثات منظمة ودورية فيما بينهما وذلك لايجاد تعاون وثيق عـــلى مراعاة القواعد وتنفيذ مقتضـــيات النصوص المبينة في الاتفاقية الملحق المرافق لها ويحل اي خلاف طبقـــا لاحكام المادة العاشرة من الاتفاق .

الملحق الثـاني

الى صاحب السعادة جورج ودسورث
وزير الولايات المتحدة
بيروت

صاحب السعادة

بالاشارة الى اتفاقية النقل الجوي الثنائية بين الولايات المتحدة ولبنان الموقع عليها اليوم ، لي الشرف بان اعلم سعادتكم انه مـــن المفهوم لدى حكومتي ان ما يسمى الحرية الخامسة للنقل الذي يمكن ان تتولاه الخطوط الجوية للولايات المتحدة بين بيروت

services between Beirut and Baghdad is dependent upon the conclusion of an appropriate air transport agreement between the United States of America and Iraq. When this latter agreement is concluded, the government of Lebanon agrees not to interpose any objection to permitting a designated United States air carrier to pick up and discharge international traffic in passengers, cargo and mail in both directions between Beirut and Baghdad.

Please accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration

Philippe TACLA

To His Excellency
Philip Tacla,
Minister for Foreign Affairs,
Beirut-Lebanon

Excellency

I have the honor to advise your Excellency that I have received your note of today, the text of which is the following

« With reference to the Bilateral Air Transport - Agreement between Lebanon and United States of America signed today, I have the honor to inform your Excellency that it is the understanding of my government that

وبغداد هو معلق على ابرام اتفاقية خاصة بالنقل الجوي بين الولايات المتحدة الاميركية والعراق . وعندما تبرم هذه الاتفاقية تتعهد الحكومة اللبنانية بان لا تعارض في السماح لمؤسسة جوية معينة للولايات المتحدة بان تحمل وتفرغ نقليات دولية من مسافرين وبضائع وبريد بين بغداد وبيروت في كلا الاتجاهين

واني اكرر تأكيد اعتباري العميق .

فيليب تقلا

حضرة صاحب المعالي فيليب تقلا
وزير الخارجية
بيروت ـ لبنان

صاحب المعالي

اتشرف بان اعلمكم بوصول مذكرتكم الصادرة بتاريخ اليوم والمتضمنة ما يلي

بالاشارة الى اتفاقية النقل الجوي الثنائية بين الولايات المتحدة ولبنان الموقع عليها اليوم ، لي الشرف بان اعلم سعادتكم انه من المفهوم لدى حكومتي ان ما يسمى الحرية الخامسة للنقل الذي يمكن ان تتولاه

the so-called Fifth Freedom traffic which maybe carried by United States air services between Beirut and Baghdad is dependent upon the conclusion of an appropriate air transport agreement between the United States of America and Iraq. When this latter agreement is concluded, the government of Lebanon agrees not to interpose any objection to permitting a designated United States air carrier to pick up and discharge international traffic in passengers, cargo and mail in both directions between Beirut and Baghdad »

I have the honor to inform your Excellency that my government accept the arrangement herein included and regards the present reply as confirmation of this understanding between the two governments.

Please accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Beirut, August 11, 1946

George WADSWORTH

الخطوط الجويه للولايات المتحدة بين بيروت وبغداد هو معلق على ابرام اتفاقية خاصة بالنقل الجوي بين الولايات المتحده الاميركيه والعراق وعندما تبرم هذه الاتفاقية تتعهد الحكومة اللبنانية بان لا تعارض في السماح لمؤسسه جوية معينه للولايات المتحدة بان تحمل وتفرغ نقليات دوليه من مسافرين وبضائع وبريد بين بيروت وبغداد في كلا الاتجاهين .»

لي الشرف بان اعلم معاليكم بان حكومتي تقبل بالتدبير المذكور في هذه المذكره وتعتبر الجواب الحالي كتصديق على ما اتفق عليه بين الحكومتين .

واغتنم هذه المناسبة لاجدد لمعاليكم تأكيد اعتباري الفائق .

بيروت في ١١ آب سنة ١٩٤٦

جورج ودزورث

ACCORD

POSTAL
ECHANGE DE
MANDATS-POSTE

—

- Signé à Washington
  le 8 Octobre 1946
- et à Beyrouth
  le 15 Mars 1947

اتفاق

بريدي
مبادلة الحوالات البريديه

- وقع في واشنطن
  في ٨ تشرين الاول ١٩٤٦
- وفي بيروت
  في ١٥ آذار ١٩٤٧

CONVENTION

pour l'échange des mandats-poste entre l'Office Postal des Etats-Unis d'Amérique d'une part, et l'Office postal de la République Libanaise, d'autre part.

Le Gouvernement Federal des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République Libanaise, étant désireux de faciliter la transmission des fonds entre les Etats-Unis d'Amérique et la République Libanaise, par le moyen de mandats de poste, et de conclure un arrangement à ces fins

Les soussignés dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs se sont mis d'accord sur les articles suivants

ARTICLE 1. — Dans cette convention l'expression « Etats-Unis d'Amérique » comprend les territoires de la fédération des Etats-Unis d'Amérique, de l'Alaska, des Iles Guam, Hawaï Porto Rico, Vierges et Tutuila (Samoa L'expression « République Libanaise » comprend tous les territoires ressortissant à ce pays.

Les expressions « l'Administration Centrale » ou « les Administrations Centrales » désignant en ce qui touche les Etats-Unis d'Amérique : The Post Office Department, Division of Money Orders, Washington D.C., en ce qui regarde la République Libanaise la Direction Générale des Postes et des Télégraphes à Beyrouth, Liban.

ARTICLE 2. — Un échange régulier de mandats-poste est créé entre les Etats-Unis d'Amérique d'une part, et la République Libanaise d'autre part.

ARTICLE 3. — Le service des mandats-poste entre les pays dénommés sera exclusivement exécuté par l'intermédiaire de bureaux d'échange. Le bureau

d'échange des Etats-Unis d'Amérique est New-York, celui de la République Libanaise est Beyrouth.

ARTICLE 4. — Le montant de chaque titre sera exprimé pour les mandats émis aux Etats-Unis d'Amérique, en livres et piastres libanaises ; pour ceux émis au Liban en dollars et cents américains.

La conversion en monnaie du pays de destination sera opérée par les bureaux (bureaux d'échange ou bureau émetteurs suivant le cas) ressortissant à l'Administration Centrale du pays d'origine; celle-ci fixera le taux conversion pratiqué par ses propres bureaux.

Dans la conversion, les fractions de cent ou de piastres libanaises seront négligées.

ARTICLE 5. — Chacune des Administrations centrales aura la faculté de fixer, d'accord avec sa correspondante, le chiffre maximum d'émission de chaque mandat. Ce chiffre ne pourra dépasser deux cents (200 dollars pour les mandats émis dans la République Libanaise ou quatre cent (400) livres libanaises pour ceux émis aux Etats-Unis d'Amérique.

ARTICLE 6. — Chacune des Administrations Centrales aura le droit de modifier selon les circonstances le droit proportionnel de commission payable par les expéditeurs des mandats-poste émis par les bureaux de son ressort à condition qu'elle fasse connaître son tarif à l'administration centrale correspondante. Le droit de commission appartiendra à l'office d'origine. Ce dernier bonifiera à l'office qui acquittera ces mandats une commission d'un demi pour cent (1/2%) du montant total des mandats payés; aucune bonification ne sera allouée pour les mandats émis en franchise de droits.

Les titres émis au porfit des prisonniers de guerre ou envoyés par eux seront exempts de toutes taxes.

ARTICLE 7. — L'expéditeur d'un mandat-poste sera tenu de fournir, si possible, le nom et le ou les prénoms ou au moins l'initial d'un prénom de l'expéditeur et du destinataire ou le nom et l'adresse de la maison de commerce ou de la compagnie expéditrice ou destinataire. Cependant, si le ou les prénoms ou l'initial susmentionnés ne peuvent être fournis, le titre est néanmoins émis aux risques de l'expéditeur.

ARTICLE 8. — Si un titre est ou non parvenu, un duplicata sera délivré sur demande écrite du destinataire, contenant tous les renseignements nécessaires, adressée à l'Administration Centrale du pays dans lequel le titre pri-

mitif est payable. Sauf au cas où ce titre serait supposé avoir été perdu en cours de transmission dans le service postal, l'Administration Centrale qui délivrera le duplicata sera autorisée de ce fait à percevoir les mêmes droits que ceux prévus par sa législation intérieure.

ARTICLE 9. — Toute demande tendant soit à rectifier le nom, soit à modifier l'adresse du destinataire, soit à suspendre le payement d'un titre, soit enfin à en obtenir le remboursement au profit de l'expéditeur, devra être adressée par ce dernier à l'administration centrale du pays d'origine du mandat.

ARTICLE 10. — En tout cas le remboursement d'un mandat ne pourra avoir lieu que sur la déclaration de l'Administration Centrale du pays où le titre était payable, que le mandat n'a pas été payé et que le remboursement est autorisé.

ARTICLE 11. — La durée de validité d'un mandat est fixée à douze mois non compris celui de l'émission ; à l'expiration de cette période le montant des titres non payés est reversé à l'Administration Centrale d'origine qui en dispose suivant sa propre législation.

ARTICLE 12. — Les titres émis d'un pays sur l'autre seront soumis, en ce qui concerne l'émission, aux règlements en vigueur dans le pays d'origine, et en ce qui touche le payement à la législation du pays de destination

ARTICLE 13. — Le bureau d'échange de Beyrouth communiquera au bureau d'échange de New-York le détail des sommes encaissées en vue de leur payement aux Etats-Unis d'Amérique, celui de New-York transmettra au bureau d'échange de Beyrouth le détail des sommes encaissées en vue de leur payement dans la République Libanaise.

Les listes d'avis employées à cet effet seront conformes au modèle A et B annexé.

En vue de prévenir les inconvénients résultant de la perte d'une de ces listes, chaque bureau transmettra en même temps que chaque liste, un duplicata de la liste précédente.

ARTICLE 14. — Les mandats seront enregistrés sur les listes suivant une série annuelle spéciale pour chaque bureau d'échange commençant le 1er juillet, par le No 1.

Le numéro affecté à un mandat sur la liste sera considéré comme « numéro international ».

Les listes seront elles-mêmes numérotées suivant une série annuelle commençant le 1er juillet, par le numéro 1.

ARTICLE 15. — Toute liste d'avis manquante devra être immédiatement réclamée par le bureau d'échange destinataire. Le bureau d'échange expéditeur devra alors transmettre sans délai au bureau d'échange correspondant une copie dûment certifiée de cette liste.

ARTICLE 16. — Chaque liste d'avis devra être soigneusement vérifiée par le bureau d'échange destinataire et corrigée en cas d'erreurs manifestes. Le détail des corrections sera communiqué au bureau d'échange expéditeur.

Si une liste comporte d'autres irrégularités, le bureau d'échange destinataire demandera des renseignements au bureau d'échange expéditeur qui devra les fournir dans le plus bref délai possible. Dans ce cas l'émission du titre intérieur faisant l'objet de la demande sera suspendue jusqu'à régularisation.

ARTICLE 17. — Dès l'arrivée d'une liste d'avis au bureau d'échange destinataire, celui-ci après vérification, établira au profit des bénéficiaires les titres dont le montant est égal aux sommes spécifiées dans la liste ; il les transmettra soit aux destinataires soit aux bureaux payeurs, selon la réglementation en vigueur dans l'office destinataire.

ARTICLE 18. — L'Office postal libanais pourra échanger par l'intermédiaire [illegible] américain, des mandats-poste [illegible] les pays participant [illegible] des mandats poste avec les Etats-Unis d'Amérique. Ce [illegible] soumis aux dispositions particulières ci-après :

a) Le bureau d'échange [illegible] routh notifiera le [illegible] que titre en transit au [illegible] d'échange de New-York qui le notifiera à son tour à l'office [illegible] [illegible]

b) Le montant [illegible] chaque titre ne devra pas être supérieur à celui fixé dans [illegible] relations entre les Etats-[illegible] d'Amérique et le pays de [illegible]tion.

c) Les indications relatives à cette catégorie de titres de[illegible] figurer à l'encre rouge à la [illegible] de chacune des listes d'avis ord[illegible] naires notifiées à New-York [illegible] sur des listes spéciales et le total du montant de ces titres [illegible] compris dans le total des listes ordinaires.

d) Le nom et l'adresse du bénéficiaire de mandat-poste en transit ainsi que le nom de la [illegible] et du pays destinataire devront être aussi complets que possible.

e) L'office postal libanais a[illegible]louera à l'office américain, pour les mandats-poste en transit [illegible] bonification égale à celle dont [illegible]

c. La balance de ces comptes

Pour l'établissement de cette balance la créance la plus faible sera convertie en la monnaie de la créance la plus forte en prenant pour base de conversion le cours moyen officiel du change dans le pays débiteur pendant la période à laquelle le compte se rapportera. Les différences ultérieurement constatées seront reprises dans le premier compte trimestriel à intervenir

Ce compte, établi sur une formule analogue à l'appendice E devra être accompagné des relevés :

a. des listes d'avis transmises pendant le trimestre dans les deux sens (Appendice D).

b. des mandats périmés, annulés ou remboursés (Appendice C

Une copie du compte, dûment approuvée, sera retournée à la Direction Générale des Postes et Télégraphes à Beyrouth.

ARTICLE 21. — Lorsqu'au courant du trimestre, le montant total des mandats émis par l'une des Administrations correspondantes dépassera de douze mille (12.000) francs-or celui des titres émis par l'autre, l'administration centrale créditrice aura le droit de demander à l'administration centrale debitrice le versement d'un solde de provision jusqu'à concurrence des trois-quarts de la créance. Ce paiement devra être effectué dans les huit jours qui suivront la réception de la demande du crediteur et vérification du montant dû.

En cas de non versement dans le délai sus-indiqué les sommes dues porteront intérêts à raison de 6% l'an du jour de l'expiration de ce délai au jour du paiement.

ARTICLE 22.— La balance d'un compte général devra être versée par l'office débiteur quinze jours au plus après la date de réception du compte général reconnu exact.

Les versements visés tant au présent article qu'à l'article 21 seront effectués au moyen de traites tirées suivant le cas soit sur New-York, soit sur Beyrouth, et dans la monnaie du pays créditeur, sans perte pour ce dernier

Toute somme restant dûe par l'une des administrations centrales à l'autre à l'expiration du délai de six mois qui suivra la période pour laquelle le compte a été établi portera intérêts à raison de 60%.

ARTICLE 23. — Chacune des Administrations Centrales sera autorisée à adopter, pour autant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente Convention toutes mesures complémentaires qu'elle jugera con-

venables en vue d'assurer une plus grande sécurité contre les fraudes, ou une meilleure exécution du service, pourvu qu'elle fasse connaître à sa correspondant les dispositions adoptées.

ARTICLE 24. — La Direction Générale des Postes et des Télégraphes de la République Libanaise aura la faculté de fixer le montant maximum des sommes pouvant être envoyées journellement par un expéditeur au même destinataire aux Etats-Unis d'Amérique.

ARTICLE 25. — Chacune des administrations centrales se réserve la faculté d'augmenter le droit de commission ou même de suspendre temporairement le service des mandats-poste, au cas où elle constaterait que le service est utilisé par des commerçants ou par tout autre personne pour l'envoi des sommes exagérées ou pour des manœuvres spéculatives sur les devises.

La suspension temporaire du service des mandats-poste pourra également être décidée de façon unilatérale par chacune des parties en cause au cas de circonstances extraordinaires dont celle-ci demeurera seule juge.

Dans tous les cas, avis de cette suspension devra être donné immédiatement, au besoin par télégraphe à l'administration centrale correspondante.

ARTICLE 26. — La présente Convention entrera en vigueur à une date fixée d'un commun accord entre l'office du Liban et l'office américain et promulguée conformément aux lois respectives des deux pays.

Elle courra d'année en année, jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait donné avis à l'autre, un an à l'avance, de son intention de la dénoncer

Les dispositions de la présente Convention continueront, pendant la dernière année, à être fidèlement et entièrement exécutées sans préjudice de la liquidation et du payement des comptes après l'expiration de ce terme.

En foi de quoi les soussignés ont signé la Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double et signé à Washington le 8 Octobre 1946 et à Beyrouth le 15 Mars 1947

Postmaster General of the United States
Robert KANNEGAN
Postmaster General of the Republic of Lebanon
Jemil NAMMOUR

● *Les Appendices A à E, donnant les modèles des divers registres et tableaux, n'ont pas été publiés dans le présent Recueil vu leur caractère purement technique.*

AMENDEMENTS A L'ACCORD POSTAL

En vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, le Posmaster General des Etats-Unis d'Amérique et le Directeur des Postes et Télécommunications de la République Libanaise ont arrêté les amendements suivants à l'Arrangement concernant les Mandats de Poste entre les deux pays.

Ces amendements entreront en vigueur dès qu'ils seront signes, et remplaceront les Articles IV. XX (Alinéa c), et XXII (Paragraphe 2)

ARTICLE 4. — Le montant des mandats de poste échangés dans les deux sens sera exprimé en monnaie américaine. Le bureau d'échange de Beyrouth convertira le montant des mandats émis au Liban en dollars des Etats-Unis, et celui des mandats émis aux Etats-Unis en monnaie libanaise.

Le taux de conversion se conformera autant que possible au prix d'achat et de vente du dollar fixé par la Banque Officielle de Beyrouth.

L'Administration des Postes du Liban notifiera celle des Etats-Unis au moment voulu sur les taux de conversion employes pour les mandats expédiés dans les deux sens.

ARTICLE 20. — Alinéa (c Pour l'établissement de ce solde, l'avoir de la République Libanaise, exprimé en livres libanaises, sera converti en dollars des Etats-Unis en prenant comme base de conversion le cours moyen officiel du change aux Etats-Unis pendant la période à laquelle le compte correspond. La différence établie sera portée au compte trimestriel prochain.

ARTICLE 22. — Paragraphe (2). Les paiements prévus à l'Article présent et à l'Article 21 seront effectués au moyen de traites tirées sur New-York en dollars des Etats-Unis.

En foi de quoi, les soussigné ont souscrit ces Amendements à l'Arrangement et y ont apposé leurs sceaux officiels.

Fait en duplicata et signé à Washington le 8 Octobre 1946 et à Beyrouth, le 15 Mars 1947

ACCORD
D'ASSISTANCE TECHNIQUE APPLICATION DU POINT IV

- Signé à Beyrouth
- Le 29 Mai 1951
- Les textes officiels ont été établis en langues arabe et anglaise

اتفاق
للتعاون الفني
طبقا لبرنامج النقطة الرابعة

- وقع في بيروت
- في ٢٩ ايار ١٩٥١

وضع النصان الرسميان المعتمدان باللغتين العربية والانكليزية

The Government of Lebanon on the one part, and

The Government of the United States of America on the other,

Desiring to cooperate in the interchange of technical knowledge and skills with a view to the attainment of higher standards of economic development and social welfare and the promotion of international understanding and goodwill

Having both accepted resolution n° 304 (IV) adopted by the General Assembly of the United Nations on November 15 1949, approving the Economic and Social Council Resolution n 222 (IX) on technical assistance for economic development and the guiding principles for rendering such assistance,

ان الحكومة اللبنانية من جهة،

وحكومة الولايات المتحدة الاميركية من جهة اخرى،

رغبة منهما في التعاون على تبادل الدراية الفنية والخبرة لادراك مستوى اعلى للنمو الاقتصادي والرفاهية الاجتماعية ونشر حسن التفاهم الدولي،

وقد قبلت كلتاهما بالقرار رقم ٣٠٤ (٤) الذي اصدرته الجمعية العمومية لمنظمة الامم المتحدة في ١٥ تشرين الثاني سنة ١٩٤٩ ووافقت بموجبه على قرار المجلس الاقتصادي والاجتماعي رقم ٢٢٢ (٩) الخاص بالمعونة الفنية للتنمية الاقتصادية وعلى المبادىء الاساسية لتقديم مثل هذه المعونة .

Have agreed as follows :

ARTICLE 1. — The Government of Lebanon and the Government of the United States of America undertake to cooperate with each other in the interchange of technical knowledge and skills and in related technical activities designed to contribute to the balanced and integrated development of the economic resources and productive capacities of Lebanon.

ARTICLE 2. — The Government of the United States of America agrees to·

A — Furnish, to an extent subsequently to be agreed upon, services of technical experts and pay their salaries and allowances as well as their transport costs from and to the United States.

B — Provide for training in the United States or elsewhere of Lebanese nominated by the Lebanese Government under arrangements covering the program of training and the payment of expenses as may be agreed upon by the two Governments in individual cases.

C — Supply, to an extent subsequently to be agreed upon, equipment and materials necessary to the effectiveness of the experts' work but purchasable

اتفقا على ما يأتي

المادة الاولى ــ تتعهد حكومة الولايات المتحدة الاميركية والحكومة اللبنانية بان تتعاونا على تبادل الدراية الفنية والخبرة وما يتصل بذلك من اوجه النشاط الفني التي ترمي الى المساهمة في تنمية موارد لبنان الاقتصادية وطاقته الانتاجية على وجه كامل متوازن .

المادة الثانية ــ توافق حكومة الولايات المتحدة الاميركية على

ا) ان تقدم ــ بالقدر الذي سيتفق عليه فيما بعد ــ خدمات الخبراء الفنيين ، وان تدفع مرتباتهم ومكافآتهم ونفقات انتقالهم من الولايات المتحدة واليها .

ب) ان تؤمن في الولايات المتحدة الاميركية او في غيرها تدريب لبنانيين تعينهم الحكومة اللبنانية بموجب اتفاقات تشمل برنامج التدريب ، ودفع النفقات وفقا لما يتم الاتفاق عليه بين الحكومتين في الحالات الافرادية .

ج) ان تقدم ــ بالقدر الذي سيتفق عليه فيما بعد ــ المعدات والمواد اللازمة لاداء عمل الخبراء على الوجه المنتج اذا كان لا يمكن شراؤها الا

only with United States dollars.

ARTICLE 3. — The Government of Lebanon, in order to bear a fair share of the cost of the program, agrees to

A — Provide adequate office facilities, office equipment and supplies, secretarial interpreter-translator and related assistance necessary to the successful implementation of the projects.

B — Pay costs of land, buildings, improvements, local materials and labor necessary to the effectiveness of the experts' work.

C — Pay transport, communication costs and such other expenses of American experts withing Lebanon as may be agreed upon by the two Governments in particular circumstances.

D — Assign appropriate technicians and whatever other Lebanese staff is justified by the project, to work with United States technicians.

E — Pay such costs as may be agreed upon by the two Governments in connection with training provided for in Article 2 (B

ARTICLE 4. — The Government of Lebanon will endeavor

بدولارات الولايات المتحدة .

المادة الثالثة ـ لكي تتحمل الحكومة اللبنانية نصيباً عادلاً في نفقات البرنامج فانها توافق على

آ ـ ان تقدم ما يلزم من التسهيلات المكتبية ومعدات المكتب وادواتها والسكرتارين والمترجمين وما يتصل بذلك من المعونة الضرورية لنجاح تنفيذ المشروعات .

ب ـ ان تدفع تكاليف الاراضي والمباني والتحسينات والمواد المحلية واليد العاملة اللازمة لتأدية عمل الخبراء على اوجه المنتج .

ج ـ ان تدفع نفقات الانتقال والمواصلات وغير ذلك من نفقات الخبراء الاميركيين داخل لبنان ، وفقاً لما يتم عليه الاتفاق بين الحكومتين في ظروف افرادية .

د ـ ان تعيين الفنيين الصالحين وغيرهم من الموظفين اللبنانيين الاخرين ممن يتطلب المشروع تخصيصهم للعمل مع فنيي الولايات المتحدة .

هـ ـ ان تدفع النفقات التي تحدد بالاتفاق بين الحكومتين فيما يتعلق بالتدريب المنصوص عليه في الفقرة (ب) من المادة الثانية .

المادة الرابعة ـ تعمل الحكومة

to coordinate this program with other related technical cooperation programs in Lebanon. It will further facilitate cooperation in the mutual exchange of technical knowledge and skills with other friendly nations which may have technical cooperation programs similar to that carried on under this agreement.

ARTICLE 5. — All employees of the Government of the United States of America assigned to duties in Lebanon under this Agreement and accompanying members of their families shall be exempt from : (1. Income and social security taxes with respect to salaries and emoluments paid to them by the Government of the United States of America and to any non-Lebanese income upon which they are obliged to pay income or social security taxes by the Government of the United States of America. (2) Customs and import duties on personal, household and professional effects and supplies are for the personal use automobile, on certificate being furnished, by such employees, to the effect that these effects and supplies are for the personal use and consumption of such employees and members of their families

اللبنانية على تنسيق هذا البرنامج مع برامج التعاون الفني الاخرى المماثلة في لبنان وتسهل علاوة على ذلك التعاون في تبادل الدراية الفنية والخبرة مع الامم الصديقة الاخرى التي قد يكون لها برامج للتعاون الفني تماثل البرنامج القائم بمقتضى هذا الاتفاق .

المادة الخامسة – جميع موظفي حكومة الولايات المتحدة الاميركية الذين يعملون في لبنان بمقتضى هذا الاتفاق واعضاء عائلاتهم المصاحبين لهم معفون من

أ – ضرائب الدخل وضرائب الضمان الاجتماعي بالنسبة للمرتبات والمكافآت التي تدفعها لهم حكومة الولايات المتحدة الاميركية وكذلك بالنسبة لكل دخل غير لبناني يكونون ملزمين ان يدفعوا عنه لحكومة الولايات المتحدة الاميركية ضريبتي الدخل والضمان الاجتماعي .

ب – العوائد الجمركية ورسوم الاستيراد على حاجياتهم وامتعتهم الشخصية والمنزلية والمهنية بما في ذلك سيارة خاصة واحدة وذلك عندما يقدم هؤلاء الموظفون شهادات بان هذه الامتعة والحاجيات معدة لاستعمالهم واستهلاكهم الشخصي او لاستعمال افراد عائلاتهم واستهلاكهم

Duty is liable to be paid in respect of any such article imported without payment of duty and sold or disposed of within three years, but there shall be no liability if such articles and equipment introduced to Lebanon by the Government of the United States of America pursuant to this Agreement shall be exempt from taxes, customs and import duties

ARTICLE 6. — The Government of Lebanon and the Government of the United States of America will endeavor to give full publicity to the objectives and progress of the technical cooperation programs carried on under this Agreement. They will make public in their respective countries, not less frequently than once a year, periodic reports on the technical cooperation programs carried on pursuant to this Agreement. Such reports shall include information as to the use of funds, materials, equipment and services. They will mutually exchange information regarding other technical assistance programs which have been or are being requested of other countries or of international organizations by either party to this Agreement.

ARTICLE 7. — For carrying out particular projects under this

وتستحق الضريبة على مثل هذه الاشياء التي تستورد معفاة من دفع الضريبة اذا بيعت او تم التصرف منها في خلال ثلاث سنين ولكن لا تستحق الضريبة اذا اعيد تصدير هذه الاشياء في خلال هذه المدة . وتعفى من الضرائب والعوائد الجمركية ورسوم الاستيراد اية مواد او معدات تدخلها الى لبنان حكومة الولايات المتحدة الامريكية وفقا لهذا الاتفاق .

المادة السادسة ــ تعمل حكومتا الولايات المتحدة الامريكية ولبنان على ان تذاع في اوسع نطاق اهداف برامج التعاون الفني التي تنفذ طبقا لهذا الاتفاق ومدى تقدمها وتنشر الحكومتان كل منهما في بلادها مرة كل سنة على الاقل تقارير دورية عن برامج التعاون الفني التي تنفذ بمقتضى هذا الاتفاق وتتضمن هذه التقارير بيانات عن استخدام الاموال والمواد والمعدات والخدمات . وتتبادل الحكومتان المعلومات فيما يتعلق ببرامج المعونة الفنية الاخرى التي طلبها او يطلبها احد طرفي هذا الاتفاق من البلاد الاخرى من المنظمات الدولية .

المادة السابعة ــ اذا اريد تنفيذ مشروعات معينة لهذا الاتفاق تمكن

Agreement, subsidiary written arrangements or understandings may be agreed upon by the duly designated representatives of Lebanon and of the Technical Cooperation Administration of the United States of America, or by other persons, agencies, or organizations designated by the Governments.

الاتفاق كتابة على ترتيبات فرعية بين الممثلين المعينين لذلك من قبل الحكومة اللبنانية وممثلي ادارة التعاون الفني بالولايات المتحدة الاميركيه او بين اي اشخاص اووكالات او هيئات تعينهم هاتان الحكومتان .

ARTICLE 8. — 1 — This Agreement shall enter into force on the day on which it is duly ratified by the Government of Lebanon. It shall remain in force until there months after either Government shall have given notice in writing to the other of intention to terminate the Agreement.

المادة الثامنة ـ ١ ـ يعمل بهذا الاتفاق ابتداء من يوم تصديق الحكومة اللبنانية عليه ويبقى معمولا به مدة ثلاثة اشهر بعد أن تعلم احدى الحكومتين الحكومة الاخرى كتابة عزمها على انهائه .

2 — If, during the life of this Agreement, either Government should consider that there should be an amendment thereof it shall so notify the other Government in writing and the two Governments will thereupon consult with a view to agreeing upon the amendment.

٢ ـ اذا رأت احدى الحكومتين تعديل هذا الاتفاق في خلال مدة سريانه تخطر الحكومه الاخرى بذلك كتابه وبناء عليه تتشاور الحكومتان بقصد الاتفاق على التعديل .

3 — Subsidiary arrangements or understandings which may be agreed upon may remain in force beyond any termination of this Agreement, in accordance with such arrangements as the two Governments may make

٣ ـ تبقى ما قد يتفق عليه من الترتيبات الفرعية سارى المفعول بعد انتهاء هذا الاتفاق طبقا لما يتم الاتفاق عليه بين الحكومتين .

4 — This Agreement is complementary to and does not supersede existing agreements between the two Governments except insofar as other agreements are inconsistent herwith

Done in Beirut on the 29th day of May 1951 in duplicate in Arabic and English languages, both textes being equally authentic.

For the Government of Lebanon
H. AOUINI

For the Government of the United States of America

JOHN H. BRUINS

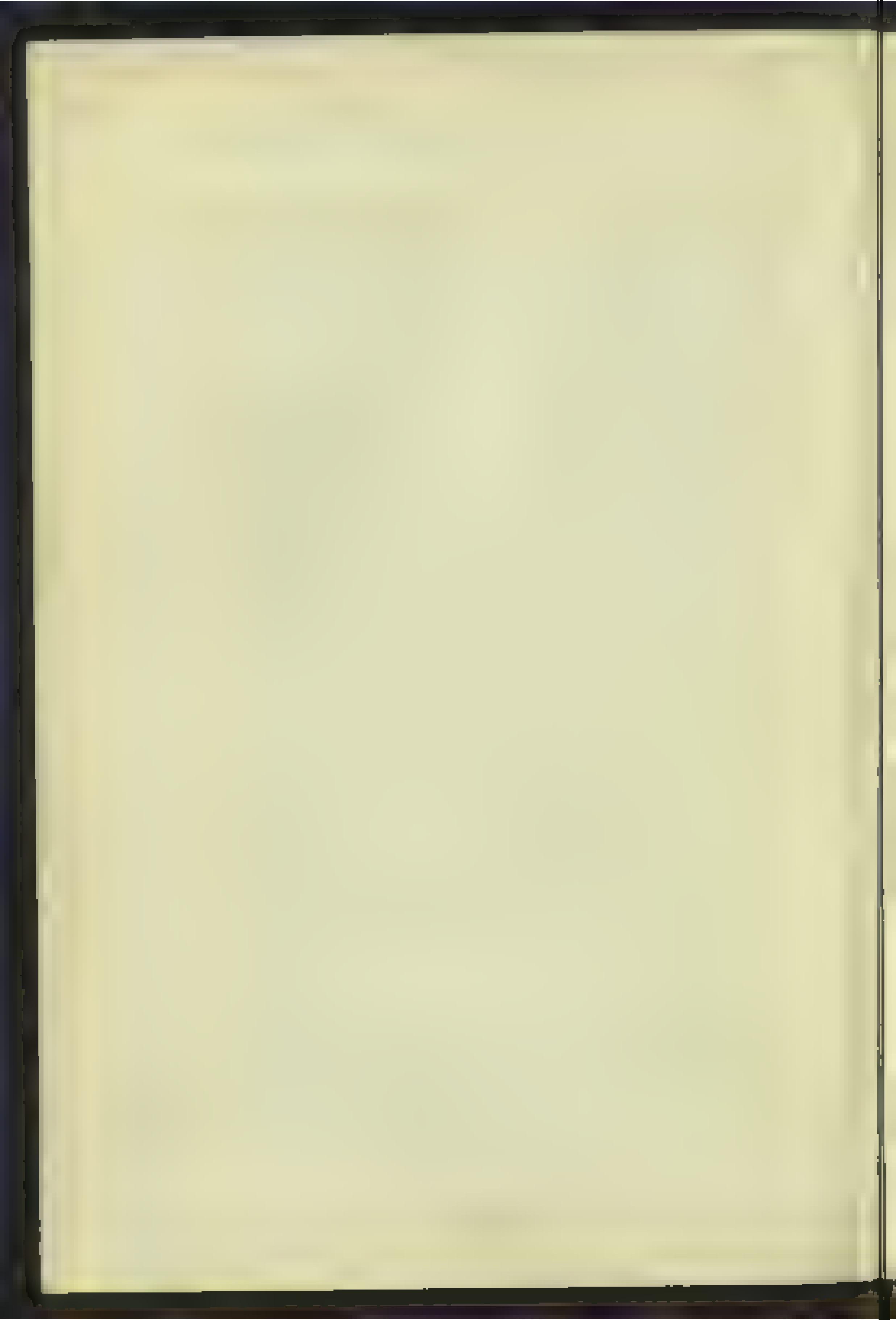
٤ ـ هذا الاتفاق تكميلي ولا يفسخ الاتفاقات القائمة بين حكومتينا الا بما تتعارض منها مع احكامه .

وضع في بيروت في اليوم التاسع والعشرين من شهر ايار سنة ١٩٥١ على نسختين في اللغة العربيه واللغه الانكليزية ، وكل من النصين يعتبر اصليا على حد سواء .

عن الحكومة اللبنانيه
حسين العويني

عن حكومه الولايات المتحده الاميركيه

جون بروئز



YEMEN

اليمن

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN-YEMEN

اتفاقات دولية

بين لبنان واليمن

APRES NOVEMBRE 1943

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- **15 Février 1949**
  TRAITE D'AMITIE DE COMMERCE ET DE RELATIONS CULTURELLES
- **15 Février 1949**
  CONVENTION D'EXTRADITION

- **١٥ شباط ١٩٤٩**
  معاهدة الصداقة والتجارة والثقافة
- **١٥ شباط ١٩٤٩**
  اتفاق تسليم المجرمين

TRAITE
D'AMITIE DE COMMERCE ET DE RELATIONS CULTURELLES

معاهدة الصداقة والتجارة والثقافة

- Signé à Beyrouth
- Le 15 Fevrier 1949
- Ratification autorisée par la loi du 12 Janvier 1950 (J.O. 1950 [illegible] p. 26)
- Le texte officiel a été établi en langue arabe

- وقعت في بيروت
- في ١٥ شباط ١٩٤٩
- اجيز التصديق عليها بموجب قانون ١٢ كانون الثاني ١٩٥٠ . [illegible]
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة العربية .

ان حضرة صاحب الفخامة الشيخ بشارة خليل الخوري رئيس الجمهورية اللبنانية وحضرة صاحب الجلالة الامام الناصر لدين الله احمد بن يحيى حميد الدين ملك اليمن .

رغبة منهما في توثيق عرى الصداقة وتوطيد قواعد الاخوة بين لبنان واليمن وتنمية العلاقات بينهما بعقد معاهدة صداقة وتجارة وثقافة تحدد حقوق رعايا كل من البلدين المقيمين في بلد الآخر وتفسح مجالا للتعاون بينهما .

قد عينا لهذه الغاية مندوبيهما المفوضين :

من قبل حضرة صاحب الفخامة رئيس الجمهورية اللبنانية

حضرة صاحب الدولة رياض بك الصلح ـ رئيس مجلس الوزراء ووزير العدلية

وحضرة صاحب المعالي حميد فرنجيه وزير الخارجية والمغتربين والتربية الوطنية .

ومن قبل حضرة صاحب الجلالة ملك اليمن .

حضرة صاحب السمو الملكي الامير سيف الاسلام محمد بن جلالة الامام احمد

وحضرة صاحب السمو الملكي الامير

سيف الاسلام يحيى بن الامام يحيى الذين بعد ان تبادلوا وثائق تفويضهم وتبينوا صحتها ومطابقتها للاصول المرعية اتفقوا على الاحكام التالية :

المادة الاولى ـ يتعهد الطرفان الساميان عهد اخوة وصداقة وسلام ويحترم كل منهما سلامة اراضي الاخر والاوضاع القائمة فيه ويمنع بكل ما لديه من وسائل اي عمل في بلاده من شأنه ان يسيء الى عهد الصداقة والاخوة والسلام او يهدد او يقلق الامن والسلم والسكينة في بلد الفريق الاخر .

المادة الثانية ـ يتفق الفريقان الساميان المتعاقدان على تبادل التمثيل الدبلوماسي والقنصلي في اول فرصة مواتية يتفق عليها الفريقان ويعامل الممثلون الدبلوماسيون والقناصل على اساس المعاملة بالمثل وفقا للاصول المتبعة في القانون الدولي العام وتحدد باتفاق الفريقين فيما بعد الاماكن التي يمارس ممثلو السلك الدبلوماسي والقنصلي اعمالهم فيها ، مراعين في ذلك ما يمنح للدولة الافضل رعاية .

المادة الثالثة ـ تتعهد كل من رعايا الفريقين الساميين في دخول اقليم الاخر والتنقل والاقامة في المحلات التي يسمح له الاقامة والتنقل فيها والخروج منها بالقوانين والانظمة المحلية والعادات المختصة بذلك والتي تطبق على الدول الافضل رعاية من دول الجامعة العربية او غيرها . ويخضع هؤلاء الرعايا في بلد الفريق الاخر للشرائع والنظم والقوانين المحلية ، ويعاملون طبقا لما يعامل به رعايا الدول الافضل رعاية .

المادة الرابعة ـ للمدعين من رعايا كل من الفريقين الساميين المتعاقدين حرية التقاضي امام المحاكم المحلية على اختلاف اختصاصاتها ودرجاتها ـ يتمتعون لديها بما يتمتع به الوطنيون من حقوق . ولا يجوز لاحد الفريقين الساميين المتعاقدين ان يقيد حق تقاضي رعايا الفريق الاخر امام المحاكم بما لا يفرض على رعاياه ومما ليس بقوانينه .

المادة الخامسة ـ يخضع رعايا كل من الفريقين الساميين المتعاقدين في اقليم الفريق الاخر للتشريع المحلي في القضايا الجزائية والمدنية والتجارية والادارية والمالية والشرعية وغيرها كما انهم يخضعون لجهات الاختصاص المعينة للوطنيين ، على ان يراعى في قضايا الزواج والطلاق والتفريق القضائي والابوة والالحاق بالنسب والاقرار به والرشد والولاية والوصاية والحجر والوصية والارث لغير المسلمين

من اللبنانيين في اليمن الاحكام الخاصة بهم التي تطبق عليهم في بلادهم .

المادة السادسة ــ يحق للطائرات المدنية التابعة لكل من الفريقين الساميين المتعاقدين ان تهبط في مطارات الفريق الاخر لنقل البريد والركاب والبضائع بعد ان تحدد الخطوط الجوية وشروط سيرها باتفاق لاحق بين الفريقين . وتراعى في ذلك بين الفريقين الساميين المتعاقدين الاحكام المتفق عليها مع الدولة الافضل رعاية .

المادة السابعة ــ تسري على بواخر ومراكب كل من الفريقين الساميين المتعاقدين في موانيء الفريق الاخر احكام الدولة الافضل رعاية .

المادة الثامنة ــ تنشأ بين الفريقين الساميين المتعاقدين علاقات تجارية واقتصادية ويعامل كل منهما في ذلك الفريق الاخر معاملة الدولة الاكثر رعاية ، باستثناء الدول التي تكون مرتبطة مع احد الفريقين باتفاق جمركي او اتفاق جوار .

تعامل المنتجات الوطنية لكل من البلدين في بلد الفريق الاخر معاملة خاصة وتتبادل الحكومتان بيانات بالمنتجات القابلة للتصدير .

المادة التاسعة ــ يجري التعاقد مع الاخصائيين المستخدمين والعمال الذين يحتاج اليهم احد الفريقين الساميين المتعاقدين باتفاق خاص مع المستخدم وموافقة الفريق الذي ينتمي اليه ذلك المستخدم او مع الفريق الاخر مباشرة بعد تعيين شروط الاستخدام .

واذا اخل احد المتعاقدين من اولئك الاخصائيين والمستخدمين والعمال باحكام العقد الجاري عليه فضمان الحكومة التي هو من رعاياها تعمل على تامين احترام العقد بجميع الوسائل القضائية والادارية ان كان المحل خارج البلد المستخدم فيه . اما اذا كان داخل بلد الدولة المستخدمة له فانه يخضع للسلطات والقوانين المحلية وفقا لاحكام المادة الخامسة .

المادة العاشرة ــ توطد العلاقات الثقافية بين الفريقين الساميين المتعاقدين ويتبادلان البعثات العلمية والثقافية والفنية لدى الطلب .

يمنح كل من الفريقين الساميين بعثات الفريق الاخر العلمية والثقافية وتلامذته تسهيلات خاصة .

وتمنح البعثات العلمية والثقافية وبعثات الطلاب امتيازات خاصة في الدراسة والرواتب .

المادة الحادية عشرة ــ تعقد بين الفريقين الساميين المتعاقدين اتفاقية خاصة لتسليم المجرمين .

المادة الثانية عشرة ـ كل خلاف ينشأ بين الفريقين الساميين المتعاقدين على تفسير هذه المعاهدة ولا تمكن تسويته بالطرق الدبلوماسية يحال باتفاق كل من الفريقين الساميين المتعاقدين الى التحكيم وفقا للمادة الخامسة من ميثاق جامعة الدول العربية .

المادة الثالثة عشرة ـ يعمل بهذه المعاهدة مدة خمس سنوات تتجدد ضمنا سنة فسنة الا اذا اطلع احد الفريقين الساميين المتعاقدين الفريق الآخر رغبته في ابطالها او تعديلها قبل ثلاثة اشهر على الاقل من تاريخ انتهاء مدتها .

المادة الرابعة عشرة ـ تبرم هذه المعاهدة في اقرب وقت مستطاع وتصبح نافذة من تاريخ تبادل وثائق الابرام .

حرر من هذه المعاهدة اصلان متحدان وقع عليهما ببيروت في ١٥ شباط ١٩٤٩ الموافق ١٧ ربيع الآخر ١٣٦٨ .

سيف الاسلام يحيى
رياض الصلح
حميد فرنجيه
سيف الاسلام محمد

CONVENTION

D'EXTRADITION

- Signée à Beyrouth
- Le 15 Février 1949
- Ratification autorisée par la loi du 24 Janvier 1950 (J.O. 1950 — n° 5 - pag. 69)
- Le texte officiel a été établi en langue arabe.

اتفاق

تسليم المجرمين

- وقع في بيروت
- في ١٥ شباط ١٩٤٩
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٢٤ كانون الثاني ١٩٥٠
  ج ر — ١٩٥٠ — عدد ٥ — ص ٦٩ .
- وضع النص الرسمي المتعمد باللغة العربية .

ان حضرة صاحب الفخامة الشيخ بشارة خليل الخوري رئيس الجمهورية اللبنانية

وحضرة صاحب الجلالة الامام الناصر لدين الله احمد بن يحيى حميد الدين ملك اليمن

رغبة منهما في توطيد الامن والسلام في ربوع كل من بلديهما

قررا عقد اتفاقية لتسليم المجرمين وعينا لهذه الغاية مندوبيهما المفوضين الآتيين :

من لدن حضرة صاحب الفخامة رئيس الجمهورية اللبنانية :

حضرة صاحب الدولة رياض بك الصلح ، رئيس مجلس الوزراء ووزير العدلية

حضرة صاحب المعالي حميد فرنجيه وزير الخارجية والمغتربين والتربية الوطنية

ومن لدن حضرة صاحب الجلالة ملك اليمن :

حضرة صاحب السمو الملكي الامير سيف الاسلام محمد بن جلالة الامام احمد

وحضرة صاحب السمو الملكي الامير سيف الاسلام يحيى بن الامام يحيى

الذين بعد أن تبادلوا وثائق تفويضهم وتبينوا صحتها ومطابقتها للاصول المرعية اتفقوا على الاحكام الآتية :

المادة الاولى — يجري تبادل المجرمين بين لبنان واليمن وفقا للاحكام التالية.

المادة الثانية — يجري التسليم اذا

كان الشخص المطلوب تسليمه ملاحقا او محكوما عليه في جريمة من الجرائم المنصوص عليها في المادة الثالثة بأي وصف قانوني او شرعي وكانت الجريمة قد ارتكبت في اقليم الدولة طالبة التسليم او اقليم دولة ثالثة .

ومع ذلك يجوز للدولة المطلوب منها التسليم الامتناع عنه اذا كان الشخص المطلوب تسليمه هو من رعاياها وقت ارتكاب الجريمة وكانت محاكمته في بلده عن الجريمة المطلوب تسليمه من اجلها جائزة بمقتضى قوانينها وفي هذه الحالة يوجب على حكومة بلاده ان تحيله الى محاكمها لتحاكم وفقا لقوانينها بموجب اضبارية تحقيقية تنظمها السلطات القضائية في البلاد التي وقع فيها الجرم وتبلغ نتيجة الحكم الى الحكومة طالبة التسليم فيقرر المرجع القضائي المختص فيها وقف الملاحقات نهائيا او وقف تنفيذ الحكم اذا كان قد حكم في الدعوى .

يعين الفريقان باتفاق لاحق ما يجب ان تشتمل عليه الاضبارة القضائية المذكورة .

المادة الثالثة ــ يجب التسليم اذا كان الشخص المطلوب تسليمه ملاحقا او متهما او محكوما عليه في جناية او في جنحة معاقب عليها في قوانين او شرائع كلا الفريقين الساميين المتعاقدين بالحبس سنة او بعقوبة اشد .

اما اذا كانت ثمة عقوبات غير منصوص عليها في قوانين او شرائع احد الفريقين المتعاقدين للجرم المطلوب من اجلها التسليم فيجوز الامتناع عن التسليم .

المادة الرابعة ــ لا يسمح بالتسليم :

١ ــ من اجل جريمة ذات طابع سياسي او لغرض سياسي .

٢ ــ اذا كان المدعى عليه موظفا في السلك الدبلوماسي او مكلفا بمهمة رسمية وارتكب جرما ما اثناء تمتعه بالحصانة الدبلوماسية او اثناء ممارسته وظيفته او في معرض ممارسته لها في اراضي الدولة التي يقوم بوظيفته فيها فلا يمكن ان يحاكم امام قضاء تلك الدولة التي يمثلها او ينتمي اليها اذا توفرت الشروط المقررة للتسليم بمقتضى هذه الاتفاقية .

لا تعتبر الجرائم الاتية جرائم سياسية

ا ــ كل تعد على رئيسي الدولتين المتعاقدتين او على افراد اسرتيهما .

ب ــ جرائم العنف او قطع الطريق او السرقة بالاكراه سواء ارتكبها شخص

واحد أو عصابة ضد الافراد او ضد السلطات المحلية او السكك الحديدية او غير ذلك من وسائل النقل والمواصلات .

ج ـ الجرائم العسكرية

وتعتبر الجرائم العادية الملازمة مع الجرائم السياسية بحكم هذه الاخيرة .

المادة الخامسة ـ لا يسمح بالتسليم اذا كانت الجريمة المطلوب التسليم من اجلها قد قضي بها قضاء مبرما او كانت قيد المحاكمة في الدولة اللاجيء اليها المطلوب تسليمه او في الدولة ـ غير طالبة التسليم ـ التي وقع المجرم في ارضها ، على ان تشعر الدولة طالبة التسليم بالطور الذي وصلت اليه المحاكمة اذا كان المطلوب تسليمه لا يزال قيد المحاكمة وتقدم اليها صورة الحكم الصادر على المجرم المطلوب تسليمه في حالة انبرام الحكم المذكور بحقه .

واذا كان الشخص المطلوب تسليمه قيد التحقيق او العقاب عن اية جريمة اخرى في الدولة التي قدم اليها طلب التسليم فيؤجل تسليمه حتى تنتهي المحاكمة وتنفذ العقوبة المحكوم بها تمامها .

المادة السادسة ـ لا يسمح بالتسليم اذا كانت الجريمة او العقوبة المطلوب التسليم من اجلها قد سقطت وفقا لشريعة احد الفريقين المتعاقدين او شريعة الدولة التي اقترفت الجريمة بارضها .

المادة السابعة ـ تقدم طلبات التسليم بالطرق الدبلوماسية وتبت فيها السلطات المختصة بحسب شريعة الدولة المطلوب اليها التسليم وانظمتها

تعين الفريقان باتفاق لاحق ما يجب ان يشتمل عليه طلب التسليم من وثائق .

المادة الثامنة ـ اذا كان الشخص المطلوب تسليمه بمقتضى احكام هذه الاتفاقية مطلوبا ايضا من قبل دولة اخرى او عدة دول بسبب جرائم اخرى ارتكبت في اقليمها فيجب تسليمه الى الدولة التي ارتكب المجرم في اراضيها الجرم الاهم والاشد عقوبة ؛ اما اذا كانت الجرائم متساوية او متقاربة فيسلم الى الدولة التي يكون من رعاياها والا فللدولة التي تقدمت اولا بالطلب .

المادة التاسعة ـ تتعاون الدولتان المتعاقدتان في البحث عن المجرمين والقبض فورا بصفة احتياطية على الاشخاص اللاجئين او المطلوبين

للمحاكمة او المحكوم عليه للجرائم الجائز فيها التسليم وتعتمد تحصيا لهذا التعاون الاتصالات الدبلوماسيه الرسميه او البريديه او البرقيه او اللاسلكيه او غيرها مصحوبة قرار المجرم على ان يبين فيها نوع الجرم المستند اليه والنص القانوني او الشرعي الذي ينطبق عليه الجرم .

لا يمكن ان تتجاوز مدة الحبس الاحتياطي في الدوله المطلوب منها التسليم الثلاثين يوما على ان يخلى سبيل المقبوض عليه اذا لم يصل ملف طلب التسليم الى الفريق الاخر في خلال هذه المدة .

وتحسم مدة الحبس الاحتياطي من مدة الحبس التي يحكم بها في الدوله طالبة التسليم .

ويمكن للدولة المطلوب منها التسليم ان تمتنع عنه وتخلي سبيل الشخص المطلوب تسليمه بناء على اقتراح المرجع القضائي الصالح للنظر في امر التسليم اذا وجد ان الشروط المنصوص عليها في هذه الاتفاقية وملحقيها المذكورين في المادتين الثانيه والسابعه غير متوفرة او كانت الادله غير كافيه على ان يطلب استكمال تلك الادلـه وفي هذه الحالة يظل المدعي عليه موقوفا لنهاية الثلاثين يوما .

اذا اعترف المقبوض عليه بانه الشخص المطلوب واعترف بالجرم المسند اليه ووجد القاضي المختص ان هذا الجرم من الجرائم التي يجوز فيها التسليم بحسب احكام هذه الاتفاقيه ورضي المطلوب ان يسلم بدون ملف طلب التسليم الى الحكومه التي تطلبه كان للحكومة ان تامر تسليمه والا وجب انتظار معاملة التسليم .

المادة العاشرة ـ لا يحاكم الشخص الذي سلم الا عن الجريمة التي قدم طلب التسليم من اجلها او عن الافعال التي لها علاقة بتلك الجريمة ولم تظهر الا بعد التسليم .

اذا حكم ببراءة المدعي عليه او استوفى العقوبات المحكوم عليه بهـا فلا يجوز توقيفه او محاكمته عن اية جريمة اخرى الا في احدى الحالات الاتيه

١ ـ اذا ارتكبت تلك الجريمة بعد التسليم في الدولة التي سلم اليها

٢ ـ اذا قبل المدعي عليه صراحة ان يحاكم على تلك الجريمه .

٣ ـ اذا لم يغادر اقليم الدولـه التي سلم اليها خلال شهر من تاريخ اخلاء سبيله وكان بقاؤه بمطلق ارادته

اذا تقرر منع المحاكمة عن المطلوب تسليمه او حكم ببراءته او عـدم

مسؤوليته فعلى الدولة التي طلبته أن تعيده على نفقتها الى بلاده .

المادة الحادية عشرة ــ يجب على الدولة طالبة التسليم ان ترسل من يستلم المطلوب من اراضي الدولة المطلوب منها التسليم .

المادة الثانية عشرة ــ تتحمل كل دولة على سبيل المقابلة جميع النفقات التي استلزمها تنفيذ الطلب وتسليم الشخص المطلوب .

المادة الثالثة عشرة ــ تطبق ايضا جميع مواد هذه الاتفاقية على غير رعايا الفريقين الساميين المتعاقدين في حالة ارتكابهم جرما في اراضي احد الفريقين الساميين المتعاقدين او في اراضي غيرهما ثم التجائهم الى اراضي الفريق الاخر .

المادة الرابعة عشرة ــ كل خلاف ينشأ بين الفريقين الساميين المتعاقدين على تفسير او تطبيق هذه الاتفاقية كليا او جزئيا ولا يمكن تسويته بالطرق الدبلوماسية يحال بعد اتفاق كل من الفريقين الساميين المتعاقدين الى التحكيم وفقا للمادة الخامسة من ميثاق جامعة الدول العربية .

المادة الخامسة عشرة ــ يعمل بهذه المعاهدة مدة خمس سنوات تتجدد ضمنا سنة فسنة الا اذا ابلغ احد الفريقين الساميين المتعاقدين الفريق الاخر رغبته في ابطالها او تعديلها قبل ستة اشهر على الاقل من تاريخ انتهاء مدتها .

المادة السادسة عشرة ــ تبرم هذه المعاهدة في اقرب وقت مستطاع وتصبح نافذة المفعول من تاريخ تبادل وثائق الابرام .

حرر من هذه الاتفاقية اصلان معتمدان وقع عليهما في بيروت في ١٥ شباط ١٩٤٩ الموافق ١٧ ربيع الاخر ١٣٦٨

سيف الاسلام يحيى
رياض الصلح
سيف الاسلام محمد
حميد فرنجيه

SECONDE PARTIE

LES ACCORDS INTERNATIONAUX GENERAUX AUXQUELS LE LIBAN A ADHERE

GROUPES PAR OBJET

DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE

AGRICULTURE — ALIMENTATION

- **Accord International du Blé**
  [illegible]n autorisée par la loi du 29 Juin 1949
  J.O. 1949 — n° 28/29 — pg. 49

- **20 Mai 1928 — Damas**
  Accord relatif à la création d'un Office international de renseignements sur les sauterelles
  Adhésion de la France au nom du L[illegible]

AVIATION

- **13 Octobre 1919 — Paris**
  Convention internationale portant règlement de la navigation aérienne
  [illegible]
  (J.O. 1925 — n° 1863) (in RT-SDN n° 297 — Vol XI
  Modifiée par les protocoles
  du 27 Octobre 1922 (in RT-SDN — Vol XXVIII — Page 448
  du 30 Juin 1923 (in RT-SDN — Vol LXXVIII — Page 441
  du 15 Juin 1929 (in RT-SDN — Vol CXXXVIII — Page 418
  du 11 Décembre 1929 (in RT-SDN — Vol CXXXVIII — Page 427

- **12 Octobre 1929 — Varsovie.**
  Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international.
  Adhésion de la France [illegible] nom du Liban le 13 Février 1933, date de sa mise en vigueur

- **7 Décembre 1944 — Chicago**
  Convention relative à l'Aviation civile internationale
  RT-NU — n° du traité II : 102 — Vol. 15 — Page 295
  Ratification du Liban autorisée par décret 32 [illegible] 22 Mai 1945
  J.O. — 1945 — n° 22

- **11 Octobre 1947 — Washington.**
  Convention créant l'Organisation de l'Aviation civile Internationale (O.A.C.I.)
  Ratification du Liban autorisée par la loi du 2 Avril 1947
  (J.O. 1947 modifiée par la loi du 31 Mai 1949 (J.O. 1949 — n° 22 — pg. 289
  Le Liban a déposé les instruments de ratification le 19 Septembre 1949

- **27 Mai 1947 — Montreal**

  Protocole concernant un amendement à la Convention relative à l'aviation civile internationale.

- **19 Juin 1948 — Genève**

  Convention relative à la reconnaissance internationale des droits sur aeronef.

CHARTE DES NATIONS UNIES
STATUT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

- **26 Juin 1945 — San Francisco**

  Charte des Nations-Unies

  Signée par le Liban le 26 Juin 1945, à San Francisco

  [illegible] a été déposé [illegible] Octobre 1945 [illegible]

  [illegible] Amérique, conformément [illegible] article

  110 § 2 de la Charte

  [illegible] par la loi du 25 Septembre 1945 (J.O. 1945 — n° 40

  Entrée en vigueur le 24 Octobre 1945

- **26 Juin 1945 — San Francisco**

  Arrangements provisoires conclus par les Gouvernements représentés à la Conférence des Nations Unies pour l'Organisation Internationale.

  Signés par le Liban le 26 Juin 1945, à San Francisco

  Entrée en vigueur le 26 Juin 1945

- **26 Juin 1945 — San Francisco**

  Parties au Statut de la Cour Internationale de Justice

  Conformément [illegible] 93 § 1 de [illegible] Liban

  est [illegible] des Nations Unies [illegible] Statut

  de la Cour Internationale de Justice

CHEMINS DE FER

- **1 Septembre 1947 — Copenhague.**

  Revision du Reglement pour l'usage réciproque des wagons de chemin de fer en service international.

  [illegible] avec l'Italie du

  15 Février 1949, art. 19 § 1) [illegible]

CIRCULATION ROUTIERE

- **11 Octobre 1909 — Paris**
  Convention internationale sur la circulation automobile
  Adhésion de la France au nom du Liban : 1er Mai 1929

- **24 Avril 1926 — Paris**
  Convention internationale de circulation automobile
  Adhésion de la France au nom du Liban : 26 Mai 1930 (B.O. 19[illegible] p. 14

- **24 Avril 1926 — Paris**
  Convention internationale de circulation routière
  Adhésion de la France au nom du Liban : 26 Mai 1930 (B.O. 1927 p. 17

- **19 Septembre 1949 — Genève**
  Acte final de la Conférence des Nations-Unies sur les transports routiers et les transports automobiles.
  Signé par le Liban le 19 Septembre 1949 [illegible]

- **19 Septembre 1949 — Genève**
  Convention sur la circulation routière
  Signée par le Liban le 19 Septembre 1949, à Genève (sous [illegible] ratification)

- **19 Septembre 1949 — Genève.**
  Protocole relatif aux pays ou territoires présentement occupés (circulation routière)
  Signé par le Liban le 19 Septembre 1949 [illegible]

- **19 Septembre 1949 — Genève**
  Protocole relatif à la signalisation routière
  Signé par le Liban le 19 Septembre 1949 [illegible] ratification)

COMMERCE INTERNATIONAL

- **24 Juillet 1923 — Lausanne**
  Convention Commerciale entre l'Empire Britannique, la France l'Italie etc. et la Turquie.

- **3 Novembre 1923 — Genève**
  Convention internationale pour la simplification des formalités douanières
  — Adhésion de la France au nom du Liban : 9 Mars 1933

- **20 Avril 1921 — Barcelone**
  Convention sur la liberté de transit

  Adhésion de [illegible]

- **6 Novembre 1925 — La Haye**
  Convention revisant l'arrangement de Madrid sur les fausses déclarations d'origine des marchandises

  [illegible]

- **30 Octobre 1947 — Genève**
  Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi
  Signé par le Liban à Genève le 30 Octobre 1947
  Réf. [illegible]
  RT p. 434

- **30 Octobre 1947 — Genève**
  Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
  Signé par le Liban à Genève le 30 Octobre 1947

- **30 Octobre 1947 — Genève**
  Protocole portant application provisoire de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
  Signé à Genève le 30 Octobre 1947
  Signé par le Liban le 29 Juin 1948

- **14 Mars 1948 — La Havane**
  Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi.
  Signé à La Havane le 14 Mars 1948
  Signé par le Liban le 24 Mars 1948

- **14 Mars 1948 — La Havane**
  Charte de la Havane instituant une Organisation Internationale du commerce.
  Signée à La Havane le 24 Mars 1948 — Non entrée en vigueur — 5 X 49

- **24 Mars 1948 — La Havane**
  Protocole de rectification de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
  Signé à La Havane le 24 Mars 1948. Entré en vigueur le 24 Mars 1948
  Signé par le Liban le 24 Mars 1948

- **24 Mars 1948 — La Havane**
  Déclaration
  Signée à La Havane le 24 Mars 1948
  [illegible] 24 Mars 1948

- **24 Mars 1948 — La Havane**
  Protocole portant modification de certaines dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
  Signé à La Havane le 24 Mars 1948
  [illegible] 24 Mars 1948

- **24 Mars 1948 — La Havane**
  Protocole portant modification de l'art. XIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
  Signé à La Havane le 24 Mars 1948
  [illegible] le 24 Mars 1948

- **14 Septembre 1948 — Genève**
  Deuxième Protocole de rectification de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
  [illegible] 1948
  Signé par le Liban le 14 Septembre 1948. Entré en vigueur le 14 Septembre 1948

- **14 Septembre 1948 — Genève**
  Protocole portant modification de la partie I et de l'art. XXIX de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
  Signé à Genève le 14 Septembre 1948
  Signé par le Liban le 14 Septembre 1948 [illegible] Septembre 1948. — Non encore en vigueur

- **14 Septembre 1948 — Genève**
  Protocole portant modification de la partie II et de l'art. XXVI de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
  [illegible]
  Signé [illegible] Acceptation 23 Septembre 1948 — Entré en vigueur le 14 Décembre 1948

- **14 Septembre 1948 — Genève**
  Protocole pour l'adhésion de l'Acte final du 30 Octobre 1947
  [illegible]
  Signé [illegible] 1948 — Entré en vigueur le 14 Septembre 1948

- **13 Août 1949 — Annecy**
  3ème Protocole de rectification de l'Accord general sur les tarifs douaniers et le commerce
  Signé à Annecy le 13 Août 1949
  Signé par [illegible]

- **13 Août 1949 — Annecy**
  1er Protocole portant modification de l'Accord general sur les tarifs douaniers et le commerce
  Signé à Annecy le 13 [illegible]
  Signé par le Liban le [illegible] — N[illegible] en vigueur [illegible]

- **13 Août 1949 — Annecy**
  Protocole portant modification de l'art. XXVI de l'Accord general sur les tarifs douaniers et le commerce
  Signé à Annecy le 13 Août 1949 — Non encore en vigueur [illegible]
  Signé par [illegible] Août 194[illegible] — [illegible] Septembre 19[illegible]

- **13 Août 1949 — Annecy**
  Protocole portant remplacement de la liste I (Australie) annexée à l'Accord general sur les tarifs douaniers et le commerce
  Signé à Annecy le 13 Août 1949
  Signé par [illegible] le 13 Août 194[illegible] — N[illegible] en vigueur [illegible]

- **13 Août 1949 — Annecy**
  Protocole portant remplacement de la liste VI (Ceylan) annexée à l'Accord general sur les tarifs douaniers et le commerce
  Annecy le 13 Août 1949
  Signé par le [illegible] — N[illegible] en vigueur [illegible]

- **10 Octobre 1949 — Annecy**
  Protocole d'Annecy des conditions d'adhesion à l'Accord general sur les tarifs douaniers et le commerce Ouvert à la signature le 10 Octobre 1949
  Signé par le Liban [illegible] — Non encore en vigueur 15-XI-49

CROIX ROUGE

- **18 Octobre 1907 — Genève**
  Convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre.
  Réf. in Convention d'Armistice avec Israël du 23 Mars 1949 — art. VI § 4. (R.T. p. 309)

- **8 Decembre 1949 — Geneve**
  Conventions relatives a la protection des civils en temps de guerre, a la situation des prisonniers de guerre, à l'amelioration de la situation des blesses, malades et naufrages et a l'amelioration de la situation des blesses et malades des forces armees combattantes.
  Ratification autorisee par la loi du 20 Septembre 1950
  (J.O. 1950 - n° 39 - pag. 581)
  Signées par le Liban le 8 Décembre 1949 - [illegible]
  Adhesion du Liban : 12 Août 1949, à Genève

EDUCATION ET CULTURE

- **16 Novembre 1945 — Londres**
  Convention creant une Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. (UNESCO)
  [illegible]
  Treaty [illegible] Vol. 4 — Page [illegible]

ESCLAVAGE

- **25 Septembre 1926 — Genève**
  Convention relative a l'esclavage
  Adhesion de la France au nom du Liban : 23 Juin 1931

FINANCES

- **27 Decembre 1945 — Washington**
  Fonds Monetaire International
  Banque Internationale pour la reconstruction et le developpement
  (RT NU n° 1-20 (a) et (b) — Vol. 2 — Pag. [illegible])

GENOCIDE

- **9 Decembre 1948**
  Convention pour la prevention et repression du crime de genocide.
  [illegible] des Nations Unies le 9 Decembre 1948
  Adhésion du Liban : 30 Decembre 1949
  Ratification autorisee [illegible] du 12 Fevrier 1951 (J.O. 1951 n° 7 — p. 144

LIGUE ARABE

- **22 Mars 1945 — Le Caire**

  Pacte de la Ligue des Etats Arabes

  Ratification autorisée par la loi du 9 Avril 1945 (J.O. 1945 — n° 16
  Loi du 16 Mai 1946 autorisant le Gouvernement à signer des accords particuliers avec les [illegible].

MANDAT

- **28 Juin 1919 — Versailles**

  Traité de Paix

  Article 22 — Pacte de la Société des Nations (AD — p. [illegible])

- **25 Avril 1920 — San Remo**

  Accord.

  (AD — p. 13)

- **24 Juillet 1922 — Genève**

  [illegible] du Mandat

  (J.O. 1923 — n° [illegible])

MEDECINE VETERINAIRE

- **30 Novembre 1946 — Bagdad**

  Accord de Médecine vétérinaire entre le Liban, l'Irak, l'Egypte, la Jordanie, l'Arabie Séoudite, la Turquie et l'Iran

  Ratification [illegible] 1949 (J.O. 1949 — n° 18[illegible] pag. 310

METEOROLOGIE

- **11 Octobre 1947 — Washington**

  Convention météorologique internationale

  Ratification autorisée par la loi du 24 Janvier 1950 (J.O. 1950 — n° [illegible] pag. 69

NAVIGATION

- **6 Mars 1948 — Genève**

  Acte final de la Conférence maritime des Nations Unies.

  Signé par le Liban le 6 Mars 1948 à [illegible]

- **6 Mars 1948 — Genève**

  Convention relative à la création d'une organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime

  Signée par [illegible] le 6 Mars 1948, à Genève.
  Non encore en vigueur [illegible]

OPIUM ET DROGUES NUISIBLES

- **23 Janvier 1912 — La Haye**

  Convention internationale de l'opium

  [illegible] de l'article 295 du Traité de Versailles [illegible] SDN [illegible] Vol. 12

- **11 Février 1925 — Genève**

  Accord relatif à la suppression de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé. Protocole et Acte final

  [illegible] 29 Avril 192[illegible]

- **19 Février 1925 — Genève**

  Deuxième conférence internationale de l'opium

  Convention. Protocole. Acte final

  [illegible] 2 Juillet [illegible]27 [illegible] sur la possession [illegible] 2 du [illegible] (SDN — No du Traité 1845 — Vol LXXXI — Page 317)

- **13 Juillet 1931 — Genève**

  Convention pour limiter la fabrication des stupéfiants

  [illegible] le 9 Juillet 193[illegible]

- **13 Juillet 1931 — Genève**

  Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants. Protocole de signature et Acte final. Genève 13 Juillet 1931

  a — Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants. En vigueur le 9 Juillet 1933 (article 30)
  Ratifiée par la France au nom du Liban : le 10 Avril 1933

  b — Protocole de signature. En vigueur le 9 Juillet 1933
  Ratifiée par la France au nom du Liban : le 10 Avril 1933

- **27 Novembre 1931 — Bangkok.**

  Accord relatif à la suppression de l'habitude de fumer l'opium

  Entrée [illegible] 27 [illegible]

  [illegible] par [illegible] le 10 Mai 1933

- **11 Décembre 1946 — Lake Success, New-York**

  Protocole amendant les Accords, Conventions et Protocoles sur les stupéfiants [illegible] 23 Janvier 1912, à Genève le 11 Février [illegible] 27 Novembre [illegible] 1948 — Vol CXCVIII Page [illegible]

  Signé à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946

  Signé [illegible] 1946, [illegible] New-York (RT NU — I [illegible] Vol 12 Page 179

- **11 Décembre 1946 — Lake Success**

  Protocole plaçant sous contrôle international les drogues non visées par la Convention du 13 Juillet 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, amendée par le Protocole signé à Lake Success le 11 Décembre 1946

  Signé à Paris le 19 Novembre 1948

  Signé par le Liban, sans réserve d'acceptation, le 19 Novembre 1948, à Paris

PRIVILEGES ET IMMUNITES

- **13 Février 1946 — Lake Success**

  Convention sur les privilèges et immunités des Nations-Unies.

  Approuvée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 13 Février 1946

  Date du dépôt par le Liban de l'instrument de [illegible] au Secrétariat Général de N U : 10 M[illegible]

  Adhésion autorisée par la loi du 11 Novembre 1948 (J O 1948 — n° 4[illegible] p 666

  [illegible] RT-NU — n° du Traité I - 4 — Vol 1 — Page 15

PROCEDURE CIVILE

- **17 Juillet 1905 — La Haye**

  Convention sur la procédure civile

  Référence explicite [illegible] commerce et de navigation du 15 Février 1949, signé avec l'Italie — (art 7) — (R[illegible]

PROTECTION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

- **20 Mars 1883 — Paris**
  Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, (revisée a Bruxelles le 14 décembre 1900 et a Washington le 2 juin 1911)
  Adhésion de la France au nom du Liban le 1er septembre 1924

- **14 avril 1891 — Madrid**
  Arrangement prévenant les fausses déclarations d'origine pour les marchandises, (revisé à Washington le 2 juin 1911 et a La Haye le 6 novembre 1925.
  Adhésion de la France au nom du Liban le 1er septembre 1924

- **14 décembre 1900 — Bruxelles**
  Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle (revision de la convention de Paris) révisée a Washington le 2 juin 1911.
  Adhésion de la France au nom du Liban le 1er septembre 1924

- **2 juin 1911 — Washington**
  Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle (revision de la convention de Bruxelles)
  Adhésion de la France au nom du Liban le 1er septembre 1924

- **6 novembre 1925 — La Haye**
  Revision de la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883

- **2 Juin 1934 — Londres**
  Revision de la Convention d'Union de Paris du 20 Mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, et de l'Arrangement de Madrid du 14 Avril 1891, relatif à la répression des fausses indications de provenance
  Arrêté 152 LR du 19 Juillet 1939
  Textes publiés dans le B.O. 1939 — n° 14 — du 31 Juillet 1939
  (RT-SDN 4459

- **NOTE** — Reference explicite a ces accords est faite dans :
  Accord avec la France du 3 Juin 1944, signé à Damas (RT p. 92)
  Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 15 Février 1949 signé avec l'Italie (art. 20) RT p. 333
  Traité de commerce, de navigation et d'établissement du 6 Octobre 1949, signé avec la Grèce (art. 9) (RT p. 248

PROTECTION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

- **2 Septembre 1886 — Berne**
  Convention internationale concernant la protection des œuvres littéraires et artistiques.
  Adhésion de la France au nom du Liban: le 1er Août 1924

- **13 Novembre 1908 — Berlin**
  Convention internationale relative à la protection des œuvres littéraires et artistiques révisant celle signée à Berne le 2 Septembre 1886.
  Adhésion de la France au nom du Liban : le 1er Août 1924

- **20 Mars 1914 — Berne**
  Protocole additionnel à la convention internationale des droits réservés (signée à Berlin le 9 Novembre 1908)
  Adhésion de la France au nom du Liban : 29 Mars 1935

- **2 Juin 1928 — Rome**
  Convention relative à la protection des œuvres littéraires et artistiques (révision de la Convention de Berne)
  Adhésion [illegible] le 13 Novembre 1933 applicable à partir du 24 Décembre 1933

NOTE **Référence explicite à ces accords est faite dans :**
Accord avec la France du 3 Juin 1944, signé à Damas — (RT p. 92
Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 15 Février 1949 signé avec l'Italie — (art. 20) RT p. 333
Traité de commerce, de navigation et d'établissement du 6 Octobre 1948, signé avec la Grèce [illegible] art. 9) (RT p. 248

POSTES TELEPHONE TELEGRAPHE

- **1920 — Madrid**
  Convention postale universelle et règlement y relatif
  Arrêtés 2183, 2184 [illegible] Décembre 1923 relatifs [illegible] de ces documents et à leur application au Liban (J.O. [illegible] 1924 [illegible] 1742
  (R.A. 1924 — p. 8)

- **1925 — Stokholm**
  Convention postale universelle et règlement y relatif
  Arrêtés 252 et 254 du 2[illegible] septembre 1925 relatifs à la publication de ces documents et à leur application au Liban (J.O. [illegible] 1925 [illegible] n° 1915
  R.A. 1925 p. 215

- **25 Novembre 1927 — Washington**
  Convention télégraphique universelle et règlement relatif
  [illegible] 2510 publiant et mettant [illegible] (J.O. [illegible] 1927 [illegible])

- **1929 — Bruxelles**
  Protocole télégraphique international
  [illegible] 1929 [illegible] 268

- **1930**
  [illegible]

- **9 — 10 Décembre 1932 — Madrid**
  Convention internationale des télécommunications et règlement télégraphique

- **19 Juin 1933 — Lucerne**
  Convention européenne de radio-diffusion plan et protocole
  Adhésion de la France au nom du Liban à la date de sa mise en vigueur le 6 Juillet 1933

- **20 Mars 1934 — Le Caire**
  Convention postale universelle et arrangements annexes
  Le Liban [illegible]

- **8 Avril 1938 — Le Caire**
  Révision du Règlement télégraphique international et protocole final.
  Arrêté 160/LR du 5 Décembre 1938 relatif à l'exécution au Liban de ces [illegible]

- **8 Avril 1938 — Le Caire**
  Révision de la Convention internationale des Télécommunications de Madrid 1932
  Arrêté 169/LR du 16 Décembre 1938, mettant [illegible] au Liban [illegible] protocole final de [illegible] de Madrid (1932) et révisés au Caire [illegible] 1938.

- **23 Mai 1939 — Buenos-Aires**
  Convention postale universelle
  Arrêté 141/LR du 10 Juin 1940 publiant et mettant en exécution cette [illegible] R.A. 1940 — p. 355

- **1944**

  XI Congrès Postal Universel

  Décret 678 du 10 Mai [illegible] contractées à ce Congrès. (J.O. 1944 [illegible])

- **1946**

  Loi du 24 Mai 1946 [illegible] (J.O. 1946 — n° 2)

- **5 Juillet 1947 — Paris**

  Convention postale internationale. Reglement et Protocole y relatifs. Reglement de transport du courrier aérien. Reglement des correspondances et des colis de valeur déclarée et protocole et règlement y relatifs. Reglement des Colis postaux

  Décret 10 784 [illegible] 30 Décembre 1947 [illegible] exécution ces accords. (J.O. 1948 [illegible])

  Date de l'adhésion : 8 Avril 1948

- **2 Octobre 1947 — Atlantic City**

  Convention internationale des telecommunications et radiocommunications, Protocole final et Annexes y relatifs

  Décret 10 784/K du 30 Décembre 1947 [illegible] exécution ces accords. (J.O. 1948 [illegible])

  Date de l'adhésion : 2 Juin 1949

- **1 Juillet 1948**

  Règlement Monétaire et mesures d'applications

  Décret 1078.

- **5 Août 1949 — Paris**

  Convention télégraphique internationale (annexée à la Convention d'Atlantic-City de 1947)

  Décret 2687 du 29 Août 1950 [illegible] exécution à dater du 1 Juillet 1950

- **5 Août 1949 — Paris**

  Convention téléphonique internationale, annexée à la Convention d'Atlantic-City de 1947

  Décret 2686 du 29 Août 1950 ratifiant et mettant cette convention [illegible] exécution à dater du 1er Juillet 1950

REGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS INTERNATIONAUX

- **18 Octobre 1907 — La Haye**
  Convention de conciliation et d'arbitrage.
  Référence [illegible] Egypte du 17 Février 1949 — art. 9. (RT p. [illegible])

SANTE

- **25 Juillet 1934 — Athènes**
  Convention internationale sur la protection mutuelle contre la fièvre dengue
  [illegible] la France au nom du Liban, le 25 [illegible]

- **2 — 28 Mars 1926 — Alexandrie**
  Accord sur la création à Alexandrie d'un bureau d'informations sanitaires pour le Proche-Orient.

- **21 Juin 1926 — Paris**
  Convention sanitaire internationale
  Adhésion de la France au nom du Liban, le 29 Mai 1928

- **17 Janvier 1929 — Beyrouth**
  Convention sanitaire entre les Etats du Proche Orient

- **22 Juillet 1946 — New York**
  Acte final de la Conférence internationale de la Santé
  Signé à New York le 22 Juillet 1946. Le Liban a signé le 22 Juillet 1946 [illegible]

- **22 Juillet 1946 — New York**
  Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé
  Signée à New York le 22 Juillet 1946
  Entrée en vigueur le 7 Avril 1948
  [illegible]
  Adhésion autorisée par la loi du 11 Novembre 1948 (J.O. 1948 [illegible]
  [illegible])
  RT-NU — n° du Traité I : 221 — Vol. 14 — Page 185
  [illegible] 19 [illegible] 1949

- **22 Juillet 1946 — New-York**
  Arrangement conclu par les gouvernements représentés à la Conférence internationale de la Santé
  Signé à New York le 22 Juillet 1946
  Entré en vigueur le 22 Juillet 1946
  [illegible] 1946

- **22 Juillet 1946 — New York**
  Protocole relatif à l'Office international d'hygiène publique
  [illegible] New York le 22 Juillet 1946
  [illegible]
  [illegible] signé sous réserve d'approbation le 22 Juillet 1946

- **30 Juin 1951 —**
  Accord d'assistance technique avec l'O.M.S
  [illegible] du 20 [illegible] 1951
  [illegible]

TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS

- **18 Mai 1904 — Paris**
  Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches
  Signé à Paris le 18 Mai 1904
  [illegible] 30 [illegible]

- **30 Septembre 1921 — Genève**
  Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants.
  Signée par la France au nom du Liban le 2 Juin 1930

- **21 Septembre 1930 — Genève**
  Convention internationale pour la suppression du trafic des femmes et les enfants
  Adhésion de la France au nom du Liban, le 28 Mai 1930

- **11 Octobre 1933 — Genève**
  Convention relative à la répression de la traite des femmes majeures.
  En vigueur depuis le 24 Août 1934 (SDN — No du Traité 3476 — Vol. CL Page 431)

- **12 Novembre 1947 — Lake-Success**
  Protocole amendant la Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants, conclue à Genève le 30 Septembre 1921, (SDN No du Traité 269 Vol. IX Page 416) et la Convention pour la répression de la traite des femmes majeures conclue à Genève le 11 octobre 1933.
  Signé à Lake-Success, New-York le 12 Novembre 1947
  Signé par le Liban le 12 Novembre 1947

- **4 Mai 1910 — Paris**
  Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches
  signée à Paris le 4 Mai 1910
  Le Liban a adhéré à cette convention le 20 Juin 1949

- **4 Mai 1949 — Lake-Success**
  Protocole amendant l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches, signé à Paris le 18 Mai 1904 et la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches signée à Paris le 4 Mai 1910.
  Signé à Lake-Success, New-York le 4 Mai 1949

TRAITES DE PAIX

- **28 Juin 1919 — Versailles**
  Traités entre les Puissances Alliées et Associées et l'Allemagne.

- **24 Juillet 1923 — Lausanne**
  Traités de paix entre l'Empire Britannique, la France, l'Italie, etc... et la Turquie.

TRAVAIL

- **Organisation internationale du Travail**
  [illegible] [illegible]ée par la loi du 13 Novembre 1948. (J.O. 1948 — n° 47 [illegible]

- **7 Novembre 1945 — Paris**
  Instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, adopté par la Conférence de 1945
  [illegible] RT-NU — No du Traité [illegible] 18 — Vol. 2 Page [illegible]

- **9 Octobre 1946 — Montréal**
  Instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail — 1946
  [illegible] RT-NU — No du Traité I 229 — Vol. 15 — Page 35

LISTE CHRONOLOGIQUE

DES TRAITÉS ET CONVENTIONS BILATÉRALES SIGNÉS DEPUIS OCTOBRE 1943 ET PUBLIÉS DANS LE PRÉSENT RECUEIL

NOTE. — A cette liste, il faut encore ajouter les accords judiciaires avec l'Irak et la Jordanie, antérieurs à cette date et qui ont été publiés en raison de leur usage courant.

— 1943 —

— 1944 —

— 1945 —

1946

- 1947 -

1948

1949

1950

1951

ADDENDUM
ET
MISE A JOUR
au 30 Octobre 1951

AFGHANISTAN

Page 3 — Ligne 8 — Supprimer NR et ajouter : « Ratification autorisée par la loi du 25-9-51 (J.O. — 1951 — n° 40 — pg. 561 »

ALLEMAGNE

Page 6 — Ajouter : APRES NOVEMBRE 1943 :

2[illegible] Février 1945. ETAT DE GUERRE AVEC L'ALLEMAGNE. Décret 1705 K du 27-2-45 considérant le Liban en état de guerre avec l'Allemagne et le Japon (J.O. — 1945 — n° 10

29 Mars 1946. CESSATION DES HOSTILITES. Décret 7515 du [illegible] fixant la date officielle de la cessation des hostilités (J.O. — 1946 — n° 14

ARGENTINE

Page 13 — Ligne 8 — Supprimer NR et ajouter : « Ratification autorisée par la Loi du 25-9-51 (J.O. — 1951 — n° 40 — pg. 560 »

BRESIL

Page 25 — Ligne 7 — Lire : [illegible] pour l'exécution *des dispositions qui précèdent en tenant compte de leur législation* respective

CHILI

Page 38 — Ligne 8 — Supprimer NR et ajouter : « Ratification autorisée par la Loi du 25-9-51 (J.O. — 1951 — n° 40 — pg. 560 . L'échange des instruments de ratification a eu lieu le 30 Octobre 1951 à Beyrouth »

EGYPTE

Page 44 — Ligne 7 — Ajouter : « Arrêté 248 du 22-10-1934 mettant en application cet accord (J.O. n° 3050 » et au bas de la page : « 2 Septembre 1951. Le Caire. ACCORD COMMERCIAL »

FRANCE

Page 80 — [illegible] à droite — Ajouter également : « Le personnel de ces services est passé à la même date [illegible] ».

Page 85 — Ligne 3 — Ajouter : « Voir DL 11 K et 12 K du 5 mai 1944 ».

Page 97 — Ligne [illegible] à droite — Ajouter : « En raison des nécessités imposées par [illegible] Sûreté aux Armées, chargée des questions intéressant la Sécurité Militaire, notamment le contre-espionnage, conti[illegible] militaire ».

GRÈCE

Page [illegible] — Ligne 6 — Ajouter : « [illegible] de le révoquer lorsqu'elle n'a pas la [illegible] la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains des nationaux de cette dernière Partie contractante, ou lorsque [illegible] ».

Page 241 — Ligne 8 — Ajouter : « (J.O. — 1950 — n° 1 — pg. 1 ».

ITALIE

Page 310 — Ligne 6 — Ajouter : « (J.O. — 1950 — n° 38 — pg. 568 ».

Page 31[illegible] — Ligne 9 — Ajouter : « J.O. — 1950 — n° 38 — pg. 562 ».

JAPON

Page 315 — Ajouter le même texte que pour l'Allemagne [illegible] plus haut et, également : « [illegible] Août 1951 — San Francisco — TRAITÉ DE PAIX ».

MEXIQUE

Page 380 — Ligne [illegible] — Ajouter : « J.O. — 1951 — n° 7 — pg. 145 ».

PAYS-BAS

Page 384 — Ligne 5 — Ajouter : « J.O. — 1951 — n° 8 — pg. 153 ».

SYRIE

Page 448 — Ligne 7 — Ajouter : « Ratification autorisée par la Loi du [illegible] 10-1951 J.O. — 1951 — n° 44 — pg. 616 ».

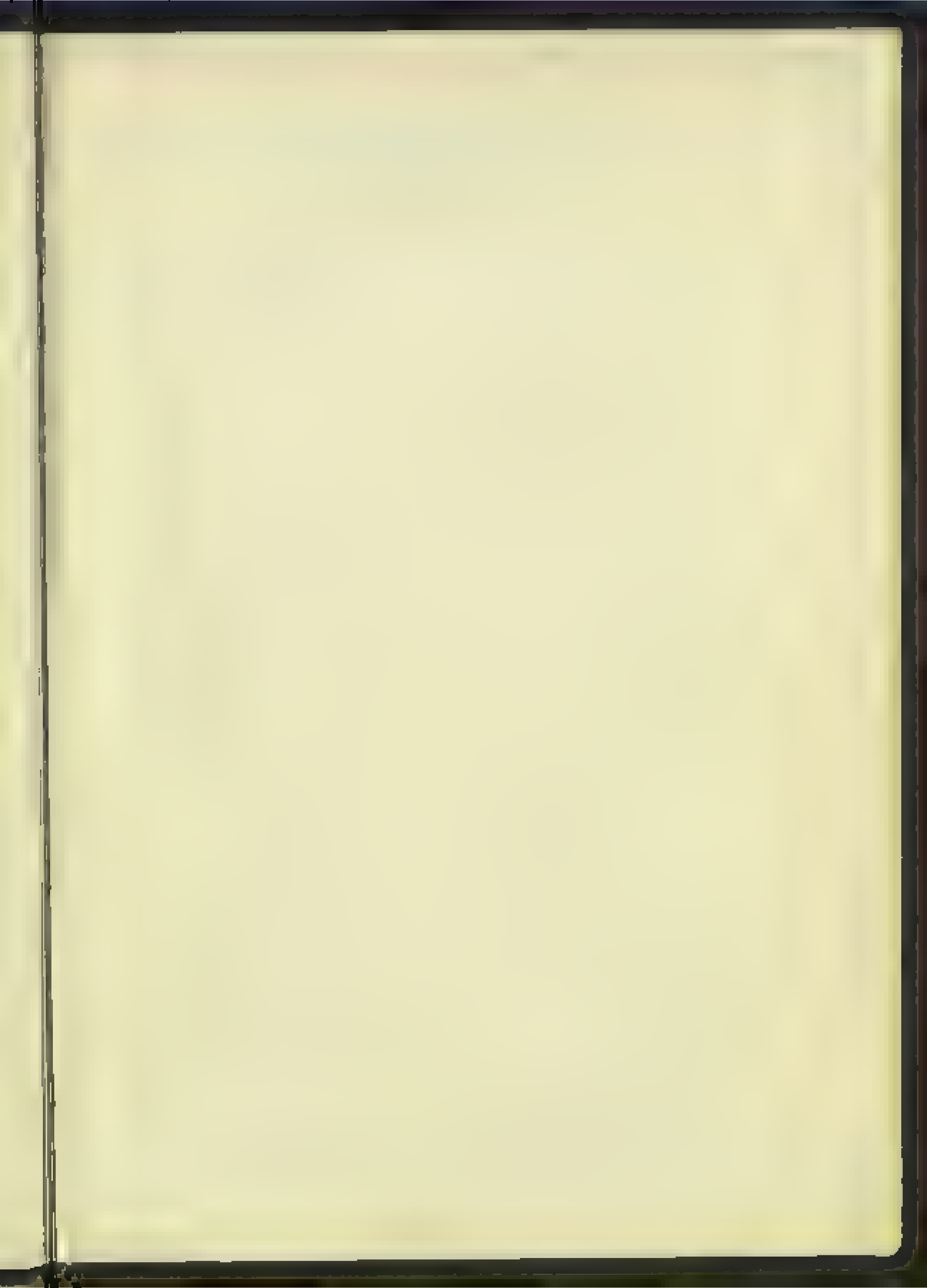
U.S.A.

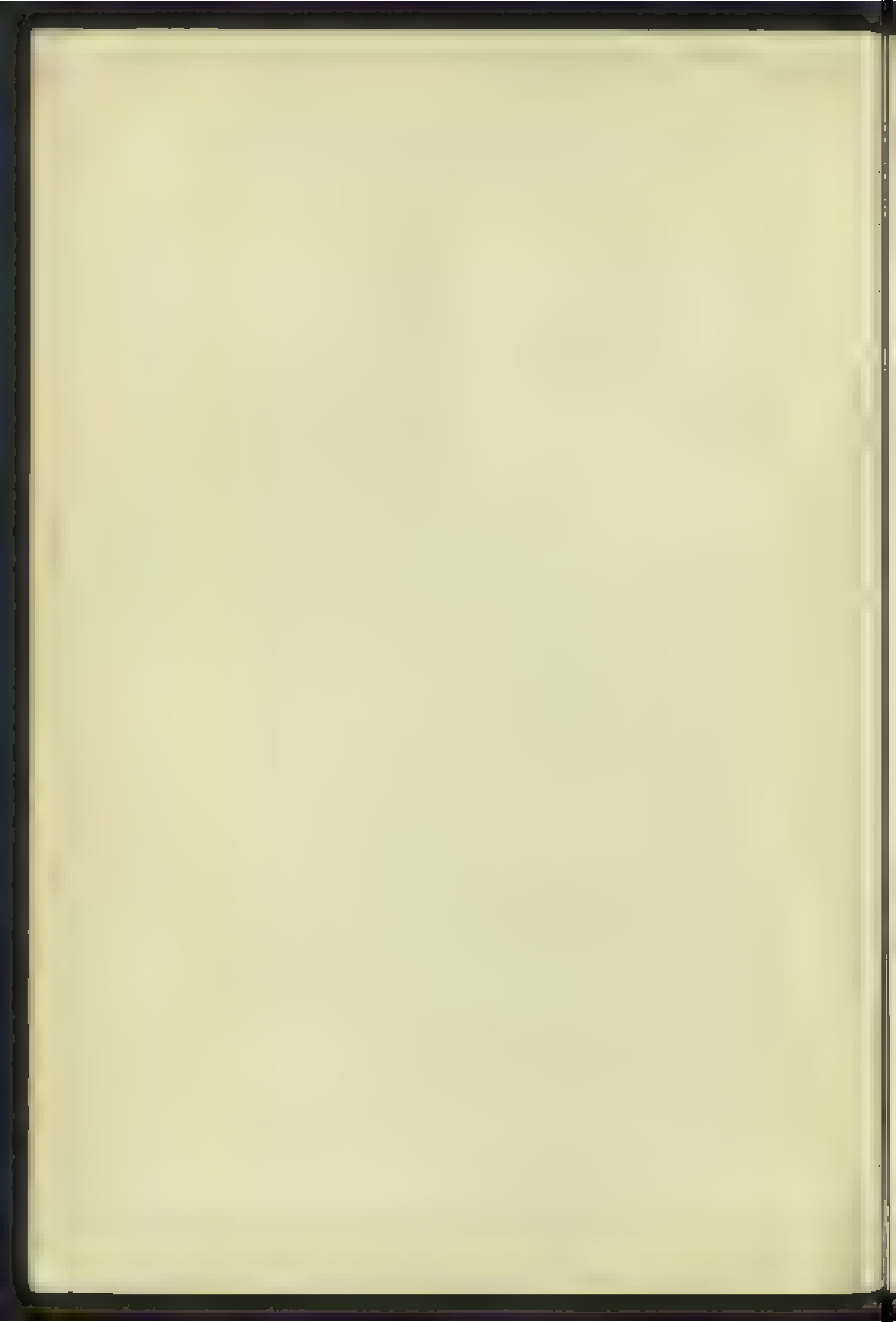
Page 487 — Ligne 4 — Ajouter : « Ratification autorisée par la Loi du 25-2-1947 J.O. — 1947 — n° 10 — p. 154 ».

ERRATA

Pays	Page	Ligne	Lire
ESPAGNE	58	21 g	٢ ـ ب ـ محكمة محجمـــــة
	59	18 g	واتفاقات بحمه به سكه الادسه و عمه والتجارية والصناعية وماركـــات عـــــزل . .
FRANCE	78	7	من قائـــد الجيش الجنرال كاترو ومعوض الدولة
	79	13	consultation *préalable*
	116	30 g	compte *ancien*
	127	33	*annexe* IV
	128	4	*annexe* IV
	134	au bas	! 4 367 748.90
	138	au bas	! 1/2 pour cent
GRANDE-BRETAGNE	179	11 d	٢ ـ سر
		25 d	يلغى ٤ـ"
		15 g	على السطر : ٤ ـ وقد الحدث
	207	24 g	لقاء اجرة او اجر
	211	14 d	٢ ـ اذا كانت الطائرات التى
		24 d	محوّلـه من الطائرات
GRECE	237	33	d'embarquer *et de débarquer*
	240	21	*compte - tenu des services locaux* et regionaux
	253	2	ne pourront *jamais* être
	254	4	autorisés *en rejoignant leur poste sur le territoire de l'autre d'Etat* à faire
	256	16	Ils pourront *recevoir les actes* de reconnaissance
	259	11	l'autorité *locale* compétente
ISRAEL	306	26	1.500
JORDANIE	353	16 g	يلغى : بالخطوط الجديدة
LIBERIA	362	16	High Contracting *Party*
	368	19	the *same* garantees
	375	31	ammunitation

Pays	Page	Ligne	Lire
SYRIE	409	10	29 Decembre 1945
	410	14	28 *Janvier* 1949
	»	23	25 Février *1951*
	428	8 d.	ان تجيز لها مد خط او خطوط من الانابيب
	»	9 g	ولما كان الامتياز لمد خط الانابيب
	429	16 d	وقعت على
	»	4 g	الاميركيين لتسرب غير مقصود وقف سحب المحتوى
	430	10 g	على الشاطىء الشمالي بعنق ـــب مرور الانابيب في اراضي البلدين واقتسام المنافع بينهما ..
TURQUIE	474	6 g	او **المؤسسات حسب الشروط الوارده**
	»	11 d	تلغى . الدوليه
	475	25 g	وغيرها
	476	2 g.	**يلغى السطر بكامله**
	»	3 g	**المباشرة** والاتفاقات بين سلطـــات الطيران المدني
	477	6 g	وكذا العمل
	»	14 g.	نفس **القوة**
	»	18 g	بمنح **مؤسسات**
	»	22 d.	**من** والى المطارات
U.S.A	490	au bas	**او** اثناء وجودها فيه
	510	30	, supplies *including one* personal automobile
	511	6	articles *are reexported within the period. Any materials* and equipment
YEMEN	521	18	تلك الدولة **ولا يسلم الا الى البلاد**





جدول الاختصارات

المستعملة في النصوص العربية

جر — الجريدة او مجلة الجمهورية اللبنانية

جر؛ — الجريدة [illegible] في مجموعة المذكورة

د — [illegible]

ص — صفحة

ص ج — صفحة [illegible] في الجريدة الرسمية

ع — عدد [illegible] العربية

عد — [illegible]

ع ع — [illegible]

ق/ف ج — [illegible] الى القرارات الصادرة من المفوضية العامة لفرنسا الحرة

ق/ف م — اشارة الى القرارات الصادرة من المفوضية العامة لفرنسا المحاربة

ل — اشارة الى الوثيقة التي ذكر فيه النص المذكور

ل — [illegible]

ق — قرار

ق/ل ر — اشارة الى القرارات الصادرة من المفوضية العليا لفرنسا في لبنان وسوريا

ما — مادة

م — هذه المجموعة للمعاهدات والاتفاقات الدولية

م — مرسوم

م ش — مرسوم تشريعي او اشتراعي

م ع — المفوضية العليا لفرنسا في لبنان وسوريا

مر — مبادلة رسائل

ن — [illegible]

و ق — مجموعة قرارات المفوضية العليا

ر — [illegible] الرسمية للمفوضية العليا في لبنان وسوريا

د و — مجموعة الوثائق الدبلوماسية الصادرة عام ١٩٢٥ من المفوضية العليا في لبنان وسوريا

المقدمة

انيس صالح
مدير العدلية العام

تعمل وزارة العدل منذ عدة سنوات على جمع القوانين والانظمة في مختلف نواحي التشريع اللبناني وضعها في مجموعات تجعلها في متناول القضاة والمحامين وسائر رجال القانون والموظفين .

ولما كانت الاتفاقات الدولية تتضمن في معظمها نصوصا تعدل او تكمل التشريع الداخلي وتسري تطبيقها على الارض اللبنانية كما انها تحوي بنودا اقتصادية وتجارية لا بد للتجار والصناعيين ورجال الاقتصاد من الاطلاع عليها .

وبما كانت المجموعة الوحيدة من هذا النوع لا تفي بالغرض المقصود لانها ترجع الى سنة ١٩٢٥ ولا تتضمن سوى الوثائق الدبلوماسية التي كانت تهم الدولة المنتدبة في ذلك الحين .

فقد رأت وزارة العدل بالاشتراك مع وزارة الخارجية والمغتربين ان تعمد الى نشر مجموعة كاملة من الاتفاقات الدولية تنقسم الى قسمين

القسم الاول يحوي الاتفاقات والمعاهدات الثنائية التي وقعها لبنان مع كل دولة اجنبية على حدة وهي مرتبة بحسب تاريخ المعاهدة .

والقسم الثاني يشير الى الاتفاقات الدولية العامة التي انضم اليها لبنان مع المعلومات اللازمة للرجوع اليها .

ولم نر حاجة لاعادة نشر هذه المعاهدات لانها موجودة في المجموعات الدولية التي يمكن الرجوع اليها في كل آن .

واننا اذ نقدم شكرنا لوزارة الخارجية على المعونة القيمة التي مدت بها لجمع القسم الاكبر من النصوص التي تضمنتها هذه المجموعة نأمل ان يلاقي عملنا هذا استحسانا لدى مختلف الهيئات اللبنانية .

بيروت في ٢٢ تشرين الثاني ١٩٥١

الـدستور
اللبنـانى

المادة ٥٢

(المعدلة بالقانون الدستوري الصادر في ٩ ت٢ سنة ١٩٤٣)
يتولى رئيس الجمهورية المفاوضة في عقد المعاهدات الدولية وابرامها ويطلع المجلس عليها حينما تمكنه من ذلك مصلحة البلاد وسلامة الدولة .

اما المعاهدات التي تنطوي على شروط تتعلق بمالية الدولة والمعاهدات التجارية وسائر المعاهدات التي لا يجوز فسخها سنة فسنة فلا تعد مبرمة الا بعد موافقة المجلس عليها .

هـذه المجموعة

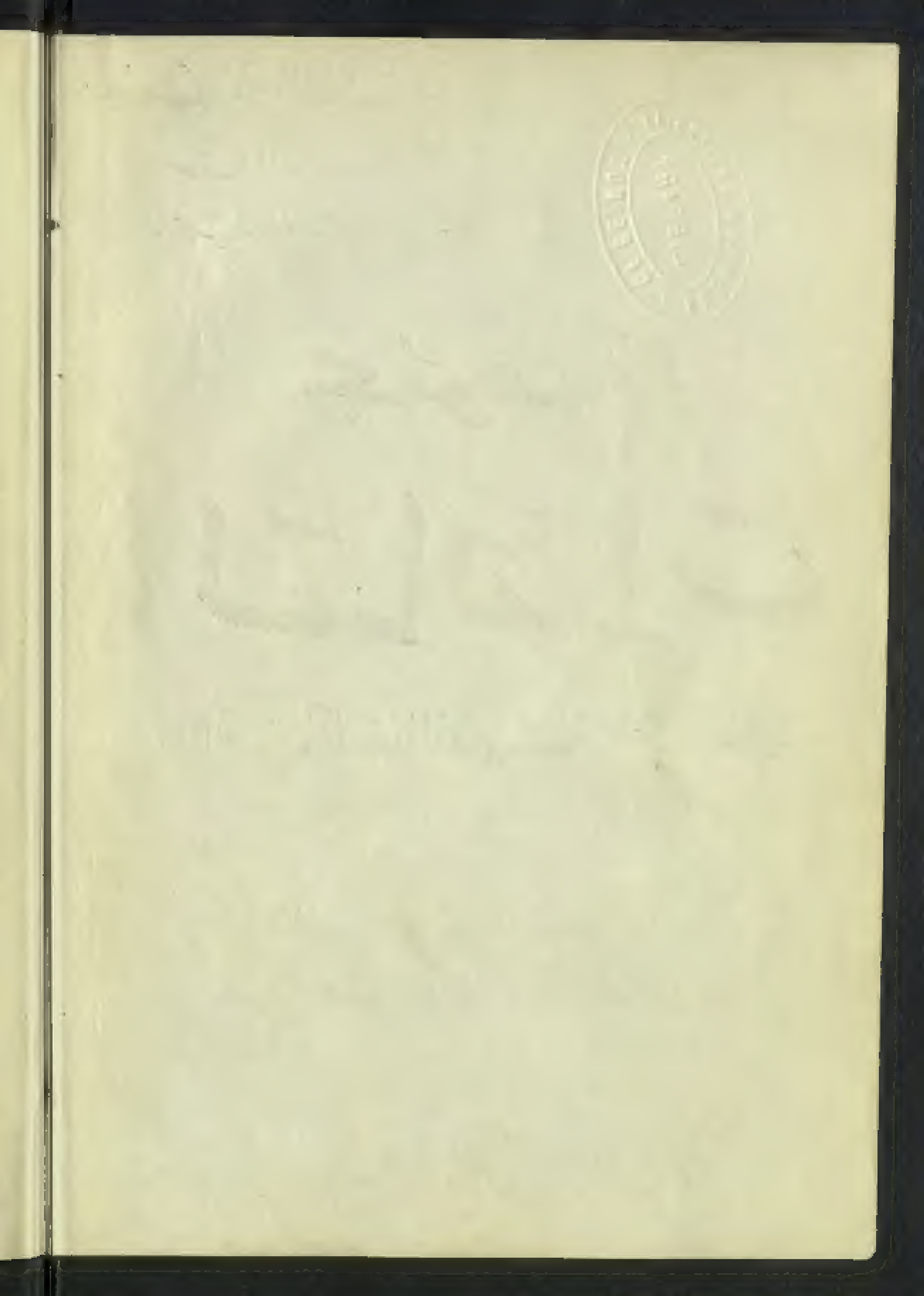
تحتوي

على...

عني بجمعها وترتيب ابوابها

ايلي يوسف البستاني

رئيس دائرة في وزارة العدلية



الجمهورية اللبنانية

وزارة العدلية

والخارجية والمغتربين

مجموعة

المعاهدات

والاتفاقات الدولية الثنائية

مع لائحة الاتفاقات الدولية

العامة التي انضم لبنان اليها

بيروت ٢٢ تشرين الثاني سنة ١٩٥١

منشورات وزارة العدلية

باللغـــة العربيـــة

ـ الجريدة الرسمية للجمهورية اللبنانية (اسبوعية)

الاشتراك السنوي : في لبنان وسوريا : ٢٥ ل.ل.
في الخارج : ٣٠ ل.ل.

ـ مجموعـــة القوانين اللبنانية (عشرة اجزاء)

بدل المجموعة : للقضاة (بدون غلافـــات) : ٢٢٥٠ ل.ل.
للقضاة (مع غلافات كرتون) : ١١٥ ل.ل.
للجميع (مع غلافات كرتون) : ٢٥٠ ل.ل.
للجميع (بدون غـــلافات) : ٢١٠ ل.ل.

ـ ملاحق مجموعـــة القوانين :

ـ الجزء الاول (حتى ٢٠ ايار سنـــة ١٩٤٩) ٦ ل.ل.
ـ الجزء الثاني (حتى ٢٠ آذار سنـــة ١٩٥٠) ٩ ل.ل.
ـ الجزءالثالث (حتى ٢٠ حزيران سنة ١٩٥٠) ٥ ل.ل.
ـ الجزءالرابع (حتى ٢١ تشرين الاول سنة ١٩٥٠) ٧ ل.ل.
ـ الجزءالخامس (حتى ٢٠ آذار سنـة ١٩٥١) ٥ ل.ل.

ـ فهرس القوانين والمراسيم الاشتراعية والمراسيم والقرارات

الصادرة من ١٩١٨ الى ١٩٤٧ ٨ ل.ل.

ـ فهرس قرارات المفوضية العليـــا

(١٩٢٠ ـ ١٩٤٠) والقرارات الملغاة ٥ ل.ل.

ـ مجموعة مقررات مجلس شورى الدولة (الجزء الاول)

(لبنـــان ١٩٢٥ ـ اخر سنة ١٩٣٠) ٥ ل.ل.

باللغـــة الفرنسيـــة

ـ مجموعة اجتهادات المحاكم المختلطة (١٩٢٤ ـ ١٩٤٦)

جزآن ٣٠ ل.ل.
للقضـاة ٢٣ ل.ل.

باللغتين العربية والفرنسية

ـ النشرة القضائيـــة اللبنانية (شهرية)

الاشتراك السنوي: للقضاة والمحامين المتدرجين والمساعدين القضائيين ١٥ل.ل.
للجميـــع ٢٥ ل.ل.

طبع على مطابع «دار الحياة» – بيروت